



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



727017.86



Harvard College Library

FROM THE FUND OF

CHARLES MINOT

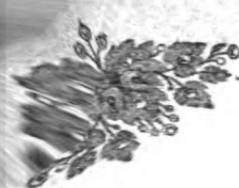
(Class of 1828)











---

**HISTOIRE**  
**DE BLOIS**

PAR

**L. BERGEVIN,**

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL CIVIL,

DÉPUTÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE BLOIS

ET

**A. DUPRÉ,**

Avocat, Bibliothécaire-Adjoint de la Ville.

*Sparsa matris.... colligit*  
OVID

TOME I.

---

BLOIS,  
CHEZ E. DÉZAIRS, ÉDITEUR  
27, RUE DU POIDS-DU-ROI,  
ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES,

M D CCC XLVI

---



position publique, bonne foi,	1 157	Travaux publics, compétence	1 122	Senat, corps législatif, convoca-	4 26
autorisation.		administrative, attribution com-		tion.	
— embleme, fleurs de lys, bijoux	1 157	muna, aqueduc, autorisation,	1 122	— corps législatif, séances, comp-	4 26
— symboliques.		dommage particulier.		tes rendus.	
— injure, administration publi-	1 142	dommage, blessures, ouvrier,	5 20	Société	
— que, plainte, qualité, colentes.	1 142	compétence administrative.			
— injure, contrainte par corps,	1 142	dommage, sorces, colentes,			
durée, matière correctionnelle.	1 142	—			
— publicité, chemin privé.	1 142				

— vendre, transcription, omis-  
sion, privilège, action résol-  
utoire.  
— carte nationale, compétence  
correctionnelle, récidive, refus  
service.

1 125  
2 66  
1 158

position publique, bonne foi,  
autorisation.  
— embleme, fleurs de lys, bijoux  
— symboliques.  
— injure, administration publi-  
que, plainte, qualité, colentes.  
— injure, contrainte par corps,  
durée, matière correctionnelle.  
— publicité, chemin privé.

1 157  
1 157  
1 142  
1 142  
1 142  
1 142

Travaux publics, compétence  
administrative, attribution com-  
munal, aqueduc, autorisation,  
dommage particulier.  
dommage, blessures, ouvrier,  
compétence administrative.  
dommage, sorces, colentes,  
—

1 122  
5 20

Senat, corps législatif, convoca-  
tion.  
— corps législatif, séances, comp-  
tes rendus.  
Société

4 26

# **HISTOIRE DE BLOIS.**

---

**IMP. E. DÉZAIRS, A BLOIS.**

---

③

# HISTOIRE DE BLOIS,

PAR

L. BERGEVIN,

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL CIVIL,  
DÉPUTÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE BLOIS,

ET

A. DUPRÉ,

Avocat, Bibliothécaire-Adjoint de la Ville.

*Sparsa matris.... collige membra tuæ*  
OVIDE.

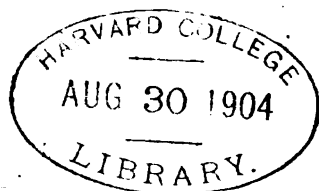
TOME I.



BLOIS,  
CHEZ E. DÉZAIRS, ÉDITEUR,  
27, RUE DU POIDS-DU-ROI,  
ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES,

M D CCC XLVI

~~6512.18.9~~  
Fr 7017.86



Meinot fund  
(2 vols)

## INTRODUCTION.

---

Le premier projet de cette publication remonte à une époque déjà éloignée. M. Bergevin père avait recueilli beaucoup de documents et d'observations sur Blois et sur les environs. Les anciennes institutions du pays, aujourd'hui profondément oubliées, firent l'objet particulier de ses recherches consciencieuses ; les rouages administratifs du passé, que la génération actuelle connaît à peine par oui-dire, lui étaient familiers. Après avoir connu l'ancien régime, après l'avoir vu finir, il assista à la naissance et au développement du nouvel ordre de choses, et put observer toutes les circonstances de cette prodigieuse transformation. Sa vie entière s'est écoulée à Blois, dans l'exercice de fonctions publiques<sup>1</sup> ; une participation active aux affaires de son pays lui a permis de suivre sans interruption, de 1789 à 1830, les phases diverses de notre histoire contemporaine.

<sup>1</sup> Né à Blois en 1753, il a été successivement notaire, maire de la ville et vice-président du tribunal civil ; le bureau de bienfaisance et le collège le comptent aussi parmi les premiers membres de leurs commissions administratives. Il est mort dans sa 80<sup>e</sup> année.

L'ouvrage que nous publions aujourd'hui, d'après les travaux de M. Bergevin père, augmentés de nouvelles recherches, se divise en trois parties. La première, consacrée à l'histoire générale de Blois, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, retrace les phases politiques, économiques et religieuses de la ville; les événements mémorables qui s'y sont passés; les opinions, les mœurs et les usages de nos pères; les prix des denrées et la fixation des salaires à diverses époques.

Laissant à nos successeurs la mission de juger les faits contemporains, nous nous bornerons, dans un but d'utilité, à les sauver de l'oubli qui les menace si on ne s'empresse de les consigner. Notre intention, en les racontant, n'a jamais été de soulever une polémique quelconque; nous avons voulu seulement conserver des souvenirs instructifs. Ceux-mêmes qui ont vu s'accomplir les événements modernes aimeront à se les rappeler, à retrouver des dates, des circonstances, peut-être déjà effacées de leur mémoire.

La seconde partie, intitulée *Description historique*, fait connaître l'origine, les changements, les destinations successives des monuments et des édifices publics les plus remarquables, les projets même qui, sans avoir reçu d'exécution, ont eu néanmoins un certain retentissement, et qui méritaient d'être mentionnés dans ce livre.

Enfin la partie *statistique*, objet du second volume, comprend une série de chapitres spéciaux, d'abord sur la population, l'agriculture et l'industrie; puis sur les différentes institutions du pays, telles que la féodalité, les administrations civiles, militaires, religieuses et judiciaires, les élections de députés aux assemblées législatives, les établissements monastiques, charitables et d'instruction publique. A côté des faits et des explications, chaque chapitre présente une nomenclature abrégée des personnes qui depuis trois siècles ont exercé à Blois les principales fonctions publiques et les industries les

plus considérables ; ces indications ne peuvent que flatter leurs descendants. La biographie des hommes célèbres nés dans la ville, et la généalogie succincte des plus anciennes familles termineront ce recueil de tous les souvenirs qui honorent le pays.

L'utilité de pareilles recherches est incontestable ; car il s'agit d'objets qui, subsistant encore sous de nouvelles formes, continuent d'exciter journellement nos plus vives sollicitudes. Si ces détails, parfois minutieux, saisissent moins l'imagination que les scènes souvent romanesques de l'histoire générale, ils offrent un rapport bien plus direct avec les mœurs, les idées, les besoins de la population. L'immense majorité des habitants est presque toujours demeurée en dehors des événements extraordinaires dont Blois fut momentanément le théâtre à des époques anciennes ; ce serait une erreur de les considérer comme la partie essentielle de notre histoire locale, et de leur attribuer une importance exclusive. A bien prendre, les intrigues de cour, les affaires d'état, les catastrophes dramatiques qui ont le plus illustré notre ville, intéressaient peu ses paisibles citoyens ; et même on ne voit pas qu'ils s'en soient beaucoup émus : au contraire, les questions administratives et économiques préoccupèrent de tout temps et préoccupent encore les diverses classes de la société. Les comtes souverains, les Valois, les Guise, et autres puissances qui jettent sur le nom de Blois une si éclatante auréole, ne firent que passer : de toutes ces grandes apparitions historiques, il n'est resté au pays que de pompeux et stériles souvenirs ; mais les institutions, mais les travaux de nos pères ont laissé parmi nous des traces profondes, et nous ont légué des enseignements précieux ; les recueillir est à la fois un devoir filial et une étude pleine d'intérêt.

Des documents inédits éclairciront les points douteux et révéleront des faits ignorés : nous n'avons pas craint de trop

#### IV

multiplier ces témoignages certains qui établissent solidement la confiance du lecteur. Telle était l'excellente méthode des anciens historiographes ; c'est ainsi que les laborieux Bénédictins composèrent les savantes histoires de Bretagne , de Bourgogne, de Languedoc, etc. , ouvrages enrichis de chroniques, de chartes et d'actes authentiques. Ces écrivains, plus désireux d'instruire leurs lecteurs que d'étaler un vain luxe de style, transcrivaient modestement les résultats de leurs recherches, sans y mêler aucun alliage littéraire. Toutes les fois que cette abnégation a été praticable, nous l'avons imitée ; car les textes, reproductions fidèles du passé, conservent un cachet d'exactitude et d'actualité qui se rencontre rarement sous la plume flexible de l'historien. Nos documents seront insérés dans le corps même du livre : cette intercalation nous dispensera de les analyser par avance, double emploi auquel sont obligés les auteurs qui rejettent à la fin leurs pièces justificatives. L'histoire, ainsi entremêlée de récits et de textes, offrira plus de variété ; les événements, racontés en langage de l'époque, n'auront rien perdu de leur couleur primitive ; nous respecterons même le plus souvent l'ancienne orthographe, qui semble reproduire la physionomie de chaque siècle. Les pièces transcrites, ou seulement citées, proviennent des archives de la préfecture et de la ville ; nous avons abondamment puisé à ces sources locales, dont l'exploration était depuis longtemps désirée. La bibliothèque de Blois nous a été aussi d'un grand secours ; les habitués de ce précieux établissement aimeront à reconnaître plusieurs de ses richesses dans le choix de nos autorités.

Le moment est opportun, pressant même, pour cette publication. Un plus long retard la rendrait impossible ; car les difficultés d'un pareil travail augmentent à mesure qu'on s'éloigne des événements. Déjà le passé ne jette plus parmi nous que des lueurs mourantes ; nos idées, nos préoccupations et le

cours des années affaiblissent sans cesse les traditions locales et les souvenirs de la patrie. Jamais d'ailleurs il ne fut plus à propos d'enregistrer les faits même contemporains : la génération actuelle, dévorée d'activité et d'impatience, oublie avec une désolante promptitude, et l'homme peut dire aujourd'hui plus qu'à toute autre époque :

« Le moment où je parle est déjà loin de moi ! »

Restituer le passé, conserver le présent, tel est le double but que nous nous sommes proposé en nous livrant à des travaux longs et difficiles. Cette œuvre, s'il ne lui est pas donné de fixer l'attention du monde savant, peut du moins espérer le favorable accueil que les conceptions utiles et désintéressées obtinrent toujours dans un pays éclairé : le suffrage de nos concitoyens serait assurément notre plus flatteuse récompense.

---

Je n'aurais point eu la pensée d'entreprendre cette publication, si je n'eusse compté sur le concours dévoué de M. A. Dupré : aux documents nombreux et variés que mon père et moi avons depuis longues années rassemblés pour servir à l'histoire de ce pays, il en a, par ses actives et intelligentes recherches, ajouté beaucoup d'autres d'un incontestable intérêt, et c'est à lui qu'est

VI

due la rédaction définitive de la plus grande partie de l'ouvrage. C'est un hommage que je devais à la vérité, et que je suis heureux de rendre au zèle de mon jeune collaborateur.

L. BERGEVIN.



**PREMIÈRE PARTIE.**



**HISTOIRE GÉNÉRALE.**



## CHAPITRE PREMIER.

Origine & premiers temps de Blois. — Époque Gauloise. — Domination Romaine. — État du pays sous les deux premières races.

---

L'ORIGINE de Blois , comme celle de la plupart des villes, échappe aux investigations , et se perd dans la nuit des temps ; mais , à défaut de l'histoire, la topographie, autorité impérissable, permet de faire quelques conjectures plausibles sur l'ancienneté de la fondation. La nature réunit en ce lieu plusieurs avantages qui durent y fixer de bonne heure une population quelconque. Le passage d'un grand fleuve , la proximité d'un autre cours d'eau

parallèle à la Loire <sup>1</sup>, l'exposition riante et salubre du rocher, l'abondance intarissable de ses sources et de ses infiltrations qui alimentent les nombreuses fontaines de notre cité, la fertilité du terrain supérieur, vaste plateau où commence la Beauce, l'entourage de trois forêts, toutes ces dispositions providentielles s'adaptent parfaitement aux besoins et aux jouissances de l'homme : sans doute elles ne demeurèrent pas long-temps inaperçues; le pays qui les possède dut être bientôt peuplé.

Aujourd'hui peut-être les fondateurs d'une ville choisiraient pour l'asseoir quelque terrain moins inégal; les surfaces planes conviennent mieux aux habitudes, au luxe et à l'industrie de nos jours; mais les peuples primitifs préféraient les pentes ardues, les rochers escarpés <sup>2</sup> dont les cavités leur servaient de demeures. Ces abris naturels durent être particulièrement recherchés dans un temps où l'on ignorait l'art de bâtir; et l'on doit penser que les pays de rochers furent habités avant tous les autres. Blois, qui rentre dans cette catégorie, eut, sui-

<sup>1</sup> Le ruisseau de Mâcé, qui autrefois traversait le bourg Saint-Jean, la rue Foulerie, et se jetait dans la Loire, vis-à-vis de l'Hôtel-de-Ville.

<sup>2</sup> De Caumont, *Cours d'antiquités monumentales*, t. I, p. 158, et t. III, p. 513.

vant toute probabilité, une population antérieure aux époques historiques.

Les Celtes, anciens possesseurs de notre sol, y trouvèrent les trois conditions que César signale comme les accessoires ordinaires des habitations gauloises, un coteau, un fleuve, des bois<sup>1</sup>.

Malgré ses avantages topographiques, Blois ne fut qu'un lieu secondaire de la Gaule. Cette infériorité relative explique l'absence de renseignements sur sa population celtique. Les cités plus importantes qui nous environnent furent moins oubliées : les Gaulois de Chartres, de Tours, d'Orléans ont obtenu quelques lignes de Tite-Live, de César et autres annalistes ; mais nul n'a mentionné ceux de Blois. Ce lieu était-il donc inhabité, quand déjà florissaient plusieurs villes voisines ? On doit interpréter autrement une omission regrettable. En effet la Gaule se composait de plusieurs états indépendants ; l'une de ces petites souverainetés avait pour capitale Chartres, et pour territoire le pays qui avant l'érection de l'évêché de Blois (1698) formait le diocèse de Chartres<sup>2</sup>. Les Blésois, l'une des tribus du peuple chartrain, peuvent bien revendiquer leur part des faits historiques qui con-

<sup>1</sup> Commentaires de César, livre 6.

<sup>2</sup> Les plus savants géographes admettent la correspondance des diocèses anciens aux circonscriptions politiques des cités gauloises.

cernent les *Carnutes*. Peu importe que César ou les autres historiens ne les aient pas spécialement désignés; le nom générique de la nation comprend ses diverses peuplades.

Les druides de la Gaule entière se rassemblaient chaque année, en concile national, à l'extrémité du pays chartrain, *in finibus Carnutum*, dit César <sup>1</sup>. Un monument dont on ne saurait s'expliquer l'origine ou le but, si l'on ne rattache son existence à la célébration des fêtes druidiques, la Butte des Capucins de Blois, nous autoriserait peut-être à penser que le passage de César désigne ce lieu même situé en effet sur les confins du territoire chartrain; sa proximité des forêts où les Druides cueillaient le gui mystérieux et d'un fleuve consacré par leur religion <sup>2</sup> ajoute à la vraisemblance de cette hypothèse.

Le tumulus blésois, les dolmens, les peulvans et les autres antiquités gauloises de nos contrées, sont plus anciens que la conquête; car les Romains, jaloux d'éteindre la nationalité des vaincus, durent interdire des constructions qui eussent perpétué les croyances prosrites. Ces mêmes monuments prouvent que le pays fut habité avant l'époque de la domination romaine; nos ancêtres n'auraient pas

<sup>1</sup> Commentaires de César, liv. 6, 13.

<sup>2</sup> Les cours d'eau étaient en grande vénération chez les Gaulois.

élevé des autels ou des tombeaux dans une solitude.

Nous invoquerons aussi le témoignage de la science étymologique. Les mots *Blois*, *Blésois*, paraissent dériver du gaulois *Bleiz* ou *Blezian*, qui signifie loup. Ce rapprochement explique pourquoi notre ville a toujours porté et porte encore un loup dans son blason ; il justifie également le vieux sobriquet donné à nos ancêtres, qu'on appelait *les loups de Blois*. Si telle est véritablement l'origine du mot Blois, la ville peut citer son nom seul comme preuve d'ancienneté immémoriale.

Les *Chartrains* (parmi lesquels on doit compter les *Blésois*) résistèrent vaillamment aux armées romaines ; enfin ils furent soumis par César<sup>1</sup>. Après la mort du conquérant, ils tentèrent de secouer le joug ; mais Auguste les fit rentrer dans l'obéissance<sup>2</sup>.

Une tradition populaire<sup>3</sup>, qui s'est conservée jusqu'à nos jours, attribue à César l'établissement d'un grenier d'abondance auprès de Blois, dans le village appelé pour ce motif Orchèse (traduction abrégée de *horreum Cæsaris*). L'étymologie est au moins ingénieuse. Du reste, sans admettre la signification littérale de *horreum*, on peut supposer

<sup>1</sup> Commentaires de César, livres 7 et 8.

<sup>2</sup> Chevart, Histoire de Chartres, t. I, p. 196.

<sup>3</sup> Bernier, Histoire de Blois, p. 202.

seulement que César, ou l'un de ses successeurs <sup>1</sup>, tira, soit d'Orchèse, soit des lieux environnants, du vin et autres denrées pour la nourriture des troupes, et que les Romains auront exprimé cette circonstance en termes figurés.

Le savant commentateur de notre Coutume, Denis Dupont <sup>2</sup>, prétend que Blois fut le siège d'une garnison romaine. En effet, les empereurs eurent toujours pour système de fortifier le bord des grands fleuves <sup>3</sup>. La position escarpée de Blois était des plus avantageuses; le rocher peu accessible où s'élève notre château offrait à la stratégie romaine toutes les conditions désirables de hauteur, d'isolement et de force. Blois n'a rien conservé des édifices militaires attribués aux maîtres du monde; mais, par compensation, la ville possède un monument précieux de leurs travaux hydrauliques; l'aqueduc, taillé dans le roc, ouvrage reconnu pour être romain, atteste que les conquérants apportèrent aux vaincus les arts de la paix, la science des constructions vraiment utiles. Les proportions du travail indiquent l'existence d'une population considérable <sup>4</sup>; les Romains, si réfléchis dans tous

<sup>1</sup> Tous les empereurs ont porté le titre de César.

<sup>2</sup> Pontanus, in *Consuet. Bles.*, tit. III, p. 129.

<sup>3</sup> Montesquieu, *Grandeur et décadence des Romains*, chap. 20.

<sup>4</sup> On a calculé, d'après la profondeur du réservoir de notre aqueduc, qu'il contenait ordinairement au moins 333,060 litres, quantité

leurs desseins, n'auraient pas pris tant de peine pour donner de l'eau à un village; l'œuvre fut sans doute en rapport avec le nombre des habitants.

Nos ancêtres ont traversé inaperçus la période de la domination romaine. L'agitation continuelle des extrémités de la Gaule fut à peine sentie dans ces contrées; alors, comme de nos jours, la position centrale du pays et le rempart naturel de la Loire l'isolèrent du mouvement qui ébranlait les autres provinces. D'ailleurs il est probable que les Blésois subirent patiemment le joug de la conquête; leur nature débonnaire ne les portait pas à la révolte. Plus paisibles et plus soumis que leurs voisins, ils ont été par cela même moins remarqués; une population qui vit sans bruit, concentrée sur son territoire, offre peu d'intérêt historique; elle échappe même à l'attention des contemporains.

Le silence de l'histoire et le caractère des habitants permettent de supposer que les réactions de la conquête troublèrent peu le pays; mais ensuite vient une époque de calamités où cette hypothèse n'est plus admissible..... L'invasion des Barbares n'autorise que de sinistres conjectures. Les

suffisante pour alimenter pendant onze jours une population de 6,612 individus, à 5 litres par personne chaque jour. (Mémoires de la Société de Blois, t. II, p. 14.)

marches et contre-marches des Goths, Huns, Vandales, Suèves, Alains et autres peuplades à travers la Gaule, ont été minutieusement décrites. Si Blois ne figure pas sur leur désolant itinéraire, si ces hordes féroces n'envahirent point notre territoire, on voit du moins qu'elles le cernèrent de toutes parts. Le contre-coup des chocs voisins fut sans doute aussi désastreux qu'une occupation directe. Les populations environnantes<sup>1</sup>, violemment refoulées, durent se réfugier au centre; puis, à mesure que les Barbares se retiraient, elles à leur tour essayaient de regagner leurs foyers. Le mouvement se renouvela plusieurs fois; car les hordes qui sillonnaient alors les provinces gauloises furent longtemps à se fixer; elles erraient à la manière des sauvages, et toujours leurs flux et reflux atteignirent nos contrées.

Cette crise offre un caractère monstrueux de désordre, d'instabilité, de dissolution. Que devient alors la population? Comment nos ancêtres échappent-ils au cataclysme du V<sup>e</sup> siècle? Que font-ils, que peuvent-ils faire ainsi pressés de toutes parts? Nous l'ignorons, nous ne pouvons même nous figurer une position pareille; mais ce fut sans doute un terrible passage.

<sup>1</sup> L'Orléanaïs, le Berry et la Touraine furent successivement la proie de diverses peuplades.

Dans le bouleversement général, Blois tomba au pouvoir d'une troupe de Bretons qui infestait les bords de la Loire. Clovis les chassa, puis réunit la ville et le pays à la monarchie des Francs. Ce fait, le plus ancien de notre histoire, est consigné dans un texte latin<sup>1</sup>, dont voici la traduction :

Le grand et catholique roi Clovis, la dixième année de son règne, instruit que les Bretons ravageaient les bords de la Loire, entre Orléans et Tours, et se cachaient dans les bois pour tuer les passants, accourt avec une armée, met les Bretons en fuite, et détruit la forteresse de Blois (*castrum Blesense*) qui leur servait de retranchement. Quelque temps après, il en fit rebâtir une autre mieux placée, et y mit bonne garnison.

Ainsi, en 494 (dixième année du règne de Clovis) les Francs s'établissent à Blois, et prennent pied dans le pays. La douceur du climat, la fertilité du sol, les divers avantages de la position, furent autant d'attraits pour ces barbares dont la première patrie ne pouvait guères soutenir le parallèle avec nos contrées.

Après avoir subjugué les habitants et conquis le sol, les Francs laissèrent subsister ou plutôt rétablirent les formes de l'administration gallo-romaine. Ce réseau embrassait le pays chartrain, dépendance de la 4<sup>e</sup> Lyonnaise (ou Sénonaise), l'une des dix-sept provinces de la Gaule, dont le gouverneur rési-

<sup>1</sup> Chronique du château d'Amboise, écrite au XI<sup>e</sup> siècle, spicilège ed. in-8°, t. X, p. 526.

dait au chef-lieu Sens <sup>1</sup>. Dans les principales villes de la province, un *comte* représentait le gouverneur. Le pouvoir du comte de Chartres s'étendait sur tout le territoire des anciens Chartrains, sur le pays blésois par conséquent. Le diocèse avait la même étendue, et l'évêque de Chartres y exerçait, outre ses fonctions spirituelles, une autorité civile, rivale de celle du comte.

Si l'administration locale éprouva peu de changements, il n'en fut pas de même de la population. Le christianisme, qui vint alors remplacer le culte druidique des vieux Chartrains, opéra dans les mœurs une révolution complète. Cependant le peuple n'abjura pas aussitôt ses anciennes croyances, et long-temps après, de nos jours même, on trouve dans ses usages quelques restes des superstitions primitives.

Le mélange des trois races Gauloise, Romaine et Franque, conséquence de l'invasion, altéra profondément les types nationaux de chacune d'elles. Il est regrettable que l'histoire n'ait pas retracé les circonstances intimes de leur fusion. On aimerait à suivre les effets bizarres de la co-existence forcée d'éléments disparates, à voir comment

<sup>1</sup> Cette ville était en même temps capitale de la province ecclésiastique; aussi, l'évêché de Chartres releva-t-il de l'archevêché de Sens jusqu'en 1622, époque où il passa sous la nouvelle-métropole de Paris.

tous ces individus, Celtes, Romains, Barbares, si différents de mœurs, de costumes, de langage, purent s'aggréger et devenir une communauté d'habitants. Mais les chroniqueurs, prodigues de détails oiseux, ont négligé ce côté le plus saillant de l'époque ; ils se bornent à raconter des batailles ou des intrigues de cour, et sacrifient aux incidents secondaires le fait majeur de la transformation sociale. Leurs récits décousus prouvent seulement la barbarie affreuse des populations dans les premiers siècles de la monarchie française ; telle est par exemple l'impression pénible que laissent ces deux anecdotes locales de Grégoire de Tours <sup>1</sup>.

Elbérulfe, ministre disgracié, fuyant la colère de Gontran, roi d'Orléans <sup>2</sup>, se retira dans la basilique de Saint-Martin de Tours. Gontran fit fermer les portes, et pour s'assurer du coupable le fit garder jour et nuit par des gens d'Orléans et de Blois (*Blesenses*) qui s'acquittaient tour à tour de cet office. Au bout de quinze jours, ces gens partirent pour retourner chez eux ; ils emmenaient des bestiaux qu'ils avaient volés dans les étables de Saint-Martin ; en route, une dispute s'éleva au sujet de ce butin entre les Orléanais et les Blésois ; les plus acharnés de part et d'autre se percèrent à coups de lance. Sur toute la route ces brigands commirent de grands ravages et pillèrent tout ce qui leur tomba sous la main.

<sup>1</sup> *Historia franc.*, lib. 7.

<sup>2</sup> Lors de cette aventure, Blois faisait partie du royaume d'Orléans, possédé par Gontran (réuni à la monarchie en 593). Les habitants lui devaient le service militaire : voilà pourquoi des Blésois allèrent à Tours garder le ministre de ce prince.

Le second fait n'est pas moins caractéristique :

Les Orléanais et les Blésois se coalisent contre les Dunois, tombent sur eux à l'improviste, en massacrent un grand nombre, brûlent leurs maisons et leurs récoltes, emportent leurs meubles et leurs bestiaux. Mais les Dunois, aidés par les habitants d'autres cantons du pays chartrain, ne tardent pas à prendre leur revanche. Ils entrent à main armée sur les territoires d'Orléans et de Blois, ravagent les campagnes, pillent et incendient les maisons. Heureusement les comtes de Chartres et d'Orléans se portèrent médiateurs pour arrêter ces désordres.

Ces collisions brutales donnent une bien triste idée de l'état du pays sous l'empire de pareilles mœurs. Quelles pouvaient être l'agriculture et l'industrie dans un temps où les populations préféraient aux habitudes sédentaires les aventures d'une vie toujours armée, où le hasard et la force remplaçaient les garanties de l'ordre social ?

Une nouvelle invasion de barbares n'était pas faite pour rendre à nos ancêtres le calme et la sécurité. Parties des côtes de l'Océan, les barques normandes remontent la Loire, apportant le carnage et l'incendie. En 854 les pirates du Nord brûlèrent Blois avec les villages et monastères voisins jusqu'au Cher<sup>1</sup>. Tant qu'ils n'eurent point d'établissement fixe, les farouches Dunois continuèrent de piller et d'incendier. Ce système de destruction affligea nos

<sup>1</sup> Annales de saint Bertin. Historiens de France, t. VII, p. 170.

contrées pendant plus d'un siècle. L'auteur du *roman de Rou* <sup>1</sup> qui dépeint avec une naïveté énergique les dévastations et les cruautés commises entre la Loire et la Seine, n'oublie pas le pays blésois. Les Normands, dit maître Wacce :

Li plain paiz <sup>2</sup> vastèrent de Bleis trez k'aSainliz <sup>3</sup>,  
 Li homes ont occiz eli aveirs <sup>4</sup> raviz  
 Ni remaint borc <sup>5</sup> à fraindre <sup>6</sup> ki tant fust bien garniz  
 Se il ne fust bien cloz de murs de paliz <sup>7</sup>  
 Des homes veissiez merveillous tueiz,  
 N'en ont nulle pitié plus ke de leu herbiz,  
 Tuent joenes et viez, tuent grands et petiz;  
 Veuves font li moilliers <sup>8</sup>, orfeling font li filz,  
 E *porgiesent* <sup>9</sup> li dames yoste <sup>10</sup> lor mariz;  
 Icele honte sofre nul franc hom a enviz <sup>11</sup>.  
 La gent de cest paiz est mult decunfortée;  
 Partie en est fouie <sup>12</sup>, partie en est tuée.  
 N'a ne boef ne charue, ne vilain en arée <sup>13</sup>,  
 Ne vigne provignée, ne culture semée;  
 Mainte église y a ja esiliée <sup>14</sup> e gastée  
 Si cette guerre dure, la terre iert <sup>15</sup> degastée.

La mention spéciale de Blois par le poète chroniqueur, prouve que le pays eût beaucoup à souffrir des Normands. Enfin la cession définitive de la Neustrie fixa ces barbares dans une province éloignée, et délivra nos contrées de leurs fréquentes incursions.

<sup>1</sup> Poème en patois normand, composé au XII<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Plat pays (plaine). — <sup>3</sup> De Blois jusqu'à Senlis. — <sup>4</sup> Biens. —

<sup>5</sup> Bourg. — <sup>6</sup> Détruire. — <sup>7</sup> Palissades. — <sup>8</sup> Femmes. — <sup>9</sup> Violent. —

<sup>10</sup> Auprès de. — <sup>11</sup> Nul homme libre ne souffre volontiers cette honte.

<sup>12</sup> Enterrée. — <sup>13</sup> Au labourage, — <sup>14</sup> Assaillie. — <sup>15</sup> Sera.

Après l'invasion normande, on arrive aux désordres de la féodalité qui prolongèrent les maux du pays ; mais alors les faits et les documents deviennent moins rares ; l'histoire n'offre plus autant de lacunes qu'il faille remplir par des conjectures. Nous quittons les ténèbres et les écueils d'époques confuses pour entrer dans une route mieux éclairée.

---

## CHAPITRE II.

**Féodalité. — Comtes de Blois. — Condition des personnes au Moyen-Age.  
Guerres seigneuriales. — Croisades.**



LE pays blésois, qui sous la domination romaine et au commencement de la monarchie dépendait du comté de Chartres, forma ensuite un comté particulier<sup>1</sup>. L'époque précise de ce démembrement est incertaine. Le plus ancien comte de Blois que l'histoire mentionne vivait au IX<sup>e</sup> siècle. La séparation ne s'étendit pas au gouvernement spirituel, car

<sup>1</sup> Le Dunois, la Sologne et une partie de la Beauce furent annexés à ce comté.

jusqu'en 1698 le pays continua de faire partie du diocèse de Chartres.

Les comtes furent d'abord officiers amovibles ; mais ils profitèrent de la faiblesse des derniers rois de la seconde race pour rendre leur pouvoir héréditaire et souverain. Alors le comté devint un grand fief, et ne se rattacha plus à la monarchie que par les liens d'une vassalité souvent illusoire. Ce changement ne fut point instantané, il résulta d'une suite d'usurpations inaperçues.

Les quatre premiers comtes de Blois appartiennent à la famille des rois capétiens ; leurs noms illustres les feront assez connaître :

Guillaume, mort en 834.

Eudes, son fils, mort en 865.

Robert-le-Fort, neveu d'Eudes, mort en 867.

Robert, son second fils, roi de France, mort en 923.

Ces deux derniers furent en même temps comtes de Paris, de Tours, d'Orléans et autres villes.

Quoique le roi Robert eût laissé un fils (Hugues-le-Grand, père de Hugues Capet), le comté de Blois passa immédiatement à son neveu, Thibault I<sup>er</sup> le *Tricheur*, fils de sa sœur. Cet avènement irrégulier a reçu diverses interprétations. Les uns pensent que Hugues-le-Grand abandonna ses droits à son cousin, d'autres le regardent comme un usurpateur. La recherche du père de Thibault

n'a pas moins embarrassé les généalogistes<sup>1</sup> ; nous ne prononcerons pas entre leurs diverses opinions également incertaines.

Thibault-le-Tricheur, premier comte héréditaire et souverain de Blois, consumma une usurpation qui était sans doute déjà très avancée. Les comtés de Chartres, de Tours, de Saumur et de Beauvais lui appartenaient aussi : on ne voit pas quels furent ses droits à la possession de tant de fiefs ; mais à cette époque de violence et de désordre, où l'autorité royale était si faible, tout seigneur audacieux pouvait impunément s'emparer de provinces entières, et se créer dans l'état une souveraineté indépendante.

Thibault épousa Leutgarde, sa cousine germaine, veuve de Guillaume Longue-Épée, duc de Normandie, qu'on l'accusa d'avoir assassiné. Il fut le chef de l'illustre maison de Champagne, l'une des plus puissantes du royaume au moyen-âge. Sa devise était : *Passavant li meilleur* ; énergique défi jeté à quiconque oserait lui disputer le pas. Ses successeurs prirent pour armoiries : *d'argent semé de croix recroisetées*. Il mourut vers 978.

Eudes I<sup>er</sup>, fils de Thibault-le-Tricheur, héritier des comtés de Blois, Tours et Chartres, épousa

<sup>1</sup> Dubouchet, Histoire de la maison de France. — Chalmel. Tablettes chronologiques de Touraine, p. 434.

Berthe de Bourgogne, princesse d'une beauté remarquable, dont il eut six enfants. Il mourut à Tours en 996, et fut inhumé à Marmoutiers. C'est lui qui jeta les fondements du château de Chaumont-sur-Loire. Robert, roi de France, ne dédaigna pas d'épouser sa veuve, qu'il fut ensuite obligé de répudier pour cause de parenté.

Thibault II, son fils aîné, mourut après huit ans de possession.

Eudes II, frère du précédent, vécut plus longtemps. Ce feudataire ambitieux usurpa la Champagne; dès-lors sa famille prit le nom de cette grande province qui vint accroître considérablement la puissance des comtes de Blois. En même temps qu'il régnait sur ses vastes seigneuries, Eudes, dit *le Champenois*, gouvernait le royaume comme principal ministre de Robert-le-Pieux, et fut un des politiques les plus habiles de son temps. Après une vie agitée, il périt en Lorraine dans un combat contre Raoul, roi de Bourgogne (1037). Les auteurs contemporains l'ont diversement jugé : l'un d'eux, moine de l'abbaye de Marmoutiers dont Eudes avait fait réparer l'église, le fait entrer directement au ciel par l'intercession de saint Martin, patron du monastère : l'apothéose nous semble un peu suspecte dans la bouche de cet historien.

Thibault III, né du mariage d'Eudes avec Ermen-  
garde d'Auvergne, nièce de Constance, seconde fem-

me du roi Robert, fit de grands dons aux couvents du pays blésois, et mourut à Epernay en Champagne (1089).

Henri-Étienne, son fils aîné, épousa Adèle, fille de Guillaume-le-Conquérant, roi d'Angleterre. Le Tasse<sup>1</sup>, qui a distingué ce seigneur entre tous les chefs de la première croisade, lui donne ces flatteuses épithètes : *potente di consiglio et prò di mano* (puissant par le conseil et vaillant par la main). Sous son administration, le pape Innocent II visita Blois. Ce séjour du souverain pontife, en l'année 1103, donne à penser que la ville était déjà importante au XII<sup>e</sup> siècle.

A cette époque, le pays subissait les conséquences de la féodalité. Ce régime déplorable avait non-seulement grevé la propriété et l'industrie de redevances ruineuses, mais encore ravi aux personnes les premiers droits de la liberté naturelle. Tandis que le clergé et la noblesse absorbaient tous les biens et les privilèges, la plus grande partie de la population, taillable et corvéable à merci, ne possédait rien, et vivait soumise aux lois du servage.

Les comtes de Blois, hauts barons, étaient souverains absolus de la ville et du pays. Les riches abbayes de Bourgmoyen et de Saint-Laumer, dotées de leurs bienfaits, exerçaient aussi à Blois une au-

<sup>1</sup> Jérusalem délivrée.

torité temporelle, et jouissaient des droits féodaux sur plusieurs quartiers de la ville. Aucune institution municipale ne balançait encore ces pouvoirs illimités : heureusement les comtes firent un usage modéré du despotisme ; et tandis que les tyrans de la féodalité opprimaient d'autres provinces, nos ancêtres eurent des seigneurs assez bienveillants pour les populations.

Plusieurs comtes de la maison de Champagne affranchirent leurs sujets de droits onéreux que leurs prédécesseurs s'étaient arrogés ; mais ordinairement ce ne fut pas sans réserve ; par exemple, Etienne et Adèle renoncèrent au droit de *butage*, à condition que les habitants cloraient de murs le château de Blois (ou peut-être la ville, car le mot *castrum*, employé dans la charte <sup>1</sup>, comporte les deux interprétations ; dans cette dernière hypothèse, les murs d'enceinte dont il existe encore quelques restes, auraient été faits par corvées des habitants).

Les glossateurs ne s'accordent pas sur le sens du mot *butagium*. Les uns le font dériver de *botta* (bouteille), et supposent qu'il désigne un droit sur le vin vendu en détail ; d'autres pensent que le *butagium* était une corvée personnelle, consistant à remonter avec des *butets* les terres du vignoble de

<sup>1</sup> Le texte est dans Bernier, p. 292.

la côte des Grouëts dont les comtes de Blois possédaient alors la majeure partie <sup>1</sup>.

Le texte latin fut long-temps gravé aux principales portes de ville ; cette publicité prouve l'importance que nos pères attachaient à l'exemption du *butage*.

Le comte Étienne mourut en 1102 laissant neuf fils dont l'ainé, Guillaume, exclu de la succession pour cause de folie, épousa l'héritière de Sully ; cet insensé ajoutait à ses titres celui de *seigneur du soleil*. Les Blésois furent heureux d'échapper à la domination d'un pareil personnage.

Thibault IV, second fils d'Étienne, célèbre par sa participation aux croisades et par ses guerres contre le roi Louis VI, joignit aux vertus guerrières une bienfaisance remarquable. Pendant une famine, il vendit tous ses meubles pour secourir les malheureux ; enfin, n'ayant plus rien à donner, il engagea un vase précieux ; ce fait démontre à la fois la charité désintéressée du comte et l'extrême rareté du numéraire. Thibault de Champagne, après de glorieuses vicissitudes, se fit moine et mourut dans l'abbaye de Clairvaux (1151) ; tel fut à cette époque l'humble dénouement de plusieurs grandes existences. Il eut de Mahaud, fille d'Engilbert, duc de Carinthie, cinq fils et six filles, l'une desquelles

<sup>1</sup> Voir Ducange et une dissertation de M. Eloy Johanneau, t. III, p. 298 des Mémoires de la société académique de Blois.

épousa Louis VII, roi de France : ce mariage ne fut point une mésalliance ; les comtes de Blois, possesseurs d'immenses domaines, pouvaient marcher de pair avec le roi de France ; aussi disait-on d'Étienne, père de Thibault IV, que *le nombre de ses châteaux égalait celui des jours de l'année*.

Un partage entre les enfants de Thibault IV diminua cette puissance. Henri, fils aîné, eut le comté de Champagne, et devint le chef d'une branche qui continua de posséder ce grand fief jusqu'au mariage de Jeanne, dernière héritière, avec Philippe-le-Bel, roi de France ; Thibault V, second fils, eut les comtés de Chartres et de Blois. Les deux frères stipulèrent qu'à l'avenir le comté de Blois relèverait de celui de Champagne, en vertu du privilège d'ainesse. En 1238, l'un des descendants de Henri vendit au roi saint Louis ce droit de mouvance ; alors le comte de Blois redevint, comme auparavant, vassal direct de la couronne.

Thibault V, dit *le bon*, justifia ce titre honorable par des actes qui intéressaient vivement la population. Nous traduisons une des preuves de sa bienveillance pour les habitants de Blois <sup>1</sup>.

Le comte Thibault, sénéchal de France, et la comtesse Alix, pour l'amour de Dieu et pour les âmes de leurs ancêtres, ont fait la remise entière aux hommes de ce pays du droit de prise

<sup>1</sup> Voir le texte dans Bernier, p. 300.

de chevaux<sup>1</sup> et des *tentes de toiles*<sup>2</sup>, et pris sous leur garantie les vignes, les prés, les vergers et les aubraies; de manière que le comte aura pour l'amende du délit commis dans les vignes dix sous, *ou bien l'oreille même du délinquant*<sup>3</sup>, s'il ne peut payer ladite amende.

Il est triste de voir une peine si rigoureuse apposée à cette concession; mais le bon seigneur subissait l'influence malheureuse d'un siècle barbare.

Le privilège de Thibault V, comme celui d'Étienne et d'Adèle, fut gravé sur la porte du pont, démolie vers 1775; l'inscription y demeura jusqu'à cette époque. Le même comte fit de grands dons à l'Hôtel-Dieu de Blois, et mérita le surnom de *père des pauvres*. Deux religieux Prémontrés de sa suite cherchaient journellement des pauvres et des lépreux à secourir; il leur avait confié cette fonction chrétienne. Les meilleurs mets de sa table étaient portés aux malades indigents. L'hiver, on distribuait par ses ordres des vêtements et des fourrures. Un jour, ayant rencontré un malheureux transi de froid, il lui donna, nouveau saint Martin, son manteau et son pourpoint<sup>4</sup>. Moins humain envers les Juifs qui habitaient Blois, Thibault fit brûler sans pitié ces malheureux parias. L'horreur

<sup>1</sup> C'étaient des réquisitions qui servaient à remonter la cavalerie de nos comtes, guerroyeurs infatigables.

<sup>2</sup> Autre genre de réquisition applicable aux campements militaires.

<sup>3</sup> Peine très usitée au moyen-âge.

<sup>4</sup> Chevart, Histoire de Chartres, t. II, p. 31.

que leur nation inspirait alors explique ce barbare *auto-da-fé* : On les accusait de forfaits abominables, par exemple de crucifier des enfants le vendredi-saint, en mémoire du déicide, et pour accomplir une affreuse cérémonie dans laquelle il fallait du sang chrétien<sup>1</sup>. Le compilateur Génébrard<sup>2</sup> impute ce crime aux Juifs de Blois ; mais on doit se défier de pareilles assertions. Avant l'*auto-da-fé* du comte Thibault, les Juifs étaient assez nombreux ; ils vivaient concentrés dans le quartier dont une rue porte encore le nom ; différentes industries qu'ils exerçaient disparurent avec cette race proscrite.

Nous regrettons aussi de trouver parmi les actes de Thibault cette convention sur les enfants à naître de deux personnes servies :

Moi Thibault, comte de Blois et sénéchal de France, à tous présents et à venir savoir faisons : que Martin de Montlivault, serf de l'abbaye de Bourg-Moyen, a épousé Aremburge, sœur de Girard Courtin, ma serve, à condition<sup>3</sup> que s'il naît de leur mariage deux ou plusieurs enfants, l'abbaye en aura un, et moi les autres ; que si au contraire il n'en naît qu'un seul, je le prendrai par préférence.

Le droit féodal et les mœurs de l'époque autorisaient de pareilles stipulations ; les serfs étaient considérés comme propriétés privées, et leurs en-

<sup>1</sup> Basnage, Histoire des Juifs, liv. 9, chap. 13.

<sup>2</sup> Auteur d'une chronologie écrite en latin au XVI<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> Les serfs ne pouvaient se marier sans le consentement de leur seigneur.

fants assimilés au croit des animaux ; lorsque le serf d'un seigneur épousait la serve d'un autre, les deux maîtres se partageaient d'avance les fruits du mariage. Le partage n'était pas toujours égal, comme le prouve la charte que nous venons de traduire.

Thibault V épousa Alix, seconde fille du roi Louis VII. Louis I<sup>er</sup>, son fils, qui lui succéda en 1191, devint comte de Clermont en Beauvaisis par mariage avec l'héritière de cette seigneurie. Quelques années après, il affranchit les serfs de Blois ; la charte précieuse, expédiée à cet effet, mérite d'être traduite et commentée, car elle fut le titre primordial de la liberté de nos ancêtres <sup>1</sup> :

Moi Louis, comte de Blois, du consentement de la comtesse Alix ma mère, de Catherine mon épouse, de Philippe mon frère, de Marguerite, Isabelle et Alix, mes sœurs, *sans préjudice des droits du clergé et de la noblesse*, je fais savoir que, pour l'honneur et l'amour de Dieu, pour le bien du pays blésois, pour mon salut, pour celui du comte Thibault mon père d'heureuse mémoire, et de tous mes ancêtres, j'affranchis de taille et de toute exaction arbitraire tous les habitants de la ville et banlieue de Blois <sup>2</sup>. Pour cette exemption<sup>3</sup>, je perce-

<sup>1</sup> Voir le texte dans Bernier, p. 26 des Preuves.

<sup>2</sup> On peut voir dans le Commentaire de Fourré sur la Coutume de Blois, p. 541, les limites de la banlieue, qui sont encore celles de la commune.

<sup>3</sup> C'est-à-dire pour compenser la perte du produit de la taille désormais supprimée. Auparavant les habitants de Blois étaient taillables et corvéables à la volonté du comte.

vrai chaque année un droit de 5 sous de monnaie bloise<sup>1</sup> sur chaque maison située dans la ville et banlieue<sup>2</sup>; droit qui sera payé chaque année le jour de Saint-Hilaire, sous peine du double. Tous les redevables seront solidaires, un seul pour tous. Les pauvres gens pourront demander la décharge de ce tribut au conseil des notables qui auront l'administration de la ville<sup>3</sup>. En outre, j'affranchis sans réserve tous mes serfs<sup>4</sup> de la ville et banlieue. Tout habitant pourra vendre ses biens et quitter la ville; mais, s'il a commis quelque méfait, il devra avant son départ passer en justice. — Toute personne pourra venir demeurer dans la ville ou la banlieue en se soumettant aux us et coutumes du lieu. Les habitants devront me fournir, à moi et à la comtesse de Blois, des vivres à trois mois de crédit<sup>5</sup>. Tout accusé pourra obtenir sa liberté provisoire en donnant caution, à moins qu'il ne s'agisse de meurtre, trahison, détournement de trésor, incendie, rapt, vol. — Les biens situés dans Blois ou la banlieue ne pourront être confisqués sur les particuliers qu'en vertu de jugements définitifs. — Aucun habitant de Blois ne me devra le *brennage* ou le *cornage*<sup>6</sup>. —

<sup>1</sup> Ces 5 sous vaudraient aujourd'hui 3 fr. 60 c.

<sup>2</sup> Ce droit, appelé *fétage* (*festagium*), subsistait encore au moment de la Révolution. Le mot *fétage* vient de *falte* (primitivement *feste*), partie culminante de la maison, prise pour la maison même.

<sup>3</sup> Ce passage autorise implicitement l'institution de la municipalité dont nous parlerons au chapitre des *Administrations civiles*.

<sup>4</sup> *Qui de meâ servili conditione erant*. Le comte n'affranchit que ses propres serfs; en effet il n'avait aucun droit sur les hommes des autres seigneurs, par exemple sur ceux que possédaient à Blois les abbayes de Saint-Laumer et Bourg-Moyen.

<sup>5</sup> Ce terme assez court était un bienfait; car beaucoup de seigneurs jouissaient d'un crédit illimité, à l'aide duquel ils se dispensaient du remboursement.

<sup>6</sup> Cette redevance pour la nourriture des chiens de chasse était considérable dans un temps où les seigneurs entretenaient des meutes nombreuses.

Lesdits habitants continueront de me suivre à la guerre toutes les fois qu'ils en seront requis<sup>1</sup>. — Les habitants de Blois et de la banlieue seront exempts du droit de *gîte*<sup>2</sup>. — Aucun revendeur ne pourra acheter des denrées que trois heures au moins après l'ouverture du marché<sup>3</sup>. — Je jouirai, comme de coutume, de mon *banvin*<sup>4</sup>. — Les meuniers rendront la farine poids pour poids<sup>5</sup>.

Les taverniers vendront le vin au prix qui sera fixé par nous ; de plus, ils pourront prendre un *denier* par bouteille pour le loyer de leurs tavernes, si elles sont spacieuses, et seulement une *obole* si elles sont étroites.

Lors de leur entrée en fonctions, le prévôt de Blois<sup>6</sup>, les sergents, et le gardien de la tour<sup>7</sup> jureront d'observer fidèle-

<sup>1</sup> Les comtes de Blois avaient droit de lever des troupes et de faire la guerre.

<sup>2</sup> Obligation de loger et nourrir gratuitement le seigneur avec toute sa suite.

<sup>3</sup> Disposition prévoyante que la police moderne a conservée.

<sup>4</sup> Droit qu'avait le seigneur de vendre lui seul pendant un certain temps le vin de son cru, à l'exclusion de tous les aubergistes et cabaretiers.

<sup>5</sup> C'est-à-dire qu'ils rendront en farine le même poids qu'ils auront reçu en blé, sans pouvoir rien retenir pour leur salaire. Quoique le texte ne le dise pas, les meuniers se faisaient payer la mouture en argent ; le prix variait suivant les conventions particulières. La coutume établit un autre mode d'indemnité ; suivant l'article 240, les meuniers doivent rendre *du boisseau de bled rex le boisseau de farine comble, et treize pour douze* ; l'excédant leur demeure pour la mouture. Aujourd'hui deux systèmes analogues sont en usage aux environs de Blois. La plupart des meuniers retiennent un douzième en nature ; dans certaines localités, ils rendent poids pour poids et recoivent un *sou* par boisseau.

<sup>6</sup> Le prévôt de Blois était alors le principal officier du comte dans la ville et dans la banlieue de Blois.

<sup>7</sup> *Custos turris*. Cette tour féodale, protégeait le vieux château de nos comtes. Aux XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, le gardien de la tour

ment et de maintenir les présents privilèges. J'ai prêté ce serment, et je l'ai fait prêter de même aux personnages dont les noms suivent : Geoffroy, Contier (*Conterus*),<sup>1</sup> Pierre de Villerbatan, Hugues de Corméré<sup>2</sup> (*de Cormereio*), Truères (*Trueris*). Geoffroy Borel de Bury<sup>3</sup> (*de Burreiaco*). Guillaume de Rilli<sup>4</sup> (*Rilliaco*), Philippe de Cartier, Hervé de Beauvoir, seigneur d'Herbault en Beauce; Garnier de Ruilly, Guillaume de Breuille, Philippe de Landes<sup>5</sup>, Robert de Saint-Denis<sup>6</sup>, Geoffroy de Pomeré, Renaud Maréchal, René Descartes (*Cartesius*)<sup>7</sup>. Furent témoins : maîtres<sup>8</sup> : Regnauld, prévôt de Saint-Sauveur<sup>9</sup>; Guillaume Godin, Rognode d'Eschelles<sup>10</sup> (*de Scalis*); maître Geoffroy, maître Gara, maître Guillaume, chanoines de Saint-Sauveur; Philippe, abbé de Sainte-Marie<sup>11</sup>; Kang<sup>12</sup>, Guillaume de Prunelé, Garnier de Frière, Eudes Doyen (*Decanus*), Jean Crespin (*Crespinus*), Yvonet, Adam<sup>13</sup>.

s'appelait *capitaine du château*; office rempli aujourd'hui par le *commandant de place*.

<sup>1</sup> Bourg de Touraine.

<sup>2</sup> Village aux environs de Blois où se trouvent les ruines d'un château, auquel M. Naudin a consacré une notice intéressante (t. II des Mémoires de la société académique de Blois).

<sup>3</sup> Bourg près de Chaumont-sur-Loire.

<sup>4</sup> Bourg aux environs de Blois (canton d'Herbault).

<sup>5</sup> Bourg sur la Loire en amont de Blois.

<sup>6</sup> C'est probablement un ateu du célèbre philosophe. *Bernier* (p. 621) dit que cette famille, originaire du pays blésois, fut transplantée en Bretagne, et de là en Touraine où naquit à *Lahaye* le fondateur de la philosophie cartésienne.

<sup>7</sup> Les chanoines et prêtres séculiers avaient le titre de *Maître*, celui de *frère* était affecté au clergé régulier.

<sup>8</sup> Église collégiale située sur la place actuelle du château, et dont la prévôté était la première dignité.

<sup>9</sup> Peut-être *Plessis-l'Échelle*, bourg de la Beauce.

<sup>10</sup> Bourg-Moyen.

<sup>11</sup> Ce nom singulier paraît écrit en abrégé.

<sup>12</sup> Une famille de ce nom si commun existe encore à Blois.

Fait à Blois publiquement dans notre cour <sup>1</sup>. Le présent acte a été juré en commun et par acclamation du peuple de Blois; puis confirmé par un serment solennel <sup>2</sup>; et pour que jamais personne n'ose porter atteinte à ces privilèges, nous les avons fait rédiger par écrit et sceller de notre sceau. Donné l'an 1196 de l'incarnation, le 7 juin, par la main de notre chancelier Thibault.

Pour que les dispositions de cette charte parussent bienfaisantes, il fallait que la condition des habitants fût alors bien malheureuse. Aujourd'hui on ne comprend pas que des droits si simples, si imprescriptibles, aient jamais pu être contestés par les seigneurs.

Les successeurs du comte Louis maintinrent et même augmentèrent ces privilèges municipaux; aussitôt après leur entrée solennelle dans Blois, ils expédiaient une charte de confirmation.

Les abbayes, propriétaires de serfs, suivirent l'exemple du comte. En 1226, les habitants du Foix, serfs de Saint-Laumer, rachetèrent leur liberté au prix de 2,000 livres et d'un double cens payable chaque année <sup>3</sup>. On ignore l'époque précise de l'affranchissement des serfs que l'abbaye de Bourgo-

<sup>1</sup> *In curia nostrâ*; le comte tenait sa cour féodale dans la grande salle du château.

<sup>2</sup> Ce serment solennel (*sacramentum*) était prêté sur l'Évangile.

<sup>3</sup> Histoire de l'abbaye de Saint-Laumer, manuscrit de la bibliothèque de Blois.

Moyen possédait aussi à Blois ; probablement ce fut dans le même siècle ; car l'impulsion était donnée, et les seigneurs ecclésiastiques ou laïcs obéissaient au mouvement de liberté qui se manifestait de toutes parts. Il serait instructif de suivre chronologiquement les progrès de cette heureuse réaction dans toutes les seigneuries du pays blésois ; mais la plupart des populations ont perdu leurs chartes d'affranchissement, et d'ailleurs il en est qui obtinrent la liberté moins par titre que par possession.

Thibault VI, fils de Louis I<sup>er</sup>, dépensait ses revenus en fondations pieuses et charitables. Il renonça au droit de gîte et à celui de mettre ses chiens dans les granges des abbayes et prieurés de son domaine ; ce dernier sacrifice dut paraître méritoire, à une époque où le luxe de la vénerie était poussé si loin.

Thibault VI étant mort sans enfants (1218), le comté de Blois passa à Marguerite sa tante, fille de Thibault V, mariée à Gauthier sire d'Avesnes, décédée en 1225. Leur fille unique, Marie d'Avesnes, épousa Hugues de Châtillon, famille non moins illustre que celle de Champagne. Cette maison, qui nous donna une troisième dynastie de comtes, portait pour armes : *de gueules à trois pals de vair au chef d'or*. Hugues fut surnommé *le bon et le vaillant* chevalier ; il méritait ces deux titres.

Après sa mort (1248), Jean 1<sup>er</sup> devenu comte,

affranchit les habitants des Montils, bourg de son domaine, moyennant 5 sous de fétage annuel sur chaque maison<sup>1</sup>. Ce fut lui qui concéda aux habitants des paroisses situées entre le Beuvron et le Cosson les droits d'usage, dont ils jouissent encore dans les forêts de Blois malgré les contestations suscitées par le domaine<sup>2</sup>. Le clergé dut à la munificence du même comte trois grandes fondations : la Guiche, premier couvent de femmes établi dans le pays ; les Jacobins et les Cordeliers de Blois. Le roi Philippe-le-Hardi, qui estimait particulièrement Jean de Châtillon, l'appela à la régence en cas de prédécès de son frère comte d'Alençon. Décédé en 1280 à Chambord, ce seigneur fut transporté dans l'abbaye de la Guiche : ses funérailles coûtèrent trente-cinq mille livres ; c'était beaucoup au XIII<sup>e</sup> siècle. Les dames de la Guiche firent élever à leur pieux fondateur un tombeau de marbre noir, détruit pendant la révolution. Jean de Châtillon fut le premier comte de Blois qui finit ses jours dans le pays. Sa veuve, Alix, fille du duc de Bretagne, décéda à Blois, au retour d'un pèlerinage en Palestine, et fut inhumée auprès de son époux ; son cœur fut déposé dans la chapelle du château des Montils, paroisse où elle avait fondé un hôpital.

<sup>1</sup> Titre de 1250 mentionné dans un inventaire des archives de la ville de Blois, fait en 1577.

<sup>2</sup> V. *infra* à la description historique.

Jean et Alix ne laissèrent qu'une fille nommée Jeanne, qui épousa Pierre de France, fils puîné de saint Louis. Cette comtesse fut pieuse et bienfaisante. Ses dons aux monastères et aux hôpitaux du pays s'élevèrent à cent vingt mille livres, somme énorme pour l'époque. Jeanne accorda aussi un privilège mémorable aux habitants des paroisses qui avoisinent les trois forêts de Blois. Ces malheureux villageois ne pouvaient, même pour se défendre, tuer les bêtes sauvages qui venaient les attaquer ou détruire leurs récoltes; la bonne comtesse fit cesser un état de choses aussi préjudiciable à l'agriculture que contraire à la sûreté des personnes; la charte de ce privilège, datée de 1288, contient les clauses suivantes <sup>1</sup>.

Tous ceux qui habiteront les paroisses voisines de nos forêts, savoir : la banlieue de Blois, Candé, Chailles, Seur, Cellettes, Saint-Gervais, Vineuil, Mont, Huisseau, Tour, Bracieux, Neuvy, Thouri, Dhuizon, Chouzy, Chambon, Saint-Secondin, Saint-Sulpice; tous ceux encore qui auront des propriétés dans lesdites paroisses, qu'ils soient nobles ou roturiers, pourront chasser en dehors des forêts et des terres de notre domaine qui les joignent immédiatement. Au-delà de ces limites, ils pourront chasser avec chiens, jour et nuit, toutes sortes d'oiseaux et de bêtes, *grosses ou gresles*, telles que cerfs, biches, porcs, laies, chevreuils, daims, *connins* (lapins), lièvres. Ils pourront aussi prendre ces oiseaux et bêtes à *quelque manière d'engins qu'ils voudront*. Nous n'entendons point préjudicier aux

<sup>1</sup> Preuves de Bernier, p. 28.

droits de *garenne*<sup>1</sup> des autres seigneurs. Les propriétaires d'héritages avoisinant nos forêts seront libres de se clore.

Cette concession est d'autant plus remarquable qu'au moyen-âge les gentilshommes seuls chassaient, à l'exclusion des roturiers, jugés indignes de ce noble exercice.

Jeanne de Châtillon mourut sans postérité en 1292, et fut inhumée à la Guiche auprès de ses parents. Deux de ses cousins possédèrent ensuite le comté.

Le premier, Hugues de Châtillon, seigneur lettré, fit composer plusieurs romans de chevalerie; comme ses prédécesseurs, il reposait à la Guiche, sépulture adoptive des Châtillon (1307).

Guy I<sup>er</sup>, frère du précédent, exempta plusieurs artisans de Blois de divers services personnels qui les grevaient encore, malgré l'affranchissement de 1196. Les meuniers de Souvigny, d'Huisseau-sur-Cosson et de Croteaux lui durent aussi leur libération d'une servitude odieuse qui consistait à exécuter les criminels. Dès-lors la justice blésoise eut un bourreau en titre; cet office ne demeura jamais vacant; les émoluments de la fonction compensèrent l'horreur qu'elle pouvait inspirer.

Le crédit du même comte à la cour du roi Phi-

<sup>1</sup> On appelait ainsi le droit qu'avait un seigneur d'empêcher la chasse à une certaine distance au-delà de ses bois, distance réservée pour ses plaisirs.

Philippe-le-Bel profita au pays; Guy I<sup>er</sup> obtint pour ses sujets blésois une exemption générale des subsides de guerre. Il mourut en 1342, et fut inhumé à la Guiche, avec son épouse Marguerite de Valois, nièce de Philippe-le-Bel, dont il eut, entre autres enfants, Louis I<sup>er</sup> de Châtillon, comte de Blois. Ce seigneur fit sa première entrée sans observer le cérémonial accoutumé; les habitants, choqués de cette dérogation aux anciens usages, lui supposèrent l'intention secrète de violer leurs franchises municipales; le comte Louis s'empressa de les rassurer par une déclaration bienveillante. Ainsi la bourgeoisie blésoise comprenait déjà ses droits, et savait les revendiquer au besoin. Louis I<sup>er</sup> fut tué à la bataille de Crécy (1346), et son corps rapporté au couvent de la Guiche. De son mariage avec Jeanne de Hainault naquirent trois fils qui furent successivement comtes de Blois.

Louis II l'aîné fit des dons à l'Hôtel-Dieu de Blois, et fonda l'hôpital Saint-Jacques pour les pèlerins qui se rendaient à Saint-Jacques de Compostelle en Galice; il mourut en 1372.

Jean II, son frère, habita presque toujours les terres de son épouse Marguerite de Gueldres; il finit ses jours au couvent des Carmes de Schonhove (1381).

Guy, troisième fils de Louis I<sup>er</sup>, époux de Marie de Namur, eut la douleur de voir mourir à la fleur

de l'âge son fils unique, et décéda sans postérité.

D'autres branches de la maison de Châtillon furent plus vivaces; la dernière s'est éteinte depuis quelques années, en la personne de madame la duchesse d'Uzès, dernier rejeton de l'illustre famille des comtes de Blois.

Avant de continuer l'historique du comté et de la ville, nous croyons devoir nous livrer à une appréciation spéciale du gouvernement des comtes, et surtout de leurs faits militaires, partie essentielle d'une biographie intéressante pour le pays.

Pendant plusieurs siècles, ces infatigables guerroyeurs n'eurent aucun repos. Sans cesse on les voit harceler les seigneurs voisins, notamment ceux d'Anjou, de Vendôme et de Chaumont. La proximité des territoires, l'incertitude des limites, enfin l'humeur querelleuse des possesseurs, expliquent la fréquence de leurs collisions. Le pays situé entre Blois, Tours et Vendôme fut le théâtre le plus ordinaire de ces luttes interminables : les noms lugubres de certains cantons de ce territoire (tels que *Champ-Dolent*, *Champ-des-Martyrs*) rappellent encore le passage funeste de la féodalité militante. Plusieurs fortes tours, qui pendant le moyen-âge furent élevées aux environs de Blois, attestent le fait d'un état de guerre habituel. La ville même

a conservé sur sa ligne d'enceinte quelques-unes de ces constructions stratégiques, établies dans un but de défense ou d'agression.

Nos ancêtres prirent forcément part aux guerres de leurs comtes, qu'ils étaient obligés de servir *envers et contre tous*. Rien n'était plus arbitraire que la conscription de cette époque; rien aussi n'était plus fréquent. Nulle loi ne réglait les conditions ni la durée du service militaire; l'incertitude résultant d'un pareil état de choses, jetait le trouble dans les familles, paralysait complètement l'agriculture et l'industrie. Les populations, toujours menacées de réquisitions et de déplacements, n'osaient rien entreprendre, effet ordinaire du défaut de sécurité; d'ailleurs les comtes furent trop occupés de leurs expéditions pour encourager les travaux utiles; la guerre absorbait entièrement leur activité, et consumait sans résultat toutes les ressources du pays.

La lutte fut d'abord peu favorable aux comtes de Blois; leurs fastes militaires s'ouvrent par trois défaites. La première eut lieu aux environs de Châteaudun, en 994; Eudes I<sup>er</sup>, vaincu par Foulques-Nerra, comte d'Anjou, laissa sur le champ de bataille, une grande partie de son armée. En 1016 Foulques remporta sur Eudes II, dans les plaines de Pont-Levoy, une nouvelle victoire qui lui assura la possession de Montrichard et du territoire

voisin. Thibault III fut plus malheureux encore à Nouy<sup>1</sup>; tombé au pouvoir des Angevins, il ne recouvra sa liberté qu'en cédant le comté de Touraine à Geoffroy Martel, fils de Foulques-Nerra (1044). Un siècle plus tard les Blésois prirent leur revanche: excité par le comte d'Anjou, le seigneur de Chaumont avait refusé l'hommage à son légitime suzerain; Thibault IV vengea cruellement cet acte de félonie (1153); le rebelle vassal et ses enfants furent faits prisonniers au lieu de la *Motte-Mindray*<sup>2</sup>. L'année suivante, la journée de Fréteval vint encore rehausser l'honneur des armes blésoises. Les comtes de Blois et de Vendôme, trop rapprochés pour vivre d'un bon accord, ne cessaient de guerroyer avec un acharnement réciproque. Leurs querelles prirent même un tel caractère de violence, que le roi Philippe de Valois cita devant le bailli de Vermandois le comte Guy I<sup>er</sup> de Châtillon pour répondre de ses méfaits, notamment *de grande esclandre et dommage du peuple*<sup>3</sup>. Grâce à cette intervention, les seigneurs ennemis conclurent la paix, et posèrent des bornes entre leurs territoires (1323); on a prétendu que la pierre levée qui se trouve aux environs de Blois, sur le territoire de la commune

<sup>1</sup> Auprès de Saint-Martin-le-Beau, à quelques lieues de Tours.

<sup>2</sup> Entre Chaumont et Vallières-les-Grandes.

<sup>3</sup> Preuves de Bernier, p. 30.

de la *Chapelle-Vendômoise*, était un signe de cette ancienne délimitation.

Ici se terminent les guerres féodales qui désolèrent nos contrées pendant trois siècles. Thibault dit le *Tricheur*, premier comte héréditaire de Blois, fut le type accompli des fiers barons du moyen-âge; son surnom peu flatteur exprime une vérité confirmée par ces vers du poète Wacce <sup>1</sup>.

Thibault li cuens <sup>2</sup> de Chartres fu fel et enuignoux.

Thibault fu plein d'engein et plein fu de feintie.

Les descendants du Tricheur n'ont guères montré plus de bonne foi ni de modération dans leurs guerres. Perfides et impitoyables à l'égard des seigneurs voisins, ils furent généralement assez débonnaires envers leurs sujets blésois; loin d'abuser d'un pouvoir absolu, plusieurs, ainsi que nous l'avons vu, signalèrent leur administration par des bienfaits.

Ces grands vassaux, véritables souverains, osèrent se mesurer avec le roi de France... Le monarque ne fut pas toujours le plus fort. Il serait superflu de raconter des luttes étrangères au pays blésois; et certes nous ne devons pas envier une triste célébrité aux provinces lointaines, théâtres de malheurs tels que l'incendie de Vitry <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Roman de Rou.

<sup>2</sup> Comte.

<sup>3</sup> Un de nos comtes, Thibault IV, attira sur la Champagne cette vengeance du roi Louis VII.

Certain passage d'une lettre d'Eudes II à Henri I<sup>er</sup> : prouve qu'alors nos comtes craignaient peu la royauté capétienne; voici la traduction de ce document significatif :

Je m'étonne beaucoup, mon seigneur, que sans m'avoir entendu, vous m'ayez jugé indigne de conserver mes possessions; car si vous aviez considéré ma naissance, vous auriez compris qu'elle me donnait des droits héréditaires, et que j'étais comte *par la grâce de Dieu*, puisque je tiens mes domaines non de votre libéralité, mais de la succession de mes ancêtres.

Le comté de Blois était une des seigneuries auxquelles s'appliquait cette orgueilleuse protestation. Du reste la confiscation prononcée par Henri I<sup>er</sup> n'eut pas de suite; le roi recula devant les menaces du comte.

Malgré son attitude hautaine, ce vassal direct de la couronne devait à chaque mutation porter en personne *la foi et l'hommage* au monarque, usage respectueux qu'observèrent les seigneurs les plus indépendants de l'autorité royale. On a conservé<sup>2</sup>, et nous allons traduire la formule du serment que Gauthier d'Avesnes, l'un de nos comtes, prêta au roi en 1222, époque où le comte de Champagne était son suzerain immédiat<sup>3</sup> :

Je jure à mon roi Philippe, que si mon seigneur Thibault,

<sup>1</sup> *Bibl. patrum*, ed. Lugd., t. XVIII, p. 27.

<sup>2</sup> Anselme, *Histoire des grands officiers de la couronne*, t. II, p. 883.

<sup>3</sup> Cette mouvance transitoire est expliquée plus haut.

comte de Champagne, manque au bon et fidèle service qu'il nous doit et à l'obligation de rendre la justice en sa cour, moi avec tous les fiefs et les vassaux que je tiens de lui, je viendrai en aide au roi contre ce seigneur.

Après le droit de guerre privée, le monnayage fut un des attributs les plus considérables de la souveraineté usurpée par nos comtes. Leur atelier monétaire remplaça celui que les rois carlovingiens possédaient à Blois <sup>1</sup> et dont les curieux conservent plusieurs pièces. La monnaie seigneuriale de Blois offre un type bizarre sur lequel on a beaucoup disserté. D'anciens numismates prétendirent y voir une lettre hébraïque. Bernier le considérait simplement comme une tête informe; cette opinion, plus vraisemblable, a été adoptée par les savants modernes <sup>2</sup>. Cependant nous devons dire que sur les monnaies conservées la figure humaine est presque méconnaissable; peut-être a-t-on perdu les pièces plus anciennes où le type existait sans altération.

Toutes les monnaies blésoises antérieures au comte Jean de Châtillon sont anonymes, et portent seulement le nom latin de Blois *Blesis* ou *Blesian*; les autres furent frappées sous le nom de ce comte ou de ses quatre successeurs.

Long-temps la monnaie blésoise eut cours dans

<sup>1</sup> Bernier, p. 41.

<sup>2</sup> Cartier, *Revue Numismatique* de 1845, p. 136.

la ville à l'exclusion de celle des autres seigneurs et de celle du roi; aussi la plupart des sommes stipulées dans les actes des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles qui intéressent des personnes du pays, sont-elles ordinairement payables en cette monnaie. Les changeurs seuls recevaient les autres espèces; ils habitaient une rue de Blois qui a conservé le nom de leur industrie si nécessaire sous l'empire des monnaies seigneuriales.

Les comtes affermaient ordinairement leur monnayage; on voit par le bail de 1345 (manuscrit possédé par M. de la Saussaye) que pendant cette année l'émission fut de 105,970 livres blésoises, valant 90,884 livres tournois <sup>1</sup> ou 1,829,734 fr. de monnaie actuelle; ces chiffres élevés prouvent l'activité de la fabrication; le principal atelier se trouvait dans une maison de la rue actuelle du Pont, appelée pour ce motif *la Tour-d'Argent*. A l'instar du roi, les seigneurs altéraient souvent leurs monnaies; on a calculé que, sur la somme émise en 1345, Hugues de Châtillon dut gagner au moins un sixième <sup>2</sup>. Le roi Louis X rendit une ordonnance très sévère pour réprimer les abus des monnayages seigneuriaux; les conditions de ce nouveau règlement étaient si rigoureuses que bientôt (1328)

<sup>1</sup> La monnaie de Blois valait moins que celle de Tours; la proportion était de 12 à 14.

<sup>2</sup> *Revue Numismatique* de 1836, p. 27.

Guy I<sup>er</sup> de Châtillon, alors très obéré, céda son droit à Philippe de Valois moyennant 15000 livres (aujourd'hui 130,320 fr.). Par de semblables transactions, le roi acquit successivement le monopole de la fabrication monétaire et des bénéfices frauduleux si communs dans l'histoire financière de l'ancienne monarchie.

Plusieurs causes affaiblirent la puissance des grands vassaux : les croisades surtout leur occasionnèrent d'irréparables pertes. Les comtes de Blois furent des premiers à suivre ces expéditions aventureuses et lointaines qui flattaient singulièrement leurs goûts belliqueux. Dès que le concile de Clermont eut résolu la première croisade (1095), Étienne partit avec Godefroy de Bouillon, conduisant à Jérusalem une troupe de cinq mille soldats, mentionnée dans ces vers du Tasse :

Ma cinque mila Stefano d'Ambuosa  
E di Blese et di Turs in guerra adduce.

Quelque temps après, Étienne ramenait en France quatre mille hommes seulement ; mille, parmi lesquels se trouvait un certain nombre de Blésois, avaient déjà péri en Palestine, victimes à la fois de la guerre et du climat. Sans se décourager, le comte Étienne retourne en Terre-Sainte avec des troupes fraîches qui bientôt sont anéanties ; lui-même reçoit une blessure mortelle à la bataille de Rama (1102).

Ces échecs ne calmèrent point dans nos contrées

l'ardeur de la fièvre religieuse qui tourmentait les princes et les peuples. Peu de temps après, saint Bernard étant venu prêcher à Chartres une nouvelle croisade, les habitants du pays blésois répondirent avec enthousiasme à cet appel; les enrôlements spontanés produisirent même une dépopulation sensible, tant était puissante la voix de l'orateur<sup>1</sup>. Cet élan irréfléchi eut de bien funestes résultats pour nos comtes et pour leurs sujets. Thibault périt au siège d'Acre en Palestine avec son armée (1194). Louis I<sup>er</sup> trouva pareil sort devant la place d'Andrinople (1204). Malgré le triste exemple de ses prédécesseurs, Hugues de Châtillon, déjà battu plusieurs fois, continua de recruter pour la Palestine; mais il mourut au milieu de ses préparatifs, et avec lui finirent des expéditions malheureuses.

Les croisades endettèrent les comtes de Blois, qui furent obligés d'aliéner plusieurs domaines considérables. Le prix du comté de Chartres, vendu au roi Philippe-le-Bel en 1286 par Jeanne de Châtillon, solda l'arriéré des guerres saintes auxquelles ses prédécesseurs avaient si activement concouru. Déjà les comtes avaient perdu la Touraine, la Champagne et autres grandes seigneuries; réduits presque à leur domaine de Blois, ils tombèrent au rang de vassaux subalternes; les derniers Châtillon surtout

<sup>1</sup> Chevert, Histoire de Chartres, t. I, p. 552.

n'offraient plus qu'une ombre de l'ancienne puissance des Thibault, des Eudes, des Étienne.

Tant que ces seigneurs furent occupés à guerroyer, ils habitèrent peu les villes de leurs domaines; aussi eurent-ils long-temps à Blois un *vicomte* (*vice comitis*); le premier fut le pieux Gelduin, fondateur de l'abbaye de Pont-Levoy. La terre de la *Vicomté*, près Blois, forma l'apanage de ce dignitaire féodal dont elle porte encore le titre. La cessation des guerres seigneuriales et des croisades rendit les comtes plus sédentaires, et les dispensa de se faire représenter par un suppléant. En 1372, Renaud, dernier vicomte, vendit le domaine de la Vicomté à Louis I<sup>er</sup> de Châtillon pour 200 florins d'or<sup>1</sup>. Les Châtillon, quittant la vie aventureuse de leurs prédécesseurs, habitèrent Blois et les châteaux voisins<sup>2</sup>; le pays n'eut qu'à s'applaudir de ces séjours habituels; car la famille était bienfaisante, comme le prouvent plusieurs chartes de généreuses concessions déjà citées. Plus sédentaires que leurs devanciers, ils ne furent cependant pas exempts d'agitations.<sup>3</sup> Le comte Louis, frère de saint Charles de Blois, prit part aux guerres de ce pieux et infortuné personnage contre Montfort qui lui disputait le duché de Bretagne. Il combattit aussi les Anglais sous

<sup>1</sup> Bernier, p. 319.

<sup>2</sup> La plupart, ainsi que nous l'avons dit, moururent à Blois ou aux environs, et furent inhumés à la Guiche.

la bannière du roi de France, et fut tué à Crécy : ses trois fils suivirent son héroïque exemple ; et tandis que beaucoup de seigneurs embrassaient le parti de l'étranger, ils demeurèrent fidèles à la cause nationale. Le dernier, Guy de Châtillon, eut l'honneur de servir d'otage au roi Jean, captif en Angleterre.

### CHAPITRE III.

Invasion Anglaise. — Vente du comté. — Blois sous la maison d'Orléans.  
Séjours de la Cour.



Le pays blésois ressentit les maux d'une invasion aussi désastreuse que celle des Normands au IX<sup>e</sup> siècle. Les hordes anglaises ne cessaient de traverser en tous sens le territoire, de piller, même d'incendier les bourgs, les monastères et les châteaux ; aux environs de Blois elles détruisirent le castel de Bury ; non loin de là se trouvent une vallée, dite des *Anglais*, et un *Champ-Dolent*, noms lugubres qui attestent le passage de l'ennemi. Sur l'autre rive de la Loire, les Anglais brûlèrent plusieurs maisons religieuses et seigneuriales, entre autres le riche

couvent de Pont-Levoy<sup>1</sup>. Ces désastres eurent lieu à l'époque de la funeste journée de Maupertuis en Poitou. Les Anglais quittèrent le champ de bataille pour se répandre dans la Touraine, le Berry et le Blésois, où ils commirent toutes sortes d'excès. Une de leurs troupes, commandée par le prince de Galles, s'empara de Romorantin (1356), ravagea la Sologne et s'avança jusqu'aux portes de Blois. L'étranger avait à sa solde des bandes de voleurs qui exploitèrent pendant quelque temps les environs de Blois; mais le comte Louis parvint à réprimer ce brigandage organisé.

L'attachement des seigneurs de Blois à la cause du roi de France occasionnait de fréquentes réquisitions; c'est ainsi qu'en 1390 l'armée de Charles V reçut un renfort de 200 *hommes d'armes*<sup>2</sup>, tous gens d'élite du Blésois, commandés par les seigneurs de Vienne, de Chaumont et de Montigny-en-Dunois; chacun de ces feudataires fournit sa part du contingent au moyen d'une levée faite dans ses terres<sup>3</sup>. Les recrues, les sommes d'argent, que les Châtillon fournirent au roi, et les expéditions personnelles qu'ils furent obligés de faire pour défendre leur propre

<sup>1</sup> *Gallia Christiana*, t. VIII, p. 1385. A peu de distance de Pont-Levoy est la métairie des *Anglais*, ainsi appelée en mémoire de l'invasion.

<sup>2</sup> Fournier. Essais sur Blois.

<sup>3</sup> Chaque *homme d'armes* menait avec lui quatre personnes de service.

territoire contre l'invasion, épuisèrent leurs ressources, en même temps qu'elles ruinèrent le pays.

S'il faut en croire les indiscretions de Brantôme, des malheurs d'une autre nature contribuèrent à la pénurie extrême du dernier comte de la famille; le malin chroniqueur s'exprime ainsi :

Marguerite de Namur, femme de Gay de Châtillon, fut si sotte de donner tout ce qu'elle pouvait à Louis, duc d'Orléans, lui qui était si grand et si puissant seigneur et frère du roi; et pour cela de tirer de son mari tout ce qu'elle pouvait, si bien qu'il en devint si pauvre qu'il fut contraint de vendre le comté de Blois audit monsieur d'Orléans, lequel pensez qu'il le lui paya de l'argent et de la substance même que sa sotte femme lui avait donnée; sotte bien était-elle, puisqu'elle donnait à plus grand que soi, et pensez qu'après il se moqua de l'un et de l'autre, tant il était volage en amour <sup>1</sup>.

Cette anecdote prouverait que le rusé prince sut exploiter à son profit l'amour de Marguerite, et trouva dans cette femme galante autant de désintéressement que de complaisance.

La vente du comté de Blois, qui depuis 500 ans avait été transmis par ordre héréditaire, eut lieu en 1394 au prix de 200,000 fr. d'or (environ 2,400,000 fr. de monnaie actuelle). Louis d'Orléans, frère puîné de Charles VI, trouva dans cette acquisition l'emploi avantageux des libéralités de sa tendre comtesse, et d'une partie de la dot que Valentine de Milan venait de lui apporter. Froissart, confident

<sup>1</sup> Dames galantes. Discours 1<sup>er</sup>.

intime de la famille Châtillon, raconte les moindres détails de cette négociation à laquelle concoururent le roi et les princes du sang. Le malheureux Guy de Châtillon, malgré ses embarras financiers, ne pouvait se résoudre à vendre le domaine de ses pères ; Louis d'Orléans, pour lui arracher un sacrifice pénible, fit jouer tous les ressorts de l'intrigue ; on verra même qu'il ne fut pas très scrupuleux dans le choix des moyens ; mais laissons parler avec sa naïveté ordinaire le chroniqueur, témoin de toutes ces manœuvres :

Louis, duc d'Orléans, fils de France, qui finance avoit pour acheter et payer le comté de Bloys, pays bel et noble, s'avisa que ce domaine lui seroit séant. Le duc, sur ceste imagination, ne reposa point, ne cessa point ; et en parla premièrement au roi de France, son frère, puis au duc de Bourbon et au seigneur de Coucy, pour cause que ce seigneur étoit un *grand contracteur* et bien en la grâce du comte Guy de Châtillon. Si proposèrent ces quatre, le roi et les dessus nommés, qu'au département de Tours en Touraine ils viendroient vers leur *cousin* le comte Guy qui se tenoit à huit petites lieues de Tours, en un moult beau chasteau qu'on appelle Chasteau-Morant <sup>1</sup> et traiteroient d'icelle marchandise avec lui et avec la comtesse sa femme, Marie de Namur, qui estoit *moult convoiteuse* <sup>2</sup>. Or estoit advenu qu'un vaillant homme et de grand'prudence, chevalier en loix et en armes, bailli de Bloys, lequel se nommoit messire Regnaud de Sens, fut informé de toutes ces besongnes ; quand il les seut, il en eut pitié pour l'amour de son seigneur le comte de Bloys qui en icelle vendition se pourroit deshonorier et ses loyaux hoirs deshériter.

<sup>1</sup> Morant est une commune située aux environs de Châteaurenault.

<sup>2</sup> D'argent, sans doute.

Ledit messire Regnaud, pour obvier à ces besongnes, se départit de Bloys et chevaucha toute la nuit jusqu'à Chasteau-Morant, où il parla au comte et lui dit : « Monseigneur, vous » serez requis et pressé de vendre vostre héritage ; si ayez ad- » vis. » — « Avant que je fisse ce marché, répondit le comte, il » ne me demourroit plat ni escuelle d'argent à vendre où à en- » gager. » Monseigneur, reprit le chevalier, or vous en souvien- » ne quand temps et lieu sera. » Deux jours après, le roy arriva avec les dessus nommés ; adonc le roi, pour attraire le comte de Bloys, lui dit : « Beau cousin, vous avez eu au temps passé » de grands coustages ; pour vous récompenser nous vous don- » nons en la comté de Bloys une aide <sup>1</sup> qui vous vaudra bien » vingt mille francs. » Le comte dit grand merci, et retint ce don qui oncques profit ne lui fit ; car il n'en eut rien. Après ce don fait, on commença à entrer et traiter pour vendre et acheter la comté de Bloys, et en ouvrirent premièrement la matière le roi et le duc de Bourbon, et trouvèrent sur ce le comte assez froid. Donc se retournèrent les seigneurs à la comtesse de Bloys, et lui dirent tant de paroles colorées, et comment au temps à venir ce seroit une pauvre femme et que bien mieux lui valoit qu'elle demeurast une dame riche et puissante, garnie d'or et d'argent et de beaux joyaux, que toute nue et pauvre ; car elle estoit trop bien taillée pour ne pas survivre au comte son mari, et que c'estoit son avantage qu'elle conseillast au comte son mari que *cette marchandise* <sup>2</sup> se fist. La comtesse, qui estoit une femme convoiteuse, s'inclina à cette idée, et procura <sup>3</sup> le tout, avec un varlet de chambre du comte ; ce varlet appelé Sohier avoit tellement surmonté le comte que tout se faisoit par lui. Ainsi le comte Guy de Blois, mon seigneur et mon maistre, comme mal conseillé par sa femme et son varlet, fit ce pauvre marché. Or, après la conclusion de cette affaire, le roi et les seigneurs prirent congé du comte Guy et s'en retournèrent en France.

<sup>1</sup> Impôt sur les denrées et marchandises.

<sup>2</sup> Ce marché.

<sup>3</sup> Décida.

L'état féodal du pays explique cette dernière observation qui aujourd'hui n'offre plus aucun sens ; au XIV<sup>e</sup> siècle, le comté de Blois, principauté indépendante et souveraine, n'était pas censé faire partie du royaume ; la *France* proprement dite ne se composait que des provinces réunies à la couronne.

C'est ainsi que Louis d'Orléans, premier prince du sang, devint comte de Blois.

Les populations virent avec joie une famille riche et puissante succéder à des princes tombés dans la pauvreté. Sous cette nouvelle domination, Blois atteignit un degré remarquable de prospérité ; nous entrons dans l'époque la plus brillante de notre histoire.

L'illustre maison d'Orléans portait pour armes : *d'azur à trois fleurs-de-lys d'or au lambel d'argent à trois pendans* ; c'étaient les armes de France augmentées du lambel, signe distinctif de la branche cadette.

Le comte Louis d'Orléans, après une vie agitée dont ses sujets blésois ressentirent les infortunes, périt assassiné par les sbires de Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne (1407). Valentine de Milan, sa veuve, n'ayant pu obtenir justice du crime, se retira à Blois, où elle mourut de chagrin la même année. En dernier lieu, cette princesse infortunée avait pris pour devise : *rien ne m'est plus, plus ne m'est rien !* lugubres paroles qui demeurèrent long-

temps après sa mort gravées sur les murs de notre vieux château. Avant d'expirer, elle fit venir pour l'embrasser Jean d'Orléans, fils bâtard de son mari et de la dame de Canny. Elle aimait cet enfant à l'égal des siens, et le faisait élever à Blois avec le plus grand soin. Parfois, le voyant plein d'âme et d'ardeur, elle disait qu'il lui avait été *emblé* (dérobé), et qu'aucun de ses enfants à elle n'était aussi bien taillé à venger la mort de son père; cet enfant fut le brave comte de Dunois.

Le comté de Blois échut à Charles d'Orléans, fils aîné de Louis et de Valentine; ce domaine subit un démembrement au profit de Jean, frère puîné de Charles (aïeul du roi François I<sup>er</sup>) qui eut en partage les châtellenies de Romorantin et de Millançay, anciennes dépendances du comté. Le jeune duc d'Orléans épousa la fille du comte d'Armagnac, chef de la faction opposée aux Bourguignons; Blois devint alors un des points de ralliement de ce parti.

Charles fut fait prisonnier à la bataille d'Azincourt. Pendant sa longue captivité, il y eut un moment où la ville était cernée par les Anglais; tous les lieux fortifiés de la Beauce, excepté Marchenoir, leur appartenaient; mais ils ne purent s'emparer de Blois, que protégèrent sa situation escarpée, son château parfaitement fortifié, sa nombreuse garnison, et la vaillante épée du bâtard d'Orléans, frère naturel de Charles, investi par ce prince du gouvernement militaire de la ville.

Les Anglais, qui faisaient chaque jour de nouveaux progrès, assiégèrent enfin Orléans; la prise de cette place importante eût probablement entraîné l'occupation de tout le littoral de la Loire. La population blésoise, menacée d'une prochaine invasion, attendait avec anxiété le résultat de ce siège décisif, lorsqu'elle vit arriver l'héroïne de Vaucouleurs, qui venait de Chinon et marchait à la délivrance d'Orléans (avril 1429). Jeanne d'Arc demeura plusieurs jours à Blois, jusqu'à l'arrivée des troupes et des munitions que le roi Charles VII lui avait promises. Elle fit bénir dans l'église Saint-Sauveur sa blanche bannière, et communia avec tous ses hommes d'armes. La *chronique de la Pucelle* décrit naïvement les préparatifs de son départ; on ne lira pas sans intérêt les particularités du séjour de Jeanne d'Arc à Blois :

Lors furent chargés en ladite ville de Blois plusieurs charriots, charrettes et chevaux, de vivres, grains et autres choses requises en pareil cas, et y furent assemblés quantité de bétail, comme bœufs, vaches, moutons, brebis et pourceaux; et fut conclu par les capitaines tant par ceux qui les devaient conduire comme par le bastard d'Orléans, qu'on irait par la Solougne pour ce que toute *la plus grande puissance* de l'ennemi <sup>1</sup> estoit du costé de la Beausse. Ladite Jeanne ordonna là-dessus que tous les gens de guerre se confessassent et se missent en état d'estre en la grâce de Dieu; de plus elle leur fist oster leurs fillettes <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Les Anglais occupaient les forteresses de la Beauce, tandis que la rive gauche était libre.

<sup>2</sup> Filles de mauvaise vie qui suivaient l'armée.

Jeanne d'Arc et son armée passèrent la Loire à Blois, et suivirent la rive gauche du fleuve. On connaît l'heureuse issue de cette héroïque expédition. La levée du siège d'Orléans sauva le pays blésois et rendit la sécurité aux habitants, qui à cette occasion instituèrent une cérémonie religieuse. Tous les ans, le 12 août, jour de Sainte-Claire, le clergé blésois se rendait processionnellement à l'église des Cordeliers où il chantait une messe solennelle en mémoire de ce que, par l'intercession de la sainte Vierge, la ville avait été délivrée des Anglais. Ce pieux anniversaire ne cessa qu'à l'époque de la révolution.

Le retour du comte Charles, après 25 ans de captivité en Angleterre, fut un sujet d'allégresse (1440). La ville, depuis long-temps opprimée par les garnisons, et soumise à toutes les exigences de l'état de guerre, accueillit comme un libérateur le prince dont l'autorité paternelle répara les maux du régime passé. Charles récompensa la fidélité et les services du bâtard d'Orléans par la concession du pays Du-nois qui dès-lors forma un comté particulier subordonné à celui de Blois; les descendants du brave donataire l'ont possédé jusque dans le dernier siècle. Le mariage du duc d'Orléans avec Marie de Clèves, nièce du duc de Bourgogne, mit le sceau à la réconciliation des deux familles. Les Blésois, troublés par leurs longues dissensions, seréjouirent d'un

événement si heureux. Le seul fils né de cette alliance fut Louis d'Orléans, qui devint roi de France.

Charles passa le reste de ses jours à Blois dans la pratique édifiante des vertus chrétiennes. Son humilité égalait sa bienfaisance ; tous les vendredis, avant de se mettre à table, il lavait les pieds à treize pauvres de la ville, et leur servait lui-même à diner <sup>1</sup>. Ce prince vaillant, pieux et charitable, eut aussi le privilège de la gloire littéraire ; ses compositions correctes et gracieuses dans un temps où la langue était encore barbare, lui assignent un rang distingué parmi les pères de la poésie française <sup>2</sup> ; elles furent composées en partie au château de Blois, et quelques-unes sont empreintes de couleur locale. Sous ce prince, ami des lettres et des arts, la ville devint le rendez-vous des beaux esprits de l'époque ; les savants, bannis de la cour du sévère Louis XI, formèrent à Blois, sous le patronage de Charles d'Orléans, une brillante académie ; malheureusement la mort du protecteur ne tarda pas à dissiper cette réunion intellectuelle.

Charles d'Orléans mourut à Tours en 1466 ; sa bienfaisance laissa de touchants souvenirs à Blois.

Vers la même époque se forma la *ligue du bien public* ; plusieurs seigneurs blésois, notamment

<sup>1</sup> Chronique de Monstrelet.

<sup>2</sup> La meilleure édition de ses œuvres est celle que M. Champollion-Figeac a publiée en 1842.

Pierre d'Amboise, sire de Chaumont, entrèrent dans cette association, Louis XI, voulant dès le principe donner un grand exemple aux conspirateurs, ordonna que le château de Chaumont serait démoli et rasé, ce qui fut exécuté au mois d'octobre 1485; cet événement produisit une profonde terreur dans le pays.

Le successeur de Charles, né à Blois le 22 juin 1462, est assurément la plus grande illustration de cette ville. Élevé dans nos murs, il aima toujours le lieu de sa naissance qui fut aussi le berceau de sa jeunesse. Disgracié sous le règne de Charles VIII, ce prince quitta la cour, et vint habiter le château de ses pères. La mort subite du roi à Amboise changea ses destinées et celles du comté de Blois qui fut alors réuni à la couronne. Tandis que Louis XII, sortant de sa retraite, allait se faire sacrer à Reims, l'immense convoi de Charles VIII, dirigé sur Saint-Denis, passait à Blois (24 avril 1498). Ce spectacle funèbre y produisit peu de sensation; les habitants, pleins de sympathie pour leur comte bien aimé, virent même avec une secrète joie la fin d'un règne qui lui était hostile. D'ailleurs l'avènement d'un prince favorable aux intérêts de la ville promettait de nouvelles concessions. Cet espoir ne fut pas trompé; aussitôt après son sacre, Louis XII accorda aux habitants une exemption perpétuelle de la taille et de l'impôt sur le vin; le préambule des lettres patentes

exprime en termes affectueux les sentiments du bon roi pour sa patrie <sup>1</sup>.

Ayant regard, dit-il, à ce que nostre ville de Blois est le lieu de nostre nativité, en laquelle nous avons esté nourri tout nostre jeune âge, et que en icelle feuz nos très chers seigneur et père, dame et mère, en leurs vivants, y ont fait leur principale demeure et résidence; considérant aussi que eulx et nous pareillement avons toujours trouvé les bourgeois, manants et habitants de la dicte ville, bons, loyaux et fidèles, et très prompts, enclins et délibérés à nous gratifier et complaire en ce qu'il nous a plu commander et ordonner, voulant, en considération de ce et de l'amour naturel que nous leur portons, les traiter favorablement, etc.

L'avènement de Louis XII, dernier comte de la maison d'Orléans eut pour effet immédiat de réunir le comté au domaine de l'État. Cependant quelques jurisconsultes, Dumoulin notamment, prétendent qu'en vertu de certaines dispositions du prince, il continua d'être possédé à titre privé, d'abord par Claude sa fille, épouse de François I<sup>er</sup>, puis par Henri II, François II et Charles IX. Jusqu'en 1566, époque où l'ordonnance de Moulins <sup>2</sup> aurait opéré sa réunion; mais les actes allégués paraissent concerner seulement l'administration et non la propriété du comté; d'ailleurs notre ancien droit pu-

<sup>1</sup> Preuves de Bernier, p. 37.

<sup>2</sup> L'article 12, qui confirme simplement le principe de l'inaliénabilité, distingue l'ancien domaine de la couronne des *terres depuis accrues*, et classe Blois dans cette dernière catégorie; ainsi, loin d'opérer la réunion, il la suppose déjà effectuée.

blois voulait que tous les biens particuliers du prince fussent immédiatement dévolus à la couronne, et il n'est pas supposable que Louis XII ou ses successeurs aient méconnu d'une manière si choquante ce principe fondamental. L'époque précise de la réunion intéresse particulièrement le domaine qui possède encore les forêts de l'ancien comté ; la solution de certaines difficultés pourrait dépendre d'une date que nous pensons devoir fixer au 7 avril 1498, jour de l'avènement de Louis XII. L'année suivante, le Père du peuple convoquait à Blois une assemblée de notables, chargée de la réforme des abus. Un édit célèbre, daté de cette ville, fut le résultat de la mémorable assemblée de 1499 ; la cour ne pouvait mieux inaugurer sa présence dans nos murs.

Grâce à l'affection de Louis XII pour sa ville natale, Blois acquit une grande importance. Les Valois y transférèrent souvent la cour et le gouvernement ; les principaux actes de leurs règnes furent délibérés et résolus dans cette résidence privilégiée. On comprend les avantages immenses de pareils séjours, la prospérité extraordinaire qu'ils durent occasionner. Toutes les notabilités du royaume, entourage obligé de la monarchie, se réunirent à Blois comme au sein d'une capitale. L'affluence de tant de hauts personnages nécessita de nouvelles constructions ; car l'ancienne ville ne suffisait plus ; de riches seigneurs, attirés par le voisinage de la cour et par la

beauté des sites, bâtirent aux environs de Blois un grand nombre de châteaux qui changèrent l'aspect du pays. Le commerce et l'industrie prirent un élan prodigieux ; ce développement fut surtout sensible pour les arts de luxe, tels que l'émaillerie et la bijouterie. Enfin la présence habituelle de l'élite de la société française civilisa le pays ; les mœurs des habitants se polirent par le contact d'hôtes distingués, leur langage s'épura ; on prétend même qu'ils durent à cette influence la prononciation irréprochable reconnue par les étrangers. Pendant tout le XVI<sup>e</sup> siècle, Blois fut vraiment une cité royale ; le poète Ronsard, qui plusieurs fois suivit dans ses murs les cours de Charles IX et Henri III, lui adresse cette flatteuse apostrophe :

Ville de Blois, naissance de ma dame <sup>1</sup>.

*Séjour des rois et de ma volonté !*

Les divers séjours de l'ancienne monarchie furent signalés par des événements qui se rattachent à l'histoire de France, mais qui ont néanmoins un intérêt de localité.

En 1504, Louis XII reçut à Blois l'archiduc Philippe d'Autriche et son épouse Jeanne la Folle, qui venaient pour négocier un projet de mariage entre leur fils Charles (depuis Charles-Quint), âgé d'un an, et Claude, fille de Louis XII, âgée de deux. Le

<sup>1</sup> Allusion à quelque bonne fortune du poète voyageur.

cérémonial de leur brillante réception offre des détails curieux sur l'ameublement du château de Blois au temps de la renaissance<sup>1</sup>. A cette occasion il y eut un magnifique tournois sur la place des Lices<sup>2</sup>.

Trois ans après, on publiait dans la ville un traité d'alliance offensive de la France et de l'Autriche contre les Vénitiens ; cette coalition imprudente, signée au château, annonçait une guerre prochaine ; la nouvelle consterna nos pères, qui goûtant alors les douceurs de la paix, craignirent le retour des calamités passées.

Malgré ses fautes politiques (le traité de 1504 en était une) Louis XII fut toujours en grande vénération dans le pays blésois où sa bonté lui concilia tous les cœurs ; Seyssel, biographe contemporain, décrit ainsi les hommages empressés que lui rendaient les populations.

Quand-il alloit par les champs, on accouroit de plusieurs journées pour le voir, luy jonchant les chemins de fleurs et de feuillages, essayant de faire toucher des mouchoirs à sa monture pour les garder comme de précieuses reliques.

Anne de Bretagne, digne épouse de Louis XII, se plaisait comme lui à Blois, et sut inspirer la même affection ; les habitants l'appelaient naïvement *notre bonne reine* ; elle mourut au milieu d'eux le 9

<sup>1</sup> M. de la Saussaye, Histoire du château de Blois.

<sup>2</sup> Au près du cimetière actuel.

janvier 1514. Louis XII la suivit de près dans la tombe; cette perte affligea profondément la population au sein de laquelle le prince vécut le plus souvent et qu'il avait comblée de bienfaits.

Le Père du peuple avait charmé Blois par la pratique touchante de vertus modestes; la cour fastueuse de son successeur répandit sur cette ville un grand éclat; les arts, dont François I<sup>er</sup> se montra toujours protecteur éclairé, y furent cultivés avec succès. Au milieu du luxe et des plaisirs qu'encourageait ce monarque brillant, son épouse Claude, fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, continuait dans Blois leurs traditions de simplicité et de bienfaisance; cette autre *bonne reine* y mourut le 20 juillet 1524.

La réforme protestante s'introduisit dans nos contrées sous le règne de François I<sup>er</sup>; les villes de Mer et de Marchenoir furent les premières à l'embrasser. Blois imita bientôt cet exemple, malgré les censures ecclésiastiques et l'intervention active du bras séculier. En 1532, Louis Guillard, évêque de Chartres, commit l'abbé de Bourg-Moyen et l'official de Blois pour faire le procès à François Dubreuil, habitant de cette ville, qu'un arrêt du parlement de Paris avait renvoyé devant lui sous prévention d'hérésie<sup>1</sup>. Ces rigueurs irritèrent les

<sup>1</sup> Chevert, Histoire de Chartres, t. II, p. 309.

partisans des nouvelles doctrines; un jour, que le prélat était à Blois, ils eurent l'audace d'afficher publiquement ce distique scandaleux :

*Sancta pii vivent semper monumenta Lutheri,  
Et rust in folia vertice papa suo.*

« Les œuvres du pieux Luther vivront toujours, »  
» tandis que la puissance du malheureux pape s'é-  
» croulera. »

L'évêque indigné lança un monitoire qui enjoignait de dénoncer les coupables<sup>1</sup>; on ignore la suite de cette procédure sévère.

A l'exemple de François I<sup>er</sup>, Henri II, son successeur, résida souvent à Blois. Le jour de sa première entrée dans nos murs, on vit les courtisans conduire et piquer des bœufs montés par des femmes nues<sup>2</sup>; tels étaient les spectacles que la reine Catherine de Médicis se plaisait à donner au peuple. Quelques jours après cette scandaleuse exhibition, le roi signait une ordonnance qui autorisait, pour la première fois, les jésuites à s'établir en France; cet acte mémorable, daté de Blois, rencontra une vive opposition au sein des parlements et des universités.

La nouvelle congrégation, animée d'un zèle violent, ne fut pas étrangère aux rigueurs que le pou-

<sup>1</sup> Chevert, Histoire de Chartres, t. II, p. 312.

<sup>2</sup> Bernier, p. 22.

voir exerça contre les calvinistes. L'église protestante de Blois eut sa part des persécutions ; deux de ses membres, Guillaume Husson, apothicaire, et Pelloquin, bourgeois, furent brûlés vifs sur de simples soupçons d'hérésie ; mais les supplices, comme il arrive toujours, ne firent que stimuler le zèle des religionnaires.

Le premier pasteur protestant, établi dans la ville, fut Simon Brossier. L'immoralité de son successeur, Duplessis, de Tours, causa un grand scandale ; quoique déjà marié, cet indigne ministre séduisit une demoiselle catholique ; le père, avocat au présidial, porta plainte au roi, et peu s'en fallut que tous les religionnaires de Blois n'expriassent cruellement une faute individuelle.

En 1558 le nouveau culte n'était pas encore légalement établi ; les réformés tenaient leurs assemblées le soir à une certaine distance de la ville, comme le démontre l'anecdote suivante, extraite d'un chroniqueur protestant <sup>1</sup>.

L'année 1558, sur la fin du mois de juin, ceux de la religion revenant de l'exhortation faite au lieu appelé *les Bondes*, situé vers les tuileries de Blois, entre onze et douze heures de minuit, un grand brandon de feu cheminoit fort bellement, et tirant par-dessus eux vers la ville leur éclaira une bonne partie du chemin jusques à ce qu'estant sur la haute tour du pont il se perdit, et fut vu cela, non seulement de l'assemblée, mais

<sup>1</sup> Histoire des églises réformées, par Théodore de Bèze ; édition de 1580, t. I, p. 544.

aussi de plusieurs de la ville, qui se levèrent voyant une telle clarté.

C'est ainsi que toutes les sectes naissantes aiment à entourer leur berceau du prestige des faits miraculeux.

L'année suivante, pendant la nuit du dimanche gras, une image de la Vierge, placée à une maison de la rue Foulerie, eut la tête brisée; la rumeur publique accusa les protestants; mais cette inculpation ne fut pas justifiée. Le conseil de ville, extraordinairement assemblé, décida que la tête serait recollée au plus tôt, et qu'il serait fait une procession expiatoire.

Vers la fin du règne de Henri II, plusieurs grands personnages anglais, pris aux sièges de Calais et de Guines, furent amenés aux environs de Blois; l'un d'eux, mylord Grey, aïeul du ministre que l'Angleterre vient de perdre, fut renfermé dans le château d'Onzain : sa captivité ne fut pas sans consolation; car, dit le sieur de Mergey, gentilhomme français, préposé à sa garde, « il avoit tous les plaisirs, bons » traitements et courtoisies qu'il pouvoit désirer, » *jusques à estre visité souvent par les dames de » Bloys* <sup>1</sup>. » Nous citons ce fait comme une preuve du bon accueil que les étrangers reçurent toujours dans ce pays essentiellement hospitalier.

<sup>1</sup> Mémoires militaires du sieur de Mergey, f° 10 (Recueil de Camusat).

François II, successeur de Henri II, vint habiter Blois à la fin du mois d'octobre 1559; son arrivée inattendue suspendit l'exercice du calvinisme. Les huguenots, craignant que la présence de leur ministre Desmerenges ne fût un prétexte de persécution, le firent immédiatement partir de la ville. Le jeune roi passa l'hiver à Blois; le bruit courut que ce prince valétudinaire prenait des bains dans le sang de petits enfants ravis traitreusement aux familles<sup>1</sup>; horrible soupçon qui fit trembler les mères blésoises!

Les Guise, créatures de Catherine de Médicis, gouvernaient alors le royaume sous le nom d'un monarque fictif. Les huguenots, dirigés par La Renaudie, résolurent de renverser les princes lorrains qui furent informés assez à temps pour transférer la cour à Amboise. Cette retraite précipitée fit échouer le complot et causa la perte des conjurés; heureusement notre ville n'eut point le triste spectacle de leurs supplices.

La conjuration d'Amboise fut le signal d'une longue lutte entre des factions acharnées.

Les deux partis, plutôt politiques que religieux, qui sous le règne suivant désolèrent la France, n'ont pas épargné Blois. Les protestants furent les premiers agresseurs. En 1562 un bataillon de l'armée du prince de Condé, commandé par le sieur d'Her-

<sup>1</sup> Théodore de Bèze, t. I. p. 544.

bault, gentilhomme blésois, tomba à l'improviste sur le faubourg de Vienne, traversa le pont, surprit l'hôtel-de-ville, s'empara du dépôt d'armes placé dans les magasins, pénétra ensuite au château par la *galerie des Cerfs*. Les catholiques, réfugiés dans l'église Saint-Solenne, y soutinrent un siège meurtrier; l'édifice fut criblé de balles et de boulets dont la tour et un pignon du vieux Saint-Solenne portent encore les marques; telle est aussi la cause des trous que l'on voit au vieux pignon d'une maison voisine (habitée par M. Baschet). La ville resta six semaines au pouvoir des huguenots<sup>1</sup>; ensuite elle fut reprise par un détachement de l'armée royale, que commandaient le duc de Guise et le roi de Navarre, père de Henri IV (11 juillet 1562). Ces princes trouvèrent peu de résistance; quelques décharges de leur artillerie suffirent pour rompre les murs de la Porte Côté qui étaient déjà très faibles, faute de réparations. Après l'ouverture de la brèche, les soldats se précipitèrent dans la ville et mirent tout à feu et à sang; beaucoup de protestants furent tués ou noyés; plusieurs catholiques éprouvèrent pareil sort, et peu s'en fallut que le massacre ne devint général. Insensible aux larmes des familles qui le suppliaient de faire cesser le carnage, Guise répondit qu'il y avait trop de peuple au monde<sup>2</sup>. Les fem-

<sup>1</sup> Théodore de Bèze, t. II, p. 577 et 578. — De Thou, liv. 30.

<sup>2</sup> Vingt-six ans après, son fils mourait assassiné au château de

mes même n'échappèrent pas à la cruauté des vainqueurs ; une dame, poursuivie par quelques soldats, s'étant jetée dans la Loire, les forcenés la retirèrent pour l'égorger aussitôt.

L'histoire a consigné les noms et les supplices de quelques autres victimes blésoises ; nous rapporterons ces horribles détails, pour donner une idée de la fureur inhumaine avec laquelle le parti triomphant usait alors des droits de la victoire. Un ouvrier sellier, Louis Rolet, fut promené par la ville sur un âne, la face tournée à rebours, puis jeté à l'eau : ce malheureux parvint à regagner le rivage ; mais les soldats le ressaisirent, et le précipitèrent une seconde fois dans la Loire où ils l'assommèrent à coups de perches. Rentrés en ville, ils aperçoivent à une fenêtre le beau-père de la victime, le sieur Lore, pelletier, âgé de 70 ans, qui lisait le Nouveau-Testament ; irrités de cet acte inoffensif, les soldats montent à la chambre du vieillard, l'injurient et le maltraitent ; le plus féroce de la bande lui assène sur la tête un coup mortel. Un autre religieux, Pierre Prévost, changeur au *carroi de Vienne*, eut les yeux crevés et périt assommé <sup>1</sup>.

De Blois la troupe de Guise se rendit à Mer, où le massacre des protestants dura 9 jours consécutifs.

Blois ; les parents des malheureux qu'il avait laissé égorger, purent se croire vengés.

<sup>1</sup> Crespin, Histoire des martyrs de l'Evangile, p. 654.

Ces actes barbares demeurèrent impunis ; car on ne connaissait alors d'autre droit que celui de la guerre, et le parti vainqueur pouvait se permettre tous les attentats, sans craindre aucune poursuite judiciaire.

Le roi de Navarre était resté dans la ville pendant tout le temps des massacres ; mais il n'interposa point son autorité pour empêcher les cruelles exécutions qui désolèrent Blois. Le prince de Condé, chef du parti protestant, lui écrivit à ce sujet une lettre ainsi conçue <sup>1</sup> :

Monsieur, plusieurs personnes de l'église réformée de Blois, qui se sont retirés à Orléans, m'ont fait entendre comment ils ont été avertis que depuis que vous estes là, il s'y fait de grandes persécutions et cruautés contre tous ceux de ladite église que l'on y a pu appréhender. Tout ce qu'on leur fait souffrir ne peut estre que pour exercer *la vengeance d'aucuns de contraire opinion*. A ceste cause je vous ai bien voulu escrire la présente pour vous supplier très humblement, Monsieur, qu'il vous plaise tenir la main à ce que telles pauvres personnes qui ont déjà souffert beaucoup d'affliction, ne soient traitées si inhumainement. Je pense bien que telles cruautés procèdent principalement de la poursuite des *dessusdits de ladite ville, pleins de vindication* ; si elles continuent, j'en prendrai occasion de traiter d'une même façon ceux de vostre côté qui sont entre mes mains ou y tomberont par ci-après ; me recommandant sur ce très humblement à vostre bonne grâce, et suppliant le créateur, Monsieur, qu'il vous donne très bonne et longue vie.

D'Orléans, ce 23<sup>e</sup> jour de juillet 1562.

Les passages soulignés démontrent que plusieurs Blésois exaltés (*aucuns*, dit le texte) profitèrent mal-

<sup>1</sup> Mémoires de Condé, t. III, p. 561.

heureusement de l'occasion pour exercer des vengeances personnelles ; sans doute ces faits déplora-  
bles ne furent que de très rares exceptions à la  
tolérance et à l'esprit modéré de la majorité des ha-  
bitants.

Quelque temps après la bataille de Dreux , ga-  
gnée sur les huguenots par l'armée royale, la cour  
vint à Blois ; le prince de Condé, l'un des prison-  
niers de cette mémorable journée, fut enfermé au  
château d'Onzain par ordre de Catherine de Médi-  
cis ; pendant sa captivité il fit plusieurs tentatives  
d'évasion et parvint même à corrompre un des sol-  
dats qui le gardaient ; ce malheureux aussitôt dé-  
couvert, fut, par une mesure d'intimidation, pendu  
vis-à-vis la fenêtre du prince <sup>1</sup>.

La cour résidait encore dans nos murs , lorsque  
Poltrot assassina le duc de Guise à Orléans ; son  
corps fut transporté par eau jusqu'à Blois, où Cathe-  
rine de Médicis lui fit rendre de grands honneurs ;  
le convoi se dirigea ensuite sur Chartres ; partout sur  
son passage éclatèrent les manifestations pompeuses  
du deuil public. Une pensée politique présidait à ces  
funérailles ; Catherine, en promenant ainsi de ville  
en ville la victime des huguenots, espérait soulever  
contre eux les populations ; cet appel aux passions  
religieuses produisit peu d'effet dans notre ville-

<sup>1</sup> Histoire de Charles IX, par Varillas.

dont les habitants avaient éprouvé récemment l'inhumanité du défunt.

La même année, un secrétaire du roi et la femme du lieutenant de la maréchaussée furent pendus à Blois pour crime d'adultère<sup>1</sup>; cette exécution atroce prouve que les dames blésoises ne résistaient pas toujours aux obsessions licencieuses des seigneurs de la cour.

Le prince de Condé, mis en liberté, recommença bientôt la guerre avec un nouvel acharnement, malgré les édits de pacification; le pays éprouva toute la fureur du parti dont il était le chef. Déjà son armée, victorieuse sur plusieurs points, menaçait Orléans et les villes de la Beauce; Blois semblait à la veille d'une catastrophe, d'autant plus, disait l'assemblée de ville du 27 septembre 1567, que « plusieurs de religion prétendue réformée qui » résident en cette ville, se sont retirés secrètement hors d'icelle; desquels départs on ne peut présumer qu'une ouverture de guerre ou de chose qui était pour altérer le repos public. » Emus de ce danger, tous les membres de l'assemblée se lèvent et jurent d'un commun accord « de » révéler à la justice les avertissements, conseils et » délibérations qu'ils entendraient être entrepris » contre la majesté du roi et au préjudice du repos » public, des édits et ordonnances<sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Varillas, Histoire de Charles IX.

<sup>2</sup> Mémoires de Condé, t. III.

Le lendemain (28 septembre 1567) les Blésois apprirent avec terreur la prise d'Orléans et de Vendôme, et les tentatives du parti sur Mer. A l'instant on établit des gardes aux portes de la ville et 12 arquebusiers au château. Le 3 octobre, l'archidiacre de Pithiviers et trois chanoines d'Orléans arrivèrent à Blois, fuyant la rage des soldats huguenots; l'hospitalité qu'ils demandaient leur fut accordée.

Informé des alarmes de la population, le roi Charles IX envoya dans nos murs une compagnie de 180 hommes d'infanterie. Une querelle de préséance s'éleva entre le sieur Villeneuve, capitaine de la compagnie, et Raymond Viart, bailli de Blois; le gouverneur de la province, consulté sur leurs différends, répondit en ces termes :

M. le bailli, j'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite sur le différent auquel vous estes, M. de Villeneuve et vous, pour tenir le premier rang en vostre ville de Bloys, y commander et y donner le mot. Il fault que je vous dye que je trouve cela un peu estrange de votre part. Partant, M. le Bailly, je vous pryé de ne demeurer plus en ces difficultés, surtout en ce temps où il se fault employer librement pour le service de sa majesté... Je ne vous ferai plus longue lectre, que pour prier le créateur qu'il vous ayt en sa garde.

Tours, le 4 octobre 1567.

L'exercice du commandement militaire et les honneurs de la préséance furent attribués au capitaine. On distribua la compagnie dans les différents quartiers; 25 hommes furent placés à la porte Char-

traîne, 50 au quartier de la Foulerie, 50 au Foix, 20 dans les rues basses, 30 aux environs des halles, et 25 à la porte du Pont. En même temps on ordonna que chaque paroisse de l'élection de Blois fournirait un certain nombre de pionniers pour travailler aux fortifications de la ville <sup>1</sup>.

Le gouverneur de la province pensa avec raison que Blois n'était pas suffisamment défendu par 180 hommes, et résolut d'envoyer une autre compagnie ; mais la ville refusa en termes formels de recevoir ce supplément de garnison <sup>2</sup> ; car déjà elle commençait à se lasser des soldats de M. de Villeneuve, gens mal disciplinés qui rançonnaient les habitants et se conduisaient avec une extrême licence. Les exigences du capitaine devinrent de plus en plus pressantes ; outre les réquisitions en nature, il osa demander à la ville une somme de 4,200 livres pour payer ses soldats. Aussitôt le corps municipal se transporte chez M. de Villeneuve, et lui remontre *la mauvaise façon dont les soldats usent à l'endroit de leurs hôtes* et l'impossibilité actuelle de fournir aucun argent ; mais l'inflexible capitaine répond « qu'il ne peut recevoir en paiement telles excuses, » qu'il est nécessaire que sa compagnie soit payée » par les habitants de Blois ; que si, à faute de ce » faire, ses soldats se débandent, il proteste de n'en

<sup>1</sup> Délibération du 7 octobre.

<sup>2</sup> Procès-verbal du 15 octobre.

» être tenu, mais de s'en excuser et défendre où il » appartiendra. » Pour éviter de plus grands malheurs, la ville offre 1000 livres et se débarrasse ainsi d'une troupe onéreuse <sup>1</sup>.

Bientôt le sieur de Richelieu (le père du célèbre cardinal) amène à Blois une autre compagnie pour remplacer celle de Villeneuve; cette garnison, qui donna lieu à de nouvelles plaintes de la part des habitants, ne put sauver la ville au jour du danger.

Le 7 février 1568, après s'être emparé de Beaugency, les protestants, au nombre de 5000 hommes de pied et 4000 cavaliers, presque tous gascons ou provençaux, commandés par le capitaine Boucard, émissaire du prince de Condé, vinrent du côté de la Beauce assiéger Blois avec deux grosses pièces de canon et deux couleuvrines; cette faible artillerie leur suffit pour s'emparer d'une place déjà démantelée. Dès la première attaque, ils emportèrent le faubourg Neuf et ouvrirent une brèche à la porte Chartraine. La garnison ayant refusé de se rendre, ils descendirent à la porte Côté où la canonnade recommença avec plus de succès encore. Richelieu perdit tout espoir, et demanda à parlementer; après bien des négociations, on stipula que la ville se rendrait, mais à condition que les

<sup>1</sup> Procès-verbaux des 3 et 12 novembre 1567.

personnes et les propriétés seraient respectées, que la garnison aurait la vie sauve et sortirait avec armes et bagages. Au mépris de cette capitulation, la compagnie de Richelieu fut entièrement massacrée, les églises dévastées, les couvents de Bourg-Moyen et de Saint-Laumer, pillés <sup>1</sup>. Les soldats huguenots commirent d'horribles excès, ils détérèrent les morts inhumés à Saint-Solenne, et prirent plaisir à jeter leurs ossements en l'air <sup>2</sup>. Les Cordeliers surtout éprouvèrent la rage des vainqueurs ; le père Voisin de Tours, l'un d'eux, fut jeté à la Loire ; mais, disent les annales de l'ordre, son corps surnagea, descendit jusqu'à Tours, et s'arrêta vis-à-vis la maison où il était né. D'autres Cordeliers furent noyés dans un puits du couvent. Ce puits existe encore dans une cour qui autrefois dépendait de l'enclos des religieux (maison de M. de Bagieu, rue des Rouillès) ; une inscription latine, gravée sur une pierre que l'on voit auprès, atteste les cruautés des huguenots ; voici le texte du document :

*D. O. M.*

*Immani portentosoque hæreseos monstro per totam  
ferè Galliam olim altaria et sacras funditùs nostras  
ædes profligando, tandem scelestissimi et nefarii ho-*

<sup>1</sup> De Thou, livre 42.

<sup>2</sup> Relation de l'ambassadeur Jérôme Lippomano, publiée dans les Documents inédits de l'Histoire de France, t. I, p. 503.

*mines cœnobium hoc Franciscanum , irâ furentes , truculenter ingressi , probos que viros copioso satis numero utique religiosos , ac ingenti virtute , scientiâ et pietate conspicuos , obviam nacti , dirè frustatim dissecantes , putei hujus in alvum præcipites , in domini Jesu contemptum et crucis , sæviter dederunt , sic que fluctuantes profuso sanguine , aquarum undâ , velut altero baptismo cœlitûs lustratos , ac divini amoris curru de tyrannide victores , ad immortalitatis gloriæ trophæum Deus optimus maximus in cujus conspectu mors pretiosa sanctorum , evectos , mirè sublimavit , anno 1568.*

Une traduction abrégée de ce texte historique dont la latinité est peu lucide, ne sera pas inutile pour son intelligence.

« Du temps que le monstre de l'hérésie, répandu  
 » dans la plus grande partie de la France, détruisait  
 » les édifices sacrés, des scélérats du parti hugue-  
 » not envahirent le couvent de Saint-François , y  
 » tuèrent un assez grand nombre de religieux, aussi  
 » distingués par leur vertu et leur piété que par  
 » leur science, et les ayant coupés par morceaux,  
 » les précipitèrent au fond de ce puits ; ils firent  
 » tout cela par mépris de N. S. Jésus-Christ et de  
 » sa croix. Les victimes, purifiées dans les eaux de  
 » ce second baptême, s'élevèrent sur les ailes du  
 » divin amour jusqu'au trône de Dieu, devant qui  
 » la mort des saints est précieuse. Année 1568. »

Cette épitaphe, rédigée d'un style de rhéteur, est sans doute l'œuvre de quelque moine qui aura survécu à ses malheureux confrères. L'horrible circonstance de la dissection (*frustatim dissecantes*) caractérise bien les mœurs féroces de cette époque où le fanatisme étouffait tous les sentiments d'humanité.

Avant de quitter Blois, le capitaine Boucard se fit compter 10,000 livres. Le souvenir de sa perfidie se conserva dans le pays; *foi Boucard* y devint synonyme de foi punique; Bernier cite ce dicton populaire comme un proverbe local encore usité de son temps <sup>1</sup>.

Quelques jours après le siège et la prise de Blois (18 février), le sieur des Prunes, envoyé du prince de Condé, vint exiger une nouvelle rançon, et résuma ainsi sa demande :

« Le prince exhorte les habitants à demeurer en  
 » paix et en parfaite soumission au roi <sup>2</sup>. Pour le  
 » paiement des troupes qu'il a levées et entretenues  
 » *dans l'intérêt du roi*, il veut que la ville lui donne  
 » cent mille livres, *ne voulant aucune excuse en paie-*  
 » *ment d'icelles.* »

L'assemblée de ville répondit en termes énergi-

<sup>1</sup> Histoire de Blois, p. 37.

<sup>2</sup> Condé, chef de la révolte, pour donner le change sur ses desseins hostiles, affectait de parler au nom du roi et de prêcher l'union des partis.

ques à ce message perfide ; voici l'analyse de sa longue déclaration :

Nous sommes très disposés à l'union, à la concorde et à la tolérance religieuse. La ville, composée en partie de pauvres officiers du roi, de la reine et des princes, est maintenant réduite à la dernière pénurie. Elle a eu à *supporter un siège de dix jours entiers qui a été sans mesure ni discrétion*. Pour comble de malheurs, la ville et les environs, à plus de six lieues à la ronde, ont été livrés au pillage, malgré les belles promesses de M. de Boucard. Il avait promis notamment d'employer les biens ecclésiastiques au soulagement du peuple, et cependant les reliquaires et les meubles des églises et des communautés ont été enlevés, les ecclésiastiques mis à rançon pour conserver leurs vies. En récapitulant tous les sacrifices de la ville, ils se trouvent monter à plus de 40,000 livres. Le prince est supplié de prendre ces remontrances en considération, *et de ne permettre pas que les ruines qui sont bien commencées en ce lieu se continuent, ni que les sujets du roi demeurent affligés comme ils sont*.

Les doléances des habitants ne furent point écoutées. Quelques jours après, le prince de Condé envoyait à Blois un gouverneur protestant, porteur de la déclaration suivante :

Messieurs, je suis venu en cette ville par le commandement du roi et de monseigneur le prince de Condé, afin d'adviser et d'ordonner des affaires de ladite ville pour la conservation d'icelle et de chacun des habitants, et faire en sorte que la destruction des églises cesse ; lesquelles églises ledit sieur prince a dit avoir trouvées à son arrivée, qui fut le jour d'hier, *ruinées et démolies*, demandant acte de la situation où il les a trouvées.

Ce manifeste inspira peu de confiance aux catholiques. Le bailli Raymond Viart, et le lieutenant-

général Simon Riolle se retirèrent devant le gouverneur protestant que le parti vainqueur imposait à la ville. Pendant plusieurs semaines, l'autorité fut exercée au nom du prince de Condé, comme s'il eut été seul souverain ; des monnaies frappées à son effigie circulèrent dans la ville.

Bientôt la paix, dite *boiteuse et mal assise*, conclue le 23 mars 1568, remplaça Blois sous l'obéissance du roi, et ramena dans ses murs les autorités légitimes. Les garnisons continuèrent néanmoins de rançonner la ville, qui eut surtout à se plaindre du capitaine Cadot ; ce brutal officier menaça publiquement un des échevins de *lui donner des coups de bâton*<sup>1</sup>, s'il ne fournissait de l'argent aux soldats de sa compagnie. Enfin la ville obtint la levée des garnisons, à condition d'entretenir sur pied une garde bourgeoise de 200 hommes<sup>2</sup> ; elle aima mieux s'imposer ce sacrifice, que de subir journellement les exactions et les violences des gens de guerre ; fatigués de leurs excès, les habitants préférèrent se charger eux-mêmes du service.

L'année suivante (1569), sur la nouvelle que les huguenots obtenaient de grands avantages dans le Poitou, et se rapprochaient de la Loire, le roi donna ordre de faire rompre deux arches du pont de

<sup>1</sup> Procès-verbal du 6 juillet 1568.

<sup>2</sup> Procès-verbal du 12 octobre 1568.

Blois ; mais cette fausse alarme n'eut pas de suite et le pont demeura intact. Nous verrons que les démagogues de 1793 ne reculèrent pas devant l'exécution de pareille mesure.

Telles furent à Blois les principales circonstances des guerres dites de religion. On voit que la population éprouva tour-à-tour les fureurs des deux factions protestante et catholique, sans jamais user de représailles ; après avoir beaucoup souffert, elle s'abstint de réactions et de vengeance. Des chefs de parti, étrangers au pays, causèrent seuls les malheurs de 1562 et 1568 ; car les habitants des deux religions vivaient alors en assez bonne intelligence.

Comparé aux troubles de la plupart des villes, le calme de Blois, après l'année 1569, était une heureuse exception ; aussi les derniers Valois, fuyant les factions de la capitale, vinrent-ils alors s'abriter dans nos murs. Charles IX profita d'un de ces séjours pour simuler une réconciliation avec l'amiral de Coligny (1572) ; moyen perfide de donner le change sur le projet de la Saint-Barthélemy qui fut, dit-on, ourdi au château de Blois.

On a écrit récemment<sup>1</sup> qu'à la suite de cette sanglante catastrophe, Blois fut le théâtre d'un massa-

<sup>1</sup> Procès-verbal du 13 juillet 1569.

<sup>2</sup> Mémoire sur la Sologne par M. Beauvalet, p. 32 (publié en 1844).

cre de protestants ; mais les registres municipaux nous apprennent au contraire que beaucoup de huguenots parisiens ou orléanais s'y réfugièrent , et que la ville , loin de les persécuter , les accueillit avec bienveillance.

Les protestants blésois échappèrent à la proscription , mais ils furent souvent inquiétés par l'autorité locale ; un document postérieur à la Saint-Barthélemi prouve qu'on leur laissait peu de liberté et qu'on surveillait de près toutes leurs démarches :

Aujourd'hui 27 juillet 1576, en assemblée de ville, le procureur du roi expose que, dimanche dernier, sans aucune autorisation, les religionnaires ont commencé à *faire presche en la dicte ville, en la maison du sieur Antoine de Loynes, et à faire assemblée, y recevant tous estrangers demourans hors la ville et faulxbourgs, en grand nombre, garnys d'armes*. Les mêmes sont venus nous déclarer qu'ils entendaient renouveler leur prêche dimanche prochain ; que du reste ils éviteraient toute manifestation séditieuse. Nous leur avons fait observer que ces réunions n'étaient légales ; alors ils ont persisté en disant que leur ministre s'acheminait déjà vers Blois. Sur quoi l'assemblée décide que l'on s'opposera à ladite réunion, et que dimanche prochain toutes les portes de la ville seront fermées, et *gardées par personnes responsables, avec l'espée et dague seulement sans autres armes*.

Les circonstances locales de la guerre civile expliquent ces précautions. L'armée protestante, commandée par le roi de Navarre (Henri IV), occupait alors plusieurs places voisines, et pouvait d'un instant à l'autre s'emparer de Blois. Les souvenirs

de 1568 excitaient vivement les alarmes de la population et la vigilance des magistrats; un incident imprévu venait encore d'accroître l'inquiétude : le roi de Navarre, cantonné à Montoire, avait demandé passage par Blois ; la ville, craignant que le prince n'abusât de cette faculté, députa vers lui deux échevins, pour le supplier de prendre une autre direction <sup>1</sup>. Le roi de Navarre obtempéra à ces remontrances ; mais les troupes de son parti continuèrent leurs incursions aux environs de Blois ; les religionnaires furent même soupçonnés d'intelligences secrètes avec l'ennemi ; la délibération précédente eut lieu sous l'impression de cette pensée défavorable dont elle porte le cachet.

<sup>1</sup> Délibération du 14 mai 1576.

## CHAPITRE V.

États de Blois en 1576. — États de 1588. — Meurtre des Guise.  
Mort de Catherine de Médicis.



LA retraite du prince de Condé, qui porta en Guyenne le théâtre de la guerre, fit cesser toute inquiétude. Cet heureux événement coïncida avec la convocation des États-Généraux, à l'aide desquels Henri III espérait rétablir la paix et l'ordre dans le royaume. La position centrale de Blois, son éloignement des provinces insurgées, l'esprit sage et modéré des habitants, déterminèrent le choix du lieu assigné à cette grande assemblée.

Les États de 1576 se composaient de 326 députés : 104 du clergé, 72 de la noblesse, et 150 du

tiers. La séance d'ouverture fut précédée d'une procession, d'un jeûne de trois jours, et d'une communion générale de tous les députés dans l'église Saint-Sauveur, paroisse du château ; cinq membres de chaque ordre se présentaient ensemble à la sainte table en signe d'union.

Le roi ouvrit la session, le 6 octobre, dans la vaste salle qui depuis a toujours été appelée *salle des États*<sup>1</sup>. Le clergé tint ses séances particulières dans l'église Saint-Sauveur, la noblesse au palais de justice, le tiers à l'hôtel-de-ville.

Blois, habituellement si paisible, fut, pendant trois mois, le centre du mouvement politique et l'arène des partis. L'affluence des étrangers y produisit une presse extraordinaire, au point que les ambassadeurs des diverses puissances, ne trouvant point à se loger dans la ville, furent contraints de rester à Saint-Dyé; ce fait est attesté par l'un d'eux, Jérôme Lippomani, représentant de la république de Venise<sup>2</sup>. Les maisons particulières servaient d'hôtelleries; les personnes de la cour et les membres des États se logeaient par réquisition, comme aujourd'hui les militaires. Cette hospitalité forcée

<sup>1</sup> Le trône royal faisait face à la grande porte; à côté s'élevaient les tribunes, estrades et sièges réservés aux princes, princesses et grands dignitaires. Les députés du clergé occupaient une rangée de bancs à droite du trône; la noblesse siégeait à gauche; le tiers était relégué derrière les deux autres ordres, le long des murs.

<sup>2</sup> Mémoires déjà cités.

dut singulièrement troubler l'intérieur et les habitudes domestiques des bourgeois, déplacés par les grands personnages du monde politique, qui venaient s'installer avec leur suite au domicile de ces pauvres hères. On peut aisément se figurer l'animation extérieure de la ville, la circulation continue, les pourparlers, les débats, les rixes même des acteurs passionnés du grand drame dont Blois fut le théâtre, le mouvement qu'occasionnaient les communications fréquentes des États avec la cour et des trois ordres entre eux; nos rues, alors si étroites, encombrées d'une foule continue d'étrangers de distinction; le château, le palais, l'hôtel-de-ville, sans cesse assiégés de courriers, de commissaires, de groupes animés. Au milieu de ces agitations, la population sut conserver son sang-froid ordinaire, et ne se mêla point aux luttes des factions.

Les dévotions officielles interrompirent souvent le travail des États. « *Le huit octobre*, dit un député<sup>1</sup>, *rien ne se fist, à cause que chacun s'occupa à prier Dieu ce jour là qui estoit de la Conception Notre-Dame. Après la messe, le roi toucha près de trois cents pauvres de Blois, malades des écrouelles.* » Tous les dimanches, les États assistaient à une grande messe célébrée dans l'église Saint-Sauveur.

Les haines politiques fermentaient au sein des

<sup>1</sup> Mémoires de Taix, folio 15 (Recueil de Camusat).

États, et souvent leur influence réagit sur les délibérations de l'assemblée; mais elles ne furent pas la seule cause de trouble; les vengeances privées excitèrent aussi de cruelles émotions qui interrompirent les travaux parlementaires. Un soir, à onze heures, le jeune Saint-Sulpice tua le sieur de Semblançay, vicomte de Tours, au pied de la rampe du château (rue Saint-Lubin), triste dénouement d'une querelle que ces deux gentilshommes avaient eue ensemble, le même jour, au jeu de *Pallemaille*<sup>1</sup>. Les États en corps assistèrent aux funérailles de la victime, Quelques semaines après, un soldat assassina son ancien chef, le sieur de Birague, capitaine des gardes, qui venait de faire le service du soir au château. Ces guet-apens, commis à des heures peu avancées, aux portes du royal manoir, dans une ville remplie de troupes, répandirent une terreur profonde.

Malgré ses graves préoccupations, la cour se livrait au plaisir avec un abandon joyeux; presque tous les soirs la troupe des *Gelosi*, que Catherine de Médicis avait fait venir d'Italie, jouait au château dans la salle même des États. Ces représentations font époque dans l'histoire de l'art scénique, car on y vit figurer les premières actrices; jusque-là les femmes n'avaient osé paraître sur aucun théâtre de France<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Établi sur le *Mail* actuel.

<sup>2</sup> Histoire des théâtres.

Les États se séparèrent le 2 mars 1577, après avoir demandé que le protestantisme fut anéanti, et que la religion catholique subsistât seule. La plupart des bailliages avaient exprimé ce vœu intolérant; le tiers-état blésois, cédant à l'entraînement général, disait en tête de son cahier : *Ordonnez, sire, que n'y aura en vostre royaume exercice de religion aultre que de celle qui est unique, à scavoir de catholique, apostholique et romaine* <sup>1</sup>.

Les doléances des trois ordres produisirent le célèbre édit de 1579, appelé *ordonnance de Blois*, quoiqu'il ait été signé à Paris.

Vers la même époque, le gouvernement s'occupa aussi des intérêts particuliers de la ville; la fondation du collège de Blois, en 1584, fut un événement heureux pour la jeunesse du pays. Un autre établissement, celui des Capucins, eut lieu par l'influence de Catherine de Médicis, qui se plaisait à multiplier les communautés religieuses.

Au mois de mars 1585, nos pères revirent Henri III dans un appareil bien différent des pompes que sa cour déployait en 1576. Le roi de France, vêtu d'un cilice, ceint du chapelet, marchant à pied avec le bourdon du pèlerin, conduisait lui-même à Notre-Dame de Cléry une longue suite de pénitents blancs et noirs. La procession,

<sup>1</sup> Registres de la ville.

partie de l'église des Chartreux de Paris, passa par Chartres, Châteaudun et Blois, et se recruta de ville en ville; les dévots blésois grossirent le cortège.

Après la journée des barricades (mai 1588), le monarque effrayé se réfugia à Chartres, laissant Paris au pouvoir des Guise et de la ligue. Bientôt il convoqua à Blois, pour la fin d'octobre, une seconde assemblée d'États-Généraux. L'expérience que le gouvernement avait déjà faite des avantages d'une position centrale et du bon esprit des habitants, détermina Henri III à choisir le même lieu qu'en 1576. La ville de Chartres, résidence provisoire, n'était pas aussi paisible, et d'ailleurs sa proximité du foyer de l'insurrection offrait de graves inconvénients pour la tenue d'une assemblée délibérante.

Le roi n'attendit pas le moment de la réunion des États pour se rendre à Blois; la cour vint, dès le 1<sup>er</sup> septembre, avec douze compagnies de gardes françaises, habiter notre ville, qui lui semblait un port assuré contre la tempête. La municipalité, officiellement prévenue de cette arrivée, avait reçu l'ordre de tenir prêts *dix mille* pains destinés à la nourriture des troupes royales, et d'en fournir ensuite 2,500 chaque jour <sup>1</sup> : l'importance de cette

<sup>1</sup> Procès-verbal de la séance du 30 août 1588.

réquisition prouve que le déploiement de la force armée était en rapport avec les périls de la situation politique. Les registres municipaux ne mentionnent pas que la ville ait été remboursée de ces fournitures énormes; si réellement elles demeurèrent à sa charge, ce dut être une cause de ruine pour notre malheureuse cité; les avantages du séjour de la cour n'auraient pas compensé de pareils sacrifices.

L'ouverture de la session fut précédée des mêmes cérémonies religieuses qu'en 1576; un député, témoin oculaire <sup>1</sup>, décrit ainsi le cortège et l'itinéraire de la procession générale des États.

Le dimanche, deuxième jour du mois d'octobre, fut faite une procession solennelle où le roi assista; l'assemblée fut à Saint-Sauveur. Après les prêtres officiants marchait le tiers-état, puis la noblesse, puis le clergé, les abbés commendataires revêtus de surplis et de grands manteaux par-dessus, les évêques, les cardinaux. Puis venait le Saint-Sacrement porté par M. l'évêque d'Aix, sous un poêle d'or, suivi du roi qui était à droite avec M. de Montpensier, et M. de Guise à gauche, avec la reine et les dames de la cour. La messe fut dite en l'église de Vienne, et la prédication faite par M. de Xaintes, évêque d'Évreux. Les rues étaient tapissées et remplies d'un grand peuple.

Le 16 octobre, Henri III ouvrit, dans la grande salle du château, les États-Généraux, composés de 505 députés : 134 du clergé, 180 de la noblesse, et

<sup>1</sup> Bernard; Relation des États de 1588.

191 du tiers. Ensuite le clergé alla siéger dans le réfectoire des Jacobins, la noblesse au palais, le tiers à l'hôtel-de-ville.

Les États de 1588 produisirent à Blois encore plus de mouvement et de sensation que les précédents ; car les circonstances étaient devenues bien autrement graves. Le pouvoir espérait trouver dans cette assemblée un appui contre les Guise ; mais la majorité partageait les affections des ligueurs pour les princes lorrains, sujets ambitieux qui aspiraient au trône. En vain le roi avait juré et fait jurer à tous les députés l'*édit d'union*<sup>1</sup> ; cette manifestation tardive ne désarma point les conspirateurs ; la foi des serments avait perdu toute sa puissance. Une cérémonie religieuse consumma le parjure ; Henri III et le duc de Guise communierent ensemble dans l'église Saint-Sauveur et se promirent amitié réciproque sur l'Eucharistie. Malgré ces apparences de réconciliation, aussi peu sincères d'un côté que de l'autre, la faction se fortifiait chaque jour. Enfin le monarque, menacé de perdre l'autorité et même la vie, prit une résolution désespérée ; la mort des Guise fut résolue.

Les mémoires contemporains, écrits sous l'influence de passions diverses, ne sont point d'accord sur plusieurs circonstances de cette terrible

<sup>1</sup> Séance du 18 octobre.

catastrophe. Deux versions surtout, celles de Jean Patte, député du tiers-état <sup>1</sup>, et de Miron, premier médecin de Henri III, offrent de nombreuses variantes. Les auteurs différaient profondément d'intérêts et d'opinions politiques ; le premier, ardent ligueur, et partisan outré des Guise, raconte, à la charge de Henri III, des détails odieux que Miron dissimule en bon courtisan. Les historiens n'offrent pas moins de variétés et de contradictions. Plusieurs ont traité d'une manière remarquable ce sujet si dramatique ; M. de Châteaubriand, entre autres <sup>2</sup>, décrit avec un soin particulier le sanglant épisode du château de Blois. N'ayant pas la prétention de faire mieux, ni même aussi bien, nous transcrivons ce beau fragment du grand écrivain <sup>3</sup>, en y joignant les principales variantes de Jean Patte, chroniqueur peu connu, avec quelques notes explicatives sur certains détails de localité. Les circonstances de ce grand événement offrent d'autant plus d'intérêt, qu'elles se sont passées dans une partie du château de Blois, dont la distribution intérieure a peu changé, et que l'on doit bientôt admirablement restaurer ; les souvenirs attachés à ces

<sup>1</sup> Manuscrit récemment publié dans le bulletin de la société de l'Histoire de France, t. I, p. 77.

<sup>2</sup> Études historiques ; analyse raisonnée de l'Histoire de France.

<sup>3</sup> Il paraît avoir suivi principalement les versions de Miron et de l'Étoile.

appartements historiques méritent d'être recueillis et conservés. La relation brillante et animée que nous allons reproduire suppléera à la lecture fastidieuse de mémoires écrits d'un style peu attrayant.

Le roi assembla son conseil, composé des seigneurs de Rieux, d'Alphonse Ornano et des secrétaires d'état. « Il y a » long-temps, leur dit-il, que je suis sous la tutelle de MM. de » Guise. J'ai eu dix mille arguments de me mêler d'eux, mais » je n'en ai jamais eu tant que depuis l'ouverture des États. Je » suis résolu d'en tirer raison, mais non par la voie ordinaire » de justice, car M. de Guise a tant de pouvoir dans ce lieu, » que si je lui faisais faire son procès, lui-même le ferait à ses » juges. Je suis résolu de le faire tuer présentement dans ma » chambre ; il est temps que je sois seul roi ; *qui a compagnon* » *a maître.* » (Pasquier). Le roi ayant cessé de parler, un ou deux membres du conseil proposèrent l'emprisonnement légal et le procès en forme ; tous les autres furent d'une opinion contraire, soutenant qu'en matière de crime de lèse-majesté, la punition devait précéder le jugement. Le roi confirma cette opinion. « Mettre le Guisard en prison, dit-il, ce serait mettre dans » les filets le sanglier qui serait plus puissant que nos cordes. » (L'Étoile). On délibéra sur le jour où le coup serait frappé ; le roi déclara qu'il ferait tuer le duc de Guise au souper que l'archevêque de Lyon lui devait donner, le dimanche avant la Saint-Thomas. Ensuite l'exécution fut retardée jusqu'au mercredi suivant, jour même de la Saint-Thomas, et enfin renvoyée au 23, avant-veille de Noël.

Le 22, le duc de Guise, se mettant à table pour dîner, trouva sous sa serviette un billet ainsi conçu : « Donnez-vous » de garde, on est sur le point de vous jouer un mauvais tour. » Il écrivit au bas, au crayon : *On n'oserait* ; et il jeta le billet sous la table. Le même jour, le duc d'Elbeuf lui dit qu'on attenterait le lendemain à sa vie. « Je vois bien, mon cousin, répondit » le Balafré, que vous avez regardé votre almanach, car tous

» les almanachs de cette année sont farcis de telles menaces. » (L'Étoile).

Le roi avait annoncé qu'il irait le lendemain 23 à la Noue, maison de campagne, au bout d'une longue allée, sur le bord de la forêt de Blois, afin de passer la veille de Noël en prières. Rassuré par le projet de ce prétendu voyage, le cardinal de Guise pressa son frère de partir pour Orléans, disant qu'il était assez fort, lui cardinal, pour enlever Henri et le conduire à Paris. Une fois remis aux mains des Parisiens, les États l'auraient déposé comme incapable de régner, puis confiné dans un château avec une pension de deux cent mille écus ; le duc de Guise eût été proclamé roi à sa place.

Le 22, le roi, après avoir soupé, se retira dans sa chambre vers sept heures ; il donna l'ordre à Liancourt, premier écuyer, de faire avancer un carrosse à la porte de la galerie des Cerfs <sup>1</sup>, le lendemain matin 23 décembre, à quatre heures, toujours sous prétexte d'aller à la Noue <sup>2</sup>. En même temps, il envoya le sieur de Marle inviter le cardinal de Guise à se rendre au château à six heures, parce qu'il désirait lui parler avant de partir. Le maréchal d'Aumont, les sieurs de Rambouillet, de Mainte-non, d'O, le colonel Alphonse Ornano, quelques autres seigneurs et gens du conseil, les quarante-cinq gentilshommes ordinaires, furent requis de se trouver à la même heure dans la chambre du roi. À neuf heures du soir, le roi mande Larchant, capitaine des gardes-du-corps, et lui enjoint de se tenir le lendemain, à sept heures du matin, avec quelques-uns des gardes, sur le passage du duc de Guise, quand celui-ci viendrait au conseil. Larchant et les siens présenteraient à ce prince une supplique tendant à les faire payer de leurs appointe-

<sup>1</sup> Ce pont, qui n'existe plus, établissait, au-dessus des fossés, une communication entre le château et le chemin des Liccs, conduisant aux Allées.

<sup>2</sup> Cette villa, située à l'extrémité des Allées, au bord de la forêt, dépendait alors du château ; c'était le lieu de plaisance de la cour et son rendez-vous de chasse.

ments. Aussitôt que le duc serait entré dans la chambre du conseil, qui formait l'antichambre de la chambre du roi, Larchant se saisirait de l'escalier et de la porte, ne laisserait ni entrer, ni sortir, ni passer personne. Vingt autres gardes seraient placés par lui Larchant à l'escalier du vieux cabinet, d'où l'on descendait à la galerie des Cerfs. Tout étant disposé de la sorte, Henri rentra dans son cabinet avec de Termes (c'était Roger de Saint-Lary de Belgarde, si connu depuis). A minuit, Valois lui dit : « Mon fils, allez vous coucher, et dites » à Duhalde qu'il ne faille de m'esveiller à quatre heures, et » vous trouvez ici à pareille heure. » Le roi prend son bougeoir, et s'en va dormir avec la reine. (Miron).

Le duc de Guise veillait alors auprès de Charlotte de Beaume, petite-fille de Semblançay<sup>1</sup>, mariée d'abord au seigneur de Sauve, et en secondes noces à François de la Trémoille, marquis de Noirmoutier. Aussi belle que volage, elle allait, selon l'expression libre du Laboureur, *coucher d'un parti chez l'autre*. Liée jadis avec le duc d'Alençon et le roi de Navarre, les secrets qu'elle dérobait au plaisir elle les redisait à Catherine de Médicis et au duc de Guise. Cette fois, elle essaya de l'éclairer sur les dangers qu'il courait; elle le conjura de fuir; mais il crut moins à ses conseils qu'à ses caresses, et il resta. Il ne rentra chez lui qu'à quatre heures du matin. On lui remit cinq billets, qui tous l'admonestaient de se précautionner contre le roi. Le duc mit ces billets sous son chevet. Lejeune, son chirurgien, et beaucoup d'autres clients qui l'environnaient, le suppliaient de tenir compte de ces avis. « Ce ne seroit jamais » fini, répondit-il; dormons, et vous, allez coucher. » (Miron.)

Le 23, à quatre heures du matin, Duhalde vint heurter à la porte de la chambre de la reine; la dame de Piolant, première femme de chambre, accourut au bruit. « Qui est là? dit-elle. » — C'est Duhalde, répondit celui-ci; dites au roi qu'il est

<sup>1</sup> Le duc logeait au château, que Charlotte habitait aussi en qualité de dame d'honneur de la reine mère.

» quatre heures. — Il dort et la reine aussi, répliqua la dame de Piolant. — Éveillez-le, dit Duhalde, ou je heurterai si fort que je les réveillerai tous deux. » Le roi ne dormait point, ses inquiétudes étaient trop vives. Ayant appris la venue de Duhalde, il demande ses bottines, sa robe de chambre et son bougeoir; il se lève, et laissant la reine toute émue, se rend dans son cabinet, où l'attendaient déjà de Termes et Duhalde. Il prend les clefs des cellules destinées aux Capucins<sup>1</sup>; il monte éclairé par de Termes, qui portait le bougeoir devant lui; il ouvre une cellule, et y renferme Duhalde effrayé; il redescend, et à mesure que les quarante-cinq gentilshommes de sa garde se présentent, il les conduit aux cellules, dans lesquelles il les incarcère un à un, comme Duhalde. Les personnages convoqués au conseil commençaient d'arriver au cabinet du roi; on y pénétrait à travers un passage étroit et oblique, que Henri avait fait pratiquer exprès dans un coin de sa chambre à coucher, laquelle précédait ce cabinet. La porte ordinaire de la chambre avait été bouchée. Lorsque les ministres et les seigneurs sont entrés, le roi va mettre en liberté ses prisonniers, les ramène en silence dans sa chambre, leur recommandant de ne faire aucun bruit, à cause de la reine-mère, qui était malade et logée au-dessous.

Ces précautions prises, le roi revient au conseil, et redit aux assistants ce qu'il leur avait déjà dit sur la nécessité où il se trouvait réduit de prévenir les complots du duc de Guise. Le maréchal d'Aumont hésitait, parce que le roi avait promis et juré, le 4 décembre, sur le Saint-Sacrement de l'autel, parfaite réconciliation et amitié avec le duc de Guise. « Mon cousin, lui avait-il dit, croyez-vous que j'aie l'âme si méchante » que de vous vouloir mal? Au contraire, je déclare qu'il n'y » a personne en mon royaume que j'aime mieux que vous, et » à qui je sois plus tenu, comme je le feray paroître par bons » effects d'icy à peu de temps. » *Cet athéiste Henri de Valois ca-*

<sup>1</sup> Situées au-dessus des appartements dans les combles du château.

*cheta sa trahison avec une cire du corps de Notre Seigneur Jésus-Christ. (Vie et Mort de Henri de Valois.)*

On calma les scrupules du maréchal d'Aumont, en s'efforçant de lui prouver que le duc de Guise avait manqué le premier à sa parole. Le roi passa du cabinet du conseil dans la chambre où étaient assemblés les gentilshommes, et il leur parla de la sorte : « Il n'y a aucun de vous qui ne soit obligé » de reconnoître combien est grand l'honneur qu'il a reçu de » moi, ayant fait choix de vos personnes sur toute la noblesse » de mon royaume, pour confier la mienne à leur valeur, vigi- » lance et fidélité. Vous avez été mes obligés ; maintenant je » veux être le vôtre, en une urgente occasion où il y va de mon » honneur, de mon État et de ma vie. Vous savez tous les in- » sultes que j'ai reçues du duc de Guise, lesquelles j'ai souf- » fertes jusqu'à faire douter de ma puissance et de mon cou- » rage, pensant par ma douceur allentir ou arrêter le cours de » cette violente et furieuse ambition. Il est résolu de faire son » dernier effort sur ma personne, pour disposer après de ma » couronne et de ma vie. J'en suis réduit à telle extrémité, » qu'il faut qu'il meure, et que ce soit ce matin. Ne voulez- » vous pas me servir et me venger ? »

Tous ensemble s'écrièrent qu'ils étaient prêts à tuer le rebelle ; et Sariae, gentilhomme gascon, frappant de sa main la poitrine du roi, lui dit : *Cap de Diou, Sire, iou lou bous rendit mort !* Henri les pria de modérer les témoignages de leur zèle, de peur d'éveiller la reine-mère. « Voyons, dit-il ensuite, qui » de vous a des poignards ? » Huit d'entre eux en avaient ; le poignard de Sariae était d'Écosse. Ces huit gentilshommes, pourvus de l'arme des assassins, furent particulièrement choisis pour demeurer dans la chambre et porter les premiers coups ; le roi leur adjoignit un autre garde, nommé Loignac, qui n'avait qu'une épée. Douze autres des quarante-cinq furent placés dans le vieux cabinet, où le roi devait mander le duc ; ils reçurent l'ordre de le tuer ou l'achever de tuer à coups d'épée, lorsqu'il lèverait la portière de velours pour entrer dans le cabinet. Le reste des gardes prit poste à la montée qui

communiquait du cabinet à la galerie des Cerfs <sup>1</sup>. Nambu, huissier de la chambre <sup>2</sup>, ne devait laisser entrer ni sortir personne que par le commandement exprès du roi. Le maréchal d'Aumont s'assit au conseil, pour s'assurer du cardinal de Guise et de l'archevêque de Lyon, après la mort du duc. Le roi se retira dans un appartement qui avait vue sur les jardins, ayant tout ordonné avec le sang-froid d'un général qui va donner une bataille décisive. Il ne s'agissait que d'un assassinat et de la mort d'un homme; mais cet homme était le duc de Guise. Henri, demeuré seul, ne garda pas cette tranquillité; il allait, venait, ne pouvait demeurer en place, se présentait à la porte de son cabinet. Plein d'intérêt et de pitié pour les meurtriers, il les invitait à se bien prémunir contre le courage et la force de cet autre Henri, qu'ils étaient chargés d'immoler. « Il est grand et puissant, leur disait-il; s'il vous endommageoit, j'en serois marry. » On vint lui apprendre que le cardinal de Guise <sup>3</sup> était entré au conseil; mais son frère n'arrivait pas, et le roi était cruellement travaillé de ce retard.

Le duc dormait; il cherchait dans le sommeil le renouvellement de ses forces, épuisées aux voluptés de cette même nuit qui vit préparer sa mort; il allait entrer dans une nuit plus

<sup>1</sup> Pour l'intelligence du récit, il importe de connaître la disposition des lieux. Tout le drame des Guise s'est passé dans la partie du château qui donne sur la place des Jésuites. Les appartements de la reine Catherine de Médicis sont situés au premier étage; ceux du roi Henri III, au second; la distribution de ces derniers n'a pas changé depuis le seizième siècle: la salle des gardes où se tenait le conseil ouvre sur le grand escalier; de cette pièce on passe dans la chambre à coucher où fut assassiné le duc de Guise, puis vient le cabinet du roi; à la suite de ces appartements se trouve la tour du Moulin, autrement dite de *Châteaurenault*.

<sup>2</sup> Membre d'une ancienne famille blésoise citée dans le nobiliaire de Bernier.

<sup>3</sup> Il logeait rue Saint-Honoré, hôtel d'Alluye (cette maison appartenait aujourd'hui à M. Naudin).

longue où il aurait le temps de se reposer, prêt à tomber qu'il était des bras d'une femme dans les mains de Dieu. Ses valets de chambre ne l'éveillèrent qu'à huit heures, en lui disant que le roi était prêt de partir. Il se lève à la hâte, revêt un pourpoint de satin gris, et sort pour se rendre au conseil. Arrivé sur la terrasse du château, il est accosté par un gentilhomme d'Auvergne, nommé la Salle, qui le supplie de ne passer outre. « Mon bon ami, lui répond-il, il y a long-temps que je suis » guéri d'appréhensions. » Quatre ou cinq pas plus loin, il rencontre un Picard, appelé d'Aubencourt, qui cherche à le retenir; il le traite de sot. Ce matin même, il avait reçu neuf billets qui lui annonçaient son sort, et il avait dit en mettant le dernier dans sa poche : « Voilà le neuvième. » Au pied de l'escalier du château, le capitaine Larchant lui présente, comme il en était convenu avec le roi, une requête afin d'obtenir le paiement des gardes qui allaient assassiner celui dont ils imploreraient la bonté; on profitait du généreux caractère du duc pour lui ôter les soupçons qu'il eût pu concevoir à la vue des soldats <sup>1</sup>. Arrivé dans la chambre du conseil, il parut cependant étonné de la présence du maréchal d'Aumont; car

<sup>1</sup> M. de Guise arrivant à la salle du roi où était assemblé le *méchant* conseil, et ayant regardé d'un costé et d'autre les archers des gardes de la compagnie de Larchant, leur dit : « Pourquoi, mes amis, estes- » vous ici; c'est une chose non accoustumée; car vous n'estes jamais » ici, le conseil tenant. » L'un des principaux personnages de la trahison lui dit : « Monsieur, ces pauvres gens m'ont prié de supplier le » conseil qu'ils demeuraissent ici, jusques à ce que sa majesté y soit » venue, pour lui faire entendre que, si elle n'y donne ordre, ils se- » ront contraints de vendre leur chevaux, d'autant qu'ils ont sollicité » les uns et les autres qui leur font réponse qu'il n'y a pas un sou » pour eux. » M. de Guise répondit : « Monsieur, je leur servirai et à » vous de tout mon pouvoir; il est bien raisonnable qu'on y donne » ordre. » (Jean Patte.)

Suivant cette version, la pétition aurait été présentée, non au bas de l'escalier, mais dans la chambre même du conseil.

on ne devait traiter que de matières de finances. Il s'assit, et dit un moment après : « J'ai froid, le cœur me fait mal ; qu'on » fasse du feu. » Quelques gouttes de sang lui churent du nez, et quelques larmes des yeux ; affaiblissement qu'on attribua plutôt à une débauche qu'à un pressentiment. S'étant établi devant le feu, il laissa tomber son mouchoir, et mit le pied dessus comme par mégarde. Fontenay ou Mortefontaine, trésorier de l'épargne, le releva ; sur quoi le duc de Guise pria Fontenay de le porter à Péricart, son secrétaire, pour en avoir un autre, et de dire en même temps à ce secrétaire de le venir promptement trouver. « C'était, comme plusieurs ont cru, dit » Pasquier, afin d'avertir ses amis du danger où il pensait » être. » Saint-Prix, premier valet de chambre du roi, présenta au duc quelques fruits secs qu'il avait demandés au moment de sa défaillance.

Henri, ayant appris l'arrivée du duc de Guise, envoya Révol l'inviter à lui venir parler dans le vieux cabinet. L'huissier de la chambre Nambu refusa, d'après sa consigne, le passage à Révol ; celui-ci revint vers son maître avec un visage effaré. « Mon Dieu ! qu'avez-vous, dit le roi : qu'y a-t-il ? Que vous » êtes pâle ! Vous me gâterez tout ; frottez vos joues, Révol. » La cause du retour de Révol expliquée, Henri ouvre la porte du cabinet, ordonne à Nambu de laisser passer Révol. Marillac, maître des requêtes, rapportait une affaire des gabelles quand Révol parut dans la salle du conseil. « Monsieur, dit-il au duc » de Guise, le roi vous demande ; il est en son vieux cabinet. » Et Révol se retire. Le duc se lève, met quelques fruits secs dans un drageoir, et répand le reste sur un tapis en disant : « Qui en veut ? » Il jette sur ses épaules son manteau qu'il tourne, comme en belle humeur, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; il le retrousse sous son bras gauche, met ses gants, tenant son drageoir de la main du bras qui relevait son manteau. « Adieu, messieurs ! » dit-il aux membres du conseil ; et il heurte aux huis de la chambre du roi. Nambu les lui ouvre, sort incontinent, tire et ferme la porte après lui. Guise salue les gardes qui étaient dans la chambre ; les gardes se lèvent,

s'inclinent, et accompagnent le duc comme par respect. Un d'eux lui marcha sur le pied..... Était-ce le dernier avertissement d'un ami? Guise traverse la chambre : comme il entrait dans le corridor étroit et oblique qui menait à la porte du vieux cabinet, il prend sa barbe de la main droite, se retourne à demi pour regarder les gentilshommes qui le suivaient. Montlhéry l'aîné, qui était près de la cheminée, croit que le duc voulait reculer pour se mettre sur la défensive ; il s'élance, le saisit par le bras, et lui enfonce le poignard dans le sein, s'écrie : « *Traître ! tu en mourras.* » Effranats se jette à ses jambes ; Sainte-Malines lui porte un autre grand coup de poignard de la gorge dans la poitrine ; Loignac lui enfonce l'épée dans les reins. Le duc, à tous ces coups, disait : *Eh ! mes amis ! eh ! mes amis !* Frappé du stylet de Sariae par derrière, il s'écrie à haute voix : *Miséricorde !* « Et bien qu'il eût son épée engagée dans » son manteau et les jambes saisies, il ne laissa pourtant de » les entraîner, tant il était puissant ! d'un bout de la chambre » à l'autre. » Il marchait les bras tendus, les yeux éteints, la bouche ouverte, comme déjà mort. Un des assassins ne fit que le toucher, et il tomba sur le lit du roi. Jamais lit si honteux ne vit mourir tant de gloire. Le cardinal de Guise, assis au conseil avec l'archevêque de Lyon, entendit la voix de son frère qui criait merci à Dieu. « Ah ! dit-il, on tue mon frère. » Il recule sa chaise pour se lever ; mais le maréchal d'Aumont, la main sur son épée : « Ne bougez pas, morbleu ! monsieur, le » roi a affaire de vous. » L'archevêque de Lyon, joignant les mains, s'écria : « Notre vie est entre les mains de Dieu et du » roi. » Le cardinal et l'archevêque furent d'abord enfermés dans les cellules des Capucins, et de là transférés à la tour du Moulin \*. Henri, informé que la chose était faite, sortit de son cabinet pour voir la victime, et lui donna un coup de pied au visage, comme le duc de Guise en avait donné un à l'amiral de Coligny, le jour de la Saint-Barthélemy. Il contempla

\* Autrement dite tour de Châteaurenault, située entre l'aile de François I<sup>er</sup> et le bâtiment de Gaston.

un moment le Lorrain et dit : « Mon Dieu, qu'il est grand ! » Il paraît encore plus grand mort que vivant. » Derechef il le poussa du pied, et parlant à Loignac : « Te semble-t-il qu'il » soit mort, Loignac ? » Alors Loignac, le prenant par la tête, répondit à Henri de Valois « Je crois qu'oui, car il a la couleur » de mort, sire. » Ainsi *Henri de Valois, traître, couard et poltron, fit mourir ce magnanime prince... Et je crois que si M. de Guise eût seulement respiré lorsqu'il le poussa du pied, il fût tombé de frayeur auprès de lui. (Vie et mort de Henri III.)* Les courtisans abondaient en moqueries : insultant à l'homme qu'ils avaient flatté, ils l'appelaient *le beau roi de Paris*, nom que lui avait donné Henri. L'un des secrétaires d'état, Beaulieu, eut ordre de fouiller le duc ; il lui trouva autour du bras une petite clef attachée à des chaînons d'or ; dans les poches de son haut-de-chausses, une bourse qui contenait douze écus d'or, et un billet sur lequel étaient écrites ces mots du duc : *Pour entretenir la guerre en France, il faut 700,000 livres tous les mois.* Un cœur de diamants fut pris par d'Entraigues à son doigt. (*Miron.*) Les quarante-cinq lui ôtèrent son épée, ses pendants d'oreilles et anneaux fort précieux qu'il avait aux doigts. (*Vie et mort de Henri III.*) Beaulieu ayant achevé sa recherche, et s'apercevant que l'illustre assassiné respirait encore : « Monsieur, lui dit-il, cependant qu'il vous resté un peu de vie, demandez pardon à Dieu » et au roi » C'était le roi qui aurait dû demander pardon à Dieu et au duc de Guise ; l'homme le lui eût accordé. Alors le prince de Lorraine, sans pouvoir parler, jetant un grand et profond soupir comme d'une voix enrouée, rendit l'âme, fut couvert d'un manteau gris, et au-dessus mis une croix de paille <sup>1</sup>. » (*Miron.*)

(Ici finit l'extrait du livre de M. de Châteaubriand.)

<sup>1</sup> « Le roi entr'ouvrit la porte, et voyant le prince ainsi par ses meurtriers abattu, commanda à Fontaine, valet de garde-robe, de voir s'il était mort, lequel lui toucha les lèvres ; le duc étant aux soupirs de la mort, remua un peu la tête, ce qui étant rapporté au roi, il sort de son cabinet l'épée nue au poing, aborde le corps, frappe du pied sur

Aussitôt après le meurtre de Guise, le roi fit arrêter les chefs de la ligue logés au château, et posa lui-même des gardes aux portes de leurs chambres; le cardinal de Bourbon et le duc de Nemours furent du nombre des prisonniers. Le sieur de Richelieu, grand prévôt, accompagné de ses archers, se transporta à l'hôtel-de-ville où siégeait le tiers-état, et se saisit du président De Neuilly, de la Chappelle-Marteau, prévôt des marchands de Paris, président de l'ordre, de l'échevin Compan, tous trois députés de Paris, et de quelques autres ligueurs. L'assemblée laissa silencieusement arracher de leurs sièges les membres suspects; il fallait bien subir la puissance des haliebardes. Les députés furent enfermés dans un galetas du château qu'Henri III avait fait disposer à l'avance sous prétexte d'y mettre des Feuillants (d'autres disent des Capucins).

En même temps on ferma toutes les portes de la ville, pour s'assurer des ligueurs, et pour empêcher qu'ils n'allaient soulever les cités voisines; mais déjà plusieurs s'étaient évadés, notamment le nommé Verdureau qui *se sauva de vitesse*, et porta la

l'estomac, sur la gorge et sur la face, disant : *Nous ne sommes plus deux, je suis roi maintenant*. Et en ce disant, il lui lança un coup d'estoc dans l'estomac, commandant à l'un de ses mignons de faire le semblable. Cela fut aussitôt exécuté sur ce pauvre corps mort, lequel après fut laissé à terre et un tapis jeté sur lui. (Jean Patte.)»

nouvelle aux Parisiens<sup>1</sup>. Quelques-uns, pour échapper aux sbires du roi, se cachèrent dans les caves des quartiers hauts. Les marchands de la ville, craignant une émeute, s'empressèrent de fermer leurs boutiques.

Henri III, par un message impérieux, ordonna aux États de continuer leurs travaux ; les députés obéirent, *et sur le soir tout fut aussi tranquille à Blois qu'auparavant* <sup>2</sup>. Ce calme était sans doute l'effet d'une profonde terreur. En présence des troupes qui encombraient la ville, les États et même la population eussent vainement essayé de résister.

L'administration municipale suivit son cours ordinaire, comme les affaires publiques. Le jour même du meurtre de Guise, il y eut assemblée de ville ; le procès-verbal de cette insignifiante séance ne trahit pas la moindre émotion.

Aucune des circonstances qui accompagnent les grandes catastrophes n'est à dédaigner. Les chroniqueurs remarquent que, le 23 décembre, il plut à Blois une partie la journée ; *le ciel, dit Pasquier, sembloit pleurer les calamités qui peut-être nous adviendront* <sup>3</sup>. Palma-Cayet ajoute cette autre particularité <sup>4</sup>. *Le soir, le vent se tourna tellement à la*

<sup>1</sup> Palma-Cayet, chronologie novenaire.

<sup>2</sup> Chronologie novenaire.

<sup>3</sup> Lettre 5, livre 13.

<sup>4</sup> Chronologie novenaire.

*gelée, que la rivière de Loire fut glacée trois semaines durant.*

Henri III n'avait accompli que la moitié de son dessein ; il lui fallait encore la vie du cardinal de Guise ; mais les assassins de sa première victime refusèrent de porter la main sur un prince de l'Église. Valois trouva, suivant l'énergique expression de Jean Patte, *quatre coquins casse-cou* qui, moins scrupuleux, se chargèrent de tuer le cardinal au prix de cent écus chacun ; lui-même fit marché avec ces misérables. Ils exécutèrent leur commission, le matin du 24 décembre, dans le sombre cachot de la tour du Moulin, où le cardinal était renfermé. Pour ne point toucher à ce personnage sacré, ils lui jetèrent une corde au cou ; le cardinal se mit à genoux, se couvrit la tête, et recommandant son âme au ciel : *je prie Dieu, dit-il, que celui qui me fait mourir vienne bientôt en sa présence rendre raison de sa tyrannie.* Les assassins, n'osant non plus frapper sur sa robe de cardinal, l'obligèrent à la quitter, bizarre scrupule de la part de meurtriers stipendiés ! Enfin ils le percèrent à coups de halberdardes. Après cette exécution, Henri III, toujours impassible, alla entendre la messe dans la chapelle du château.

Jean Patte ajoute aux circonstances connues du meurtre des Guise une dernière atrocité que les autres mémorialistes passent sous silence :

« Le soir, pendant qu'on chantait la messe de » minuit, le roi fit découper et détrancher les corps » des deux frères morts, puis les fit brûler et ré- » duire en cendres par les tourne-broches de sa cui- » sine, et fit jeter les cendres au vent; toutefois il » réserva les deux têtes, disant que l'une servirait » d'épouvantail aux habitants d'Orléans, étant mise » sur une de leurs portes de ville, et l'autre, de sem- » blable effroi aux habitants de Paris <sup>1</sup>. »

Catherine de Médicis, qui n'avait pas été consul-  
tée sur ces meurtres politiques, en conçut un vio-  
lent déplaisir. Lorsqu'après l'assassinat du duc de  
Guise, Henri III alla voir la reine-mère, et lui dit :  
*Madame, je suis maintenant seul roi, je n'ai plus de*  
*compagnon*, elle lui répliqua : *que pensez-vous avoir*  
*fait? avez-vous donné ordre à l'assurance des villes?*  
*c'est bien coupé, mon fils, mais il faut coudre.* Catherine,  
depuis long-temps malade, était mourante;  
elle expira le 5 janvier 1589, âgée de 70 ans. « Son  
» corps, dit Pasquier <sup>2</sup>, fut mis en l'église Saint-  
» Sauveur dedans un cercueil de plomb, en atten-  
» dant que, la France plus calme, on la puisse trans-  
» porter à Saint-Denis <sup>3</sup>; vrai que n'ayant été bien  
» embaumée, car la ville de Blois n'est pourvue de

<sup>1</sup> Les Orléanais, comme les Parisiens, avaient embrassé avec ar-  
deur le parti des Guise et de la ligue.

<sup>2</sup> Livre 13, lettre 8.

<sup>3</sup> Cette translation s'opéra quelque temps après.

» *drogues et épiceries pour cet effet*, quelques jours  
» après, commençant de mal sentir, on a été con-  
» traint de l'enterrer en pleine nuit, non dans une  
» voûte, pour n'y en avoir aucune, mais en pleine  
» terre, tout ainsi que le moindre de nous tous. »

La mort de cette princesse, qui à toute autre époque eût fait une immense sensation, fut à peine remarquée, tant les esprits étaient préoccupés des derniers événements ! *A Blois, dit Miron, elle n'eut pas plutôt rendu le dernier soupir, qu'on n'en fit non plus de compte que d'une chèvre morte.*

Le meurtre des Guise précipita la clôture des États qui eut lieu le 16 janvier 1589 ; jamais session parlementaire n'offrit un incident aussi extraordinaire ; ce coup d'État prodigieux, conçu et exécuté à Blois, suffirait pour justifier l'illustration historique de notre cité.

---

## CHAPITRE VI

Situation de Blois après la mort des Guise. — Fidélité des habitants au roi Henri IV, pendant la ligue. — Affaire de Jean Dutemps.

---

HENRI III pensait étouffer la ligue en se débarrassant des Guise ; mais le duc de Mayenne, leur frère, se mit à la tête d'une insurrection générale. Dans beaucoup de villes les ligueurs obtinrent l'avantage et renversèrent les autorités légitimes. Blois fut alors le refuge des défenseurs de la monarchie. A chaque instant on voyait arriver, de tous les points de la France, des prélats, des gentilshommes, des officiers de cours souveraines, et autres personnages, qui se sauvaient pour ne pas tomber sous les coups de la sainte ligue <sup>1</sup>. L'affluence était

<sup>1</sup> Palma-Cayet.

si considérable que, malgré la rigueur de l'hiver, plusieurs bourgeois abandonnèrent leurs maisons de ville, et se réfugièrent dans leurs closieries ; du reste, les loyers excessifs que les émigrants tirèrent de leurs hôtes, compensaient les désagréments d'une retraite intéressée.

Tandis que la ligue faisait de nouveaux progrès, Henri III restait inactif et tremblant. « Nous » estions dedans Blois aux escoutes pour savoir qui » aurait le dessus <sup>1</sup> » dit un des personnages importants de la cour. La ville offrait en effet tout le calme d'un observatoire politique. Retiré dans cet asile, le monarque attendait que les factions eussent décidé de son sort. L'audace des ligueurs était telle que, malgré la présence de la cour et de troupes nombreuses, ils poussèrent plusieurs fois leurs attaques jusqu'aux portes de Blois ; ces tentatives sur une ville si bien défendue ne pouvaient réussir, elles prouvèrent seulement l'audace inouïe des agresseurs.

La cour, après deux mois d'attente et d'inertie, quitta Blois au mois de mars 1589, pour se rendre à Tours ; mais à peine les *royaux* avaient-ils traversé le pont, qu'un détachement des chevaux-légers du comte de Sagonne, venant de Beauce, envahit le Faubourg-Neuf ; cette troupe de ligueurs

<sup>1</sup> Pasquier, lettre 11, livre 13.

fut aussitôt repoussée <sup>1</sup> par une compagnie des gardes qui rebroussa chemin. Le roi laissa une forte garnison sous le commandement du duc d'Epéron; car le bruit courait que les ligueurs voulaient raser le château, pour venger le meurtre des Guise; heureusement ils ne purent accomplir ce projet barbare.

La ligue n'obtint aucun succès à Blois. Toutefois, s'il faut en croire une lettre confidentielle d'Henri IV à Duplessis Mornay, la fidélité de nos pères n'était pas inébranlable. *Blois*, écrivait-il, *va crier miséricorde au devant du duc de Mayenne* <sup>2</sup>. Cette prévision ne se réalisa pas, et notre ville fut une des cinq qui ne prirent aucune part à l'insurrection <sup>3</sup>. Bientôt le roi eut occasion d'apprécier le dévouement sincère d'une population qu'il avait d'abord mal jugée. Le duc de Mayenne convoqua les États de Paris (1593); Blois ne voulut point envoyer de députés à cette assemblée factieuse; et tandis que les États de la ligue délibéraient sur l'élection d'un nouveau roi, le souverain légitime s'acheminait vers nos murs, et la municipalité lui préparait une réception empressée, dont elle régla ainsi le cérémonial :

« A esté délibéré d'aller au devant du roy lui

<sup>1</sup> Palma-Cayet.

<sup>2</sup> Bodin, Recherches sur Saumur, t. II, p. 111.

<sup>3</sup> Mémoires de Sully, t. I, p. 139.



» faire la révérence, et que tous habitants de la ville  
» iront en armes, et enjoinct au clergé d'aller en  
» corps faire révérence à sa majesté <sup>1</sup>.

Cette manifestation paisible, qui contraste avec les troubles de la plupart des villes en 1593, fait honneur à la cité blésoise. Les circonstances expliquent l'injonction spéciale adressée aux ecclésiastiques; Henri IV n'avait pas encore abjuré le calvinisme, et l'Église s'obstinait à repousser un roi hérétique.

Loin d'accueillir les factieux, Blois fit tous ses efforts pour les éloigner; tel est l'esprit de la délibération suivante (28 décembre 1593):

Est enjoinct à toutes personnes demeurant ou résidant es lieux et ville n'estant en l'obéissance du roy de vuyder desloger de ceste ville et faulbourgs de dans 24 heures, sur peyne d'estre déclarés prisonniers de guerre, sauf ceulx qui ont fait ou voudront faire le serment de fidélité au roi dedans ledit délai de 24 heures.

L'abjuration inattendue d'Henri IV alarma les protestants de Blois, qui, à cette occasion, affichèrent des libelles en ville et jusqu'aux portes du château. On leur attribua aussi un autre scandale dont le clergé vint porter plainte en ces termes :

« Aujourd'hui, 14 juin 1596, devant l'assemblée de ville, se sont présentés l'archidiacre de Blois, le père gardien des Cordeliers et les prieurs de Bourg-Moyen et Saint-Honoré, qui ont

<sup>1</sup> Délibération municipale du 19 février 1593.

dict que, le jour d'hyer, le dict sieur archidiacre portant le *sacre* à la procession générale qui se feist en ceste ville, passant par la rue de la Foullerye<sup>1</sup>, l'on jecta a l'endroit d'une maison une *certaine brique* qui tomba assez près de luy, et eust pu l'offenser, sans l'ayde de Dieu qui retourne et empesche la *mauvaise* vollonté des malings; et que les ecclésiastiques eussent pensé faire une grande faulte, s'ils ne nous en communicquoient, pour ce que en ce fait Dieu et les hommages y sont outragés. A quoy leur a esté remonstré que l'on ne peult faire justice sitost qu'ils désirent bien, *d'autant qu'il fault tirer preuve du tout.* »

Cet ajournement prouve que la majorité de l'assemblée municipale, où siégeaient plusieurs calvinistes influents, ne partageait pas les colères impatientes du clergé catholique. La municipalité, tolérante en matière religieuse, traitait plus sévèrement les conspirateurs politiques; un sentiment bien prononcé de royalisme lui dicta cette autre délibération <sup>2</sup> :

A esté conclud et arresté que ceux qui se trouveroient prévenus d'avoir conspiré ou faict quelques menées, praticques et monopolles durant les présents troubles pour surprendre cette dicte ville et la mettre ès mains des ennemis, ou bien qui auroient esté de la *confrayrie du cordon* en la ville d'Orléans, ne seraient encore receuz à faire leur demeure en ceste ville jusques à ce que par quelque temps ou par le moyen d'une paix générale on eust recogneu en eulx quelque amendement, et ce nonobstant la prestation du serment qu'ils auraient pu faire.

Autant cette confrérie du cordon avait eu de vo-

<sup>1</sup> Les processions de la Fête-Dieu parcourent encore cette rue.

<sup>2</sup> Mars 1595.

gue parmi les figueurs d'Orléans, autant Blois la détestait ; car, bien que voisines, les populations de ces deux villes étaient animées d'un esprit tout différent, et suivirent, pendant les troubles, des directions contraires. Leur divergence politique produisit une antipathie que révèlent plusieurs incidents administratifs. En 1597, les officiers de la généralité d'Orléans, chargés de répartir certaine somme sur les villes du ressort, frappèrent celle de Blois d'un contingent dont le chiffre disproportionné suscita les plus vives réclamations. « *C'est, dit l'assemblée municipale, une taxe tellement excessive qu'on peut dire que les généraulx d'Orléans ont esté pressés à la faire, d'une haisne particulière qu'eulx et les habitants d'Orléans portent à ceulx de Blois, pour s'estre lesdicts habitants de Blois opposés de tout leur pouvoir, durant les troubles derniers, aux desseins des dicts habitants d'Orléans.*

Cette inimitié n'était pas simplement une querelle de chiffres ; des dissentiments profonds, dont le temps n'a pas effacé toutes les traces, séparaient les deux populations. Aujourd'hui encore elles diffèrent d'idées, de mœurs, d'habitudes. Les Blésois, peuple doux, tolérant, ami des plaisirs, fraternisent peu avec les Orléanais, gens plus sévères dans leur manière de penser et de vivre. A Orléans, les convictions paraissent plus vives, les opinions transigent peut-être moins avec les faits ; Blois au con-

traire se distingue par un esprit de conciliation, qui toujours tend à prévenir les troubles, à éloigner les causes de discorde. Le contraste des deux caractères apparaît surtout pendant les crises religieuses et politiques du XVI<sup>e</sup> siècle. Orléans eut alors une Saint-Barthélemy, une ligue, une guerre civile ; plus heureux, nos pères surent éviter ces réactions déplorables.

Le triomphe d'Henri IV ne détruisit pas complètement les espérances du parti espagnol ; cet auxiliaire obstiné de la ligue essaya encore d'ébranler la population blésoise. Plusieurs habitants, séduits par l'or et les promesses de Philippe II, acceptèrent le rôle odieux d'embaucheur ; leurs manœuvres, presque aussitôt découvertes, les conduisirent en prison ; mais un prompt élargissement suivit cette mesure préventive. De là, rumeur parmi les zélés royalistes de Blois, inquiets sur les suites d'une dangereuse indulgence : Jean Dutemps, avocat au bailliage, fut leur organe empressé ; la lettre remarquable qu'il écrivit à un personnage influent de la cour, dévoile ainsi les intrigues du parti espagnol :

« Monsieur, la présente sera pour vous informer de la ruyne de laquelle nous sommes menacés, non-seulement nostre ville, mais l'estat entier, sans que nous puissions y remédier, nous ayant esté osté le pouvoir de le faire par l'astuce de longtemps

méditée du roy bazané<sup>1</sup> et de ses pensionnaires qui gouvernent le conseil et les affaires. Si nous n'avons aultre moyen de chasser ce danger, au moins devons-nous efforcer de le cryer si hault que quand nous serons tous pérís, on dye qu'il n'a point tenu en nous. Et ne pouvant donner cet advisement à aultre, je le donne à vous pour le départir partout où vous pourrez, toutefois avec discrétion. Nous avons bien sceu que le roy d'Espagne a envoyé lectres en ceste ville, promettant à ceulx qui le voudront servir fidellement exemption de tailles, récompenses et pensions grandes : les commissaires de ceste légation sont Paluau, Le Moyne, Chavy et le gendre de Moralès. Leur menée ayant été découverte à M. Riolle nostre lieutenant-général, ils ont été aussitost emprisonnés mais aussitost eslargis. Cet élargissement soudain m'augmente la crainte; car en tel crime l'absolution ne doit estre sy soudaine, non pas même au plus homme de bien du monde, que ne sont pas ceulx-ci. C'est le fruit de l'assemblée des jacobins. Ce que les jésuites ne peuvent, ceulx-ci le font très bien. Il s'en pratique aultant par toute la France, et je croy que sa majesté n'a plus la volonté, ny le pouvoir d'y remédier; car il n'a jamais voulu croire jusques à ce qu'il ait veu. Au moins quand nous serons pérís, quelqu'un dira de nous que nostre fidelité envers nostre maistre et nostre patrie nous aura perdus. Il nous serait facile d'entrer en la *dance* des aultres, mais nous sommes trop mieulx instruits, et tout le remède qui reste en nos mains est de prier Dieu qu'il ne nous punisse selon nos fautes et qu'il détourne son yre de nous. Si vous voyez M. de Montigny, vous lui pourrez donner cet advisement; car combien qu'à nostre très grand regret il ne soit plus gouverneur de ceste ville, néantmoins nous sommes assurés qu'il le prendra fort bien et le fera entendre à sa majesté. Ce que vous mesme aussi debvez faire au plus tost qu'il vous sera possible.

» Vous baisant très humblement les mains, je prieray Dieu, monsieur et cousin, qu'il vous donne une sancté heureuse et

<sup>1</sup> Philippe II, roi d'Espagne.

longue vye. De Bloys en nostre maison, ce 6<sup>e</sup> juin 1596. Votre serviteur et cousin,

JEHAN DUTEMPS.

Cette missive fut communiquée au chancelier Hurault de Cheverny, qui la renvoya au bailli de Blois, avec ordre d'instruire l'affaire. Dutemps comparut à l'assemblée de ville, et subit un long interrogatoire<sup>1</sup>; ses réponses offrent de curieuses révélations sur un complot qui troubla momentanément le calme de la ville; voici l'analyse de ce document politique :

Reconnoissez-vous la présente lettre? — Oui, je l'ai écrite et signée, pour mon grand désir de rendre service à mon roy.

Avez-vous connaissance des pensionnaires du roy d'Espagne qui gouvernent le conseil, et quels sont-ils? — Je n'en connois aucun; mais c'est un bruit qui court, dès trente ans, sont en ce royaume.

Qui ont été les porteurs des dictes lettres du roy d'Espagne et à qui ont-elles esté baillées? — Je n'en ay rien veu ni connu que ce que j'ai oy dire.

Comment entendez-vous ce que vous écrivez, que c'est le fruit de l'assemblée des jacobins en ceste ville y tenant leur chapitre provincial? — Ils ont presché, et ont rempli leurs prédications de propos qui tendaient à sédition et à l'avantage du roy d'Espagne; quant à moi, je n'ay été aux dictes prédications, n'estant icelles de ma religion <sup>2</sup>.

Qu'avez-vous entendu par vostre dire, que ce que les jésuites ne peuvent faire les jacobins le font bien? — C'est chose notoire que par les arrests qui ont esté donnés contre les dicts jésuites, ils ont été chassés de ce royaume comme voulant

<sup>1</sup> Registres de la ville.

<sup>2</sup> Dutemps était le chef des protestants de Blois.

attenter à la personne du roy et à son estat, et que le roy d'Espagne s'essaye par le moyen des dicts jacobins à faire ce qu'il n'a pu faire par les dicts jésuites <sup>1</sup>; d'ailleurs le feu roy a esté assassiné par ung de leur ordre <sup>2</sup>.

Qu'avez-vous sceu des intelligences du roy d'Espagne? — Par le brief tems qu'il a pris les villes de Cambray, Calais, Ardres, La Chapelle, Doulens, il est croyable que ce fut par l'intelligence des gouverneurs et des habitants d'icelles. J'ai aussi entendu dire qu'il avait entrepris sur plusieurs aultres villes, mesmes sur celles de Saumur, Angers et aultres, et j'ai eu occasion d'en craindre autant de celle-cy.

Comment entendez-vous ce que vous dictes du roy? L'attentat faict à sa personne par un jésuite m'a fait écrire ces mots : que S. M. n'avait voulu croire jusques à ce qu'elle ait veu.

**L'affaire de Jean Dutemps ne parait pas avoir eu d'autres suites ; il est probable qu'on le trouva suffisamment justifié par ses réponses ; d'ailleurs il avait fait acte de bon citoyen , et les événements confirmèrent en partie ses fatales prévisions.**

<sup>1</sup> Les jésuites, rappelés ensuite par Henri IV, étaient alors bannis du royaume.

<sup>2</sup> Jacques Clément.

## CHAPITRE VII.

Blois depuis Henri IV jusqu'à la mort de Gaston. — Affaire de la Pancarte. — Mort de Henri IV. — Troubles de la minorité de Louis XIII. — Retraite de Marie de Médicis à Blois, et son évasion. — État des Protestants. — Arrestation des princes de Vendôme. — Avènement de Gaston. — Pestes et Famines. — Vœu de 1631. — Séjour de Gaston à Blois. — Troubles de la Fronde. — Retraite et mort de Gaston.

---

LA cour des Bourbons renonça malheureusement à une résidence que les derniers Valois avaient affectionnée ; Blois perdit alors son importance politique et même sa prospérité matérielle. Depuis la même époque, ses annales n'offrent plus, comme au XVI<sup>e</sup> siècle, une suite de grands événements, et deviennent presque étrangères à l'histoire de France.

Henri IV, chef de la nouvelle dynastie, habita encore de temps à autre le château de Blois; les amateurs du jardinage liront avec intérêt dans les Mémoires de Sully, que le Béarnais, gastronome intelligent, aimait beaucoup les melons de cette ville. Il y vint aussi par motif de santé respirer l'air vif et pur des bords de la Loire.

Les Blésois conservèrent pour leur roi l'affection qu'ils lui avaient témoignée pendant les plus mauvais jours de la ligue. Cependant ils crurent devoir s'opposer à l'établissement de la *pancarte*, droit d'entrée sur les vins et les marchandises; le texte de leur réclamation prouvera que, tout en respectant l'autorité royale, nos pères osaient au besoin protester contre les exigences de la fiscalité :

Aujourd'hui 28 novembre 1597, en l'assemblée générale tenue dans la maison commune, où estoient plus de trois cents manants et habitants de la ville et fauxbourgs, tous assemblés suivant le cri public fait par les carrefours par le trompette de la dicte ville. Sur ce qui a esté remonstré par les eschevins, que depuis trois jours monsieur Regnault, conseiller du roy en la cour des aydes, est venu en ceste ville pour l'establissement de la pancarte, pardevant lequel sieur ils se seraient pourvus par humbles remontrances, fondées sur ce que la dicte ville s'est obérée, pour se maintenir en l'obéissance de sa majesté, de la somme de cinquante mille écus et plus, et sur plusieurs aultres raisons et moyens qu'ils auroient déduicts, proposés et allégués au dict sieur Regnault; lesquelles le dict sieur n'auroit voulu recognoistre, insistant toujours à l'établissement de la pancarte. Sur quoi les dicts eschevins ont requis que les habitants aient à leur donner advis de ce qu'ils doibvent faire pour le

bien, profits et utilité de la dicte ville. Et par l'avis particulièrement pris de tous les dicts assistants, a esté conclud et arresté que les sieurs Tufani et Cauldray, eschevins, iront aux despens de la ville vers le roy notre sire et nos seigneurs de son conseil, pour leur faire très humbles remonstrances, avec mémoires amples qui leur seront baillés, tendant à fin, s'il est possible, que ceste ville soit déchargée de la pancarte, ou à tout le moins en ait modération ou diminution, pour le profit et soulagement des dicts habitants, au mieux qu'ils pourront.

Cette requête, comme la plupart des doléances de la même nature, n'eut aucun succès, et la pancarte affligea pendant quelques années la population. Le roi, malgré sa bienfaisance naturelle, subissait l'empire des nécessités gouvernementales; l'intérêt pressant du trésor, épuisé par les guerres civiles, n'admettait pas la moindre concession.

La mort tragique de Henri IV fit une profonde impression sur nos pères; à la nouvelle de l'horrible attentat de Ravaillac, l'assemblée du 15 mai 1610, *composée de la majeure et plus saine partie des habitants de l'une et l'autre religion*, prit la résolution suivante :

En conséquence de l'exécrable parricide commis sur la personne du roy notre sire, a été unanimement déclaré par tous, que leur vouloir et intention était de vivre et mourir en la fidélité et obéissance du roi et de la reine régente et d'employer leurs personnes et biens pour la manutention et conservation de leurs majestés et de l'état de ce royaume.

Fidèles à ce serment, les Blésois ne prirent aucune part au soulèvement des provinces insurgées

contre la régente et contre son favori, le malheureux Concini, maréchal d'Ancre.

En 1614 et 1615, les troupes de cette faction, répandues dans la Beauce, firent une entreprise sur Chartres. Les Blésois, alarmés, se plaignirent au gouverneur de la province du mauvais état des fortifications du château, *d'autant plus*, disaient-ils, *que la conservation de la ville dépendait de celle dudit château* ; ils demandèrent aussi, pour la défense de ce poste essentiel, une garnison de *cent hommes de guerre* <sup>1</sup>. En attendant, les bourgeois reçurent l'ordre de monter la garde à la principale porte du château, auprès de la voûte.

Au lieu de cent hommes, le gouvernement en envoya cinq cents, commandés par le sieur du Bourg, porteur de la lettre suivante du maréchal de Boisdauphin, général en chef de l'armée royale :

Messieurs, j'ay esté adverti que monseigneur le prince a tourné son armée vers Bloys, et *qu'il y a entreprise sur vostre bien*. C'est pourquoy je vous envoie six cents hommes, afin de rompre les desseins de M. le prince.... Prenez garde à vous ; car vous savez de combien vostre ville est d'importance. Je serai près de vous dans quatre jours. Prenez donc bien garde à vous, et m'en croyez.

Du camp devant Giën, le 3 novembre 1615.

On conçoit quelle inquiétude dut produire cette missive imprévue. L'armée du prince de Condé,

<sup>1</sup> Délibération du 30 octobre 1615.

chef des insurgés, avait passé la Loire à Briare, et se dirigeait du côté de Blois; mais bientôt elle s'éloigna des rives du fleuve, pour pénétrer dans le Berry.

L'assassinat du maréchal d'Ancre suspendit la guerre civile. Marie de Médicis, obligée de quitter la cour et de choisir une retraite, préféra Blois à toute autre résidence, et vint dans cette cité paisible chercher un asile assuré contre les réactions de la haine populaire; une lettre du roi annonçait ainsi son arrivée :

Chers et bien amez, la royne nostre très honorée dame et mère, s'en allant faire sa demeure en nostre chasteau de Bloys, nous vous faysons la présente, par laquelle nous vous mandons, ordonnons et très expressément enjoignons, que vous ayez à la recevoir, assister, servir et recognoistre avec tout l'honneur, le respect et l'obéissance qui lui sont deubs, et tels que vous les pourriez rendre à nostre propre personne; luy donnant le mesme pouvoir et auctorité que nous avons, tant en nostre dict chasteau que en nostre ville de Blois; sy n'y faictes faulte, sur tant que désirez fere chose qui nous soit agréable; car tel est nostre plaisir.

Donné à Paris, le 2 may 1617.

Signé Loys <sup>1</sup>.

Richelieu, créature de l'auguste exilée, la suivit à Blois; mais bientôt le gouvernement jugea à propos d'éloigner ce personnage dangereux; un ordre ministériel relégua dans son diocèse le politique évêque de Luçon.

<sup>1</sup> Registres de la ville.

Le roi n'eut pas pour sa mère les égards que sa lettre officielle recommandait aux habitants de Blois. Une surveillance ombrageuse lui enleva toute liberté; on l'entoura d'espions; ses excursions furent limitées à une certaine distance; nul visiteur ne pouvait l'approcher sans permission expresse; enfin on lui interdit même de sortir de la ville, et les jardins du château devinrent alors sa seule promenade. Ces vexations ne firent que l'irriter davantage, tout en stimulant le zèle de ses amis. Des seigneurs mécontents préparèrent son évasion, qui eut lieu la nuit du 20 au 21 février 1619. Sortie par la fenêtre de sa chambre, elle descendit à l'aide d'une échelle de corde dans les fossés du château. Deux chroniqueurs dignes de foi<sup>1</sup> racontent ainsi les principales circonstances de cet événement:

Étant résolue à sa sortie, et considérant que d'un côté on avait mis des forces à l'entour de Blois, et que le comte de Cheverny, gouverneur du Blésois, avait promis de s'opposer à tous ses justes desseins, que quelques-uns même de ses domestiques étaient gagnés à cet effet, elle se trouve contrainte de se servir de la nuit pour couvrir sa retraite, et de ne point chercher d'autres portes que des fenêtres, d'autres degrés qu'une échelle. Elle n'avait avec elle qu'une de ses femmes nommée Catherine; au pied de l'échelle étaient le comte de Dreynes, quatre de ses gardes et le sieur Du Plessis. Elle fut contrainte de se traîner le long du fossé, et d'aller à pied jusqu'à l'autre bout du pont de Blois, où son carrosse l'attendait. Elle y monta avec

<sup>1</sup> Mémoires de Richelieu, édition Petitot, t. I, p. 111; et Recueil d'Aubery, t. I, p. 286.

une seule de ses femmes, ses pierreries et une lanterne, *parce qu'elle ne pouvait demeurer dans son carrosse sans avoir une bougie allumée*, et vint en cet équipage jusqu'à Montrichard où elle changea de chevaux, et y trouva le sieur Ruccellai et l'archevêque de Toulouse. De là elle s'en alla à Loches <sup>1</sup> où M. d'Espernon estoit arrivé le soir d'auparavant; ce seigneur vint une lieue au devant d'elle avec deux cents cavaliers.

Les Blésois apprirent avec indifférence le départ de la reine-mère; ses intrigues politiques avaient trouvé peu de sympathies dans une ville dévouée au gouvernement; et d'ailleurs on ne voit pas qu'elle ait fait aucun bien pendant son séjour; sa présence était plutôt un sujet de trouble; la population vit sans regret s'éloigner une camarilla ambitieuse et remuante.

Enhardi par l'évasion de Marie de Médicis, le parti des mécontents redoubla d'activité et d'intrigue, et tenta même de s'emparer de plusieurs villes. Le gouvernement, craignant qu'il ne surprit Blois, ordonna aux habitants de monter la garde jour et nuit; la lettre du roi, portant injonction de faire ce service extraordinaire, est ainsi conçue <sup>2</sup> :

Chers et bien aimés, lors du partement inopiné de la royne mère de nostre ville de Bloys, nous vous donnasmes advis du subject de deffiance que nous avions, que quelques-uns mal affectionnés au bien de nostre estat et au repos de nos subjects se vouloient prévaloir de l'occasion pour entreprendre sur quel-

<sup>1</sup> En passant par les Montils, Pont-Levoy et Montrichard.

<sup>2</sup> Registres de la ville.

ques-unes de nos villes et de nos places. Maintenant que nous voyons le mal s'augmenter, et qu'il est d'autant plus nécessaire de veiller soigneusement à votre conservation et vous préserver de toutes surprises, nous vous mandons, ordonnons et commandons que incontinent la présente reçue, vous ayez à pourvoir et donner ordre qu'il se fasse bonne et sure garde, tant de jour que de nuit, en nostre ville de Bloys. Sy n'y faites faute ; car tel est nostre plaisir.

Paris, le 30 mars 1619.

Les craintes du gouvernement n'eurent pas de suite, et bientôt les Blésois reçurent avec bonheur cette autre missive du jeune roi :

Chers et bien aimés, les occasions pour lesquelles nous vous avons ci-devant commandé de faire garde estant maintenant passées, nous avons jugé à propos de vous oster ceste charge. C'est pourquoi nous vous mandons et ordonnons que incontinent les présentes reçues vous ayez à cesser la garde. A quoi vous ne ferez faute.

Tours, le 29 mai 1619.

En 1621, une rixe sanglante eut lieu à Tours entre les huguenots et les protestants ; plusieurs familles de cette dernière communion se réfugièrent à Blois où elles trouvèrent une bienveillante hospitalité. Ces religionnaires vinrent en personne à l'assemblée de ville du 17 mai déclarer les maisons où ils avaient intention de se loger. Suivant les édits alors en vigueur, ils auraient dû, pour obtenir l'autorisation de résider à Blois, représenter les certificats des magistrats de Tours ; mais l'assemblée les dispensa de cette formalité, attendu, dit le procès-

verbal, qu'ils s'étaient évadés le plus promptement possible, et n'avaient eu le temps de retirer aucun certificat. L'admission de cette excuse, qui en d'autres villes eût été rejetée, prouve la tolérance de l'administration blésoise.

L'émeute de Tours donna occasion de prendre diverses mesures de sûreté contre les protestants des cités voisines ; ceux de Blois furent désarmés, par ordre du gouverneur de la province ; leur ministre Viguiier, et leurs anciens Bazin et Dufour, promirent publiquement, au nom de l'église entière, de ne faire aucune assemblée illicite ni dans la ville ni dans aucun lieu du baillage <sup>1</sup> ; en effet ils s'abstinrent de toute démonstration hostile. Bientôt on ordonna aux habitants catholiques de monter la garde aux portes de la ville ; les huguenots, exemptés ou plutôt exclus de ce service, payaient par compensation une certaine taxe <sup>2</sup>.

Les protestants du midi étaient alors en pleine insurrection ; mais ceux de Blois demeurèrent calmes et soumis aux lois. Le gouvernement profita de la tranquillité du pays pour introduire dans nos murs les jésuites, qui prirent possession du collège en 1624. Dans beaucoup de villes, l'établissement de ces religieux fut une occasion de troubles et de désordres ; nos pères les reçurent sans opposition,

<sup>1</sup> Procès-verbal de l'assemblée de ville du 23 mai 1621.

<sup>2</sup> Procès-verbal du 6 novembre 1621.

et n'eurent qu'à s'applaudir de l'heureuse direction qu'ils donnèrent au collège.

Au mois de juin 1626, la cour s'arrêta quelque temps au château de Blois. Une vaste conspiration s'ourdissait alors contre Richelieu qui tenait les rênes du gouvernement. Le cardinal, entouré d'ennemis, prêts à tout entreprendre, ne se croyait plus en sûreté dans le palais du roi ; aussi alla-t-il loger au château de Beauregard avec la compagnie de mousquetaires que Louis XIII lui avait accordée pour sa garde personnelle <sup>1</sup>. Le rusé ministre utilisa ce séjour en faisant arrêter les deux principaux conjurés, César, duc de Vendôme, et Alexandre, grand prieur de France, enfants naturels de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées. Mandés par lettre du roi leur frère, les princes vinrent à Blois, sans se douter qu'on leur tendit un piège ; quelques jours après leur arrivée, des archers de la garde allèrent, à deux heures du matin, les arrêter dans leur lit au nom du roi ; ils furent aussitôt conduits à Amboise, où s'écoulèrent les premiers temps de leur longue captivité. On les y transporta par bateau ; deux compagnies de la maison du roi suivirent cette embarcation si précieuse pour Richelieu ; l'une, composée de soldats français, marchait sur la rive droite, l'autre, de troupes écossaises, suivait la rive gauche.

<sup>1</sup> Histoire de Louis XIII par Levassor. Mémoires de Bassompierre.

Louis XIII traita plus favorablement son frère légitime, Gaston de France, premier prince du sang, malgré sa participation active au même complot. A l'occasion du mariage de ce prince avec Marie de Bourbon, dernier rejeton de la branche de Bourbon-Montpensier, le roi lui constitua en apanage le duché d'Orléans, avec les comtés de Blois et de Chartres.

La bienfaisance de ce nouveau maître pour ses sujets blésois adoucit, autant qu'il était en son pouvoir, les calamités dont nous allons suivre la désolante série.

L'année même de son entrée en possession, la disette régnait à Blois. Les halles avaient cessé d'être approvisionnées; les habitants, obligés de recourir à d'autres marchés, éprouvèrent de vives résistances de la part des populations voisines, lorsqu'ils voulurent faire les enlèvements; plusieurs vinrent se plaindre à l'assemblée de ville: « qu'ayant  
» esté chercher du bled dans plusieurs villages de  
» Beauce et de Berry, ils avoient esté empeschés  
» de les enlever par les gens de ces lieux, lesquels  
» s'eslevoient en armes contre eux et les charretiers  
» qu'ils envoioient, arrestoient les chevaux et charrettes, et coupoient les poches où étoient les dicts  
» bleds <sup>1</sup>. » Ces procédés violents ne pouvaient que

<sup>1</sup> Procès-verbal de l'assemblée de ville du 6 février 1626.

mettre obstacle à l'approvisionnement de la ville.

Par surcroît de malheur, une peste horrible affligait alors la population ; les mesures sanitaires prises à cette occasion firent éclater entre deux communautés religieuses de la ville une rivalité qui troubla le calme ordinaire des séances municipales ; leurs querelles sont ainsi rapportées <sup>1</sup> :

Les prieurs des Jacobins et de Saint-Laumer, présents, s'opposent à ce que le chirurgien des pestiférés, et les Jésuites qui doivent administrer les malades, logent dans une maison sise à la Tupinière <sup>2</sup>. Le lieutenant-général exhorte les opposants à se désister, et leur promet toute protection et assistance. Lors (*textuel*) le prieur des Jacobins auroit dict que nous (lieutenant-général) donnions mauvais ordre aux affaires de la ville, et sur ce, lui avons enjoint de parler avec plus de modestie et respect, lui avons dict qu'il prist garde à ne pas s'engager plus avant en ces parolles insollantes, lui avons en outre remontré le zèle et charité des pères Jésuites qui s'offrent d'assister nos malades en ceste nécessité, de laquelle les dicts Jacobins s'esloignent beaucoup, qui ne vouloient pas seulement souffrir que l'on logeast le chirurgien de la ville proche d'eux, bien que la maison en laquelle on le veult loger appartienne à la ville et qu'elle soit assez éloignée de leur couvent. Le dict prieur des Jacobins a dict que nous n'avons que faire d'eslever si hault l'offre que faisoient les Jésuites, et que les religieux de leur maison des Jacobins avoient rendu plus de service à la ville que les dict Jésuites.

<sup>1</sup> Procès-verbal du 19 septembre 1626.

<sup>2</sup> Ils prétendaient que, la maison étant voisine de leur couvent, le séjour du chirurgien et des prêtres des pestiférés pourrait répandre la contagion dans le quartier ; leur dépit de voir les jésuites préférés pour l'administration des sacrements explique cette mauvaise chicanerie.

Le prieur de Saint-Laumer, non moins récalcitrant, déclara de son côté « qu'il mettrait plutôt le » feu dans la maison, qu'il empêcherait tout le » monde d'y entrer, et que l'on verrait beau jeu » avant ledit établissement. »

L'esprit de corps, plutôt que le sentiment de la charité, avait suscité ce débat, qui intéressait peu le public et ne faisait qu'entraver l'exécution des mesures sanitaires les plus urgentes. Les jésuites, alors en grande faveur, obtinrent le privilège exclusif de visiter et d'administrer les malades ; les jacobins, déboutés de leurs prétentions, subirent forcément le voisinage du chirurgien et du prêtre des pestiférés.

En même temps que la ville faisait des dépenses extraordinaires par suite de cette maladie contagieuse, le gouvernement lui imposait d'onéreuses réquisitions destinées au camp de la Rochelle ; une fois entre autres, elle fournit 80 *pourpoints et jupes à longues basques, hauts et bas de chausses, et 80 paires de souliers*. Pour solder ces contributions en nature, on permit aux échevins d'emprunter 3,600 livres, *et même d'engager le domaine de la ville*, déplorable condition qui atteste le peu de crédit dont la ville jouissait alors<sup>1</sup>.

Il y eut une nouvelle disette de 1629 à 1634 ;

<sup>1</sup> Assemblée de ville du 11 novembre 1627.

pendant cette dernière année, beaucoup de malheureux moururent de faim aux environs de Blois <sup>1</sup>. Cependant l'administration locale ne manqua pas de prévoyance; elle établit provisoirement un second marché hebdomadaire, fixé au mercredi, pour suppléer à l'insuffisance de celui du samedi, qui exista de temps immémorial. D'autres mesures, consignées sur les registres municipaux, attestent les vives préoccupations de l'autorité; ainsi la ville emprunta 120,000 livres pour acheter des blés et les revendre ensuite à meilleur marché; *car*, dit la délibération prise à cet effet, *le pauvre peuple souffre de la faim, et il est à craindre que le bled n'encherisse encore*. Le déficit qui résulta de cette opération fut supporté par la ville. Plusieurs convois, destinés à l'approvisionnement de Blois, furent arrêtés en chemin; les habitants de Beaugency pillèrent une voiture de farines que les échevins avaient achetées à Étampes; la municipalité blésoise, malgré ses justes réclamations, ne put obtenir aucune indemnité. Dans ces temps malheureux, les populations affamées se ruaient avec fureur sur les subsistances, sans qu'il fût possible de contenir leur exaspération; le besoin parlait plus haut que les magistrats.

La peste suivit de près la famine; une dyssente-

<sup>1</sup> Histoire manuscrite de Saint-Laumer, fol. 78.

rie putride régna pendant plusieurs années ; toutes les communautés religieuses de la ville désertèrent ; on ne pouvait trouver ni médecins pour soigner les malades, ni prêtres pour les administrer, tant la terreur était générale et profonde <sup>1</sup> ! Le manuscrit de Saint-Laumer porte à 11 ou 12 mille le nombre des morts ; il n'est pas supposable que ce chiffre énorme s'appliquât à la seule ville de Blois ; c'eût été une dépopulation complète ; probablement le relevé comprenait aussi les paroisses environnantes.

La mauvaise nourriture, les privations et les souffrances physiques, conséquences fatales d'une longue disette, les chaleurs excessives de plusieurs étés consécutifs, les exhalaisons infectes de l'Arrou, qui traversait alors à découvert une partie de la ville, et où les riverains jetaient leurs immondices, ne pouvaient qu'aggraver et prolonger l'épidémie ; elle sévit surtout avec fureur pendant les mois de juin, juillet et août 1631. Les habitants désespérés eurent recours à l'intercession de la Sainte-Vierge, ainsi que le constate ce texte d'un vœu mémorable <sup>2</sup>.

A esté resollu et fait vœu, que dès le jour et feste de Notre-Dame prochain, et a continuer à pareil jour chacun an *jusques à trente ans*, sera dict et cellébré aux despens de la ville une grande messe et procession générale en l'église Nostre-

<sup>1</sup> Procès-verbal de l'assemblée du 6 février 1632.

<sup>2</sup> Procès-verbal du 6 septembre 1631.

Dame-des-Aydes-de-Vienne, où assistera le corps de ville; et porteront les échevins lors en charge à l'offerte chacun un cierge de cire blanche *du pois d'une livre*, et sera faict prière à Dieu à ce que, par l'intercession de la glorieuse vierge Marie, il lui plaise d'appaiser son ire et faire cesser les maladies contagieuses dont ceste ville et le pays sont affligés <sup>1</sup>.

Les Blésois attribuèrent à ce vœu la diminution du fléau; résultat heureux qui pourrait s'expliquer naturellement par le déclin des chaleurs et le changement de saison. Une pieuse gratitude dicta deux autres résolutions, témoignages naïfs de la foi de nos pères; la première (9 juin 1633) est ainsi conçue :

En commémoration du vœu faict l'année dernière, il sera faict un tableau pour offrir à Nostre-Dame-des-Aydes, dans lequel seront représentés la Vierge, la ville, et les dicts échevins, avocat et clerc de ville, à genoux, tenant des cierges en leurs mains jointes, avec une inscription signifiant le dict vœu; au bas du dict tableau les armes de la ville.

Le tableau fut exécuté, conformément à ces instructions, par Mosnier, peintre blésois; aujourd'hui encore on le voit dans l'église de Vienne, au-dessus de l'autel de la Vierge. Les magistrats

<sup>1</sup> Le vœu, renouvelé tous les 30 ans, fut accompli jusqu'en 1792 inclusivement. En 1806, les habitants de Vienne pétitionnèrent pour obtenir le rétablissement de cette cérémonie; mais leur demande n'eut pas de suite. La procession de la Nativité se faisait avec pompe; toutes les autorités civiles y assistaient, entre autres les échevins, qui ne manquaient pas d'exécuter ponctuellement la clause relative au poids des cierges.

municipaux, représentés sur cette toile historique, sont : les échevins Butel, Thierry, Huart et Garnier (les descendants de ce dernier habitent encore Blois), Daniel, avocat de la ville. Un autre personnage, que la délibération ne mentionne pas, est le père Capucin, représenté dans une attitude suppliante ; cette figure rappelle le dévouement des religieux de l'ordre pour le soin des pestiférés. Bernier <sup>1</sup> attribue même aux Capucins la première idée du tableau.

Voici maintenant le texte de la seconde délibération (2 mars 1632) :

Sur la proposition faite, que le sieur de la Chastre veut faire faire et donner à la ville cinq figures de la Vierge pour mettre sur les cinq principales portes de ceste ville, pour témoigner du vœu que la ville a faict pendant trente ans, *et pour rendre graces à Dieu de ce qu'il lui a plu apaiser son ire aussitôt que le dict vœu a esté faict* ; attendu qu'il est nécessaire, pour mettre les dictes images, de faire faire cinq niches aux cinq principales portes de ville. La matière mise en délibération, a esté conclud et arresté que les dictes niches se feront aux dépens de la dicté ville.

Cette délibération fut religieusement exécutée ; une des statuettes données par le sieur de la Chastre, existe encore dans la rue Porte-Côté, à l'angle du carroir du *Mal-Assis* ; autrefois elle était sur la porte de ville, située à l'entrée de cette rue.

<sup>1</sup> Histoire, p. 68.

Au milieu des calamités publiques, les fréquents séjours de notre comte apanagiste furent d'heureuses compensations pour la ville et le pays. Gaston, prince remuant, mêlé à toutes les conspirations politiques de l'époque, passait à Blois ses moments de disgrâce ou de lassitude. Nos pères, tout en déplorant les écarts du chef de parti, surent apprécier les excellentes qualités de l'homme privé; plusieurs documents officiels prouvent l'affection sincère qu'ils portaient à leur comte; ainsi, en 1634, le conseil de ville, fidèle organe des sentiments de la population, fêta son retour de la manière indiquée par la délibération suivante :

Assemblée particulière tenue en la maison commune de ceste ville de Blois, le samedi 21 octobre 1634, où estoient messieurs Chauvel, lieutenant-général, de Bonvoust, procureur du roi, Huart, Garnier, Truchon et Brillon, eschevins, Viart et Touchain l'aisné, conseillers de ville. Sur ce qui a esté proposé de députer vers *Monsieur* pour lui rendre les debvoirs et lui témoigner la joie que les habitants de ceste ville ont de son retour, la matière mise en délibération, a esté arresté que les sieurs lieutenant-général, procureur du roi, Huart et Brillon, sont députés de la part de la dicte ville pour se transporter vers *Monsieur* et lui rendre pour la ville les témoignages de son obéissance, et en outre qu'il serait faict un feu public sur le quay de ceste ville le jour de demain dimanche au soir.

Immédiatement après ce retour, Gaston commença au château les belles constructions qui pendant plusieurs années furent si avantageuses aux ouvriers et aux pauvres du pays.

En 1638, la municipalité, « voulant, disait-elle, » témoigner l'affection que chacun doit à la conservation de la sacrée personne de son altesse, qui » *faict sa résidence à Blois la plus grande partye* » *de l'année*, » prit plusieurs dispositions sévères pour assurer la salubrité et la sûreté de la ville<sup>1</sup>. Le prince fut très sensible à ces attentions administratives.

C'est un fait remarquable, que la ville où Monsieur résida souvent, où il exerçait beaucoup d'influence et trouvait une affectueuse soumission, n'ait pris aucune part à ses intrigues politiques. Tandis que Gaston soulevait le peuple de Paris, d'Orléans et d'autres cités, Blois demeurait impassible. Loin d'embrasser le parti de la Fronde, les habitants protestèrent contre l'insurrection parisienne qui avait forcé le jeune Louis XIV et la régente à quitter la capitale et à se réfugier au château de Saint-Germain-en-Laye ; le lieutenant-général Grimaudet et l'échevin Guelon leur portèrent dans cette retraite les hommages de la ville, l'expression de son obéissance et de son dévouement à l'autorité légitime<sup>2</sup> ; cette démarche significative, qui dut être peu agréable à Gaston, prouve l'honorable indépendance de nos pères.

Un fait de la même année démontre qu'ils tenaient

<sup>1</sup> Délibération du 8 mars 1638.

<sup>2</sup> Délibération du 11 janvier 1649.

essentiellement à conserver intacte leur réputation de loyaux et fidèles sujets du roi. L'introduction frauduleuse des sels de contrebande fut un des moyens que la Fronde employa pour troubler les provinces; un bateau contenant une cargaison de ce genre passa à Blois, où il fut saisi par autorité de justice. Les mariniers, secondés par une troupe de vagabonds et de gens sans aveu, s'ameutèrent contre les magistrats et commirent quelques désordres. La population n'avait pris aucune part à cette échauffourée; cependant un procès-verbal du lieutenant-général accusa les habitants de complicité; l'assemblée de ville, vivement émue, protesta contre cette imputation en termes énergiques; car, disait-elle, « il est à propos de ne pas laisser donner une mauvaise impression au roi, que les habitants n'aient en façon quelconque participé au dict fait<sup>1</sup>. »

Après cette délibération, inspirée par de louables susceptibilités, le lieutenant-général vint lui-même donner des explications satisfaisantes qui justifèrent complètement la ville.

La rareté des subsistances occasionna aussi quelques troubles. A l'exemple des cités voisines, l'autorité blésoise prit des mesures rigoureuses pour l'approvisionnement du marché; toutes les nuits, quatre hommes montaient la garde sur le pont; leur

<sup>1</sup> Délibération du 1<sup>er</sup> juillet de 1649.

consigne était d'arrêter au passage les bateaux chargés de blés ; chacune de ces sentinelles gagnait 10 fr. par nuit <sup>1</sup>.

En 1651 une nouvelle disette affligea Blois ; pour prévenir la famine, il fallut permettre à toutes personnes d'apporter et de vendre chaque jour du pain , concurremment avec les boulangers de la ville <sup>2</sup>.

Des alarmes d'une autre nature se mêlaient à la crise alimentaire. Les gens de guerre ravageaient les environs de Blois ; la Fronde, qui soudoyait ces hordes indisciplinées, méditait une entreprise sur la ville ; mais la vigilance de l'autorité municipale fit échouer ce complot. Entre autres précautions, on enjoignit à tous les propriétaires des maisons qui avaient des ouvertures dans les murs de ville, de les boucher immédiatement ; attendu que Blois « étant » ouvert de tout costé pourroit estre facilement sur- » pris par les gens de guerre qui font des incursions » de toutes parts et des désordres par tout où ils » passent <sup>3</sup>. »

Ces alarmes étaient fondées ; la Fronde faisait chaque jour de nouveaux progrès aux environs de Blois ; une troupe, enrôlée sous ses drapeaux, s'était même emparée du château de Moran, situé à six

<sup>1</sup> Délibération du 20 décembre 1649.

<sup>2</sup> Auparavant, d'après un usage immémorial, les marchands forains ne pouvaient vendre du pain à Blois que les mercredis et samedis.

<sup>3</sup> Délibération du 6 février 1652.

lieues seulement de la ville; mais le comte de Schomberg, général autrichien au service du roi, reprit cette place après un siège meurtrier. Ce fait inconnu est consigné, à la date du 22 février 1652, sur les registres de sépulture de la paroisse de Moran.

Dans le mois suivant, la ville se préoccupait encore du voisinage dangereux des gens de guerre *qui commettaient toutes sortes de violences, vols, meurtres et voyes de fait extraordinaires, n'épargnant même les messagers publics sur les grands chemins*<sup>1</sup>. On craignait (les registres municipaux en font foi) qu'ils ne se portassent sur Blois pour piller et rançonner les habitants.

Un autre sujet d'alarme fut l'arrivée inattendue d'un corps de l'armée royale, commandé par le maréchal d'Hocquincourt qui venait de faire le siège d'Angers<sup>2</sup>. Ces troupes ne causèrent pas moins d'effroi à la population que les hordes dangereuses de la Fronde; car l'insuffisance de leur solde et l'irrégularité des paiements, conséquences fatales de la pénurie du trésor, les obligeaient sans cesse de mettre le peuple à contribution; heureusement elles ne séjournèrent pas long-temps à Blois.

Paris était alors au pouvoir des frondeurs, et la cour errait de ville en ville sans pouvoir approcher

<sup>1</sup> Délibération du 10 mars 1652.

<sup>2</sup> Mémoires du cardinal de Retz, livre 4.

de la capitale; pendant le siège d'Angers elle résidait à Saumur, d'où elle vint à Blois, vers le 20 mars 1652; Louis XIV et la reine mère Anne d'Autriche, demeurèrent une semaine au château; le cardinal Mazarin les accompagnait; le roi et son ministre profitèrent de ce séjour pour expédier des instructions concernant les opérations militaires du gouvernement contre la Fronde <sup>1</sup>.

Le triomphe de la monarchie mit fin aux exactions des gens de guerre et pacifia le pays.

Après la rentrée de Louis XIV à Paris, le comte de Blois fut exilé dans ses terres (octobre 1652). La ville n'eut qu'à s'applaudir d'une disgrâce qui fixa pour toujours dans nos murs un prince bienfaisant. Retiré à Blois, Gaston vécut en sage, occupé de bonnes œuvres, de constructions, de science. La bibliothèque, le médaillier et le jardin botanique, dont il embellit le château, charmèrent les derniers jours d'une existence fatiguée. Il mourut dans son manoir de prédilection, le 2 février 1660, âgé de 64 ans. Nos pères ont amèrement pleuré cette perte prématurée; leurs descendants continuent de révéler une mémoire qui sera toujours populaire dans ce pays; des traditions vivaces conservent parmi nous le souvenir des bienfaits de Gaston d'Orléans, dernier comte de Blois. L'établissement précieux <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Mémoires de Bussy-Rabutin, t. I, p. 417 à 423.

<sup>2</sup> L'hôpital général de Vienne.

que la ville doit à ce prince charitable suffirait pour perpétuer la reconnaissance publique.

Gaston avait épousé en premières noces l'héritière de la branche de Bourbon-Montpensier, dont il eut une princesse connue sous le nom de *la Grande Mademoiselle*, célèbre par ses intrigues politiques et amoureuses. Un second mariage avec Marguerite de Lorraine lui donna trois filles, qui épousèrent des princes étrangers. Personnellement, le prince ne possédait que son apanage ; mais sa première femme, la plus riche héritière de France, lui avait apporté d'immenses domaines recueillis ensuite par *Mademoiselle*.

---

## CHAPITRE VIII.

Blois depuis la mort de Gaston jusqu'à la Révolution de 1789. — Passage de Louis XIV. — Disette de 1662. — Persécution des Protestants; révocation de l'édit de Nantes. — Fêtes publiques. — Entrée de M. de Bertier, premier évêque. — Réception des petits-fils de Louis XIV. — Hiver de 1709. — Disettes. — Passages de Princes & Princesses. — Jansénisme. — Établissement & suppression du conseil supérieur.

---

GASTON étant décédé sans hoirs mâles, son apanage s'éteignit, et le comté de Blois fit retour à la couronne. Malgré sa réunion définitive, ce domaine continua d'être distingué dans l'administration financière, où ses revenus et ses charges formaient une section spéciale. Il conserva aussi son titre féo-

dal ; en 1789 le *comté de Blois* figurait encore au protocole des notaires du pays et dans l'intitulé des jugements ; la révolution seule put effacer ces bizarres réminiscences du passé.

L'extinction de l'apanage rendit à Louis XIV la libre jouissance des châteaux de Blois et de Chambord ; mais le fondateur de Versailles préférait cette création personnelle à toute autre résidence. Plusieurs fois néanmoins il visita Chambord ; le 12 octobre 1668, au retour de ce manoir, le monarque, accompagné de sa cour, passa par Blois, et donna dans les appartements du château une fête qui fut magnifique, s'il faut en croire le passage suivant d'une lettre de mademoiselle Pellisson à Scuderi : « Tout » y était merveilleusement bien entendu. Je pour- » rais faire une description très pompeuse du lieu » qu'on avait choisi, de l'abondance et de mille au- » tres circonstances ; cette fête n'avait rien d'hu- » main. »

Cette courte apparition du grand roi fut le dernier séjour de l'ancienne monarchie dans notre ville délaissée. Louis XIV donna le nom de Blois à l'une des filles qu'il avait eues de mademoiselle de la Vallière ; ce titre, purement honorifique, ne conféra aucun droit féodal à *Mademoiselle de Blois*, devenue ensuite l'épouse du prince de Conti.

Le pays blésois, abandonné par la cour, perdit tous les avantages dont il avait joui sous les règnes

précédents. Cette décadence sensible ne fut pas le seul événement malheureux qui suivit la mort de Gaston ; de grandes calamités publiques eurent lieu sous les longs règnes de Louis XIV et de Louis XV. En même temps que l'impôt, devenu excessif, épuisait les ressources de la propriété et de l'industrie, les maladies, les famines, les hivers, sévissaient avec une rigueur extraordinaire ; jamais ces fléaux ne furent aussi fréquents, ni aussi intenses.

En 1662 la ville éprouva toutes les horreurs de la famine ; le blé valut jusqu'à 300 livres le muid (environ 4 livres le décalitre). Les Orléanais, non moins affligés de disette, arrêtaient au passage les grains destinés à notre ville. L'administration blésoise, après avoir vainement réclamé, usa de représailles, et fit saisir tous les blés qui remontaient à Orléans. Ces mesures violentes suspendirent complètement les arrivages, et la ville cessa d'être approvisionnée ; on fut même obligé de rationner les habitants. Les pauvres et les vagabonds, ne trouvant plus à vivre dans les campagnes, affluèrent de toutes parts ; il s'en trouva *trois mille* à une revue générale, qui eut lieu sur la place du Château en présence des échevins. On fit des distributions de soupes économiques ; 6,000 livres furent dépensées en travaux de charité. Deux personnages célèbres, étrangers à la ville, la secoururent généreusement ; madame la duchesse d'Aiguillon lui prêta

40,000 livres, sans intérêts, pendant un an, pour l'achat de grains et le soulagement des pauvres; le maréchal de la Meilleraie envoya un bateau chargé de blé qui fut distribué gratuitement aux familles les plus nécessiteuses; après la mort du bienfaiteur, la ville reconnaissante fit célébrer pour lui un service solennel <sup>1</sup>. On doit regretter que le souvenir de ces bienfaits se soit perdu dans le pays.

Les levées d'hommes, les contributions extraordinaires et les réquisitions en nature, affectées aux guerres ruineuses de Louis XIV, vinrent accroître la misère publique.

Enfin le pays ressentit le contre-coup des persécutions qui frappèrent les calvinistes; la plupart furent l'œuvre du pouvoir central ou de ses agents; cependant on peut reprocher aux Blésois quelques actes de participation. Une anecdote du temps prouve que la population ne résista pas toujours à de mauvaises influences. Auteroche, pauvre cardeur huguenot, avait tenu quelques propos irrévérencieux contre l'Eucharistie; le lendemain, pendant le prêche, une troupe de 300 catholiques se rua sur le temple, enfonça les portes, cassa les vitres et même les ardoises; plusieurs religionnaires furent blessés grièvement. Pour prévenir le retour de pa-

<sup>1</sup> Registres municipaux de 1662.

reilles violences, l'autorité fit garder le temple par la force armée. Une sentence du bailliage condamna Auteroche à faire amende honorable, et à rester exposé pendant deux heures au carcan, un jour de marché, avec un écriteau portant les mots *impie et sacrilège*<sup>1</sup>. Ces rigueurs ne pouvaient qu'irriter davantage les animosités religieuses.

La révocation de l'édit de Nantes (1685) abolit enfin le culte protestant. M. de Bouville, intendant de la généralité d'Orléans, exécuta à Blois les édits de proscription ; mais on ne voit pas qu'il ait eu recours aux dragonnades, moyen déplorable dont le pouvoir usa souvent à cette époque d'intolérance.

Plusieurs familles, qui exerçaient des industries utiles, quittèrent la ville et sortirent du royaume, pour exercer librement leur religion. D'autres restèrent en abjurant ; tels furent les Baschet, les Baignoux, les Cuper<sup>2</sup>, et autres Blésois, dont les descendants habitent encore la cité où leurs pères professaient le calvinisme.

La révocation de l'édit de Nantes augmenta beaucoup le nombre des catholiques dans Blois et aux

<sup>1</sup> Histoire de l'édit de Nantes, livre 17, année 1681.

<sup>2</sup> On lit sur un registre d'abjurations celle des Cuper, reçue par M. de Bertier, évêque de Blois ; quelque temps après, une demoiselle de la famille prit le voile aux *Nouvelles Catholiques* de Blois. (Archives départementales.)

environs; à Mer seulement, elle produisit deux cents conversions <sup>1</sup>. Cet accroissement subit fut une des causes qui portèrent Louis XIV à établir l'évêché de Blois en 1698; le nouveau diocèse eut pour circonscription la partie la plus éloignée de Chartres. Le gouvernement pensa que la présence habituelle d'un prélat dans nos contrées soutiendrait la foi encore chancelante des nouveaux convertis, et raviverait le zèle des fidèles; cette création importante fut la conséquence de l'esprit religieux qui dominait alors dans les conseils du prince.

L'abolition d'un culte qui était exercé au pays blésois depuis plus de 150 ans, et comptait de nombreux prosélytes, s'opéra sans beaucoup de résistance. Ce changement fut suivi d'un calme profond, dont la monotonie offre peu d'incidents remarquables; dès-lors, la ville, plus occupée de ses affaires municipales que des intérêts d'État, disparut pour ainsi dire de la scène politique. A la même époque, les victoires et les traités du grand roi, les mariages, naissances ou décès d'une dynastie féconde, multiplièrent extraordinairement les fêtes officielles; les détails de ces solennités locales, qui caractérisent si bien les mœurs et l'esprit du temps, nous ont semblé dignes de l'histoire. Les cérémonies publiques du vieux Blois furent souvent des occasions

<sup>1</sup> Voir dans les *Mémoires du clergé* l'enquête qui précéda l'érection du siège de Blois.

de conflits bizarres entre les diverses autorités. Ainsi, les magistrats de Blois se disputaient vivement l'honneur d'allumer les feux de joie, lorsque l'arrêté suivant, daté de 1690, mit fin à leurs querelles :

« Toutes fois qu'il sera fait un feu public ,  
» le lieutenant-général , tenant une torche *de la*  
» *main droite*, y mettra le feu. Le procureur du  
» roy et le plus ancien eschevin, chacun *en la main*  
» *gauche* une torche allumée, mettront en même  
» temps le feu. Toutes ces torches seront de même  
» poids et grosseur. »

Il ne faut pas s'étonner de l'importance que l'on attachait alors aux distinctions honorifiques. Sous un gouvernement qui avait supprimé l'exercice des droits politiques, les esprits, dont l'activité ne pouvait plus s'appliquer à des intérêts sérieux, durent naturellement s'occuper de choses futiles. Les vaines querelles de préséance remplacèrent les luttes nationales de la vie publique : cette nouvelle polémique, stimulée et toujours entretenue par l'esprit de corps, non moins que par les prétentions individuelles, absorba long-temps les instincts d'opposition qui auraient pu entraver la marche du pouvoir ; plus tard , l'opinion générale osa s'attaquer à des objets plus graves , et ce fut le commencement de la révolution.

Tandis que d'éternelles divisions sur des points

si délicats troublaient les relations sociales, des fléaux horribles venaient fréquemment décimer la population.

L'année 1693 fut remarquable par une affreuse disette, conséquence des pluies et de la rouille des blés. L'année suivante, une fièvre inflammatoire qui régnait à Blois, enleva, dit un moine de Saint-Laumer <sup>1</sup>, *le quart de la population*.

En 1697, la publication du programme d'une fête, célébrée pour la prise de Barcelone, donna lieu à des rixes scandaleuses. Le maire et les échevins avaient remis au tambour de ville une proclamation; le hérault municipal, revêtu de ses insignes, arriva au carroir du *Mal-Assis*, et se disposait à donner le premier coup de caisse, quand survint le président du bailliage; ce magistrat prétendit que le droit de donner des ordres en pareil cas lui appartenait exclusivement. Le maire réitéra ses injonctions; mais le tambour, qui avait embrassé le parti du président, ne voulut plus écouter l'officier municipal, et s'oublia même jusqu'à lui dire (textuel) *qu'il briserait plutôt sa caisse en mille morceaux*.

La publication qui avait donné lieu à cette querelle eut peu de succès; le tambour appela vainement la milice bourgeoise au feu de joie municipal;

<sup>1</sup> Registre des choses mémorables de Saint-Laumer (archives départementales).

ce corps ne brilla que par son absence. On conçoit l'indifférence de nos pères pour ces sortes de solennités ; des victoires lointaines, sans aucune influence sur le bien-être des populations, devaient exciter peu d'enthousiasme dans Blois ; d'ailleurs les temps étaient trop malheureux pour que les réjouissances officielles inspirassent beaucoup de sympathie ; une misère profonde contrastait péniblement avec l'éclat de la gloire militaire.

L'année suivante, à l'occasion d'un traité de paix, les religieux de Saint-Laumer donnèrent une grande fête, dont leur annaliste raconte longuement tous les détails ; nous nous bornerons à quelques extraits de cette relation emphatique :

Le 9 février 1698, dimanche de la Quinquagésime, a été fait un magnifique feu de joie dans la *grande place* devant l'église Saint-Laumer<sup>1</sup>, pour l'heureuse conclusion de la paix générale. On avait formé *deux belles compagnies des hommes les mieux faits du Foix*, qui, tous en habits et bonnets de dragons, furent toute la journée sous les armes et allèrent en plusieurs endroits de la ville en très bon ordre, après avoir fait d'abord tout l'honneur possible à l'abbaye de Saint-Laumer. Ils y retournèrent sur les quatre heures du soir ; alors on donna une belle collation à tous les officiers, et plusieurs rafraîchissements aux simples dragons. On ne leur épargna pas surtout le vin, quoique bien cher cette année ; *car il en coula une fontaine pendant trois ou quatre heures*. La nuit approchant, tous les religieux allèrent en pro-

<sup>1</sup> Aujourd'hui Saint-Nicolas : cette prétendue *grande place* est tout simplement le parvis étroit situé devant le portail de l'église ; la désignation nous semble fort ambitieuse.

cession allumer le feu ; après les prières faites pour le roi , le prieur mit le feu au bucher préparé. Cependant les tours et le clocher étoient éclairés de flambeaux et de feux d'artifice. On jeta un grand nombre de fusées qui réussirent parfaitement bien. Beaucoup de personnes des plus considérables de Blois assistèrent à cette cérémonie, et avouèrent qu'elle *l'emportait de beaucoup sur le feu tiré par la ville.*

Cette dernière réflexion prouve combien les religieux étoient enthousiasmés de leur fête ; l'épigramme adressée à la municipalité est une saillie de l'esprit de corps ; *Messieurs de Saint-Laumer* rivalisaient avec *Messieurs de ville*, et prétendaient toujours mieux faire.

La même année, M. de Bertier, premier évêque de Blois, fit son entrée solennelle par la porte du Foix. La prise de possession du nouveau siège épiscopal fut pour notre ville un grand événement ; voici les principales circonstances de cette fête mémorable<sup>1</sup> :

Près la porte du Foix<sup>2</sup>, en dehors de la ville, on avoit élevé *une manière de trône* ; la place devant la porte étoit couverte de grandes voiles de bateaux. Quand M. l'évêque fut arrivé au pied du trône, M. Druillon, maire de la ville, à la teste des eschevins, vint lui faire une *grande harangue* au nom de toute la ville. Ensuite le doyen de la cathédrale fit une *fort courte harangue* au nom de tout le clergé. Monsieur de Blois répondit à l'une et à l'autre, et monta ensuite sur son trône, où il fut revêtu

<sup>1</sup> Extrait des procès-verbaux qui se trouvent sur les registres de la ville et sur le manuscrit des choses mémorables de Saint-Laumer.

<sup>2</sup> Située au pied du château, entre la rue Saint-Lubin et la rue des Trois-Marchands.

de ses habits pontificaux ; puis il s'assit, et tout le clergé défila devant le trône ; les religieux passèrent deux à deux *en faisant* la génuflexion, et les ecclésiastiques séculiers, aussi deux à deux, en s'inclinant *profondément*. Après le défilé, Mgr se plaça sous un magnifique dais porté par quatre curés de campagne, revêtus de chappes, et entra en ville. Depuis la porte du Foix jusques à la cathédrale, toutes les rues estoient tapissées. *Les bourgeois sous les armes* <sup>1</sup> formoient une haie continue, ce qui servit beaucoup pour écarter le peuple et empêcher la confusion qui seroit arrivée à cause du grand concours de monde qui estoit venu des villes voisines pour assister à cette cérémonie. Quand on arriva à la cathédrale, le prieur-curé eut l'honneur de recevoir M. de Blois et de le mettre en possession avec les cérémonies ordinaires ; puis lui fit une *belle harangue* à laquelle le prélat répondit si juste qu'on ne pouvoit pas mieux. Entre autres choses, comme le prieur lui avoit recommandé le soin et la conservation de son église, M. de Blois lui dit fort bien sur cet article *qu'on reconnoitroit dans la suite que la gloire de la seconde maison surpasseroit celle de la première* <sup>2</sup>. On entra dans le chœur. L'évesque baisa l'autel, dit l'oraison de Saint-Louis, et puis alla sur son trône. Les chanoines se mirent à droite. Du côté gauche, le prieur de Saint-Laumer ayant pris la première place, celui de Bourmoyen l'arresta de la main, et protesta devant un notaire qu'il ne cédoit que pour éviter le trouble et le scandale. Le prieur de Saint-Laumer protesta, au contraire, qu'il prétendoit user de son droit, et s'assit sur la première chaise <sup>3</sup>. Tout le monde estant placé, M. de Blois entonna le *Te Deum*,

<sup>1</sup> C'était la garde nationale de l'époque. La veille, la municipalité avait pris un arrêté enjoignant aux bourgeois de se rendre exactement à la fête, sous peine de 20 sous d'amende.

<sup>2</sup> Allusion à un passage de l'Écriture-Sainte.

<sup>3</sup> Ce débat scandaleux ne doit point étonner. Souvent, à l'occasion des préséances, le lieu saint fut profané par des rixes et voies de fait ; les protestations notariées étaient les actes les plus modérés en pareil cas.

qui fut chanté par la musique. On chanta aussi un motet pour le Roy. Mgr ayant donné sa bénédiction, on publia les indulgences. Mgr fut reconduit à la sacristie, et de là en son palais épiscopal. Dans la cour du dit palais étoit un grand *bûcher de joie*; les bourgeois en armes se rangèrent autour, et M. le maire mit le feu audit bûcher, qui se consuma aux acclamations du peuple. Ensuite le maire alla prendre congé de Mgr, lui demanda s'il étoit content, et le *pria de suppléer*<sup>1</sup>. Puis chacun se retira chez soy.

Deux ans après (10 décembre 1700), les ducs d'Anjou, de Bourgogne et de Berry, petits-fils de Louis XIV, passèrent à Blois; le premier allait prendre possession du trône d'Espagne, que venait de lui conférer le testament du dernier roi. La ville fit à ces princes une réception ainsi décrite par le procès-verbal :

Les habitants sous les armes formaient une double haie depuis le commencement de la rue de la Chaîne jusqu'à la *Galère*; ils avaient eu la précaution de rabattre les chiens et d'ôter les pierres de leurs fusils pour prévenir les accidents. *Messieurs de ville* avaient fait élever deux arcs de triomphe, l'un à la porte du pont, l'autre à l'hôtel de la Galère où le roi devait descendre; ils attendirent le roi d'Espagne et nos seigneurs ses frères à l'entrée du pont, et leur furent présentés par le maître des cérémonies. M Druillon, maire, à la tête dudit corps de ville, ayant pris des mains du clerc de ville les clefs d'icelle, les présenta au roi, et ensuite le harangua, ne harangua point les princes, parce que le maître des cérémonies dit qu'ils ne le souhaitaient. Après quoi, les échevins présentèrent un dais devant la portière du carrosse; le roi ne descendit point; mais

<sup>1</sup> Formule ancienne d'excuse.

cela n'empêcha point que le dais ne fût porté par les échevins devant le carrosse jusques à l'hôtel de la Galère. M. le maire et les autres officiers du corps de ville accompagnèrent le roi, se tenant aux deux côtés du dais et excitant le peuple aux acclamations.

Le roi étant descendu de carrosse devant ledit hôtel, et monté dans son appartement, Messieurs de ville firent à S. M. des présents qui étaient composés de quatre douzaines de bouteilles de vin et de trois corbeilles, dont l'une était remplie de raisins, la seconde de 14 livres de massepain, et la troisième de 6 livres de biscuit. On alla ensuite faire les présents de ville à nos princes les ducs de Bourgogne et de Berry, qui logèrent à l'abbaye de Saint-Laumer. On fit porter les corbeilles par des jeunes gens de famille, qui s'en firent honneur. On observa de s'habiller tout de drap noir, parce que la cour était en deuil. La ville alla aussi complimenter les ducs de Noailles et de Beauvilliers-Saint-Aignan, auxquels on fit le présent ordinaire de chacun deux douzaines de bouteilles de vin. Comme M. Desgranges, maître des cérémonies, avait pris la peine de présenter messieurs de ville et de les informer de ce qui se devait faire, ils allèrent en corps le remercier et lui offrir un cadeau. Pendant toute la soirée, les fenêtres des habitants furent illuminées par deux chandelles du poids de chacune un quarteron, mises à chaque fenêtre, suivant qu'il avait été réglé par ordonnance du conseil de ville <sup>1</sup>.

Les princes furent ainsi fêtés sur toute leur route. L'avènement du duc d'Anjou au trône d'Espagne engagea la France dans une longue lutte contre les puissances coalisées. Au cours de cette guerre, Louis XIV envoya à Blois plusieurs convois de prisonniers étrangers, notamment, en 1705, deux

<sup>1</sup> Cette ordonnance infligeait une amende de 20 livres à quiconque manquait d'illuminer.

cents soldats italiens, que l'on déposa dans la tour Beauvoir <sup>1</sup>.

Les malheurs qui attristèrent la fin du grand règne se firent sentir à Blois; le cruel hiver de 1709 gela les vignes des Grouëts et de la Sologne; ce sinistre, qui frappait la principale culture du pays, ruina beaucoup de propriétaires. Les faux dégels firent périr tous les blés de Beauce; on fut obligé de labourer de nouveau les terres de la sole à blé, pour les ensemençer aux mois d'avril et de mai; le froment, devenu très rare, s'éleva au prix énorme de 50 fr. le setier.

De fréquentes disettes suivirent ces grandes calamités. En 1738, année où le blé était hors de prix, il se forma, sous la présidence de M. de Crussol, évêque, un comité chargé de l'approvisionnement de la ville. Le sieur Martin, bourgeois, membre d'une ancienne famille de Blois, fut envoyé à Nantes pour faire des achats considérables de grains; le comité, qui se réunissait toutes les semaines, entretenait avec son délégué une correspondance suivie. Le roi avança 50,000 liv., que la ville restitua au bout de deux ans; on établit des greniers publics où la vente se faisait deux fois la semaine, suivant un arrêté ainsi conçu :

• Le blé de Bretagne demeure fixé à 9 l. 10 s.

<sup>1</sup> Registres de la ville.

» le setier, et le *blé de Zélande* à 10 l. Le mercredi,  
 » il ne sera vendu que du blé de Zélande, et le  
 » samedi, que de celui de Bretagne; le tout jusqu'à  
 » concurrence de 40 muids par chaque jour de  
 » vente, ce qui fera 80 muids par semaine. Il ne  
 » sera point débité plus de 24 boisseaux à la mè-  
 » me personne. »

La ville fut approvisionnée de cette manière pen-  
 dant deux années. Outre les blés de Bretagne et  
 de Zélande, on en fit venir aussi du Bourbonnais;  
 M. de Crussol employa son crédit auprès de l'in-  
 tendant de la généralité de Moulins, pour les obte-  
 nir à meilleur marché.

Au cours de cette disette, la ville, malgré sa  
 pénurie, s'imposa de nouveaux sacrifices à l'occa-  
 sion du passage de Madame de France, sœur de  
 Louis XV. Dans le cortège qui alla au devant d'elle,  
 on remarquait, dit le procès-verbal, *deux compa-  
 gnies de cavalerie composées de la plus belle jeunesse  
 de la ville, habillée en uniforme, précédée des timbal-  
 liers et des trompettes de la ville.*

Madame la Dauphine vint ensuite (1745). La  
 lettre du roi, annonçant son arrivée, portait cette  
 recommandation expresse: « Une ville comme  
 » Blois doit faire les choses comme il faut. Si elle  
 » ne se distingue pas *dans le mieux*, elle doit  
 » au moins ne pas s'oublier. » L'administration  
 tint compte de l'avertissement, et dépensa 2,589

livres pour la réception , qui fut très brillante,

A la naissance du duc de Bourgogne (1751), on dota deux filles pauvres, chacune de 300 livres; l'allégresse publique ne pouvait mieux se manifester que par ces actes de bienfaisance. Le rigoureux hiver de la même année nécessita des charités extraordinaires. La commission instituée en 1738 se réorganisa; M. de Crussol rendit de nouveaux services à la ville.

Le règne de Louis XV et de ses favorites, si déplorable sous tant d'autres rapports, eut quelques bons résultats pour nos contrées. La possession du château de Menars attira dans le pays madame de Pompadour, dont la bienfaisance y a laissé d'honorables souvenirs; la route qu'elle fit ouvrir de Menars à Blois a rendu sa mémoire populaire; l'établissement de cette importante communication est en effet un titre légitime à la reconnaissance des habitants. Son frère, le marquis de Marigni, gouverneur du château de Blois, obtint du trésor royal des allocations considérables pour divers travaux d'utilité publique exécutés dans la province.

La population blésoise prit part aux controverses religieuses et politiques du dernier siècle. Le jansénisme, protégé secrètement par M. de Caumartin, évêque, comptait à Blois un grand nombre de prosélytes; la bulle *Unigenitus* y rencontra une assez vive opposition, dans les rangs mêmes du cler-

gé. Le fameux diacre Paris, coryphée du nouveau parti, eut aussi d'ardents zélateurs; une circonstance locale contribua surtout à cette vogue passagère : l'abbé Pommart, curé de Saint-Médard de Paris, fut exilé à Blois pour avoir encouragé les bizarres pratiques des *convulsionnaires* qui se réunissaient dans le cimetière de sa paroisse sur le tombeau du diacre vénéré <sup>1</sup>. Le pasteur proscrit, stimulé par la persécution, excita le zèle des Jansénistes blésois pour le patron des convulsionnaires; et bientôt on entendit parler de miracles opérés par l'intercession de saint Paris; telle fut la guérison subite du fils de M. Texier, président du bailliage; cette anecdote prouve que le Jansénisme eut des partisans déclarés dans la haute bourgeoisie de Blois. On fit grand bruit aussi de la cure merveilleuse d'une veuve Mercier de Moisy; le *nécrologe des plus célèbres amis de la vérité* <sup>2</sup>, attribue à cet événement plusieurs conversions au Jansénisme, opérées dans le pays.

Les partisans des nouvelles doctrines trouvèrent

<sup>1</sup> Pour mettre fin à ce pèlerinage, parfois tumultueux ou indécent, l'autorité ordonna la fermeture du cimetière de Saint-Médard; un plaisant écrivit alors sur la porte le fameux distique :

De par le roi, défense à Dieu  
De faire miracle en ce lieu.

Dans un pays où l'arme du ridicule est si puissante, cette saillie fut une bonne fortune pour les adversaires du jansénisme, et contribua beaucoup à déconsidérer la secte des *convulsionnaires*.

<sup>2</sup> Recueil d'anecdotes favorables au jansénisme, t. II, p. 8.

dans M. de Crussol, successeur de M. de Caumartin, un adversaire déclaré; la réaction fut instantanée et violente, comme le démontre ce passage du même *nécrologe* <sup>1</sup>:

• M. Margottin , chapelain de l'église Saint-Honoré de Blois , supérieur des religieuses de la Visitation , avait exercé tranquillement ces diverses fonctions sous MM. de Bertier et Caumartin ; mais M. de Crussol lui retira ses pouvoirs, et l'obligea même de quitter la maison du confesseur de la Visitation. Dès-lors , personne du clergé , soit séculier , soit régulier, ne le voyait ; les simples clercs même évitaient de lui parler. Ce n'est pas qu'il ne fût estimé de la plupart ; mais son approche avait quelque chose de funeste pour la fortune ; *c'était un crime que la cour épiscopale ne manquait pas de punir*. Quels reproches n'ont pas eu à se faire plusieurs ecclésiastiques qui ont refusé d'entendre sa confession , quoiqu'il les priât avec instance , et qu'il offrit de prendre toutes précautions possibles ! Il mourut dans une paisible agonie, le 28 décembre 1762, *muni des sacrements* que l'évêque finit par lui accorder. Tout le clergé de sa paroisse se fit un devoir d'assister à ses funérailles ; mais il n'y parut aucun autre ecclésiastique ni religieux. Il y eut d'ailleurs beaucoup de laïcs de l'un et de l'autre sexe, et de tout

<sup>1</sup> T. VI, p. 186.

» état. On disait avant l'enterrement *qu'on y con-*  
» *naissait tous les Jansénistes de Blois* : on a dû dire  
» après, que *ces prétendus Jansénistes ne sont pas en*  
» *si petit nombre.* »

En 1762, les Jansénistes virent avec une indigne joie l'expulsion des Jésuites qui possédaient le collège de la ville depuis 1624 ; cet événement fut pour eux un véritable triomphe. Leur secte opiniâtre continua de se soutenir à Blois, malgré les censures ecclésiastiques. Au moment de la révolution, la magistrature et la bourgeoisie blésoises comptaient encore un certain nombre de zélés Jansénistes qui ne dissimulaient pas leurs opinions.

La cause des parlements, quoique liée à celle du Jansénisme, ne trouva pas les mêmes sympathies dans le pays blésois ; nos pères, amis de l'ordre, redoutaient les suites d'une lutte passionnée, et ne purent qu'approuver les édits portés contre des corps dangereux ; d'ailleurs ils se trouvèrent associés par des motifs d'intérêt local aux coups d'Etat du chancelier Maupeou. Une ordonnance de février 1771 réduisit à un territoire peu étendu le vaste ressort du parlement de Paris, et répartit les provinces distraites entre six nouvelles cours, appelées *conseils supérieurs* ; un de ces sièges souverains fut placé à Blois. Des considérations politiques déterminèrent le choix de cette résidence : le calme des habitants, leur résignation habituelle aux faits

accomplis, leur attachement au pouvoir et leur froideur pour les parlements, offraient des garanties que le ministère n'eût peut-être pas trouvées dans d'autres villes, plus considérables sans doute, mais animées d'un esprit tout différent; enfin il pouvait compter sur les sympathies intéressées d'une cour souveraine établie depuis long-temps à Blois : notre chambre des comptes avait donné plusieurs gages de fidélité et de dévouement; le chancelier voulut récompenser ses magistrats, en joignant à leurs offices les charges de la nouvelle cour; moyen assuré de rallier les anciens titulaires.

Le conseil supérieur de Blois remplaça le parlement de Paris, et jugea tous les appels des bailliauges de Blois, Amboise, Tours, Langeais, Saumur, la Flèche, Laval, le Mans, Mamers, Mayenne, Angers, Beaugé, Château-du-Loir, Château-Renault, Châteaudun, Chinon, Loches, Châteauroux, Vierzou, Romorantin, Bourges, Mehun-sur-Yèvre, Dun-le-Roi, Concrèssault.

Le personnel répondait à l'importance du tribunal et à l'étendue de son ressort, bien plus vaste que n'est aujourd'hui la circonscription d'une cour royale; il se composait d'un premier président, deux présidents, deux conseillers, deux avocats généraux, un procureur général et deux greffiers; ces nouveaux magistrats, presque tous choisis dans la chambre des comptes, cumulèrent les deux fonc-

tions. Ainsi s'établit, sans nulle secousse, une juridiction qui, placée à Orléans ou à Tours, aurait pu soulever de violents orages : à Blois, elle s'encadra naturellement dans la chambre des comptes, et la fusion des deux compagnies réalisa les vues du pouvoir. Toutefois le conseil supérieur rencontra quelque opposition dans le pays. La minorité parlementaire se prononça avec énergie. Le bailliage de Blois fit difficulté d'enregistrer l'édit ; plusieurs membres récalcitrants, entre autres M. Druillon, lieutenant-général, donnèrent leur démission. Le conseil fut en butte aux quolibets de ses ennemis ; les couplets suivants d'une chanson de l'époque attestent la licence et la grossièreté du sarcasme :

Dès que le souverain conseil  
Sortit avec grand appareil,  
Nos ânes voyant main confrère,  
Se mirent aussitôt à braire ;  
On comprit qu'en disant : hi, han ,  
Ils voulaient entrer dans les rangs.

Ils avoient tous pour eux la voix,  
Il fallait pourtant faire un choix ;  
Pour éviter la bigarrure ,  
Parmi cette magistrature ,  
Les rouges furent les élus ;  
Car leur couleur convint le plus <sup>1</sup>.

Le conseil supérieur, composé de magistrats la plupart irréprochables, méritait d'être traité plus sérieusement. Cette institution trop dénigrée fut

<sup>1</sup> Allusion à la robe rouge que portait cette compagnie souveraine.

pour la ville une source d'avantages matériels, qui l'élevèrent à la hauteur des grandes cités, et firent revivre un instant les beaux jours de l'ancienne résidence royale. De tous les points du ressort, depuis Angers, le Mans et Bourges, les plaideurs, les avocats, les procureurs, affluèrent dans nos murs; de nouveaux hôtels s'ouvrirent pour recevoir cette masse extraordinaire d'étrangers. La haute bourgeoisie s'augmenta de plusieurs familles distinguées. Quelques mois s'étaient à peine écoulés, et déjà les loyers avaient doublé dans les principaux quartiers. Les environs du palais prirent alors un aspect parlementaire. Les manières aristocratiques, les habitudes luxueuses de la magistrature souveraine contrastèrent avec la simplicité des mœurs blésoises. Enfin la ville offrit un mouvement, une animation inaccoutumés; probablement elle aurait subi une transformation brillante, si l'établissement eût été plus durable.

La population appréciait justement tous ces avantages; aussi ne faut-il pas s'étonner de voir l'assemblée de ville, sur le bruit inquiétant de la translation du conseil à Tours, députer au chancelier Maupeou deux échevins pour en obtenir la conservation. La délibération (du 25 novembre 1772) provoquée par M. Hurault, marquis de Saint-Denis-sur-Loire, premier échevin, était accompagnée du placet dont la teneur suit :

A M. le chancelier,

Les maire et échevins de la ville de Blois, ont l'honneur de représenter à votre Grandeur que, de tous les bienfaits qu'elle a reçus de Sa Majesté et des rois ses prédécesseurs, il n'en est point de si avantageux que celui de l'établissement d'un conseil supérieur qu'il a plu au roi et à vous Monseigneur, de fixer dans notre ville ; mais, au moment où tous nos citoyens se félicitaient de l'importance de ce bienfait, il s'est répandu un bruit public qui les a plongés dans la plus grande consternation. Tout nous annonce effectivement, Monseigneur, que S. M. est presque déterminée à transférer à Tours un tribunal sur lequel nos habitants fondaient leurs plus flatteuses espérances. Notre ville, qui ne renferme dans son sein aucune manufacture ni commerce intéressant, ne subsiste que sur des fonds de vignes, et souvent la production en est détruite par l'intempérie des saisons dont nous faisons depuis long-temps l'expérience. L'établissement d'un conseil supérieur procurait à nos citoyens de nouvelles ressources ; mais si, par le plus triste des événements, elles leur étaient enlevées, notre ville se trouverait en quelque sorte comme anéantie, et ne serait pas à beaucoup près ce qu'elle était auparavant, par la raison que cette translation lui enlèverait ses meilleures familles ; c'est pour prévenir un pareil malheur que les exposants, justement alarmés, ont cru devoir faire assembler les notables, lesquels ont pris une délibération tendant à ce qu'il vous plaise, Monseigneur, obtenir de Sa Majesté que le conseil supérieur dont elle a bien voulu honorer notre ville, y soit conservé ; tous nos citoyens, et nous particulièrement, ne cesseront de rendre au Tout-Puissant d'immortelles actions de grâces sur l'importante faveur qu'il aura plu au meilleur des rois *et au plus digne chef de la magistrature* de nous accorder !

Le chancelier Maupeou eut égard à cette flatteuse supplique, et n'opéra point la translation

projetée ; mais bientôt le changement de règne et de politique vint abolir pour toujours une institution éphémère. Un des premiers actes de Louis XVI fut de réintégrer le parlement de Paris dans son ancienne autorité. Notre chambre des comptes elle-même expia cruellement sa soumission au chancelier Maupeou ; cette juridiction si ancienne fut supprimée en même temps que le conseil supérieur. Blois perdit alors l'éclat momentané que lui avait donné la réunion imposante de deux cours souveraines ; le triomphe des parlementaires vint tout-à-coup arrêter l'essor de sa nouvelle prospérité, briser violemment une foule d'intérêts particuliers, priver plusieurs familles blésoises de positions avantageuses ; enfin, compromettre les notabilités du pays, liées par une sorte de solidarité au système Maupeou. Cette perturbation subite produisit un mécontentement général qui développa les idées d'opposition politique ; nos pères se souvenaient encore des rigueurs du pouvoir, lorsque le grand mouvement de 89 vint stimuler leur zèle pour la réforme des abus.

---

## CHAPITRE IX.

### BOIS PENDANT LA RÉVOLUTION.

Cherté des grains. — Beau trait de Lavoisier. — Commencement de la Révolution. — Fête de la fédération. — Sociétés populaires. — Émeutes. — Prêtres insermentés. — Séances du club. — Passages de volontaires. — Modération des habitants. — La Municipalité aux prises avec les autres corps constitués. — Mission de Tallien, représentant du peuple. — Règne de la Terreur. — Mission de Carra. — Fêtes républicaines. — Culte-Raison. — Mission de Guimberteau; épurations. — Emprisonnements de suspects. — Fusillade de prisonniers vendéens. — Victimes de la Terreur. — Émigration. — Maximum. — Mission de Garnier de Saintes. — Fête de l'Être-Suprême. — Mission de Ferry. — Fin de la Terreur. — Disette, et troubles du marché. — Mission de Laurencot. — Mission de Sevestre. — Amnistie accordée aux révolutionnaires. — Élections de l'an IV. — Fêtes du Directoire. — Destitution de la Municipalité. — Chouannerie. — Biens nationaux.

---

La génération actuelle connaît sans doute l'ensemble historique de l'époque mémorable qui fera

le sujet de ce chapitre; mais elle ignore ou ne sait qu'imparfaitement les circonstances locales ; et si quelques vieillards les racontent encore *de visu*, l'âge de ces témoins rend leurs souvenirs de plus en plus incertains. Pour rétablir l'exactitude des faits, il est indispensable de remonter aux sources, d'exhumer les récits officiels, pages colorées où revivent les passions, les événements, les hommes d'autrefois ; car, si les traditions orales s'altèrent ou s'effacent, les documents écrits restent, toujours vrais, toujours impartiaux. Du reste nous éviterons, autant que possible, les noms propres qui pourraient réveiller de pénibles souvenirs : notre intention est d'exposer simplement les faits, et non de choquer les familles ; toute personnalité blessante serait indigne de l'histoire, et d'ailleurs surchargerait inutilement un chapitre déjà fort étendu.

Le désastreux hiver de 1788 à 1789 semblait présager les malheurs de la révolution. Un froid excessif et prolongé désola les populations ; la Loire demeura entièrement gelée pendant plus de deux mois ; une terrible inondation, produite par l'engorgement des arches du pont, obstruées de glaçons, suivit la débâcle. Le faubourg de Vienne, entièrement submergé, éprouva des pertes considérables ; les blés du val furent détruits, et bientôt cette perte réagit sensiblement sur les cours du marché. Une effervescence général entravait le

commerce des grains, dont le transport même n'était pas sans danger ; plusieurs voitures venant à Blois furent arrêtées et pillées ; les fermiers de Beauce, les uns par spéculation, les autres par crainte, cessèrent d'approvisionner suffisamment notre halle ; enfin la rareté des arrivages menaçait la ville d'une prochaine disette.

Cependant les trois ordres du bailliage se réunirent à Blois pour nommer les députés aux États-Généraux. La misère publique contrastait péniblement avec la présence de cette grande assemblée, aux opérations de laquelle se rattachaient les vœux et les espérances du pays. Tous les cœurs ne furent pas insensibles aux souffrances du peuple ; un membre de la noblesse, entre autres, fit preuve de désintéressement et d'humanité. Lavoisier, seigneur de Fréchines, qui joignait à l'illustration de la science le mérite plus rare des vertus morales, prêta sans intérêt 50,000 francs à la ville de Blois pour acheter des blés<sup>1</sup> ; la municipalité reconnaissante offrit les droits de cité au généreux étranger qui traitait les Blésois en compatriotes<sup>2</sup> ; Lavoisier accepta avec bonheur ce titre modeste, et devint citoyen de Blois par droit de bienfaisance. La lettre affectueuse par laquelle cet homme distingué répon-

<sup>1</sup> Lavoisier fit ce prêt pendant son séjour dans notre ville, où il était venu voter avec la noblesse, en qualité de seigneur de Fréchines, terre située aux environs de Blois.

<sup>2</sup> Délibération du 15 avril 1789.

dit à l'adresse municipale, existe aux archives de la ville ; la transcription textuelle de ce document confirmera le souvenir d'un fait exemplaire :

Messieurs, rien ne pouvait me flatter davantage que le titre honorable de citoyen de Blois que vous venez de me déferer, parce qu'il est l'expression du sentiment. C'est un nouveau lien qui m'attache à votre province et à votre ville ; Blois devient pour moi une *patrie* d'adoption, qui ne m'est pas moins chère que celle qui m'a vu naître. Recevez, Messieurs, le serment de fidélité que je prête entre vos mains en acceptant le titre de votre concitoyen. Toujours vos intérêts me seront chers ; toujours je me ferai un devoir de les soutenir, si les circonstances m'appellent à les défendre. Je suis avec un profond respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur, Lavoisier.

Les 50,000 francs de Lavoisier servirent à approvisionner nos marchés, et sauvèrent Blois des horreurs de la famine. Dans l'état de pénurie et même d'insolvabilité où se trouvait la ville, le bienfaiteur ne pouvait compter sur un remboursement ; le titre de prêt n'était de sa part qu'une manière plus modeste de donner ; en effet la somme fut intégralement perdue pour sa famille qui n'exerça d'ailleurs aucun recours contre l'administration.

Les événements politiques firent oublier un sacrifice dont nous sommes heureux d'avoir retrouvé et de pouvoir livrer à la reconnaissance publique la pièce justificative<sup>1</sup>. L'époque dans laquelle

<sup>1</sup> Ce précieux autographe était égaré dans un registre de la ville, où l'on ne soupçonnait pas son existence.

nous entrons offre des souvenirs tout différents ; car on verra bientôt les passions révolutionnaires prendre la place des vertus civiques.

La prise de la Bastille excita dans les provinces un mouvement général ; partout aussi on sentit le besoin de prévenir des troubles imminents. Les notables de Blois organisèrent alors un comité permanent ; cet utile auxiliaire de l'administration municipale, présidé par M. de Maupas, lieutenant de roi, et composé des principaux magistrats et habitants, devait, suivant l'arrêté de fondation, veiller au maintien de l'ordre, à l'approvisionnement des marchés, à la police des subsistances, à la discipline et au service de la garde nationale : il s'occupa activement de ces divers objets auxquels les circonstances donnaient une gravité particulière. Le jour même de son installation (22 juillet 1789), il mit sur pied la nouvelle garde nationale, et lui assigna deux postes, l'un en Vienne, l'autre au Foix. Pour empêcher le mauvais usage de la poudre, il défendit d'en vendre aux gens de la campagne (arrêté du 26 juillet) ; quelques jours après, on le voit écrire au ministre Necker une lettre de félicitation sur son rappel inattendu.

L'insuffisance de la récolte, et les vives alarmes causées par les événements politiques, avaient considérablement élevé les cours du marché de Blois et restreint les arrivages ; le comité, pour assurer

l'approvisionnement, établit un second marché fixé au mercredi, et alloua une prime de six livres par muid de blé conduit à l'un ou à l'autre. Après avoir institué ces salutaires encouragements, il écrivit aux curés des paroisses de la Beauce, pour réclamer le concours de leur influence sur les laboureurs et les fermiers; car, est-il dit dans cette lettre: « Si » les détenteurs de grains refusent d'amener au » marché, ils s'exposeront à voir le peuple de Blois » se porter en foule à leurs domiciles et enlever les » gerbes de leurs granges, *comme il menace hautement de le faire* <sup>1</sup>. »

Le deuxième marché cessa au bout de quelques mois; le comité qui l'avait établi, n'eut lui-même qu'une très courte durée, et fut bientôt remplacé par les sociétés populaires; malheureusement ces nouveaux conciliabules ne conservèrent pas toujours la sagesse de l'institution primitive.

A la fin de 1789, l'affaire de Théodore Mahy, marquis de Favras, issu d'une des plus anciennes familles de la ville, préoccupait tous les esprits; la mort malheureuse de ce personnage affligea profondément les parents et les amis qu'il avait laissés à Blois.

Avec la révolution commence une série de fêtes patriotiques, bien différentes de celles qui jadis s'adressaient à l'ancienne monarchie; la première,

<sup>1</sup> Procès-verbal de la séance du 31 juillet 1789.

dite la *Fédération*, eut lieu à Blois, le 14 juillet 1790, jour anniversaire de la prise de la Bastille. Quelques jours auparavant, les dames de la ville vinrent offrir elles-mêmes à la municipalité un drapeau qu'elles avaient fait bénir solennellement dans l'église cathédrale. Toutes les gardes nationales du département furent invitées à la Fédération ; la plupart y envoyèrent des députations. Voici les principales circonstances de cette grande solennité :

Aujourd'hui, 14 juillet 1790, nous, maire et officiers municipaux de la ville de Blois, nous sommes transportés, revêtus de nos écharpes, dans la forêt de Russy, au climat du Parc Genty, sur un emplacement faisant autrefois partie du chemin de Clénor, à l'effet d'assister au pacte fédératif du département de Loir-et-Cher. Bientôt une salve d'artillerie a annoncé l'arrivée de l'armée composée de la maréchaussée, d'un détachement du *Royal-Cravate*<sup>1</sup>, des gardes nationales, et du *Royal-Comtois*<sup>2</sup>. Après que MM. de l'État-Major nous eurent fait le salut, nous nous sommes placés au centre, d'où nous avons été conduits à gauche de l'autel de la patrie ; MM. du département et du district occupaient la droite. Les drapeaux ont été bénits ; puis la messe a commencé au bruit d'une salve d'artillerie ; une autre a été tirée pendant l'élévation, une troisième après la messe. Alors M. le président de l'assemblée fédérative, montant à l'autel, a fait à haute voix la lecture du serment, et en présentant l'épée sur l'autel, a dit : *Je le jure*. Tous les habitants ont répété les mêmes paroles. Après le défilé des troupes, les autorités

<sup>1</sup> Régiment de cavalerie alors caserné au château de Chambord.

<sup>2</sup> Régiment d'infanterie en garnison à Blois.

se sont retirées ; des tentes avaient été dressées aux alentours ; les députés à la fédération ont été invités à y prendre un rafraîchissement simple et frugal, mais préparé par l'amitié, etc.

Deux clubs se formèrent à Blois au commencement de 1791, l'un dit des *Amis de la Constitution*, l'autre appelé *Société populaire* ; ce dernier prit pour devise : *Vivre libre ou mourir* ; ses membres portaient à leur boutonnière le *ruban national*. Peu de temps après, les deux sociétés se réunirent en une seule, qui conserva le titre d'*Amis de la Constitution*, et siégea d'abord dans une des salles de l'abbaye de Saint-Laumer, puis dans l'église des Jacobins. Les curieuses délibérations de ce club, consignées sur deux registres, présentent toutes les phases des idées révolutionnaires de 1791 à 1794.

Aussitôt après son arrivée dans nos murs, l'évêque constitutionnel Grégoire fut reçu membre de la société populaire ; la première fois qu'il y vint, le président lui céda le fauteuil par déférence (27 mars 1791). Une élection l'appela ensuite à ce poste ; le procès-verbal de son installation prouve la vivacité des sympathies que le prélat inspirait aux sociétaires :

Aujourd'hui, 13 novembre 1791, à 5 heures du soir, nombre de sociétaires, accompagnés d'une multitude de citoyens, ont été chercher M. Grégoire à son palais épiscopal. La salle était illuminée de tous les côtés et ornée de guirlandes ; les bustes couronnés du grand Mirabeau et du philosophe Jean-Jacques

en faisaient le plus bel ornement. A l'arrivée de M. l'évêque, tous les spectateurs enchantés et attendris, gardèrent d'abord le plus profond silence; mais réveillés par l'air chéri *Ça ira*, ils firent bientôt retentir la voûte des cris de *Vive Grégoire* ! A 6 heures, la séance étant ouverte, M. l'évêque, qui la veille avait été nommé par acclamation président, se préparait à monter au fauteuil, quand un jeune patriote, porté par un des deux grenadiers de la garde nationale qui étaient à ses côtés, lui a posé sur la tête une couronne de chêne. On a bien jugé, à son embarras et à sa rougeur, combien sa modestie souffrait; mais l'assemblée n'en a pas moins recommencé les cris de *Vive Grégoire*, et la musique, l'air de *Ça ira*, etc., etc.

La société compta d'abord dans son sein les hommes les plus honorables du pays; sur la fin de 1791, nous trouvons parmi ses membres M. Alexandre de Beauharnais, député de la noblesse blésoise aux États-Généraux; son collègue, l'avocat Dinochau, de Blois, fut reçu le même jour.

Plusieurs dames faisaient partie de la société; elles y assistaient dans une galerie réservée; mais elles n'avaient pas le droit de porter le ruban distinctif. Non contentes de leur admission au club mixte, les Romaines de Blois en formèrent un pour elles seules, et sans doute ce ne fut pas le moins tumultueux.

Lorsque Louis XVI eut accepté la constitution de 1791, notre société populaire lui adressa de vives félicitations. La municipalité suivit cet exemple; mais une expression, peut-être involontaire, de son adresse, motiva, de la part du club, un blâme

ainsi formulé : « Nous ne pouvons qu'improver le  
• mot de *sujets* qui se trouve dans l'adresse de  
• la municipalité ; nous respectons en vous le chef  
• suprême du pouvoir exécutif, mais nous ne vous  
• reconnaissons point pour notre souverain ; nous  
• sommes les sujets de la loi, mais nous sommes  
• libres, etc. » Ce germe d'opposition prendra  
bientôt un nouveau développement, jusqu'à ce  
qu'enfin le club déclare guerre ouverte à la muni-  
cipalité.

L'assemblée législative reçut plusieurs adresses  
de la société populaire ; une entre autres, rédigée  
par Grégoire, demandait qu'à l'avenir la charge fût  
battue au son de *l'air chéri de Ça ira*.

Différentes émeutes vinrent troubler à cette épo-  
que le calme ordinaire de la ville. Le 13 septembre  
1789, des ouvriers étrangers, sous prétexte de la  
cherté du pain, insultèrent les officiers du *Royal-Comtois* ; ces braves militaires parvinrent à rétablir  
l'ordre sans effusion de sang. Leur régiment, qui  
était en garnison à Blois depuis 1788, avait déjà  
rendu à la ville des services signalés.

Pendant le grand hiver, il ouvrit généreusement  
au public ses greniers pleins de farines de munition.  
Ensuite les troubles causés par la cherté des grains  
lui donnèrent plusieurs occasions de maintenir l'or-  
dre et de réprimer l'émeute. Il eut aussi le mérite  
de rester soumis à ses chefs, alors que l'indiscipline

la plus effrénée régnait au sein de l'armée ; la municipalité rendit compte à l'assemblée nationale de cette conduite exemplaire <sup>1</sup>. Le Royal-Comtois quitta Blois vers la fin de 1790, emportant les regrets de la population ; peut-être, s'il fût resté plus longtemps, aurait-il préservé la ville des désordres qui suivirent son départ. Le 58<sup>e</sup> de ligne remplaça ce régiment estimable ; mais il était animé d'un tout autre esprit, et quelquefois, loin de s'opposer à l'insurrection, il fraternisa avec les perturbateurs.

Cependant le parti révolutionnaire commençait à s'agiter ; ses premières hostilités, dirigées contre l'autorité municipale dont la modération lui portait ombrage, déterminèrent le mouvement séditieux constaté par le procès-verbal suivant :

Le 17 juillet 1791, à neuf heures du soir, sont comparus plusieurs gardes nationaux sous les armes, qui nous ont amené la demoiselle N... poursuivie par la clameur populaire. Bientôt la multitude a envahi le vestibule de l'hôtel de ville ; nos exhortations n'ont pu éloigner les factieux ; ils nous ont répondu que nous soutenions les aristocrates par notre bonté et notre faiblesse, qu'ils voulaient avoir ladite demoiselle, *qu'ils l'arracheraient de nos mains et la fouetteraient malgré nous*. Nous étions bloqués par le peuple qui observait la seule issue d'où nous pouvions demander du secours et requérir la force publique. Enfin nous sommes parvenus à faire approcher des détachements de la garde nationale qui, sans effusion de sang, ont forcé le peuple à évacuer l'hôtel de ville ; mais les rebelles se sont tenus dehors jusques à plus de minuit que la cavalerie réussit à les

<sup>1</sup> Délibération et adresse du 10 septembre 1796.

disperser ; ensuite de nouveaux groupes se sont formés ; alors nous leur avons fait les sommations légales du haut des fenêtres de l'hôtel de ville. A une heure du matin, le calme étant un peu rétabli, nous avons fait conduire la demoiselle aux prisons de la ville, escortée de plusieurs détachements d'infanterie et d'un détachement de cavalerie.

Le mois suivant, le second bataillon du 58<sup>e</sup> de ligne se révolta pour obtenir la délivrance de quatre soldats condamnés disciplinairement à la prison ; le commandant intimidé les fit mettre en liberté ; c'était encourager les factieux. Vers la même époque, un escadron de cavalerie, en quartier à Blois, manifesta quelque effervescence.

Tandis que les symptômes de désordre matériel prenaient chaque jour plus de gravité, la situation ne devenait pas moins inquiétante sous le rapport religieux. La constitution civile du clergé, le serment imposé aux ecclésiastiques, le refus de M. de Thémines de prêter ce serment, exemple suivi par beaucoup de membres du clergé blésois ; la retraite forcée de ce prélat, l'avènement de son successeur constitutionnel, Grégoire, et les changements opérés dans le personnel des curés, occasionnèrent une scission profonde<sup>1</sup>. Une partie de la population ne voulut point reconnaître les nouveaux ministres institués par Grégoire, ni assister à leurs offices ; les chapelles des communautés,

<sup>1</sup> Voir pour plus de détails le chapitre de l'*administration religieuse*.

celle de l'Hôtel-Dieu surtout, donnèrent asile aux prêtres insermentés et à leurs adhérents ; la municipalité ayant fait fermer ces lieux prétendus suspects (arrêté du 15 juin 1791), les fidèles se réfugièrent dans deux maisons particulières, situées rues Chemonton et Pierre-de-Blois : mais la police municipale ne tarda pas à découvrir leurs réunions clandestines ; un jour elle y surprit l'abbé Villain, ex-professeur de rhétorique au collège de Blois, disant la messe à 64 personnes de la ville<sup>1</sup> ; l'arrestation de cet estimable ecclésiastique ne fit que stimuler le zèle du parti hostile à des innovations malheureuses.

Ces troubles furent les avant-coureurs d'événements plus graves. Le 29 juillet 1792, on publia dans la ville le décret de l'assemblée législative qui déclarait la *patrie en danger*.

Le surlendemain de la fameuse journée du 40 août, les Blésois entendirent avec douleur et inquiétude proclamer la déchéance de Louis XVI et la suspension du pouvoir exécutif. Aussitôt, l'administration départementale, celle du district et la municipalité, se déclarèrent en permanence.

Les enrôlements volontaires, qui se multipliaient chaque jour, occasionnèrent d'autres désordres. Des troupes de jeunes soldats arrivaient à Blois

<sup>1</sup> Procès-verbal du 12 février 1792.

de tous les points du département ; masses turbulentes qu'agitaient l'enthousiasme et les passions de l'époque. Les volontaires fraternisaient avec le club ; un jour qu'ils se présentèrent à cette assemblée, ils y obtinrent les honneurs de la séance ; plusieurs discours, tous plus incendiaires les uns que les autres, furent improvisés à cette occasion. Dans la même séance, un membre demanda : *que, les citoyens devant tous se rallier sous l'égide de la liberté et de l'égalité, le mot de vous fût proscrit de la société*. L'assemblée, persuadée, ajoute le procès-verbal, *que l'on n'avait jamais dit vous aux Brutus, aux Lycurgue et autres grands hommes de l'antiquité*, adopta unanimement cette motion, grave atteinte portée aux traditions d'urbanité<sup>1</sup>.

Le tutoiement, d'abord concentré dans l'enceinte du club, s'étendit bientôt à toutes les relations de la vie publique ou privée. Les termes de *monsieur* et *madame* furent également bannis du vocabulaire républicain, comme entachés d'aristocratie : on ne les toléra plus même au théâtre, dans les pièces anciennes ; pour complaire aux réformateurs de la civilité française, il fallut, jusque sur la scène, appeler *citoyens* et *citoyennes* des personnages à l'égard desquels ces nouvelles qualifications étaient autant d'anachronismes. Des acteurs qui jouaient à Blois,

<sup>1</sup> Procès-verbal de la séance du 5 août 1792.

ayant par mégarde fait usage des formules prosrites, encoururent le blâme sévère de l'autorité <sup>1</sup>. Telle était alors la susceptibilité des oreilles républicaines, que les expressions les plus inoffensives portaient ombrage aux fanatiques du parti démocrate.

Les enrôlements volontaires occasionnèrent des réquisitions de toute nature ; les tailleurs, les corbonniers, et autres artisans de Blois, furent astreints à confectionner *gratuitement* les objets nécessaires à l'équipement des *défenseurs de la patrie* <sup>2</sup>. Les registres du temps attestent la multiplicité de ces exigences ; à chaque instant, la propriété et l'industrie étaient mises à contribution pour l'entretien des armées républicaines.

Un autre sujet d'inquiétude, qui paraît préoccuper sans cesse l'administration pendant la période révolutionnaire, c'est l'approvisionnement de la ville ; en parcourant la série des actes municipaux, on voit souvent la commune, menacée de disette, acheter des grains et les revendre à perte, indemniser même les boulangers pour ne pas taxer le pain proportionnellement au prix réel des grains <sup>3</sup>. Les communes voisines étaient obligées, sous peine de fortes amendes, de fournir au marché de Blois la

<sup>1</sup> Délibération du 6 septembre 1792.

<sup>2</sup> Voir par exemple une délibération du 29 septembre 1792.

<sup>3</sup> Procès-verbal de la séance municipale du 8 messidor an II.

quantité de blé fixée par le district ; chacune avait sa place marquée, de manière que la police pût vérifier aussitôt les quantités ; en outre, les possesseurs de grains subissaient des visites et des recensements, dont la fréquence dénote les alarmes de l'administration. Malgré l'activité et la rigueur de la police, les arrivages, comprimés par la crainte du désordre et du pillage, devinrent de plus en plus rares et insuffisants. Les propriétaires des environs, sommés de battre les gerbes de leur récolte, résistèrent à toutes les injonctions de l'autorité ; on prit alors le parti d'envoyer sur les lieux un certain nombre de volontaires chargés de procéder eux-mêmes au battage ; cette mesure, utile en soi, eut aussi pour bon résultat de délivrer la ville d'une partie des conscrits qui l'encombraient ; mais bientôt les jeunes soldats, appelés sous les drapeaux, quittèrent le fléau pour saisir le mousquet et l'épée. Les fermiers ne continuèrent pas une opération qu'ils avaient subie à regret, et leurs granges se refermèrent bientôt.

Le discrédit des assignats, la rareté du numéraire, et surtout les alarmes des vendeurs, élevaient de plus en plus les prix du blé et des autres denrées ; cette cherté excessive fut la cause ou du moins le prétexte d'émeutes graves. Des gens mal intentionnés se plaisaient à répandre les bruits les plus sinistres, annonçant partout, avec une feinte indi-

gnation, *que les riches voulaient faire mourir le peuple de faim*. Excités par leurs propos incendiaires, les ouvriers des verreries de Montmirail (Sarthé), demandèrent à grands cris que le pain fût taxé à deux sous la livre; en moins de deux heures il se forma un attroupement de 200 hommes armés de fourches, de faux, de sabres et de bâtons. Les chefs divisèrent la masse en deux colonnes; la première fut dirigée sur Chartres, la seconde sur Vendôme. Les Jacobins de ces deux villes concoururent à la révolte, et les autorités épouvantées laissèrent faire. Il en fut de même à Blois, où cette troupe séditieuse arriva le 25 novembre 1792, grossie d'un grand nombre d'habitants de Vendôme, qui avaient été contraints, *sous peine de mort*, de suivre les insurgés; elle marcha aussitôt sur l'hôtel de ville, conduite par le sieur Vêlu, *armé d'un poignard*. Les factieux exigèrent, comme à Vendôme, la taxe des denrées; quelques-uns, apercevant dans la grande salle des tapisseries fleurdelisées et quelques portraits de nos rois, les mirent en pièces; les magistrats municipaux, craignant les suites d'une plus longue insurrection, furent obligés de céder et de proclamer la taxe.

Le lendemain, les Jacobins de Vendôme et de Blois, enhardis par ce succès, contraignirent les habitants de la ville et des environs de se transporter à Mer, *pour y exercer*, disaient-ils, *la souverai-*

*neté du peuple.* Partout sur son passage, cette foule tumultueuse fit de nouvelles recrues dans les populations rurales. A Menars elle envahit les jardins du château, où ces vandales brisèrent plusieurs marbres d'un grand prix, notamment la statue en pied de Louis XV, œuvre du sculpteur Pigalle; un des chefs cassa le buste de l'empereur *Gratien*, parce qu'il avait cru lire au bas le nom de *Gatien*, saint évêque de Tours. La ville de Mer, privée de défense et surprise inopinément, subit la loi des factieux; mais les autorités d'Orléans envoyèrent à Beaugency des troupes avec deux pièces de canon; ce déploiement de forces eut bientôt dissipé la masse insurgée.

Un rapport du procureur général de Loir-et-Cher au conseil de département, décrit ainsi les diverses circonstances du soulèvement :

L'agitation du peuple était extrême; notre cœur, accoutumé à entendre depuis quatre années les accents généreux de la liberté, a été déchiré par les cris de la licence. Les autorités constituées se sont réunies pour rappeler à ses devoirs ce peuple trompé, et lui faire entendre le langage de la loi; leurs efforts ont été inutiles. *Nous voulons*, a dit l'un d'entre eux, *que sur le champ le blé soit taxé à 20 sous le boisseau du poids de 12 livres, le seigle à 16 sous, l'orge à 12 sous, l'avoine à 8 sous, le beurre à 10 sous la livre, la douzaine d'œufs à 5 sous; nous vous sommons de vous transporter sur-le-champ au marché, pour promulguer cette taxe.* Il a fallu céder à l'empire des circonstances, et sauver la cité entière par une saine condescendance. Au milieu de ce désordre affligeant, les cloches sonnaient l'alarme dans toutes les

paroisses. Une partie de cette populace, séduite par de criminelles instigations, s'est permis de briser dans la maison commune des cadres dorés adhérents aux murs, d'arracher les tapisseries, même de déchirer le drapeau de la commune qui était décoré de quelques fleurs-de-lis éparses sur un fond aux couleurs de la nation. La multitude ne s'est pas bornée à ces premiers essais de sa force ; elle a employé les menaces de violence et même d'incendie, pour contraindre les habitants de Blois et tous les corps administratifs à se porter sur la ville de Mer pour y aller faire la taxe des comestibles. *Nous ne partirons pas*, disaient-ils, *que tous les citoyens sans aucune exception ne se mettent en marche pour cette destination*. Bientôt la perquisition la plus minutieuse s'est faite dans toutes les maisons. Les citoyens de tout âge sont déjà partis, et sur leur route ont réuni les villages déjà prévenus d'avance. Arrivés à Mer, la taxe des comestibles a été faite le soir même, à la demande de dix mille hommes rassemblés dans une ville qui compte tout au plus trois mille âmes de population.

Plusieurs citoyens honorables qui n'avaient pas voulu se joindre à la colonne insurgée, faillirent expier cruellement leur refus. L'un d'eux, retiré à sa campagne de *Bas-Rivière*, courut un assez grave danger ; des groupes séditieux cernèrent son habitation ; mais un détachement de gardes nationaux, envoyé par la municipalité, les dispersa sans peine <sup>1</sup>.

De nouveaux désordres suivirent cette insurrection, ainsi que le constate ce passage d'un autre procès-verbal :

<sup>1</sup> Procès-verbal du 28 novembre 1792.

Aujourd'hui, premier décembre 1792, la taxe illégale, faite par le rassemblement de Vendôme sur les comestibles, a été exécutée. Le blé s'est vendu 8 livres le setier ; mais, à la sortie du marché, des pelotons attroupés se sont portés dans les différentes boutiques d'épiciers de la ville, où ils ont forcé les marchands à leur donner la chandelle à 15 sous la livre. Dans le tumulte, il s'est commis des vols et des pillages ; des marchandises ont été emportées sans paiement. La force publique n'a pas suffi pour arrêter le désordre.

La Convention, informée de ces troubles, envoya à Blois trois de ses membres, Lonchamps, Villers et Couthon, qui apportèrent au peuple (dit un procès-verbal) *des paroles de paix et de consolation* ; leur présence ne réussit qu'imparfaitement à calmer une exaspération fomentée par des agents provocateurs.

Quelques jours après, les électeurs de Blois procédèrent au renouvellement de la municipalité ; dans cette circonstance, la population sembla vouloir protester contre les désordres qui venaient d'avoir lieu ; les noms suivants sortirent de l'urne du scrutin secret : Nicolas Girault, maire ; Dinochau, procureur de la commune ; Lemaignan, Charreau, Donnay, Métivier-Massau, Rogier, chirurgien ; Salaberry, ex-juge de paix de Blois ; Poinreau, Romieu, Bergevin-Berrier, Lefebvre, Ferrand, officiers municipaux ; Guyon-Montlivault, Belle-noue-Villiers, Touzard, Bucheron-Cheron, Delêtre, Lecomte-Bartomeuf, Deby, Boesnier de l'Orme,

Audouin, Boutinière, Bruère, Toutan, Baignoux, Roux, Cousin, Massion, Mouton, Bergevin-Rabineau, Riffault, Gaudron, Pardoux, Cheron, Guillon, Masson-Vilpaux, Godeau, membres du conseil des *notables*. Plusieurs de ces citoyens honorables auraient mieux aimé rester à l'écart, et conserver le calme de la vie privée; mais l'intérêt de la ville, et peut-être aussi l'espoir d'échapper personnellement à la suspicion, leur firent accepter les fonctions municipales.

Bientôt l'agitation causée par le procès de Louis XVI, et le besoin pressant d'assurer le maintien de l'ordre, suggérèrent l'idée d'établir une garde à cheval; on ne lira pas sans intérêt les noms des personnes qui prirent l'initiative de cette mesure de sûreté publique :

Nous soussignés, citoyens de la ville de Blois, déclarons nous soumettre volontairement à faire un service à cheval, à *condition de ne recevoir de réquisition que de la municipalité*; Blois, le 15 janvier 1793; signé : Guyon, Baillebache, Legros fils, Lignau, Testu, Mahy, P. Roger, Cousin-Pezay, Charles Belot, Dezenne, Douaire, Cellier, Ferrand, Martin fils, Porcher père, David, Salomon, Giroust, Malherbe l'aîné, Belot de Laleu, Boutet, Fleury, Roger, Pardessus, Aurioust-Beaujour, Deby fils, Romé, Leroux, Mahy d'Argy, Milochin, Cheron-Lamotte, Rouillet, Mestivier fils.

Cette soumission exclusive à la municipalité prouve que les autres administrations inspiraient peu de confiance aux signataires. En effet les der-

nières élections avaient introduit dans le personnel du district et du département les hommes les plus dangereux : les électeurs de Blois ne furent pas assez nombreux pour faire prévaloir les idées d'ordre qui avaient déterminé le choix de leurs magistrats municipaux ; l'esprit révolutionnaire d'autres populations moins sages que celle du chef-lieu, emporta la balance ; car leurs représentants étaient en majorité dans les assemblées électorales <sup>1</sup>.

La mort du roi fit éclater une scission profonde entre la municipalité d'une part, les administrations supérieures et le club de l'autre. Le département, le district et la société populaire envoyèrent à la Convention des adresses de félicitation *sur le supplice du dernier tyran* ; la commune seule garda le silence : ce corps estimable eut même le courage de combattre les tendances démocratiques des autres administrations ; mais sa lutte inégale attira sur lui les colères du parti dominant ; un incident, occasionné par le passage d'un bataillon de volontaires du département de Seine-et-Marne, mit bientôt la municipalité aux prises avec les autorités supérieures. Ce bataillon avait planté sur la place du Château

<sup>1</sup> La municipalité de Blois était élue par l'assemblée primaire de cette ville seulement, tandis que tous les cantons du district ou du département concouraient à la formation des deux autres corps administratifs, chaque assemblée primaire de canton nommant un certain nombre de membres pour composer l'assemblée électorale du district ou du département.

un arbre de liberté qui fut brisé pendant une nuit : malgré d'actives recherches, on ne put découvrir les auteurs de cette imprudente provocation. Le conseil général du département, indigné d'un pareil attentat, crut devoir ordonner une manifestation expiatoire, et décida que l'on planterait à la même place un nouvel arbre, avec tout l'appareil d'une fête patriotique, dont la dépense serait supportée *par les personnes suspectes seulement*. La municipalité improuva cette distinction haineuse ; le département, sans avoir égard à cet avis, maintint et fit exécuter sa première délibération ; il en résulta un violent conflit entre les deux administrations (Mars 1793).

A quelque temps de là, un autre corps de volontaires se porta dans les écuries d'une auberge de Vienne, où les forçats de la chaîne devaient passer la nuit, et fit une tentative pour les délivrer ; la garde nationale dissipa ce rassemblement.

L'envoi de *représentants*, imitation trop fidèle du proconsulat romain, fut le grand moyen de la Convention pour stimuler le zèle révolutionnaire et pour épurer le personnel administratif. Plusieurs vinrent à Blois avec cette double mission, qu'ils accomplirent au grand contentement des révolutionnaires de la localité : ceux-ci furent même les principaux instigateurs de leurs actes illégaux et violents ; car à peine un représentant était-il arrivé dans nos

murs, qu'aussitôt les membres les plus exaltés du club, empressés à le circonvenir, lui dénonçaient tous ceux qu'ils voulaient perdre, et dressaient eux-mêmes les tables de proscription ; c'est à leur influence qu'il faut attribuer tant de destitutions, de taxes et de mesures arbitraires, sanctionnées par les représentants. Livrés à eux-mêmes, ces étrangers n'auraient pas assurément commis les mêmes excès ; leurs dangereux indicateurs firent presque tout le mal. Ainsi exploitée par les ennemis de l'ordre, l'influence des conventionnels en mission eut pour effet déplorable d'attiser le feu des passions politiques, d'encourager les agitateurs, et d'imposer silence aux modérés.

Le conventionnel Tallien, un de ces émissaires politiques, vint à Blois au mois de mars 1793, et fit publier une réquisition générale de tous les hommes du département en état de porter les armes, mesure extraordinaire motivée par l'insurrection de la Vendée ; en tête de l'arrêté du représentant, on lisait cette dépêche des administrateurs d'Indre-et-Loire à ceux de Loir-et-Cher :

Aux armes ! aux armes ! Vite, à l'instant même, que vos concitoyens se mettent en marche. Arrivez en plus grand nombre possible. De la cavalerie, de l'artillerie, des secours d'argent de toute espèce ! L'ennemi est à nos portes ; nous recevons de Saumur les nouvelles les plus alarmantes ; Cholet est en feu, et Doué ne peut tenir un instant ; toutes les horreurs suivent ces

*brigands*; repoussons-les, ou mourons !.... Tours, le 17 mars 1793.

Ces nouvelles alarmantes obligèrent Tallien de quitter subitement Blois et de se rendre à Tours. En partant, il laissa la proclamation suivante :

Nous soussigné, membre de la Convention nationale, roquérons au nom du bien public, au nom de la patrie en danger, les corps administratifs de la ville de Blois, de presser avec la plus grande activité toutes les opérations du recrutement, de nous en rendre compte, jour par jour, par voie de courriers extraordinaires, de faire mettre en état d'arrestation tous ceux qui s'y opposeraient, et de les faire conduire à l'instant au tribunal révolutionnaire de Paris.

Blois, devenu le quartier général de la réquisition, offrit pendant quelques mois un mouvement extraordinaire de troupes. La ville en particulier fournit peu d'enrôlés volontaires ; le gouvernement conventionnel n'inspirait pas assez de sympathie à la population, pour trouver dans son sein beaucoup de défenseurs spontanés. Il y eut même parmi la jeunesse blésoise un certain nombre de réfractaires qui se joignirent à l'armée vendéenne ; la plupart appartenaient aux meilleures familles du pays : tels furent les commencements de la chouannerie, puissante association qui jeta de profondes racines dans nos contrées.

Tallien, après une tournée dans le département d'Indre-et-Loire, revint à Blois pour renouveler le personnel administratif. Le 1<sup>er</sup> mai 1793, le repré-

sentant alla tenir dans la salle du club une de ces séances dites *d'épuration*, où les fonctionnaires suspectés de *modérantisme*, publiquement dénoncés, subissaient le jugement d'assemblées tumultueuses. Il renforça d'ardents révolutionnaires les administrations de district et de département ; mais, chose assez remarquable, le personnel de la municipalité ne subit aucun changement, quoique les membres de ce corps fussent connus pour leur modération, et qu'ils eussent dans le parti exalté la réputation d'*aristocrates*.

La présence de Tallien n'était point une garantie pour l'ordre ; une manifestation séditieuse, qui eut lieu à Blois pendant son séjour, démontra sa faiblesse en présence de l'émeute. Ce proconsul altier, qui décimait nos administrations et tranchait du dictateur, ne put empêcher le pillage d'un bateau de blé destiné aux Nantais. Les villes voisines usaient de représailles ; et la réciprocité semblait justifier ces sortes de captures. Du reste ce moyen violent d'approvisionnement n'était pas nouveau ; car, ainsi que nous l'avons vu précédemment, les anciennes disettes occasionnèrent de pareils excès, triste ressource des populations affamées.

Le même proconsul mit dans Blois la *terreur* à l'ordre du jour, et confia l'application de ce système à un comité de *surveillance révolutionnaire*, com-

posé de trois membres de l'administration départementale. Le triumvirat blésois, correspondant du fameux *comité de salut public* de la Convention, fonctionna bientôt avec ardeur. Les visites domiciliaires, les séquestrations d'objets mobiliers et d'argent monnayé, les taxes arbitraires, les arrestations enfin signalèrent l'avènement de cette autorité dictatoriale. A ce nouveau pouvoir la commune opposa un *comité de sûreté publique, chargé de protéger les personnes et les propriétés* <sup>1</sup>, dont les membres furent choisis dans le sein de l'administration municipale. Le comité communal ne put faire tout le bien qu'il aurait désiré; ses louables efforts échouèrent souvent contre la terrible puissance d'une autorité rivale que fortifiaient toutes les mauvaises passions de l'époque. La municipalité, de son côté, ne cessait de s'interposer pour les victimes du *comité départemental de surveillance*; mais rarement elle parvenait à les sauver. Malgré ses énergiques réclamations <sup>2</sup>, elle ne put obtenir l'élargissement de M. de Salaberry, un de ses membres, incarcéré sans motifs sérieux.

Au milieu de tous les abus de pouvoir qui affligèrent alors la ville, les mœurs douces et tolérantes de la population ne se démentirent pas un seul in-

<sup>1</sup> Délibération du 1<sup>er</sup> juin 1793.

<sup>2</sup> Délibération du 19 mai 1793.

stant ; le caractère hospitalier, que nous avons reconnu dans les Blésois aux différentes époques de leur histoire, se manifesta constamment, même pendant les plus mauvais jours. En 1793, Blois renfermait un grand nombre de prisonniers autrichiens envoyés par la Convention, de nobles, et de prêtres vendéens, qui s'y étaient réfugiés pour échapper aux terribles représailles de l'armée républicaine ; la majorité des habitants accueillit avec bienveillance ces étrangers malheureux, et ne s'associa point aux vexations dont ils furent l'objet de la part de quelques exaltés.

Les bons citoyens éprouvèrent plus que jamais le besoin de s'unir. Les nouvelles élections de la garde nationale, qui eurent lieu le 1<sup>er</sup> juin 1793, annonçaient une ferme volonté de résister au mouvement révolutionnaire ; MM. Guyon de Montlivault et Herri de Maupas furent nommés chefs de bataillon ; le même esprit présida au choix des officiers et des sous-officiers.

Les Jacobins, outrés de ces élections significatives, résolurent d'intimider la majorité par une démonstration séditieuse. Le passage d'une troupe de septembriseurs leur offrit une occasion favorable de troubler l'ordre. Au jour indiqué (6 juin 1793), ils se portèrent en masse sur la route de Paris, au-devant de ces *frères et amis*, pour leur dénoncer l'incivisme de la municipalité et de la garde natio-

nale. *Tous les Blésois*, criaient-ils aux nouveaux venus, *sont des républicains, à l'exception de ces aristocrates de municipaux !* Ces étrangers forcenés écoutèrent volontiers des suggestions malveillantes ; ils se rendirent en foule au club, et demandèrent à grands cris la destitution des officiers municipaux ainsi que de l'état-major de la garde nationale ; l'un d'eux, plus atroce, proposa de les assassiner ; on frémit en lisant cette motion, consignée sur les registres de la ville :

Profitez du peu de temps que nous avons à rester parmi vous, pour exterminer et faire disparaître cette *horde de brigands*. Fiez-vous à nous pour cette expédition patriotique. Nous sommes patriotes ; nous sommes *maratistes* ; mon camarade et moi, nous avons fait tomber sous nos coups trente aristocrates à la journée des poignards, soixante au moins au 10 août ; et quel nombre, aux fameuses journées des 2 et 3 septembre, de ces évêques, abbés, ex-nobles !.... Ce n'est pas demain, c'est tout à-l'heure qu'il faut *donner le bal*, exterminer cet état-major aristocrate, et cette municipalité de modérés. Portons-nous y en foule, et terrassons les repaires de l'aristocratie !

Dans la même séance, Vêlu, chef occulte de l'émeute, prit la parole en ces termes :

Prions le frère qui nous a fait voir *un poignard à la Marat*, de le déposer sur le bureau ; non pas pour l'en priver, puisqu'il en fait un si bon usage, mais pour qu'à son exemple nous puissions nous armer de ces armes républicaines. Je vote pour que la société souscrive pour en faire tel nombre qu'elle jugera convenable. Je souscris le premier, pour avoir l'avantage de me décorer du premier qui sera fait.

Ces horribles propositions ne furent point appuyées : l'assemblée refusa d'autoriser l'assassinat, et rappela les orateurs à l'ordre ; en d'autres temps on eût sévèrement puni de pareilles provocations.

La même troupe se porta tumultueusement à l'hôtel-de-ville, ainsi que le constate cet autre procès-verbal :

Une réunion de plus de soixante personnes, composée pour la majeure partie de volontaires parisiens, mêlés de quelques citoyens, est entrée tumultueusement dans la salle. Le citoyen Vêlu, armé d'un sabre, ayant un casque sur la tête, a parlé comme orateur de la députation. Tous les soldats étaient armés de leurs sabres ; beaucoup d'entr'eux de pistolets, et l'un d'eux d'un poignard. Le citoyen Vêlu a demandé la suppression des deux clubs de la Poissonnerie et du Quai <sup>1</sup>, attendu que dans la ville il ne devait y avoir qu'une seule société où l'on annonçât les maximes de la liberté. L'un des volontaires, décoré du grade de capitaine, a parlé contre la composition de l'état-major de la garde nationale, disant qu'il était commandé par deux ex-nobles.

La municipalité eut beaucoup de peine à dissiper ce rassemblement. Les deux commandants inculpés et plusieurs officiers de la garde nationale donnèrent leur démission pour calmer l'exaspération des Jacobins ; cette concession faite à l'émeute prévint de plus graves désordres, et hâta le départ du bataillon séditieux.

<sup>1</sup> Ces clubs étaient sans doute fréquentés par les modérés.

Le lendemain de ces scènes tumultueuses, le conventionnel Carra, chargé d'une mission en Vendée, passait à Blois. Quoique le département de Loir-et-Cher excédât les limites de son pouvoir, la municipalité le pria de s'arrêter, pour rétablir l'ordre et faire droit aux vives réclamations des habitants contre les actes du comité départemental ; Dinochau, procureur de la commune, lui exprima avec chaleur ce vœu de la population. La réputation de *modéré*, dont jouissait Carra, et son opposition bien connue aux excès de la Montagne, déterminèrent cette démarche qui fut généralement approuvée. Le député, cédant à des sollicitations si pressantes, tint une séance publique au club ; les officiers municipaux y assistèrent avec une foule de citoyens estimables ; les Jacobins, qui avaient lieu de craindre les interpellations, s'absentèrent à dessein.

Le but principal de l'assemblée était d'entendre les dénonciations portées contre le comité ; Carra les accueillit favorablement, et prononça la dissolution de ce triumvirat, la mise en liberté de plusieurs détenus, et la réintégration de deux officiers municipaux suspendus arbitrairement.

Les Jacobins prétendirent que Carra avait voulu détruire l'œuvre de Tallien et protéger les aristocrates, que d'ailleurs la Convention ne lui avait donné aucune mission à Blois ; ce motif d'incompé-

tence était assez fondé. Le comité refusa d'obéir à l'arrêté prétendu illégal qui le frappait, et n'en continua pas moins ses fonctions arbitraires; il s'empressa même de dénoncer Carra au comité de salut public; la municipalité au contraire députa un de ses membres à la barre de la Convention, pour le justifier, et pour réclamer l'exécution de l'arrêté. L'accusation, fortifiée de ressentiments personnels, prévalut dans les conseils du tribunal révolutionnaire, car, peu de temps après, le malheureux représentant périt sur l'échafaud. Les exaltés de Blois applaudirent à ce résultat, et repoussèrent comme aristocrates toutes les personnes qui avaient eu des relations avec le condamné, ou même seulement assisté à sa séance. Dinochau, principal instigateur de la réunion, fut suspendu de ses fonctions municipales; ses collègues protestèrent contre cet acte par une lettre rendue publique; manifestation courageuse de sympathies honorables qui alors n'étaient pas sans péril.

Vers cette époque, la constitution démagogique de 1793 fut présentée à l'acceptation des assemblées primaires du département de Loir-et-Cher; les suffrages, recueillis sous l'impression de la terreur, ne pouvaient manquer d'être unanimes; nul n'osa courir le danger d'un vote négatif.

Bientôt la ville célébra *par ordre* l'anniversaire du jour de l'abolition de la royauté; nous transcri-

rons quelques extraits du compte-rendu de cette solennité républicaine :

Aujourd'hui 10 août 1793, à onze heures du matin, la force armée s'est rangée en bataille sur le quai ; à la même heure, les autorités constituées se sont réunies à la maison commune. Au moment du départ, il a été tiré une salve générale d'artillerie. Les artilleurs ont ouvert la marche : puis venait la société populaire, dont le plus ancien membre portait une flamme sur laquelle était peint un œil avec ces mots : *publicité, surveillance* ; le plus jeune portait la figure de la liberté. Ensuite marchaient les administrateurs du département et du district, *ornés de bonnets rouges*, 12 vieillards de l'hôpital de Vienne formant avec des rubans tricolores une chaîne, chacun d'eux portant une branche de verdure ; un jeune enfant de l'hôpital portant une flamme sur laquelle on lisait : *administration paternelle* ; les autres autorités, précédées d'une jeune citoyenne de l'hôpital portant une flamme avec ces mots : *le peuple et les magistrats c'est la même chose* ; les bustes de Brutus, Rousseau et Lepelletier ; un char traîné par deux chevaux, orné de palmes de chêne et contenant 12 blessés de l'hôpital militaire <sup>1</sup>, chacun d'eux portant une branche de chêne ; les mères de famille portant leurs enfants, la plus ancienne tenant l'acte constitutionnel surmonté de cette inscription : *ce dépôt nous est confié* ; l'espérance de la patrie <sup>2</sup>, réunie aux enfants des écoles publiques, portant un faisceau d'armes avec cette inscription : *Voilà ce que nous préférons aux hochets de la royauté* ; la garnison, les gendarmes, la garde nationale, etc.

Le cortège, ainsi composé, stationna successive-

<sup>1</sup> C'est ainsi qu'on appelait alors l'*Hôtel-Dieu*, dont le titre religieux avait été changé.

<sup>2</sup> C'est-à-dire les jeunes gens.

ment devant l'arbre de la liberté de Vienne, devant celui du Bourg-Neuf, sur la place des Jésuites, et aux Allées ; ces deux dernières stations sont décrites comme il suit :

Sur la place Royale<sup>1</sup>, quatre coups de canon furent tirés. Le président du département, monté sur l'autel de la patrie, et tourné vers le peuple, en face du château, a annoncé que le château de Blois, ouvrage de l'orgueil et de la tyrannie, porterait désormais le nom de *caserne des volontaires*<sup>2</sup> et la place Royale celui de *place de la Liberté*. En même temps, le président a jeté de l'encens sur de la braise pour purifier l'air infecté jadis par la présence d'une cour corrompue. Au pied de l'arbre de la liberté était dressé un bûcher sur lequel on a jeté tous les papiers et titres de la féodalité qu'il a été possible de réunir<sup>3</sup> ; on y a pareillement jeté la loi martiale, la constitution de 1791, tous les hochets de la royauté, les fleurs-de-lis, les rubans bleus, des sceptres, des couronnes, et la bannière du département.

La dernière station s'est faite aux Allées où s'élevaient un autel de la liberté et un *ci-devant trône* ; le président a distribué à plusieurs groupes les armes déposées sur l'autel, avec lesquelles ils se sont portés, au son d'une musique guerrière, vers le trône, qu'ils ont renversé à coups redoublés, et aux cris répétés de *haine à la tyrannie* ! Ensuite on a planté des drapeaux tricolores sur les débris du trône.

Les *arbres vivaces de liberté*, dont il est parlé dans ce procès-verbal, se multiplièrent à Blois par suite de l'influence de leur historien Grégoire, évê-

<sup>1</sup> Nom que la place des Jésuites portait avant la Révolution.

<sup>2</sup> Le château servait de caserne depuis l'année 1788.

<sup>3</sup> Il faut attribuer à cet auto-da-fé la perte regrettable de documents qui aujourd'hui seraient précieux pour l'histoire du pays.

que constitutionnel <sup>1</sup> ; ils eurent même tant de vogue dans le pays, que la municipalité crut devoir en arrêter l'abus par cet arrêté du 30 brumaire an II :

Considérant, qu'encore bien qu'il soit bon de propager les signes de notre liberté, cependant il est de la sagesse de l'administration d'empêcher que ces signes ne se multiplient à l'excès; que leurs plantations fréquentes détournent un grand nombre d'ouvriers de leurs travaux, et qu'elles sont suivies de repas d'où résulte une consommation extraordinaire de denrées, qui doit être réprimée, attendu la disette dont nous sommes affligés, le conseil arrête ce qui suit :

« Il ne sera plus planté dans la commune de Blois de nouveaux arbres de liberté, à moins que la plantation n'en soit demandée par une pétition écrite, signée au moins de quatre cents citoyens. Il ne sera plus fait aucun repas pour les arbres déjà plantés, sous peine de 100 livres d'amende et même de prison contre chacun des contrevenants. »

Déjà, dans le département de Loir-et-Cher, il avait été coupé au moins 3,000 arbres de liberté; il était urgent d'arrêter le gaspillage des plus belles pièces de bois, et de prévenir une dévastation funeste. La profusion de ces signes républicains était fort onéreuse pour les personnes suspectes; car le comité révolutionnaire avait décidé que les arbres de liberté seraient coupés sur leurs seules propriétés, sans aucun dédommagement.

Bientôt il n'y eut plus à Blois d'autres cérémonies que des fêtes révolutionnaires. Toutes les églises

<sup>1</sup> Auteur d'une *Histoire des arbres de liberté*.

de la ville furent fermées le 24 novembre 1793, les cloches fondues, et tous les objets du culte appliqués à des usages républicains, en vertu d'un arrêté de la société populaire, qui à cette occasion écrivait au comité directeur de Paris : « Les saints se lèvent » en masse pour venir au secours de la patrie ; » les cloches se fondent en canons, les confessionnaux se changent en guérites, et les croix en arbres de liberté ! Tout ce qui reste de la superstition va être détruit, et un temple sera consacré à la Raison<sup>1</sup>. »

Les profanations suivirent de près ce langage dérisoire. On vit les Jacobins de Blois, à l'instar de ceux de Paris, singer les cérémonies religieuses, et promener par la ville des ânes revêtus d'ornements sacerdotaux. Les vœux du club ne tardèrent pas à être exaucés ; un nouveau culte, celui des Déeses-Raison, remplaça les solennités du catholicisme. Plusieurs demoiselles honorables furent contraintes de poser pour les fidèles en bonnet rouge ; leurs familles n'auraient pu sans péril refuser ce gage de civisme. Les Déeses-Raison, vêtues en danseuses, étaient conduites depuis leur domicile jusqu'au temple, sur un char orné de feuillages et d'emblèmes républicains ; partout sur leur passage elles recevaient de bruyantes félicitations. L'église Saint-Louis devint le temple de la Raison ; les

<sup>1</sup> Papou, Histoire de la Révolution, t. V, p. 482.

déeses y trônaient sur le maitre-autel, alors appelé *autel de la patrie* ; les autorités et le peuple s'y rassemblaient tous les décadis ; le président de l'administration départementale, après avoir entonné la *Marseillaise* ou le *Chant du Départ*, promulguait les lois de la Convention, et lisait le journal officiel ; puis les orateurs du club vantaient la générosité et la clémence du gouvernement révolutionnaire, déclamaient contre les prêtres, les nobles et les riches, prêchaient enfin l'irreligion, quelquefois même l'athéisme. Les personnes suspectes, soumises à un appel nominal, étaient obligées, sous peine d'incarcération, de comparaître aux décades ; lorsqu'elles répondaient, la populace, provoquée par les membres influents de l'assemblée, faisait entendre des huées injurieuses, et nul n'osait protester contre un pareil scandale. Les réunions décadaïres étaient en outre consacrées à la célébration des mariages par les officiers municipaux et par les prêtres constitutionnels.

En ce temps d'irreligion, les exaltés du parti hostile au clergé commirent un grand scandale. Informés qu'il restait encore dans l'église de Vienne divers objets consacrés au culte, ils proposèrent au club de *réduire en cendres ces hochets du fanatisme* (style de l'époque). Cette motion fut accueillie par des applaudissements frénétiques ; aussitôt les Jacobins, l'abbé Rochejean à leur tête, quittent en

masse la salle des séances <sup>1</sup>, traversent la ville et le pont, envahissent l'église de Vienne, s'emparent des ornements sacerdotaux, des chandeliers, des missels, entassent tous ces débris au milieu de la nef, y mettent le feu, et dansent la Carmagnole autour de leur auto-da-fé. Telles étaient les folies sacrilèges auxquelles se livraient les apôtres du culte Raison. Ils prêchaient avec emphase la tolérance, et ne cessaient de déclamer contre le fanatisme; mais leurs actes démentaient ces protestations peu sincères; car ils étaient, à leur manière, aussi fanatiques et persécuteurs qu'on pouvait l'être.

Cependant la désorganisation des autorités constituées et le découragement des citoyens sages avaient livré le pouvoir aux terroristes; ces hommes, doués d'une malheureuse énergie, profitèrent de la stupeur générale pour se rendre maîtres absolus. La plupart, on doit le dire à la louange des habitants, étaient étrangers au pays; l'estimable auteur des *Prisons de Blois* fait ressortir cette circonstance en termes incisifs: « On se demandera, » dit-il, comment une poignée de vils factieux a » pu commettre impunément tant de forfaits; notre réponse est dans notre engouement pour les

<sup>1</sup> L'église des Jacobins, située vis-à-vis les bâtiments de la gendarmerie actuelle.

- » étrangers; engouement inconcevable, puisqu'ils
- » nous ont tous fait verser des larmes, depuis le
- » député Chabot <sup>1</sup> jusqu'au mirmidon qui appose le
- » cachet de l'administration sur ses dépêches. »

Malgré notre désir d'éviter les personnalités, nous ne pouvons, historiens véridiques, passer sous silence les noms des principaux personnages qui à cette époque exercèrent à Blois une autorité illimitée; voici les plus connus: Péan <sup>2</sup>, membre de l'administration départementale; Fouchard, ex-curé de Villebon, membre de la même administration; Vourgère-Lambert, de Vendôme, ex-tonsuré et bénéficiaire. — Rochejean, ex-oratorien; cet ecclésiastique, qui joua un rôle si actif dans nos troubles révolutionnaires, fut d'abord précepteur des enfants du duc de Sully; élu ensuite vicaire épiscopal de Grégoire, il devint directeur du séminaire constitutionnel de Blois, dont il fut accusé plus tard d'avoir dilapidé la caisse. A l'époque de la terreur, il afficha publiquement l'irreligion la plus prononcée; dans une séance de club, tenue en 1793, il remit sur la tribune ses lettres de prêtrise, jurant, *à la face du ciel et de la terre, qu'il n'avait jamais cessé de les tromper l'un et l'autre pendant toute la*

<sup>1</sup> Ex-capucin, vicaire épiscopal de Grégoire, l'un des représentants de Loir-et-Cher à la Convention nationale.

<sup>2</sup> Cet individu n'appartenait à aucune des familles de Blois qui portent le même nom.

*durée de son ministère ecclésiastique* (textuel). Rochejean était doué d'une taille et d'un extérieur remarquables, qui contribuèrent beaucoup à ses succès oratoires et même à son importance politique. — Hézine, agent national du district de Blois, ex-professeur de mathématiques au collège de Pont-Levoy. — Gidoïn, receveur du district de Blois, où il était né d'une famille honorable. (De tous les grands meneurs de l'époque, c'est le seul qui appartienne à notre ville; les autres étaient des étrangers, attirés par l'influence du club et de plusieurs membres des administrations du département ou du district). — Vêlu, d'abord maître d'école, puis administrateur du district et jugé de paix. — Berger, ex-cordelier. — Pioche, ex-bénédictin et curé de Selles-sur-Cher. — Plassiard, ex-bénédictin.

On remarque avec peine que la plupart de ces hommes sortaient des rangs du clergé; les fastes révolutionnaires d'autres villes offrent pareils exemples: il est triste pour l'historien d'avoir à consigner de si funestes apostasies <sup>1</sup>.

Pendant plus d'une année, la population subit sans résistance le joug de cette oligarchie; mais on ne peut lui reprocher aucune participation à des excès dont elle fut seulement victime. Cette inaction

<sup>1</sup> L'évêque Grégoire s'entoura malheureusement de ces hommes qui donnèrent les premiers exemples d'irreligion; leurs excès ont rejailli sur la mémoire de notre prélat constitutionnel.

passive des habitants, en présence d'une minorité toute puissante, s'explique par l'atonie profonde, si justement appelée *terreur* ; fatale impression qui glaçait tous les cœurs, paralysait l'énergie des bons citoyens, et livrait le pays à l'empire absolu des plus mauvaises passions.

Quoique nous sachions la part de chacun de nos révolutionnaires à des événements déplorables, nous nous abstiendrons de les incriminer tous individuellement : le public approuvera sans doute cette réserve, que nous nous imposons pour éviter les personnalités.

L'envoi officiel du représentant Guimberteau fut un triomphe pour nos Jacobins. Ce choix de la Convention protestait hautement contre les actes de son prédécesseur Carra, et présageait la ruine des modérés. Le zèle montagnard, dont la mission comprenait les départements de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire, se rendit d'abord à Tours ; mais la société populaire de Blois, impatiente de le posséder, lui députa deux membres pour hâter son arrivée. Guimberteau ne se fit pas attendre plus long-temps, et vint, accompagné de son secrétaire Rouhière, ardent Jacobin : leur premier soin fut d'annuler les arrêtés de Carra, et de rechercher tous les partisans *de cet aristocrate*, comme ils l'appelaient. — Rochejean, Gidoïn et consorts se chargèrent de dénoncer les suspects ; le représentant

écouta leurs délations, et se conduisit d'après leurs conseils ; les actes de son proconsulat à Blois portent le cachet de cette influence dangereuse.

Le 30 octobre 1793, Guimberteau, accompagné des fonctionnaires publics et des membres de la société populaire, tous coiffés de bonnets rouges, tint dans l'église Saint-Louis *une séance d'épuration*, ouverte par un discours incendiaire de Rochejean, qui commençait ainsi :

Sans-culottes ! l'épuration révolutionnaire, tant désirée par les patriotes, tant redoutée des aristocrates, va se faire avec une justice rigoureuse et une solennité républicaine ! Vous avez demandé à la Convention un de ses membres les plus purs et les plus énergiques ; elle vous a délégué Guimberteau. Aristocrates et constitutionnels, royalistes et fédéralistes, tremblez ! le jour de la vengeance est arrivé !...

On conçoit quelle terreur devaient produire de telles menaces, dans la bouche d'hommes prêts à tout oser ; cet exorde suffisait pour consterner les honnêtes gens. La séance ne répondit que trop au début violent de l'orateur.

Organe des passions démocratiques du club, Guimberteau prononça contre la municipalité une accusation collective, dont les principaux chefs étaient ainsi formulés :

La municipalité fut composée à une époque où l'esprit public de Blois était assoupi, les patriotes persécutés, les aristocrates triomphants<sup>1</sup>. Les intrigues des *Messieurs*, en traînant les as-

<sup>1</sup> Nous avons parlé précédemment de ces élections.

semblées en longueur, en bannirent les sans-culottes ; les Messieurs se nommèrent entre eux ; plusieurs officiers municipaux ou notables, élus à 7 ou 8 voix, osèrent accepter ; cependant ils savaient bien qu'ils n'avaient pas le vœu de la société populaire, qui fut toujours le guide des vrais patriotes : une telle nomination de magistrats annonçait au peuple tous les malheurs dont ils devaient être la cause et l'instrument. La municipalité a, dès son principe, toujours reçu avec amitié, favorisé et défendu les aristocrates ; elle a pris avec fureur, comme tous les aristocrates, le parti du girondisme. — Plusieurs de ses membres ont dit dans des séances des trois corps administratifs, et sans en être repris par leurs collègues, qu'il n'y avait point de gens suspects à Blois. — Elle n'a point félicité la Convention sur la destruction du tyran, malgré l'exemple de la société populaire, du département, du district, et les plaisanteries des patriotes. — Elle a soutenu les choix aristocratiques de deux ci-devant nobles, commandants de la garde nationale, malgré le vœu du club et de tous les patriotes<sup>1</sup>. Elle a mentionné honorablement dans son procès-verbal les discours feuillants du ci-devant patriote Roger-Noiret. — Elle s'est laissée mener imbécilement par Dinocchau, l'ex-constituant, qui depuis son retour de l'assemblée nationale s'est toujours montré le partisan de la cour, et l'antagoniste des bons patriotes.

Après ce manifeste général contre la municipalité, chaque membre fut interpellé particulièrement ; Guimberteau apostropha d'abord le maire Girault-Villiers, en ces termes :

Un jour qu'on t'avertissait de l'inexécution de la loi qui ordonne aux femmes de porter la cocarde, tu as répondu que ce n'était pas la cocarde qui faisait le patriotisme. Je te destitue ;

<sup>1</sup> Voir ci-dessus, p. 195.

je te taxe révolutionnairement à 1,200 livres; j'ordonne que de ce lieu tu te rendras au *repaire des aristocrates*<sup>1</sup>, dont tu as toujours été le souteneur.

### Le procès-verbal de la séance continue ainsi :

Le représentant a appelé Dinochau, procureur de la commune, suspendu de ses fonctions depuis plusieurs mois par d'autres représentants; un murmure de haine et de mépris s'est fait entendre dans l'assemblée; Dinochau était absent. « Le peuple, a dit Guimberteau, se trompa en députant Dinochau à l'assemblée constituante, et Dinochau le trompa en singeant le patriotisme. Il trahit la cause populaire en embrassant le parti du roi et de la cour. Depuis son retour à Blois, il fut le chef connu des modérés, et le chef secret des contre-révolutionnaires; il a mille fois par des phrases emmiellées cherché à *modérer* le peuple et la société populaire; il a mille fois voulu armer les patriotes faibles et séduits contre les patriotes énergiques. Toutes les plaintes excitées par la municipalité retombent sur sa tête; ses crimes sont aussi nombreux que ses actes de magistrature; il a recueilli l'animadversion universelle. Je convertis sa suspension en destitution. Il n'est pas riche; je ne le taxe qu'à mille livres. J'ordonne que sur-le-champ le comité de surveillance l'envoie saisir par deux gendarmes et conduire à la maison d'arrêt (*vifs applaudissements*). »

Le représentant passa de même en revue tous les officiers municipaux, qui pour la plupart furent destitués. L'un d'eux, M. de Salaberry père, auquel Guimberteau reprocha *d'être noble* (textuel), fut taxé à 15,000 livres<sup>2</sup>. Un autre membre, le sieur Audouin, reçut cette violente apostrophe : « Tu es

<sup>1</sup> C'est ainsi qu'on appelait les prisons de suspects.

<sup>2</sup> Payables en assignats. L'assignat de 100 livres n'en valait plus alors que 48.

» un gros marchand, mais es-tu républicain? es-tu Jacobin? es-tu montagnard? es-tu sans-culotte? Sans-culottes qui m'écoutez, prononcez sur Audouin! » Plusieurs voix ayant répondu qu'on n'avait rien à lui reprocher, il fut maintenu, et reçut l'accolade civique du représentant, qui embrassa de même les autres membres conservés.

Dans tout le cours de la séance, Rochejean se fit remarquer par son zèle à dénoncer les modérés; victimes de ses malveillantes accusations, plusieurs citoyens irréprochables furent taxés à des sommes exorbitantes, d'autres, arbitrairement incarcérés.

Guimberteau remplaça sur le champ les membres destitués de la municipalité. Le nouveau maire fut proclamé en ces termes : « Habitants de Blois, je vous propose pour maire le citoyen Bezard-Boisse (*applaudissements*). Citoyen, je te mets à même de rendre de grands services à cette commune, trop long-temps gouvernée par des hommes faibles ou ennemis des droits du peuple; je te proclame maire de Blois (*applaudissements*). »

Telle était la forme abrupte de ces votes par acclamation, qui renouvelaient en un instant tout le personnel administratif. Ce que les procès-verbaux appellent en pareil cas la *voix du peuple*, n'était souvent que l'opinion d'une minorité bruyante. Si plusieurs de ces choix tumultueux furent mal inspirés, la ville au moins n'eut pas à se plaindre du

maire que lui donna Guimberteau. Bezard-Boisse, l'un des administrateurs du département depuis 1794, avait obtenu dans ces fonctions la confiance du parti dominant par la vivacité de ses démonstrations républicaines, mais au fond il était animé de bonnes intentions; on ne doit pas le confondre avec les hommes dangereux qui firent à cette époque un si déplorable abus du pouvoir. L'ordre judiciaire fut épuré dans la même séance. Une des justices de paix de Blois devint le partage du sieur Vêlu; cette nomination affligea d'autant plus les honnêtes gens que Vêlu remplaçait un homme estimable, M. Bellenoue-Villiers, destitué sous prétexte d'incivisme.

Guimberteau ordonna que le montant des taxes par lui prononcées « serait réparti entre la société » populaire, pour réparations de son local, pour » frais relatifs à des mesures révolutionnaires et » à la propagation de l'esprit public, et entre les » pères, mères, veuves, femmes et enfants des dé- » fenseurs de la patrie. »

Pendant son séjour, le proconsul rendit un arrêté qui enjoignait à tous les citoyens de Blois d'apporter leurs armes dans les 24 heures, sous peine de passer pour suspects et d'être traités comme tels; le comité de surveillance distribua ensuite les armes aux seuls terroristes, pour mieux assurer le triomphe de cette faction audacieuse.

La nouvelle municipalité, issue du club, s'empressa d'envoyer à la Convention une adresse de félicitation, rédigée avec toute l'emphase du style révolutionnaire <sup>1</sup>. Voulant se mettre à la hauteur des clubs, elle décida que tous ses membres porteraient le bonnet rouge aux séances <sup>2</sup>. Du reste elle se conduisit avec plus de modération que son langage officiel et ses démonstrations sembleraient l'annoncer; on peut appliquer au corps entier ce que nous avons dit du maire; malgré l'exagération apparente des formes, les actes administratifs furent en général sages et bienveillants.

Fort du patronage de Guimberteau, le *comité de surveillance* redoubla d'activité et de rigueur. Ce triumvirat, devenu insuffisant, s'adjoignit douze nouveaux membres pour mieux accomplir son œuvre de proscription. Dès-lors il commença à tout oser, suspendant ou destituant les fonctionnaires, disposant à son gré de la liberté des citoyens et de leur fortune. Le *comité de salut public* de la Convention, avec lequel il entretenait une correspondance suivie, ne cessait de stimuler son zèle; Frécines, l'un des conventionnels de Loir-et-Cher, membre de ce comité, écrivit un jour aux frères et amis de Blois <sup>3</sup>:

<sup>1</sup> Délibération du 20 brumaire an II.

<sup>2</sup> Délibération du 24 brumaire an II.

<sup>3</sup> Cette lettre est transcrite dans un document des archives départementales.

En attendant la couronne civique qui vous sera décernée, purgez notre département de ces aristocrates, feuillantins, *aristomercantillins*, et puis après nous danserons ensemble la Car magnole. Nos amis, nos frères les fédérés sont de bons b....., ils sont patriotes comme des Jacobins. Ah! comme ils vont à leur retour donner le bal aux malveillants!... Électrisez les esprits; nous en avons besoin; car la gelée du mois de mai <sup>1</sup> a diablement glacé les cœurs. Il paraît, d'après les lettres de Pitt, qu'il a des intelligences à Blois, qu'il y paie quelques scélérats <sup>2</sup>; mettez tout en œuvre pour découvrir les traîtres; f.....-vous des calomnies qu'on vous prodigue, allez votre train; votre récompense est dans le salut de la patrie! Adieu mes braves amis, je vous embrasse ainsi que tous les vrais sans-culottes, et ne cesserai d'être votre frère et ami, Frécines.

Notre comité ne suivit que trop fidèlement ces instructions violentes et grossières. Sous prétexte de patriotisme, il put commettre toutes sortes d'attentats, exercer même des vengeances personnelles, et satisfaire les plus mauvaises passions. Les visites domiciliaires étaient souvent un moyen officiel de pillage; car les chefs de ces expéditions vexatoires ne se faisaient pas scrupule de s'approprier les objets à leur convenance. Le comité, pouvoir ombrageux et inquisitorial, violait journellement le

<sup>1</sup> Le 31-mai 1793, une gelée complète détruisit toutes les espérances du vignoble blésois.

<sup>2</sup> Cette accusation était aussi invraisemblable que calomnieuse; car le ministre de l'Angleterre ne songea jamais sans doute à faire de la propagande dans la ville de Blois. Du reste, il ne faut pas s'étonner de pareilles phrases; les noms de Pitt et Cobourg servaient de thème à toutes les déclamations de 93; c'étaient les injures à la mode, les lieux-communs de l'éloquence révolutionnaire.

secret des lettres, scrutait sans aucune réserve tous les papiers de famille ; les testaments mêmes, actes sacrés, ne lui échappaient point. Il respectait aussi peu la liberté individuelle, comme le prouvent certaines dispositions de son arrêté du 2 décembre 1793, relatif à la délivrance du certificat de civisme ; les personnes auxquelles on doit le refuser, d'après le texte de cette délibération sévère, sont : *Celles qui hantent la table des aristocrates ; — Celles qui ont sans cesse recommandé l'union de tous les partis ; — Celles qui ne se rendent pas au club.* Quelle latitude laissée aux opérations de la police révolutionnaire, qui pouvait incriminer à son gré les actes les plus inoffensifs !

Le club partageait avec la municipalité le droit de délivrer les certificats de civisme ; il ne les accordait ordinairement qu'aux Jacobins éprouvés, tous les modérés lui paraissant indignes de cette attestation. Animée d'un meilleur esprit, la municipalité faisait moins de difficultés, et souvent il lui arriva d'accueillir favorablement des demandes de certificats repoussées par le club.

Pour faciliter les dénonciations, on décida qu'il ne serait pas nécessaire de les signer ; les personnalités les plus haineuses purent ainsi se couvrir impunément du voile de l'anonyme. Le comité supprima de même toutes les garanties de la liberté individuelle. Affranchies des formes ordinaires de

la procédure, les arrestations se multiplièrent prodigieusement ; leur longue et triste série prouve que la loi des suspects fut appliquée dans Blois avec une extrême rigueur. Bientôt le lieu ordinaire de détention fut insuffisant ; la subtilité révolutionnaire ne cessait d'étendre les catégories de proscription, et chaque jour il arrivait des suspects de tous les points du département. Les maisons conventuelles des Capucins, des Carmélites et de la Visitation, devinrent alors, sous le titre ignoble de *Repaires de gens suspects*, inscrit en gros caractères au-dessus de leurs portes, les succursales des prisons de la rue Beauvoir. On entassa pêle-mêle dans ces cachots improvisés tous ceux qui portaient ombrage à la faction dominante ; ni la vieillesse, ni l'enfance, ni le sexe, ne purent trouver grâce devant une autorité impitoyable. Les personnes les plus considérées de la ville expièrent par la détention le crime d'avoir déplu à quelqu'un des terroristes. Parmi les captifs on distinguait MM. Drouin de Vareilles, Boucherat, Hurault, marquis de Saint-Denis, tous trois octogénaires, Pardessus père, avocat, Dinochau, ex-constituant, Ferrand-Vaillant, ex-procureur de la commune, et depuis membre du conseil des Anciens. On peut lire dans la brochure des *Prisons de Blois* le récit des souffrances et des angoisses endurées par les malheureux détenus : mais, nous devons le dire, cet opuscule, que

Durie-Masson, l'un des captifs, publia aussitôt après sa délivrance, porte l'empreinte d'une vive animosité, conséquence naturelle de la persécution ; cette cause, bien excusable, de partialité et d'exagération, peut donner quelque défiance sur certains détails odieux, que l'histoire ne doit pas admettre légèrement.

Les emprisonnements de suspects désolèrent les familles, et répandirent la consternation ; mais rien n'égale l'horreur profonde qu'inspira le crime commis à Blois vers la fin de l'année néfaste 1793.

Les départements de l'ouest étaient alors en proie à la guerre civile ; le parti républicain, vainqueur sur plusieurs points de l'Anjou, avait concentré un grand nombre de prisonniers dans la ville de Saumur. Après la mise en état de siège de cette place, le représentant du peuple, Levasseur, ordonna que les détenus seraient transférés à Orléans, sous la conduite des nommés Lepetit et Simon, membres du comité révolutionnaire de Saumur, déjà connus par leurs excès. Au moment du départ, le nombre des captifs s'élevait à plus de 800 ; c'étaient des Vendéens, des prêtres insermentés ou des suspects. En route, beaucoup de ces malheureux furent sacrifiés aux terroristes des lieux de passage, Lepetit voulant, disait-il, *régaler chaque ville d'une fusillade*. Blois ne fut pas oublié dans cette horrible répartition de victimes. Le convoi, décimé par les mau-

vais traitements et les massacres, arriva dans nos murs le 8 décembre 1793, et descendit à l'auberge du Château-Gaillard <sup>1</sup> : les femmes occupèrent des chambres ; les hommes furent entassés dans les écuries.

Lepetit se mit en rapport avec les exaltés de Blois, et tous de concert prirent une résolution sanguinaire. En sortant de ce conciliabule, un fougueux révolutionnaire osa dire publiquement : *les prisonniers sont des gueux ; demain matin on leur donnera une bonne correction, et nous ferons voir aux Blésois comment on les arrange*. La menace n'était que trop sérieuse. Le lendemain, les plus zélés terroristes se rendirent dès le matin au Château-Gaillard, pour assister à l'exécution projetée. Entre huit et neuf heures, Lepetit donna l'ordre du départ, et le convoi prit la route d'Orléans. Le même individu qui la veille avait prononcé les paroles déjà rapportées, dit alors à Lepetit : *Eh bien, vas-tu nous en fusiller ? Combien ?... Ils sont tous partis !... Nous trahirais-tu ?...* Mais le fidèle complice avait eu la précaution de réserver les victimes. Aussitôt après le défilé du convoi, Lepetit rentre à l'auberge, et fait sortir quatre paysans d'une écurie ; lui-même les range sur le bord de la rivière, les fait fusiller et

<sup>1</sup> A l'extrémité du Bourg-Saint-Jean, où est aujourd'hui la maison de roulage de M. Bretonneau.

jeter à l'eau tout habillés. Les révolutionnaires applaudissent à ce spectacle par les cris de *Vive la nation!* L'un d'eux, plus féroce, presse de nouveau Lepetit en ces termes : *Est-ce que tu ne nous fusilleras pas aussi quelques curés?* Cette nouvelle demande était prévue; car aussitôt on amena au même lieu cinq prêtres qui subirent pareil sort : leur seul crime était d'avoir persisté à dire la messe, et de n'avoir pas voulu se transformer en prêtres des Déeses-Raison. Les assassins partagèrent le peu d'argent que portaient les neuf fusillés. Le personnage qui avait demandé la mort des curés, s'étant assez approché pour recevoir quelques gouttes de leur sang, montrait avec joie au peuple consterné ces taches accusatrices.

A Beaugency il y eut un nouveau massacre; mais les autorités orléanaises mirent fin aux assassinats, en plaçant le reste des prisonniers sous la sauvegarde de la loi.

L'administration départementale de Loir-et-Cher fit une enquête sur la fusillade du Château-Gaillard, et adressa le procès-verbal au comité de salut public, avec une lettre qui se terminait ainsi : « *Nous ignorons la légitimité de cette action; mais, d'après la sensation effrayante qu'elle a produite à Blois, nous avons cru devoir entendre quelques dépositions dont nous joignons ici la copie, afin que vous puissiez prendre des informations sur cette*

« affaire. » On voit que les administrateurs intimidés n'osaient se prononcer sur la criminalité du fait, tant la terreur comprimait les sentiments les plus naturels de justice et d'humanité !

L'exécution du Château-Gaillard est le seul acte sanglant qui ait été commis à Blois pendant la Terreur. La population indignée ne put, malgré le zèle de ses magistrats, obtenir le châtiment des coupables, qui furent amnistiés par le gouvernement révolutionnaire. Plusieurs exerçaient à Blois des fonctions publiques ; par indulgence pour leur mémoire, nous avons omis à dessein les noms de ces hommes égarés ; d'ailleurs il n'existe contre eux d'autre document officiel qu'un acte d'accusation ; la justice n'ayant point prononcé, il serait imprudent de désigner individuellement les acteurs de cet horrible épisode.

L'événement du 9 décembre 1793 coïncida avec la prise du Mans par l'armée vendéenne. Les conventionnels Guimberteau et Levasseur, alors en mission à Tours, craignant l'invasion de l'armée ennemie, qui paraissait vouloir marcher vers Blois, résolurent d'intercepter sur ce point toute communication entre les deux rives de la Loire. En conséquence ils expédièrent à nos autorités l'ordre de rompre immédiatement deux arches du pont : cette dépêche arriva à Blois le 10 décembre, à onze heures du soir ; le conseil général, assemblé en per-

manence, délibéra aussitôt sur les moyens d'exécution : « Préparons-nous , dit-il , à faire sauter le » pont au premier signal d'alarme , après avoir » évacué sur Vienne les caisses publiques et tous » les papiers des administrations ; et si nous ne » pouvons opposer une digue au *torrent dévastateur* » *des brigands*, qu'au moins la France entière puisse » dire : *les habitants de Loir-et-Cher ont fait tout* » *leur possible pour le détourner*<sup>1</sup>. »

Un membre du conseil proposa en même temps de faire disparaître la croix de la pyramide, *comme pouvant servir de signe de ralliement aux brigands* ; cette motion fut adoptée à l'unanimité.

Immédiatement après la séance, malgré les ténèbres de la nuit et le mauvais temps, on commença à faire jouer la mine contre le pont ; la pluie ne cessa point pendant toute la durée des travaux. Une arche fut rompue entièrement , une autre endommagée. Deux ingénieurs de Tours dirigèrent cette opération ; aux termes de l'arrêté des représentants , ils devaient remplir leur mission dans le plus court délai, *sous peine de mort*.

A la même occasion, on braqua sur la butte des Capucins deux pièces de canon pour tirer sur les Vendéens, que l'on s'attendait à voir arriver par la route de Vendôme ou par celle de Châteaurenault.

<sup>1</sup> Extrait du procès-verbal de la séance de nuit.

Le comité révolutionnaire de Loir-et-Cher, renchérissant sur les craintes de Guimberteau, pensa que si l'armée vendéenne venait à Blois, elle pourrait, avec les magnifiques ormeaux qui décoraient alors la promenade du Mail, établir un passage à la brèche du pont et gagner la rive gauche; pour prévenir le danger, le comité ordonna que les arbres seraient abattus et transportés en Vienne, ce qui fut promptement exécuté. La même panique suggéra l'idée d'anéantir toutes les plantations de la rive droite, notamment les beaux arbres de la varenne de Chouzy.

Les alarmes prématurées qui donnèrent lieu à ces mesures désastreuses, n'eurent point de suite; car les Vendéens prirent une autre direction, et ne vinrent pas à Blois, comme on l'avait craint d'abord <sup>1</sup>. Le représentant Levasseur arriva même assez à temps pour empêcher la rupture d'une seconde arche, et suspendre l'exécution, déjà commencée à Chouzy, de l'arrêté contre les arbres de la rive droite.

Les suspects, renfermés dans les prisons, entendirent avec effroi le bruit de la fusillade du Château-Gaillard, et crurent un instant que pareil sort leur était réservé; mais on se contenta de les trans-

<sup>1</sup> Le Mans ne resta en leur pouvoir que pendant deux jours; après cette courte occupation, ils furent chassés par les républicains, et se replièrent sur Laval.

férent sur des charrettes, les uns à Orléans, les autres au collège de Pont-Levoy ; le plus petit nombre resta aux arrêts à Blois , en fournissant des cautions, depuis dix jusqu'à cinquante mille livres-assignats. Les captifs furent mieux traités dans leurs nouvelles résidences ; ceux de Pont-Levoy surtout eurent à s'applaudir des bontés de M. Chapotin, directeur du collège, qui leur accorda une généreuse hospitalité, et les traita moins en prisonniers qu'en amis. La plupart recouvrèrent leur liberté au 9 thermidor, époque de la chute de Robespierre : sans cette heureuse réaction, beaucoup eussent passé au tribunal révolutionnaire de Paris. L'heure de la délivrance sonna trop tard encore pour plusieurs Blésois déjà sacrifiés à la haine des triumvirs du comité. Leurs premières victimes avaient été madame Roger <sup>1</sup>, religieuse et supérieure de l'Hôtel-Dieu, et le sieur Saulnier, prêtre réfugié dans cette maison. Après avoir laissé ces deux accusés languir plusieurs mois dans ses geôles, le tribunal révolutionnaire condamna l'abbé Saulnier à mort, et madame Roger à une détention de six années dans l'hôtel de la Salpêtrière. Cette femme courageuse, trainée en charrette sur la place de la Révolution, assista au supplice de son compagnon d'infortune. Le comité de Loir-et-Cher sou-

<sup>1</sup> Membre d'une famille ancienne de Blois, qui existe encore.

haitait vivement leur condamnation ; deux lettres confidentielles <sup>1</sup> qu'il écrivit à l'accusateur Fouquier-Tinville, annoncent une féroce impatience ; la première est conçue en ces termes :

Citoyen, nous sommes informés qu'on fait à Blois et à Paris mille démarches pour sauver Saulnier du *joli supplice de la guillotine*. Beaucoup de gens intriguent à Paris ; une foule de protecteurs assaillent les juges du tribunal révolutionnaire. On assure même que le prêtre en sera quitte pour la déportation, et la *béguine* pour la peur ; nous ne croyons pas à un semblable résultat, parce que le tribunal, qui s'est bien comporté jusqu'ici, ne voudrait pas se déshonorer dans cette affaire.

La seconde lettre n'est pas moins pressante ; elle se termine ainsi :

Nous devons vous faire observer, citoyen, que la position actuelle de la ville de Blois exige impérieusement que la tête du prêtre tombe bientôt sous le glaive de la loi, et que la peine encourue par la nonne lui soit infligée. Blois renferme un grand nombre d'aristocrates et de fanatiques ; la terreur et l'effroi s'empareront de leurs âmes coupables, et le patriotisme reprendra son énergie, si ces deux individus sont condamnés, comme tout le fait espérer ; mais, dans le cas contraire, le salut de la chose publique est essentiellement compromis dans cette cité.

Enfin une lettre du comité de surveillance de Loir-et-Cher aux Jacobins de Paris, écrite à la même occasion, contient le passage suivant : « A » votre exemple, nous avons placé la terreur à

<sup>1</sup> Archives départementales.

» l'ordre du jour. Les aristocrates de notre département sont enchaînés par les mesures courageuses que nous prenons contre eux, les patriotes triomphent, *et ça ira!* »

C'est ainsi que les terroristes célébraient leurs triomphes déplorables; la guillotine était le plus beau trophée de ce parti sanglant.

Les autres Blésois qui périrent sur l'échafaud révolutionnaire de Paris, furent MM. Bimbenet, prêtre, fils d'un conseiller en l'Élection de Blois; de Salaberry, second président de la chambre des comptes de Paris, propriétaire de la terre de Fossé, le marquis de Romé, son parent, qui habitait ce château<sup>1</sup>; Mesnard de Chouzy, père et fils; de Beauharnais, un de nos députés à la Constituante; Barbou, fils d'un maréchal du Bourg-Neuf, collaborateur de Dinochau au journal *le Point du Jour*<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Au moment de la Révolution, le marquis de Romé fit preuve de civisme, en donnant à la ville de Blois trois pièces de canon gagnées par son père dans une bataille de temps de Louis XIV. (Séance du 13 août 1789, au comité permanent). On voit que les démagogues de 93 ne lui tinrent aucun compte de cette démonstration patriotique.

<sup>2</sup> Cet homme énergique subit sa peine avec un sang-froid remarquable; une notice, imprimée par ordre de la Convention, sur les condamnés politiques de l'époque, relate ainsi les derniers moments de Barbou: « C'était un forcené royaliste; en montant sur l'échafaud; il a vomi des imprécations contre la République, et a crié *vive le roi!* »

Ces victimes expièrent leur opposition trop manifeste au parti dominant. D'autres Blésois, tout aussi irréprochables, mais plus prudents, surent échapper à la proscription par des démonstrations de circonstance, telles que la fréquentation assidue des clubs, la coiffure en bonnet rouge et l'usage du vocabulaire républicain ; ce jacobinisme de parade, très inoffensif en soi, et justifié par le sentiment de la conservation personnelle, sauva plusieurs personnes gravement compromises.

L'émigration était un autre moyen de salut ; beaucoup de nobles du département prirent ce parti extrême ; leur liste officielle, dressée par l'administration départementale, contient des noms qui peuvent encore intéresser quelques familles du pays : voici les plus remarquables : Amelot, marquis du Gué-Péan, ex-capitaine de cavalerie. — Le marquis de Beauxoncles. — Le marquis Beziade, d'Avaray, fils aîné du duc d'Avaray, mort en Angleterre au service de Louis XVIII. — Belot l'aîné, de Lalleu. — Boutault de Russy. — Le marquis César de Courtarvel, ex-lieutenant-colonel, député du département de Loir-et-Cher sous la Restauration. — Courtin de Clénor. — D'Auvergne fils, de Meusnes. — De Fontenay, chevalier de St.-Louis, depuis directeur du collège de Blois. — De Passac, chevalier de St.-Louis, de Vendôme. — Guérin de Beaumont, chevalier de St.-Louis. — Guyon de

Montlivault, officier d'artillerie, depuis préfet du Calvados. — Héritte la Gautrie fils, bourgeois de Blois. — Guy Le Coigneux de Belabre, seigneur d'Oucques. — Maussion de Candé. — Poisson de Malvoisin, petit neveu de madame de Pompadour, mort dans l'armée vendéenne. — Rangeard de Villiers. — Taillevis de Jupeaux. — Jean-Louis Texier, officier mort en émigration. — De Trémault. — Ferrand-Vaillant, membre du conseil des Anciens sous le Directoire. — Bergeron, prêtre. — Druillon, ex-chanoine de la cathédrale de Blois. — Le marquis de Saumery. — Du Juglart, etc., etc.

Une confiscation immédiate atteignit tous les individus portés sur la liste des émigrés : heureusement, le désordre qui régnait alors dans le travail des bureaux administratifs, occasionna un certain nombre d'omissions ; plusieurs familles durent à ces erreurs salutaires la conservation de leurs biens patrimoniaux.

En même temps que la Terreur désolait Blois, le *maximum*, dont l'exécution commença au mois de novembre 1793, y produisait une affreuse disette. Cette loi funeste s'appliquait aux denrées, aux marchandises, aux journées de travail et aux salaires des ouvriers. Si le papier-monnaie eût conservé sa valeur primitive, l'application des taxes aurait rencontré sans doute moins d'obstacles. En d'autres temps, les prix du tarif eussent été accep-

tables ; par exemple, le taux de vingt francs que la loi attribuait à l'hectolitre de blé froment, satisfaisait aujourd'hui le vendeur et l'acheteur ; mais, lorsque les valeurs monétaires variaient continuellement, c'était une injustice et une contradiction monstrueuse de prétendre limiter les prix commerciaux : cette fixation d'un côté, ces fluctuations de l'autre, produisaient l'état le plus anormal que l'on puisse imaginer. Du reste, la dépréciation du papier-monnaie abolit par le fait le maximum ; car bientôt il fallut livrer des valeurs énormes en assignats pour obtenir les moindres objets ; encore les détenteurs ne s'en dessaisissaient-ils que difficilement, et souvent après de violentes menaces.

Le discrédit des assignats rendait le maximum très préjudiciable aux vendeurs ; car les valeurs réelles de ces signes monétaires étaient bien inférieures à celles des marchandises. A l'époque même de l'établissement de cette loi ruineuse, les vingt livres en assignats, prix de l'hectolitre de froment, ne valaient déjà plus que dix livres en argent ; par la suite, elles valurent encore bien moins : à la fin de l'année 1795, ce prix devint purement fictif ; recevoir alors en paiement un assignat de vingt livres, c'était à peu près donner sa marchandise pour rien : aussi les possesseurs de grains refusaient-ils de les amener au marché, et lorsqu'ils s'y résignaient, c'était par crainte d'être pillés à domicile : ils ven-

daient ou plutôt ils donnaient leurs produits, pour se soustraire aux dangers de l'émeute. Il en fut de même des autres denrées ; car leurs prix de taxe devinrent également illusoires. Le peuple, que la Convention prétendait soulager par le maximum, se trouva bientôt manquer de tout, et les mains pleines d'assignats, put à peine se procurer les choses de première nécessité ; il maudit avec raison une loi qui s'était annoncée comme devant ramener l'âge d'or.

Dans ces jours de pénurie on manquait même de pain. Les portes des boulangers étaient sans cesse assiégées par une foule tumultueuse ; mais les distributions n'avaient lieu qu'à certaines heures de la journée, en présence d'un officier de police, assisté de la force armée. Chaque ménage était strictement taxé, suivant le nombre des personnes. Pour recevoir leurs rations quotidiennes, les chefs de famille se rangeaient deux à deux, et faisaient queue comme au spectacle ; chacun passait à son tour, et n'obtenait que la quantité fixée d'avance ; le commissaire tenait la liste nominale de cette taxe, et criait au fur et à mesure : *citoyen N... , tant de personnes... tant de livres !...* Les boulangers se gardaient bien d'en donner davantage ; car la populace eût à l'instant fait justice de toute préférence. Les citoyens disparaissaient au plus vite avec leurs quote-parts d'un pain chaud, lourd et souvent

noir : encore étaient-ils exposés à perdre cette provision insuffisante, s'ils n'avaient pas la force de lutter contre les assaillants qui les attaquaient en chemin ; plusieurs fois, dans ces rixes déplorables, on vit des malheureux défendre jusqu'au sang le morceau de pain que leur allouait la municipalité.

L'autorité, craignant la famine, avait établi un grenier d'abondance dans les bâtiments de la Visitation (aujourd'hui la préfecture) ; on voit par un compte municipal, que, du 1<sup>er</sup> octobre 1793 au 1<sup>er</sup> janvier 1801, il y fut vendu 78,597 boisseaux de blé. Les achats destinés à l'approvisionnement de ce dépôt eurent lieu en partie au moyen de souscriptions charitables qui suppléèrent à l'insuffisance des ressources de la ville, trop pauvre alors pour faire elle-même les avances nécessaires.

Les derniers jours de 1793 offrent un incident honorable pour la population. Le 30 décembre, un convoi, composé de 132 prisonniers nantais que le farouche Carrier envoyait au tribunal révolutionnaire de Paris, arriva dans nos murs ; ces infortunés trouvèrent à Blois plus de commisération et d'égards qu'en d'autres villes ; une brochure de l'époque, publiée en leur nom, relate ainsi les circonstances de ce passage : « Deux officiers municipaux de Blois vinrent au-devant de nous lors de

» notre entrée en cette ville ; leur présence fit  
» cesser les injures et les menaces dont nous ne  
» cessions d'être assaillis. Nous fûmes logés à la  
» maison des Carmélites. Nous reçûmes à Blois des  
» paroles de paix et de consolation ; nous y vîmes  
» des républicains sensibles à nos malheurs. »

Ces procédés humains et bienveillants semblaient protester contre le crime tout récent du Château-Gaillard.

Au commencement de février 1794, on vit avec dégoût arriver une douzaine d'étrangers de haute taille, de figure sinistre, mal vêtus, et parlant l'argot des clubs ; ils se disaient commissaires de la section du *Bonnet Rouge* de Paris ; leur mission, qui avait pour objet l'arrestation d'une femme sans défense, était digne de ce titre ; ils envahirent l'hôtel de madame la marquise de Flamarens, nièce de feu M. de Phelippeaux, archevêque de Bourges, et conduisirent cette dame estimable au tribunal révolutionnaire de Paris, qui heureusement n'eut pas le temps de lui faire son procès avant le 9 thermidor. Cet enlèvement brutal, que l'on ne pouvait expliquer par aucun motif politique, fut généralement attribué à des vengeances particulières ; beaucoup de persécutions exercées à cette époque n'eurent pas d'autre cause.

Quelques jours après, Blois reçut la visite d'un autre proconsul, Garnier de Saintes. Ce nouveau

représentant était loin d'approuver la conduite des terroristes, et repoussa même ceux qui cherchaient à le circonvenir, entre autres, Rochejean, naguères conseiller intime de Guimberteau; Garnier ne vit en lui, suivant ses propres expressions, *qu'un intrigant et un dénonciateur*.

A l'exemple de son prédécesseur, le proconsul tint, le 23 février 1794, dans le temple de la Raison, une séance d'épuration. Il destitua d'abord les administrateurs de département qui avaient assisté à la séance de Carra<sup>1</sup>, en déclarant toutefois *qu'ils conservaient l'estime du peuple*. Plus modéré que Guimberteau, il réintégra certains fonctionnaires destitués par ce représentant. Les diverses administrations subirent tour-à-tour le système épuratoire; tous les prêtres, notamment Fouchard et Dupont, furent éliminés, sous prétexte de l'incompatibilité du ministère ecclésiastique avec les emplois civils; Vêlu cessa d'exercer les fonctions de juge de paix; Gidoïn, receveur du district, accusé d'avoir supplanté son prédécesseur par d'odieuses manœuvres, fut révoqué et mis en prison. L'assemblée s'occupa ensuite des suspects détenus dans les *repaires*; plusieurs, tels que dom Garrelon, ex-bénédictin, directeur du collège de Pont-Levoy, et M. Jousselin de Blois, obtinrent leur liberté; d'au-

<sup>1</sup> M. Alardet père, depuis conseiller de préfecture, était du nombre.

tres, parmi lesquels on remarque MM. Pardessus père et Dinochau, restèrent sous les verrous, malgré les vives réclamations de leurs amis. L'extrait suivant du procès-verbal donnera une idée de la manière dont ces questions personnelles étaient traitées :

Un membre a cherché à intéresser la sensibilité du peuple, en faisant considérer Dinochau comme un homme plus égaré que coupable, qui avait d'ailleurs suffisamment expié ses fautes par une détention de cinq mois; et ce peuple toujours bon se fût laissé entraîner par sa propension naturelle à ce sentiment de pitié qu'on voulait lui inspirer, si le représentant du peuple, en lui rappelant les malheurs auxquels Dinochau l'avait exposé, ne lui eût fait sentir la nécessité de punir ceux qui, ayant tous les moyens possibles de faire le bien et de servir la chose publique en affermissant les bases de notre révolution, n'en ont fait usage que pour la renverser, et que la clémence en pareil cas serait un *assassinat contre la république*. Enfin le peuple, reprenant l'attitude fière qui convient à des républicains, a proposé la continuation de la détention de Dinochau, et le représentant l'a ordonnée *jusqu'à la paix* <sup>1</sup>.

La même assemblée modéra plusieurs taxes révolutionnaires, prononcées par Guimberteau sous l'influence d'animosités personnelles.

Garnier tint une autre séance où il *proposa* (c'était ordonner) une contribution patriotique qui produisit 20,000 livres environ. La liste imprimée des souscripteurs contient des noms que la pru-

<sup>1</sup> Terme alors indéfini.

dence seule-y porta sans doute ; car, bien que cette cotisation fût qualifiée de *volontaire*, un refus offrait les plus graves dangers ; et après tout, il valait mieux s'insérer spontanément sur la liste patriotique, que de s'exposer à être porté aux tables de proscription. Le chiffre de l'offrande était proportionné au degré de suspicion ; plus un citoyen se trouvait mal noté par la police révolutionnaire, plus il devait payer cher l'indulgence du parti démocratique ; c'était en quelque sorte une rançon. Voici les taxes les plus élevées que prononça Garnier : Bourguignon-Bergevin, 600 fr., Boucherat, 6,000 fr., Butel, 1,100 fr., Bergevin, notaire, 1,000 fr., Dubin, ex-prêtre, 1,025 fr., Guérin-d'Ogonières, 2,400 fr., Guercheville, de Suèvres, 600 fr., Hurault de St.-Denis, père, 650 fr., Hurault de St.-Denis, fils, 600 fr., La Saussaye, 400 fr., Rangeard la Boissière, Juglart et Maupas, 4,400 fr., plus un cheval estimé 1,600 fr., Romieu, 50 fr. et une épée d'argent, Réméon, 1,050 fr., Riffault, notaire, 1,000 fr., Rabineau, 1,000 fr., plus un cheval estimé 555 fr., Turpin, 600 fr. Toutes ces sommes étaient payables en assignats<sup>1</sup>. Une partie du produit des cotisations fut laissée à la ville ; Garnier eut l'heureuse idée d'afec-

<sup>1</sup> L'assignat de 100 livres ne valait plus alors que 46 livres en argent.

ter 10,000 livres au soulagement des pauvres ; cet emploi charitable obtint l'assentiment de tous les partis.

En quittant Blois, le représentant du peuple se rendit au Mans, où l'accompagnèrent plusieurs membres du club, chargés d'une mission bizarre, ainsi rapportée par le procès-verbal de la séance tenue après leur retour :

Un des commissaires près Garnier de Saintes a fait un rapport sur la commune du Mans, laquelle, dit-il, *est maintenant à la vraie hauteur* ; il s'y joue des pièces analogues aux circonstances, et cela par de vrais sans-culottes ; *on n'y voit ni muscadin ni muscadine*. Il a été arrêté que nous nous mettrons à la hauteur de la commune du Mans ; on a nommé à cet effet une commission de sept membres.

Garnier de Saintes, quoique modéré au fond, affectait toute l'exagération des formes révolutionnaires ; aussi reprocha-t-il à notre ville l'urbanité trop aristocratique de ses mœurs, en lui faisant sentir le besoin d'une rudesse plus républicaine ; heureusement elle n'acheva pas cette éducation à rebours.

Dans la même séance du club, certain démolisseur proposa de faire abattre les châteaux de Chaumont, de Cheverny et d'Onzain, *comme étant des forts dangereux à la liberté* ; rigoureuse application de la maxime favorite : *guerre aux châteaux* ! Les révolutionnaires observaient moins fidèlement la

seconde partie de leur devise, qui promettait *la paix aux chaumières*. Cette motion barbare n'eut pas de suite ; on comprit la futilité des motifs allégués par l'orateur.

La même année, lorsque Robespierre eut fait *décréter* les dogmes de l'existence de l'Être-Suprême et de l'immortalité de l'âme, la ville de Blois célébra pompeusement cette protestation officielle contre l'athéisme qu'une minorité insensée avait tenté de mettre à l'ordre du jour ; nous transcrivons ici le compte-rendu de la fête :

Aujourd'hui 20 prairial an II de la république française, une et indivisible, à quatre heures du matin, une musique guerrière parcourant les rues a annoncé au peuple le lever du soleil, et préparé les âmes à célébrer la *fête de l'Éternel* ; au même instant, chaque citoyen a laissé flotter une banderolle tricolore à l'extérieur de sa maison. Les portes étaient ornées de guirlandes de verdure. A cinq heures, l'airain a tonné. A neuf heures, une seconde salve a indiqué le moment du rassemblement. *L'espérance de la patrie* est arrivée ; elle a formé sur le quai un bataillon carré. Vingt-cinq jeunes filles, vêtues simplement et la tête ornée de fleurs, sont sorties, accompagnées de leurs mères ; les filles portaient des corbeilles de fleurs, les mères avaient un bouquet à la main. Vingt-cinq pères de famille accompagnaient leurs fils, armés d'une épée ; les uns et les autres tenaient une branche de chêne. Le cortège s'est dirigé vers l'arbre de la liberté. La force armée, composée de la gendarmerie, de la garde nationale et d'une partie de la garnison, ouvrait la marche. Deux colonnes se sont avancées ; les pères de famille et leurs fils d'un côté, les mères de familles et leurs filles de l'autre. La musique marchait à la tête du bataillon carré. Les autorités constituées étaient entourées par l'enfance

ornée de fleurs des champs, par l'adolescence ornée de myrte, par la virilité ornée de chêne, par la vieillesse ornée de laurier. Chaque magistrat portait à la main un bouquet d'épis de blé, de fleurs et de fruits. Au centre des autorités constituées, quatre bœufs couverts de festons et de guirlandes traînaient un char sur lequel on voyait les instruments des arts et les productions de la république. La force armée fermait le cortège. Au pied de l'arbre de la liberté était élevé un amphithéâtre sur lequel la musique a exécuté différents morceaux de chant. En face du pont était un arc de triomphe, le cortège a passé dessous pour se rendre au temple, par la Grande-Rue, la porte Chartraine, la rue Beauvoir et la rue du Palais. Au temple <sup>1</sup>, le maire a fait une invocation à l'Être-Suprême. A la sortie du temple, la marche s'est dirigée sur la Grande-Pièce où la musique a exécuté une strophe en l'honneur des héros morts pour la liberté. Le cortège s'est acheminé ensuite vers la montagne, ci-devant butte des Capucins, en passant par la rue d'Angleterre, les Fossés, la place de Justice <sup>2</sup>, et le chemin des ci-devant Capucins. Cette montagne formait l'autel de la patrie; sur la cime s'élevait l'arbre de la liberté. Les magistrats se sont élancés sous les rameaux de l'arbre; les pères avec leurs fils, les mères avec leurs filles, se sont groupés sur la pente de la montagne. La musique a exécuté plusieurs airs; les pères avec leurs fils ont chanté une strophe dans laquelle ils ont fait le serment de ne poser les armes qu'après avoir anéanti les ennemis de la patrie; tout le peuple a répété ce serment; les mères avec leurs filles ont chanté une strophe dans laquelle elles ont promis de n'épouser jamais que des hommes qui auront bien mérité de la patrie. Le peuple entier a chanté:

<sup>1</sup> C'était l'église Saint-Louis. Au-dessus de la porte on lisait l'inscription fameuse : *Le peuple français reconnaît l'existence d'un Être suprême et l'immortalité de l'âme.*

<sup>2</sup> C'est la place des Jésuites; on l'appelait place de Justice, parce que les exécutions à mort venaient d'y être transférées.

une hymne à la louange de l'Être-Suprême. Le cortège est ensuite retourné à la maison commune. Des danses ont terminé cette fête.

L'abolition du culte éphémère des Déeses-Raison date de la même époque ; alors les réunions décadaires perdirent leur caractère religieux, et ne furent plus que des assemblées politiques et administratives : ainsi modifiées, elles continuèrent d'avoir lieu dans l'église Saint-Louis jusqu'à la fin du Directoire.

L'exécution désastreuse d'une mesure révolutionnaire suivit de près la fête religieuse du 20 prairial, époque où le conventionnel Ferry <sup>1</sup> vint à Blois avec la mission de requérir *les fers de luxe* ; Hézine, agent national du district, chargé d'exécuter les ordres du représentant, leur donna une extension déplorable ; les ferrures des fenêtres, les balcons, les rampes même des escaliers de la promenade du Mail <sup>2</sup> furent compris dans la réquisition. La municipalité demanda grâce pour les balcons, mais faiblement, et de manière à ne rien obtenir ; la lettre qu'elle adressa au proconsul

<sup>1</sup> Ce personnage, l'un des derniers membres de la Convention, est mort seulement en 1845. Les autres proconsuls dont nous avons parlé n'existent plus depuis long-temps.

<sup>2</sup> Ces rampes ne furent rétablies qu'en 1803 ; pendant toute la période révolutionnaire, la ville était si pauvre qu'elle ne put trouver aucuns fonds pour cette dépense.

Ferry, se terminait par cette phrase obséquieuse :  
« Si nous ne sommes pas assez heureux pour te  
» convaincre, nous te prouverons *qu'en véritables*  
» *républicains nous savons obéir.* »

La réquisition de fer produisit dans tout le district de Blois une masse métallique du poids de 54,800 livres, dont 14,410 furent laissées à la disposition des communes pour fabriquer des instruments aratoires.

C'était le temps où Robespierre, aspirant à la dictature, proscrivait les factions capables d'entraver ses desseins. Après avoir fait périr un certain nombre de Conventionnels et les membres les plus exaltés de la commune de Paris, il voulut appliquer aux provinces le même système d'épuration. Desmaillot, ex-procureur au Châtelet de Paris, vint accomplir dans Blois cette nouvelle mission : son arrivée suivit de quelques jours seulement le départ de Ferry. On fut bien surpris d'entendre l'agent de Robespierre prêcher le *modérantisme* ; mais l'étonnement redoubla, lorsqu'on le vit faire arrêter Rochejean, Vêlu et consorts, et les expédier immédiatement au tribunal révolutionnaire de Paris. En voyant s'éloigner de nos murs les plus dangereux suppôts du Jacobinisme, on se prit à espérer des jours meilleurs : peut-être en effet le futur dictateur de la république française méditait-il une réaction salutaire ; mais la Convention ne lui laissa

pas le temps de réaliser les derniers secrets de sa politique sanglante.

Le 9 thermidor arriva avant que les terroristes blésois passassent en jugement ; mais s'ils recouvrèrent alors la liberté, ils ne purent ressaisir le pouvoir, et Blois échappa pour toujours à leur domination.

La chute de Robespierre annonçait la fin d'un régime oppressif ; notre municipalité applaudit à cette grande catastrophe par une adresse que la Convention reçut avec éloge. Le même corps donna une leçon sévère aux terroristes, en leur refusant, dans les termes les plus flétrissants, les certificats de civisme qu'ils sollicitaient pour échapper aux poursuites judiciaires. Ces hommes, si funestes au pays, subirent à leur tour de cruelles représailles ; le ressentiment de leurs excès provoqua de toutes parts une réaction violente. Vêlu, l'un d'eux, qui après son élargissement passait à Orléans dans une voiture publique, ayant été reconnu, on le contraignit de descendre pour recevoir à genoux, au milieu de la rue Bannier, un seau rempli de sang d'animaux ; nul n'osa le protéger contre cette manifestation infamante de la haine populaire.

Aussitôt après le 9 thermidor, le comité départemental de Loir-et-Cher, qui avait commis tant d'actes vexatoires, tomba au grand contentement de la population ; les prisons s'ouvrirent ; les sus-

pects furent rendus à leurs familles; les gens de bien, reprenant courage, sortirent enfin de l'inertie déplorable qui faisait toute la force d'une minorité audacieuse.

Blois commençait à entrevoir des jours meilleurs, lorsque la brusque abolition du *maximum* vint exciter de nouveaux troubles. Le passage subit d'un état de contrainte à une liberté illimitée ne pouvait s'opérer sans perturbation. Les détenteurs de grains, voulant se dédommager d'une longue stagnation, exigèrent des prix excessifs; le peuple se révolta contre leurs prétentions, et bientôt l'émeute produisit la disette. Les rigueurs de la saison vinrent augmenter la misère et par suite l'exaspération des masses; car l'hiver mémorable de 1794 à 1795, presque aussi dur que celui de 89, sévissait alors avec une extrême âpreté. Les extraits suivants de rapports officiels sur trois marchés consécutifs, feront comprendre toute la gravité de cette crise :

Aujourd'hui 12 nivôse an III (1<sup>er</sup> janvier 1795), l'ouverture du marché ayant été publiée, le peuple s'est jeté sur les poches, sans qu'il ait été possible aux membres de la commune ni à la force armée, de protéger efficacement le laboureur vendeur. Intimidé par les cris du peuple, l'un d'eux auquel on a demandé combien il voulait vendre son grain, a répondu : *ce que vous voudrez*; un citoyen lui en a offert quatre livres du boisseau, le laboureur a répondu : *je le veux bien*; et lorsque le prix paraissait convenu, des voix ont crié : *à trois livres* ! Le labou-

reur a encore répondu : *je le veux bien ; et la distribution s'est faite sur ce dernier prix* . . . . .

La garde nationale et la gendarmerie n'eussent pu contenir le peuple sans verser le sang ; ce que les autorités constituées ont cru devoir éviter.

Au marché suivant, l'autorité prit de nouvelles précautions, qui malheureusement produisirent peu d'effet, comme le démontre cet autre rapport :

Nous, membres du conseil général de la commune, nous sommes transportés au marché de ce jour (19 nivôse an III), décorés de nos écharpes, pour y maintenir la police, accompagnés d'une garde suffisante ; où étant sur les dix heures du matin, nous avons vu avec une peine infinie la place du marché couverte de quatre mille personnes au moins, et pas un seul grain exposé en vente. Nous nous sommes dispersés au milieu du peuple, qui bientôt s'est mis à nous suivre et à faire cercle autour de chacun de nous, se plaignant avec amertume et néanmoins sans mouvements violents, de n'avoir point de grains . . . . . A midi, nous avons vu arriver dix à douze quintaux de blé ; le conseil général de la commune a ordonné l'ouverture des poches, autour desquelles tous ses membres se sont rangés. La garde nationale s'est avancée ; le peuple a été averti d'être modéré ; nous avons remarqué que les vendeurs intimidés n'osaient approcher de leurs grains. Malgré nous, le peuple s'est porté avec tant de violence sur les poches, que ne pouvant plus soutenir le choc de la foule, nous avons été obligés de nous mettre un peu à l'écart. La force armée n'ayant pu contenir le peuple, le grain s'est vendu sans qu'il nous ait été possible d'en constater le prix. Nous avons entendu le peuple gémir, se plaindre de la disette, de l'avidité des laboureurs, de l'égoïsme des gens de campagne.

Malgré tout son zèle pour l'approvisionnement

des halles, la municipalité ne put rassurer les détenteurs de grains, que la crainte des émeutes éloignait de nos marchés ; cependant l'irritation du peuple allait toujours croissant, et ses plaintes inutiles prenaient un caractère de violence attesté par ce passage du troisième rapport :

Aujourd'hui 9 pluviôse an III (28 janvier 1795), nous membres du conseil de la commune de Blois, nous sommes transportés au marché, où nous avons vu avec douleur qu'il n'existait point de blé, et où nous avons trouvé environ trois mille personnes qui murmuraient et gémissaient en disant avec fureur : *Il faut donc nous faire mourir !* Ensuite une affluence de citoyens et citoyennes s'est portée à la maison commune, où ils ont vociféré des menaces contre la municipalité ; un groupe de femmes s'est fait remarquer par la violence de ses cris : « Nous allons périr, disaient-elles, puisqu'il faut payer le pain » sept ou huit francs la livre <sup>1</sup> ; encore nous n'en avons pas ; » *et par surcroît nos hommes montent souvent la garde. »*

Alarmée de ces désordres, la municipalité adressa à la Convention une pétition qui peignait vivement la détresse du peuple et sollicitait une avance de 200,000 livres pour acheter des grains ; cette supplique contient les passages suivants :

A peine avez-vous décrété la liberté du commerce, que le laboureur avide a commencé par fermer ses granges ; les gens de la campagne, inquiets, se sont portés chez lui, et ont acheté à tout prix des grains qu'ils ont eux-mêmes battus ; non contents de cet approvisionnement, ils ont encore osé se présen-

<sup>1</sup> Ces prix étaient payables en assignats, monnaie qui alors avait perdu presque toute sa valeur.

ter dans notre marché, pour partager avec nos concitoyens des subsistances si insuffisantes. Soumise avec respect à toutes les lois, la commune de Blois n'a jamais montré que la confiance la plus étendue dans la Convention nationale ; mais qui peut répondre que, la disette se faisant sentir, le peuple se contendra, qu'en voyant sans cesse passer des grains destinés aux défenseurs de la patrie, il ne sera pas tenté par ses malheurs ?

.....  
 Dans le sein du conseil une souscription a été ouverte, et a produit une somme de 40,000 livres ; nous devons le dire, ce n'est pas peu pour une commune sans commerce et sans ressources, déjà épuisée par des circonstances qui vous sont connues. Bientôt les citoyens les plus aisés de la commune se sont joints à nous pour fournir des fonds. On a acheté des grains à tout prix en dehors du district ; mais cet état violent ne peut subsister ; les efforts de l'administration vont devenir impuissants ; nous avons tout lieu de craindre ; nous recourons aux pères de la patrie !

Cette demande n'eut point de succès ; le gouvernement, écrasé de charges, n'était pas en position d'y satisfaire. Réduite à ses seules ressources, la ville ouvrit un emprunt auquel tous les habitants aisés s'empressèrent de concourir, et qui produisit une somme de 600,000 livres-assignats<sup>1</sup> : les prêteurs firent preuve de désintéressement ; car la situation financière de la ville ne leur offrait aucune garantie ; ils couraient risque de n'être pas remboursés, et tel fut en effet le sort du plus grand nombre.

A cette époque, la Convention, qui semblait

<sup>1</sup> L'assignat perdait alors 75 pour 100.

vouloir revenir aux saines idées de gouvernement, envoya un de ses membres les plus modérés, pour épurer nos administrations, non plus révolutionnairement, mais dans le sens de l'ordre et de la moralité. Laurençot, l'un des proscrits du 31 mai 1793, accomplit à Blois cette œuvre tant désirée; la population l'accueillit comme un libérateur<sup>1</sup>. Il destitua plusieurs fonctionnaires nommés par Guimberteau et Garnier, et réintégra les victimes de leurs épurations. La ville lui dut aussi le désarmement des terroristes, la fermeture des clubs, l'approvisionnement des marchés, la cessation de la disette et des troubles qu'elle occasionnait. Enfin il ordonna la réouverture des églises, qui depuis la fin de 1793 étaient fermées même aux prêtres constitutionnels; ce prétendu rétablissement du culte ne fut qu'illusoire; car peu de catholiques se rallièrent à des ministres déconsidérés, et la plupart continuèrent de suivre les cérémonies clandestines des insermentés.

La municipalité, secondant les vues sages de Laurençot dressa la liste des individus auxquels fut appliquée la mesure salulaire du désarmement; cette nomenclature, que nous nous bornons à in-

<sup>1</sup> Seul de tous les conventionnels envoyés en mission dans le département de Loir-et-Cher, Laurençot n'avait point voté la mort du roi.

diquer <sup>1</sup>, est accompagnée de notes instructives sur la conduite personnelle des acteurs du drame révolutionnaire.

Une réaction énergique éclata contre les coryphées du parti déchu ; le procureur général de l'administration départementale de Loir-et-Cher suivit l'impulsion du sentiment public, en dénonçant les principaux d'entr'eux <sup>2</sup> comme coupables *d'usurpation de pouvoirs, de vols, de dilapidations, de concussion, d'être fauteurs d'assassinats juridiques, etc.* Plusieurs qui se trouvaient alors à Blois, furent immédiatement arrêtés, et conduits dans cette même prison des Carmélites, où ils avaient fait incarcérer tant de suspects ; un attroupement se forma sur leur passage ; la foule demandait à grands cris leurs têtes, et se serait jetée sur eux, sans l'intervention généreuse de citoyens honorables qu'ils avaient naguères injustement dénoncés. Le tribunal criminel de Loir-et-Cher fut saisi des différentes accusations portées contre eux ; mais les circonstances politiques suspendirent bientôt le cours de la justice. La Convention, craignant pour elle-même les suites du mouvement de modérantisme qu'elle avait paru encourager après le 9 thermidor, fit un dernier appel aux passions de 93 ;

<sup>1</sup> Elle se trouve sur le registre des délibérations municipales, à la date du 24 floréal an III.

<sup>2</sup> Séance du 29 messidor an III.

dans ce but, elle envoya à Blois le représentant Sevestre, ardent montagnard, spécialement chargé de raviver la terreur. Le tribunal criminel faisait alors le procès aux individus accusés du meurtre des prisonniers vendéens ; la population attendait avec impatience une condamnation exemplaire ; mais le représentant ordonna leur mise en liberté, et les choisit même pour auxiliaires de sa mission : tous ceux que l'administration départementale avait dénoncés, obtinrent la même impunité ; cette amnistie déplorable consterna les bons citoyens, et ranima un instant l'espoir des démagogues. Sevestre, en quittant Blois, fit distribuer des fusils à tous les individus désarmés par Laurençot. De tels actes présageaient une réaction qui heureusement n'eut pas lieu.

Du reste, si les coupables échappèrent à la vengeance des lois, l'opinion publique leur imposa une flétrissure méritée. Repoussés par la population, ils s'éloignèrent de nos murs ; plusieurs eurent une fin malheureuse ; d'autres, honteux de leurs antécédents, changèrent de nom, et protégés par l'inognito, vécurent tranquillement loin du théâtre de leurs excès. Les Blésois, qui auraient voulu oublier aussitôt les terroristes, ne suivirent point leurs traces ; de là vient que, dans le pays, on ignore la destinée de plusieurs d'entr'eux après leur départ de Blois ; respectant l'obscurité de leurs vieux

jours, nous n'ajouterons point de nouvelles révélations aux griefs déjà si nombreux qui pèsent sur la mémoire de ces hommes trop connus.

Nos élections de l'an iv (septembre 95) donnèrent gain de cause au parti de l'ordre, malgré les efforts désespérés du Jacobinisme expirant. Les assemblées primaires de Blois, qui s'étaient préalablement réunies pour nommer les électeurs, firent cause commune avec les sections de Paris, et signèrent, à leur exemple, plusieurs protestations politiques contre les actes de la Convention; ce mouvement courageux fut le résultat d'une coalition des modérés et des royalistes.

Après la fameuse journée de vendémiaire an iv, la réaction républicaine se fit sentir à Blois; la défaite sanglante des sections de Paris rejaillit nécessairement sur celles des villes de province. Un décret terrible de la Convention victorieuse, la trop célèbre loi du 2 brumaire, qui excluait des fonctions publiques jusqu'à la paix les parents d'émigrés et tous les membres des assemblées électorales signataires d'arrêtés prétendus *liberticides*, atteignit plusieurs citoyens honorables, bien dignes de gérer les affaires du pays. MM. Bucheron-Cheron, Huart, Guillemain de Savigny, Guyon de Montlivault, Fermand-Vaillant, et autres, qui avaient été présidents ou secrétaires des assemblées primaires de Blois, furent frappés par le décret; mais cette exclusion

fut dans l'opinion générale plutôt un titre d'honneur qu'une flétrissure.

Peu de temps après eurent lieu la clôture de la Convention et l'avènement du Directoire, qui semblèrent marquer le terme de l'anarchie. Le nouveau gouvernement rallia d'abord la majorité des modérés; la haine du régime déchu et le besoin d'ordre, plus qu'un attachement sincère au pouvoir directorial, produisirent ce résultat momentané. Les fêtes qui furent alors instituées répondaient au mouvement bien prononcé de l'opinion publique; tel était l'anniversaire de la chute du tyran Robespierre; voici le cérémonial de cette solennité que les Blésois célébrèrent avec joie :

Aujourd'hui 9 thermidor an iv.... Le cortège s'est rendu sur la place du Château, devant l'autel de la Patrie. Le président de l'administration municipale a prononcé un discours; puis il a pris un flambeau allumé sur l'autel, et s'est rendu à l'autre extrémité de la place, où paraissait un trône couvert d'un manteau aux trois couleurs et surmonté des emblèmes de la tyrannie décemvirale, avec un cahier sur lequel était écrit : *Constitution de 1793*<sup>1</sup>; après avoir levé le manteau tricolore, il y a mis le feu, aux cris répétés de *haine à la tyrannie ! vive la Liberté ! vive la République !* Le président, de retour près l'autel de la Patrie, y a placé le livre de la Constitution de l'an iii dont il a fait lecture; après quoi le peuple a crié : *vive la Constitution ! vive la République !* etc.

<sup>1</sup> Précédemment, on brûlait la constitution de 1791. Les différents pactes nationaux de la période révolutionnaire furent tour-à-tour déchirés et foulés aux pieds par ceux-mêmes qui les avaient composés.

A la même époque, on remplaça les saturnales révolutionnaires par les fêtes de l'enfance, de la jeunesse, de la vieillesse, des jeunes époux, et par d'autres manifestations semblables qui annonçaient un retour aux sentiments doux et modérés. C'était une heureuse idée de célébrer par des solennités publiques les principales époques de la vie humaine ; l'extrait suivant fera comprendre l'à-propos et les ingénieux détails de ces sortes d'exhibitions (il s'agit d'une fête de la vieillesse) :

Aujourd'hui 10 fructidor an v, quatre vieillards désignés par l'administration, accompagnés de jeunes gens des deux sexes qui le matin avaient orné de feuillages les portes de ces vieillards, se sont rendus sur la place de la Grande-Pièce où étaient réunies toutes les autorités constituées. Le président de la municipalité a posé une couronne de verdure sur la tête des vieillards. Le soir, les vieillards ont été conduits au spectacle dans une place ornée de feuillages et d'inscriptions.

Le coup d'État de fructidor an v troubla l'union et la sécurité qui avaient régné pendant la première année du Directoire. La disgrâce de notre député Ferrand-Vaillant, l'un des proscrits de cette fatale journée, rejaillit sur la population qu'il représentait. Une autre circonstance irrita vivement les Jacobins. Les déportés de fructidor passèrent à Blois avant d'être embarqués pour Cayenne ; notre ville hospitalière les accueillit avec les égards dus à des hommes tels que MM. Barthélemy, Barbé-

Marbois, et autres personnages distingués<sup>1</sup>; cette manifestation réveilla les haines d'un parti plutôt atterré qu'anéanti. Bientôt les passions terroristes eurent occasion de reparaitre avec une nouvelle audace. Le Directoire ordonna qu'il serait prêté dans toute la république un serment de *haine éternelle à la royauté*. Cette cérémonie eut lieu à Blois dans l'église Saint-Louis, temple décadaire; un grand théâtre s'élevait au milieu de la nef; sur les côtés siégeaient les administrateurs du département, ceux de la commune, et les principaux fonctionnaires de la ville; l'un d'eux, placé au centre, faisait l'appel; chaque citoyen montait à son tour sur le théâtre d'où il prononçait à haute voix la formule républicaine; les nobles et les suspects, qui venaient péniblement accomplir cette dure formalité, étaient, à certains signes convenus, hués et insultés par la populace. Plusieurs magistrats donnèrent leur démission pour ne pas prêter un serment qui répugnait à leur conscience.

Peu de temps après, l'apparition de la chouannerie vint troubler le département de Loir-et-Cher. Un comité royaliste, correspondant avec la Vendée,

<sup>1</sup> Ces pros crits, parmi lesquels on remarquait Barbé-Marbois, Barthélemy, Ramel, Pichegru, Rovère, Bourdon de l'Oise, Tronson du Coudray, etc., arrivèrent à Blois le soir du 26 fructidor an v, furent logés dans la prison des Carmélites, et repartirent le lendemain à onze heures du matin pour Rochefort.

se réunissait à Blois dans l'hôtel des Trois-Marchands, situé rue du Poids-du-Roi ; plusieurs personnes considérables du pays en faisaient partie. Beaucoup de jeunes gens de la ville s'enrôlèrent dans l'armée royaliste, les uns par conviction, d'autres pour échapper aux réquisitions du gouvernement républicain : M. Pardessus, l'un d'eux, fut tué auprès du Mans.

Sous le Directoire, la proscription des nobles, des émigrés et des prêtres insermentés, continua d'être à l'ordre du jour ; mais la modération de nos administrateurs mitigea souvent l'exécution des décrets. Cette louable indulgence déplut au gouvernement, qui destitua en masse les deux administrations centrale et municipale par un arrêté du 6 octobre 1797, ainsi motivé :

Considérant que le département de Loir-et-Cher est un de ceux où l'inexécution des lois contre les prêtres et les émigrés a le plus encouragé dans leurs manœuvres criminelles les ennemis de la république, qu'ils abondent dans ce département, et que les prêtres y exercent impunément le culte catholique dans des rassemblements pros crits, que les pièces de théâtre les plus propres à ranimer les haines et les divisions sont représentées à Blois, et que la persécution et l'oppression des ennemis de la république y sont, sinon encouragées, au moins tolérées, etc., etc.

Les officiers municipaux protestèrent en ces termes contre une décision prise *ab irato* <sup>1</sup> :

<sup>1</sup> Séance du 8 brumaire, an vi.

Le président a dit que le premier devoir des fonctionnaires publics était d'obéir aux lois et aux ordres du gouvernement, qu'en conséquence il déclarait au nom de l'administration s'y soumettre, observant cependant que le gouvernement a été trompé sur les motifs qui ont donné lieu à la destitution de la municipalité, notamment sur le fait qui lui est imputé d'avoir désarmé les républicains et remis leurs armes aux amis de la royauté, puisqu'il est constant qu'aucun citoyen n'est armé dans la commune de Blois, et que les armes ont été indistinctement retirées des mains de tous les individus auxquels elles avaient été confiées, en exécution d'un ordre du ministre de la guerre. Les membres de la municipalité osent se flatter de n'avoir point démerité de la confiance de leurs concitoyens ; ils pourraient répondre avec avantage à tous les faits qui leur sont imputés ; mais ils ne connaissent que l'obéissance, et ils n'ont que le désir de voir les nouveaux administrateurs parcourir avec plus de succès leur carrière.

Ce langage modéré contraste avec la violence du décret de destitution.

Chaque parti éprouva tour-à-tour la fluctuation de la politique incertaine, justement appelée *système de bascule*. Après avoir proscrit les modérés, le Directoire frappa les révolutionnaires ; un arrêté de ce gouvernement variable interdit le *cercle constitutionnel de Blois*, réunion dangereuse fréquentée par des Jacobins et devenue le dernier refuge des passions anarchiques.

Vers la fin de 1799, la chouannerie causa de nouveaux troubles ; à cette occasion, la municipalité de Blois se déclara en permanence <sup>1</sup>, la garde

<sup>1</sup> Délibération du 1 brumaire, an VIII.

nationale fut réorganisée et assujettie à un service de nuit. On envoya une colonne mobile à Saint-Secondin et Moulineuf, lieux suspects ; mais, malgré tous les efforts des chefs, les soldats citoyens, après quelques jours de service, désertèrent pour regagner leurs foyers ; un arrêté sévère leur enjoignit de retourner à leur poste, sous peine d'être poursuivis comme réfractaires <sup>1</sup>. Chaque jour, la police faisait des visites domiciliaires ; quelques tailleurs de la ville, soupçonnés de confectionner des habits pour les chouans, subirent une perquisition minutieuse.

Des alarmes d'une autre nature se mêlaient à la chouannerie ; plusieurs bandes de malfaiteurs, profitant des circonstances politiques, exploitaient les environs ; Blois même eût éprouvé leurs brigandages, sans la vigilance de l'administration et les mesures de sûreté qu'elle s'empressa de faire exécuter.

Avant de continuer la suite des événements historiques de la ville, nous croyons devoir donner ici quelques renseignements spéciaux sur des opérations financières qui occupent une grande place dans la période révolutionnaire, et produisirent à Blois de mémorables résultats.

---

<sup>1</sup> 19 brumaire, an VIII (lendemain d'une journée célèbre).

### Domaines nationaux, biens d'émigrés et assignats.

---

L'aliénation des biens du clergé fut populaire dans ce pays, où la main-morte possédait une grande partie du sol ; les abus de cette impolitique absorption avaient pesé si fortement sur la majorité des habitants, qu'on vit avec joie rentrer dans la circulation une masse de biens qu'une gestion vicieuse rendait à peu près improductifs. La classe bourgeoise, appelée à profiter de cette grande mesure, prit aussitôt l'initiative de l'exécution : dès le 20 mars 1790, la municipalité de Blois s'empressa de formuler une soumission de cinq millions de biens nationaux ; cet engagement avait pour objet l'acquisition, au profit de la commune, avec faculté de les revendre aux particuliers, de la majeure partie des immeubles dépendant des communautés religieuses qui existaient à Blois et aux environs. La garantie que la municipalité offrait spontanément aux acquéreurs activa d'une manière sensible l'opération des reventes.

Les adjudications commencèrent dans le département de Loir-et-Cher au mois de décembre 1790. Les citoyens les plus honorables de la ville ne se firent aucun scrupule d'acquérir des domaines dont le clergé n'était qu'usufruitier, et dont l'heureuse

diffusion devait répandre l'aisance et le bien-être, auparavant concentrés dans une classe privilégiée.

Les prix d'adjudication, payables par douzièmes en assignats, atteignirent d'abord leur valeur réelle; une concurrence très sérieuse les porta généralement à des taux assez élevés. Depuis le mois de janvier 1791 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet suivant, les assignats demeurèrent au pair; aussi les adjudicataires qui ont soldé durant cette première période (et ils furent nombreux) ont-ils effectivement payé les biens nationaux à leur juste prix. Les choses changèrent en 1793 : le défaut de confiance et l'agiotage firent tomber la valeur des assignats, et par suite celle des biens nationaux, qui furent alors livrés à des prix très inférieurs. Cette seconde période paraissait devoir offrir au tiers-état d'immenses chances de prospérité; mais peu de personnes osèrent en profiter; car, sous le régime de la terreur, il n'était pas sans danger d'être riche, même en biens nationaux : aussi peu de fortunes datent-elles de cette époque où les spéculations offraient tant de risques.

Il serait difficile de déterminer le produit total des ventes de biens nationaux dans le département de Loir-et-Cher. Le relevé exact ne paraît pas avoir jamais été fait; le désordre administratif qui régnait à l'époque révolutionnaire empêcha sans doute de conserver les éléments de ce compte. On voit

néanmoins par les sommiers que, du 22 décembre 1790 au 4 septembre 1795, il y eut dans le district de Blois 4,942 adjudications montant à 10 millions 586,318 fr.<sup>1</sup> Ensuite il resta peu de domaines nationaux à vendre, tant l'opération avait été active et prompte. Du 6 août 1796 au 5 mars 1799, on ne trouve plus, pour tout le département, que 805 ventes.

L'aliénation des biens d'émigrés n'obtint pas le même succès que celle des biens du clergé. Le gouvernement fut obligé de les offrir à vil prix; encore trouva-t-il peu d'acquéreurs. A cette occasion, Couthon, membre du comité de salut public, écrivait aux administrateurs du district de Blois :

*Faites tous vos efforts pour vendre les biens des ennemis de la république. S'il le faut, vendez-les à vil prix. Si vous ne trouvez pas à les vendre, donnez-les ! . . .*

Ainsi, dans la pensée de la Convention, la vente

<sup>1</sup> Les mêmes domaines se vendraient aujourd'hui trente millions au moins, par suite de la plus-value des propriétés foncières. Ce chiffre donne une idée de l'énorme masse de biens possédée par le clergé blésois. On peut sans exagération affirmer que le tiers environ du sol lui appartenait en toute propriété; il percevait en outre les droits féodaux et la dîme sur les deux autres tiers.

Le chiffre de 10,586,318 fr. résulte d'un sommier déposé aux archives de la préfecture. D'après un relevé que nous avons fait sur le même registre, il fut, dans la période du 22 décembre 1790 au 4 septembre 1795, aliéné 450 maisons du patrimoine ecclésiastique, situées dans la seule ville de Blois; et il en restait encore à vendre

des biens d'émigrés était bien moins une opération financière qu'une mesure politique ; car elle se proposait avant tout de rattacher à son existence des hommes qu'elle engageait, compromettait même par ces acquisitions, et non de remplir ses coffres d'assignats sans valeur qu'elle fabriquait à profusion.

Indépendamment des causes tenant à la politique générale, il y eut beaucoup d'autres circonstances de localité qui entravèrent l'exécution de cette mesure violente. Les émigrations de familles entières furent rares dans ce pays ; la plupart des émigrés blésois y avaient laissé de très proches parents dont la présence inspirait de légitimes scrupules aux personnes tentées de se rendre adjudicataires. Les familles, de leur côté, faisaient tous les efforts imaginables pour conserver un dépôt confié par les absents à leur sollicitude. Aussi laissa-t-on à ces parents la faculté de racheter sous-main les domaines séquestrés, ou de se les faire attribuer par des partages de présuccession. L'administration, reconnaissant les difficultés de la vente, se prêta assez volontiers à des arrangements de famille qui la débarrassaient de biens peu recherchés : rarement elle laissa échapper ces occasions de lever un séquestre plus dispendieux que productif. Enfin il est à remarquer que les possesseurs de la plupart des châteaux et des grands domaines situés

aux environs de Blois ne sortirent point du royaume : c'étaient en général des vieillards qui, laissant à leurs fils les périls de l'émigration, préférèrent attendre en France le résultat de la lutte ; plusieurs même ne quittèrent pas le sol blésois, et véquirent dans leurs terres patrimoniales aussi paisiblement que les circonstances le permettaient. La présence de ces chefs de famille sauva beaucoup de domaines considérables, malgré l'émigration de leurs héritiers présomptifs. La confiscation n'atteignit guère que de petites propriétés ou des parts de présuccession. Les grandes masses de bois échappèrent aussi à la vente : cette exception introduite dans la loi profita à plusieurs Blésois dont les domaines se composaient en partie de forêts étendues.

Après la révolution, les émigrés qui rentrèrent en France dans un certain délai, recouvrèrent leurs biens non vendus. Le gouvernement de Louis XVIII compléta cette restitution, en relevant les familles de toutes les déchéances qu'elles avaient encourues d'après les décrets impériaux. Enfin la loi d'indemnité (1825) accorda aux propriétaires dépossédés ou à leurs successeurs l'équivalent en rentes 3 0/10 des domaines aliénés.

Le papier-assignat, base de toutes les spéculations sur les biens nationaux, fut, pendant la Terreur, la seule monnaie courante. On ne voyait plus ni or, ni argent ; la possession du numéraire

était même une cause de suspicion, un prétexte de visites domiciliaires ; tous ceux qui conservaient des espèces les cachaient soigneusement ; les orfèvres exigeaient des escomptes exorbitants pour les échanger contre des assignats ; encore faisaient-ils difficulté, car ils craignaient eux-mêmes d'être inquiétés et pillés.

Les assignats, émis d'abord au pair, éprouvèrent une suite non interrompue de dépréciations, et finirent par perdre toute leur valeur. En dernier lieu, personne n'en voulait plus, tellement que les détenteurs de cette monnaie fictive ne pouvaient se procurer les denrées de première nécessité.

Cette époque de baisse fut très avantageuse pour le paiement des domaines nationaux. Les remboursements de créances et de rentes n'étaient pas moins faciles avec les assignats dépréciés : au moment de leur chute définitive, les débiteurs retardataires voulurent saisir une occasion qui allait échapper sans retour ; beaucoup furent obligés de recourir à la justice ; les officiers ministériels ne suffisaient plus aux procédures occasionnées par les refus des malheureux créanciers ; jamais peut-être il ne fut posé tant d'exploits, ni prononcé tant de jugements à Blois.

Le papier-monnaie, cause de tant de perturbations, cessa d'avoir cours le 20 mars 1796. Bientôt après, un arrêté de l'administration centrale de

Loir-et-Cher détermina sa valeur, aux différentes époques, comparativement à celle du numéraire. En parcourant cette échelle de dépréciation, on voit que cent livres d'assignats ne valaient plus que 87 livres d'argent à la fin de 1791, 74 fin de 92, 55 fin de 93, 25 fin de 94, 12 sous fin de 95, 8 deniers à l'instant de la suppression. Les liquidations et les paiements, soit dans la comptabilité publique, soit entre particuliers, s'opérèrent d'après les évaluations de l'arrêté administratif.

La démonétisation du papier eut de tristes résultats : plusieurs familles du pays, obligées d'acquitter en argent des obligations contractées sous l'empire des assignats, éprouvèrent le terrible contre-coup de cette réaction. Les acquéreurs de biens nationaux, qui n'avaient pas soldé leurs prix, furent aussi cruellement déçus : les paiements forcés en écus absorbèrent presque tout le bénéfice de leurs opérations ; car l'argent était devenu d'une extrême rareté, et l'on ne trouvait plus à emprunter qu'à des taux énormes.

Les conséquences désastreuses de la crise financière occasionnée par la chute des assignats se faisaient encore sentir à Blois, lorsque le pays passa sous un régime politique qui promettait plus de stabilité aux transactions civiles et commerciales.

---

## CHAPITRE X.

### DE LORS DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'A NOS JOURS.

Avènement du Consulat. — Rétablissement de l'ordre. — Concordat et Dissidence. — Affaire de chouannerie. — Baptême de M<sup>lle</sup> Corbigny. — Séjour de prisonniers étrangers. — Passage du roi d'Espagne. — Passage de Napoléon. — Fêtes de l'Empire. — Dinette de 1812. — La Régence à Blois. — Malheurs publics. — Première Restauration. — Cent Jours. — Invasion. — Seconde Restauration; réactions politiques. — Fêtes données sous la Restauration. — Mission religieuse. — Journées de Juillet 1830. — Procès des accusés Vendéens. — Congrès scientifique. — Grêle de 1839. — Chemin de fer.

---

L'avènement du Consulat fut pour le pays une époque de pacification et d'ordre. Les réfractaires qui s'étaient joints à l'armée vendéenne, profitèrent de l'amnistie générale pour rentrer dans leurs foyers : dès-lors la conscription s'opéra sans diffi-

culté, et le gouvernement n'eut plus besoin de rigueurs pour attirer et retenir sous les drapeaux la jeunesse blésoise.

Beaucoup de personnes qui s'étaient tenues à l'écart pendant les orages de la révolution, acceptèrent sans répugnance des fonctions publiques du nouveau gouvernement. En même temps le retour des émigrés combla de joie plusieurs familles blésoises, privées depuis un certain nombre d'années de membres qui leur étaient chers ; des restitutions considérables de biens séquestrés suivirent cet heureux retour.

Malgré tous les symptômes de réconciliation, la chouannerie ne disparut pas aussitôt de nos contrées ; les chefs vendéens conservèrent des intelligences secrètes dans le pays, et l'hôtel des Trois-Marchands continua d'être le rendez-vous d'une agence royaliste ; c'est là, dit-on, que fut concertée en 1804 l'arrestation de M. Clément de Ris<sup>1</sup>, sénateur, et qu'il fut traité de sa délivrance entre

<sup>1</sup> Ce personnage n'était pas aimé des chouans qu'il avait plusieurs fois dénoncés ; une de leurs escouades le surprit, au mois de septembre 1801 dans sa terre de Beauvais, près Tours (commune d'Azay-sur-Cher), et le déposa dans une caverne située aux environs de Loches, où il resta pendant quinze jours gardé à vue et nourri au pain et à l'eau. On supposa que plusieurs Blésois avaient pris part à ce complot ; cependant aucune personne du pays ne fut comprise dans l'accusation portée au tribunal spécial de Maine-et-Loire. Le procès se termina par trois condamnations à mort ; la sévérité excessive du jugement produisit une impression pénible.

les émissaires du gouvernement et les agents du parti vendéen.

L'influence salubre d'un gouvernement régulier ne tarda pas à se faire sentir dans le pays. L'agriculture, le commerce et l'industrie, paralysés par les troubles révolutionnaires, reprirent un nouvel essor. La réapparition du numéraire, seule base solide du crédit, ranima la confiance qu'avaient anéantie les fatales déceptions du papier-monnaie. Le pays tout entier sembla sortir de ses ruines : autant la destruction avait été affreuse dans la période qui venait de s'écouler, autant fut brillante et prospère la réorganisation complète due au nouvel ordre de choses.

Le rétablissement des autorités administratives et la création d'une préfecture doivent être comptés parmi les grands bienfaits de la même époque.

Bientôt les habitants virent avec joie la restauration du culte catholique, longtemps interrompu. La révolution avait froissé tous les sentiments religieux du pays ; les prêtres constitutionnels n'inspiraient aucune confiance ; quelques-uns avaient pris part aux excès de la Terreur ; plusieurs n'avaient pas même été ordonnés canoniquement. Les églises desservies par ces ministres sans pouvoir et sans considération étaient abandonnées à la fois des esprits-forts et des catholiques scrupu-

leux ; ces derniers continuaient leurs réunions clandestines, et suivaient toujours les prêtres insermentés. La promulgation du concordat de l'an x , grande mesure destinée à faire cesser un si triste état de choses, devait rendre la paix aux consciences et rétablir dans toute sa force le ministère ecclésiastique. Au sortir des crises désespérées que le culte venait de subir en France, on pouvait espérer que ce pacte réparateur serait accueilli avec empressement et reconnaissance par tous les zélés catholiques ; il n'en fut point ainsi dans ce pays. Un certain nombre de personnes pieuses, dirigées par des prêtres attachés à M. de Thémynes, ancien évêque de Blois, refusèrent de se soumettre aux nouvelles règles ; elles prétendirent que l'État , même avec l'assentiment du pape, n'avait point eu le droit de changer la circonscription des diocèses, de supprimer notamment l'évêché de Blois, de réunir son ressort à celui d'Orléans, d'enlever à M. de Thémynes le titre et les droits épiscopaux. Ces idées, soutenues avec toute la chaleur des convictions religieuses, donnèrent naissance à une secte qui fut désignée sous le nom de *petite église* ou *dissidents* : soumise à la direction absolue de M. de Thémynes, elle ne reconnaissait que lui pour chef et pour évêque ; elle traitait *d'intrus* le prélat auquel la nouvelle organisation avait confié l'administration religieuse du département, et refusait

d'assister aux cérémonies du culte, célébrées dans les églises par les curés de nouvelle institution. Du reste elle était peu nombreuse à Blois ; trois prêtres seulement y avaient embrassé la dissidence, et le nombre des fidèles qui suivirent cette règle, ne s'éleva jamais au-delà de 60 à 80 ; on célébrait les offices dans une maison particulière de la rue du Foix, où les dissidents avaient une petite chapelle. Tous les efforts des amis éclairés de la religion ne purent parvenir à dissoudre cette secte opiniâtre. L'autorité civile, prévoyant avec raison qu'à la mort de M. de Thémynes une division, désormais sans prétexte, s'éteindrait naturellement, eut la sagesse, bien qu'excitée à diverses reprises par des conseils violents, de fermer les yeux sur ces inoffensifs rassemblements, et d'attendre tout du temps ; ses prévisions n'ont point été trompées ; la dissidence a cessé d'exister à Blois<sup>1</sup> ; mais il en reste encore quelques traces à Vendôme, ville qui dans l'origine fut son principal foyer. Ce schisme, auquel la génération actuelle ne s'est aucunement associée, s'affaiblit chaque jour : si la conduite des premiers zélateurs parut appuyée sur des motifs jusqu'à un certain point plausibles, tels que l'existence de M. de Thémynes et son caractère indélébile d'évê-

<sup>1</sup> M. Lecour, dernier prêtre de la *petite église* du Foix, est mort il y a environ 10 années.

que , ce n'est plus maintenant qu'une affaire d'entêtement qui ne peut pas même se colorer de prétextes spécieux.

Peu de temps après la proclamation du concordat, le département de Loir-et-Cher fut consulté comme les autres sur le projet de conférer à Bonaparte le consulat à vie. On ouvrit des registres aux mairies et chez les notaires ; le relevé des signatures donna pour résultat : 40,593 suffrages affirmatifs dans le département, 309 seulement à Blois ; c'était peu comparativement au chiffre total des citoyens actifs qui auraient eu droit de voter ; mais il paraît que tous les opposants s'abstinrent.

Le vote sur l'érection de l'Empire réunit dans le département 40,588 suffrages affirmatifs ; la ville de Blois en exprima 396 affirmatifs et 8 négatifs. La députation départementale, chargée de porter le résultat des votes à Napoléon, se composait de MM. Corbigny , préfet , Verdières , général commandant le département, Martin, président de la cour criminelle, Turpin, président du conseil général, Bergevin, maire de Blois, et Gallois, curé de Saint-Louis.

Tandis que la main victorieuse et toute puissante de l'Empereur remplaçait l'ordre social sur les bases solides de la religion et de la monarchie, un fait inexplicable se produisit aux environs de Blois. La chouannerie, qui depuis plusieurs années sem-

blait complètement éteinte, se révéla de nouveau par la plus imprudente des échauffourées. Quelques personnes déjà compromises par leur participation aux guerres de la Vendée et aux enrôlements de la chouannerie, résolurent d'arrêter la voiture de Vendôme, qui transportait à Blois la caisse du receveur particulier, et de s'emparer de l'argent qu'elle pourrait contenir. Le rendez-vous fut donné aux conjurés par de petites lettres anonymes : une de ces missives intimes était ainsi conçue : « Mon cher ami, je vous préviens que le rendez-vous pour la *chasse aux loups* est à l'*Étang du Roi* sur la route de Vendôme. » Les destinataires, qui savaient le mot de l'énigme, ne manquèrent pas de se trouver au lieu convenu. Au jour et à l'heure indiqués, plusieurs individus masqués allèrent se poster dans les rochers qui bordent la route, et guetter la voiture publique; quand le moment fut venu, ils sortirent de leur embuscade, se précipitèrent à la tête du cheval, et forcèrent le conducteur à se détourner dans les terres : déjà ils s'étaient éloignés de la grande route, et se disposaient à défoncer la caisse contenant plus de 40,000 francs, lorsque des circonstances imprévues, qui n'ont jamais été bien éclaircies, les forcèrent d'abandonner leur proie. Cette capture eût été une bonne fortune pour la chouannerie, alors pauvre et désorganisée.

Muc par un esprit de bienveillance et de conci-

liation, craignant aussi avec raison de compromettre des familles honorables et de raviver des haines éteintes, l'autorité fit tous ses efforts pour étouffer cette affaire ténébreuse, et s'abstint de poursuites judiciaires; cependant elle connaissait les coupables, et pouvait les livrer à la rigueur des lois; en les épargnant elle fit preuve de longanimité. D'ailleurs le temps des réactions et des vengeances était passé; l'administration, préoccupée d'objets vraiment utiles, abandonnait les questions de personnes, pour s'occuper enfin des intérêts du pays, si négligés pendant toute la période révolutionnaire.

Blois goûta bientôt les fruits de ce changement salulaire. Un homme distingué, dont la mémoire est toujours honorée dans le pays, M. de Corbigny, préfet, avait réorganisé tous les services publics, relevé les établissements de bienfaisance et d'instruction. Son activité préparait encore de nouvelles améliorations, lorsque le conseil municipal saisit une heureuse occasion de lui témoigner la reconnaissance et l'attachement de la population, en l'invitant à accepter la ville de Blois pour marraine de l'enfant dont sa femme était enceinte<sup>1</sup>. Le parrain fut M. le prince Eugène de Beauharnais, fils de l'impératrice Joséphine. Ce personnage vint à Blois, au mois d'août 1804, présider le

<sup>1</sup> Délibération du 6 ventôse, an XII.

collège électoral du département ; le mémorable baptême de la fille de M. de Corbigny eut lieu la veille des élections. La ville fut représentée aux fonts par mademoiselle Bergevin, fille du maire ; l'enfant reçut le nom flatteur de *Mademoiselle de Blois* ; une fête brillante suivit cette cérémonie religieuse.

Avant de se séparer, le collège électoral adopta unanimement une adresse à l'empereur, où il exprimait le vœu qu'une statue de marbre blanc lui fût érigée sur le pont de Blois. Dans la session qui suivit, le conseil général vota un impôt extraordinaire pour l'accomplissement de ce projet ; sa délibération, datée du 2 floréal an XIII, contient ce passage adulateur :

« Le vœu que le collège électoral a émis n'est que l'expression de celui de tous les habitants du département, et le conseil met au rang de ses premiers devoirs de proposer la manière de couvrir la dépense qu'exigera l'érection d'un monument qui, en éternisant la mémoire de Napoléon, éternisera aussi le dévouement des habitants de Loir-et-Cher. » La statue eût coûté au moins 60,000 fr. ; mais le gouvernement se montra plus ménager de nos finances que les notables du pays, et refusa d'autoriser une dépense qui aurait surchargé les contribuables, sans rien ajouter à la gloire de Napoléon.

La même année, l'ordre de la Légion-d'Honneur,

récemment établi, fut inauguré à Blois par une cérémonie qui eut lieu dans l'église Saint-Louis, le 29 octobre 1804 : au milieu de la messe, M. de Corbigny et sept notables du département reçurent des mains du général Verdières les premières croix de cette décoration, qui compte aujourd'hui dans le même département un grand'-croix, deux grands-officiers, quatre commandeurs, seize officiers et cent soixante-quatre chevaliers.

Les guerres de l'Empire amenèrent à Blois un grand nombre de prisonniers étrangers. Vers 1805 le gouvernement y envoya 700 soldats russes; une partie logeait au château, les autres, chez les habitants de la ville et des communes voisines, qui les employaient à divers travaux. Ils partirent après un séjour de dix-huit mois, à l'exception de plusieurs qui demeurèrent au service de M. Mostowky, propriétaire de la terre de la Motte-Beuvron.

Plus tard (1813) des officiers et gentilshommes suédois, victimes d'une trahison, furent relégués à Blois, et logés chez les habitants; ces hommes distingués, la plupart doués d'un extérieur remarquable, étaient admis dans les meilleures maisons de la ville; leur conduite irréprochable, leurs manières aimables et polies méritaient cette bienveillante hospitalité; leur séjour n'eut aucune des rigueurs de l'exil.

D'augustes infortunes reçurent aussi dans nos

murs un accueil qui témoigna du bon esprit des habitants. Le 22 mai 1808, le roi et la reine d'Espagne, après leur abdication forcée, passèrent à Blois, et s'arrêtèrent deux heures à l'hôtel de la *Boule-d'Or*, où le préfet vint les complimenter. Le monarque dépossédé eut un mot assez heureux ; la foule rassemblée sous les fenêtres de l'hôtel criait *Vive le Roi !* « *Hélas*, dit en soupirant le vieux Charles IV, ils devraient plutôt crier : *vive la paix !* » En voyant passer ces majestés déchues, les Blésois purent se rappeler la réception pompeuse que leurs pères avaient faite au chef des Bourbons d'Espagne en 1700, et comparer deux voyages *de motifs et d'appareils si divers*.

Après avoir salué les vaincus, Blois fêta le conquérant. Le soir du 43 août 1808, Napoléon, venant d'Espagne, arriva dans nos murs, avec l'impératrice Joséphine et une suite de généraux. Descendus à la préfecture, ils y soupèrent, et repartirent à 10 heures du soir pour Vendôme, sans avoir assisté au bal donné par la ville. L'empereur laissa 6,000 fr. aux pauvres de Blois ; ce fut presque une compensation, car la fête municipale coûta 7,900 fr.

Le conseil profita du passage de Napoléon, pour lui présenter une adresse sur les besoins financiers de la ville et sur plusieurs projets d'utilité locale. Entre autres demandes, il sollicitait l'établissement d'une cour impériale à Blois, et formulait le

vœu que l'Hôtel-Dieu fût réuni à l'Hôpital-Général de Vienne, sous le titre unique d'*Hospice-Napoléon*; ces projets, comme tant d'autres de la même époque, n'eurent point de suite.

Sous l'Empire, les fêtes publiques eurent un grand éclat; la ville s'imposa souvent des sacrifices considérables pour ces manifestations officielles, auxquelles le gouvernement semblait attacher une extrême importance.

A la naissance du roi de Rome (1811), Blois dépensa, pour célébrer cet événement dynastique, 7,200 francs, y compris 3,000 francs employés à la dotation de *rosières*. Un décret impérial avait recommandé aux villes ces actes de bienfaisance, et prescrivait de choisir les épousées parmi les jeunes filles *pauvres et vertueuses* du pays.

Le premier mariage de *rosières* eut lieu à Blois en 1805; un conseiller de préfecture conduisit les deux élues dans l'église Saint-Louis où fut célébré le mariage religieux: au milieu de la messe, ce fonctionnaire civil d'abord, et ensuite le curé officiant, prononcèrent des discours de circonstance. Il y eut de semblables cérémonies à la plupart des fêtes impériales <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les deux principaux anniversaires étaient alors celui de la naissance de Napoléon (15 août), et celui de son couronnement (6 décembre).

Dans les dernières années de l'Empire, le pays éprouva les malheurs de la disette. Des achats considérables de grains pour la guerre d'Espagne avaient épuisé les greniers et les magasins. Cependant la récolte de 1811 donnait les plus belles espérances ; on était arrivé à la mi-juin, et l'aspect des moissons prochaines commençait à rassurer les populations ; mais en 10 ou 12 jours, des pluies froides du vent d'est détruisirent les trois quarts au moins des froments ; le peu qui en resta était de la qualité la plus médiocre. Ce genre d'intempéries fut une exception momentanée aux chaleurs excessives de l'année, qui brûlèrent même les seigles de la Sologne.

Les cours du marché de Blois s'élevèrent bientôt. La hausse se manifesta surtout à partir du mois de janvier 1812 ; le gouvernement, pour en arrêter les progrès, fit revivre la loi du *maximum*, et défendit de vendre le froment plus de 33 francs l'hectolitre ; mais ce taux, quoique déjà excessif, fut bien dépassé ; des ventes clandestines eurent lieu aux prix énormes de 55 et 60 francs. Les achats se faisaient à domicile ; car les fermiers avaient cessé d'amener leurs grains au marché, malgré les réquisitions pressantes de l'autorité et l'envoi de garnisaires chez les récalcitrants.

Dans ces circonstances critiques, l'administration prit plusieurs mesures salutaires. Une

souscription charitable, ouverte par ses soins, produisit 14,000 francs qui furent mis à la disposition du bureau de bienfaisance. La distribution des soupes économiques à la Rumfort fut un des moyens employés pour secourir la classe pauvre ; chaque commune devait en fournir un certain nombre par jour ; le contingent quotidien de la ville de Blois était de 1,240 portions.

Des commissaires, choisis parmi les notables habitants, se chargèrent, sans rétribution et même sans aucune indemnité de voyage, d'aller au loin faire des provisions de grains et de farines ; ils parcoururent la Beauce et le pays chartrain, et firent des achats considérables dans ce pays, à Étampes surtout. On établit un grenier d'abondance dans un vaste bâtiment situé sur le port Saint-Jean ; le blé s'y vendait au cours du dernier marché ; c'est ainsi que Blois et les environs furent approvisionnés pendant plusieurs mois. Le magasin, suivant l'objet de son institution, ne devait être ouvert qu'aux habitants de la ville et des communes voisines ; malgré cette restriction, les acheteurs affluaient de tous les points du département ; il en venait même d'Amboise ; et l'on aimait mieux les satisfaire que de compromettre par un refus la tranquillité publique, en exposant la ville à des troubles et à des émeutes. La taxe du pain continuait d'avoir lieu ; mais ce n'était plus qu'une fixa-

tion illusoire; car elle restait toujours au-dessous des prix réels : la mercuriale la plus élevée de l'année 1812 porte le pain à 3 fr. 85 c., et cependant il est certain qu'en mai, juin et juillet, il se vendit à Blois de 4 fr. 50 à 5 fr.; encore n'en avait pas qui voulait, car les boulangers faisaient la loi; l'autorité, craignant de plus graves désordres, tolérait leurs prétentions exagérées, et fermait les yeux sur l'inexécution de la taxe. Les cours ne commencèrent à fléchir qu'après la moisson qui fut assez satisfaisante.

Le pays blésois eut sa part des désastres de 1813 et 1814; les revers de nos armées et les nécessités continuelles d'une guerre à outrance lui imposèrent alors de lourds sacrifices. La conscription, renforcée de nouvelles exigences, désola de plus en plus les familles. Le prix des remplaçants devint exorbitant, et même on n'en trouvait que très difficilement, par suite de la fréquence des levées en masse; les obligations pécuniaires, contractées pour soustraire aux dangers du service des fils appelés sous les drapeaux, compromirent gravement les intérêts de personnes qui s'engagèrent au-delà de leurs moyens. Le sort des conscrits excitait sans cesse de douloureuses préoccupations; ce n'étaient pas de vaines inquiétudes, car beaucoup de Blésois eurent à pleurer leurs parents victimes de combats meurtriers. L'élite de la jeunesse paya aussi son

tribut à la milice éphémère des gardes d'honneur ; ce nouveau service exigé des meilleures familles de Blois, vint encore aggraver les vexations du régime militaire qui pesait sur la France.

Tandis que la guerre absorbait une multitude d'hommes, l'agriculture manquait de bras, et plusieurs propriétaires laissaient leurs terres en friche, faute de laboureurs ; le commerce languissait ; les carrières libérales ressentaient elles-mêmes une extrême pénurie de sujets capables.

Enfin l'augmentation des impôts et l'usage immodéré des réquisitions, triste conséquence de campagnes désastreuses, achevèrent de rendre oppressif et impopulaire un gouvernement dont la chute était prochaine. Cette catastrophe, que présagèrent plusieurs signes avant-coureurs, fut pour notre ville une époque bien mémorable.

La *Régence*, pressée par l'invasion étrangère, quitta Paris, et vint s'installer à Blois le 2 avril 1814, veille du jour des Rameaux. Marie-Louise, impératrice régente, était accompagnée du roi de Rome, des rois Jérôme, Louis et Joseph Bonaparte, de *Madame mère* Marie Letizia, et des dignitaires de l'Empire, parmi lesquels on remarquait Cambacérès, archichancelier, Molé, ministre de la justice, Mentalivet, ministre de l'intérieur, Savari, ministre de la police, Regnault de Saint-Jean d'Angeli, conseiller d'état. Marie-Louise et son fils occupèrent la

préfecture (aujourd'hui l'évêché); les autres personnages furent logés dans les maisons des principaux fonctionnaires et négociants de la ville. Les conseils de Régence avaient lieu à la préfecture, siège momentané du gouvernement provisoire de Marie-Louise. Les abords de l'hôtel étaient sans cesse assiégés de courriers, porteurs de dépêches sinistres; car toute l'action de cette ambulance politique se réduisit pour ainsi dire à un mouvement d'estafettes.

Le 4 avril, les rois Joseph et Jérôme partirent pour Orléans, dans le but de s'assurer s'il ne convenait pas d'y transférer la régence, pour faciliter les communications avec l'empereur; le lendemain ils revinrent à Blois, sans avoir pris de résolution.

Le 6 avril, par suite de l'occupation de Paris, on vit arriver l'école polytechnique, celle de Charenton et celle des pages. Les hôtels et maisons particulières étaient encombrés; jamais, depuis les fameux États de 1588, il n'y avait eu autant d'étrangers notables réunis à Blois.

La régente, enfermée dans l'hôtel de la préfecture, délibérait avec ses beaux-frères; une situation si critique faisait naître les avis les plus contradictoires; enfin la force des circonstances imposa une détermination passive. Le 7 avril, Marie-Louise fit afficher en ville une proclamation presque sup-

pliante ; car la cause de Napoléon était définitivement perdue, et l'impératrice ne pouvait plus opposer de résistance à l'invasion.

Cependant une des arches du pont recelait 600 livres de poudre, à l'insu des habitants ; les ministres de la Régence n'attendaient que le moment de faire éclater cette mine cachée et de renouveler la désastreuse opération de 1793 ; Marie-Louise quitta Blois avant que les progrès de l'invasion vinssent exiger l'accomplissement de cette mesure désespérée. Un instant l'impératrice eut le projet de se retirer à Chambord ; déjà même elle avait envoyé dans ce château la voiture du sacre ; mais bientôt elle prit le parti de se diriger sur Orléans par la rive droite. Le départ de ces hôtes illustres eut lieu le samedi 9 avril, veille du jour de Pâques, à dix heures du matin ; le cortège traversa la *Grande-Pièce* et gagna la route d'Orléans, ville où la Régence rendit le dernier soupir. Louis Bonaparte demeura quelque temps encore dans nos murs avec Cambacérès, l'ex-conventionnel, qui ayant voté la mort du roi, n'osa d'abord s'approcher de Paris.

L'arrivée, le séjour et le départ des sommités impériales produisirent plus de mouvement extérieur que de sensation politique ; la ville regretta surtout de perdre sitôt une source inaccoutumée d'avantages matériels.

Quelques jours après la retraite de Marie-Louise, un corps de cinq à six cents Cosaques, qui s'était égaré dans la Beauce, arriva à Blois; son apparition inattendue causa quelque effroi; mais cette troupe, épuisée de fatigue et de faim, ne demandait qu'un asyle et des vivres. Ces inoffensifs Cosaques campèrent trois jours et trois nuits sur la Grande-Pièce; car l'autorité ne voulut pas les laisser entrer en ville; satisfaits des provisions abondantes qu'on leur fournit, ils obéirent sans difficulté aux injonctions administratives, et partirent après s'être gorgés de viandes et de liqueurs fortes.

Bientôt on apprit la capitulation de Paris et la rentrée des Bourbons. La nouvelle génération ignorait pour ainsi dire l'existence de l'ancienne famille de nos rois; l'Empire avait tout absorbé, tout, jusqu'aux souvenirs de la monarchie légitime et de la révolution elle-même; aussi le retour de Louis XVIII excita-t-il peu d'enthousiasme à Blois; on ne savait quel parti prendre, on attendait.... M. le duc d'Angoulême, qui traversa le département au mois de mai 1814, en venant de Bordeaux, put remarquer l'indifférence et la réserve des populations. L'un des plus beaux régiments de l'ancienne garde impériale, celui des *grenadiers à cheval*, tenait alors garnison à Blois; le prince le passa en revue sur les grèves de la barrière du Foix; l'attitude morne et concentrée de ces braves militaires, leur

silence absolu, malgré les incitations royalistes dont ils furent l'objet, révélèrent la profondeur de leurs regrets; le duc en fut, dit-on, vivement blessé. Quelque temps après, le maréchal Ney vint inspecter ce régiment, qu'il traita avec une excessive sévérité, malgré son excellente tenue et ses antécédents irréprochables; ces rigueurs imméritées de la part d'un ancien frère d'armes, donnèrent lieu à des soupçons et à des conjectures diverses, qui furent encore accrédités par la conduite ultérieure du maréchal. Ce beau corps fut bientôt presque désorganisé, et perdit son nom pour prendre celui de *premier de cuirassiers*. Des mesures si impolitiques produisirent un vif mécontentement dans ses rangs, et plus tard il embrassa avec une nouvelle ardeur la cause de Napoléon.

La Restauration de 1814 conserva le personnel de nos administrations locales; le préfet même, M. de Christiani, fut maintenu: le respect du nouveau gouvernement pour les positions acquises fut une des causes qui lui rallièrent la majorité des habitants. Les populations, fatiguées des exigences de la conscription, avaient reçu la paix que leur apportait Louis XVIII, et commençaient à respirer après de longues transes. Les familles d'émigrés, appauvries par la révolution, recouvrèrent ceux de leurs biens qui n'avaient pas été vendus, et sortirent de l'état de gêne où la confiscation les avait

plongées ; la restitution de ces biens , prononcée par la loi de 1814, releva dans le pays blésois plusieurs fortunes déchuës. Cette mesure de justice obtint l'assentiment général ; il n'en fut pas de même de quelques pensions attribuées sans titre connu à des personnes dont la fidélité monarchique était même un point fort douteux.

Malgré les dispositions modérées des masses, quelques royalistes exaltés manifestaient des idées de réaction qui heureusement trouvèrent peu d'écho. Des paroles imprudentes descendirent aussi de la chaire évangélique : le 10 juin 1814, on célébra dans l'église Saint-Louis le premier service expiatoire pour la mort de Louis XVI et de Marie-Antoinette ; plusieurs passages de l'oraison funèbre produisirent une sensation pénible.

Au moment où la charte venait sceller la réconciliation des partis, c'était au moins une maladresse d'évoquer les souvenirs brûlants de la Révolution ; mais le parti royaliste ne sut pas toujours garder les ménagements convenables ; son imprévoyance prépara une catastrophe qu'il lui eût été possible de prévenir.

Lorsque la nouvelle du débarquement subit de Napoléon parvint à Blois, les partisans les plus dévoués des Bourbons essayèrent de former un corps de volontaires royaux ; quelques personnes répondirent à cet appel ; mais les événements du

20 mars firent presque aussitôt échouer ces faibles tentatives de résistance. M. de Christiani, préfet, ne réussit pas mieux à ranimer le zèle bonapartiste ; on lut avec indifférence la proclamation où il disait que l'impératrice Marie-Louise *avait eu à se louer des Blésois* pendant sa courte résidence, *et qu'elle serait leur protectrice auprès de sa Majesté* ; l'impression passagère de la Régence était déjà presque effacée.

Les registres, ouverts dans les dépôts publics pour l'acceptation de l'acte additionnel, obtinrent dans le département 13,142 suffrages affirmatifs, un seul négatif. La ville de Blois n'en donna que 423 : ce nombre, assez faible proportionnellement au chiffre total, prouve que les habitants s'associèrent peu au rétablissement éphémère du régime impérial. Lors de la convocation des collèges électoraux qui nommèrent la nouvelle chambre des représentants, la plupart des citoyens ayant droit de voter, ceux de Blois surtout, préférèrent s'abstenir. Tous les membres de ces collèges furent invités à la grande cérémonie du *Champ de Mai* ; quinze électeurs au plus de Loir-et-Cher s'y rendirent.

M. Chassé, conseiller d'état, comte de l'Empire, envoyé à Blois pour seconder le préfet, ne trouva qu'une froide soumission. Quoique le gouvernement l'eût investi de pouvoirs fort étendus, il n'en fit pas usage, et conserva presque tous les fonctionnaires.

Après la bataille de Waterloo et la capitulation de Paris, les alliés occupèrent la rive droite de la Loire, et l'armée française se retira sur la gauche. Blois fut alors envahi par une multitude de Prussiens, dont le séjour imposa de grands sacrifices à la ville; pour subvenir à leurs réquisitions pressantes, la municipalité, dénuée de ressources et prise au dépourvu, doubla la contribution mobilière de toutes les communes environnantes situées sur la rive droite; cette étrange délibération, par laquelle le conseil municipal exerçait de son chef un des attributs essentiels du pouvoir législatif, prouve la gravité et l'urgence de la situation; le préfet autorisa le recouvrement de cet impôt illégal, mais nécessaire.

Le faubourg de Vienne et les communes de la rive gauche furent encombrés de troupes françaises, dont les exigences n'étaient pas moins onéreuses que celles des étrangers. Le pont séparait les deux camps; des vedettes, choisies dans l'un et dans l'autre, et placées à distance, gardaient simultanément ce passage. Les Français, qui auraient vu avec satisfaction la reprise des hostilités, élevèrent, dans cette prévision, une redoute du côté de Vienne. Quelques tentatives furent alors faites pour miner une arche du pont; mais la résistance énergique de l'autorité empêcha l'exécution de ce projet. Malgré les louables efforts des chefs pour pré-

venir une collision entre les deux armées, on craignait toujours qu'elles n'en vinssent aux mains. Les Français vociféraient des menaces terribles contre les Prussiens ; ceux-ci, moins nombreux, craignaient avec raison une rencontre qui sans doute leur eût été funeste. Les généraux français firent respecter l'armistice, et malgré l'exaspération bien naturelle de leurs troupes, parvinrent à les maintenir sur la rive gauche, où le licenciement s'opéra sans trop de désordre.

Les Prussiens demeurèrent plus longtemps à Blois, et ne quittèrent qu'à regret une résidence où ils ne manquaient de rien. Leur séjour prolongé fut très coûteux à la ville ; mais du moins on ne peut leur reprocher aucun fait grave. Toutefois un événement, qu'ils regardèrent comme une provocation, inspira d'assez vives inquiétudes. Deux de leurs soldats, postés sur les bords de la Loire, furent assassinés, pendant la nuit, auprès du parc de Menars. Les Prussiens accusèrent sans nul indice les gens du duc de Bellune, propriétaire du château ; un sentiment de vengeance leur suggéra cette imputation ; car ils gardaient rancune au général, qui avait été gouverneur de Berlin sous l'Empire, et dont ils prétendaient avoir eu à se plaindre. L'exaspération momentanée, produite dans les rangs des Prussiens par l'événement de Menars, n'eut pas les

suites que l'on craignait, et fut bientôt apaisée, grâce à l'intervention amiable de l'autorité.

L'occupation étrangère dura pendant les quatre mois de juillet, août, septembre et octobre, et coûta au département de Loir-et-Cher plus de deux millions, tant en argent qu'en fournitures de toutes sortes ; il fut en outre taxé à 800,000 francs dans l'emprunt de cent millions que le gouvernement exigea vers la fin de 1815. Une commission spéciale répartit cette somme sur les habitants aisés. Le remboursement s'en effectua aux termes indiqués ; mais les plus zélés royalistes crurent devoir le refuser, et le gouvernement leur sut gré de cet abandon de leurs droits.

La seconde Restauration opéra plus de changements à Blois que la première. Le préfet, le sous-préfet et les conseillers de préfecture furent destitués ; le tribunal civil vit avec peine éliminer plusieurs de ses membres ; presque tous les chefs d'administration furent révoqués. Le receveur général, qui exerçait ses fonctions depuis quinze ans et jouissait de l'estime publique, fut transféré dans un département éloigné ; c'était une véritable disgrâce. M. Bacot, nouveau préfet, se vantait à juste titre d'avoir *épuré* le département de Loir-et-Cher. Tout en déplorant la violence de son administration dictatoriale, on doit néanmoins reconnaître qu'il montra beaucoup d'énergie pendant l'invasion ; car i

eut le courage de résister aux Prussiens qui le gardaient à vue, et réussit plus d'une fois à modérer leurs exigences.

Le pays était sous le coup de ces événements, lorsqu'eurent lieu les élections à la chambre de 1815. Un royalisme ardent présida aux opérations des collèges de Loir-et-Cher : cette opinion se manifestait alors avec une extrême chaleur ; les partisans des Bourbons reprochaient aux bonapartistes l'usurpation des Cent-Jours, les désastres de Waterloo et les malheurs de l'invasion. Ces récriminations laissèrent entre les citoyens des germes de discorde, qui retardèrent l'accomplissement des promesses officielles *d'union et d'oubli*.

Au mois de mai 1816, M. le vicomte Mathieu de Montmorency, inspecteur général des gardes nationales du département de Loir-et-Cher, vint à Blois les passer en revue, et distribua avec profusion une petite décoration appelée *le Lys*. Cette distinction de circonstance n'eut qu'une durée très éphémère.

L'année 1816 renouvela les désastres de 1811 ; l'espoir d'une magnifique récolte fut détruit par des pluies extraordinaires, qui commencèrent le 8 juin et se prolongèrent, presque sans interruption, jusqu'en novembre. On ne put couper les blés qu'au mois de septembre ; malgré ce retard, ils étaient encore verts, l'humidité continue les avait même

dénaturés ; les avoines ne purent être serrées , et germèrent sur place. La récolte en vin fut également nulle ; le Blésois n'éprouva pas , sous ce rapport, la même compensation qu'en 1811.

Pendant plusieurs années , les contribuables payèrent les impôts extraordinaires destinés à l'acquiescement des onéreuses conditions du traité fait avec les puissances étrangères.

Enfin la libération du territoire et la pacification complète du pays rallièrent successivement aux Bourbons des hommes qui d'abord les avaient accueillis avec défiance. Les dissensions de 1815 , successivement apaisées, parurent cesser à la naissance du duc de Bordeaux ; les partis semblèrent alors se réconcilier autour du royal berceau. A cette occasion , l'allégresse publique se manifesta dans Blois et aux environs. M. le duc de Bellune donna , au château de Menars, une fête magnifique ; M. le général Préval en donna une autre à Beauregard. En même temps, M. le comte de la Forest , président du collège départemental <sup>1</sup>, fit précéder l'élection de 1820 d'un grand bal et d'un repas, donnés à ses frais dans la salle de spectacle de Blois. Ce personnage avait mis une somme de 15,000 fr. à la disposition de commissaires intelligents, qui or-

<sup>1</sup> Autrement dit *grand collège* ; c'était la première fois que ce corps électoral, institué par une loi de 1820, exerçait ses droits.

donnèrent avec goût les détails de cette fête mémorable ; plus de six cents personnes appartenant aux familles des électeurs y assistaient.

Aussitôt que la pensée de racheter Chambord, et de l'offrir au duc de Bordeaux, eut pris naissance, la ville s'inscrivit pour une somme de 6,000 fr. Pendant plusieurs années, la grande souscription, à laquelle concoururent beaucoup de personnes du pays, produisit un émoi extraordinaire. Les députés de Loir-et-Cher faisaient partie de la commission chargée de recueillir les dons. Le conseil général pensa que le domaine seul de Chambord ne formerait pas une dotation suffisante, et prit l'initiative d'un projet complémentaire, en demandant la réunion des forêts domaniales de Russy et de Boulogne au futur apanage du duc de Bordeaux : un de nos députés porta et soutint ce vœu à la tribune ; mais la chambre de 1825, malgré la vivacité de ses sentiments royalistes, refusa de s'associer aux suggestions d'un zèle irréfléchi ; elle comprit quel préjudice causerait au domaine et au pays la distraction proposée, et ne voulut point permettre à l'État de se dessaisir de deux grandes forêts dont les produits offrent aux populations environnantes des ressources si précieuses, et qu'il eût été imprudent de livrer aux éventualités d'une administration particulière. La pétition fut en conséquence écartée par un ordre du jour.

De 1820 à 1830, les élections de députés furent les principaux événements politiques de notre département; plusieurs choix significatifs attestent que les Blésois prirent part aux mouvements d'opinion de chaque époque <sup>1</sup>.

En 1823, la destitution inattendue du préfet, M. Pelet de la Lozère, affligea profondément une population qui avait su apprécier son mérite et ses bienveillantes qualités. Plus tard (1827) les électeurs de Loir-et-Cher témoignèrent leurs sympathies pour cet administrateur sacrifié aux réactions politiques; le choix simultané des deux collèges de Blois et de Vendôme fut une éclatante réparation de cette disgrâce.

C'est aussi en 1823 qu'eut lieu le rétablissement de l'évêché de Blois, supprimé depuis le Concordat. La même année, le conseil général décida que le palais épiscopal, alors occupé par la préfecture, reprendrait sa destination première; cette délibération eut de si graves conséquences, que nous croyons devoir la transcrire textuellement :

Le premier sentiment qu'ait éprouvé le conseil, à l'instant où la délibération s'est ouverte sur cet objet, est celui d'une vive et respectueuse reconnaissance pour Sa Majesté, dont la pieuse sollicitude, en s'occupant du rétablissement d'un si grand nombre de sièges épiscopaux, détruits par la Révolution, a daigné se souvenir des besoins de la population reli-

<sup>1</sup> Voir le chapitre : *Députations politiques*.

gieuse du département de Loir-et-Cher. Pour compléter cette heureuse restauration, renouer la chaîne des temps interrompue à une trop fatale époque, imiter enfin autant qu'il est en lui ce que la sagesse du roi a commandé de faire dans les lieux où l'État avait encore des palais épiscopaux à sa disposition, le conseil, après une mûre délibération, dans laquelle chaque membre a individuellement exprimé son avis, a unanimement décidé que le bâtiment où siège la préfecture serait affecté au logement de Mgr. l'évêque, comme il l'était avant la Révolution.

Telle fut l'origine des projets contradictoires qui pendant plusieurs années excitèrent, on s'en souvient, de si vives préoccupations. Ces longs débats sur le déplacement des principales administrations et de divers établissements publics se terminèrent par une solution généralement improuvée<sup>1</sup>.

Une manifestation religieuse, nouvelle pour ce pays<sup>2</sup>, suivit le rétablissement de l'évêché. Huit jeunes prédicateurs de la maison professe de Lyon<sup>3</sup> ouvrirent, le 18 janvier 1824, une pieuse quarantaine, terminée le 4 mars par la plantation d'une croix pesant trois milliers; les principaux habitants la portèrent depuis la cathédrale Saint-Louis jusqu'au petit mail *Germonière*<sup>4</sup>, où elle fut solen-

<sup>1</sup> V. la *Description historique*.

<sup>2</sup> En 1809, le préfet Corbigny avait interdit les missions que plusieurs prêtres étrangers voulurent faire dans le département.

<sup>3</sup> Entre autres MM. Donnet, aujourd'hui archevêque de Bordeaux, et Dufêtre, évêque de Nevers.

<sup>4</sup> C'est l'emplacement où l'on élève en ce moment les nouvelles constructions de l'Hôtel-Dieu.

nellement posée. L'œuvre de la mission coûta, dit-on, plus de 25,000 francs aux fidèles. Parmi les résultats de ce mouvement religieux, nous aimons à constater un grand nombre de restitutions inattendues qui vinrent attester l'influence réelle des persuasifs missionnaires.

Plusieurs membres de la famille royale visitèrent Blois sous la Restauration. En 1823, madame la duchesse d'Angoulême s'arrêta quelques heures à la préfecture. En 1828, madame la duchesse de Berry fit un plus long séjour : arrivée le 16 juin, elle alla, le lendemain, visiter Chambord, devenu la propriété du duc de Bordeaux, et poser la première pierre des réparations projetées dans ce château. Le soir, elle assista à un bal très brillant donné par la ville dans la salle despectacle de Blois. Le conseil municipal avait voté 8,000 fr. pour les fêtes de sa réception ; mais ce crédit fut bien dépassé.

Six mois environ avant ce voyage, l'opinion libérale s'était manifestée dans le pays par l'élection de MM. Pelet de la Lozère, ancien préfet, et Crignon-Bonvalet, députés des collèges d'arrondissement. Ce fut un changement remarquable ; car depuis 1815, le département de Loir-et-Cher n'avait été représenté à la chambre que par des membres royalistes. Les électeurs de ces collèges voulurent s'associer ainsi au mouvement presque général qui

amena la chute du ministère Villèle. Après la session, ils témoignèrent de leurs sympathies pour ces nouveaux mandataires, en leur offrant un banquet splendide. Cette fête, présidée par le maire de Blois, eut lieu, le 7 décembre 1828, dans la grande salle de la bibliothèque nouvellement construite. Les principaux fonctionnaires y assistaient ; les tendances libérales du ministère Martignac autorisaient alors une pareille manifestation, qui en d'autres temps eût semblé hostile au pouvoir.

La duchesse de Berry repassa au mois de mai 1830 ; elle accompagnait son père, le roi de Naples, et sa sœur Marie-Christine, reine d'Espagne.

Blois s'associa, par des réjouissances sincères, au sentiment national qui accueillit la prise d'Alger ; ce furent les dernières fêtes du règne de Charles X. Le bal de circonstance, qui eut lieu à la préfecture le 26 juillet, inaugura l'hôtel nouvellement bâti, en même temps qu'il célébrait le triomphe des armes françaises. Le double but de cette brillante soirée lui donna un éclat remarquable : l'élite de la population était réunie dans les salons, lorsqu'un courrier extraordinaire apporta de sinistres dépêches. . . Le préfet, ne voulant point interrompre les plaisirs de la fête, garda le silence sur ce qu'il venait d'apprendre.

Le lendemain matin, la nouvelle des fatales or-

donnances consterna les habitants : les mesures désespérées du gouvernement rencontrèrent peu d'approbateurs ; les royalistes même, qui aux dernières élections (du mois de juin 1830) avaient montré le plus d'ardeur, furent atterrés par ce coup d'État inattendu. L'ordonnance contre la presse ne reçut point d'exécution à Blois, car il ne s'y publiait alors aucune feuille politique. La privation de journaux et de nouvelles positives prolongea pendant trois jours cette pénible anxiété. Des groupes de citoyens, qui se livraient à des conversations animées sur les événements, furent dans ces jours d'attente les seuls signes extérieurs qui révélèrent la gravité de la situation. Le Mail était le rendez-vous de ces rassemblements. On se portait aussi sur la route de Paris, dans l'espoir de découvrir quelque courrier. Enfin l'arrivée d'une voiture surmontée des trois couleurs change en certitude des bruits vagues, des suppositions contradictoires ; les événements des 27, 28 et 29 juillet sont bientôt connus. A la joie qu'inspire le triomphe de la cause populaire se mêle un sentiment d'inquiétude sur les suites de cette étonnante révolution. Le préfet, qui ne recevait plus d'ordres du gouvernement, eut la pensée de se retirer ; mais une députation, composée des principaux fonctionnaires et des notables de la ville, se porta aussitôt à son hôtel pour le supplier de revenir sur cette résolution fâcheuse ;

l'un des chefs de l'opposition libérale parla au nom de la ville; et M. de Lezay-Marnésia, cédant aux vœux de ses administrés, garda le pouvoir, malgré la difficulté des circonstances qui l'appelaient à rendre de nouveaux services. La direction ferme et prudente de ce chef habile se fit heureusement sentir, et le pays s'applaudit encore aujourd'hui de l'avoir conservé.

La conduite sage du gouvernement provisoire, l'attitude ferme et courageuse des chambres, et l'avènement du roi Louis-Philippe, calmèrent les alarmes qu'avait fait naître d'abord l'incertitude du résultat définitif.

L'ordre ne fut pas un instant compromis à Blois, après les journées de juillet; la population se montra telle qu'on la vit toujours au sein des plus grands orages; les agitations des cités voisines ne troublèrent point son calme accoutumé. Le corps municipal continua ses fonctions; M. Legros, maire, comprit les dangers d'une retraite précipitée; malgré son intention formelle de se démettre, il exerça les fonctions municipales jusqu'à l'installation de son successeur, proclama lui-même l'avènement de Louis-Philippe, et signa l'adresse du conseil au nouveau roi. M. Legros et ses adjoints, tous trois démissionnaires, ne furent remplacés qu'à la fin du mois d'août. Les nouveaux dépositaires du pouvoir communal, tout en secondant le

mouvement de l'opinion, surent résister aux suggestions passionnées de quelques exaltés ; et la tranquillité publique trouva des garanties dans l'influence qu'une active participation aux dernières luttes électorales contre la Restauration avait donnée au nouveau maire sur la fraction avancée du parti libéral. La formation paisible de cette municipalité fut le seul changement remarquable que subit notre personnel administratif.

La réorganisation spontanée de la garde nationale fut, dans ces graves circonstances, un événement heureux. L'empressement général des citoyens prouva quelle importance chacun attachait à cette salubre institution. On savait par l'expérience de toute notre histoire que si, dans un temps de crise, l'esprit modéré de la majorité peut être momentanément dépassé par des influences dangereuses, il reprend bientôt le dessus, et trouve son plus ferme appui dans un corps armé qui englobe les citoyens de toutes les classes et de toutes les opinions. Les gardes nationaux s'équipèrent à leurs frais, et remplirent avec zèle toutes les obligations du service. Le gouvernement envoya à la ville de Blois deux pièces de canon, qu'une compagnie d'artilleurs apprit bientôt à manœuvrer. La nouvelle milice bourgeoise, fidèle à sa devise, et dirigée avec intelligence par l'autorité municipale, eut immédiatement occasion de maintenir sans violence

l'ordre public; sa présence assidue aux marchés prévint les troubles que pouvait faire craindre la cherté des blés, conséquence inévitable de la mauvaise récolte de 1830. Ce résultat d'intempéries prolongées eût réagi cruellement sur le sort de la classe pauvre, si l'administration ne lui avait assuré des travaux productifs pendant tout l'hiver de 1830 par l'établissement d'un grand nombre d'ateliers de charité : ce moyen utile d'occuper les indigents préserva le pays des désordres qu'occasionne trop souvent la misère publique.

Grâce à la conduite modérée des autorités locales, le passage du régime déchu au gouvernement nouveau s'opéra sans secousse, et presque sans changement. Toutefois, au commencement de 1831, époque d'effervescence, les habitants virent avec inquiétude la destruction de la croix de mission qui, dans un intérêt d'ordre public et même par respect pour ce signe pieux, avait été quelque temps auparavant déposée dans l'église Saint-Nicolas <sup>1</sup>. Ce coup porté au sentiment religieux fit craindre pour l'avenir de nouvelles violences : heureusement il ne fut qu'un acte isolé, provoqué par d'obscurs perturbateurs, arraché par la menace de troubles, et consenti, non sans de vifs regrets, par

<sup>1</sup> Plusieurs actes irrévéroncieux motivèrent cette mesure de sage précaution.

les deux autorités civile et ecclésiastique <sup>1</sup>. La même année, quelques désordres, résultat de la malveillance, troublèrent les processions extérieures de la Fête-Dieu. Pour prévenir le retour des scandales, le clergé s'abstint pendant un certain nombre d'années de faire cette cérémonie qui aurait pu lui susciter des embarras compromettants.

En 1832 la ville fut affligée du choléra. Dans cette douloureuse circonstance, les diverses administrations firent preuve d'un zèle digne d'éloges. La municipalité, entre autres, prit des mesures sanitaires dont l'exécution fut confiée à un comité de notables habitants. Malgré ces précautions, il y eut à Blois 173 cas et 124 décès <sup>2</sup>.

Aux terreurs du fléau asiatique succédèrent les émotions d'un grand drame judiciaire. La cour d'assises de Loir-et-Cher eut à juger un certain nombre d'accusés vendéens compromis dans les derniers troubles de l'Ouest. Leur renvoi devant le jury blésois se rattachait à de graves considérations; il convenait en effet que ces causes brûlantes fussent portées loin du théâtre de la guerre civile, dans un pays connu par la modération des habi-

<sup>1</sup> Le préfet, l'évêque et le maire s'étaient concertés pour le dépècement de la croix, dont les matériaux furent vendus au profit du bureau de bienfaisance.

<sup>2</sup> Voir pour plus de détails le chapitre: *Population*.

tants. Blois offrait des garanties assurées contre l'entraînement des passions politiques ; on pouvait espérer toute l'impartialité désirable d'une cour d'assises placée sous de telles influences. Les accusés n'éprouvèrent point dans notre cité les mêmes violences qu'en d'autres villes, où la populace s'ameuta contre eux lors de leur passage ; il n'y eut à Blois aucune de ces manifestations haineuses qui devancent trop souvent les arrêts de la justice.

Les débats s'ouvrirent le 30 septembre 1832. Vingt-deux accusés comparaissaient, entre autres MM. de Caqueray et Delaunay ; l'éloquente plaidoirie de M. Janvier, jeune avocat du barreau d'Angers, défenseur de ces deux chefs de bandes, produisit une grande sensation ; nous croyons devoir reproduire les brillantes allusions de l'orateur aux motifs politiques de l'arrêt de renvoi qui avait saisi la cour d'assises de Loir-et-Cher ; elles confirment d'ailleurs le témoignage de toute notre histoire, et viennent à l'appui d'observations que nous avons déjà faites.

Par un privilège que la France vous envie, vous n'avez, depuis quarante années, subi ni l'invasion étrangère ni la guerre intestine. Heureux pays auquel il est donné de jouir en toute sécurité des biens que Dieu lui a prodigués et de ses riches campagnes, et de son ciel si doux et du beau fleuve qui le traverse ! Vous êtes donc admirablement placés pour accomplir l'œuvre difficile et solennelle qui vous a été commise :

vous n'avez pas à craindre que vos souvenirs historiques dégénèrent en vengeances judiciaires. Que si le choix leur en eût été laissé, les accusés vous auraient pris d'eux-mêmes pour les arbitres de leurs destinées ; quelque divers que soient leurs intérêts, tous se réunissent dans cette commune espérance, qu'une justice indépendante et généreuse ne manquera à aucun d'eux. Il n'en est pas un qui soit tenté de subtiliser avec la lettre de la loi, et de se plaindre d'avoir perdu ses juges naturels.

Après douze jours de débats animés qui surexcitèrent la curiosité publique, plusieurs condamnations à la détention et à la réclusion furent prononcées ; le jury écarta les chefs d'accusation susceptibles d'entraîner la peine de mort.

M. Berryer, avocat à Paris et membre de la chambre des députés, fut jugé dans la même session. Il était accusé d'avoir pris part au complot vendéen, en se rendant auprès de la duchesse de Berry, alors cachée aux environs de Nantes ; mais le débat public fit évanouir cette inculpation, dénuée de toutes charges sérieuses ; l'éloquent député, qui avait déjà subi un emprisonnement préventif de trois mois, fut mis en liberté.

Une nouvelle session s'ouvrit le 19 novembre 1832, et dura plus d'un mois. On vit paraître sur les bancs MM. de la Morandais, de la Serrie, de Kersabiec, accusés d'avoir joué un rôle plus ou moins actif dans l'insurrection vendéenne. M. de la Serrie fut seul condamné à quelques années de détention ;

les deux autres, éloquemment défendus par M. Hennequin, l'une des célébrités du barreau de Paris, furent acquittés. Il en fut de même de M. Guibourg, avocat à Nantes, désigné comme étant l'auteur de divers manifestes que le parti vendéen publia à cette époque. Le nom de l'accusé avait acquis un certain retentissement, par suite de son arrestation qui eut lieu à Nantes dans la même retraite où fut surprise madame la duchesse de Berry ; cette circonstance devait naturellement accroître l'intérêt de son procès. L'accusation reposait uniquement sur des documents écrits qu'on prétendait émaner de M. Guibourg ; mais ses amis, ayant trouvé moyen de s'emparer du dossier, firent disparaître les preuves de sa culpabilité ; on ne produisit plus que des copies à la cour d'assises ; ces pièces, dont la défense contesta même la sincérité, parurent insuffisantes, et l'accusé obtint un verdict d'acquiescement.

Dans tout le cours de ces mémorables procès, le jury et la magistrature firent preuve de sagesse et de modération ; aucune condamnation capitale, ni même perpétuelle, ne fut prononcée ; notre cour d'assises ne se laissa point aller aux idées de réaction, et remplit sa mission extraordinaire avec une louable impartialité. La population, animée du même esprit, justifia par son attitude paisible la

pensée politique qui avait transporté dans nos murs des débats orageux.

Vers la même époque eut lieu la fondation de deux journaux politiques ; ce genre de publication, jusque là inconnu dans Blois, donna aux diverses opinions une nouvelle ardeur. Malheureusement la presse locale, institution utile en soi, s'est trop souvent livrée aux personnalités ; étroite polémique, qui divise les citoyens d'une même patrie, sans éclairer le pays sur ses véritables intérêts.

Les élections communales de 1834 changèrent d'une manière remarquable le personnel et les tendances de la municipalité blésoise. Cette administration qui, depuis les événements de 1830, était restée entre les mains des hommes les plus avancés du parti libéral, passa aux conservateurs par l'effet du premier renouvellement triennal. Les élections subséquentes, opérées dans le même esprit, fortifièrent cette majorité, dont les membres influents continuent de gérer les affaires de la ville, sous la direction d'un maire aussi actif qu'éclairé.

L'année 1835 fut remarquable par les ravages que causèrent les gelées de printemps et les inondations ; le gouvernement vint au secours des localités les plus dévastées.

On commença à s'occuper dans le pays de l'établissement d'un chemin de fer d'Orléans à Tours. Divers projets sur la direction de cette ligne impor-

tante furent étudiés et discutés. Les intérêts et les opinions se divisèrent ; la rive droite et la rive gauche eurent leurs partisans. Pendant plusieurs années, la question demeura indécise entre les deux tracés, jusqu'à ce que la loi de 1842 eût enfin adopté celui de la rive droite.

Au mois de septembre 1836, le *Congrès scientifique de France*, composé de 120 membres, vint tenir à Blois sa quatrième session, dans la grande salle du palais de justice ; cette réunion attira beaucoup d'étrangers de distinction. M. de la Place, ancien premier président de la cour royale d'Orléans, présida l'assemblée ; M. de la Saussaye, aujourd'hui membre de l'Institut, remplit les fonctions de secrétaire général. Le congrès ne se borna pas à des exercices de littérature et d'érudition ; il s'occupa aussi de questions positives ; la partie éclairée de la population suivit avec intérêt ses discussions sur l'agriculture, l'administration, l'économie politique, l'industrie, et autres objets d'utilité pratique. Ces états généraux de la science, bien différents des tumultueuses assemblées dont notre ville avait été le théâtre au XVI<sup>e</sup> siècle, ne laissèrent à Blois que d'agréables impressions et d'utiles souvenirs.

En 1839, les orages et les grêles du mois de juin dévastèrent un grand nombre de communes du territoire de Loir-et-Cher ; les pertes furent

évaluées à 3,250,000 fr. Une commission, composée des notables du pays, fut établie pour le soulagement des victimes ; plusieurs de ses membres se rendirent à Paris, et sollicitèrent des secours du gouvernement. Cette démarche eut un plein succès ; le département obtint diverses allocations, qui s'élevèrent à la somme de 355,000 fr. La commission fit aussi appel à la charité publique ; une souscription, ouverte et dirigée par ses soins, produisit environ 50,000 francs. Le conseil général, de son côté, vota 16,655 fr. sur les fonds départementaux. Il y eut en tout 411,958 francs à distribuer. La classe pauvre, qui par suite de la cessation ou du ralentissement des travaux éprouvait le funeste contre-coup des sinistres, eut une grande part dans la répartition de cette somme. Une portion fut affectée à des ouvrages de charité, exécutés pendant l'hiver. Un autre emploi, non moins opportun, fut l'achat de semences destinées aux cultivateurs les plus malheureux ; la commission disposa de 43,715 fr. pour cet objet si nécessaire. Enfin le département reçut un dégrèvement de 450,000 fr. sur les contributions directes ; cette indemnité procura quelque allègement aux propriétaires dont les récoltes avaient été ravagées. Dans ces circonstances malheureuses, la population éprouva plus que jamais le zèle de ses magistrats ; l'administration adoucit autant que possible

les calamités publiques, et si elle ne parvint pas à secourir toutes les infortunes, on ne put en accuser que la grandeur du désastre.

Quelques jours après le calamiteux orage du 19 juin, un bateau à vapeur de la compagnie des *Inexplosibles* fut béni à Blois, sous le nom de *Papin*; le clergé, les autorités et les délégués de plusieurs sociétés savantes des villes voisines assistèrent à cette cérémonie, qui réhabilita par d'éclatants et légitimes hommages une de nos plus glorieuses illustrations.

Le 10 août 1839, le duc et la duchesse d'Orléans arrivèrent à Blois, et furent reçus à l'hôtel de la préfecture. Le lendemain, le prince passa en revue la garde nationale et les troupes de la garnison. Ses manières affables et bienveillantes inspirèrent de vives sympathies; et lorsqu'en 1842 les habitants de la ville apprirent sa mort affreuse, ils s'associèrent au deuil général de la France.

La cherté des grains, suite naturelle des pertes de récoltes, se fit sentir en 1840. A la fin du mois de mars, l'hectolitre de froment valait à Blois 28 fr. et le pain 2 fr. Plusieurs départements voisins eurent à déplorer d'assez graves désordres; mais aucun symptôme d'effervescence ne se manifesta dans notre cité; le peuple y subit avec sa résignation et sa sagesse habituelles l'empire inévitable des circonstances.

La même année, on vit reparaître dans nos murs les processions extérieures de la Fête-Dieu, interrompues depuis 1834. Cette juste satisfaction donnée aux sentiments religieux fut généralement approuvée, et ne rencontra plus les mêmes résistances qu'à une autre époque.

La période des cinq dernières années est remarquable par un ensemble de travaux importants. La construction de plusieurs édifices publics, le repavage et l'élargissement des rues, la réédification d'un grand nombre de maisons particulières, ont assaini et embelli divers quartiers jadis insalubres et disgracieux. En même temps que l'administration municipale, de concert avec les particuliers, améliorait l'intérieur de la ville, le gouvernement faisait exécuter le chemin de fer, ouvrage immense dont les proportions dépassent tout ce qui s'était fait jusqu'ici dans la localité. Commencés à la fin de 1842, les terrassements et les constructions d'art occupèrent pendant plus de deux années un grand nombre d'ouvriers, la plupart étrangers. Le séjour prolongé d'une masse de gens inconnus ne troubla pas la tranquillité publique, comme on l'avait craint d'abord. Toutefois, au milieu de ce calme inespéré, et tandis que la population se réjouissait des admirables travaux exécutés sous ses yeux, un crime atroce, commis dans l'ombre, produisit une terreur profonde. Pendant la nuit du

5 au 6 juillet 1844, une maison des Granges, située au bas du chemin de fer, fut le théâtre d'un triple assassinat; plus de vingt-quatre heures s'écoulèrent avant la découverte du crime: une seule des victimes, vieillard septuagénaire, respirait encore; ce malheureux a survécu, sans pouvoir donner aucun indice sur les coupables, qui jusqu'ici sont demeurés inconnus, malgré les recherches persévérantes de la justice.

En 1844 (5 mars), le diocèse de Blois perdit le vénérable prélat qui le dirigeait depuis vingt années. Les éminentes qualités de ce digne évêque ont laissé parmi nous d'impérissables souvenirs. Au milieu du deuil public causé par la mort de M. de Sausin, le choix de son successeur fut une véritable consolation.

Arrivés enfin à l'année 1845, terme de ce résumé historique, nous assistons au déploiement d'une prodigieuse activité de construction sur divers points de la ville: l'État, le département, la cité, les hospices et les particuliers, rivalisent de sacrifices et de zèle pour améliorer, pour embellir. L'admirable restauration du château est commencée. On termine le chemin de fer, on bâtit l'embarcadère, et le public attend avec impatience l'ouverture prochaine <sup>1</sup> d'une nouvelle voie, dont il serait dif-

<sup>1</sup> Cette ouverture est annoncée pour le 1<sup>er</sup> mars 1846.

ficile aujourd'hui d'apprécier l'influence future sur la prospérité du pays. Dans un temps donné, ce ne sera plus un problème, et l'on pourra constater des résultats que nous essaierions vainement de présager : d'ailleurs les secrets de l'avenir, objets de prévisions incertaines et souvent trompées, ne sont point du domaine de l'histoire.

---

## **CHAPITRE XI.**

### **MOEURS ET VIE PRIVÉE DES HABITANTS.**

**Caractère Blésois. — Renseignements historiques sur l'alimentation, le logement et les plaisirs d'autrefois. — Progrès successifs de la locomotion publique et particulière. — Usages singuliers et superstitions.**



Les chapitres précédents font connaître le rôle politique de nos ancêtres, leur participation à des événements d'un ordre élevé, d'une importance générale. Les détails plus humbles et plus spéciaux de leur vie privée, de leur économie domestique, n'offrent pas moins d'intérêt ; ces circonstances intimes appartiennent à l'histoire locale aussi bien que les faits politiques, et trouvent naturellement place après eux.

Le caractère blésois, exempt de grandes passions, se distingue surtout par la douceur et l'aménité; on peut appliquer au moral des habitants ces vers du Tasse sur leur constitution physique :

- « La terra molle e lieta e diletta »
- » Simili à se gli abitator produce <sup>1</sup>. »

La terre, douce, riante et agréable, produit des habitants qui lui ressemblent.

Un auteur du XVI<sup>e</sup> siècle, Georges Braun, dans son livre curieux intitulé *Theatrum urbium*, fait également ressortir à notre avantage le rapport des mœurs blésoises au climat ; le naïf traducteur de Braun (édition de 1572) a reproduit cette appréciation en termes trop flatteurs pour que nous les passions sous silence : « Quant au surplus, dit-il, » les bourgeois et habitants de la ville, par une » certaine douce et politique accordance, conviennent avecques la douceur de l'*aer* et bonté de » leur territoire; car si on se met à considérer

<sup>1</sup> Le poëte fait cette réflexion en parlant des soldats qu'Etienne, comte de Blois, conduisit à la première croisade: voici ce passage, dont nous avons déjà cité les deux premiers vers (page 46) :

- Ma cinque mila Stefano d'Amboise
- E di Blois et di Tours in guerra adduce;
- Non è gente robusta ò fatigosa,
- S' ben tutta di ferro ella riluce. »

La terre, etc.

« Etienne amène cinq mille guerriers d'Amboise, de Blois et de » Tours. Les hommes de ce pays, quoique tout bardés de fer, ne sont » ni robustes, ni capables de résister aux grandes fatigues. La » terre, etc. »

» quelle et combien grande est la courtoisie dont  
» ils usent entre eux en leurs communes rela-  
» tions et devis familiers, combien sont leurs ma-  
» nières civiles, de quel *entregent* <sup>1</sup>, élégance et  
» faconde ils s'entretiennent, quelle galantise et  
» gentillesse ils montrent tant en leur vivre  
» qu'en leurs habits, on devra confesser que cette  
» humanité <sup>2</sup> si grande qui est en la ville de  
» Bloys suit et accompagne la naturelle bonté du  
» terroir. »

Cette bienveillance naturelle explique l'accueil empressé que les étrangers reçurent toujours à Blois. Les fréquents séjours des rois et de leur brillante suite contribuèrent sans doute au développement de nos instincts hospitaliers. Le mélange de la population avec les personnages de la cour habitua nos pères à la fréquentation des étrangers ; les avantages matériels et moraux de leur résidence les rendirent très populaires dans ce pays ; aujourd'hui encore ils y trouvent une seconde patrie.

Les habitants durent à cette même influence la politesse de formes que La Fontaine remarqua lors de son passage en 1663 <sup>3</sup> ; nous le citons avec d'autant plus de plaisir que sa dernière observation pourra flatter nos lectrices : « Quant à présent, la

<sup>1</sup> Bonnes manières.

<sup>2</sup> Urbanité.

<sup>3</sup> Voyage en Limousin.

- façon de vivre à Blois est fort polie, soit que cela
- ait été ainsi de tout temps et que le climat et la
- beauté du pays y contribuent, soit que le séjour
- de Monsieur<sup>1</sup> ait amené cette politesse, *ou qu'elle*
- *ait pour cause le nombre de jolies femmes.*

Le séjour de la cour et des princes eut également pour résultat d'encourager la culture des belles-lettres et des arts. Ces nobles délasséments charmaient les loisirs de notre ancienne bourgeoisie, qui ne se laissait point absorber par les intérêts positifs. Les sciences abstraites étaient moins populaires; certaine anecdote du XVII<sup>e</sup> siècle prouve que la société blésoise goûtait peu les arides dissertations de l'école. En 1688 les Bénédictins de Saint-Laumer invitèrent tous les notables de la ville, et même les dames, à assister aux thèses soutenues dans la grande salle de l'abbaye par des novices de la congrégation de Saint-Maur : cette tentative de publicité échoua complètement; les novices n'eurent qu'un très petit nombre d'auditeurs laïques; car, ajoute le naïf historiographe, *ces sortes de choses ne sont guères du goût des Blésois*<sup>2</sup>. L'ennui de pareilles exhibitions excuse l'indifférence et l'abstention de nos pères; les argumentations de jeunes moines, faites en langue latine sur des points de

<sup>1</sup> Gaston d'Orléans, comte de Blois, mort en 1660.

<sup>2</sup> Registre manuscrit des choses mémorables survenues à Saint-Laumer (Archives départementales).

controverse, n'offraient aucune espèce d'intérêt à des gens du monde; les formes carrées du syllogisme classique, toujours si arides, devaient être plus fastidieuses encore à une époque où florissaient les grands écrivains du siècle de Louis XIV. De nos jours les solennités littéraires sont devenues plus attrayantes, et partant moins solitaires : ainsi, les séances annuelles de la société des lettres de Blois réunissent ordinairement un public nombreux qui sait apprécier les lectures agréables faites par les académiciens du pays; à coup sûr, des sujets de théologie ou de philosophie n'obtiendraient pas le même succès devant un auditoire composé en partie de dames.

Entre les opinions flatteuses qui règnent sur le compte des Blésois, nous mentionnerons une réputation bien établie *de tact et d'esprit*. Ils doivent cet avantage à leurs antécédents historiques. Leur pays, civilisé de bonne heure par la présence de la cour et des personnages les plus distingués du royaume, n'a point eu, comme d'autres provinces moins favorisées, une longue éducation à faire pour dépouiller l'ignorance et la rudesse du moyen-âge : les lumières de la Renaissance, en passant sur notre patrie, l'ont aussitôt éclairée : activé par ses rayons vivifiants, le développement intellectuel a été facile et prompt; la population a toujours conservé le reflet brillant de cet éclat momentané.

L'esprit qui distingue les habitants est principalement celui du monde. Ici encore on reconnaît l'influence de l'ancienne cour ; car l'époque de sa résidence à Blois fut signalée par les progrès sensibles du bon ton et de l'étiquette ; la *société française* s'est jusqu'à un certain point formée dans les salons du château de Louis XII et de François I<sup>er</sup> : les leçons de cette école n'ont point été perdues pour la ville qui fut un des berceaux de la galanterie et du savoir-vivre.

Malgré ses qualités aimables, le caractère blésois a été l'objet d'observations sévères. Ainsi on a prétendu que parfois sa douceur dégénère en mollesse, son calme en inertie, sa prudence en timidité. Il est vrai que les vastes entreprises, les travaux opiniâtres, paraissent peu lui convenir ; les hommes de ce pays évitent en général tout ce qui tend à sur-exciter l'activité, et se tiennent à l'écart des grands mouvements : *non è gente fatiosa*, dit le Tasse ; ce mot du poète est d'une incontestable exactitude. Du reste la modestie de vues, la quiétude d'esprit ne sont pas tant à blâmer. Moins ambitieuse qu'ailleurs, la vie blésoise est sujette à moins de tourmentes : semblable au climat de notre zone, elle est rarement troublée par les intempéries et les orages ; peu de passions, peu d'accidents traversent son cours paisible et régulier.

De ces diverses remarques sur les qualités intellectuelles et morales, nous passons aux détails historiques de la vie matérielle. Cette étude présentera de curieux rapprochements, ou plutôt d'étranges contrastes ; car les immenses progrès du bien-être et du luxe élèvent un mur de séparation entre le passé et le présent ; tout est changé dans les mœurs et dans les habitudes de l'homme physique. Cette dissemblance profonde existe d'abord pour l'alimentation. Longtemps le peuple ne fit point usage de viande, et se nourrit exclusivement de légumes ou de poisson. Ce dernier aliment, que la gastronomie moderne paie fort cher, était autrefois à bas prix. A Blois, en 1709, la livre de saumon frais valait 7 sous, une belle alose 13 sous. Ces prix ne doivent point étonner ; la pêche de la Basse-Loire n'était pas à beaucoup près aussi active que de nos jours ; bornée à la consommation des habitants du littoral, elle ne constituait point, comme aujourd'hui, une industrie d'exportation ; d'ailleurs, aucun des barrages qui maintenant arrêtent le poisson dans tout le cours de la Basse-Loire, n'existait encore ; libres de ces entraves, l'alose et le saumon remontaient à Blois en bien plus grande quantité, et leur pêche était excessivement abondante. A l'inverse du poisson, des denrées devenues d'un usage général se vendaient autrefois comme objets de luxe ; par exemple, cette même année 1709, on

payait à Blois le sucre 15 sous 6 deniers la livre, valeur énorme pour ce temps-là.

Les prix de diverses choses alimentaires à des époques plus anciennes ne sont pas moins instructifs ; la collection des comptes de l'Hôtel-Dieu de Blois fournit à cet égard des renseignements curieux ; nous en avons extrait quelques articles dont les chiffres, comparés aux valeurs actuelles, offrent de prodigieuses différences. En 1508, un mouton se vendait 40 sous ; en 1550, un veau 3 livres, une vache 8 livres 7 sous , un porc 2 livres ; en 1600, un chapon 3 sous. La faible quotité des salaires aux mêmes époques, démontre que les journaliers et les artisans ne pouvaient évidemment se procurer des choses qui aujourd'hui sont considérées comme étant de première nécessité, même pour les classes ouvrières. Ainsi, en 1650, les cordonniers de Blois vendaient la paire de souliers d'enfant 4 sous 4 deniers (prix d'une douzaine d'œufs), 16 sous la paire pour homme (les quatre cinquièmes seulement du prix de la livre de cassonade) ; une domestique gagnait, pour toute l'année, 3 livres , un domestique mâle 14 livres, une couturière 3 sous par jour ; les tisserands recevaient 6 sous pour la façon d'une aune de toile ; le maçon gagnait par jour 5 sous ; le manœuvre 2 sous 1 denier (prix inférieur à celui d'une livre de viande) ; le couvreur gagnait 7 sous ; une toise de mur se payait 5 sous

*et nourri*. Malgré le bas prix de la main-d'œuvre, on construisait peu, et c'est à peine si l'on faisait aux bâtiments les réparations indispensables.

L'habitation n'était pas plus confortable que la nourriture. D'immenses chambres, mal éclairées, mal chauffées, contrariaient tous les instincts de bien-être : leur grandeur, qui nous semble aujourd'hui démesurée, s'explique par celle des anciennes familles, et par la promiscuité habituelle des parents, des enfants, voire même des domestiques. L'étiquette moderne, en isolant les membres du même ménage, a nécessité une variété d'appartements naguères inutiles.

La plupart des inventions qui contribuent à la commodité ou à l'embellissement de nos maisons, datent à peine d'un siècle. Longtemps, par exemple, on se contenta de planchers mal joints ou de carreaux irréguliers ; les parquets, aujourd'hui si communs, étaient avant la Révolution un ornement aristocratique, réservé aux palais et aux grands châteaux. Que dirons-nous de la structure des vieilles fenêtres, de ces lourds châssis de plomb, élevés à trois ou quatre pieds au-dessus du plancher, et garnis de petites vitres dont l'épaisseur interceptait la lumière ? L'aspect des anciennes boutiques attestait aussi l'indifférence de nos pères pour le bien-être matériel. Les industriels du vieux Blois ne connaissaient d'autres devantures que des volets en

bois sans aucun vitrage ; ces clôtures de nuit disparaissaient au point du jour ; de sorte que pendant l'hiver, marchands et clients demeuraient exposés à toutes les rigueurs du froid ; aujourd'hui de tels magasins flatteraient peu un public habitué à la clarté des vitrages et à la douce chaleur des poêles.

Les plaisirs, comme les besoins, ont été singulièrement compliqués. L'ancienne bourgeoisie blésoise ignorait les réceptions luxueuses de notre époque ; elle préférait au tumulte des grandes réunions le cercle étroit, mais plus intime, de la famille. Les dames et les *bourgeoises*, livrées aux soins modestes du ménage, ne se visitaient que les dimanches et fêtes ; elles passaient les jours ordinaires et les veillées à filer ou à broder avec leurs demoiselles et leurs domestiques, toutes réunies dans la même chambre. Moins sédentaires que leurs épouses, les bourgeois fréquentaient des lieux appelés tout simplement *cabarets* ; nous ne pouvons leur donner un autre nom, car longtemps il n'y eut à Blois que d'humbles tavernes. Le premier établissement digne d'une qualification plus relevée fut le *café du Palais*, qui existe encore. Depuis vingt ans le nombre de ces maisons, jadis si rares, s'est accru dans une proportion extraordinaire.

L'auberge du *Petit-Paris*, qui se trouvait dans la rue du Foix, était la guinguette favorite des magistrats et des gens de robe ou de plume ;

les cartes, la boule et le vin clair et, délectaient tour-à-tour les habitués de ce lieu champêtre.

Les jeux de paume offraient aussi d'agréables passe-temps; le dernier, situé rue du *Haut-Bourg*, vis-à-vis le jardin de l'évêché, n'a disparu qu'environ vingt années avant la Révolution, pour faire place à une salle de spectacle. L'ouverture de ce nouvel établissement fit sensation à Blois; car on n'y connaissait pas encore les plaisirs de la scène. L'aspect de cette salle était fort peu gracieux; les loges, mal disposées, ne formaient point un ensemble régulier; l'absence de banquettes rendait le parterre très incommode; l'éclairage, les décors et la mise en scène étaient des plus insuffisants. Quelque faibles que fussent les représentations, on s'y portait en foule; le public blésois était bien moins difficile que de nos jours : les *comédiens ambulants* de la province n'avaient point alors à lutter contre les souvenirs des spectacles de Paris; car bien peu de personnes connaissaient la capitale et ses plaisirs; la plupart des spectateurs, n'ayant jamais vu rien de mieux, applaudissaient de bonne foi aux exhibitions les plus médiocres.

Au lieu de fréquenter les guinguettes et les cafés, les Blésois de nos jours se réunissent dans plusieurs *cercles*, destinés à la lecture des journaux, à la conversation et au jeu. Voici en peu de mots l'historique de ces divers établissements. Le plus

ancien est la *Société du commerce*, qui remonte à soixante ans environ. La *Société littéraire*, la plus nombreuse de toutes, fut d'abord maçonnique, puis musicale; elle date d'une quarantaine d'années. Deux loges de *francs-maçons*, celle des *Amis réunis* et celle des *Arts-et-Métiers*, remontent à la même époque. Un cercle *littéraire et agricole*, fondé en 1837, a cessé d'exister depuis quelque temps. Enfin un démembrement de la *Société littéraire* de la rue du Mail vient de former un nouveau cercle<sup>1</sup>. La lecture des journaux, habitude qui se propage de plus en plus, est le principal but de ces réunions. Nos pères, moins curieux de nouvelles et de polémique, ignoraient ce besoin quotidien de la génération actuelle. Avant la Révolution, quelques personnes de Blois recevaient, seulement une fois la semaine, le *Mercurie Galant*, publication fade ment littéraire, qui contenait peu de nouvelles politiques, et jamais de discussion : c'était l'enfance de l'art. Depuis ces timides commencements, le journalisme a fait des progrès gigantesques; les feuilles immenses qu'il met en circulation chaque

<sup>1</sup> Le prétexte de la scission a été le désir manifesté par un certain nombre de membres qu'on leur laissât la faculté de fumer dans l'intérieur du cercle; nous consignons ce fait comme un trait caractéristique des habitudes modernes. Nos pères assurément n'eussent pas élevé la même prétention; car ils goûtaient peu l'usage, aujourd'hui si répandu, de la pipe et du cigare.

matin, pénètrent dans toutes les classes de la société, alimentent à fortes doses la curiosité publique, et livrent à d'innombrables lecteurs les questions, les faits, les hypothèses, les personnalités du moment.

Les établissements culinaires, de même que les cafés, ont reçu des perfectionnements remarquables. Les traiteurs d'autrefois paraîtraient bien ridicules, avec leurs immenses rôtissoires en bois, que des chiens dressés exprès faisaient tourner; ce singulier mécanisme fonctionnait peu dans une ville où le pot-au-feu suffisait ordinairement. Si simple qu'elle fût, l'industrie des rôtisseurs offusqua néanmoins la frugalité de nos pères; les termes sévères de la résolution suivante prouvent leur peu de sympathie pour ces industriels : « Les » échevins s'opposeront au monopole prétendu par » les rôtisseurs pour la vente de la volaille et du » gibier; car de tout temps ce commerce a été » libre, et même on se passeroit bien des rôtisseurs, » vu qu'ils servent plutôt à la débauche et superfluité » qu'à la nécessité publique <sup>1</sup>. » Ce blâme était peu fondé; les rôtisseurs du XVII<sup>e</sup> siècle n'offraient pas de grandes séductions aux gastronomes de l'époque; car, dans un factum dressé pour la même affaire, les échevins avouent que ces pauvres in-

<sup>1</sup> Délibération municipale du 24 décembre 1618.

dustriels n'avoient jamais aucun rôti prest, ni feu allumé, ni broches tournantes, comme ceux de Paris en ont toujours.

La broche tournante n'était pas en effet chose commune à Blois. En examinant les anciennes maisons, on ne voit même pas qu'il y eût un lieu spécialement destiné à la cuisine; cette partie essentielle des habitations modernes n'existait guères que dans les châteaux et les grands hôtels. Le luxe de table était peu développé chez nos pères, mais en revanche ils buvaient abondamment. Quoique l'on ait beaucoup vanté leur tempérance, certains usages locaux feraient douter de l'exactitude de cette assertion souvent répétée. Ainsi, lorsque les bourgeois de Blois, propriétaires de closeries, allaient (vers la Saint-Martin d'hiver) *taper* leur vin nouveau, c'était pour eux un jour de libations copieuses; la plupart s'enivraient, et ne revenaient en ville qu'après avoir recouvré leur équilibre : de tels excès, qui aujourd'hui paraîtraient ignobles, ne produisaient alors aucun scandale; l'usage autorisait ces orgies grossières.

Nos pères, francs-buveurs, n'avaient cependant pas horreur de l'eau. Les bains de Loire étaient au contraire un de leurs plaisirs favoris. On prétend même qu'il existait autrefois des étuves publiques dans la rue de la *Vieille-Poste*, appelée anciennement rue des *Étuves*. Aujourd'hui Blois possède

deux établissements de ce genre; le premier, situé à côté de l'Hôtel-Dieu, a été ouvert en 1802; le second, placé en Vienne, ne date que de l'année 1842.

Plusieurs genres de luxe, devenus en quelque sorte obligatoires pour les gens riches, n'existaient point jadis; tels sont les équipages et les livrées. En 1700, les carrosses, et même les cabriolets, étaient inconnus à Blois; les citadins les plus notables ne possédaient que de mauvaises carrioles, dont ils se servaient seulement pour aller à leurs closeries de Sologne et à leurs fermes de Beauce. Les horribles chemins des environs ne permettaient guères l'usage des voitures suspendues; les premières qui parurent à Blois (vers 1740), appartenaient à des gentilshommes du pays; c'étaient de lourdes berlines que deux forts chevaux avaient beaucoup de peine à trainer au simple pas. L'usage des voitures dans l'intérieur de la ville pour les visites, les soirées et les noces, remonte tout au plus à 30 ans; auparavant les *chaises à porteurs* étaient les seules distinctions de l'aristocratie blésoise; ces litières d'un autre âge ont disparu complètement depuis dix années. Malgré l'aspérité du sol, les cabriolets, les tilburys et les calèches circulent journellement sur le pavé de Blois. En 1843 on a tenté, mais sans succès, d'établir au bout du pont deux *cabriolets de place*; plus tard, la ville comportera peut-être ce genre de perfectionnement encore prématuré.

Les messageries n'ont pas été moins améliorées que les voitures particulières. Cette industrie s'est proportionnée, depuis son origine, aux besoins des diverses générations : de nos jours enfin, elle a réalisé des merveilles de confort et de vitesse en rapport avec les idées de l'époque, avec les exigences nouvelles du public voyageur. Quelques anecdotes locales, empruntées à la période des trois derniers siècles, suffiront pour faire ressortir l'immensité du progrès. En 1581, la route de Blois à Paris était desservie par un seul messenger, commissionné par les échevins; la ville lui fournissait tous les ans *un habit à livrée, avec les armes de Blois brodées sur les manches*<sup>1</sup>. Ce phaéton municipal ne tenait à la disposition du public qu'une mauvaise charrette, qui, le plus souvent, allait ou revenait à vide, tant les voyageurs étaient rares! En 1666, on établit de Blois à Angers un coche par eau qui mettait une semaine pour l'aller et le retour. Ce mode de transport, plus agréable et plus prompt, surtout en descendant, que l'usage de mauvaises voitures, était à la mode pendant les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Les princes et grands personnages de l'époque descendaient ordinairement la Loire en *galère*; Mademoiselle de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, raconte ainsi<sup>2</sup> le voyage qu'elle fit de Blois

<sup>1</sup> Délibération municipale.

<sup>2</sup> Mémoires, t. V, p. 1.

à Tours sur une de ces légères embarcations : « Je  
 » me mis sur la rivière dans une petite galère ap-  
 » partenant à *Monsieur*, qui l'avait fait faire pour  
 » se promener sur la Loire, et à laquelle rien ne  
 » manquait de tout ce qui compose celles qui vont  
 » à la mer; j'allai coucher à Amboise; le lende-  
 » main à Tours. »

En 1676, la ferme générale des messageries de France établit de Blois à Paris un *carrosse*, nouveauté qui sembla merveilleuse : elle voulut même empêcher le messenger de conduire *plus de trois personnes à la fois* dans sa charrette; moyen indirect de rendre la nouvelle voiture obligatoire pour l'excédant des voyageurs. Cette prétention au monopole occasionna entre les deux industries rivales un procès compliqué; la municipalité crut devoir intervenir, et prit à ce sujet la délibération suivante :

Sur ce qui a été remontré par les échevins, qu'il y a instance au parlement entre Jacques Baillou, messenger royal de Blois à Paris, et les adjudicataires du bail général des messageries de France, sur la prétention qu'ils ont d'*astreindre* ledit Baillou à ne mener dans sa charrette que trois personnes, ce qui est préjudiciable au public, parce que, si les habitants de ladite ville étaient obligés d'aller en carrosse, il leur en coûterait quatre fois plus que ce qu'ils donnent au messenger pour les mener à Paris..... La matière mise en délibération, a été conclu et arrêté que lesdits sieurs échevins interviendront à ladite instance, afin d'empêcher la prétention desdits fermiers, et de soutenir la liberté publique.

Ce document atteste à la fois l'imperfection du service et la pauvreté ou la parcimonie des voyageurs blésois, qui repoussaient comme trop dispendieux l'usage du carrosse, bien préférable pourtant sous le rapport de l'aisance et de la célérité. Le successeur de Baillou, voulant se mettre à la hauteur des messageries royales, remplaça la charrette de tradition par un carrosse ; ce changement excita de nouvelles plaintes, ainsi formulées :

Sur ce qui a été remontré que la veuve Desnoyers, qui exerce une messagerie dans cette ville, au lieu de faire partir une charrette par chaque semaine, ne fait partir qu'un carrosse, en sorte que *le commerce, et les pauvres gens qui n'ont point moyen d'aller en carrosse, en sont ruinés*, outre que les marchandises qui sont mises dans le carrosse à Paris pour venir à Blois y sont gâtées, et qu'il arrive fort souvent que lesdites marchandises sont menées jusqu'à Bordeaux d'où elles reviennent fort endommagées ;... il a été arrêté, que ladite veuve Desnoyers sera tenue de faire partir de Blois, chaque semaine, une charrette pour aller à Paris et en revenir.

Cette décision concilia tous les intérêts ; les voyageurs purent dès-lors choisir entre les deux voitures, sans être obligés de prendre la plus coûteuse : la charrette, malgré son infériorité, soutint longtemps encore la concurrence, à cause de la modicité de ses prix.

Les anciens règlements favorisaient peu la célérité des communications ; car les messagers ne pouvaient parcourir plus de quatorze lieues par jour <sup>1</sup>,

<sup>1</sup> Règlement de 1623.

et défense expresse leur était faite de voyager pendant la nuit <sup>1</sup>. Le service de poste, anciennement réservé aux princes et aux grands seigneurs de premier ordre, offrait une accélération relative, qui aujourd'hui ne satisferait pas les plus humbles voyageurs. Les premiers relais, destinés aux voitures de poste et aux messageries furent établis en 1597, *pour aller, dit l'ordonnance de Henri IV, de journées en journées, lesquelles seront limitées pour les moindres à 12 lieues, et pour les autres à 14 ou 15 lieues, excepté es-pays où les chemins sont difficiles* <sup>2</sup>. Ces restrictions légales expliquent la lenteur du parcours de Blois à Paris, dans les siècles passés.

Vers 1700, on organisa entre les deux villes un service hebdomadaire fait par une messagerie appelée *le coche*. Ce fourgon lourd et non suspendu partait de Blois à dix heures du matin, et allait coucher à Saint-Dyé; le second jour il allait à Orléans, le troisième à Toury, le quatrième à Étampes, et le cinquième à Paris: on ne pouvait voyager à plus petites journées. Le coche fut supprimé vers 1760.

<sup>1</sup> (Édit de 1661.) Cette défense s'explique par le peu de sécurité que les routes offraient alors aux voyageurs: celle d'Orléans à Paris était particulièrement infestée de voleurs, dont les bandes nombreuses se retiraient dans les forêts de Cercottes et d'Étampes.

<sup>2</sup> Dans ces pays, on ne devait pas faire plus de huit ou dix lieues. A une époque où les routes étaient si mal entretenues, beaucoup rentraient dans la catégorie des *chemins difficiles*.

En 1789 les *messageries générales de France* passaient deux fois la semaine à Blois ; le premier jour elles couchaient à Orléans, le second à Étampes, le troisième à Paris : ces énormes voitures, appelées bien improprement *diligences*, étaient trainées par six ou huit chevaux, et faisaient tout au plus une lieue et demie à l'heure. C'est seulement depuis la Révolution que les voitures publiques marchent pendant la nuit ; grâce à cette innovation et à l'accroissement de vitesse, on fit en vingt-quatre heures le trajet de Blois à Paris ; ensuite, la durée du voyage fut réduite à dix-huit heures pour les messageries, à douze pour les postes. Cette accélération semblait être le *nec plus ultra* de la vitesse ; mais elle a été bien dépassée depuis l'établissement du chemin de fer d'Orléans à Paris (1843) : aujourd'hui le voyage dure seulement neuf heures, cinq suffiront bientôt, lorsque la section d'Orléans à Tours sera mise en activité. Quelle différence de cette locomotion à celle du dernier siècle ! Du coche au wagon, de cinq jours à cinq heures le progrès est vraiment fabuleux.

---

Il nous reste maintenant à parler d'usages singuliers et de superstitions qui se rattachent à l'histoire des mœurs locales.

Une des vieilles coutumes les mieux conservées.

parmi nous est celle des *étrennes*, gages d'affection ou de charité destinés à inaugurer sous d'heureux auspices chaque nouvelle année. A cette même époque les vieux Druides du pays chartrain cueillaient solennellement dans nos forêts le *gui* sacré, et le distribuaient au peuple assemblé : le mot a survécu à cet usage religieux ; car, la veille et le jour du premier janvier, on voit encore des enfants pauvres parcourir les rues en demandant *la gui l'an neuf*. Les paysans de certaines localités croient toujours aux vertus curatives de la substance mystérieuse que nos ancêtres regardaient comme une véritable panacée.

La promenade annuelle du bœuf *villé*<sup>1</sup> est aussi d'origine gauloise. Un événement malheureux, arrivé à Blois dans le dernier siècle, avait obscurci l'éclat de cette pompe triomphale ; l'anecdote ne sera pas sans intérêt. Autrefois les maîtres bou-

<sup>1</sup> Ce terme de localité, admis par l'usage de certaines provinces, du Blésois notamment, mérite quelque explication. Le bœuf *villé* est ainsi appelé, parce qu'on le promène par la *ville*. On le nomme aussi bœuf *violé*, à cause des violons ou autres instruments qui accompagnent sa marche. La cérémonie du Jeudi-Gras est toute palenne : elle existait sous diverses formes chez la plupart des peuples de l'antiquité : les vieux Gaulois, entre autres, rendaient de solennels honneurs au bœuf, et lui consacraient, à certaines époques de l'année, une ovation analogue à celle dont il jouit encore parmi nous. L'utilité d'un quadrupède qui de tout temps fut appliqué avec succès au labourage des terres, explique et justifie l'usage immémorial de cette fête.

chers conduisaient eux-mêmes le bœuf-gras, soin pénible et périlleux qu'ils laissent maintenant à leurs garçons. Or il advint qu'un jour de jeudi-gras (vers 1765) le roi de la fête se jeta impétueusement sur un de ses guides, et lui porta des coups mortels. Le deuil fut général dans la boucherie blésoise : ce malheur inspira même aux habitants une telle aversion des bœufs villés qu'ils crurent devoir les proscrire. Toutefois, pour ne pas abolir entièrement une coutume populaire, on convint de remplacer le redoutable quadrupède par un autre plus inoffensif; l'âne, réservé de nos jours aux avanies du *carême prenant*, obtint alors les honneurs du carnaval, substitution grotesque qui dura jusqu'au commencement de ce siècle. Enfin le public est revenu sur une panique momentanée, et depuis quarante ans le vrai bœuf villé a reparu dans nos rues avec son cortège de tradition.

Nous ne nous arrêterons point à des coutumes presque générales qui ont fait le sujet de nombreuses et savantes dissertations. Il suffira d'indiquer ici les noëls, les réveillons, les gâteaux des Rois, le carnaval, les mascarades, le carême prenant, les œufs de Pâques, etc. Ces joies de nos pères ont beaucoup perdu de leur ancienne vogue : car les traditions du vieux temps s'effacent de plus en plus, sous l'empire des habitudes et des idées d'un siècle essentiellement positif.

Parmi les superstitions qui régnaient autrefois à Blois, nous mentionnerons une singulière croyance des mariniers. Le matin du jour de la Trinité, ces hommes simples ne manquaient pas de se réunir sur le pont, à trois heures, pour voir, disaient-ils, lever trois soleils, prodige analogue à l'objet de la fête religieuse.

Les habitants de plusieurs villages croient encore aux *sorciers* ; cette superstition règne surtout dans le Bas-Vendômois et aux environs de Montrichard ; nos fastes judiciaires offrent un exemple moderne de ses horribles conséquences. Un marinier de Blois avait un enfant malade ; la femme Marie Thibault, nécromancienne du voisinage, conseilla et fit appliquer des remèdes mystérieux : comme l'enfant n'allait que plus mal, elle déclara qu'un berger nommé Antoine avait jeté un sortilège sur le jeune malade. Les trop crédules parents voulurent avoir raison de ce génie malfaisant, et bientôt attirèrent chez eux le prétendu sorcier ; mais n'ayant pu obtenir de lui l'aveu d'un crime imaginaire, ils le garottèrent, lui mirent les pieds au feu, et le frappèrent à coups redoublés ; ce supplice varié fut prolongé pendant plus de trois heures ; le malheureux vécut encore quelques jours. La femme Thibault ainsi que le père et la mère de l'enfant, condamnés à mort par arrêt de la cour d'assises de Blois du 44 août

1815, furent exécutés sur la Grande-Pièce. On doit espérer que les populations, devenues plus éclairées, cesseront enfin de croire à de vaines superstitions dont les suites peuvent être si affreuses.





## DEUXIÈME PARTIE.



## DESCRIPTION HISTORIQUE.



Blois, situé dans un pays renommé pour la douceur du climat, fut de tout temps agréable aux étrangers. A l'appui de cette assertion, nous invoquerons le témoignage d'un ambassadeur vénitien, qui visita notre ville en 1528, pendant le séjour de François I<sup>er</sup> et de sa brillante cour : *Blese, dit le signor Andrea Navagero, è bellissima terra e in bellissimo sito, ha buone case ed è molto frequente*<sup>1</sup>.

« Blois est un fort beau pays, très avantageusement situé; les habitations y sont commodés, et la population nombreuse. »

<sup>1</sup> Mémoires publiés dans la nouvelle collection des *Documents inédits de l'histoire de France*, tome I, p. 27.

Cet éloge n'est pas suspect sous la plume d'un grand seigneur, habitué au doux climat et aux magnifiques monuments de l'Italie.

Nous trouvons dans un écrivain de la même époque <sup>1</sup> les réflexions suivantes sur les motifs hygiéniques de la prédilection des étrangers pour le séjour de Blois : « Telle et si grande est la plaisance » de ce lieu et des eaux et fontaines douces qui en » sortent et qui en tombent avecques un gracieux » murmure <sup>2</sup>, que de là s'engendre une grande sa- » lubrité d'*aer* qui est en toute ceste contrée grâ- » cieux et très doux, tellement que plusieurs » grands et puissants personnages se retirent là » par le conseil des médecins pour le recouvrement » de leur santé *égérée*. »

De nos jours ces avantages sont devenus plus incontestables; car, ainsi que nous aurons plusieurs occasions de le remarquer, la ville, depuis cinquante ans surtout, s'est beaucoup améliorée sous le rapport de la salubrité, et l'on peut maintenant, bien mieux qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, y respirer l'air vif et pur des bords de la Loire.

En arrivant à Blois, les touristes remarquent l'effet pittoresque de la ville, vue du pont; les habitants eux-mêmes, malgré l'influence peu favorable

<sup>1</sup> Le traducteur de Georges Braun (1572), ouvrage déjà cité.

<sup>2</sup> Allusion aux fontaines dont la ville est si abondamment pourvue.

de l'habitude, s'arrêtent quelquefois devant ce paysage, dont La Fontaine disait en 1663<sup>1</sup> : « Les » toits des maisons de Blois sont disposés en beau- » coup d'endroits, de telle manière qu'ils ressem- » blent aux degrés d'un amphithéâtre ; cela me pa- » rait très beau ; je crois que difficilement on peut » trouver un aspect plus riant et plus agréable. » Cette dernière observation se retrouve dans un vers latin que Bernier a placé en tête de son ouvrage, pour servir de légende à une gravure de la ville :

*Nullus in orbe locus Blassis præluet amœnis.*

« Nul lieu dans l'univers n'est plus riant que Blois<sup>2</sup>. »

Depuis le passage de La Fontaine, l'aspect général de notre cité a bien changé. Et d'abord, l'église *Saint-Solenne*, édifice aujourd'hui isolé, avait pour pendant, à l'autre extrémité de la ville, celle de Saint-Sauveur, dont la flèche élancée répondait parfaitement au dôme de la cathédrale : entre ces deux monuments, près la tour Beauvoir, on apercevait l'aiguille des Cordeliers ; un peu plus bas, le clocher de Saint-Honoré. A l'extrémité occidentale de la ville s'élevaient l'église Saint-Nicolas, et le couvent des Capucins, borné par la butte gauloise. Dans les quartiers bas, même luxe d'églises et de

<sup>1</sup> Voyage en Limousin.

<sup>2</sup> On nous pardonnera d'avoir traduit un mauvais vers par un autre de même facture.

clochers ; c'étaient les flèches des Jacobins , de Saint-Martin et de l'Hôtel-Dieu ; la tour gothique de Bourg-Moyen , qui rivalisait de hauteur et de majesté avec celles du vieux Saint-Laumer (aujourd'hui Saint-Nicolas) ; enfin , par-delà le faubourg Saint-Jean , à mi-côte de Montigny , la chapelle d'un ancien prieuré<sup>1</sup>. L'ensemble de tous ces édifices religieux produisait un effet très pittoresque , et contribuait à la variété du paysage ; la destruction de la plupart de ces anciennes églises (il n'en reste que deux) est assurément regrettable sous le rapport de la perspective.

La partie basse de la ville a subi une transformation plus heureuse. Autrefois les quais n'existaient pas ; des grèves incultes et nues régnaient d'un bout à l'autre de la ville. Au lieu des façades et des toits à mansardes qui composent maintenant un ensemble agréable et régulier , saillaient des pignons raides et anguleux , semblables à celui du *café du Commerce* (ancien hôtel du *Bœuf Couronné*) , seule maison d'un autre âge qui soit restée dans ce quartier : on n'apercevait même que leur partie la plus aigue ; car les murs de ville cachaient le rez-de-chaussée et quelquefois le premier étage. Cette enceinte stratégique , qui couvrait l'emplacement

<sup>1</sup> Le prieuré de Saint-Jean-en-Grève , dépendant de l'abbaye de Pont-Levoy , et devenu ensuite le grand séminaire.

actuel des maisons du quai, donnait au vieux Blois le plus triste aspect ; ses remparts épais et noirs, ses portes étroites et basses, ses tours crénelées, composaient un horrible encadrement, et contrastaient avec le riant aspect de notre fleuve et du coteau qui le domine. Ces constructions sévères ont disparu ; sans doute La Fontaine serait émerveillé de revoir dans son état actuel l'amphithéâtre qui déjà en 1663 lui paraissait *riant et agréable*.

Étudions maintenant les détails nombreux et variés d'un ensemble que les touristes se contentent de saisir à vol d'oiseau. Les hommes du pays doivent examiner moins précipitamment les choses de la patrie, comparer avec soin la ville actuelle à l'ancienne. Un plan dressé d'après deux vues de Blois, tirées en 1573 et 1675, facilitera les rapprochements. Ces gravures existent à la mairie, où l'on conserve aussi un plan manuscrit de la ville daté de 1743. Outre ces documents, nous avons consulté avec soin les titres des archives et les souvenirs obligeants de quelques septuagénaires qui ont vu et peuvent encore décrire le vieux Blois.

---

## CHAPITRE I<sup>er</sup>.

### ANCIENS MURS, TOURS ET PORTES DE VILLE.

---

Les comtes de Blois, grands guerroyeurs du moyen-âge, éprouvèrent le besoin de fortifier leur principale ville, pour la protéger contre les attaques ou les représailles des seigneurs voisins. Dans ce but, ils la firent entourer d'épaisses murailles, flanquées de tours rondes et percées d'un certain nombre de portes; ces constructions furent faites par corvées, comme tous les travaux publics de la même époque <sup>1</sup>. L'enceinte fortifiée suivait à peu près la ligne actuelle de nos faubourgs; elle se trouve exactement décrite dans un procès-verbal de ronde

<sup>1</sup> Nous avons traduit, p. 24, une inscription du II<sup>e</sup> siècle, qui paraît s'appliquer à la construction première des murs de ville.

qui fut dressé au mois de mai 1696 par les officiers municipaux <sup>1</sup>, et que nous allons analyser.

Entre l'hôtel de ville et le faubourg Saint-Jean était la porte *Bastille* <sup>2</sup>, située vis-à-vis la rue ainsi nommée <sup>3</sup>. La porte Saint-Jean séparait ce faubourg de la rue *Foulerie*; on voit encore à cet endroit un pan du mur de ville; la rue de la *Levée*, ouverte depuis la Révolution, occupe l'emplacement du fossé de ville. Le mur remontait ensuite le coteau par une ligne qui aujourd'hui traverserait les jardins, les bâtiments et la cour de l'évêché; il aboutissait à la tour qu'occupent les religieuses Carmélites. Entre cette tour et l'évêché on trouvait la porte *Clouseaux* (*clos haut*), située à l'entrée de la rue qui porte ce nom. Le bourg Saint-Jean communiquait avec le Haut-Bourg par un chemin étroit <sup>4</sup> qui traversait la terrasse actuelle de l'évêché, et dont l'entrée existe encore au coin de la rue du Bourg-Saint-Jean, vis-à-vis celle de la *Levée*. La partie de murs et de fossés entre les portes Saint-Jean et Clouseaux disparut lors de la construction du palais

<sup>1</sup> Ce document existe aux archives de la ville.

<sup>2</sup> Au XVI<sup>e</sup> siècle elle s'appelait *porte du Maréchal*.

<sup>3</sup> Avant la démolition de la porte, cette rue était fort étroite; elle correspondait au petit porche qui conduit à la rue du Grenier-à-Sel, et n'avait guère plus de largeur que ce passage resserré.

<sup>4</sup> Ce chemin est indiqué sur un titre des archives départementales de l'année 1653 : il fut supprimé par suite de l'établissement de l'évêché.

épiscopal. Le mur, partant de la tour des Carmélites, longeait la rue des *Rouillis*, appelée dans les vieux titres rue des *Rouilleries*<sup>1</sup>, le palais de justice, les prisons et la rue Beauvoir; sur cette ligne on voit encore deux tours, moins fortes que celle des Carmélites, qui destinée à protéger un angle, devait nécessairement offrir plus de résistance. Vis-à-vis le palais était une porte pour arriver aux halles; murée pendant les troubles du XVI<sup>e</sup> siècle, elle ne fut rouverte qu'en 1738, suivant arrêt du conseil de cette année. La tour *Beauvoir*, enclavée dans les prisons actuelles, est un des plus anciens édifices de la ville; au moyen-âge, elle formait un fief particulier; Hervé de Beauvoir qui la possédait en 1496, souscrivit, comme nous l'avons vu, la charte d'affranchissement des Blésois : en 1256 Louis de Châtillon l'acheta 300 florins, et la réunit au comté de Blois. Entre les rues Beauvoir et Galois était la porte *Chartraine*, ainsi nommée parce qu'elle conduisait à la route de Chartres; de cette porte à la porte *Côté*, une partie des murs existe encore avec les tours adjacentes; les propriétaires de la rue Chemonton jouissent de ces forteresses maintenant appropriées aux usages domestiques;

<sup>1</sup> On la trouve aussi nommée rue *Levasseleur*, parce qu'anciennement elle formait le centre d'un petit fief qui avait sur les habitants du quartier certains droits de *vasselage*.

les talus des murailles ont été convertis en jardins et en terrasses. La *porte Côté*, que les titres latins appellent *porta lateralis*, doit son nom à sa situation sur un des flancs de la ville. Le mur se prolongeait ensuite jusqu'à la voûte du château, dont l'entrée était protégée par deux tours et un pont-levis ; dernièrement, en creusant les fondations du nouveau mur de soutènement de la place des Jésuites, on a trouvé les piles et les arches de ce pont, qui correspondait en ligne droite à la rue Galois, ancien fossé de circonvallation ; la vase qui les encombrait prouve qu'autrefois les fossés de la basse ville étaient remplis d'eau. Les remparts élevés du château faisaient suite aux murs de ville, et continuaient l'enceinte fortifiée jusqu'à la porte du Foix qui séparait la rue Saint-Lubin de celle des Trois-Marchands où commençait le faubourg du Foix ; puis les murs longeaient la rue Madeleine et le couvent des Jacobins, jusqu'à la rivière ; au bas de cette rue était la porte *Garnaud* (nom d'une ancienne famille blésoise). Le couvent de Saint-Laumer, qui se trouvait en dehors de l'enceinte, avait, comme nous l'expliquerons plus loin, ses fortifications particulières. Le mur de ville règnant sur le bord de l'eau allait rejoindre la maison commune ; il servait à la fois de clôture et de terrasse au jardin de l'abbaye de Bourg-Moyen (le collège actuel) : sa hauteur en cet endroit fut d'abord de trente-quatre pieds ; mais

les religieux, dont il masquait les bâtiments, obtinrent l'autorisation de le réduire à dix-huit, sous la condition expresse de le remettre dans son état primitif, si la sûreté publique l'exigeait <sup>1</sup>. Vis-à-vis l'ancien pont était la porte *Saint-Fiacre* qui ouvrait sur la rue du Port-Vieux; on l'appelait ainsi à cause de la chapelle Saint-Fiacre, située au milieu du pont.

Outre ces entrées principales, on trouvait, de distance en distance, de fausses portes ou *poternes*; il y en avait une vis-à-vis la rue actuelle du Pont.

Les portes étaient cintrées et d'une structure massive; chacune d'elles était défendue par deux tours et un pont-levis à bascule. Un reste de jambage de la porte Clouseaux peut faire juger de l'épaisseur et de la solidité de ces constructions.

L'entretien des murailles, des portes et des fossés faisait partie des charges municipales; mais, depuis le règne de Louis XIV, qui mit fin aux guerres civiles et pacifia complètement nos provinces, ces travaux stratégiques, devenus presque inutiles, furent très négligés, la ville n'ayant plus, comme autrefois, à se défendre contre les entreprises des partis armés. Peu à peu on combla les fossés, on abattit les murailles, et sur leur emplacement s'éle-

<sup>1</sup> Délibération municipale de 1682.

vèrent des rues d'un aspect plus agréable, telles que la rue du Mail et le quai du Département. Ce changement remarquable eut pour résultat d'assainir la ville; car les murs obstruaient de tous côtés la circulation de l'air, en même temps que les immondices et les eaux stagnantes des fossés répandaient les plus insalubres exhalaisons.

Les tours commencèrent à être affermées à des particuliers en 1598; plus tard la ville les aliéna; celles qui restent aujourd'hui sont possédées par les propriétaires des maisons adjacentes.

Souvent la municipalité autorisait les propriétaires riverains à ouvrir des portes et fenêtres dans les murs et à combler les fossés, pour l'utilité et l'agrément de leurs habitations. En 1671 les Cordeliers obtinrent une permission de ce genre, à charge « de » célébrer chaque année dans leur église deux » messes solennelles, l'une pour le roi, le jour de » Saint-Louis, l'autre pour l'heureux succès des » bons desseins de messieurs les eschevins de cette » ville le lendemain de leur élection. » Cette clause, sorte d'*ex-voto* municipal, fut religieusement observée jusqu'à la Révolution. En 1702, un propriétaire de la rue des Rouillis fut autorisé à faire combler le fossé vis-à-vis sa maison, pour arriver directement à la Grande-Pièce. Ces concessions n'avaient lieu ordinairement que sous réserve expresse de faire boucher les ouvertures et de réta-

blir les fossés toutes les fois que l'autorité jugerait à propos de l'ordonner dans l'intérêt de la ville. Ainsi, en 1612, époque de troubles, l'assemblée municipale décida que « les portes des maisons » donnant sur les murs, seraient fermées à cadenas, et les clefs remises dans l'hôtel-de-ville aux » échevins qui en aideraient les habitants en cas » de besoin. » Peu de temps après (27 avril 1612) on ordonna que toutes les ouvertures particulières seraient murées, excepté celles de la rue Foulerie, qui continueraient d'être seulement cadenasées.

Les plus anciennes portes de ville s'ouvriraient et se fermaient verticalement par des herses en fer; mais une délibération du 20 mars 1586 ordonna *qu'aux portes du Maréchal et du Port-Vieux on ferait des portes de fer qui s'ouvriraient en deux, devers la ville, et dont la moitié ne s'ouvrirait sinon quand besoin serait.* L'établissement de grilles à charnières date de cette époque.

Toutes les fois que la sûreté publique l'exigeait, on murait les portes autres que celles des faubourgs, comme cela eut lieu en 1585 pour les portes Côté et du Maréchal <sup>1</sup>; quelques mois après on ordonna que la porte Côté serait demurée *pour la*

<sup>1</sup> Délibération du 5 mai 1585.

*venue de la reine mère, Catherine de Médicis* <sup>1</sup>; deux ans après on la fit murer de nouveau.

Les portes de ville, comme les murs, tombèrent en ruines faute de réparations. La porte Côté et celle du Pont furent démolies quelque temps avant la Révolution. Les autres, vendues à l'enchère par les administrateurs du district de Blois, disparurent en 1793 et 1794; les adjudicataires trouvèrent beaucoup de matériaux dans ces masses énormes de pierres.

<sup>1</sup> Délibération du 1<sup>er</sup> août 1585.

---

## CHAPITRE II.

### FAUBOURGS ET BANLIEUE DE LA VILLE.

---

En dehors de l'enceinte fortifiée se trouvaient les cinq faubourgs qui existent encore.

1° Le *Foix*, que le roi Raoul donna aux Bénédictins de Saint-Laumer par titre de 924 <sup>1</sup>, est appelé dans cet acte *fiscus*, c'est-à-dire *domaine féodal* (signification ordinaire du mot *fiscus* en basse latinité); de *fiscus* on fit ensuite par corruption le mot *Foix* qui apparaît dans les chartes du XIV<sup>e</sup> siècle, rédigées en langue française.

2° Le *faubourg Neuf*, moins ancien que les au-

<sup>1</sup> Nous reviendrons sur cette chartre importante, en parlant de la fondation de l'abbaye de Saint-Laumer, au chapitre des *établissements religieux*.

tres, fut commencé au XII<sup>e</sup> siècle; une charte de 1190, transcrite dans les preuves de Bernier, l'appelle *burgi novi ædificati*; cette dénomination, qui alors pouvait être fondée, n'est plus aujourd'hui qu'un anachronisme. En 1811, la ville acheta plusieurs maisons pour agrandir l'entrée du faubourg, telle que nous la voyons.

3° Le *Haut-Bourg Saint-Jean*, qui venait après la porte Clouseaulx, doit son nom, comme cette porte, à l'élévation du site: c'était le moins grand de nos faubourgs. Avant l'établissement de l'évêché, il existait du côté de la terrasse un rang de maisons qui formait le second côté de la rue du Haut-Bourg.

4° Le *faubourg Saint-Jean*, qu'on appelait anciennement le *Bas-Bourg* par opposition au précédent, emprunta son titre au prieuré de Saint-Jean-en-Grève, situé à son extrémité, au-dessous de Montigny. Anciennement un chemin, faisant suite à la rue de ce faubourg, traversait les enclos du séminaire et du Sanitas, et rejoignait le chemin haut de la Chaussée-Saint-Victor. La petite rivière de Macé, qui coule au bas du coteau, traversait le faubourg et la rue Foulerie, dont elle faisait tourner les moulins à foulon; mais, depuis trois siècles environ, des exhaussements considérables de terrain l'ont fait disparaître de ces quartiers; son embouchure se trouve maintenant sous le pont des *Papillons*, au milieu de la plantation dite *les Saules*.

5° Les anciens chroniqueurs désignent *Vienne* sous le nom latin d'*Evenna*<sup>1</sup>, dérivé du celtique *even* qui signifie rivière. Suivant cette étymologie, le nom de notre faubourg répondrait à celui de *Bas-Rivière* que porte encore la partie inférieure du val de Vienne; on remarquera d'ailleurs que les villes de *Vienne* en Autriche et *Vienne* en Dauphiné

<sup>1</sup> On trouve cette dénomination dans le livre des Miracles de saint Eusice (Labbe, *Nova Bibl. manuscr.*, t. II, p. 465). Notre faubourg fut, suivant certaine légende de ce recueil, le théâtre d'un prodige opéré par l'intercession du saint ermite de Selles en Berri (*Cella Sancti Eusicii*); nous traduisons, comme curiosité agiographique, le texte de cet épisode viennois :

« Un prêtre nommé Herbert, curé du faubourg de Blois appelé » *Evenna* ou *Vienna*, visitait souvent le tombeau de saint Eusice (à » Selles). Un jour qu'il revenait de ce pèlerinage, il trouva le fau- » bourg occupé par les ennemis... Des soldats envahirent sa maison, » apportant de grandes outres pour les remplir de vin; ils forcèrent » l'entrée du cellier, et coururent droit aux tonneaux. Le prêtre eut » beau crier : *C'est le vin d'Eusice mon mattre; au nom du saint, je » vous défends d'y toucher*; ces impies lui répondirent par des injures, » et sans plus tarder, défoncèrent un poinçon... O prodige! le vin » était devenu solide et dur comme de l'airain : les pillards demeurè- » rent stupéfaits. Le prêtre n'eut qu'à s'approcher, et à l'instant le » liquide, reprenant sa nature, jaillit en abondance. Alors les sol- » dats burent à leur aise, et remplirent leurs outres; le prêtre rem- » plit aussi une outre, et la porta au tombeau de saint Eusice, dans » l'église de Selles : tant que dura cette liqueur miraculeuse, les ma- » lades qui en burent recouvrèrent aussitôt la santé. »

La date de cette aventure n'est point indiquée, et l'histoire de Blois ne fournit aucun renseignement sur l'invasion ennemie mentionnée par le légendaire; on sait seulement que le narrateur des miracles de saint Eusice vivait au X<sup>e</sup> siècle; son récit peu croyable prouve au moins l'ancienneté du faubourg de Vienne.

sont situées sur le bord de grands fleuves ; on sait aussi qu'il existe en France une rivière du même nom ; ces rapprochements onomastiques confirment l'interprétation que nous avons donnée au mot *Vienne*.

Longtemps le faubourg de Vienne constitua une seigneurie particulière relevant du comté de Blois. Philippe de Béthune, frère du ministre Sully, fut le dernier possesseur de ce fief qu'il échangea avec le Domaine contre les terres de Gy, de Billy et de Soings (y compris le lac), anciennes dépendances de la châtellenie de Romorantin et du comté de Blois. Avant cette réunion, effectuée en 1606, Vienne formait une commune à part ; peu de relations et même de sympathies existaient entre elle et Blois ; d'une rive à l'autre les mœurs différaient sensiblement. Bernier, qui laisse rarement échapper l'occasion de faire un jeu de mots, compare cette bizarrerie à l'inimitié réciproque des habitants de Lyon et de *Vienne* en Dauphiné, villes entre lesquelles coule le Rhône et dont Tacite a dit : *Uno amne discretis connexum odium*. Les vieilles antipathies des populations blésoise et viennoise ont complètement cessé ; aujourd'hui la Loire seule les sépare. Bernier fait également observer qu'aucun couvent ne put s'établir en Vienne, et qu'il n'y eut jamais non plus de Protestants ; c'étaient, par rapport à la ville, deux autres différences bien re-

marquables. Avant la révolution, la plus grande partie de ce faubourg était peuplée de mariniers et de marchands de vin.

Anciennement le passage de la grande route de Paris à Bordeaux par les rues de la *Chaîne* et de la *Croix-Boisée* était fort avantageux au faubourg de Vienne : plusieurs hôtels, considérables pour l'époque, s'élevaient dans ces quartiers aujourd'hui peu fréquentés ; leur proximité de la route retenait les voyageurs, au préjudice des hôtels de la ville. La circulation était plus active sur ce point que partout ailleurs. En outre, certaines industries que Vienne a perdues, contribuaient à sa prospérité. La rivière était bordée de tanneries et de moulins à tan ou à foulon<sup>1</sup> : ces usines devaient occuper beaucoup de bras dans un temps où le mécanisme offrait peu de ressources, où l'on ne savait pas encore ménager par d'ingénieux procédés le travail de l'homme. Il paraît même que Vienne était assez bien bâti au XVI<sup>e</sup> siècle ; car, pendant les divers séjours de la cour, beaucoup de grands personnages l'habitèrent, préférant avec quelque raison ce site uni aux rues montueuses de la ville. L'un de ces hôtes distingués, Jérôme Lippomano, ambassadeur de la république de Venise, qui en

<sup>1</sup> Il y en avait jusque sur les bords du Cosson ; un titre des archives départementales, daté de 1570, mentionne le moulin à foulon du *Gay*, assis en la prairie de Vienne.

1577 logeait à l'auberge des *Trois-Maures*<sup>1</sup>, remarqua l'importance de ce faubourg ; ses mémoires le signalent comme étant *presque aussi grand que la ville*<sup>2</sup>. Nous sommes loin d'adopter cette assertion exagérée que l'auteur n'eut sans doute pas le loisir de vérifier. Néanmoins, en se reportant aux registres baptistères de l'époque, on voit qu'en 1576, il naquit en Vienne 224 enfants : aujourd'hui le nombre des naissances dans la même paroisse ne dépasse guère 75. Quoique le rapport des naissances à la population ne soit plus le même qu'au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, la différence des deux chiffres est telle, qu'on ne peut s'empêcher d'attribuer à l'ancienne commune viennoise un nombre d'habitants plus considérable que le nombre actuel, et de reconnaître qu'elle a subi une décadence sensible, sous le double rapport de la population et du mouvement commercial.

Depuis quinze ans, les faubourgs de Blois ont pris beaucoup d'extension. Des terrains, naguères vagues ou cultivés en jardins, sont maintenant couverts de nouvelles constructions. Cette rapide et heureuse transformation se fait remarquer prin-

<sup>1</sup> Situé rue de la Chalne, et appelé aujourd'hui les *Trois-Rois*.

<sup>2</sup> *Il soborgo di Vienna dove noi alloggiammo agli Tre Mori, è quasi tutto grande come la villa.* (Tome 2, page 303 de l'ouvrage déjà cité.)

<sup>3</sup> Nous indiquerons, au chapitre de la population, les causes de ce changement.

cipalement dans le quartier de *Chambourdin*, sur le *chemin Neuf* de Vienne, sur la levée du Foix. Le grand nombre de maisons bâties en ces lieux naguères peu habitées prouve que Blois ne reste point en arrière des villes voisines, et suit le mouvement progressif du siècle.

Au-delà des faubourgs s'étendait un territoire rural appelé *banlieue*, dont la commune actuelle de Blois a conservé les anciennes limites. Les habitants de la banlieue eurent toujours les mêmes privilèges que ceux de la ville; aussi ce territoire était-il borné avec le plus grand soin<sup>1</sup>. Les villages et hameaux qui le composent portent des noms d'une origine assez obscure; voici l'étymologie probable des principaux.

*Groix* (et non pas *Grouets* comme on l'écrit quelquefois par erreur) est un vieux mot signifiant *clos* ou *closerie*. Depuis longtemps en effet ce fertile vignoble est divisé en clos fermés de haies ou de fossés. On prétend aussi que *Groix* veut dire un terrain caillouteux, de la nature de celui dont nous parlons. La partie du coteau la plus rapprochée du faubourg du Foix s'appelle, par corruption, *Les Imberts*; le vrai nom est *Reinberg*, composé de

<sup>1</sup> Fourré (p. 541 du Commentaire sur la coutume de Blois), transcrit le procès-verbal de cette délimitation, dressé en 1519 : on pourrait au besoin y trouver d'utiles renseignements.

deux mots celtiques qui signifient *le rein de la montagne*. (Le mot *berg* existe, avec la même signification, en allemand, langue qui présente beaucoup d'affinité avec celle des Celtes, nos ancêtres.) Plus loin se trouve le climat des *Moriers*, abréviation de *monasterium*; son nom rappelle l'existence ancienne d'un hermitage en ce lieu jadis solitaire.

La *Vicomté*, terre située au-dessus des Groix, sur les confins de la commune, était, ainsi que nous l'avons dit, le manoir féodal des vicomtes de Blois.

Le hameau de *Villiersfins*, ancienne seigneurie, doit peut-être son nom à quelque possesseur primitif appelé Villiers; car le mot *fins*, en basse latinité, s'emploie souvent pour désigner un domaine. Il se pourrait aussi que *Villiers* fût la traduction de *villerium*, dérivé corrompu de *villa* (domaine rural). Plusieurs terres seigneuriales des environs de Blois s'appelaient également *Villiers*.

La situation d'un autre hameau voisin de la ville, celui de *Villejoint* (c'est-à-dire joignant la ville), ne laisse aucun doute sur l'origine de sa dénomination <sup>1</sup>.

Viennent ensuite les *Granges*, fertile territoire

<sup>1</sup> Avant la révolution, Villejoint formait un fief dépendant de la commanderie de Sours et d'Arville en Vendômois, possédée par l'ordre religieux et militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem.

dont les métairies, dites *Grangia*, terme de basse latinité, appartenaient, les unes au comte de Blois, les autres à l'abbaye de Saint-Laumer.

A l'extrémité opposée de la ville s'élève *Montigny*, hameau situé sur un coteau brûlant (*mons igneus*) : beaucoup de lieux ainsi placés ont reçu cette désignation hyperbolique.

Nous ne prolongerons pas davantage cette excursion étymologique dans la banlieue de Blois ; d'ailleurs il nous tarde de revenir à la ville, et de parcourir historiquement ses principales rues ; tel sera l'objet du chapitre suivant.

---

### **CHAPITRE III.**

#### **RUES DE BLOIS.**



L'intérieur de la ville n'a pas été moins embelli que les faubourgs. Depuis dix ans surtout, on a considérablement bâti ; et si cette activité de constructions continue, il ne restera bientôt plus, dans certains quartiers, aucune trace du vieux Blois. Les diverses administrations donnent elles-même l'exemple ; car en ce moment elles construisent à la fois le palais de justice, le nouveau bâtiment du collège, celui de l'Hôtel-Dieu, et le mur de soutènement de la place des Jésuites. Les trottoirs du Bourg-Neuf, établis en 1845, sont un des bons résultats de la dernière campagne. Déjà depuis quelques années, la rue Boesnier et le prolongement de la rue de la République ont été pavés.

gement de la rue Croix-Boisée avaient des trottoirs : on doit désirer qu'ils se multiplient dans Blois; malheureusement peu de rues sont assez larges pour comporter cette amélioration.

Le recensement de 1844 a constaté 3,120 maisons dans la ville et la banlieue; le rôle des portes et fenêtres de 1845 en indique 13 à une ouverture, 107 à deux, 177 à trois, 168 à quatre, 138 à cinq; toutes les autres ont plus de cinq ouvertures.

#### PAVAGE DES RUES.

On commença, vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle, à paver les rues de Blois. Le compte municipal de 1518 porte un article de dépense pour cet objet; la toise de pavage y est évaluée 12 sous, la journée de l'ouvrier 5 sous 6 deniers.

Le pavage des rues qui ne dépendaient pas de la grande voirie était autrefois une dépense municipale; en dernier lieu il coûtait 4,000 livres, somme portée aux budgets de 1780 et des années suivantes. Après la Révolution, l'usage s'introduisit de laisser cet entretien à la charge des riverains; l'extrême pénurie de la ville, que les événements politiques avaient privée de son patrimoine, fut une des causes de ce changement. Dès-lors les propriétaires durent faire exécuter le pavage *chacun en*

*droit soi*, mais les inconvénients d'un pareil système ne tardèrent pas à se faire sentir; les riverains résistèrent à l'accomplissement d'une obligation onéreuse, et l'autorité municipale eut souvent à lutter contre leur indifférence; d'ailleurs les travaux, exécutés isolément par chaque propriétaire, n'offraient pas toujours l'ensemble désirable. Une expérience de cinquante années ne laissait plus aucun doute sur les vices inhérents à ce mode, et sur les difficultés extrêmes de son application : enfin, à mesure que les idées de progrès se répandaient, et que l'administration éprouvait davantage le besoin d'améliorer la voie publique, l'adoption d'un système plus favorable au bon entretien et au perfectionnement du pavage devenait de plus en plus nécessaire. En conséquence, le conseil municipal décida qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1845 le pavage serait fait par la ville, au moyen d'une taxe imposée sur les propriétaires riverains; cette innovation, qui a été appliquée avec succès dans plusieurs villes, permettra d'obtenir à Blois des résultats incompatibles avec le mode précédemment suivi. Les travaux exécutés au cours de l'année 1845 prouvent déjà en faveur du nouveau système.

#### ALIGNEMENTS DES RUES.

Jusqu'à la fin du dernier siècle, l'administration

ne paraît pas s'être occupée d'assurer aux rues de Blois une largeur et un alignement convenables. Ce qui reste des plus anciennes prouve qu'elles étaient extrêmement étroites et tortueuses ; les propriétaires bâtissaient sans aucun ensemble ; leurs constructions, horriblement pressées, formaient des quartiers aussi insalubres que disgracieux, où le défaut d'air, d'espace et de régularité se faisait sentir à un égal degré.

Le premier règlement sur notre voirie urbaine est un arrêt du bureau des finances de la généralité d'Orléans, rendu en 1775, et observé jusqu'en 1838, époque où de nouveaux plans, conformes aux progrès de l'édilité moderne, furent approuvés par le conseil d'État, et rendus exécutoires par ordonnance royale.

Depuis quelques années, plusieurs rues, notamment celles de Saint-Martin, du Pont, Grande-Rue, Champbourdin, Porte-Côté, etc., ont été élargies d'une manière sensible. Dans les quartiers de grande voirie, telles que la Grande-Rue et celle de la Porte-Côté, la ville, d'accord avec l'État, alloue des indemnités aux propriétaires qui se reculent. Dans les autres, c'est en général à leurs risques et périls qu'ils réédifient les maisons sujettes au reculement. Beaucoup de ces reconstructions spontanées s'exécutent maintenant sur divers points de la ville ; l'augmentation toujours progres-

sive des loyers, le désir général de bien-être et de luxe, et peut-être aussi l'empire de la mode, déterminent les particuliers à des sacrifices qu'ils n'osaient d'abord s'imposer.

### ÉCLAIRAGE DES RUES.

Le vieux Blois n'avait point d'éclairage public; mais dans les temps de troubles ou de peste, il était défendu aux habitants de sortir le soir sans porter de la lumière; quelquefois même on les obligeait d'éclairer leurs maisons; ainsi, en 1568, époque des guerres de religion, la municipalité ordonna que ces illuminations individuelles auraient lieu depuis 8 heures du soir jusqu'au point du jour; prescription d'autant plus onéreuse qu'on était alors au mois d'octobre <sup>1</sup>.

En 1788, M. Boesnier, maire, conçut la première idée d'établir 130 reverbères, qui auraient été allumés pendant quatre mois de l'année; mais les circonstances politiques ne permirent pas d'exécuter aussitôt ce projet. En 1800, au moment où Blois était menacé de l'invasion nocturne d'une bande de malfaiteurs, la municipalité ordonna, suivant l'usage ancien, que chacun éclairerait *en droit soi* <sup>2</sup>. Le projet de M. Boesnier fut mis à exécution.

<sup>1</sup> Délibération du 7 octobre 1568.

<sup>2</sup> Arrêté du 22 ventôse an 8.

par un de ses successeurs. En 1804, M. Bergevin, maire, fit poser les premiers reverbères sur le pont et sur les quais. Vers la fin de 1805, on en comptait 46 dans toute la ville; en 1806, 40 nouveaux furent ajoutés; en 1807, 50; de sorte qu'au commencement de 1808, Blois en possédait 106. Ce nombre s'accrut successivement; en 1820 il était de 210, en 1831 de 223. L'établissement du gaz, qui fut inauguré dans notre ville le 1<sup>er</sup> mai 1840, et l'extension que prend chaque année ce nouveau mode d'éclairage eurent pour conséquence la réduction du nombre des reverbères. Aujourd'hui la ville est éclairée par 427 feux d'huile et 73 becs de gaz; les premiers se paient 1 centime 4,637 dix millièmes par heure, les seconds 4 centimes.

#### NOMS DES RUES.

Avant l'introduction des numéros, qui sont d'origine moderne, les principales maisons de la ville étaient distinguées par des emblèmes peints ou sculptés sur leurs façades; quelquefois même ces enseignes servaient à désigner les rues où étaient situées les maisons; c'est ainsi qu'on peut expliquer les dénominations bizarres de nos rues des *Trois-Maillets*, des *Trois-Clefs*, du *Chant-des-Oiseaux*, du *Griffon*, du *Mouton*, du *Lion-Ferré*, des

*Violettes*, du *Grain-d'Or*, du *Poinçon-Renversé*, de *Veauvert*; probablement les figures que rappellent leurs désignations, existaient sur quelques unes de leurs anciennes maisons.

On doit s'étonner qu'une ville si riche en illustrations de tout genre ne les ait pas inscrites au moins sur les plaques de ses rues; cependant on aimerait à y lire les noms des *Phelippeaux*, des *Hurault*, des *Dupont*, des *Papin*; ce seraient des souvenirs flatteurs pour les familles et pour la cité, tandis que la plupart des noms actuels n'offrent aucun intérêt, souvent même aucun sens connu. D'autres villes ont mieux compris le devoir d'honorer leurs célébrités par des mentions officielles; on ne peut y faire un pas sans lire des noms chers à la patrie, preuves simples et palpables de la reconnaissance publique. Espérons qu'un jour Blois adoptera ce mode d'instruction populaire; en scrutant ses annales, la ville trouverait assez de gloires pour composer une de ces nomenclatures historiques.

L'édilité blésoise a subi l'influence momentanée des idées révolutionnaires. Lorsque les démagagues de 93 abjuraient des noms de famille ou de baptême susceptibles de rappeler l'ancien régime, les administrateurs de l'époque imposèrent pareils changements à plusieurs de nos rues; une délibération municipale, prise à cet effet au mois de sep-

tembre 1793, fut rigoureusement exécutée. Dès lors la rue du *Poids-du-Roi* s'appela rue du *Poids-National*; la rue *Croix-Boisée* rue de la *Raison*<sup>1</sup>; les rues de la *Chaîne* et de la porte *Bastille*, dont les dénominations choquaient les oreilles républicaines, reçurent le titre de la *Liberté*. Les noms religieux des rues Saint-Jean, Saint-Martin, Saint-Lubin, et autres de la même catégorie, perdirent une épithète proscrite par le culte-raison. La place Saint-Louis prit le titre de la *Montagne* que l'on y avait élevée pour célébrer les fêtes montagnardes. Ces traits caractéristiques de l'atticisme révolutionnaire disparurent avec le régime transitoire qui les avait inspirés; les rues, comme les familles, reprirent leurs anciens et légitimes noms: puisse-t-on désormais, par respect pour l'histoire et pour les souvenirs du pays, ne plus toucher à ces traditions inoffensives!

Nous passons maintenant aux renseignements historiques qui concernent particulièrement chacune des principales rues de Blois; ici se placera naturellement l'explication étymologique de leurs noms. Les causes premières de ces désignations spéciales n'apparaissent pas toujours distinctement; aussi faudra-t-il quelquefois suppléer par des con-

<sup>1</sup> Une autre délibération du 24 brumaire an II énonce que cette substitution eut lieu sur la demande des sans-culottes de la rue *Croix-Boisée*.

jectures à l'insuffisance de données positives. Dans cette revue sommaire, nous suivrons l'ordre alphabétique, plus facile pour les recherches <sup>1</sup>.

Rue BASSE. — Ainsi nommée par opposition à la rue *Haute* qui lui est parallèle; entre les deux se trouve la rue *Minette*, passage étroit et rapide dont le nom exprime l'exiguïté. Vis-à-vis cette dernière ruelle s'en trouve une autre non moins étroite et plus longue qui conduit à la Grande-Rue. Ce quartier, où n'ont point encore pénétré les améliorations modernes, est un bien triste reste du vieux Blois.

Rue BEAUVOIR. — L'élévation du site et l'étendue du paysage que l'on découvre du haut de la tour *Beauvoir*, expliquent suffisamment ce nom pittoresque. Dans plusieurs titres des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, cette rue est appelée *Beauvais*, vicieuse altération du mot primitif qui était en latin<sup>2</sup> *Bellovidere* (Belle-Vue).

Rue BOESNIER. — C'est le nom de l'honorable maire qui administrait la ville de Blois en 1789, et dont les enfants habitent encore le pays.

Rue BOURREAU. — Cette rue, ou plutôt ce che-

<sup>1</sup> Nous ne parlerons pas ici des rues dont les noms se trouvent expliqués dans les autres parties de cet ouvrage.

<sup>2</sup> Ce mot latin est employé dans la charte de 1196 déjà citée.

min, monte à l'un des points les plus élevés de la côte des Groix; son nom paraît dériver du celtique *barrow* (hauteur); étymologie d'autant plus vraisemblable, que la rue Bourreau conduit au monument gaulois appelé *Butte des Capucins*.

**Rue BRETONNERIE.** — Anne de Bretagne, épouse du roi Louis XII, durant son séjour à Blois, avait une garde bretonne, casernée dans le quartier qui a conservé le nom de ces hôtes passagers. Cette garde faisait ordinairement le guet sur une terrasse du château qui s'appelait *la perche aux Bretons*, et qui fut démolie lors de la construction de l'édifice de Gaston.

**Rue des CHALANDS.** — On appelait ainsi de grands bateaux plats, en usage sur la Loire; peut-être cette rue, située au bord de la rivière, doit-elle son nom à l'existence de quelque chantier, autrefois établi pour leur construction; au surplus, le grand nombre de mariniers qui l'habitaient jadis, suffirait pour justifier sa dénomination technique. En 1839, lors de la prolongation de la rue Croix-Boisée, on remblaya l'extrémité de la rue des Chalandes pour élargir le quai et le mettre de niveau avec la cour de l'hôpital.

**Rue de la CHAÎNE.** — On prétend qu'autrefois la chaîne des forçats passait en Vienne et logeait dans une maison de cette rue. Cette étymologie étant

peu satisfaisante, nous donnerons une explication moins douteuse. On sait que, dans les temps de troubles, il était d'usage de tendre des chaînes aux principales avenues des villes; or, si jamais l'autorité blésoise employa ce moyen extrême, ce dut être aux abords d'une rue qui faisait suite à l'ancienne route de Paris, et que les voitures venant d'Orléans devaient nécessairement parcourir pour entrer en ville, ou bien pour gagner les ponts Saint-Michel et la route de Bordeaux; car les quais de Vienne datent seulement du dernier siècle; auparavant ce n'étaient que des grèves impraticables.

Rue du CHANGE. — Au moyen-âge la monnaie des comtes de Blois était la seule qui eût cours légal dans la ville; ce privilège donna lieu à une industrie particulière dont le nom est resté à la rue anciennement habitée par les changeurs; ils avaient choisi à dessein le quartier le plus populeux et le plus commerçant du vieux Blois.

Rue CHEMONTON. — Cette dénomination pittoresque nous semble être un abrégé de *chemin montant*; elle s'applique en effet à l'une des rues les plus escarpées de la ville. Vers le milieu du dernier siècle, on imagina, nous ne savons pour quel motif, de l'appeler *Chèvre-Mouton*; mais bientôt elle reprit le nom que lui assignent tous les anciens

titres. La rue *Chemonton* est figurée avec ses degrés sur le plan de 1573.

Rue CROIX-BOISÉE <sup>1</sup> (en Vienne). Une croix de bois, qui existait au bout de cette rue, donna lieu à sa dénomination. En 1793 les Jacobins de Vienne obtinrent de la municipalité l'autorisation de remplacer le signe religieux par une colonne en pierre, surmontée du bonnet de la liberté, et sur laquelle furent gravés les *droits de l'homme* <sup>2</sup>. Après le rétablissement du culte, ce monument civique fut transformé en croix ; il conserve encore cette pieuse destination bien opposée à la pensée des fondateurs.

En 1839 la rue Croix-Boisée a été continuée en ligne droite jusqu'à la levée, et l'on a établi des trottoirs sur ce prolongement. Quoique la partie neuve n'ait reçu officiellement aucun titre spécial, on l'appelle *rue Maigreau*, nom du maire actuel qui l'a fait ouvrir.

Rue des ÉCURIES DU ROI. — Au XVI<sup>e</sup> siècle on ne pouvait arriver en voiture sur la place du château ; car le chemin qui conduit des Fossés à la voûte n'existait pas : la cour, obligée de subir cet inconvénient, laissait ses équipages et ses chevaux dans le faubourg du Foix, et montait à pied la

<sup>1</sup> C'est à tort qu'on écrit *Boissée*.

<sup>2</sup> Délibération du 24 brumaire an II.

rampe de la rue Saint-Lubin. Ses remises et ses écuries étaient situées dans la rue qui en a conservé le nom.

**FOSSES DU CHATEAU.** — Cette rue n'est, comme la rue Gallois ci-après mentionnée, qu'une partie de l'ancien fossé de ville qui bordait l'enceinte fortifiée.

**Rue de la FOULERIE.** — Les comtes de Blois y avaient établi des *moulins à foulon* pour la fabrication du drap ; ces usines ont cessé d'exister depuis le XVI<sup>e</sup> siècle environ.

**Rue FRANCIADE.** — Cette rue a été ouverte depuis la Révolution, sur l'emplacement de l'église des Minimes et sur les dépendances de leur couvent ; sous la Restauration, elle s'appela momentanément rue de *Bourbon*.

**Rue GALLOIS.** — Un passage du registre des délibérations municipales de 1702 nous explique l'origine et le nom de cette importante communication :

Sur ce qui a été remontré, que la Grande-Rue qui monte en Bourg-Neuf est inaccessible aux charrettes, ce qui fait un tort considérable au public, tant pour la perte des chevaux qui périssent à monter ladite Grande-Rue, que parce que la plupart des charretiers n'ont pas le moyen d'avoir assez de chevaux pour pouvoir monter <sup>1</sup> ; l'assemblée décide qu'il sera fait une

<sup>1</sup> Ce passage prouve que les voitures chargées montaient directe-

rue dans le fossé de la rue Porte-Chartraine à la porte Côté; elle accepte l'offre faite par Jean Gallois, huissier, et sa sœur Marie Gallois <sup>1</sup>, propriétaires d'une maison située au-dessus dudit fossé, de faire à leurs dépens les travaux nécessaires. En considération de quoi, la ville leur accorde l'exemption des logements militaires, leur vie durant, et la jouissance des terrains qui les joignent.

Ainsi la rue s'appelle bien légitimement *Gallois*, et non *Galas* comme a dit Fournier, auteur des *Essais sur Blois*.

GRANDE-RUE. — De temps immémorial, la *Grande-Rue*, celle des *Marchands* et celle du *Port-Vieux* formèrent une communication directe, appelée, dans un titre de 1166 <sup>2</sup>, *Viam quæ ducit à portu Carnotensi ad pontem Ligeris*.

Depuis quelques années, plusieurs parties de la Grande-Rue ont été élargies; l'importance d'un passage qui doit être la principale communication pour arriver à l'embarcadère du chemin de fer, nécessitait cette amélioration que la municipalité espère compléter avec le concours des propriétaires riverains.

Rue du GRENIER-A-SEL. — La maison où s'exerçait le monopole du sel et où siégeait la juri-

ment de la Grande-Rue à la porte Chartraine; aujourd'hui on n'oserait tenter un pareil assaut.

<sup>1</sup> Plusieurs descendants de cette même famille existent encore à Blois.

<sup>2</sup> Preuves de Bernier, p. 11.

diction préposée au contentieux de la gabelle, existe encore dans cette rue de fiscale mémoire.

Rue de LAURICARD. — Elle s'appelait jadis rue de la *Poterie*, à cause d'anciennes usines qui depuis longues années n'existent plus dans ce quartier.

Rue du MAIL. — On l'établit vers 1754 sur l'emplacement du mur et du fossé de ville; les maisons furent juxta-posées à celles de la Foulerie, quartier bien plus ancien.

Rue des MARCHANDS. — Ce quartier, l'un des plus commerçants du vieux Blois, s'appelait aussi rue de la *Baudrerie*, mot qui exprimait autrefois l'industrie des corroyeurs.

Rue des ORFÈVRES. — Cette rue, dont le nom indique suffisamment l'étymologie, se prolongeait autrefois jusqu'au petit porche de l'ancien Hôtel-Dieu (aujourd'hui la salle de spectacle et l'école mutuelle); elle était aussi tortueuse qu'étroite; son élargissement date d'une soixantaine d'années environ.

Rue du PALAIS. — Elle était autrefois le quartier des bourreliers; le voisinage de la halle et du marché, rendez-vous ordinaire de leur clientèle rurale, y avait concentré ces industriels; aussi s'appela-t-elle longtemps rue de la *Bourrellerie*. Son

nom actuel ne sera bientôt plus qu'un souvenir, grâce à la démolition prochaine du vieux palais.

**Rue des PAPEGAUTS.** — On appelait ainsi les figures d'oiseaux en bois <sup>1</sup> qui servaient de but au tir de l'arbalète. Longtemps les bourgeois *arbalèti-ers* formèrent à Blois une confrérie nombreuse; l'existence officielle de cette corporation est attestée par un article du compte municipal de 1518, qui leur alloue cent sous à titre d'encouragement <sup>2</sup>. L'exercice de l'arbalète était sérieux à une époque où il y avait encore peu d'armes à feu; mais lorsqu'ensuite les arquebuses devinrent plus communes, cet instrument primitif cessa d'être une arme de guerre, et fut relégué parmi les jouets. Probablement les arbalèti-ers de Blois plantaient leurs papegauts sur le haut de la voie montueuse ainsi nommée. Autrefois cette rue se prolongeait jusqu'au mur de ville; mais la partie haute fut supprimée pour l'établissement de l'évêché.

**Rue du PONS-DU-ROI.** — Le bureau de pesage public occupait un hôtel de cette rue. La variété et l'incertitude des anciens poids occasionnaient de

<sup>1</sup> Le *Papegaut* est un oiseau de la famille des perroquets.

<sup>2</sup> Tous les ans il y avait pour l'obtention de cette somme, un concours public entre les confrères de l'arbalète; celui qui gagnait le prix municipal, était qualifié *roi du papegaut*, et jouissait de plusieurs privilèges.

fréquentes contestations qui obligeaient les particuliers de recourir aux étalons déposés dans cet établissement ; le ministère des peseurs publics était alors indispensable au commerce. Le droit de pesage, fixé au centième du prix des marchandises, appartenait au Domaine, qui en 1660 l'aliéna à M. de Saumery, bailli de Blois et gouverneur de Chambord ; au moment de la Révolution ses descendants l'affirmaient 450 livres. Aujourd'hui ce même droit est affermé au profit de la ville avec celui du mesurage des grains ; mais, par suite de l'uniformité et de la vérification périodique des poids commerciaux, il est bien rare maintenant que l'on ait besoin de recourir aux étalons ; aussi cette perception est-elle d'un produit presque nul.

Rue du PONT-DU-GAST. — Nous rétablissons la véritable dénomination de cette rue ; car c'est seulement depuis une quarantaine d'années qu'on lui a donné, nous ne savons pour quel motif, le nom du fameux aqueduc romain de la ville de Nîmes. Voici comment on peut, ce nous semble, expliquer l'ancienne orthographe : autrefois les magasins du château appelés *gastes* (mot très anciennement usité à Blois) étaient situés dans ce quartier, à la suite des jardins bas ; on sait aussi que l'Arrou, avant d'être voûté, était traversé par de petits ponts construits de distance en distance ; d'après ces deux

données, ne peut-on pas supposer qu'il y avait un de ces passages vis-à-vis les *gastes* du château? En effet l'Arrou coulait autrefois à découvert au bas des maisons de la rue dont il s'agit.

Depuis quinze années, le *Pont-du-Gast* s'est sensiblement amélioré sous le rapport des constructions, et même de la population; car il fut un temps où ce quartier était fort mal habité.

Rue du PUIITS-CHATEL. — Ce puits, qui n'existe plus, était situé au bas des degrés de Saint-Louis. Suivant Ducange, le mot *castellum* signifie quelquefois ville ou portion de ville; en admettant cette version du savant glossateur, *puits Châtel* voudrait dire un puits à l'usage de la ville ou du quartier, comme il y en avait jadis plusieurs dans Blois, par exemple sur la place appelée aujourd'hui encore *Puits-du-Quartier*. La publicité bien constatée de l'ancien *puits Châtel* paraît justifier cette interprétation; car en 1754 les habitants de la rue furent maintenus dans le droit d'y puiser, malgré l'opposition de madame veuve Belot, propriétaire de la maison voisine.

Rue du PONT. — Elle s'appelait autrefois rue de la *Poissonnerie*, à cause de la halle au poisson qui s'y trouve établie depuis fort longtemps. Anciennement elle était fermée, du côté de la Loire, par le mur de ville, et l'on n'y entrait que par une

simple poterne. Après la construction du nouveau pont (1724), la poterne et le mur furent démolis pour élargir l'entrée de cette rue, qui prit alors son nom actuel, et devint une des plus importantes issues de la ville : auparavant ce n'était qu'un passage secondaire ; car les rues du *Port-Vieux* et des *Marchands*, situées vis-à-vis l'ancien pont, concentraient presque tout le mouvement et le commerce. Depuis quelques années, la rue du Pont a été bien élargie, surtout aux abords de la Poissonnerie : elle s'est aussi embellie de plusieurs maisons neuves.

**Rue SAINT-HONORÉ.** — On l'appelait autrefois rue *des Vanniers*, de même (nous l'avons déjà dit) qu'on appelait celle du Palais, rue des Bourreliers. Ces noms d'industrie étaient communs sous le régime des corporations qui tendait à toujours rapprocher les gens du même métier ; chaque communauté avait alors son quartier distinct, comme il avait ses statuts et ses privilèges particuliers.

**Rue SAINT-LUBIN.** — Nom d'un des premiers évêques du diocèse de Chartres dont Blois faisait partie avant 1698. Au moyen-âge, il existait dans ce quartier, au bas de la rampe du château, une petite église dédiée au saint prélat ; mais depuis longtemps il ne reste plus aucune trace de cet édifice. La rue Saint-Lubin est une des plus anciennes de la ville ; on y voit encore plusieurs maisons en

colombage, avec des boiseries sculptées qui paraissent être de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Avant l'établissement de la place Louis XII, elle se prolongeait jusqu'aux *Grandes-Fontaines* : cette partie supprimée n'était pas moins étroite que la portion existante. La plupart des quartiers du vieux Blois ressemblaient à ce qui reste de la rue Saint-Lubin, type exact de l'ancienne ville.

Rue du SERMON. — Le mot *sermon* paraît indiquer que les Calvinistes eurent un prêche dans cette rue retirée ; les faubourgs étaient en effet les seuls quartiers où il leur fût permis d'exercer leur culte suspect.

Rue de la TUPINIÈRE. — (Et non pas Taupinière). Au XIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs maisons de ce quartier appartenaient à Renaud *Tupin*, riche bourgeois de la ville : le pieux comte Jean de Chatillon les acheta pour y fonder le couvent des Jacobins dont les bâtiments existent encore. Le nom du possesseur primitif demeura toujours à la ruelle sinueuse qui traversait cet îlot de masures. La *Tupinière* aboutissait autrefois à l'angle de l'Hôtel-Dieu (à l'endroit où les élèves de l'école mutuelle prennent maintenant leurs récréations) ; elle faisait suite à la rue des Orfèvres qui se prolongeait alors jusqu'à cet angle, et conduisait au quai par le bas de la rue Madeleine : devenue inutile à la circulation depuis

l'ouverture de celle des Jacobins, elle a été en partie concédée aux propriétaires riverains, et réunie à leurs maisons.

Rue de la VIEILLE-POSTE. — Anciennement les écuries de la poste aux chevaux se trouvaient dans cette petite rue, appelée aussi *rue des Écuries*. L'hôtel de la poste, situé dans la rue du Port-Vieux, existe encore ; c'est aujourd'hui une petite auberge. On doit regretter la destruction récente du bas-relief des *quatre fils Aymon*, emblème chevaleresque qui surmontait la porte de cette ancienne maison et rappelait sa destination première.

L'ancien parcours des voitures de poste dans la traverse de Blois était d'une longueur et d'une difficulté que l'on a peine à s'expliquer. Celles par exemple qui venaient de Paris et allaient à Tours, arrivaient par la rive gauche (seule route praticable), suivaient la rue de la Chaine en Vienne, passaient le pont, entraient au Port-Vieux où elles relayaient, détournaient par la rue des Orfèvres, traversaient les rues Saint-Lubin, des Trois-Marchands et du Foix, et gagnaient enfin la grande route de Tours. La rencontre de deux attelages dans ces rues n'était pas sans danger. Cet itinéraire seul prouverait l'extrême rareté des voitures de poste ; car assurément de tels passages n'eussent pas suffi aux besoins d'une locomotion tant soit peu

active. Dans le dernier siècle, après l'ouverture de la route de Menars et la construction des quais, la ligne droite, que les postes suivent encore, remplaça tous ces détours incommodes ; le relais fut alors transféré sur la levée du Foix, à l'hôtel de la Galère.

Dans la nomenclature qui précède, nous avons omis à dessein les noms indécents de certaines ruelles où l'ancienne police, gardienne sévère des mœurs, avait concentré une honteuse industrie. L'édilité actuelle devrait bien supprimer ces titres ignobles que proscrivent les convenances modernes, et particulièrement la politesse proverbiale du langage blésois.

---

#### CHAPITRE IV.

##### PLACES, CARREFOURS, PROMENADES PUBLIQUES, BUTTE DES CAPUCINS.

---

**GRANDE-PIÈCE.** — Cette place, que les vieux titres appellent *Grande-Pièce-d'Angleterre* (à cause du voisinage de la rue ainsi nommée), fut longtemps la promenade favorite des Blésois ; mais après la construction du nouveau pont et des quais, les abords de la Loire, devenus plus agréables, obtinrent la préférence sur les quartiers hauts. L'arrêté suivant prouve qu'au commencement du siècle dernier la Grande-Pièce était l'objet des sollicitudes municipales <sup>1</sup> :

Pour la conservation du plant d'arbres appelé *la Quinconce*,

<sup>1</sup> Délibération de 1710.

*qui fait un très bel ornement en cette ville, et surtout au quartier haut où il n'y a pas d'autre promenade; attendu que les barrières ont été déjà plusieurs fois refaites, et qu'elles sont continuellement volées de nuit, il sera fait tout autour des fossés bordés de haies vives.*

Cinq journaliers, hommes de peine, entreprirent cet ouvrage; la ville leur accorda, outre le prix convenu, l'exemption de logements et d'impositions militaires, leur vie durant : cette dernière clause, que l'on rencontre dans beaucoup de marchés municipaux de la même époque, prouve l'extrême pénurie de la ville, qui, pour donner moins d'argent, prodiguait des privilèges contraires à l'égalité des citoyens devant la loi et aux principes d'une bonne administration.

Plus tard (1732), la ville fit marché avec un jardinier pour entretenir *les ormeaux de la Quinconce*<sup>1</sup> et remplacer ceux qui manqueraient, pendant vingt-neuf ans, à raison de 33 livres par an.

Cette plantation, qui formait dans l'été un magnifique ombrage, fut abattue en 1809, et remplacée par les arbres chétifs arrachés lors des derniers terrassements.

En 1749, on éleva la Grande-Pièce, et on l'entoura de murs de soutènement; l'exhaussement fut fait en partie avec les terres extraites de la citerne de la place Saint-Louis. En 1803, on combla les

<sup>1</sup> C'est ainsi qu'on appelait alors la Grande-Pièce.

fossés de ville qui bordaient le côté du midi. Enfin on vient de niveler la place et de là remettre à peu près dans son ancien état ; les terres ont été transportées, pour faire des remblais, sur l'emplacement du nouveau palais de justice, et sur le champ destiné aux foires de bestiaux. Ce travail considérable, commencé en 1839, a utilement occupé la classe indigente, surtout au cours de l'hiver si long et si rigoureux de l'année 1844.

Depuis 1806, la Grande-Pièce sert de marché pour les menus grains, qui auparavant se vendaient sur la place Saint-Louis et vis-à-vis le palais de justice.

Non loin de là se trouve une pépinière qui existait déjà longtemps avant la Révolution : à cette époque, elle appartenait à la généralité d'Orléans ; devenue ensuite propriété particulière, elle a pris une extension remarquable, et laisse peu à désirer sous le rapport du choix et de la variété des espèces.

Place SAINT-LOUIS. — Anciennement elle servait de cimetière à la paroisse Saint-Solenne. La rue du Palais s'étendait jusqu'à la porte Clouseaulx ; ce prolongement, formé par un second rang de maisons parallèle à celui qui existe encore, s'appelait rue du *Grand-Marché*<sup>1</sup>. Ces maisons furent

<sup>1</sup> Titres des archives départementales.

abattues, et la place mise à peu près dans son état actuel, lors de la construction de l'Évêché (1700). A la même époque, on transféra le cimetière sur le petit mail Clouseaux. Jusqu'au commencement de ce siècle, la foire du mois d'août et le marché aux menus grains tinrent sur la place Saint-Louis ; mais on leur a depuis assigné des collocations plus convenables. La citerne qui donne de l'eau aux habitants du quartier, a été creusée en 1749, sous la direction de l'architecte Gendrier ; une inscription de l'époque, placée à l'intérieur, constate les noms des échevins qui administraient alors la ville, et auxquels on doit cet ouvrage important ; c'étaient : MM. Léonard Cuilly, lieutenant de l'élection ; Etienne Duchesne, procureur du roi ; Claude de Réméon, gentilhomme ; Charles-Léonard Vallon, notaire. La citerne forme un rectangle de 37 mètres 37 centimètres de long, sur 4 mètres 32 centimètres de large. Le peu d'accord des propriétaires du quartier empêcha longtemps de l'utiliser ; mais depuis 1828, l'administration est parvenue, avec le concours des riverains, à faire converger dans ce réservoir toutes les eaux pluviales des maisons voisines. En 1833, de nouveaux travaux firent cesser la déperdition de l'eau. Une dernière amélioration, opérée en 1839, fut l'établissement des gouttières de la cathédrale, qui aboutissent aussi à la citerne et contribuent à l'alimenter.

Les degrés servant de communication entre la place Saint-Louis et les quartiers bas existent depuis un temps immémorial.

Place des JÉSUITES. — Autrefois ce terrain dépendait des *jardins bas* du château ; mais après la mort de Gaston, dernier comte de Blois, la ville en obtint la concession pour faire une place publique aboutissant aux fossés du château, qui ensuite devinrent eux-mêmes une rue fréquentée par les voitures. La place porta d'abord le nom de la communauté religieuse qui occupait la maison actuelle du bureau de bienfaisance (l'ancien collège). Après le bannissement des Jésuites (1762), on l'appela *place Royale* ; cependant les personnes attachées à la congrégation proscrite continuèrent de la désigner par son titre primitif qui s'est perpétué jusqu'à nos jours.

Avant la Révolution, c'était le lieu affecté à la célébration des fêtes publiques, et le champ de manœuvres de la milice bourgeoise ; on y passait les revues, on y allumait les feux de joie et d'artifice. La même place devint ensuite le théâtre des fêtes révolutionnaires, et fut, comme nous l'avons vu <sup>1</sup>, solennellement dégradée de son nom monarchique, dans une de ces bizarres solennités : à partir de 1793, elle eut aussi le triste privilège des exécutions.

<sup>1</sup> V. *suprà* ; p. 201.

tions capitales , qui auparavant se faisaient dans la rue du *Bourg-Neuf* ; pendant tout le cours de la terreur , la guillotine y demeura en permanence : par bonheur, cet instrument de mort ne fut à Blois qu'un épouvantail inoffensif, et ne fonctionna point comme en d'autres villes où l'assassinat politique était à l'ordre du jour. En 1806 , les sanglantes œuvres furent transférées sur la *Grande-Pièce*. Après l'établissement de la nouvelle préfecture, la place des Jésuites reprit une destination, que le système des *circonstances atténuantes* a rendu de plus en plus rare. (Il n'y a pas eu d'exécution capitale à Blois depuis cinq années.)

Le passage étroit, dit la *voûte du Château*, aboutissait anciennement au fossé de ville que l'on traversait sur un pont-levis ; plus tard, ce fossé, en partie comblé, devint une rampe à l'usage des piétons, et servit de communication directe entre le château et la porte Côté. Michel Bégon <sup>1</sup>, échevin qui, vers 1615, fit élever au bas de cette ruelle quelques constructions, lui laissa son nom. En 1805 on démolit ces mesures de triste apparence , pour l'établissement de la fontaine Corbigny.

La place des Jésuites vient de subir une transformation complète, par suite des travaux remar-

<sup>1</sup> Cette famille blésoise, distinguée dans la magistrature et les emplois administratifs, s'est éteinte au cours du dernier siècle.

quables exécutés en 1845, le nivellement du terre-plein vis-à-vis le château <sup>1</sup>, le déplacement de la fontaine Corbigny, la belle construction du mur de soutènement et de l'escalier qui a remplacé les marches de la *ruelle Bégon*, désormais supprimée, ont tellement changé l'aspect de ce quartier devenu méconnaissable, que nous avons cru devoir entrer dans quelques détails pour conserver le souvenir de son ancien état.

La *rampe de Champbourdin*, qui établit une communication entre le quartier de ce nom et la place des Jésuites, existe depuis un temps immémorial; on l'a élargie vers 1804, telle qu'elle est aujourd'hui.

Place Louis XII. — Elle fut commencée en 1806 par la démolition de l'église de Bourg-Moyen, sur l'emplacement de laquelle on éleva en 1819 la nouvelle halle aux légumes. En 1822 la ville acheta et fit abattre une douzaine de vieilles maisons en bois qui formaient le prolongement de la rue Saint-Lubin, et obstruaient les abords de cette halle. La place, telle qu'on la voit, fut inaugurée sous le titre blésois de *Louis XII*, le 24 décembre 1823. Le conseil municipal, en adoptant cette dénomination, décida qu'une statue serait érigée sur la même place

<sup>1</sup> Cette élévation avait été formée de terres rapportées, ainsi qu'on a pu s'en convaincre lors du nivellement.

au *Père du peuple* <sup>1</sup> ; deux ans après une souscription fut ouverte, et la ville s'inscrivit aussitôt pour la somme de 3000 fr. <sup>2</sup>. Ce louable projet n'eut point de suite ; Louis XII attend encore de sa ville natale un hommage que d'autres cités ont accordé à de bien moindres illustrations.

L'ancien aspect du quartier de la place Louis XII, tel que plusieurs personnes vivantes se le rappellent, donne une triste idée du vieux Blois. Les deux églises de Bourg-Moyen et de l'Hôtel-Dieu, avec leurs cimetières, les rues Saint-Lubin et des Orfèvres, couvraient tous les points de cet emplacement. Tel était autrefois l'encombrement de la plupart des quartiers ; l'air et l'espace, conditions essentielles de l'édilité moderne, importaient peu à nos pères ; leur ville, partout resserrée, partout sombre, choquait tous les principes de salubrité, de bien-être et de régularité, qui dirigent l'administration moderne et suggèrent tant d'améliorations.

Place du CHATEAU. — Autrefois c'était l'avant-cour du château ; les officiers du comte de Blois et les chanoines de Saint-Sauveur occupaient les maisons situées à l'entour. La place était fermée et soutenue de hautes murailles, dont une partie subsiste encore. La rampe pratiquée dans le roc qui

<sup>1</sup> Délibération du 22 février 1822.

<sup>2</sup> Délibération du 2 février 1824.

descend à la rue Saint-Lubin , fut longtemps la seule communication entre le château et la ville : les escaliers ont été construits en 1836 ; auparavant ce n'était qu'une pente abrupte et inégale.

A l'époque de la Révolution, le côté septentrional de la place n'offrait qu'une rangée tortueuse de masures semblables à celles qui se trouvent auprès de la voûte du château. Au midi s'élevaient la belle église Saint-Sauveur, et les deux anciens hôtels d'Amboise et d'Épernon qui existent encore. Le défaut de communication directe avec le centre de la ville rendait ce quartier très incommode ; aussi était-il peu habité. Gaston avait conçu le projet de pratiquer dans le rocher un nouveau passage pour le service du château ; mais il ne l'exécuta point. La rampe actuelle, qui descend de cette place à la rue Saint-Martin, date seulement de l'année 1807. De nouvelles maisons, bâties depuis vingt années, ont embelli et peuplé ce quartier jadis presque désert.

**Place du Puits-du-Quartier** <sup>1</sup>. — Longtemps la ville fut privée d'un emplacement spécial pour le marché au beurre, aux œufs et aux légumes, denrées qui se vendaient dans la rue du Pont, sur la petite place du Change, aux abords de la Poissonnerie et dans les carrefours. Plusieurs accidents démontrèrent l'insuffisance de ces emplacements étroits.

<sup>1</sup> Et non pas *Pied-du-Quartier*, comme on dit souvent.

Lorsque les Nouvelles-Catholiques, transférées aux Cordeliers (la prison actuelle), abandonnèrent leur maison du Puits-du-Quartier, la ville l'acheta avec d'autres du même ilot, et les démolit pour établir la place actuelle (1787). Les maisons adossées au rocher furent bâties vers 1791 par M. Guillon, le même qui à cette époque exécuta dans Blois un si grand nombre de constructions. Avant la démolition du couvent des Nouvelles-Catholiques, il n'existait en cet endroit qu'une rue fort étroite, faisant suite à la rue Basse et rejoignant la Grande-Rue; les maisons situées au midi de la place formaient un des côtés de cette rue. Entre la rue Haute, la rue Basse, et les degrés de Saint-Honoré, se trouvait un carrefour, au milieu duquel était un puits public figuré sur le plan de 1573; à cette époque on l'appelait *Puits-du-Quartier*, c'est-à-dire du *carrefour* (en latin *cartérium*, d'où est venu le mot français, que l'on écrivait autrefois *cartier*). Plusieurs enfants du voisinage s'étant noyés dans ce puits, que la proximité de la fontaine Saint-Jacques rendait d'ailleurs peu nécessaire, la municipalité ordonna en 1628 qu'il serait *curé, rasé et voûté au niveau du pavé, sauf à le rouvrir en cas de besoin*<sup>1</sup>; il n'a jamais été rétabli depuis cette suppression opportune.

<sup>1</sup> Procès-verbal du 6 juillet 1628.

Le projet d'établir un marché au Puits-du-Quartier datait de fort loin ; car nous voyons qu'en 1624, le conseil de ville exprima le vœu d'y transférer *le marché au gibier et à la volaille*, qui alors tenait au Change<sup>1</sup>. Ce marché *au gibier*, dont la mention semble un anachronisme, devait être bien peu de chose dans ce temps de frugalité où le luxe de table était inconnu, et où les lois féodales défendaient la chasse aux roturiers, sous peine de *hart* (pendaison).

La place du Puits-du-Quartier a été embellie en 1839, par la pose des bornes que l'on y voit aujourd'hui ; ces bornes en remplacèrent d'autres qui remontaient à une vingtaine d'années.

**Place SAINT-HONORÉ.** — C'est l'ancien emplacement d'une église paroissiale et du cimetière adjacent. Les tilleuls, qui forment un couvert agréable pour ce quartier brûlant, ont été plantés en 1804.

**Le CHANGE.** — Cette petite place, dont nous avons déjà expliqué la dénomination historique<sup>2</sup>, fut commencée en 1808 par la démolition de masures affreuses ; quelques années après (1811), on l'agrandit en abattant l'ancienne boucherie publique de la ville. Aujourd'hui elle sert de marché à la filasse.

<sup>1</sup> Délibération du 18 juillet 1624.

<sup>2</sup> Voir *suprà*, p. 45.

**Place de l'AVE-MARIA.** — Elle a été substituée, depuis quinze années environ, aux deux ruelles ignobles du *Puiseau* (ou *Pissot*) et de l'*Ave-Maria*, qui formaient de véritables cloaques. Des constructions neuves ont heureusement changé l'aspect de ce quartier. Il serait à désirer qu'on fit subir la même transformation à plusieurs ruelles voisines <sup>1</sup>, notamment à celle de la *Serrurerie*, ancienne demeure des ouvriers à marteau.

**Carroir GAUDEBERT.** — Ce carrefour était situé à la rencontre de la Grande-Rue avec celle de la Porte-Côté, et avec une autre rue percée vis-à-vis, qui traversait l'emplacement occupé aujourd'hui par un magasin d'étoffes (maison *Mulot*), et rejoignait la rue Haute. Cette quatrième rue est indiquée sur le plan de 1573 : depuis sa suppression, déjà fort ancienne, il n'existe plus à proprement parler de *carroir*, puisqu'il ne reste en cet endroit que trois issues. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la dénomination de *Gaudebert* fut remplacée par celle de *Mal-Assis*, qui faisait allusion à l'enseigne burlesque d'un magasin de ce quartier commerçant.

<sup>1</sup> Dernièrement on avait le projet d'ouvrir une rue qui eût conduit en ligne droite du pont à la place du Puits-du-Quartier ; cette nouvelle communication eût fait disparaître les cloaques dont nous parlons. Peut-être les finances de la ville, ou les ressources de l'industrie privée (car on a proposé d'établir une société par actions), permettront-elles quelque jour de passer à l'exécution de ce plan.

**Carroir de la CROIX-DE-BLOIS.** — Formé par la rencontre de la Grande-Rue avec celles du Pont , des Trois-Clefs, des Marchands et de St.-Martin, il doit son nom au signe religieux qui décorait autrefois la plupart des carrefours : la *Croix de Blois* , témoignage de la foi de nos pères, a disparu depuis longtemps.

**Carroir SAINT-MICHEL.** — Ce carrefour, formé par la rencontre des rues des Juifs, des Papegauts, de la Fontaine-des-Élus et du Poids-du-Roi , doit son nom à une statue de l'archange Saint-Michel que l'on y voyait autrefois. La maison étroite et saillante qui fait le coin de la rue des Papegauts est remarquable par la forme bizarre du toit ; son aspect rappelle la physionomie de l'ancien carroir consacré au vainqueur de Satan.

**Le MAIL.** — Cette promenade doit son nom à un *mail* ou *palmail*, sorte de jeu de boule qui s'y trouvait anciennement. Deux magnifiques rangées d'ormeaux la décoraient avant la Révolution. Lors de la rupture du pont en 1793, cette plantation fut sacrifiée à des craintes prématurées dont l'impression profonde n'admettait aucun délai <sup>1</sup>. Après quatre années de nudité, le Mail fut replanté de platanes en 1797 : on eut d'abord le projet d'en mettre qua-

<sup>1</sup> Voir *Suprà*, p. 233.

tre rangées ; mais on se contenta avec raison des deux qui forment un agréable berceau. Ces arbres, précieux pour les promeneurs, commencent à dépérir, malgré les soins apportés à leur conservation.

Le rond-point du bout du Mail a été agrandi et consolidé en 1844 ; auparavant les crues faisaient de fréquents dégâts à ce terrain abrupt, dont l'irrégularité et l'aspect disgracieux étaient peu en harmonie avec l'ensemble de la promenade.

Les ALLÉES. — Elles faisaient suite aux vastes jardins du château, et conduisaient à un rendez-vous de chasse appelé *la Noue*, situé au bord de la forêt. Henri III affectionnait particulièrement ce manoir champêtre ; aussi le duc de Guise avait-il résolu de faire enlever son roi, un jour qu'il irait à la Noue ; mais le rusé Valois prévint l'embuscade, et se débarassa, comme on sait, du conspirateur<sup>1</sup>. Non loin de la Noue, à l'entrée de la forêt, se trouve la belle avenue du *Mail*, ainsi nommée à cause du jeu de boule qui existait autrefois en cet endroit, et qui servait à l'amusement des seigneurs de la cour.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, et même du temps de Bernier (1692), les Allées formaient quatre rangées d'ormeaux ; leur plantation fut l'œuvre de Catherine de Médicis, qui aimait beaucoup cette essence d'arbres et faisait des Allées sa promenade favorite.

<sup>1</sup> Voir *supra*, p. 96.

Tant que le château fut la demeure des rois et des princes, ces hôtes augustes conservèrent la jouissance exclusive des Allées, dépendance naturelle de leur manoir. L'interdiction fut levée après la mort de Gaston, dernier prince qui habita le château. Depuis cette époque, on laissa au public la liberté de se promener dans les Allées; mais la ville, malgré plusieurs demandes <sup>1</sup>, ne put obtenir du Domaine la concession de cette promenade, dont elle jouissait par simple tolérance. Du reste l'absence de communication directe avec la place des Jésuites, ne permettait pas que les Allées fussent beaucoup fréquentées. Les jardins du roi occupaient alors l'espace compris entre l'*Eperon* et la rue du *Pont-du-Gast*; des murs élevés régnaient d'un bout à l'autre, et fermaient complètement ce côté de la place: on ne pouvait donc arriver aux Allées qu'en faisant le tour par la rue du Pont-du-Gast, ou bien par la rampe des Lices, le chemin de la Butte <sup>2</sup> et celui du Pressoir-Blanc. En 1794 les jardins furent adjugés à deux particuliers, sous la réserve expresse du terrain nécessaire pour établir un chemin public de la place des Jésuites aux Al-

<sup>1</sup> Voir par exemple une délibération du 7 juillet 1781.

<sup>2</sup> Cette communication, qui a été coupée par le chemin de fer, s'appelait autrefois le *pavé des Capucins*. L'allée parallèle au cimetière, établie entre ce chemin et les Allées, n'existait pas avant 1807; son emplacement faisait partie du vaste enclos des Capucins.

lées. Cette même année, l'avenue projetée fut ouverte aux frais communs de la ville et des acquéreurs.

En 1804, d'après les conseils du préfet, M. de Corbigny, qui affectionnait particulièrement ce site élevé, on borda les deux côtés de haies et de fossés. Les Allées ainsi embellies devinrent la promenade à la mode; mais le lugubre voisinage du cimetière les fit bientôt abandonner. En 1822, la ville voulant se procurer des ressources pour payer les maisons détruites sur la place Louis XII, vendit les magnifiques ormeaux de la partie située entre le pont du *Pressoir-Blanc* et la forêt; les promeneurs regrettèrent la destruction de cette longue et belle avenue. Le précieux berceau qui restait fut en partie sacrifié au passage de la voie de fer et de la route de Châteaurenault, ainsi qu'à l'établissement de l'embarcadère. Un nouveau chemin de voitures, établi dans le même but, vient d'être pratiqué au bas de l'école des Frères. On avait songé d'abord à le percer en ligne plus droite vis-à-vis la rue Porte-Côté; mais l'extrême rapidité de la pente ne permit pas d'exécuter ce projet, qui sans doute eût été bien préférable; et l'administration, après une longue étude des difficultés du terrain, adopta par nécessité une direction moins courte.

En devenant route départementale et chemin d'embarcadère, les Allées doivent nécessairement

perdre leur caractère primitif de solitude. Le passage des voitures et des wagons, le mouvement de la gare voisine, le tumulte de la moderne locomotion, vont bientôt donner à ce lieu, naguères si calme, une animation qui changera complètement son aspect : on ne peut plus espérer désormais d'y trouver comme autrefois un silence favorable aux rêveries.

**BUTTE DES CAPUCINS.** — La ressemblance manifeste de ce monticule avec d'autres buttes reconnues gauloises, démontre qu'il eut sans doute la même origine, et que sa construction est l'œuvre des Celtes, nos ancêtres, premiers habitants du pays Blésois. Les archéologues ne sont pas d'accord sur la destination primitive de ces monuments bizarres. Les uns pensent qu'ils furent élevés pour la sépulture des princes, des guerriers ou des Druides de la nation gauloise. D'autres les considèrent comme des lieux sacrés, autour desquels les Celtes se rassemblaient à certaines époques de l'année pour offrir des sacrifices ; en effet, les peuples de l'antiquité ont révééré les hauts lieux et célébré sur des éminences leurs cérémonies religieuses. On a prétendu aussi que les Druides montaient sur ces piédestaux de terre pour rendre la justice, pour annoncer les lois, les déclarations de guerre ou les traités au peuple qui se groupait à l'entour : un fait attesté par

les historiens donne quelque vraisemblance à cette dernière hypothèse. Les Gaulois, qui connaissaient peu l'art de bâtir, et qui habitaient ordinairement des cavernes ou des huttes grossièrement construites, n'avaient point d'édifices assez vastes pour abriter une foule considérable; aussi leurs assemblées populaires avaient-elles lieu en plein air, et probablement sur des lieux élevés d'où les sentences et proclamations officielles pussent être mieux entendues. Enfin on a dit que les Gaulois allumaient sur ces hauteurs des feux, qui en temps de guerre servaient de signaux, indiquaient les divers mouvements de l'ennemi et faisaient appel aux braves de la nation : si tel était l'usage de notre butte, elle devait correspondre par des monticules intermédiaires avec d'autres buttes non moins anciennes, situées aux environs de Blois. Le lieu dit la *Motte*, qui se trouve dans le val de Vienne, pouvait bien être un de ces points d'observation; car la petite élévation, ou motte, que l'on y voyait autrefois, faisait exactement face à la butte des Capucins. Ces différentes destinations, toutes plausibles quoique incertaines, ont pu exister simultanément; la butte blésoise a pu servir à la fois de tombeau, de siège de justice, d'observatoire, de fanal : sa forme, sa situation et l'aspect du territoire voisin, autorisent également diverses conjectures entre lesquelles il serait difficile d'opter.

Du reste, quelque fût son véritable emploi, elle prouve incontestablement l'existence d'une population très ancienne; car, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, on n'eût pas élevé un pareil monument dans le désert.

Cette butte dépasse la grosseur et l'élévation ordinaires des *tumulus*; 20 mètres de hauteur et 56 de diamètre à la base, sont des dimensions assez rares pour ces sortes de monuments: la grandeur seule de notre monticule démontre qu'à l'époque lointaine de sa construction gigantesque, le pays avait déjà atteint un certain degré d'importance.

Quoique la butte appartienne évidemment à l'époque gauloise, une tradition moderne, rapportée par l'auteur des *Essais sur Blois*, s'est élevée contre cette antiquité bien démontrée. On a prétendu, sans preuve et même sans vraisemblance, que Gaston avait fait construire ce massif dans un temps de famine, pour donner de l'ouvrage aux malheureux; mais on ne s'expliquerait pas une semblable perte de temps et d'argent: le prince éclairé, auquel on doit le bâtiment neuf du château, exécutait des travaux plus utiles, et faisait un meilleur usage de ses richesses. Les registres de la ville font foi qu'en 1651 il créa plusieurs *ateliers de charité* à Blois, pour réparer les murs, fossés et portes de ville. Les délibérations municipales de la même époque, rédigées sous l'impression d'un vif attachement à la

personne de Gaston, relatent avec soin tout ce qu'il fit dans l'intérêt de la ville et en particulier pour les pauvres : probablement ce recueil officiel aurait mentionné la butte des Capucins, si effectivement sa confection première eût été un ouvrage de pure bienfaisance, exécuté par les conseils et aux dépens de Gaston. D'ailleurs, les travaux dont il prit l'heureuse initiative révèlent une tendance positive, un but d'utilité réelle, que n'offriraient point les terrassements attribués sans motifs raisonnables au bon comte de Blois ; une pareille fantaisie honorerait peu sa mémoire ; sa charité était plus intelligente qu'on le suppose, et nous croyons la réhabiliter, en réfutant une erreur historique assez répandue parmi nos concitoyens. Il est vrai que de son temps, et peut-être à ses frais, des terres extraites de la *rue Bourreau* furent rapportées à la butte ; cet ouvrage accidentel, exagéré par la postérité, aura sans doute fait attribuer au prince la construction entière du monticule, le peuple étant toujours porté à amplifier.

Suivant la même tradition, Gaston aurait planté l'ormeau qui ombrage le terre-plein ; mais c'est encore là une assertion inexacte ; car la butte est figurée *sans arbre* sur une vue de Blois tirée par Claude Mangier en 1675, quinze ans après la mort du prince : on peut conclure de ce document

que l'ormeau date d'une époque postérieure à l'année 1675.

Notre tumulus gaulois a plusieurs fois changé de nom. Les plus anciens titres conservés appellent les terrains environnants *climat du Pommier du Pin, climat de la Butte du Pommier* ; ces pièces, qui remontent au XV<sup>e</sup> siècle, sont une nouvelle preuve de l'existence de la butte antérieurement à Gaston. Vers l'année 1600, les Capucins s'établirent entre les jardins du château et le monticule, qui prit alors le nom de cet ordre religieux. Dans le dernier siècle, l'hypothèse invraisemblable ci-dessus rapportée fit nommer *butte de la Bienfaisance* l'ouvrage prétendu de Gaston. Pendant la période révolutionnaire, on l'appela *butte de la Montagne*, à cause des fêtes patriotiques dont elle fut alors le théâtre. Dans ces jours solennels, les autorités occupaient des sièges disposés sur le terre-plein ; le peuple se tenait au bas et à l'entour. A cette occasion, on pratiqua les sentiers qui existent encore : auparavant, le sommet du monticule était presque inaccessible.

Une plantation d'arbustes, faite en 1834, pour empêcher les dégâts et consolider les terres, nous semble peu en rapport avec le caractère du monument ; les simples gazons qui naguères croissaient autour, rappelaient mieux sa physionomie primitive ; tout en approuvant les motifs de cette inno-

vation, nous regrettons que l'on ait changé l'aspect d'une de nos plus curieuses antiquités, et que l'on n'ait pas trouvé moyen de concilier l'intérêt archéologique avec la conservation matérielle.

---

## **CHAPITRE V.**

### **PONTS. — QUAIS. — LEVÉES. — COURS ET NAVIGATION DE LA LOIRE. CRUES ET INONDATIONS.**



#### **§. 1<sup>er</sup>. — PONTS.**

**PONTS-CHARTRAINS.** — Une croyance populaire attribue leur construction aux Romains. La plupart des monuments incertains ont obtenu l'honneur de pareilles traditions, comme s'il en était beaucoup qui depuis dix-sept ou dix-huit siècles eussent pu braver le temps et les révolutions. Le peuple, et même les archéologues, semblent avoir pris plaisir à multiplier les ouvrages, prétendus impérissables, des maîtres du monde ; et pourtant le vandalisme a fait plusieurs fois table rase sur le

sol du pays : les Barbares d'abord, puis les Normands, les armées féodales, les Anglais, les protestants, les révolutionnaires, n'ont-ils pas successivement porté des coups terribles à nos antiquités locales ? Le souvenir de toutes ces destructions doit nous inspirer quelque défiance pour les origines peu vraisemblables assignées à beaucoup de monuments anciens.

Ces observations générales s'appliquent d'autant mieux aux ponts Chartrains, que leur structure n'offre aucune apparence de style romain, et semble plutôt se rapporter à l'époque du moyen-âge. En admettant même que la voie romaine de Chartres à Bourges passât en cet endroit, on peut supposer que les ponts actuels succédèrent à d'autres plus anciens, anéantis depuis longtemps. Cette hypothèse justifierait leur dénomination historique, sans néanmoins leur attribuer une antiquité exagérée.

Anciennement ces ponts faisaient partie de la route de Blois à Romorantin : maintenant ils ne forment plus en temps ordinaire qu'une communication vicinale entre Blois et Vineuil. Aux époques de grandes crues, ils redeviennent très passagers, par suite de la nécessité où l'on est d'éviter les portions de routes inondées.

En 1844, une partie des ponts Chartrains a été réparée avec soin ; les parapets furent entièrement remis à neuf.

**Ponts SAINT-MICHEL.** — Ils se prolongeaient autrefois jusqu'au tertre de Saint-Gervais, et joignaient le val de Vienne au grand chemin de Chailles par la forêt. Lorsque ce chemin faisait partie de la route de Bordeaux par Montrichard et Loches, les ponts Saint-Michel étaient une communication fort importante. Après la construction du pont actuel de Saint-Gervais (1770), ils cessèrent d'être fréquentés, et tombèrent en ruines, faute de réparations. Les arches qui en restent semblent être d'une construction plus ancienne que celles des Ponts-Chartrains. Ces ruines ne sont plus d'aucune utilité, et sans doute on achèvera tôt ou tard de les faire disparaître complètement.

Il serait difficile d'expliquer la pieuse dénomination des ponts *Saint-Michel* : un carrefour de la ville porte le même titre ; d'où l'on peut conclure que l'archange victorieux était en grande vénération dans le pays.

**PONT DE BLOIS.** — L'ancien pont, composé de vingt arches basses et étroites, faisait face, du côté de la ville, à la porte Saint-Fiacre et à la rue du Port-Vieux, du côté de Vienne à la rue *Croix-Boisée* : une porte à pont-levis, flanquée de deux tours, et correspondant à celle de Saint-Fiacre, le séparait du faubourg. Lorsque les eaux sont basses, quelques restes de ses anciennes piles paraissent encore.

Aucun titre connu ne parle de la fondation de ce pont, mentionné comme existant déjà, dans une charte de l'année 1078, par laquelle Étienne, comte de Blois, donne aux Bénédictins de Pont-Levoy deux moulins situés près le pont de la Loire (*duos molendinos ad pontem Ligeris*<sup>1</sup>). Louis XII, voulant augmenter les ressources municipales de notre ancienne commune, permit à la ville de *bailler ou bastir les arceaux du pont et sur iceulx faire maisons, et revenus d'icelle appliquer au profit de ladicte ville*<sup>2</sup>. Par suite de ce privilège, la municipalité vendit, moyennant des rentes perpétuelles ou viagères, les autorisations de bâtir; et le pont fut bientôt entièrement obstrué de maisons. Le compte des recettes et dépenses municipales de 1518, rédigé quelques années après la concession de Louis XII, énonce plusieurs de ces rentes comme étant déjà dues à la ville. Les maisons rétrécissaient singulièrement notre vieux pont, et lui donnaient un aspect des plus disgracieux. Outre ces constructions particulières, on y voyait aussi plusieurs édifices publics. Au milieu s'élevait une chapelle dédiée à Saint-Fiacre; plus loin, une grosse tour et une pyramide. Un pont ainsi encombré ressemblait plutôt à une rue;

<sup>1</sup> Preuves de Bernier, p. xiii.

<sup>2</sup> Texte du titre de concession relaté dans un inventaire municipal de 1571.

car c'est à peine si l'on apercevait la Loire, en traversant cette voie étroite et embarrassée.

En 1593 un orage renversa la pyramide : la pierre seule où étaient sculptées les armes de France demeura intacte ; cette circonstance remarquable inspira au sieur Chauvel, prévôt de Blois, quatre vers latins dont voici la traduction. « Sur le pont  
• s'élevait une haute pyramide ornée de fleurs-de-  
• lis. La légèreté et la hardiesse du monument  
• semblaient défier le ciel, lorsque tout-à-coup,  
• pendant une nuit de tempête, il s'écroula et  
• périt ; mais l'ouragan désastreux n'osa toucher à  
• la couronne sacrée, ni porter atteinte aux fleurs-  
• de-lis de France ; car la foudre même respecte  
• cet emblème royal que protège le nom salulaire  
• de Henri. » <sup>1</sup> Le dessous de l'ancien pont n'était pas moins embarrassé que le dessus. Cinq moulins, appartenant aux comtes de Blois, obstruaient plusieurs arches : en 1692, le domaine les aliéna à divers particuliers, qui en jouirent jusqu'à la chute du pont : chaque moulin était alors affermé moyennant un prix en nature qui variait de neuf à treize muids

<sup>1</sup> Les circonstances politiques donnaient à ces vers le mérite de l'à-propos ; car en 1593, tandis que la plupart des villes s'étaient soulevées contre le Béarnais, Blois par exception lui demeura fidèle. Le poète Chauvel, en célébrant la légitimité, se rendait l'organe des sentiments royalistes de la population, et protestait contre les fureurs de la Ligue, alors puissante et audacieuse.

(environ quatre-vingt-dix hectolitres), moitié froment, moitié mèteil.

Une ancienne transaction des comtes avec la ville chargeait celle-ci de réparer le pont ; mais le Domaine payait, chaque année, cent sous d'indemnité pour le dommage qu'occasionnaient ses moulins ; en dernier lieu, cette redevance, fixée à une époque où le marc d'argent avait fort peu de valeur, n'était plus proportionnée au prix de la main-d'œuvre ; et la différence tournait au préjudice de la ville.

Les bateaux chargés, passant sous le vieux pont, étaient soumis à un péage, dont les deux tiers appartenaient au Domaine, et l'autre tiers au prieur de Saint-Jean en Grève ; en 1698 ce droit était affermé 4,200 livres<sup>1</sup>.

La débâcle qui suivit l'hiver rigoureux de 1715, renversa cet édifice dont la construction remontait à plus de six cents ans. Les 6 et 7 février 1716, les glaces emportèrent treize arches, avec la chapelle, les maisons et les moulins ; les sept arches du côté de Vienne résistèrent seules au choc de la débâcle. Le faubourg de Vienne, envahi subitement par les

<sup>1</sup> En 1802, le conseil municipal proposa d'établir au profit de la ville un nouveau péage applicable aux marchandises passant sur le pont actuel ; mais ce vœu n'eut point de suite. L'intérêt de la navigation, déjà grevée de droits considérables, fit abandonner un projet dont l'accomplissement eût rencontré d'ailleurs beaucoup d'opposition.

eaux, faillit être submergé. Aussitôt après ce grand désastre, l'assemblée de ville décida qu'il serait établi provisoirement sur la brèche un passage de bateaux, et pourvut à cette dépense par l'imposition d'un péage spécial. La comparaison des taxes de cette ancienne pancarte avec les prix, bien différents, des péages actuels, offre quelque intérêt. Entre autres articles du tarif de 1716, on remarque ceux-ci : « un piéton payait 3 deniers, un âne non chargé, 3 deniers, un âne chargé, 6 deniers, une charrette chargée, 5 sols, un carrosse à six chevaux, 8 sols, à quatre chevaux, 6 sols, à deux chevaux, 5 sols. » L'élévation des taxes applicables aux voitures, démontre qu'à cette époque il en passait peu sur le pont de Blois : si la locomotion eût été aussi active que de nos jours, on n'aurait pas eu besoin sans doute de porter si haut cette partie du tarif. Les courriers de poste et les soldats en marche ne devaient rien payer. En attendant la confection du pont de bois, la municipalité prit des mesures sévères *pour arrêter les vexations que les bateliers font sur ceux qui veulent se faire passer*. Il paraît, d'après ces termes de la délibération, que les passeurs avaient d'abord rançonné le public.

Informé du malheur qui venait de frapper notre ville, le gouvernement résolut de faire construire un nouveau pont à vingt toises au-dessus de l'an-

cien, vis-à-vis la poterne ouvrant sur le *Port-Neuf* et sur la rue de la Poissonnerie. Les travaux furent adjugés aux sieurs *Crignon-Bonvalet, Pasquier et Lambot*. Le devis, dressé par Gabriel, architecte du roi, et Pitrou<sup>1</sup>, ingénieur en chef de la généralité d'Orléans, est transcrit tout entier dans le *Traité de la Police, de Delamarre*, qui le cite comme un modèle à suivre pour les travaux de ce genre. L'adjudication eut lieu moyennant 900,000 liv. ; mais les entrepreneurs dépensèrent cette somme, seulement pour élever les piles et les quatre premières arches ; de sorte que le gouvernement fut obligé de doubler le prix convenu. Cette énorme différence prouve quelle était la légèreté ou l'inexpérience de l'administration des ponts et chaussées, dans un temps où l'on faisait encore bien peu de travaux publics. La dépense totale fut de 1,800,000 l. La première pierre du nouvel édifice fut posée au mois d'avril 1717 ; on y incrusta une pierre remplie de médailles et de monnaies de l'époque. Nous allons donner la chronologie exacte des divers travaux, d'après une note du registre des délibérations municipales de l'époque.

En 1717 on fit la culée et les trois premières piles du côté de la ville ; en 1718 les cinq piles sui-

<sup>1</sup> Les Rabineau, famille blésoise, descendent de ce Pitrou par les femmes.

vantes, et les murs du quai depuis l'embouchure de l'Arrou jusqu'au Port-Vieux; en 1719 les deux autres piles; en 1720 les quatre premières arches du côté de Vienne; en 1721 les quatre suivantes; en 1722 les trois dernières arches; en 1723 les parapets; en 1724 on fit les trottoirs et les ouvrages qui restaient à exécuter, enfin on éleva la pyramide; Guillaume Coustou, célèbre artiste, sculpta sur le socle les deux remarquables tritons qui soutiennent l'écusson de France. Les pierres employées à tous ces travaux provenaient des carrières de la Chaussée-Saint-Victor. En résumé, la construction dura sept années; aujourd'hui une seule suffirait pour mener à fin un semblable ouvrage. Nous n'exagérons point la célérité des entreprises modernes; car tout récemment le pont de Montlouis, près Tours, destiné au passage du chemin de fer, a été bâti en ce court espace de temps.

Le nouveau pont de Blois, premier édifice important du règne de Louis XV, fut livré à la circulation le 4 mai 1724. A cette occasion, le gouvernement fit frapper une médaille commémorative, représentant le pont et la ville de Blois, avec la légende : *Augendo populorum commercio*; à l'exergue : *Pons Ligeri impositus ad Blesum Castrum*<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Recueil des médailles de Louis XV, n° 26.

Les travaux furent exécutés entièrement aux frais de l'État, qui depuis a toujours pourvu à l'entretien ; car les réparations ne sont pas, comme celles de l'ancien pont, une charge municipale.

Les partisans outrés de la régularité architecturale reprochent à notre pont sa courbure ; mais ce prétendu défaut est une des causes de sa solidité. L'hiver de 1788 mit à l'épreuve la force incontestable de l'édifice ; car, tandis que la débâcle emportait, après dix ans de construction, deux arches du pont si droit, si uni, de Tours, le nôtre soutint sans dommage une masse énorme de glaçons entassés jusqu'aux parapets.

En 1786 on posa sur la principale face de la pyramide une plaque de marbre, dont l'inscription retraçait en ces termes l'historique des travaux :

*Ponte, turgescendis aquæ impetu et coacervatæ glaciei molibus, diruto mense februario anni 1716, novum hunc ampliorem commodiorem que fieri jussit Ludovicus XV. Absolutum est anno 1724. Inscriptio lapidi incisa est 1786, regnante Ludovico XVI, principe beneficentissimo.*

En 1793, les révolutionnaires, indignés de voir les noms des deux derniers rois figurer sur un monument public, voulaient briser cette plaque ; mais l'autorité s'empressa de la faire disparaître. A la fin de la même année, les représentants du peuple, Guimberteau et Levasseur, firent rompre la pre-

mière arche du côté de la ville, pour empêcher le passage de l'armée vendéenne; c'était, comme on l'a vu<sup>1</sup>, une crainte prématurée. Le rapport des ingénieurs chargés de cette opération<sup>2</sup> constata des difficultés extraordinaires, qui démontrent la parfaite solidité de l'édifice; on en jugera par l'extrait suivant :

Le pont de Blois est de la construction la plus solide peut-être qui ait jamais existé; tout y est massif de maçonnerie faite à chaux vive, jusque sous la plate-forme du pavé; tous les claveaux des voûtes sont liés les uns aux autres par des crampons de fer de quinze lignes d'épaisseur. Il a fallu près de trois cents mines pour la démolition de quatre-vingt-dix toises environ de maçonnerie; pour faire tomber la voûte, il a été tiré cent mines. Tout ce travail s'est opéré sur un espace de cent toises carrées au plus de superficie, et par le temps le plus défavorable aux mines, à cause de la pluie battante qui n'a pas cessé pendant deux jours.

Quelques jours après cette rupture, on remplaça la croix du pont par un bonnet de la liberté. L'alarme s'étant dissipée, il fallut rétablir une communication indispensable. On fit d'abord un passage en bois, avec l'intention de le remplacer bientôt par une arche de pierre : cette construction provisoire dura plus longtemps qu'on ne pensait; car la pénurie du gouvernement fit ajourner la réparation défi-

<sup>1</sup> Voir p. 222.

<sup>2</sup> Registres de l'administration départementale. (Archives de la préfecture.)

nitive jusqu'à une époque d'ordre où l'état des finances permit de l'entreprendre. Malgré l'existence prolongée de la brèche, notre pont continua de soutenir sans aucun dommage les inondations et les débâcles. L'arche rompue fut enfin refaite en 1803 et 1804, sous la direction de M. Cabaille, ingénieur; les travaux coûtèrent environ 68,000 fr. : c'était payer bien cher une panique révolutionnaire. La plaque enlevée en 1793 reçut alors une nouvelle inscription ainsi conçue :

*Ce pont commencé en 1717, achevé en 1724, fut le premier ouvrage public du règne de Louis XV. Des ordres imprudents firent commencer sa démolition au mois de novembre 1793. Il a été rétabli par les soins de M. de Corbigny, préfet de Loir-et-Cher, l'an 1804, le premier du règne de Napoléon.*

La croix et la girouette actuelles ne furent placées au sommet de la pyramide qu'après la restauration de 1844, en conformité d'une délibération municipale ainsi motivée : « L'obélisque du » pont de cette ville était, avant 1793, surmonté » d'une croix; il est de la dignité du conseil de » faire rétablir ce signe révééré. Il serait même possible, pour l'utilité des mariniers et des voyageurs » de la surmonter d'une girouette indiquant les » quatre vents principaux. »

En 1843, il fut question de substituer à cette colonne historique la statue de Denis Papin; mais

une pétition, signée de la majorité des habitants , fit échouer ce projet qui eût enlevé au panorama de notre cité un des traits les plus pittoresques de sa physionomie séculaire. Déjà , sous l'Empire', on avait proposé, sans plus de succès , de remplacer la pyramide par une statue de Napoléon.

---

## §. 2. — QUAIS.

L'espace compris entre le chantier de la Loire et les murs de ville ne fut d'abord qu'un terrain vague , destiné au halage des bateaux , au chargement et au déchargement des marchandises : dans les temps de crue , l'eau couvrait ce terrain , remplissait les fossés de ville et baignait les murs d'enceinte. Un pareil état de choses ne répondait que très imparfaitement aux besoins de la navigation , et de plus exposait les quartiers bas à de fréquents désastres. Au XV<sup>e</sup> siècle, on exhaussa et l'on pava la portion qui s'étendait du vieux pont au Foix ; la marine blésoise eut alors une cale plus solide et moins sujette aux inondations : ce port ne pouvait d'ailleurs être mieux placé qu'à côté du pont et à l'issue de l'une des principales rues de l'ancienne ville : sa situation convenait surtout pour l'arrivage des vins de Sologne et des Groix, destinés à être embarqués.

Vers 1550 on prolongea la cale jusqu'au bourg Saint-Jean <sup>1</sup>; ce prolongement reçut le nom de *Port-Neuf*, par opposition à la partie ancienne, qui depuis s'appela *Port-Vieux* <sup>2</sup>. Ces cales, établies au niveau de l'ancien pont, ne se trouvèrent plus en rapport avec celui de 1724, et l'on comprit aussitôt la nécessité d'exhausser les abords du nouveau pont. Ces ouvrages dispendieux ne furent pas immédiatement exécutés. On commença par le quai du *Mail*, construit vers 1730 avec des terres rapportées. Les autres quais datent d'une époque postérieure. Celui du Département fut bâti en 1764 sous la direction de M. Gendrier, architecte de la ville, entrepreneur des travaux; il coûta 116,200 livres. On doit au même citoyen la confection des quais de Vienne qui coûtèrent 204,192 livres (1765.)

Le *port Saint-Jean* a été fait en 1770, sur l'emplacement d'anciennes grèves, par M. Aurioust, entrepreneur. En même temps on exhaussa, à partir des tuileries, la levée qui fait suite à ce quai, et l'on construisit l'arche à vannes du nouveau pont

<sup>1</sup> Renseignements extraits d'un inventaire des titres de la ville, dressé en 1571. (Archives municipales.)

<sup>2</sup> La rue qui faisait face au vieux pont a conservé cette dénomination.

<sup>3</sup> Auparavant, l'emplacement du Mail faisait partie du *port neuf*, et ne formait point une élévation; en devenant une promenade agréable, ce quai devint aussi pour les habitations voisines un préservatif contre la fréquence des inondations.

*des Papillons*, situé au milieu de la plantation *des Saules*; ces divers travaux furent compris dans une seule adjudication. L'ancien pont des Papillons, plus rapproché de la ville, occupait l'emplacement du bureau d'octroi; son arche débouchait dans une gare où les bateaux arrivaient en passant dessous, et qui était d'un grand secours pendant les crues et les débâcles.

Après la construction de ce port, on commença à bâtir de nouvelles maisons juxta-posées à celles du faubourg, qui sont en effet bien plus anciennes; des commissionnaires en vins s'établirent dans ce quartier, où le même commerce est encore florissant aujourd'hui. Le marché au foin, qui anciennement tenait entre le pont et le Mail, fut en 1777 transféré au bout du port Saint-Jean.

Les quais, surtout celui du port Saint-Jean, ont été successivement élevés depuis leur construction; de là vient que les rez-de-chaussées de plusieurs maisons riveraines se trouvent au-dessous du pavé actuel. L'exhaussement eu pour résultat de rendre les inondations moins fréquentes, ce qui constitue pour les quartiers bas une amélioration sensible.

Autrefois il existait peu de communications directes entre les quais et l'intérieur de la ville; car les rues de la Levée, du Département et des Jaco-

bins n'ont été établies que depuis la Révolution ; leur ouverture a rendu plus abordables les rives de notre beau fleuve.

---

### §. 3. — LEVÉES DE LA LOIRE.

Les premiers essais de ces grands travaux n'eurent pour objet que de préserver des inondations les varennes de la Loire, fertiles terrains cultivés depuis un temps immémorial. De petites digues étroites et basses, construites ça et là au gré des propriétaires riverains, et suivant toutes les sinuosités du fleuve, parurent suffisantes pour atteindre ce but ; les parties les plus exposées aux crues furent d'abord les seuls points que l'on s'occupa de protéger. Ces tronçons épars et inégaux ne formaient point une levée continue ; mais ensuite ils servirent de modèle et de base à des ouvrages d'intérêt public exécutés par l'État. Lorsque nos rois entreprirent d'améliorer la navigation de la Loire au moyen des levées, on joignit les divers tronçons, de manière à composer un ensemble qui embrassât tout le cours du fleuve. Ce résultat ne fut pas instantané ; le grand nombre de sinuosités et d'angles saillants ou rentrants que présentent nos levées, prouve qu'elles furent faites successivement, sans aucun plan général : superposées peu à peu à des travaux d'intérêt privé, elles conservèrent toujours

les traces de l'irrégularité primitive. Enfin, après une suite d'élargissements et d'exhaussements, on est arrivé à parfaire ces belles *turcies*<sup>1</sup>, qui sont à la fois les remparts du fleuve et les principales routes du pays; les populations dont elles traversent les territoires, leur doivent d'immenses avantages; car sans elles, la culture et les communications seraient souvent impossibles.

Les rois de la seconde race firent travailler aux levées; plusieurs capitulaires émanés d'eux statuent sur la confection de ces ouvrages. Une médaille commémorative, frappée sous le règne de Louis le Débonnaire, et inscrite au livre intitulé *France métallique*, porte d'un côté l'effigie du roi, de l'autre la Loire et une maison avec la légende *Vias tuas edoce me, Domine*, à l'exergue *Ligeris*. Les travaux des rois Carlovingiens commencèrent dans l'Anjou; on ignore même s'ils s'étendirent à la Touraine et au pays Blésois. Aucun document n'indique l'époque précise où le gouvernement entreprit de convertir en *turcies* les essais individuels d'endiguement exécutés par les riverains aux environs de Blois. L'origine de nos levées se perd dans les siècles obscurs de la monarchie, où l'administration négligeait de constater les entreprises les plus im-

<sup>1</sup> Ce mot, que l'on écrit aussi *turgie*, vient du latin *turgere* enfler, et signifie que l'effet des levées est d'empêcher le débordement des eaux enflées.

portantes. Suivant toute probabilité, ces immenses terrassements, qui aujourd'hui seraient si dispendieux, furent faits par corvées et presque gratuitement ; car tel était au moyen-âge le mode ordinaire d'exécution des travaux publics.

Les turcies primitives demeurèrent longtemps dans un état d'imperfection qu'explique le peu de développement des idées, des connaissances techniques et des besoins industriels ; leur exhaussement convenable date seulement des règnes de François I<sup>er</sup>, d'Henri II et de Charles IX, qui rendirent à ce sujet plusieurs ordonnances. Le gouvernement apporta un soin particulier à la construction des levées qui avoisinent Blois ; ce fut une des heureuses conséquences de la prédilection marquée des princes Valois pour un pays où ils séjournèrent souvent. Les levées de la Basse-Loire n'offrent pas la même perfection ; celles de Blois leur sont bien préférables sous le rapport de la hauteur et de la solidité ; elles préservent mieux le littoral, et sont bien moins sujettes aux ravages du fleuve.

Ces utiles chaussées furent d'abord soutenues par des murs en talus, qui résistaient rarement à l'impétuosité des crues ; au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, on remplaça les murs par des ouvrages plus solides.

Malgré les améliorations successives de nos levées, il restait encore à faire dans le dernier siècle

pour les perfectionner. Ainsi, jusqu'en 1785, la levée du déchargeoir de Vienne n'eut pas plus de huit pieds de hauteur. Les habitants du bourg Saint-Jean s'étaient toujours opposés à son exhaussement, sous prétexte qu'en temps de crue une levée plus haute ferait refluer l'eau de leur côté; dans cette question ils avaient pour adversaires naturels les propriétaires du val, qui sans cesse se plaignaient des débordements causés par l'insuffisance de la levée. Enfin ces derniers obtinrent gain de cause; et la chaussée, objet du litige, fut en 1785 portée à la hauteur des autres. La crue de 1789 détruisit ce nouvel ouvrage. Les événements révolutionnaires ne permirent pas de procéder à une reconstruction immédiate; la contrariété d'intérêts, qui divisait encore les populations des deux rives, fut aussi une cause de retard. Enfin, après de longs et vifs débats, il y eut une sorte de transaction entre le bourg Saint-Jean et Vienne: on décida qu'une nouvelle turcie arrêterait les eaux jusqu'à la hauteur de quinze pieds, et qu'au-delà elles passeraient par-dessus. Le déversoir fut ainsi établi vers 1800; mais bientôt la crue extraordinaire de 1804 rompit cette chaussée construite peu solidement; refaite en 1807, elle céda encore à la violence des eaux en 1823. Une petite digue provisoire, qui la remplaça, fut emportée par la crue de 1825. On en éleva de semblables à diverses reprises, et toutes

eurent le même sort : chaque rupture causait de grands dommages à la route de Saint-Dyé, et nécessitait des travaux dispendieux. En présence d'un pareil état de choses, l'administration comprit le besoin de constructions plus durables, et fit exécuter, au cours des années 1837 et 1838, le solide déversoir qui a déjà soutenu, sans éprouver le moindre dégât, le choc de plusieurs crues. L'eau passe par-dessus, lorsqu'elle atteint, à l'étiage du pont, cinq mètres de hauteur. Ce niveau concilie des intérêts opposés : plus élevé, le déversoir aurait pu, en temps de crue, occasionner la submersion complète des quartiers bas de la ville ; moins haut, il eût aggravé les dangers du val : ses proportions actuelles suffisent aussi pour prévenir l'engorgement des arches du pont.

La *Boire*, vaste terrain situé auprès du déversoir, dépendait autrefois de la seigneurie de Vineuil ; maintenant il est affermé par la ville, et sert de champ de manœuvres à la garnison.

Outre les deux grandes levées latérales, il existe dans le val de Vienne plusieurs autres chaussées, construites à diverses époques pour préserver le faubourg et les propriétés environnantes. Deux de ces digues, établies par ordre et des dons de Catherine de Médicis, joignent les ponts Chartrains à la route de Saint-Dyé, et forment les deux côtés parallèles du déchargeoir. Cette reine prévoyante

n'aurait rempli qu'imparfaitement son but, si elle n'eût en même temps fait construire, plus près du faubourg, une troisième levée aboutissant aux ponts Saint-Michel, laquelle part de l'extrémité des ponts Chartrains, et se termine au lieu dit *les Métairies* ; on l'appelait autrefois *levée de la Garde* ; maintenant elle se nomme *allée des Acacias*, à cause d'une plantation faite par la ville vers 1807<sup>1</sup>.

A peu de distance du bureau d'octroi, se trouve la levée dite des *Pingres*, qui joint les ponts Chartrains à la route du Berri ; construite vers 1770, en même temps que cette route, elle fut emportée par la crue de 1789, et refaite en 1796.

Dans les temps de crues, lorsque la Loire passe sur le déversoir, et par suite sur la portion déprimée de la route du Berri, la circulation s'établit par ces levées, à l'aide desquelles on peut éviter les endroits submergés ; il serait à propos qu'on les empierrât solidement, pour faciliter le passage des voitures.

Autrefois le soin des levées formait une administration spéciale. Dès le XI<sup>e</sup> siècle, certains fonctionnaires étaient préposés à l'entretien de ces digues ; nos rois, pour stimuler leur zèle, leur avaient accordé divers privilèges, tels que l'exemp-

<sup>1</sup> Cette levée forme deux parties, depuis l'établissement de la nouvelle route du Berri qui la traverse.

tion d'impôt et de service militaire<sup>1</sup>. Cette branche des travaux publics fut ensuite attribuée à des commissaires électifs : un édit de 1560 ordonna que les habitants d'Orléans, de Blois, de Tours et des principales villes riveraines nommeraient, tous les trois ans, chacune *deux préposés aux levées et turcies de la rivière de Loire*. Cette institution atteste la sollicitude du gouvernement pour l'entretien et l'amélioration de nos levées : en effet, Catherine de Médicis, auteur de l'édit de 1560, contribua de tout son pouvoir à leur exhaussement et à leur consolidation. Nos registres municipaux indiquent, à partir de 1567, les noms des préposés blésois, élus par la même assemblée de ville qui nommait les échevins ; c'étaient ordinairement les personnes les plus notables de la bourgeoisie.

Outre ces commissaires de localité, Charles IX, sur la fin de son règne, établit un inspecteur qu'il se réserva de nommer sur une liste de douze candidats, élus conformément aux dispositions impératives de la lettre suivante<sup>2</sup>:

De par le roy. Chers et bien amez : ayant cy devant cogneu par expérience que, quelque bon ordre que nous ayons seu mettre en la conduite des réparations des turcies et levées de la rivière de Loyre, les choses n'y ont esté si bien maniées qu'il eust esté requis pour le bien de nostre service et du public ;

<sup>1</sup> Delamarre, *Traité de la police*, t. IV p. 587.

<sup>2</sup> Cette lettre est transcrite sur les registres de la ville.

nous avons advisé de choisir quelque bon et expérimenté personnage de l'une de nos villes d'Orléans, Bloys, Tours ou Amboise, qui ayt l'œil et esgard à faire besoigner aux dictes réparations. Et pour ceste cause nous vous mandons et ordonnons que vous ayez en l'assemblée de vostre ville à choisir et nommer trois de vos concitoyens sages, aiséz et peu occupés, bien affectionnés à nostre service et à la patrie. Nous écrivons aussi aux maires et eschevins de nos villes d'Orléans, Amboise et Tours d'en nommer de leur costé trois, pour faire le nombre de douze ; desquels nous en choisirons ung tel qu'il nous conviendra, pour vacquer au faict des dites turcies et levées, auquel sera faict taxe raisonnable de ses peines, journées et vacations, au plus grand soulagement de nostre peuple que faire se pourra. Donné à Paris le 26 janvier 1573.

Signé CHARLES.

Ces diverses fonctions passèrent ensuite à des officiers choisis par le roi ; le chef de cette nouvelle administration, établie sous le règne de Louis XIV, eut le titre d'*intendant des levées* ; chaque année il venait à Blois, et adjugeait au rabais les travaux à faire dans l'élection dont cette ville était le chef-lieu. En 1789 la généralité d'Orléans payait annuellement pour les levées une somme de 60 à 70 mille livres, imposée sur toute la province au marc la livre de la taille. Aujourd'hui cet entretien est une charge de l'État ; les travaux s'exécutent sous la conduite de l'administration des ponts et chaussées.

Les levées, originellement établies pour servir de digues au fleuve, ne devinrent chemins publics.

que longtemps après leur confection première, lorsqu'on les eut élargies et nivelées. On pensait autrefois que l'ébranlement causé par les voitures pourrait porter atteinte à leur solidité, surtout dans les temps de crues et de dégels; il était même défendu, par mesure de conservation, d'y planter des arbres. D'ailleurs l'inégalité du terrain et l'absence complète de bordures rendaient presque impraticables ces chaussées, qui maintenant sont de belles et larges routes.

---

#### § 4. — COURS ET NAVIGATION DE LA LOIRE.

La Loire, comme la plupart des grands fleuves, a conservé son lit primitif, sans éprouver les déviations auxquelles sont sujets des cours d'eau moins considérables. Cependant on se figure généralement qu'aux environs de Blois, avant la confection des levées, elle se répandait entre les deux côteaux et ne formait qu'une vaste nappe d'eau sans profondeur : Dans cette hypothèse, adoptée légèrement par plusieurs écrivains, les crues seules l'auraient rendue navigable; car en temps ordinaire, elle n'aurait pu porter bateau. Le témoignage de l'histoire et la plus simple inspection des lieux démontrent l'impossibilité d'un pareil état de choses. La géographie de Strabon, plus ancienne assurément que les levées,

mentionne la navigation ligérienne comme un fait normal et permanent, et non comme le résultat accidentel des crues. D'ailleurs la base des chaussées se trouve à huit pieds au moins au-dessus du fond de la Loire ; et jusqu'à cette hauteur, le chentier naturel suffit pour contenir la masse d'eau nécessaire aux plus lourds transports. Toujours il en a été ainsi ; car on ne saurait supposer que le lit du fleuve se soit creusé par laps de temps ; des atterrissements et des ensablements semblent au contraire l'avoir exhaussé dans certaines parties. Ce ne furent donc point les turcies qui rendirent la Loire navigable en temps ordinaire ; avant ces travaux de l'homme, le fleuve était dans nos contrées ce qu'il est encore au-dessus d'Orléans, dans plusieurs endroits où l'interruption des levées n'empêche point la navigation.

On a prétendu aussi que la Loire formait à Blois deux bras distincts <sup>1</sup>. Suivant cette opinion, le bras passant à Blois n'était qu'une déviation secondaire ; le principal courant, qui n'existe plus aujourd'hui, décrivait une courbe autour de Vienne à partir du lieu de la Bouillie, passait sous les ponts Chartrains et Saint-Michel, et se réunissait à l'autre bras vers le lieu appelé *Aigrefin* : mais tout le val que ce

<sup>1</sup> Voir les *Origines de Blois*, t. I, p. 316 des Mémoires de la Société Académique de Blois, avec le plan annexé à cette savante dissertation.

bras principal eût traversé, se trouve plus élevé (de dix pieds environ) que le sol même du chantier actuel ne l'est à Blois, au-dessus comme au-dessous de la ville : comment donc le fleuve eût-il pu, en temps ordinaire, couvrir simultanément deux terrains si différents de niveau ? Dira-t-on qu'autrefois le val était moins élevé ? L'assiette des ponts Chartrains répondrait à cette objection ; car les fondements de leurs piles sont établis à une profondeur en rapport avec les terrains adjacents ; leur dallage, non moins ancien, se trouve exactement de niveau avec ces mêmes terrains : d'où il résulte que le sol du val a peu varié depuis la construction des ponts Chartrains, c'est-à-dire depuis huit ou neuf siècles, époque où les deux bras supposés eussent encore existé suivant la dissertation précitée. D'ailleurs le peu de hauteur et de largeur des arches prouve qu'elles servaient moins à la navigation qu'à l'écoulement des grandes eaux.

Les restes de l'ancien pont de Blois, bâti pendant le X<sup>e</sup> siècle, démontrent aussi que le cours de la Loire n'a pas dévié depuis ce temps au moins ; car plusieurs piles encore existantes sont établies à la même profondeur que celles du pont actuel : l'identité du niveau des deux constructions prouve bien celle du sol aux deux époques. Le lit du fleuve était donc tel au X<sup>e</sup> siècle que maintenant, et devait, alors comme aujourd'hui, retenir toute la masse d'eau

jusqu'à une hauteur de huit ou dix pieds : conséquemment le bras *principal* de Vienne ne pouvait exister; et l'on s'étonne à juste titre de le voir figuré sur le plan annexé aux *Origines de Blois*, plan intitulé : *Insula Evenna à veteribus monumentis usque ad decimum seculum descripta*.

On ne peut admettre non plus que Vienne fût en temps ordinaire une île formée par les deux bras supposés. Si d'anciens textes appellent ce faubourg *Insula Evenna*, cette désignation accidentelle ne peut s'appliquer qu'aux époques de crues, où Vienne est effectivement cerné par les grandes eaux, et devient pendant quelques jours une sorte de presqu'île; mais, excepté le cas de ces violentes dérivations, le val dut être habituellement à sec, comme il l'est encore la plus grande partie de l'année, et le faubourg dut offrir à peu près l'aspect que nous lui voyons aujourd'hui.

D'ailleurs, si la Loire eût traversé le val, elle se serait confondue avec le Cosson, ou plutôt cette rivière n'eût pas existé. Cependant le Cosson, mentionné dans les chartes les plus anciennes du pays, a son cours tout-à-fait indépendant de celui de la Loire : son lit profond, ouvrage de la nature, n'a pu être creusé par aucune révolution du sol. Enfin on ne s'expliquerait pas pourquoi les fondateurs de Blois auraient relégué la ville à une pareille distance du *principal* courant. Dans l'hypo-

thèse que nous combattons, la ville eût été bien plus convenablement placée du côté de Vienne, et rien ne justifierait la préférence donnée au bras secondaire de la rive droite.

Au lieu de hasarder ces conjectures, il est plus vraisemblable de penser que la Loire a toujours suivi son cours actuel, et n'a jamais eu d'autre lit; que de tout temps aussi, le passage des eaux dans le val fut le résultat momentané des crues, et non l'effet d'une déviation permanente.

Anciennement deux petites îles, figurées sur le plan de 1573, existaient entre Blois et Vienne; la plus grande, située vis-à-vis le faubourg du Foix, forme aujourd'hui une grève qui se découvre pendant les basses-eaux; l'autre a complètement disparu. La multiplicité des îles dans tout le cours de la Loire rendait autrefois la navigation très difficile; de tout temps aussi, les sables ont dû nécessairement l'interrompre pendant une partie de l'année.

Outre ces obstacles naturels, la Loire offrit longtemps au commerce les entraves du système féodal; car son cours était grevé d'une multitude de péages dus aux seigneurs riverains. Charles VI supprima une partie de ces droits onéreux par ordonnance de 1432.

Le même roi autorisa l'établissement d'une compagnie de *marchands fréquentant la rivière de Loire*, instituée pour veiller à ce que le lit du fleuve fût

toujours en bon état, et pour perfectionner, s'il était possible, les procédés de la navigation. Blois fit toujours partie de cette association industrielle. Le siège de la compagnie était Orléans, où les négociants des villes riveraines envoyaient des délégués, qui adjugeaient tous les quatre ans le *balisage* de la Loire moyennant un prix recouvré par impôt sur les villes et bourgs du littoral. Cette utile institution fut supprimée en 1772. Aujourd'hui l'administration des ponts et chaussées fait exécuter le balisage aux dépens de l'État.

De nos jours on s'est occupé très activement de rendre la Loire navigable en toute saison ; une loi de 1836 avait autorisé la confection d'un canal latéral sur la rive gauche ; une compagnie de capitalistes en obtint la concession, et même elle commença les travaux au-dessus d'Orléans ; mais le projet d'un chemin de fer de cette ville à Nantes suspendit bientôt l'exécution de ce grand ouvrage. La compagnie avait proposé de réunir les deux voies de communication, en établissant le chemin sur un des francs-bords ; l'adoption du tracé de la rive droite empêcha de donner suite à cette idée, et vint ajourner indéfiniment la continuation du canal. Bientôt en effet la voie de fer suppléera, mieux que tout autre genre de communication, aux difficultés de la navigation ligérienne.

L'établissement des bateaux à vapeur fait époque

dans l'histoire de ses progrès ; le premier service régulier d'Orléans à Nantes fut établi vers l'année 1828. Aujourd'hui, deux compagnies, celle des *Inexplosibles*, fondée en 1838, et celle des *Paquebots*, en 1844, exploitent concurremment cette ligne d'Orléans à Nantes.

Le remorquage à vapeur est une autre application de cette force motrice qui surmonte les plus grands obstacles. A l'aide de ce nouveau véhicule, les bateaux chargés de marchandises peuvent remonter la Loire par tous les vents, et ne sont plus à la merci des variations atmosphériques. Les premiers remorqueurs parurent à Blois en 1840. Ce nouveau mode de traction se propage de plus en plus, et semble même appelé à soutenir par la modération de ses prix la concurrence redoutable du chemin de fer.

#### §. 5. — CRUES DE LA LOIRE.

Ces funestes compensations des avantages qu'offre à nos contrées le parcours d'un grand fleuve, étaient autrefois bien plus fréquentes et bien plus désastreuses que de nos jours. Avant la confection des levées, la Loire débordait au-delà de dix pieds, profondeur naturelle de son chantier. La structure première de ces digues n'opposait, nous l'avons déjà

dit, qu'un obstacle insuffisant aux grandes eaux ; mais ensuite leurs exhaussements successifs et leur consolidation assurèrent, autant que possible, la conservation des propriétés riveraines et l'intérêt de la navigation : leur état actuel, sous ce double rapport, laisse peu à désirer.

Les renseignements précis sur les inondations de Blois et des environs, ne remontent pas au-delà d'un siècle ; aussi nous bornerons-nous à rapporter les principaux faits de cette période.

En 1736 la levée de la rive gauche creva vis-à-vis le bourg de Montlivault ; les eaux se précipitèrent par la brèche, et couvrirent le val pendant huit jours. Les habitants attendaient avec anxiété la fin de l'inondation ; mais leur désespoir fut complet, lorsqu'après la retraite du fleuve ils virent, sur un espace de plus d'un quart de lieue, la portion la plus fertile du val, enfouie sous une couche de jars de six à sept pieds : la perte était irréparable ; aujourd'hui encore les campagnes frappées de ce désastre n'offrent plus que des grèves incultes où l'on aperçoit çà et là quelques arbres de mauvaise venue.

Une autre crue, arrivée en 1755, emporta cent trente-deux toises de la levée de Vienne, au lieu dit la *Maison-Bigarrée*, et creusa la fosse qui existe encore en cet endroit ; plusieurs maisons furent violemment renversées ; leurs ruines que l'on voit à

côté de la fosse, rappellent le fait d'une destruction malheureuse.

La débâcle, survenue à la suite du rigoureux hiver de 1783, occasionna une crue de dix-neuf pieds (2 février 1784). La levée de l'île Cochard, vis-à-vis le hameau de Madon, fut emportée. Les habitants inondés trouvèrent asile et secours au château de Candé, alors possédé par la famille Maussion, qui montra dans cette triste circonstance un empressement et une charité dignes d'éloges. Du côté de Chouzy, les glaces s'amoncelèrent à une hauteur de six, huit et dix pieds. Le val fut entièrement submergé, et l'on eut à déplorer la perte des blés semés dans ce terrain fertile. A Blois, l'inondation ne fut pas moins affligeante; le port Saint-Jean était couvert de glaces et de débris de bateaux : M. de Thémynes ouvrit son palais épiscopal aux malheureux habitants des faubourgs de Vienne et du Foix, obligés d'abandonner leurs maisons ; MM. Boucherat, maire, Marchand de la Chauvinière, Masson de Villepeaux, Ditely et Cousin, échevins, déployèrent beaucoup de zèle pour secourir les victimes.

Le grand hiver de 1788 causa de nouveaux désastres. Après quarante jours consécutifs d'un froid extraordinaire qui avait entièrement gelé la Loire, la débâcle commença le 14 janvier 1789, et s'opéra d'abord sans faire de dégât ; mais pendant la nuit du

18 au 19, l'eau, retenue au pont par une masse de glaçons qui obstruaient les arches, monta subitement à vingt pieds : le bourg Saint-Jean, la rue Foulerie, le Foix et Vienne, furent submergés ; les habitants de ces quartiers perdirent presque tout leur mobilier, et coururent personnellement de graves dangers. La crue, dépassant ses limites ordinaires, envahit la rue du Pont et monta jusqu'à celle du Change. Une portion de la nouvelle chaussée de la route du Berri, auprès de la maison actuelle, d'octroi fut emportée ; les levées du déversoir, des Pingres et de l'île Cochard crevèrent ; une digue, faite à la hâte, sauva le faubourg de Vienne. Tout le port Saint-Jean était encombré de glaces, dont le choc arracha même plusieurs anneaux de fer de la cale. Les parapets du Mail furent renversés à divers endroits ; l'eau et les glaçons se précipitèrent aussitôt par les brèches, et couvrirent en un instant toute cette promenade. La crue fut stationnaire pendant trois jours ; enfin le jeudi 22, à une heure du matin, les glaces qui obstruaient les arches du pont commencèrent à s'écouler, et bientôt l'eau baissa sensiblement. On conserve encore dans le pays la mémoire de cette terrible inondation, suivie de tant de calamités.

Le 2 août 1804, après une longue sécheresse et un été brûlant, on vit tout-à-coup la Loire s'élever à dix-huit pieds ; cette crue insolite fut le résultat

de la fonte tardive des neiges qui couvraient les montagnes de l'Auvergne.

Le 3 janvier 1823, la débâcle et le dégel produisirent une crue de dix-sept pieds; la rupture du déchargeoir donna de grandes inquiétudes pour le faubourg de Vienne. De mémoire d'homme, l'inondation ne fut aussi longue; car, pendant dix jours, la Loire se maintint entre quatorze et dix-sept pieds, et les quartiers bas demeurèrent submergés sans interruption.

Le 9 décembre 1825, une crue de dix-neuf pieds trois pouces, la plus considérable qui ait eu lieu depuis celle de 1789, affligea le pays. La levée de la rive droite, aux environs de Menars, aurait été submergée et probablement emportée, si les riverains ne se fussent empressés de l'exhausser pendant la nuit. On craignit aussi la rupture des ponts Chartrains, accident qui eût été bien funeste au faubourg de Vienne; mais quelques travaux de consolidation, exécutés à la hâte par les militaires de la garnison, prévinrent ce malheur.

Le 3 juin 1835, une crue de seize pieds, qui rompit de nouveau le déchargeoir, causa de grands ravages aux blés et aux foins du val de Vienne et de Chailles. On envoya les soldats de la garnison travailler aux ponts Chartrains; car l'état de plusieurs arches inspirait de sérieuses inquiétudes, et quelques-unes des piles menaçaient ruine.

Le 7 mai 1836, une crue de quinze pieds se manifesta ; mais son peu de durée fit cesser les craintes qu'elle avait d'abord inspirées à cause de la saison avancée où l'on se trouvait.

Le 16 janvier 1839, la Loire s'éleva à treize pieds ; cette crue, comme la précédente, n'offrit aucun incident remarquable, et s'apaisa presque aussitôt.

Deux ans après, survint une inondation plus grave. Dans la nuit du 22 au 23 février 1844, le fleuve atteignit la hauteur de seize pieds ; on eut à déplorer une perte malheureuse. Quatre bateaux chargés de vins et cinq de pavés s'étaient rangés le long du quai de Vienne ; mais des trains de bois de marine, amarrés à une demi-lieue au-dessus de Blois, s'étant détachés, vinrent frapper contre les bateaux, rompirent leurs cordages, et les poussèrent sur les piles du pont, où la violence du choc les brisa ; un enfant seul périt dans ce désastre.

Le 20 mars 1845, il y eut une crue de quinze pieds, qui cessa bientôt.

Nous ajouterons à ces renseignements quelques mots sur les dernières gelées de la Loire.

Le 28 décembre 1829, à cinq heures du soir, par un froid excessif, la rivière fut entièrement prise à Blois, et demeura dans cet état pendant un mois. Il y eut un commencement de dé-

bâcle le 26 janvier 1830, à quatre heures du matin ; mais ce n'était qu'un faux dégel : la Loire fut de nouveau glacée le 5 février jusqu'au 8 du même mois, époque de la débâcle définitive.

Le 46 janvier 1838, les glaçons que le fleuve charriait depuis une semaine, s'arrêtèrent au pont : la débâcle commença le 8 février, et s'effectua sans inondation. Depuis ce temps, la Loire n'a point été complètement gelée ; mais elle a charrié chaque année, et quelquefois à diverses reprises, excepté néanmoins pendant l'hiver de 1845-46, remarquable par son extrême douceur.

---

## CHAPITRE VII.

### FONTAINES. — AQUEDUC ROMAIN. — ARROÛ.

---

Les monuments hydrauliques, dont la ville est dotée depuis longtemps, faisaient dire à l'historien de Saint-Laumer <sup>1</sup> que Blois était *magnifique en fontaines et glorieux en aqueducs*. Quelques détails descriptifs prouveront la vérité de cette assertion.

Huit fontaines, réparties sur divers points de la basse ville, tirent leur eau d'un réservoir commun, appelé le *Gouffre*, creusé derrière le Bureau de Bienfaisance à 20 pieds sous terre, et alimenté par un *aqueduc*. Ce canal commence auprès du puits des Basses-Granges, par trois petits rameaux qui bientôt se réunissent en une seule branche; il est

<sup>1</sup> Hist. manuscrite, n° 121 v°.

taillé dans le roc, sauf quelques parties maçonnées, et offre un développement de 529 mètres ; de distance en distance on peut y descendre par des *regards*<sup>1</sup>, dont la profondeur varie de 15 à 50 pieds suivant l'inégalité du sol : la voûte a 5 pieds et demi de haut ; sa largeur est d'environ 2 pieds et demi. L'eau de l'aqueduc coule sur une couche peu épaisse de vase : elle provient sans doute d'infiltrations pluviales à travers le rocher ; car on n'aperçoit aucunes traces de sources dans la partie supérieure. Une tradition, consignée par notre ancien historien<sup>2</sup>, attribue l'aqueduc de Blois aux Romains<sup>3</sup> : ses rapports manifestes avec des travaux d'une origine certaine justifient l'opinion qui fait remonter sa confection à l'époque de la domination Romaine dans les Gaules. Une telle ancienneté ne doit pas étonner ; la solidité de l'œuvre et l'intérêt que les habitants eurent toujours à l'entretenir convenablement, étaient des motifs particuliers de durée, des garanties assurées de conservation. D'ail-

<sup>1</sup> Une transaction, datée de 1834, reconnaît le droit de la ville sur ces regards, même sur ceux qui sont enclavés dans des propriétés particulières.

<sup>2</sup> Bernier, p. 31.

<sup>3</sup> M. de Caumont (*Cours d'antiquités monumentales*, t. III, p. 183), décrit plusieurs aqueducs romains, analogues à celui de Blois ; entre autres parties essentielles de ces sortes d'ouvrages, il signale le réservoir appelé par les architectes de Rome, *castellum aquæ* (château d'eau), et qu'à Blois nous nommons le gouffre.

leurs l'aqueduc, ouvrage souterrain, n'a point dû subir les mêmes causes de détérioration ou de destruction que la plupart des édifices extérieurs. On conçoit par exemple qu'il ait pu échapper au vandalisme des invasions et des guerres civiles, si funestes à d'autres monuments du pays Blésois. Les hordes ennemies qui, à diverses époques, dévastèrent la ville, laissèrent subsister peu de constructions apparentes ; les monuments cachés, moins exposés à leurs ravages, avaient par cela même plus de chances de salut.

Du *Gouffre* partent les tuyaux de distribution qui alimentent toutes les fontaines de la ville, excepté celle de l'Hôtel-Dieu ; les tuyaux sont en terre cuite, sauf quelques parties en plomb. Depuis le *Gouffre* jusqu'au milieu de la place des Jésuites, les tuyaux sont placés presque à découvert dans un second aqueduc en maçonnerie, construit en 1744 : cette voûte facilite beaucoup les réparations ; car on peut y circuler et y travailler, sans être obligé, comme dans les autres quartiers, de dépaver les rues et de faire des excavations considérables.

Les tuyaux, fabriqués à Saint-Avertin, près Tours, en terre du pays, furent posés en 1511 par le sieur Valence, *maître fontainier* à Rouen. Le roi Louis XII, dans l'intérêt de sa ville natale, provoqua ce grand travail, qui fut exécuté sous la direction des échevins alors en exercice : Jacques Gan-

dillon, religieux et infirmier de Saint-Laumer; Jacques Hurault, seigneur de Cheverny; Geoffroy Jaquet et Louis du Luctz, orfèvres; Jean Terrier, procureur. Les tuyaux de maître Valence remplacèrent des tuyaux de plomb qui eux-mêmes avaient succédé à d'autres en terre : la plupart ont six pouces de diamètre et deux pieds de long ; une maçonnerie de chaux, de ciment et de cailloux les entoure. Les travaux de pose durèrent quatre mois (du 12 mai au 15 septembre) ; ils sont minutieusement détaillés dans un procès-verbal sur parchemin, conservé aux archives de la ville. Le toisé général donna pour résultat 302 toises de gros tuyaux à 15 sols la toise, et 92 toises de petits à 12 sols ; total 314 livres 14 sols, qui vaudraient en monnaie actuelle environ 4,130 francs.

En même temps que l'on établissait les tuyaux, on réparait l'aqueduc, ainsi décrit par le même procès-verbal : « les mynes sont belles à merveilles, à » ne les croire qui ne les ayt veues ; car elles sont » faites en roc à coups de pic, en façon d'anse de » panyer. . . . aussi plusieurs gens de bien de la » ville y entrèrent et des femmes aussy, pour voyr » icelles voustes. » A cette occasion, les échevins parcoururent plusieurs fois l'aqueduc ; dans une de leurs tournées, ils trouvèrent *des ossements qui étaient venus on ne sait d'où. . . une épée rouillée, un grand fer, des piques et autres ferrailles.* Ces oh-

jets, si on les eût examinés avec soin, auraient pu confirmer l'origine romaine de notre aqueduc ; malheureusement nos administrateurs municipaux étaient trop peu archéologues en 1511, pour mettre à profit ces découvertes singulières.

Un accident survenu pendant les travaux causa le plus grand effroi. Certain jour, le batardeau, élevé dans l'aqueduc pour contenir l'eau, se rompit, et il en résulta une inondation subite ; *par bonheur*, dit le procès-verbal, *cela eut lieu pendant que les manœuvres estoient allés gouter ; car si les dicts manœuvres y eussent esté et dix mille hommes avec eux, tout eust esté noyé*. Cette observation exagérée témoigne de l'épouvante qu'avait produite la rupture du batardeau.

En 1511 il n'y avait à Blois que trois fontaines : celle de *Larcy* <sup>1</sup>, autrement dite les *Grandes-Fontaines*, celles du Poids-du-Roi et du Puits-du-Quartier.

Les sculptures de la fontaine de *Larcy* datent de la même époque ; malgré de nombreuses dégradations, elles offrent encore quelques détails curieux qui ont motivé le classement de cette ruine parmi les monuments historiques. Il serait bien à désirer qu'une grille préservatrice l'entourât, et que des

<sup>1</sup> Ce nom, que l'on trouve aussi écrit en deux mots (l'Arcy), vient du latin *arcus*, qui dans le langage technique signifie aqueduc.

réparations intelligentes rendissent son aspect moins disgracieux du côté de la place Louis XII. Cette fontaine, maintenant isolée et dépourvue d'ensemble, était autrefois adossée à des maisons de l'ancienne rue Saint-Lubin, qui se prolongeait jusqu'à celle de Saint-Martin ; les habitants du quartier pouvaient se promener sur la plate-forme, alors entourée d'une balustrade à jour dont quelques restes subsistent.

Postérieurement aux travaux de 1511, (nous ne saurions préciser les dates) on établit cinq autres fontaines ; celles des Élus, de l'Hôtel-de-Ville, de Bourg-Moyen (aujourd'hui le collège), de l'ancien Hôtel-Dieu, et celle que l'on voyait autrefois à l'angle des rues du Pont et des Trois-Clefs.

En 1805 on prolongea jusqu'à l'abattoir le tuyau de la fontaine de l'Hôtel-Dieu, qui fut supprimée à l'exception de la cannelle du petit porche de la Comédie. L'année suivante, la fontaine de la rue du Pont fut transférée à la poissonnerie. La fontaine Corbigny, adossée au mur de clôture du bureau de bienfaisance, fut établie en 1805, date constatée par une inscription en l'honneur du préfet qui lui donna son nom ; les sculptures du frontispice sont dues au ciseau de mademoiselle Charpentier, artiste blésoise. Cette fontaine avait été élevée vis-à-vis la rue Porte-Côté ; mais, au mois de juillet 1845, par suite du nivellement de la place des Jé-

suites, on l'a transférée au lieu qu'elle occupe maintenant.

Les fontaines ont quelquefois manqué d'eau par l'effet de la sécheresse, comme cela eut lieu pendant l'été de 1834. Il est arrivé aussi que l'interposition de l'air dans les tuyaux empêchait l'eau de couler ; cet inconvénient se fit sentir en 1511, au moment même de la pose des tuyaux ; mais le fontainier Valence, physicien intelligent, rétablit aussitôt la circulation, en pratiquant une petite ouverture au tuyau qui passe sous la place du Puits-du-Quartier. L'expérience a depuis été renouvelée plusieurs fois avec un égal succès ; on pourrait, en cas de besoin, rouvrir ce trou de sûreté qui existe encore et n'est bouché qu'à ciment.

Outre les fontaines alimentées par le *Gouffre*, nous devons mentionner aussi celle de l'ancien couvent de Saint-Laumer (aujourd'hui l'Hôtel-Dieu), située devant l'église Saint-Nicolas : ses eaux viennent du rocher, et traversent un canal particulier que l'historien de l'abbaye bénédictine a décrit en ces termes <sup>1</sup> :

L'an 1630, *nos pères* <sup>2</sup>, voyant que l'eau ne coulait plus jusque dans le monastère à cause des ruines qui s'étaient faites dans le canal, firent travailler fort et ferme pour la faire venir. On envoya six hommes chercher la source de cette eau, auxquels

<sup>1</sup> F° 78 v° du manuscrit de la bibliothèque.

<sup>2</sup> C'est-à-dire les Bénédictins.

on donna torches, fusils et lanternes ; ils furent plus de deux heures dans les caveaux, et dirent qu'ils avaient fait presque une lieue, et avaient remarqué en certains endroits des caveaux de la hauteur de deux hommes et larges à proportion, et que ceux qui allaient depuis l'abbaye de Saint-Laumer jusques au pied de la montagne sous le jardin du Roi, étaient piqués dans le roc, et ils donnèrent avis qu'ils eussent été plus loin s'ils n'avaient rencontré une grande fosse. Après avoir fait travailler à ceste fontaine plusieurs fois, enfin l'on jouit du fruit du travail que l'on y a fait ; car à présent elle coule sans cesse dans le cloître, ce qui est une grande commodité pour la maison.

Des éboulements considérables, survenus depuis ces travaux des Bénédictins, empêchent aujourd'hui de remonter le canal au-delà d'une maison située sous les degrés de la petite rampe Saint-Nicolas. La voûte n'étant point maçonnée comme celle du grand aqueduc, il arrive parfois que de nouveaux éboulements interceptent le cours de l'eau, et alors la fontaine tarit ; son insuffisance pour les besoins de l'Hôtel-Dieu a nécessité (il y a environ vingt années) la confection, dans l'intérieur de la maison, d'un puits à manège.

L'ARROU<sup>1</sup>. — Ce ravin profond, par où s'écou-

<sup>1</sup> Ce mot semble dériver du latin *arcus*, et désigner les arches ou voûtes qui couvrent l'Arrou. On pourrait aussi lui donner pour racine le celtique *ar* (cours d'eau) ; en effet plusieurs ruisseaux ou torrents qui traversent d'autres localités, s'appellent *Arrou*. Il est également à remarquer qu'un bourg de l'arrondissement de Châteaudun, situé au bord d'une ravine, porte le même nom.

lent dans la Loire les eaux pluviales de la forêt de Blois, des hameaux de Villiersfins, des Granges et de la ville, est à sec une partie de l'année. Vers le milieu de la rue du Pont-du-Gast, il commence à être voûté; au-delà, il sert de chemin pour arriver aux Basses-Granges. Depuis longtemps on reconnaît le danger de faire passer des voitures chargées dans un fossé étroit et profond; les piétons mêmes s'accommodent peu des petits sentiers qui bordent ce précipice; les jardins et les habitations du quartier sont d'un accès fort difficile, et reçoivent en outre les exhalaisons insalubres de l'Arrou. Ces graves inconvénients ont plusieurs fois suggéré l'idée de prolonger la voûte; mais jusqu'ici ce projet opportun n'a pu recevoir d'exécution.

Au moyen-âge l'Arrou parcourait la ville à découvert; on le traversait sur de petits ponts établis de distance en distance. L'infection qu'il répandait alors, occasionna souvent des maladies pestilentielles; car ce réceptacle d'immondices était pour les quartiers les plus populeux une cause permanente d'insalubrité.

La ville concéda successivement aux propriétaires les parties du ravin qui bordaient leurs maisons; les riverains obtinrent ces emplacements à condition de les voûter à leurs dépens, et de plus à charge de rentes foncières, dont plusieurs figurent au compte municipal de 1518; certaines maisons

de la Grande-Rue étaient encore grevées de ces redevances au moment de la Révolution. Dans le cours du dernier siècle, l'administration, pour encourager les riverains à voûter, concédait gratuitement les parcelles encore découvertes. C'est ainsi que peu à peu l'Arrou a été presque entièrement voûté aux frais des particuliers. Aujourd'hui il ne reste plus à couvrir qu'une portion située derrière la rue du *Chant-des-Oiseaux* ; on doit désirer, dans l'intérêt de la salubrité publique, l'achèvement de cette dernière lacune.

En 1803, l'Arrou fut pavé et bloqué aux dépens communs de la ville et des riverains. Cette amélioration facilite l'écoulement des eaux, et prévient le danger des affouillements qu'elles pourraient former au pied des maisons voisines.

Les engorgements de l'Arrou étaient assez fréquents avant la confection du blocage ; quelquefois ils ont fait refluer l'eau, de manière à inonder la rue Porte-Côté, le carrefour du Mal-Assis et le Puits-du-Quartier. Bernier rapporte un exemple de ces accidents désastreux <sup>1</sup>.

La nuit d'après la Saint-Martin d'hiver de l'année 1512, il survint une si grande quantité d'eaux, qui entrèrent par la porte Costé, qu'elles dégravèrent le pavé jusques à cinq pieds de profondeur, et emportèrent les plus grosses pierres qui

<sup>1</sup> Hist. de Blois, p. 36.

soutenoient les côtes des maisons..... et prenant leurs cours par le carroy Gaudebert, entroient par *certain*s goulets qui estoient sous le chapitre et le trésor de Saint-Jacques ; en sorte que le dit chapitre, ses voûtes et son trésor <sup>1</sup> *fondirent*<sup>2</sup>, et que la cassette où estoient les titres fut submergée. *L'eau ayant monté jusqu'au grand autel, l'église fut fort défigurée*. Plusieurs chanoines furent en péril de se noyer, pour avoir voulu sauver les titres. Quelques maisons et quelques caves du voisinage *fondirent*, plusieurs animaux de service furent noyés, et mesmes plusieurs marchandises <sup>3</sup> furent gastées.

Les ouvertures par lesquelles eut lieu l'inondation de 1512, existent encore sous une maison de la Grande-Rue, à l'endroit appelé *les Trois-Goulets*. Il ne faut pas s'étonner que la crue soit montée jusqu'à l'autel de l'église Saint-Jacques ; car ce niveau serait peut-être au-dessous du pavé actuel. Depuis trois siècles, en effet, le sol de la Grande-Rue et de la place du *Puits-du-Quartier* a été considérablement exhaussé ; on peut en juger par la fontaine Saint-Jacques, qui anciennement devait se trouver de niveau avec la voie publique, tandis qu'aujourd'hui on y descend par plusieurs marches.

De temps immémorial, on nettoya l'Arrou, en faisant couler l'eau de l'étang de Pigelée. Les registres municipaux du XVI<sup>e</sup> siècle offrent plusieurs

<sup>1</sup> Lieu où étaient déposées les archives de la maison et les objets précieux appartenant à la communauté.

<sup>2</sup> S'écroulèrent.

<sup>3</sup> Dans les magasins de la Grande-Rue.

exemples de cet usage<sup>1</sup>. De nos jours même, au mois d'août 1833, époque de grande sécheresse, le bureau de bienfaisance, propriétaire actuel de l'étang, sur la demande de l'administration municipale, a fait lever la bonde pendant deux heures, pour entraîner les immondices dont les exhalaisons devenaient insupportables. Cette prise d'eau, fondée en titres, constitue au profit de la ville une servitude imprescriptible, qui suffirait pour mettre obstacle au dessèchement de l'étang; car la salubrité publique pourrait exiger encore le prompt nettoyage de l'Arrou par l'emploi du même moyen.

<sup>1</sup> Voir par exemple, une délibération du 13 juin 1581, époque où la peste régnait à Blois; entre autres mesures sanitaires prises dans cette séance, on ordonna que *l'eau de l'étang de Pigellée serait tirée et laissée aller pour nettoyer l'Arrou*. A des époques postérieures, cette prise d'eau eut également lieu, en vertu de délibérations des 30 juillet 1709 et 15 novembre 1789.

---

## CHAPITRE VIII.

### ÉDIFICES PUBLICS<sup>1</sup>.

---

#### LE CHÂTEAU ET SES JARDINS<sup>2</sup>.

---

Le premier château de Blois, bâti par les comtes de la maison de Champagne, était simplement une forteresse, plutôt faite pour loger des soldats et des munitions, que pour servir à l'habitation de seigneurs ou de princes. Le rocher abrupte et isolé<sup>3</sup> qui fut choisi pour l'assiette de cet édifice, convenait

<sup>1</sup> Dans le second volume nous traiterons des administrations et des établissements civils ou religieux qui ont occupé ces édifices. Ici nous faisons seulement l'historique de leurs constructions et de leurs destinations successives.

<sup>2</sup> M. de la Saussaye a publié en 1840 une histoire du château de Blois. On trouve dans cette savante monographie des détails curieux qui dépasseraient les limites plus restreintes de notre cadre.

<sup>3</sup> La petite rampe du Foix, nous l'avons dit, fut longtemps la seule communication directe établie entre la ville et le château.

parfaitement à sa destination toute stratégique. Au XIII<sup>e</sup> siècle, les comtes de la famille de Châtillon firent exécuter dans ce manoir militaire et féodal d'importantes constructions, entre autres la *salle des États*, ainsi nommée depuis que les États-Généraux de 1576 et de 1588 ont siégé dans son enceinte <sup>1</sup>; la tour de Châteaurenault, autrement dite *du Moulin*, située au nord, et celle du Foix au midi, datent de la même époque : ces trois édifices sont aujourd'hui les parties les plus anciennes du château. Nous empruntons à l'architecte André Félibien <sup>2</sup> la description du cachot de la tour du Moulin, où se trouvaient, dit-on, les *oubliettes* de nos comtes :

Il y a dans l'épaisseur des murs deux petits caveaux proche l'un de l'autre : au milieu de l'un, au niveau de l'aire du plancher est une ouverture comme d'un puits très profond, mais de forme carrée et bien enduit de tous les côtés. Il y avait autrefois une trappe sur cette ouverture avec des roues et d'autres machines au-dessous, pour l'usage des supplices qu'on voulait faire secrètement, et c'est ce qu'on appelle *oubliettes*; mais présentement <sup>3</sup> il n'y a plus aucun de ces instruments : on en a ôté quelques restes pourris qui apparemment n'avaient pas servi depuis longtemps. Il est à croire que ces sortes de supplices ne se pratiquaient que dans des temps où les seigneurs

<sup>1</sup> Elle fut d'abord destinée aux plaids de nos comtes et aux réunions périodiques de leurs vassaux. Les militaires de la caserne en font aujourd'hui une salle d'armes.

<sup>2</sup> Mémoires sur les châteaux de France, ouvrage resté manuscrit (bibliothèque royale).

<sup>3</sup> Félibien écrivait cela vers 1680.

n'avaient pas assez d'autorité pour faire punir exemplairement, comme l'on fait aujourd'hui, ceux qui commettent des crimes atroces.

Sur la tour du Foix s'élève l'observatoire bâti par Catherine de Médicis, qui assurément ne pouvait choisir un point de vue plus avantageux ; on y voit encore la pierre où elle plaçait ses instruments cabalistiques.

Cette tour, nouvellement recrépie, est devenue un dépôt de poudres : sa proximité de la ville offre de graves inconvénients pour une semblable destination ; aussi proposait-on dernièrement de transférer les poudres dans un bâtiment spécial qui eût été construit à l'extrémité des Allées.

Charles d'Orléans, prince ami des arts et du luxe, embellit le château de Blois, édifice auparavant lourd et sombre comme devait l'être une forteresse ; quelques ouvrages en briques et en pierre, situés auprès de la tour du Foix, sont les seuls vestiges des constructions élevées par le père de Louis XII. Ce monarque changea complètement l'aspect du lieu de sa naissance ; l'aile orientale, où se trouve la principale porte d'entrée, fut bâtie sous son règne bienfaisant. Avant la révolution, sa statue équestre en bronze, faite d'après nature, ornait la niche dentelée qui maintenant est vide ; deux distiques latins à la louange du bon roi, étaient gravés à la place où sont maintenant les mots offi-

ciels : *caserne d'infanterie*. L'ancienne inscription, composée par Faustus, poète contemporain, rappelait un des plus glorieux souvenirs de notre ville, le fait de la naissance de Louis XII à Blois. La statue fut enlevée en 1793, et fondue pour l'usage de l'artillerie républicaine.

On doit aussi à Louis XII la construction de la jolie chapelle de Saint-Calais, dont les derniers travaux de casernement ont retranché une partie <sup>1</sup>.

A l'exemple de son prédécesseur, François I<sup>er</sup> fit bâtir l'aile septentrionale donnant sur la place des Jésuites. Cette construction offre tous les caractères de l'architecture italienne, tandis que le pavillon de Louis XII appartient plutôt au style français du XV<sup>e</sup> siècle, style de transition enté sur le gothique pur : on peut étudier sur ces modèles les nuances qui séparent les deux principales ramifications du genre Renaissance, et suivre le passage visible de l'une à l'autre. L'aile de François I<sup>er</sup>, souvent habitée par la cour des derniers Valois, est un des édifices les plus historiques du royaume ; nous avons rapporté les grands événements qui s'y passèrent à une époque où Blois de-

<sup>1</sup> Cette chapelle en remplaça une autre plus ancienne qui était dédiée au même saint, et dont il est souvent question dans l'histoire du château. On y conservait le corps du patron, abbé de Saint-Calais au Maine.

vint la résidence du gouvernement, et fut pour ainsi dire la capitale momentanée de la France.

Un demi-siècle après, Gaston d'Orléans, prince-remuant, que les constructions délassaient du rôle pénible de conspirateur politique, fit élever la partie neuve du château, dessinée par le célèbre François Mansard, et commencée en 1635. Ce bâtiment coûta environ 300,000 livres; on y vit un des premiers exemples des toits à *mansardes*, inventés par l'architecte du prince. Gaston avait l'intention de démolir tout le vieux château, et de remplacer les ailes de Louis XII et de François I<sup>er</sup> par des constructions à la Mansard; ce projet prouverait peu en faveur de son goût archéologique; il est heureux que le temps et l'argent lui aient manqué pour l'accomplir, car nous aurions eu à regretter deux monuments bien précieux. Gaston laissa même inachevé l'intérieur de son édifice, et n'eut pas la consolation de l'habiter. Après sa mort le château de Blois cessa d'être occupé; ses meubles, sa bibliothèque et ses collections scientifiques furent immédiatement transférées à Paris; il ne resta plus que les murs d'une demeure jadis si brillante.

Depuis ce temps, Louis XIV, dont toutes les affections étaient concentrées sur Versailles, ne s'arrêta qu'une seule fois au château de Blois: Louis XV n'y vint jamais. Bien qu'abandonnée de la cour, cette illustre résidence conserva néanmoins le titre

de *maison royale*, et eut un gouverneur particulier jusqu'à la Révolution<sup>1</sup> ; le dernier titulaire de cette sinécure a été M. le comte de Breteuil.

Les seuls grands personnages qui l'habitèrent momentanément au cours du dernier siècle, furent deux reines de Pologne, connues dans le pays par leurs bienfaits. Marie-Casimir d'Arquien, issue d'une famille du Berry, veuve du brave Sobieski, mourut dans cette retraite en 1716. La princesse Anne, mère de Stanislas, roi de Pologne, et aïeule de Marie Lekzinska, femme de Louis XV, y termina également ses jours et fut inhumée dans l'église des Jésuites (1722). Ensuite quelques familles nobles du pays obtinrent par faveur des logements gratuits dans le château. Le Domaine faisait si peu de cas de ce monument, qu'il négligeait même de réparer la toiture ; cependant les droits féodaux et les belles forêts du comté de Blois lui procuraient des ressources plus que suffisantes pour les travaux d'entretien. Les gouverneurs, agissant comme s'ils eussent

<sup>1</sup> Le personnel du château continua d'exister pour la forme longtemps après qu'il fût devenu complètement inutile. Ainsi, en 1704, nous trouvons sur un registre de la chambre des comptes, conservé aux archives de la préfecture, le texte des lettres de provision accordées à un portier, à un garde-meubles, à un garde-clefs, à un garde des jardins. Ces offices sans fonctions n'étaient plus alors qu'un objet de pure finance ; le gouvernement tolérait leur transmission profitable au trésor ; l'exemption d'impôts, accordée aux titulaires, était un moyen assuré de trouver des acquéreurs.

été propriétaires, affermaient en détail les différentes parties du château : ces avides personnages n'étaient pas difficiles sur le choix des locataires ; car on vit souvent des ouvriers à marteau occuper les grandes salles du royal manoir.

Jamais l'ancienne monarchie ne s'occupa de terminer le bâtiment de Gaston. Un des gouverneurs de Blois, le marquis de Marigni, frère de madame de Pompadour, fit même enlever une partie des charpentes pour la construction du château actuel de Menars. Cette étrange soustraction témoigne de l'extrême liberté que le gouvernement laissait aux intendants des maisons royales.

Les gentilshommes logés gratuitement se permirent, malgré la nature précaire de leur jouissance, de faire à l'intérieur des changements de mauvais goût, des *appropriations* du plus triste effet : plusieurs, pour accommoder aux usages du XVIII<sup>e</sup> siècle un édifice du XVI<sup>e</sup>, mutilèrent les sculptures de la Renaissance, abattirent des murs, élevèrent des cloisons, commirent enfin toutes sortes de dégradations.

En 1784, le château reçut une nouvelle affectation, qui était encore moins faite pour lui restituer son caractère archéologique : le Royal-Comtois, régiment d'infanterie de 1,200 hommes, vint tenir garnison dans les ailes de Louis XII et de François I<sup>er</sup>. Ainsi leur conversion en caserne n'est

point, comme on l'a dit, une pensée de la Révolution ; l'initiative et la responsabilité première de cet emploi appartiennent réellement à l'ancienne monarchie.

En 1792 les *bataillons de volontaires* remplacèrent les troupes du roi. L'année suivante, l'administration mit en vente le *ci-devant château*, comme on l'appelait alors. M. Guillon, qui déjà avait acheté plusieurs couvents et églises de la ville, marchandait cet édifice avec l'intention de le démolir ; heureusement ses offres ne furent pas acceptées, et il se contenta d'acheter les jardins.

Le gouvernement impérial continua de loger des soldats dans ces vastes bâtiments ; il les utilisa encore d'une autre manière, ainsi que l'a remarqué un illustre voyageur : « En 1807, dit M. de Châteaubriand <sup>1</sup>, revenant de la Terre-Sainte, je passai à Blois, et je visitai le château ; *il était rempli de prisonniers de guerre*. Ce fut un soldat polonais qui me montra la salle des États, la chambre où le duc de Guise avait été assassiné, et sur le pavé de laquelle on avait cru longtemps voir des traces de son sang. »

Quelques années après, il fut question, mais sans résultat, de transférer le collège au château. Enfin un décret du 10 août 1810 le céda gratuitement

<sup>1</sup> Études historiques ; analyse raisonnée de l'histoire de France.

à la ville pour l'usage de ses garnisons. Plus tard (1824) on résolut de placer la préfecture et la bibliothèque dans la partie de Gaston, les tribunaux et les prisons dans celle de François I<sup>er</sup>, d'abattre le bâtiment de Louis XII (destruction qui eût été bien regrettable) et de lui substituer une grille : ces projets, approuvés par ordonnance royale, n'eurent point de suite, et le château continua d'être une caserne. L'établissement définitif de sa destination militaire et l'espoir d'obtenir un régiment entier de garnison habituelle, motivèrent<sup>1</sup> les constructions dispendieuses faites, il y a dix ans, sur les ruines du vieux manoir des Châtillon, dans l'aile de Louis XII, et surtout dans le bâtiment neuf : elles furent habilement dirigées par M. Douet, capitaine de génie, qui s'efforça de concilier l'intérêt archéologique avec les exigences administratives. Toutefois il était impossible de transformer, sans mutilation, un palais en caserne ; le château de Blois a éprouvé les conséquences fatales d'une appropriation si étrange. L'intérieur de l'aile de Louis XII a été complètement dénaturé, la chapelle Saint-Calais a subi une démolition partielle, la colonnade extérieure du bâtiment de Mansard a disparu. Il est fâcheux que le génie militaire n'ait pu éviter de pareils changements. L'édifice de Gaston,

<sup>1</sup> Délibération du conseil municipal du 9 mars 1833.

qui pendant deux siècles était demeuré à l'abandon, a été parfaitement disposé pour sa destination actuelle, et forme aujourd'hui une des plus belles casernes de France. Les travaux, commencés en 1834 et terminés en 1837, coûtèrent à la ville 170,000 fr.; le gouvernement paya le surplus.

L'aile de François I<sup>er</sup>, heureusement délaissée par les militaires depuis leur translation dans la nouvelle caserne, n'a point subi les mêmes distributions que celle de Louis XII, et a mieux conservé l'antique ordonnance du Palais des Valois. On retrouve au premier étage les appartements de la reine, notamment la chambre de Catherine de Médicis, chambre que sa cousine, Marie de Médicis, veuve de Henri IV, habita ensuite, et d'où l'auguste exilée se sauva par une fenêtre qui existe encore; au-dessus sont les appartements du roi, entre autres la salle des gardes, la chambre à coucher de Henri III, où le duc de Guise fut assassiné, les cabinets de ce monarque; au troisième étage, sous les toits, les galetas qui servirent de cachette aux sbires royaux, et les sombres corridors où se donnaient les rendez-vous équivoques d'une cour licencieuse. Déjà, en lisant le récit de la mort des Guise, on a pu distinguer ces différentes pièces; mais les historiens n'étant pas d'accord sur le rôle de chacune d'elles dans ce drame terrible, nous croyons devoir ajouter ici quelques observations

topographiques sur le meurtre du Balafré. Suivant le récit de M. de Châteaubriand ( voir ci-dessus , p. 98 ), le conseil du roi siégeait, au moment de l'exécution, dans le *cabinet neuf*, situé à droite de la chambre du roi<sup>1</sup>, tandis que Henri III se tenait dans le *vieux cabinet*, situé à l'autre extrémité, et séparé de la chambre par un couloir : le roi ayant mandé le duc, il sortit du cabinet neuf ( où il se trouvait comme membre du conseil ) par la porte qui donne dans la chambre, traversa cette chambre, et fut frappé au moment d'entrer dans le couloir. D'autres disent que le conseil siégeait dans la salle des gardes donnant sur le grand escalier, et que le roi se tenait dans le cabinet neuf; suivant ces auteurs, le duc serait passé de la salle des gardes dans la chambre, et aurait été assassiné à la porte du cabinet neuf. Cette version expliquerait mieux comment le duc, après avoir *entraîné les assassins d'un bout de la chambre à l'autre* ( texte de plusieurs mémoires ), serait allé tomber au pied du lit; car l'alcôve royale se trouve précisément à côté de la porte du couloir. En admettant au contraire que l'attentat ait été commis à cette dernière porte,

<sup>1</sup> Les solives de ce cabinet conservent quelques restes de dorure; probablement l'ornementation de cette pièce était moins ancienne que celle des autres appartements, où il n'existe plus aucune trace pareille; et c'est pour cela sans doute que du temps de Henri III on l'appelait le *cabinet neuf*.

il faudrait supposer (hypothèse peu vraisemblable) que Guise, non-seulement se serait trainé jusqu'à l'autre bout de la chambre, mais encore aurait eu assez de force pour revenir sur ses pas ; car tous les mémoires s'accordent à dire qu'il tomba au pied du lit. Ces détails ne sont pas sans intérêt ; les visiteurs qui parcourent les célèbres *appartements du roi*, aiment à reconnaître sur place les diverses circonstances de la scène sanglante du 23 décembre 1588, à localiser chaque souvenir historique ; nous avons voulu leur faciliter ce rapprochement instructif.

L'édifice de François I<sup>er</sup> méritait d'être restitué à l'histoire et à l'art ; il le sera en effet, grâce à la sollicitude éclairée du gouvernement. Un arrêté ministériel, daté du 20 juillet 1844, a concédé à la ville la jouissance de ce bâtiment pour y fonder un musée. Ce projet en rappelle un autre, dont les circonstances politiques empêchèrent la réalisation. En 1792, le conseil général du département de Loir-et-Cher avait décidé que les statues, les tableaux et les autres curiosités des châteaux de Menars et de Chambord seraient transportés à Blois, pour former le commencement d'un musée<sup>1</sup> ; mais les événe-

<sup>1</sup> Voici quelques-uns des motifs républicains de cette délibération, datée du 21 octobre 1792 :

« Le conseil, considérant que ces divers morceaux de peinture et de sculpture sont pour la plupart les chefs-d'œuvre des meilleurs

ments révolutionnaires ne permirent pas de donner suite à cette pensée d'art. Aujourd'hui la ville ne peut tarder plus longtemps à suivre l'exemple des cités voisines, qui toutes possèdent des collections de ce genre.

Les chambres, dans leur session dernière, ont voté un crédit de 438,000 francs, affecté à la restauration de ce précieux édifice, dont l'avenir est désormais assuré; la ville, de son côté, contribuera aux dépenses pour une somme de 43,489 francs. D'après les plans remarquables de M. Duban, architecte, le monument tout entier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, doit reparaitre tel (peut-être même plus beau) que nos pères le virent au XVI<sup>e</sup> siècle dans son intégrité et sa fraîcheur primitives; le palais des Valois, ainsi rétabli, sera digne de ses grands souvenirs, et formera par lui-même un véritable musée. Les travaux,

» maîtres de France et d'Italie, que si quelques-uns respirent la  
 » mollesse et la volupté, il y règne néanmoins un goût excellent, et  
 » une beauté de forme admirée des connaisseurs; considérant que  
 » si, sous une cour fameuse par ses débordements, des êtres frivoles  
 » et corrompus ont pu asservir à leurs caprices les artistes en tout  
 » genre et rendre leurs talents tributaires de leurs plaisirs, il est de  
 » l'honneur d'un peuple libre d'offrir au génie tous les moyens de se  
 » développer; considérant qu'il est intéressant de transporter les  
 » monuments de sculpture et de peinture, placés au sein d'une cam-  
 » pagne et exposés à chaque instant à être mutilés, dans un lieu à  
 » l'abri de toutes les incursions, où ils puissent être vus par les con-  
 » naisseurs, etc. »

commencés au mois de septembre 1845, ont été conduits avec la plus grande activité, et déjà on peut apprécier les résultats d'une entreprise si importante pour l'art. Les dégradations s'effacent peu à peu, la restitution des riches détails du style de la Renaissance s'opère avec bonheur, et fait chaque jour de sensibles progrès. Bientôt il ne restera plus à cette construction monumentale aucunes traces du temps ni du vandalisme.

**JARDINS DU CHATEAU.** — Ils se divisaient en jardin haut et jardin bas ; entre ces deux parties existait une galerie d'arcades en pierre de taille, construite sous le règne de Henri IV, et dont il reste quelques ruines dans le jardin actuel des frères de l'école chrétienne. Autrefois on communiquait du château dans le jardin haut par un pont de bois, appelé la *galerie des Cerfs*<sup>1</sup>, à cause des figures peintes ou sculptées sur ses côtés. Gaston substitua à cette construction peu solide un pont de pierre, établi entre le pavillon septentrional de son nouveau bâtiment et la terrasse de l'*Éperon*<sup>2</sup>. Ce dernier passage fut détruit pendant la Révolution, lorsque les jardins, devenus propriété

<sup>1</sup> Au XVI<sup>e</sup> siècle, la cour sortait par cette galerie, pour se rendre aux Allées et à la forêt.

<sup>2</sup> Ainsi nommée à cause de sa forme arrondie.

particulière, cessèrent de dépendre du château ; quelques-uns des crampons de fer qui tenaient les pierres, se voient encore au grand mur de l'Éperon.

Les bâtiments de l'administration des *vivres de l'armée*, situés dans la partie du jardin bas où était l'orangerie, servaient jadis au logement des jardiniers du château. Tout à côté, se trouve un petit pavillon à facettes, bâti dans le goût de la Renaissance. Primitivement ce belvédère fut l'oratoire d'Anne de Bretagne : suivant une chronique, la pieuse reine dut aux prières et au vœu qu'elle y fit la cessation d'une longue stérilité. Plus tard, Catherine de Médicis transforma cet oratoire en salle de bains. La Révolution établit au même lieu un arsenal et une salpêtrière ; pendant les guerres de la Vendée, ce dépôt fournit à l'armée républicaine une quantité considérable de poudre. Le pavillon et le grand bâtiment appartiennent à la ville depuis 1810, année où ils lui furent cédés avec le château. (Jusqu'à cette époque, la manutention avait occupé provisoirement une partie du couvent de la Visitation.)

Anne de Bretagne, passionnée pour les fleurs, donnait tous ses soins à l'embellissement des jardins. Un siècle après, Gaston y forma la première collection de plantes exotiques qui parut en France ; Abel Brunyer, son principal médecin, publia, en

1653, un catalogue de ces espèces rares, sous le titre de : *Hortus regius Blesensis*. Le jardin royal de Blois contenait aussi une grande variété de simples, que Brunyer, par ordre de son maître, distribuait gratuitement aux pauvres du pays. A la même époque, on voyait dans le jardin haut plusieurs allées de mûriers blancs, destinés sans doute à l'élevage de vers à soie, qui devaient alimenter une manufacture projetée par Gaston<sup>1</sup>. Après la mort de ce prince, sa collection fut transportée à Paris, et réunie au *Jardin-des-Plantes*, qui venait d'être établi dans la capitale. De toutes les curiosités du jardin botanique de Blois, il ne reste plus sur pied que deux rejetons d'un chêne vert (*quercus ilex*). Avant la Révolution, le directeur des pépinières du royaume faisait amasser chaque année le gland de cet arbre d'une parfaite essence, pour servir aux semis exécutés dans les forêts du domaine.

Les gouverneurs honorifiques, qui succédèrent à Gaston, soignaient aussi peu les dehors du château que l'intérieur. Les jardins furent alors affermés à des particuliers, qui substituèrent le potager au *muséum*, le lucre à la science.

Pendant la Révolution, le domaine mit en vente les jardins du roi; la ville, désirant les acquérir,

<sup>1</sup> Voir le chapitre de l'industrie.

adressa à la Convention nationale une supplique<sup>1</sup> où l'on remarque ce passage singulier :

Il existe au milieu de nous deux jardins qui ont appartenu à *celui qui fut notre tyran* : ces jardins conduisent à une allée qui sera d'une grande utilité et d'un grand agrément à nos administrés. La commune de Blois vous demande, dignes représentants, une autorisation pour les acquérir... Sous l'ombrage de cette allée, Citoyens, nous irons méditer vos lois ; là le peuple célébrera ses fêtes civiques ; là il s'écriera, et les échos répéteront : « Vive la République, vive la Montagne, dont il ne veut jamais se séparer ! »

Cette rédaction boursoufflée porte le cachet bizarre d'une époque où l'on faisait à tout propos des phrases patriotiques. La ville obtint l'autorisation demandée ; mais il se trouva d'autres enchérisseurs qui couvrirent ses offres. Les sieurs Guillon et Adam, demeurés adjudicataires, revendirent en détail ces terrains fertiles, dont la majeure partie forme encore aujourd'hui d'excellents jardins. On doit regretter que la ville n'ait pas acquis ces dépendances naturelles du château.

A la suite du jardin bas se trouvait le bois de la *Garenne*, où nos comtes se livraient au plaisir de la chasse : une enceinte murée y retenait le gibier de leur venerie. Cet enclos devint ensuite une propriété privée, et perdit sa destination seigneuriale ;

<sup>1</sup> Délib. munic. du 18 floréal an II.

aujourd'hui le chemin de fer traverse une portion de son ancien emplacement. Du côté opposé, auprès du jardin haut, s'étendaient les *Lices*, espace ainsi appelé à cause des tournois que les comtes et les rois de France y donnèrent; le nom de ce champ de manœuvres à la fois guerrières et galantes, est demeuré au quartier où il était situé.

Ausortir des jardins, les *Allées*, magnifique avenue, conduisaient à la forêt de Blois, parc naturel du château.

Toutes ces dépendances immédiates formaient un ensemble des plus agréables : rien ne manquait à cette noble demeure, où les grands seigneurs, les princes, et les rois eux-mêmes, se plaisaient à résider.



#### ÉVÊCHÉ ET GRAND SÉMINAIRE.



On eut d'abord le projet d'établir l'évêché dans les bâtiments de Saint-Laumer, et la cathédrale dans l'église adjacente; mais les Bénédictins, possesseurs de ces beaux édifices, s'y opposèrent, et le gouvernement eut égard à leurs réclamations. Les Blésois regrettèrent que l'église monumentale de Saint-Laumer ne fût point devenue cathédrale; toutefois, en voyant le palais élevé par la muni-

ficence de Louis XIV sur un des points culminants de la ville, ils applaudirent à la royale pensée qui leur avait donné le plus bel évêché de France.

Des lettres-patentes du mois de décembre 1698, en autorisant cette construction nouvelle, concédèrent expressément à la mense épiscopale « les terrains à prendre depuis le coin de la maison du prieur de Saint-Solenne jusqu'à la porte Clouseaulx, et en descendant de ladite porte par la rue des Papegauts jusqu'aux degrés qui conduisent au puits Châtel; ce qui comprend, avec les maisons qui se trouvent dans cet espace, tout ce qu'il y a de ladite rue des Papegauts qui y répond, et de l'autre côté les fossés et murs de la ville, tout le long des dites maisons et jusqu'à la petite porte qui ouvre dans le bout de la rue du Puits-Châtel. » Les maisons du haut de la rue des Papegauts, notamment celle du prieur de Saint-Solenne, furent démolies pour débayer l'emplacement nécessaire. Gabriel, architecte du roi, dressa le plan de l'édifice. En 1700 le sieur Jacquet, entrepreneur à Blois, se rendit adjudicataire des travaux du principal bâtiment pour la somme de 85,000 francs, qui fut payée sur les fonds du domaine<sup>1</sup>. Le petit bâtiment, situé au couchant, où sont aujourd'hui les appartements de l'évêque,

<sup>1</sup> Registre des archives départementales.

et le corps de logis qui forme le côté septentrional de la cour, furent construits plus tard.

On ignore quelle était autrefois la destination des emplacements de la terrasse et du jardin de l'évêché<sup>1</sup>. Pour les disposer dans l'état actuel, il fallut sans doute faire des terrassements considérables ; il n'existe aucun document connu sur ces travaux qui durent être fort dispendieux.

Jusqu'à la Révolution, l'évêché forma une propriété ecclésiastique, dépendant de la mense épiscopale. Il fut conservé au successeur constitutionnel de nos anciens prélats : Grégoire l'habitait avec ses vicaires épiscopaux ; sa présence y attira plusieurs célébrités du parti démocrate. A la même époque, on y transporta les livres des communautés religieuses, qui avec ceux de M. de Thémynes formèrent la bibliothèque communale<sup>2</sup>. Mu par un désintéressement louable, le nouveau prélat sacrifia à l'agrément et à l'instruction du public les dépendances de son palais ; ce fut en effet sur sa proposition que le directoire départemental, dont il était membre, convertit le jardin de l'évêché en un *musée botanique*, destiné à remplacer

<sup>1</sup> Une partie de ces terrains était située derrière les murs de ville, au-delà du grand fossé qui descendait de la porte Clouseaux à la porte Saint-Jean.

<sup>2</sup> Cet établissement y demeura jusqu'en 1829, époque de sa translation à l'Hôtel-de-Ville dans le local actuel.

l'ancienne collection de Gaston. M. Eloi Johanneau<sup>1</sup>, nommé *démonstrateur* du nouveau jardin des plantes de Blois, enseignait à ses concitoyens la science des Tournefort et des Jussieu ; malheureusement les circonstances politiques mirent trop tôt fin à cette utile institution.

En 1800, l'évêché, alors vacant, fut occupé par le préfet ; mais les bureaux de l'administration demeurèrent à Bourg-Moyen, où siégeaient depuis 1794 les fonctionnaires et employés du département. Deux ans après, M. de Corbigny fit cesser une séparation fâcheuse, et réunit, suivant son expression, *les membres au chef*. Le local de l'ancienne officialité (aujourd'hui le secrétariat) fut transformé en bureaux.

La mense épiscopale ayant été supprimée à l'époque de la Révolution, les bâtiments et leurs dépendances devinrent un bien national : en 1807 ils furent cédés par le domaine au département en échange de la maison de Bourg-Moyen.

Par suite du rétablissement de l'évêché en 1823, le conseil général de Loir-et-Cher décida que le palais épiscopal reprendrait son ancienne destination. Ce vote important, dont le texte est transcrit plus haut, fut le point de départ de tous les

<sup>1</sup> Savant blésois, l'un des fondateurs de l'*académie Celtique*, philologue distingué, aujourd'hui conservateur des objets d'art dans les résidences royales.

projets et contre-projets auxquels donna lieu le placement de la nouvelle préfecture ; nous rendrons bientôt compte de ces embarras administratifs et de leur solution.

Le même jour que le préfet et ses bureaux quittèrent l'évêché (24 juin 1830) , l'édifice fut remis au vénérable prélat, qui depuis son arrivée occupait un logement provisoire situé en face ; cette circonstance faisait dire au spirituel septuagénaire que , pareil à Moïse, il voyait la *terre promise*, sans espoir d'y entrer ; mais , contre son attente , M. de Sausin a passé 44 années dans la belle demeure que Louis XIV fit élever pour nos évêques.

La glacière de l'évêché fut construite vers 1740 aux frais de la ville qui la faisait remplir chaque année : on voit qu'en 1745 cet entretien coûtait 446 livres <sup>1</sup>.

La terrasse, délices des habitants, admiration des étrangers , fut ouverte au public par le prélat constitutionnel Grégoire, et depuis elle n'a pas cessé d'être fréquentée. Pendant la Révolution, la ville entretenait un portier chargé de surveiller les promeneurs ; mais , à cette époque de licence, les bosquets de l'évêché devinrent un lieu de débauche : pour mettre fin aux scandales de pareils rendez-vous, la

<sup>1</sup> Registres de la ville.

municipalité résolut de faire fermer la promenade <sup>1</sup>; moins scrupuleuse, l'administration du département contesta les faits d'immoralité, et cassa la délibération municipale <sup>2</sup>.

Jusqu'en 1800 l'entrée publique eut lieu par la cour du palais épiscopal et par la grande grille; mais, après l'établissement de la préfecture, on ouvrit pour le même usage une porte donnant sur la rue du Haut-Bourg. En 1808, M. de Corbigny voulut fermer cette communication et interdire la promenade; mais il en fut empêché par la vive résistance du maire, M. Pardessus. Son successeur M. Asselin obtint plus encore; car il fit rouvrir au public la grille de la cour, qui depuis a toujours été le passage des promeneurs <sup>3</sup>. A peine installé dans l'hôtel de la préfecture, M. de Christiani renouvela les tentatives de son prédécesseur; l'énergique opposition du conseil municipal vint encore l'arrêter : la délibération prise à cet effet est consignée sur les registres, à la date du 13 mai 1844; ce document, qui tend à conserver les droits de la ville, pourrait au besoin être invoqué avec succès.

<sup>1</sup> Délibération [du 24 floréal an iv.

<sup>2</sup> Délibération du 8 prairial an v.

<sup>3</sup> Ces renseignements sont extraits d'une lettre écrite par M. Pardessus, ancien maire de Blois, le 8 mai 1829, époque où la question fut agitée, lettre déposée aux archives de la ville; nous la citons comme une pièce très importante, dont l'autorité serait d'un grand poids, s'il y avait lieu de l'invoquer.

Une dernière tentative faite pour supprimer la promenade eut lieu en 1830 , lors de l'installation de l'évêque; heureusement, elle fut tout aussi infructueuse que les précédentes, et le public continua de fréquenter cette terrasse qui offre un magnifique point de vue.

Avant la Révolution, le grand séminaire occupait une maison située entre le bourg Saint-Jean et le Sanitas, vendue comme bien national, et maintenant habitée par un négociant en vins : l'église , qui était l'ancienne chapelle du prieuré de Saint-Jean-en-Grève, a été démolie.

Rétabli en même temps que l'évêché, le grand séminaire fut placé provisoirement dans la rue Saint-Nicolas, au lieu où se trouve aujourd'hui le couvent du Refuge. Lorsqu'ensuite on s'occupa de sa collocation définitive, il fut question de lui affecter la partie du palais épiscopal qu'occupaient les bureaux de la préfecture; mais l'insuffisance de ce bâtiment détermina la construction de l'édifice actuel, exécuté aux frais de l'État, et terminé en 1836.



#### PRÉFECTURE.



La translation de la préfecture et de la bibliothè-

que communale, conséquence nécessaire de la restitution du palais épiscopal, donna lieu à divers projets qui eurent un grand retentissement dans le pays. On proposa d'abord de placer la préfecture à Bourg-Moyen, le collège et la bibliothèque dans les bâtiments conventuels de la Visitation; une ordonnance royale du 14 août 1824 avait même autorisé ce projet qui paraissait très convenable; mais bientôt des influences contraires vinrent entraver son accomplissement, et remettre tout en question. Alors surgirent de nouvelles propositions; toutes eurent leurs défenseurs et leurs adversaires. Les uns voulaient que l'on transférât la préfecture à Saint-Laumer, où était l'Hôtel-Dieu, et que l'on réunît les deux hospices dans les bâtiments de la Visitation. D'autres indiquaient pour la préfecture et la bibliothèque les bâtiments de Gaston, au château; ceux de la Visitation pour la caserne; le conseil municipal donna la préférence à ce dernier projet qui utilisait un édifice demeuré jusque-là sans emploi<sup>1</sup>. Le conseil général n'accueillit aucune de ces idées : plus préoccupé de considérations personnelles que des véritables intérêts du pays, il décida que la préfecture serait établie au couvent de la Visitation. Cette solution fut généralement improuvée; on se récria, et avec raison, contre l'é-

<sup>1</sup> Délibération du 7 mai 1825.

loignement du local choisi préférablement à d'autres édifices plus rapprochés. N'était-ce pas, en effet, une choquante anomalie de placer à l'extrémité de la ville, dans un lieu inhabité, et pour ainsi dire à la campagne, une administration centrale vers laquelle rayonnent toutes les populations du département? Aucun des motifs allégués en faveur de cette translation déplorable ne soutiendrait aujourd'hui la discussion : les prétendus avantages qu'elle devait réaliser, sont demeurés à l'état de vaines idées ; une expérience de vingt années a démenti toutes les hypothèses du conseil général, celle-ci par exemple <sup>1</sup> :

Si ce projet est adopté, il est probable que la ville de Blois lui devra un jour son agrandissement, *par le développement d'une nouvelle industrie*. Tout le coteau est occupé ; *le désir de jouir de la vue de la Loire y a groupé, entassé les maisons* <sup>2</sup> ; les rues y sont étroites et tortueuses ; aucune fabrique n'y trouverait d'emplacement pour s'y établir ; et si Blois, favorisé de tous les dons de la nature, est resté stationnaire, on ne doit l'attribuer qu'à sa position en amphithéâtre. A côté de la préfecture, *un nouveau quartier*, composé de maisons agréables, de rues régulières, peut être formé ; les vastes terrains qui l'environnent, et qui sont situés sur les bords d'une grande et belle route, acquerront une grande valeur. Une nouvelle source de richesse est créée ; un nouvel essor est donné aux spéculations. ....

<sup>1</sup> Extrait de la délibération du 22 juillet 1825.

<sup>2</sup> Ainsi le conseil général, par une sorte de contradiction, reconnaissait lui-même la préférence naturelle des habitants pour les quartiers bas rapprochés du fleuve.

Peu de personnes partagèrent ces illusions chimériques ; nous pouvons bien, sans trop de sévérité, les qualifier ainsi ; car, depuis l'établissement de la nouvelle préfecture, le quartier de la Grande-Pièce ne s'est ni augmenté ni embelli, tandis qu'au contraire les parties basses de la ville, notamment la levée du Foix et le faubourg de Vienne, ont vu s'élever, depuis dix années surtout, un grand nombre de maisons neuves. Aujourd'hui, comme par le passé, les constructions se portent principalement sur les rives de la Loire. Le voisinage de la préfecture n'a point modifié le penchant naturel de la population à se rapprocher du fleuve, dont les bords furent toujours préférés au sol aride d'un plateau peu accessible. Trois autres établissements publics nouvellement construits au même lieu (le grand séminaire, l'hospice des aliénés et le palais), n'opèreront pas non plus le déplacement que l'on avait rêvé : les combinaisons administratives ne sauraient prévaloir contre les agréments du site : maintenant plus que jamais, on recherche les quartiers bas, dont le facile abord offre des avantages généralement appréciés<sup>1</sup> ; l'usage habituel des voitures,

<sup>1</sup> Ces observations rétrospectives peuvent également être opposées à de nouvelles conjectures, tout aussi peu fondées, qu'a fait naître dans certains esprits l'établissement du chemin de fer. D'ailleurs l'expérience d'autres localités paraît décisive en faveur du *statu quo*. Les villes où passent déjà les rails-ways n'ont éprouvé aucun de ces déplacements de population que l'on entend chaque jour prédire

jadis bien plus rares, est une des causes de cette préférence qui chaque jour se révèle par des faits incontestables.

La première pierre de l'édifice destiné au logement du préfet fut posée le 15 juillet 1826. Les bureaux furent établis dans une partie des anciens bâtiments conventuels ; on conserva, sans l'utiliser, la modeste chapelle des Visitandines. Les travaux, terminés en 1830, coûtèrent 315,000 francs. Pour subvenir à cette dépense, le conseil général vota d'abord un impôt extraordinaire de 7 centimes, payable en deux années. On pensait que le gouvernement suppléerait, par une forte allocation sur le fonds commun, à l'insuffisance de ce vote : cet espoir était fondé sur des motifs légitimes ; car la cession gratuite du palais épiscopal épargnait à l'État les frais qu'eût nécessités le logement de l'évêque, et que les lois placent dans le budget général (section du *culte diocésain*). Le concours du gouvernement à la construction de la préfecture n'eût été que la compensation d'un sacrifice bénévole. Cependant le conseil général n'obtint, après de lon-

parmi nous. A Orléans, par exemple, nulle construction importante ne s'est, depuis la mise en activité du chemin de fer, élevée aux abords de l'embarcadère : celui de Blois restera sans doute dans le même isolement ; d'autant mieux que dans une cité comme la nôtre, les distances sont trop courtes, pour que les rives de la Loire et les quartiers bas puissent jamais perdre leurs avantages immémoriaux.

gues et vives réclamations, qu'un faible secours, bien inférieur à la valeur réelle des bâtiments de l'évêché. En définitive, la restitution de cet édifice, mesure plausible en soi, mais devenue préjudiciable pour n'avoir pas été subordonnée à la condition d'une juste indemnité, lésa les intérêts pécuniaires du département, qui après s'être dessaisi volontairement et gratuitement de sa propriété, supporta la plus forte part des dépenses de l'établissement d'une nouvelle préfecture. Le résultat financier fut aussi malheureux pour le pays que le choix de l'emplacement.



#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS.

---

Anciennement on rendait la justice dans une des salles de l'abbaye de Bourg-Moyen ; mais au XV<sup>e</sup> siècle, Charles d'Orléans, père de Louis XII, fit bâtir le palais actuel et y transféra les tribunaux. La disposition de ses trois *pignons sur rue*, qui s'élèvent en guise de façade, caractérise l'architecture de cette époque. Les halles, rez-de-chaussée de l'édifice, n'ont pas changé d'aspect depuis l'origine : à défaut de renseignements historiques, la forme ogivale de leurs ouvertures suffirait pour démontrer l'ancienneté de la construction. Plusieurs par-

ties accessoires de l'édifice sont plus modernes; ainsi, les entablements que l'on voit au dessus de la porte extérieure et d'une grande fenêtre, offrent le style du XVII<sup>e</sup> siècle.

Henri II fit travailler au palais, témoin le croissant, symbole de Diane de Poitiers, qui ornait jadis le dessus de la porte principale : la Révolution a enlevé cet emblème d'un amour illégitime.

Il n'est pas sans intérêt de reconnaître où siégeaient les anciennes juridictions de Blois ; cette indication restituera à chaque partie du monument ses souvenirs historiques. Et d'abord, le présidial occupait la salle actuelle des assises, appelée autrefois la *grand'chambre* ; cette salle a été allongée depuis par le déplacement de l'ancienne cloison. La chambre des comptes siégeait dans la chambre actuelle du conseil, où elle fut, après sa suppression (1776), remplacée par la maîtrise ; on voit encore au-dessus de la cheminée un cerf, emblème de cette juridiction des eaux et forêts. L'élection occupait la salle du greffe. Les anciens greffes n'étaient point au palais de justice, mais en ville, dans les maisons particulières des possesseurs de ces offices. La salle actuelle du tribunal civil n'existait pas ; son emplacement faisait partie du vestibule des *pas perdus* ; la cloison qui a formé cette chambre, fut élevée en 1797. On s'explique difficilement que l'ancienne administration n'ait pas utilisé un si

vaste palier ; car la salle actuelle des pas-perdus , quoique bien rétrécie par l'agrandissement de la cour d'assises et par l'établissement du tribunal civil, est encore assez étendue.

Les États-Généraux de 1576 et de 1588, tenus à Blois , ont laissé quelques souvenirs au palais : ce fut dans la grand'salle que l'ordre de la noblesse tint ses séances mémorables. Cette même enceinte, où les électeurs de l'arrondissement de Blois nomment encore aujourd'hui leurs députés, réunissait autrefois les trois ordres du bailliage, convoqués pour élire nos représentants aux États-Généraux. La dernière réunion de ce genre eut lieu au mois de mars 1789 ; l'assemblée était si nombreuse (il y avait au moins sept cents personnes) que l'on fut obligé d'enlever la cloison de la *grand'chambre* et d'étayer les voûtes des halles<sup>1</sup>. A la place qu'occupe le bureau du tribunal civil, s'élevait un autel où fut dite la messe du Saint-Esprit qui précéda l'ouverture de l'assemblée.

Les bureaux de recette et de comptabilité du domaine comtal de Blois étaient placés dans une partie du palais ; cette circonstance explique les noms de deux rues adjacentes , appelées *rue des Domaines* et *rue des Bureaux*.

Autrefois le palais de justice appartenait à l'État ;

<sup>1</sup> Procès-verbal des élections de 1789.

mais en 1811, il est devenu la propriété du département, à l'exception des halles, possédées par la ville en vertu d'une concession du domaine.

Cet antique bâtiment qui a vu se succéder tant de magistrats, et dont les murailles muettes ont sans doute épuisé toute la série des émotions judiciaires et électorales, touche à sa fin ; car la ville sera bientôt en possession d'un nouveau palais et d'une nouvelle halle qui le rendront inutile : aussi a-t-on l'intention de le démolir après la translation des tribunaux et du marché aux grains. Ce sera pour le quartier une sensible amélioration ; le marteau, dans l'espèce, deviendra l'instrument du progrès et non du vandalisme.

La construction d'un nouveau palais fut décidée en 1836. Le conseil général mit au concours le plan de cet édifice départemental ; M. Macé, architecte, obtint le prix fixé à 3,000 fr., et par suite la direction des travaux. On choisit pour la construction un emplacement qui dépendait autrefois du couvent des Cordeliers. L'inégalité du terrain a nécessité de grands travaux de nivellement ; une partie des terres de la Grande-Pièce fut employée à cette préparation.

La première pierre fut bénie par l'évêque de Blois, le 29 août 1843, en présence du préfet, des membres du conseil général alors assemblé, des autorités de la ville et d'une foule nombreuse. La

construction coûtera environ 320,000 fr., d'après le compte présenté au conseil général dans sa dernière session.

Les anciennes prisons se composaient seulement de cachots étroits et infects où l'on entassait pêle-mêle les malheureux détenus. Chaque année, la veille du dimanche des Rameaux, de la Pentecôte, de la Toussaint et de Noël, le lieutenant général du bailliage, assisté du greffier, tous deux en robe, se rendait à la prison, visitait les cachots, entendait et consignait sur un procès-verbal les dires, les observations, les plaintes même des prisonniers, sur le régime intérieur de la maison et sur la conduite des employés. Rarement sans doute cette enquête fut favorable, car l'insalubrité d'une si horrible geôle devait exciter de continuelles et justes réclamations <sup>1</sup>.

En 1793, le local ordinaire ne suffisant plus pour loger les nombreuses victimes de la Terreur, les couvents de Blois furent transformés en *repaires de suspects*; ce titre officiel caractérise l'esprit de l'époque révolutionnaire.

Les bâtiments des Cordeliers, réunis à ceux de l'ancienne prison, formèrent en 1806 un lieu de

<sup>1</sup> Aujourd'hui la surveillance des prisons est confiée à une commission spéciale; plusieurs sœurs de charité sont attachées à cet établissement qui reçoit chaque année de nouvelles améliorations.

détention plus spacieux et moins méphitique ; l'église fut démolie, et son emplacement devint un préau. Le portail et le parvis donnant sur la rue Beauvoir, datent de la même époque ; le parvis a remplacé des mesures entre lesquelles on pouvait à peine circuler par une ruelle ignoble ; au bout de ce passage étroit se trouvaient les deux portes des Cordeliers et de la maison d'arrêt ; la première, située à droite, était surmontée d'une statue colossale en bois représentant saint François d'Assise, patron des Cordeliers. Le rapprochement des deux maisons donna lieu à un proverbe local qui est tombé en désuétude : lorsqu'un malfaiteur avait mérité la prison, on disait communément à Blois qu'il serait conduit *dans l'hôtel de Saint-François, à gauche*. Le même dicton s'appliquait aux personnes mal famées ; et souvent la calomnie abusa de cette injure populaire.

L'officialité, tribunal du clergé, avait sa prison particulière dans une tour maintenant réunie au nouveau couvent des Carmélites.



#### HOTEL DE VILLE.

---

La municipalité blésoise siégea dans une des salles de l'abbaye de Bourg-Moyen, jusqu'à ce que la bienfaisance d'un honorable seigneur l'eût dotée

d'un hôtel-de-ville. En 1459, Jean de Saveuse acheta dans ce but, moyennant 300 écus d'or, une maison qu'il donna à la ville de Blois, et qui devint dès-lors le siège de l'administration municipale.

Parmi les travaux faits à cet ancien hôtel, on trouve mentionnée sur les registres municipaux la reconstruction du portail et du grand escalier <sup>1</sup>; à cette occasion, un Blésois rima ce quatrain, curieux comme document historique et même comme poésie :

Pour garder cest hostel d'aller en précipice,  
Et pour croistre encor plus sa décoration,  
Le dessein projeté de ce neuf édifice  
Fut mis comme l'on voit en exécution.

Viennent ensuite les noms des échevins sous l'administration desquels eurent lieu les travaux; l'un d'eux était Valentin Belot, aïeul d'une famille existante. La pierre qui porte cette inscription fut longtemps enfouie sous des décombres; depuis environ 40 ans elle est incrustée dans un mur de la cour de l'hôtel-de-ville; on aurait pu lui choisir une place plus apparente.

Du côté de la rue Foulerie se trouve une autre inscription semi-gothique qui rappelle la donation de Saveuse; ce renseignement de l'époque est ainsi conçu :

<sup>1</sup> Procès-verbal de l'assemblée de ville du 14 mai 1584.

« L'an 1459, noble homme Jehan de Saveuse <sup>1</sup>,  
 » escuier, conseiller et premicr chambellan de  
 » hault et puissant prince monsieur le duc d'Or-  
 » léans et de Milan, et son gouverneur et bailly de  
 » ceste ville de Blois; pour la bonne amour qu'il  
 » avoit aux habitants de ceste ville, leur donna  
 » ceste maison, à la charge d'une messe du Saint-  
 » *Esprit* <sup>2</sup> à estre cellébrée chaqu'un lundi de l'an,  
 » en la chapelle Saint-Fiacre sur le pont de Blois.  
 » Duquel escuier les armes sont ci-dessus <sup>3</sup>. Priez  
 » Dieu pour lui. »

La fondation de Saveuse fut religieusement accomplie jusqu'en 1790 : depuis la chute du vieux pont et de la chapelle Saint-Fiacre (en 1716), elle avait été transférée dans l'église Saint-Martin. Outre la messe hebdomadaire, la ville faisait dire tous les ans un service à Saint-Sauveur, pour le repos de l'âme du bienfaiteur, dont les cendres y reposaient, suivant son dernier vœu, dans la chapelle Sainte-Barbe.

L'ancien hôtel-de-ville, bâti au niveau de la rue de la Foulerie, était flanqué d'une tour peu élevée qui a servi de fondation au cabinet du maire et

<sup>1</sup> Sa famille était originaire de Picardie.

<sup>2</sup> C'est ainsi qu'on appelait anciennement les messes pour les morts.

<sup>3</sup> On reconnaît encore, au-dessus de l'inscription, le casque ou heaume qui surmontait les armes grattées pendant la Révolution.

à la terrasse adjacente ; elle s'appelait *Tour des Poudres*, parce que, dans les fêtes publiques, les artilleurs municipaux montaient sur sa plate-forme pour tirer les *coulevrines de la ville*. On voit encore les restes de cette construction stratégique dans le magasin situé au dessous des bureaux de la mairie.

Dans le dernier siècle, l'hôtel donné par Saveuse tombait de vétusté ; et d'ailleurs son aspect ne répondait plus aux quais élevés depuis la construction du nouveau pont. L'architecte Gendrier proposa donc de rebâtir toute la partie de devant ; M. de La Saussaye, maire, fit à ce sujet un rapport au conseil de ville, qui adopta le projet <sup>1</sup>. La première pierre de la nouvelle façade fut posée au mois de juin 1777 par l'épouse de ce magistrat. Les travaux avaient été adjugés au sieur Mornion <sup>2</sup>. L'année suivante, l'architecte soumit au conseil la question de savoir si l'on ferait un *comble à la Romaine ou à la Française* ; l'assemblée opta pour cette dernière forme. En 1779 les échevins firent marché pour le plafond et les lambris de la grande salle avec un habile ouvrier qui passait à Blois. Tous les travaux furent reçus, et l'hôtel inauguré, le 27 novembre 1779.

On s'occupa ensuite de l'ameublement ; mais les

<sup>1</sup> Délibération du 25 février 1777.

<sup>2</sup> Son fils, qui est aujourd'hui un des principaux entrepreneurs de la ville, exécute en ce moment à Blois plusieurs grands travaux d'utilité publique.

ressources municipales imposèrent une extrême simplicité : par exemple, on ne mit d'abord des rideaux qu'au *petit bureau de messieurs les échevins* (cabinet actuel du maire), la ville, ajoute la délibération prise ad hoc, *n'ayant pas le moyen d'en mettre à la grand-salle*. En 1784, année où la ville était plus en fonds, elle meubla cette salle; la cheminée fut ornée d'une glace, et l'on couvrit les murs d'une tapisserie fleurdelisée provenant de la chambre des comptes, tenture précieuse que déchirèrent les émeutiers de 1792 <sup>1</sup>.

Depuis une trentaine d'années, il a été fait plusieurs travaux à l'hôtel-de-ville. La terrasse adjacente au cabinet du maire date de 1842; en 1844 elle a été agrandie, pour communiquer directement avec la maison de l'ancien *café du Midi*. Cette habitation, devenue propriété communale en 1830, avait autrefois plusieurs servitudes sur l'hôtel-de-ville. En 1702, le propriétaire, Jacques Tremblay marchand, obtint le droit d'élever un pignon sur le mur de clôture qui séparait sa maison de la cour de l'hôtel, *même d'y pratiquer un jour à fer maillé et verre dormant* <sup>2</sup>; les jours dont ce pignon est percé attestent encore la concession primitive.

Il est facile de distinguer dans l'hôtel-de-ville le

<sup>1</sup> Voir ci-dessus p. 184.

<sup>2</sup> Registres de la ville.

bâtiment de 1777 des constructions plus anciennes qui furent conservées par l'architecte Gendrier. La partie donnant sur la rue Foulerie existait déjà depuis longtemps : au rez-de-chaussée elle n'a subi d'autre changement que la cloison élevée pour former les bureaux de l'octroi municipal ; avant cette séparation, la grande salle, dite *des pas perdus*, se prolongeait jusqu'aux fenêtres de la rue. En 1828 les combles ont servi à l'établissement de la bibliothèque communale. Le portail de la cour a été rebâti en 1774 ; l'écusson de fer qui le surmonte date de la même époque ; du côté de la cour il portait autrefois une fleur-de-lis ; du côté de la rue il porte les armes de Jean de Saveuse, donateur du premier hôtel-de-ville (*de gueules à la bande d'or, accompagnée de six billettes de même*).

L'escalier de la cour et la fontaine adjacente paraissent anciens, de même que les caves voûtées qui servent aujourd'hui de magasins.

La grande salle donnant sur la cour appartient au premier hôtel-de-ville. Cette pièce, aujourd'hui délaissée, est une des enceintes les plus historiques du vieux Blois ; car, pendant plus de trois siècles, nos pères s'y sont assemblés pour élire les administrateurs de leur cité, et pour délibérer, comme ils disaient, sur les *besognes et affaires publiques*. Les grands débats parlementaires ont fait retentir aussi cette même chambre où, durant les États-Généraux

de 1576 et de 1588, l'ordre du Tiers tenait ses orageuses séances. A ce double titre de *parloir aux bourgeois* et de tribune législative, l'ancienne *grand'-salle* de notre maison commune est également riche de souvenirs municipaux et de souvenirs politiques.



#### HALLE AUX GRAINS.

---

Ce rez-de-chaussée du vieux palais de justice fut construit, comme tout l'édifice lui-même, au cours du XV<sup>e</sup> siècle : auparavant, le marché aux grains avait lieu dans la rue du Bourg-Neuf. En 1697, cette partie du monument fut engagée à plusieurs communautés religieuses et à quelques familles nobles de Blois ; mais la Révolution, qui annula tous les engagements du domaine postérieurs à l'année 1566, remit l'Etat en possession des halles. En 1806, le domaine les céda gratuitement à la ville : plus tard (1835), l'administration contesta la clause de gratuité : après d'assez longues procédures, il y eut transaction ; des experts estimèrent 3,500 fr. l'objet du litige, et la ville consentit à payer cette somme, pour ne plus être inquiétée au sujet d'une propriété si nécessaire.

Les registres municipaux constatent que, dans les

temps de disette, de peste ou de troubles, le marché aux grains fut souvent reporté au Bourg-Neuf, sa place primitive <sup>1</sup> ; cet isolement était une précaution utile contre l'émeute ou la contagion. Pendant la Terreur, le même motif fit transférer le marché sur la *Grande-Pièce*, où il demeura jusqu'en 1798, époque de la réouverture des halles.

Le projet de démolir le vieux palais nécessite la construction d'une nouvelle halle. Le conseil municipal a décidé qu'elle serait placée sur la Grande-Pièce, en face du nouveau palais. Un concours, dont le prix est fixé à 1500 fr., a été ouvert pour l'adoption d'un plan ; mais, au moment où nous écrivons, l'administration n'a pas encore prononcé entre les nombreux concurrents.



#### POISSONNERIE <sup>2</sup>.

---

Cette halle fut construite sous le règne de Fran-

<sup>1</sup> Voir par exemple une délibération municipale du 26 avril 1614, où se trouve le passage suivant : « A esté résolu que le marché sera » tenu sous le porche du Bourg-Neuf, et que les halles seront fermées. » Quelques désordres survenus par suite de la cherté des grains avaient donné lieu à cette mesure de précaution.

<sup>2</sup> Le quartier de la Poissonnerie formait autrefois un fief appartenant aux Templiers : en mémoire de ses anciens possesseurs, il conserva longtemps le nom de *Temple*.

çois I<sup>er</sup>; autrefois on y voyait sculptée une salamandre, symbole favori de ce monarque; la forme des piliers atteste d'ailleurs que l'édifice remonte à l'époque de la Renaissance. En 1807, on refit la façade du côté de la rue du Pont, et le toit qui était à jour suivant l'usage des anciennes halles. En 1840, la Poissonnerie a été dallée en asphalte; c'est la seule application de ce procédé de pavage qui ait encore eu lieu à Blois.

Avant la Révolution, cette halle appartenait au domaine; mais depuis, elle est devenue par vente propriété communale; la ville y perçoit les droits de place, qui anciennement étaient un produit domanial.



#### ANCIEN HOTEL - DIEU.

---

Les fondateurs de cet établissement, dont l'origine remonte à une époque très éloignée, le placèrent entre l'abbaye de Bourg-Moyen et le couvent des Jacobins; il fut entièrement rebâti au cours des trois derniers siècles, et longtemps avant la Révolution il n'existait déjà plus aucune trace des constructions primitives.

En 1793, la ville échangea les bâtiments de l'Hôtel-Dieu pour ceux de Saint-Laumer, moyennant une soulte de 13,100 fr., payable à l'État.

L'Hôtel-Dieu fut alors transféré dans le local des Bénédictins; et le domaine prit possession des bâtiments abandonnés, qu'il aliéna ensuite à divers particuliers. En 1804, M. Couteau, l'un des acquéreurs, céda au Bureau de Bienfaisance l'arrière-bâtiment où se trouve aujourd'hui l'Abattoir<sup>1</sup>; mais cette administration reconnut bientôt que le local ne lui convenait pas. La ville, qui venait de racheter un des grands bâtiments et d'y transférer les boucheries, voulant aussi avoir une tuerie tout auprès, profita de l'occasion : le bureau rétrocéda le petit bâtiment, et reçut de la ville l'ancien collège qu'il occupe depuis cet échange. L'abattoir fut ouvert en 1807. Depuis quelques années, on s'occupe du projet de transférer dans un quartier plus éloigné des habitations cet établissement insalubre.

Les primitives destinations des différentes parties de l'ancien Hôtel-Dieu sont bien changées. La salle des hommes et la pharmacie forment maintenant une salle de spectacle; la scène et les loges ont remplacé les lits de douleur; le plaisir, par un étrange contraste, a pris possession du lieu où gémissaient naguères les pauvres malades. Ce corps de bâtiment paraît assez ancien; le toit et les pignons indiquent une construction du XVI<sup>e</sup> siècle :

<sup>1</sup> On avait l'intention d'y transférer le Bureau de Bienfaisance, qui se trouvait établi provisoirement dans l'ancien couvent de la Visitation.

les propriétaires de la première salle de spectacle , située rue du Haut-Bourg, l'ont acheté du domaine vers 1802; les distributions intérieures et le matériel du théâtre furent établis à leurs frais. Aujourd'hui encore ce local est possédé par une société qui l'affirme au directeur de la troupe d'Orléans. Il serait à désirer que la ville rachetât, comme il en a été plusieurs fois question, un édifice dont la destination est essentiellement communale; elle pourrait faire des conditions moins onéreuses aux entrepreneurs de spectacles, et s'imposer, pour les plaisirs du public blésois, des sacrifices qui lèseraient les intérêts pécuniaires des possesseurs actuels.

La grande boucherie, ouverte en 1803, et supprimée en 1826, occupait la *salle des enfants*. L'école d'enseignement mutuel, établie au-dessus de ce rez-de-chaussée, est l'ancienne *salle des femmes*. Ce corps de bâtiment fut construit vers 1657, aux frais de Louis XIV, de Gaston d'Orléans, et des plus riches habitants de Blois qui se cotisèrent volontairement pour cette œuvre de charité. Les armes de France, jadis sculptées sur les écussons que l'on voit encore à la façade, rappelaient la participation généreuse du roi et du prince aux dépenses de construction.

Le bâtiment transformé en tuerie après l'échange de 1804, servait autrefois de boulangerie et de

buanderie ; c'était la partie la plus moderne de l'Hôtel-Dieu ; elle occupe l'emplacement de l'ancien *hôtel d'Angoulême* <sup>1</sup>, qui fut , en 1755, cédé par les Jacobins et démoli <sup>2</sup>.

La chapelle de l'Hôtel-Dieu, détruite pendant la Révolution, était bien plus ancienne que les bâtiments, comme le prouvaient les sculptures gothiques du portail : le chœur et le maître-autel se trouvaient sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui l'escalier de la salle de spectacle.



#### HOPITAL GÉNÉRAL.

Cet hospice, fondé en 1657, ne fut d'abord qu'un ilot de maisons achetées successivement ; l'insuffisance des ressources retarda longtemps la construction d'un ensemble régulier.

En 1775, on éleva la partie des bâtiments actuels située au couchant ; c'est la première construction remarquable qui ait été exécutée à l'Hôpital général ; M. de Thémynes , évêque , concourut aux dépenses pour une très forte part. Cette aile fut affectée au logement des femmes, des petits gar-

<sup>1</sup> Cet hôtel avait sans doute été possédé ou du moins habité par les princes de la maison d'Angoulême, ancêtres du roi François I<sup>er</sup> et collatéraux de la maison d'Orléans.

<sup>2</sup> Titre des archives départementales.

çons et des jeunes filles, qui l'occupaient en 1789. Le charitable prélat avait conçu l'heureuse idée d'une reconstruction générale, dont les plans furent dressés par M. Mandar, professeur de fortifications à l'école militaire de Pont-Levoy<sup>1</sup> ; mais la Révolution empêcha l'accomplissement de ce projet. Les vieillards continuèrent d'occuper les anciens locaux, mesures horribles dont un compte moral de l'an XIII, rendu par les administrateurs de l'hôpital, dépeignait en ces termes le triste état : « Le bâtiment  
 » des vieillards tombe de vétusté ; ces malheureux  
 » sont comme entassés dans des chambres peu aérées ; malades, ils sont soignés dans une infirmerie aussi sans air, basse d'étage, où les lits  
 » sont tellement rapprochés qu'un malade reçoit  
 » forcément les miasmes de son voisin, comme il  
 » lui communique forcément les siens. Et c'est là  
 » qu'au milieu de vieillards mourants, on est obligé  
 » de soigner des enfants malades ! . . . »

Vers 1807, on commença à bâtir pour les vieillards l'aile du midi, terminée en 1844 : la petite rue des Barbeaux qui longeait l'église de Vienne, fut alors supprimée et réunie à l'hôpital.

Enfin les nouveaux corps de bâtiments et la chapelle, élevés depuis dix ans d'après les plans de

<sup>1</sup> Devenu ensuite ingénieur distingué. Une rue de Paris, qu'il a fait bâtir, porte son nom.

M. Mandar <sup>1</sup>, ont complété un ensemble qui aujourd'hui ne laisse plus rien à désirer. L'ancienne chapelle, bâtie peu de temps après la fondation de l'hôpital, a disparu ; mais on a conservé une portion du tabernacle que Louis XIV , protecteur de la maison naissante , avait donné pour orner le maître-autel <sup>2</sup>.

La chapelle actuelle, bénie le 30 novembre 1837, fut construite au moyen d'une souscription volontaire à laquelle concoururent beaucoup de personnes de la ville et des environs.



#### ÉGLISES, COUVENTS ET CIMETIÈRES.

Avant la Révolution, il existait à Blois vingt églises, tant paroissiales que conventuelles. Par suite de l'abolition des ordres religieux et de la suppression de plusieurs paroisses, quinze églises, savoir : celles de Saint-Sauveur , de Saint-Martin , de Saint-Honoré , de Saint-Nicolas , de Champbourdin, de Sainte-Catherine, de Bourg-Moyen, des Cordeliers, des Jacobins, des Mini-

<sup>1</sup> L'église actuelle , dont on a tant critiqué la position et l'ordonnance extérieure, existait sur ces plans telle qu'on l'a construite et au même endroit.

<sup>2</sup> Le dessus de ce tabernacle a été placé dans une petite chapelle de l'église neuve, bénie en 1845.

mes, des Véroniques, de la Visitation, des Ursulines, des Carmélites, des Nouvelles-Catholiques, ont été détruites ou abandonnées. Les cinq autres, celles de Saint-Solenne, de Saint-Saturnin, de Saint-Laumer, des Capucins et des Jésuites, sont encore consacrées au culte.

Presque toutes nos églises supprimées furent achetées et démolies par M. Guillon, ancien menuisier, né à Angoulême, qui vint habiter Blois quelques années avant la Révolution. Ce spéculateur hardi et intelligent éleva sur leurs ruines des constructions utiles, et changea ainsi l'aspect de plusieurs quartiers. On doit lui savoir quelque gré de ces entreprises, conçues et exécutées à une époque critique où de semblables spéculations offraient peu de sécurité et de chances favorables; il fallait assurément un certain courage pour bâtir au milieu des orages révolutionnaires, sous l'impression d'événements qui mettaient en péril jusqu'à la propriété elle-même.

Si plusieurs de nos anciens édifices religieux sont regrettables comme monuments, en général leur disparition a favorisé l'embellissement de la voie publique; car cette multiplicité d'églises et de couvents obstruait les abords de rues populeuses et fréquentées: l'édilité n'eût pu, en les conservant, réaliser les améliorations remarquables opérées sur les principaux points de la ville.

De ces observations générales nous passons à une revue historique et descriptive, indiquant les phases diverses de chaque église ou maison conventuelle du vieux Blois.

**SAINT-SAUVEUR.** — Suivant certaine tradition populaire, cette église, une des plus anciennes de la ville, avait été bâtie sur les ruines d'un temple païen dédié à *Jupiter-Sauveur*. Son clocher de pierre s'élevait à une grande hauteur ; le beffroi renfermait l'horloge de la ville. Bernier <sup>1</sup> vante l'ancienne sonnerie de Saint-Sauveur, comme l'une des plus harmonieuses du royaume ; « c'est pourquoi, ajoute notre historien, le roi Henri III se plaisait fort à l'entendre, outre qu'elle contribuait extrêmement à le tirer d'une profonde mélancolie à laquelle il était sujet. »

Le porche de Saint-Sauveur, appelé *Cour des Saints*, était orné de sculptures, dont les sujets ascétiques motivèrent cette dénomination. Dans l'intérieur on remarquait une statue de saint Christophe, haute de 18 pieds, adossée au premier pilier près la porte d'entrée.

Les principales basiliques de France étaient chargées de pareils colosses ; il y en avait un monstrueux à l'entrée de Notre-Dame de Paris. Cette image

<sup>1</sup> Histoire de Blois, p. 35.

symbolique attestait l'ancienneté de Saint-Sauveur, et semblait confirmer l'hypothèse de son origine païenne; car on a prétendu que saint Christophe était une représentation de l'Hercule gaulois : peut-être celui de l'église blésoise avait-il servi d'abord au culte primitif de nos ancêtres.

De grands souvenirs se rattachaient à ce noble et pieux édifice : plusieurs comtes de Blois reposaient sous ses dalles antiques ; église paroissiale du château, elle fut longtemps fréquentée par les rois, les princes et les grands personnages qui résidaient à Blois ; enfin, c'est à Saint-Sauveur qu'eurent lieu différentes cérémonies religieuses, célèbres dans l'Histoire de France, notamment les dévotions officielles des États-Généraux de 1576 et de 1588.

En 1793, cette basilique fut adjugée à M. Guillon, qui s'empessa de la démolir, sans lui substituer d'autres constructions. Ses dernières ruines disparurent en 1827, lorsque sur son emplacement on éleva les maisons neuves qui bordent le côté méridional de la place du Château.

**SAINT-LOUIS.** — La première église bâtie en ce lieu était dédiée à saint Pierre. L'adoption postérieure du vocable de saint Solenne se rattache à une légende singulière<sup>1</sup>, que nous rapporterons

<sup>1</sup> Grégorius Turonensis. De gloria confessorum, éd. Ruinart, col. 912 et 1399.

sans prétendre l'imposer à la foi de nos lecteurs. Saint Solenne, évêque de Chartres, mourut le 24 septembre 507, à *Maillé* (aujourd'hui Luynes), en Touraine, où son corps demeura plusieurs années. Les Chartrains firent enlever ces restes précieux qu'ils destinaient à leur cathédrale : les porteurs passèrent à Blois, quoique ce ne fût guère leur chemin ; surpris par la nuit, ils déposèrent le corps dans l'église Saint-Pierre ; mais le lendemain matin, ils ne purent l'ôter de place ; une force surhumaine avait enchaîné le cercueil. Cette résistance miraculeuse les obligea de laisser à Blois le corps de leur évêque ; ils pensèrent d'ailleurs que telles étaient la volonté de Dieu et celle du saint prélat. Un manuscrit du XI<sup>e</sup> siècle, inséré dans la collection des Bollandistes, raconte une suite de prodiges opérés dans l'église Saint-Solenne par la vertu de ces reliques, que les Huguenots jetèrent au vent. Le diocèse de Blois célèbre encore, le 13 janvier de chaque année, la fête de leur *translation*.

L'église Saint-Solenne fut rebâtie au commencement du XV<sup>e</sup> siècle ; à cette époque, on jeta les fondements de deux tours ; mais on n'en construisit qu'une seule ; encore ne fut-elle achevée que longtemps après (vers 1609).

Pendant la nuit du 5 au 6 juin 1678, un orage affreux renversa l'église Saint-Solenne ; le registre

**manuscrit des choses mémorables de Saint-Laumer**<sup>1</sup> offre une relation circonstanciée de ce triste événement, relation ainsi conçue :

Le sixième jour de juin 1678, sur les 9 heures et demie au plus du lundi, l'air s'étant troublé assez promptement, il s'éleva un grand vent accompagné d'une pluie fortement poussée par le vent qui s'augmentait toujours : la pluie, changée en grêle de la grosseur d'une noix, dura une bonne heure, avec une telle impétuosité d'un vent du midi, qu'il brisa toutes les vitres tournées à cet aspect, découvrit les toits des églises et maisons du même côté, renversa le clocher qui était sur le chœur de l'église de Vienne, *et porta le coq jusque dans le jardin de l'hôpital*, fit de grands dégâts dans les vitraux et toits de l'église et bâtiments neufs de Saint-Laumer; mais plus que tout cela, cette tempête sans foudre et sans tonnerre abattit l'église de Saint-Solenne, bâtie au quartier d'en haut de la ville de Blois, qui, fort délicate dans sa structure, belle, agréable et bien éclairée, mais peu solide, n'avait qu'un lambris en façon de voûte; et comme l'impétuosité du vent et de la tempête la prenait en flanc où étaient tous ses grands jours, les vitres de ce côté furent cassées par la grêle. *L'autre côté n'a point de mal, parce que tout l'orage venait du midi.* Il souleva en même temps les poutres et tout le toit qui, tombant sur les piliers de pierres blanches et tendres, les abattit et fit tomber, et ensuite tout le reste, excepté la grande tour d'en bas et les murailles d'alentour de l'église. On retira ensuite le Saint-Sacrement auquel *rien n'avait touché.* Et peu de temps après, on députa au roi M. le prieur de Saint-Solenne et M. le lieutenant-général, qui ont obtenu *pour un article*<sup>2</sup> 30,000 livres; mais on attribue cette faveur, avec fondement et justice, au pouvoir de M. Col-

<sup>1</sup> Archives départementales.

<sup>2</sup> Ce passage semble indiquer qu'il y eut d'autres allocations subséquentes.

bert et à son crédit, ce ministre ayant été marié en cette église, et Madamé<sup>1</sup> de plus y ayant reçu le baptême.

En effet, c'est aux sollicitations de madame Colbert et à la munificence du grand roi, que Blois dut la reconstruction de l'église dans son état actuel. Après l'établissement de l'évêché, la nouvelle cathédrale fut placée à Saint-Solenne, et consacrée le 9 juillet 1730 par M. de Caumartin, second évêque de Blois, sous le titre de *Saint-Louis*, destiné à rappeler le double bienfait de Louis XIV, qui donna des fonds pour relever cette église, et la dota en outre d'un siège épiscopal. A l'occasion de cette grande cérémonie, on plaça sous le maître-autel une relique donnée par Stanislas, roi de Pologne, alors résidant au château de Chambord; c'était, dit le procès-verbal, une partie de la mâchoire de sainte Brigide<sup>2</sup>; elle se trouve encore à la même place. Le diocèse de Blois célèbre, comme fête locale, l'anniversaire de la dédicace de 1730, fixé au dimanche qui suit l'octave de la Saint-Pierre. L'office du jour fait mémoire des circonstances ci-dessus rapportées; la quatrième strophe de l'hymne des vêpres contient cette mention histori-

<sup>1</sup> Marie Charron, fille de Jacques Charron, seigneur de Menars, gouverneur et bailli de Blois, où elle était née.

<sup>2</sup> L'église Saint-Louis possède aussi quelques parcelles des reliques de saint Vital, martyr, qui étaient autrefois dans la chapelle des Minimes de Blois.

que : « Notre évêque consacre avec le saint chrême  
» la mère-église de Blois, qui, rebâtie par les dons  
» et les soins du monarque, portera toujours désor-  
» mais le nom royal de Louis. »

Depuis cette dédicace jusqu'à la Révolution, les offices paroissiaux, les baptêmes, mariages et cérémonies funèbres se firent dans la chapelle Saint-Solenne qui existe encore ( c'est la première à gauche de la grande porte ). Le maître-autel, dédié à saint Louis, était réservé aux offices de l'évêque et du chapitre ; tous les dimanches on y célébrait une grand'messe, après celle de la paroisse qui se disait à huit heures dans la chapelle Saint-Solenne.

Le clergé constitutionnel, qui en 1794 occupa la cathédrale, fit plusieurs changements à l'intérieur.

En 1793, Grégoire supprima dans le diocèse la solennité toute française de Saint-Louis, *comme étant*, dit le mandement qu'il publia tout exprès, *un sujet de triomphe pour les royalistes et un talisman capable d'éblouir les peuples*. L'église devint ensuite un temple de la Raison ; à ce culte transitoire succédèrent dans le même lieu les cérémonies des décades ; le maître-autel, qui gênait les assemblées décadaire, fut porté au fond du chœur. Après le rétablissement du catholicisme, l'église Saint-Louis exigea beaucoup de réparations. Sa restauration complète date seulement de l'époque où fut érigé le nouvel évêché ( 1823 ). C'est alors que l'on

refit à neuf les boiseries du chœur et les grilles ; en même temps le maître-autel fut redoré et rétabli au milieu du chœur ; à la place momentanée qu'il occupait depuis la Révolution , on éleva le trône épiscopal.

L'édifice actuel conserve quelques constructions des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles , notamment la partie inférieure de l'ancienne tour qui a servi de base au nouveau clocher. On voit aussi au-dehors plusieurs sculptures dans le goût de la Renaissance. Le rond-point (du côté de la cour de l'évêché) semble être de la même époque : suivant le moine de Saint-Laumer , cette partie , moins exposée au vent du midi qui poussait l'orage , échappa à la destruction. Les bases des murs et des piliers appartiennent également au précédent édifice.

L'église Saint-Solenne , rebâtie vite et sans goût après le désastre de 1678 , offre des défauts choquants , tels que la largeur disproportionnée de la nef , l'excès de clarté , l'absence complète d'ombres , et conséquemment le manque d'illusion , de prestige. La plupart des temples modernes méritent ces reproches ; leur lumière chatoyante favorise peu le recueillement , et n'inspire aucune des graves pensées qui naissent sous l'influence du demi-jour , à l'ombre des voûtes gothiques ! Quelle différence de ces salons éblouissants aux sévères basiliques du moyen-âge , par exemple à la vieille église des Bé-

nédictins de Saint-Laumer ! Sous aucun rapport artistique, Saint-Louis ne pourrait soutenir la comparaison avec cet édifice vraiment religieux et monumental.

La reconstruction de la façade et du portail ne fut que provisoire. Une fenêtre carrée, ouverte dans le bas-côté du midi, faisait sans doute partie d'un plan définitif qui eût régularisé le prospect de Saint-Solenne par des entablements à style grec. Malheureusement cette partie essentielle de l'édifice demeura inachevée. Les dernières réparations exécutées au portail, loin de corriger le défaut d'ensemble, ont encore rendu plus disgracieuse l'entrée d'une église dénuée de tout caractère architectural.

Quelques années avant la Révolution, M. de Thémynes avait conçu le projet de faire continuer sa cathédrale ; le nivellement seul du terrain nécessaire eût été fort coûteux ; mais la faveur dont ce prélat jouissait auprès de Louis XVI faisait espérer qu'il obtiendrait des allocations suffisantes pour l'exécution de ses plans grandioses.

L'une des anciennes chapelles latérales, dédiée à saint Gilles, avait jadis quelque renom dans le pays. Le 4<sup>er</sup> septembre, jour de la fête du patron de cet autel privilégié, et dernier jour légal de l'ancienne foire de Blois, les mères y amenaient de fort loin leurs enfants malades, dans l'espoir de les guérir ; ce pèlerinage, tombé depuis en désuétude, avait

fait donner à la foire du mois d'août le nom de *la Saint-Gilles*.

Les caveaux funéraires creusés sous l'église contiennent une multitude de cercueils entassés pêle-mêle ; l'ancien clergé de la cathédrale et les familles notables de la paroisse Saint-Solenne ont peuplé ces catacombes, où règne une étrange confusion. Sous le chœur se trouve un petit caveau réservé pour la sépulture de nos évêques. MM. de Bertier, de Caumartin et de Termont y furent inhumés. En 1793, quelques jacobins exaltés jetèrent au vent les corps des deux premiers, et traînèrent celui de M. de Termont sous une gouttière de l'église, où il demeura plusieurs années, jusqu'à ce que M. Gallois, curé de Saint-Louis, l'eût réintégré dans le caveau, ainsi que le constate une inscription placée sur le cercueil du prélat. En 1844 le corps de M. de Sausin a été déposé au même lieu.

Peu de temps avant la Révolution, Robin, peintre blésois, avait entrepris de composer pour la cathédrale une série de tableaux représentant les principaux traits de la vie du saint patron : six de ces toiles historiques ornaient déjà l'église Saint-Louis, lorsque les circonstances politiques vinrent interrompre le travail de l'artiste. De ces divers ouvrages, on n'a conservé que le tableau de saint Louis rendant la justice sous le chêne de Vin-

cennes, tableau actuellement placé au fond du chœur<sup>1</sup>. Depuis quelques années les chapelles latérales se sont embellies de toiles modernes exécutées par des personnes du pays, notamment par mademoiselle Malherbes, dont le talent a obtenu des éloges mérités.

La cathédrale possédait autrefois une magnifique sonnerie composée de quatre grosses cloches; trois furent descendues en 1793; le bourdon seul, pesant dix mille, demeura au beffroi : cette masse énorme est entrée dans la fusion de quatre nouvelles cloches qui furent bénies en 1821, et dont l'accord produit une agréable harmonie.

Il paraît que, lors de la reconstruction rapide de

<sup>1</sup> Il fut momentanément remplacé par un tableau de Fragonard que le gouvernement envoya à la ville. Cette toile, d'une belle exécution, représente la reine Blanche délivrant des serfs que les chanoines de Notre-Dame de Paris tenaient renfermés, et qu'ils avaient refusé de mettre en liberté; l'histoire ajoute que Blanche enfonça elle-même à coups de bâton la porte du cachot. Le sujet déplut au clergé blésois, qui fit bientôt disparaître le tableau malencontreux. On aurait tort de blâmer cette exclusion, car il est d'usage et de convenance de n'admettre dans les églises que des peintures dont le principal personnage a été reconnu pour saint; or la reine Blanche, malgré ses éminentes qualités, n'a jamais obtenu les honneurs de la canonisation; et même, ses relations intimes avec le comte Thibault de Blois ont laissé des doutes très sérieux sur sa fidélité conjugale. La belle composition de Fragonard occupe maintenant le vestibule de la bibliothèque; ce lieu sombre et resserré convient peu aux proportions d'un tel ouvrage; la place, sans doute plus avantageuse, qui lui est assurée dans notre futur musée, permettra de mieux l'apprécier.

**Saint-Solenne**, le clocher ne fut pas établi bien solidement ; car, depuis quelques années, ce dôme élevé donne des craintes sérieuses, justifiées par la chute de plusieurs pierres. Le gouvernement vient de pourvoir aux réparations nécessaires, en allouant pour cet objet une somme de 12,000 francs<sup>1</sup> : les travaux sont commencés.

**SAINT-HONORÉ.** — Cet édifice, démoli depuis la Révolution, occupait une partie de la petite place ainsi nommée ; il fut bâti, vers l'an 1500, des dons de Florimond Robertet, ministre de Louis XII, le même qui fit construire l'hôtel d'Alluye, situé dans la rue Saint-Honoré, presque vis-à-vis l'église. Le bienfaiteur et sa femme Michelle Gaillard reposaient dans le caveau d'une chapelle latérale ; Clément Marot a décrit, dans une naïve élégie, les cérémonies de l'inhumation de Robertet ; *on le mena*, dit ce poète,

Dedans l'église au bon Saint-Honoré,  
Là où Dieu fut pour son âme imploré  
Par Augustins, par Jacobins, et Carmes,  
Et Cordeliers. Puis avec pleurs et larmes  
Enterré l'ont ses parents et amis.

**Barthélemy Du Pré**, secrétaire du roi, person-

<sup>1</sup> La cathédrale, comme l'évêché, appartient au département ; mais il existe au budget de l'État, section du *culte diocésain*, un fonds spécialement affecté à l'entretien des édifices de cette catégorie.

nage blésois (d'une famille noble éteinte depuis longtemps), autre bienfaiteur de l'église Saint-Honoré, choisit une sépulture plus humble, et voulut être inhumé sous le porche de l'église, où l'on voyait son mausolée orné de bas-reliefs, représentant la Religion et la Charité, vertus que le défunt pratiqua toujours, malgré les tentations du pouvoir.

De temps immémorial, un escalier conduisit de l'église Saint-Honoré au *Puits-du-Quartier*. En 1762 il fut *refait dans un goût nouveau* (texte du devis), aux frais des seuls habitants de la paroisse Saint-Honoré qui s'obligèrent à l'entretenir. En 1839, ces degrés, dont le *goût nouveau* avait singulièrement vieilli, ont été refaits et élargis.

**SAINT-MARTIN-DES-CHOUX.** — Cette église, adossée contre le rocher où s'élève le château, joignait l'hôtel du *Petit-Louvre*, qui avait un droit de vue dans le chœur. On y conservait plusieurs reliques du patron, envoyées en 1258, ainsi que le constate un titre dont l'original existe encore aux archives départementales<sup>1</sup>. Au XVI<sup>e</sup> siècle, le pape Léon X, sur la demande des paroissiens, accorda des indulgences plénières à tous ceux qui visite-

<sup>1</sup> Ces reliques, données par l'abbé de Marmoutiers-lès-Tours (couvent fondé par saint Martin), consistaient en divers objets, parmi lesquels on remarquait, au dire de la lettre d'envoi, *plusieurs poils de la barbe du bienheureux saint Martin*.

raient l'église <sup>1</sup> : le produit du pèlerinage, recueilli par la fabrique, fut employé à acheter des ornements et à faire des réparations considérables.

Un marché aux légumes tenait devant cette église, appelée pour ce motif *Saint-Martin-des-Choux*.

En 1783 on eut le projet de la raser pour agrandir le marché <sup>2</sup> ; mais les paroissiens s'y opposèrent formellement. Dix ans après, M. Guillon, adjudicataire de l'édifice, exécuta ce dessein. Une portion de son emplacement est occupée par la rampe du Château, communication qui existe depuis l'année 1807.

**ANCIENNE ÉGLISE SAINT-NICOLAS.** — Ce vieil édifice, démoli pendant la Révolution, était situé vis-à-vis la maison actuelle du *Refuge*, à côté de l'hôtel de Bretagne. Saint-Nicolas, paroisse du Foix, des Groix et des Granges, avait l'humble apparence et la simplicité intérieure d'une pauvre église de campagne.

**SAINT-SATURNIN.** — Cette église paroissiale du faubourg de Vienne fut bâtie des dons de la reine Anne de Bretagne. La façade tournée au couchant,

<sup>1</sup> Bulle de 1518 richement encadrée ; c'est une des pièces les plus belles des Archives départementales.

<sup>2</sup> Registres de la ville.

le portail, les portes surbaissées des bas-côtés, la petite tour latérale et les piliers de la nef, appartiennent en effet au style architectural de cette époque; l'ornementation est la même que dans l'aile orientale du château, bâtie également sous le règne de Louis XII. A l'extérieur, on voit deux inscriptions tumulaires du XVI<sup>e</sup> siècle; la première, entourée d'une cordelière, est gravée en caractères gothiques sur une pierre incrustée dans la petite tour; elle s'applique à *Jehan Chartier*<sup>1</sup>, décédé en 1523; la seconde inscription, qui se trouve auprès, porte la date de 1590.

La chapelle de la Vierge, fondée par Catherine de Médicis sous le vocable de *Notre Dame des Aydes*, était autrefois un lieu de grande dévotion et de pèlerinage assidu. On voit au-dessus de l'autel le tableau commémoratif de la fameuse peste de 1631. Un autre tableau, qui a disparu depuis la Révolution et dont la perte est regrettable, représentait les habitants de Vienne implorant la divine miséricorde, après la chute désastreuse du pont de Blois en 1716.

Le chœur de la même église est orné d'une Ascension, peinte du temps de Louis XIII: un des douze apôtres (le premier à gauche au bas du tableau) est représenté sous les traits bien reconnaissables de ce monarque. On prétend même que Louis XIII,

<sup>1</sup> Membre d'une famille ancienne de Blois.

étant à Blois, renouvela le vœu célèbre de 1638 qui consacrait la France à la sainte Vierge, et qu'à cette occasion le pieux roi fit exécuter le tableau dont nous venons de parler. Cette tradition ajouterait au mérite artistique de l'œuvre le prix d'un souvenir religieux et national.

Gaston d'Orléans affectionnait particulièrement l'église Saint-Saturnin, sans doute à cause du voisinage de l'hôpital général qu'il avait fondé. La fabrique dut à cette prédilection pieuse le don d'une rente annuelle de 24 livres, pour l'entretien d'une lampe d'argent qui devait être allumée jour et nuit devant l'autel de N. D. des Aydes <sup>1</sup>; Louis XIV confirma cette disposition du prince, son oncle, par un titre de 1702, où l'on remarque ce passage : « La » dite église est celle où toutes les processions gé- » nérales se font; et tous les habitants de la ville » ne cessent point, *tous les samedis de l'année*, de » s'y rendre avec beaucoup de dévotion <sup>2</sup>. »

Avant la Révolution, Saint-Saturnin possédait trois belles cloches d'une parfaite harmonie. L'une de celles qui existent aujourd'hui appartient à l'ancienne sonnerie, elle date du dernier siècle, et eut

<sup>1</sup> Titre de 1642, aux Archives départementales.

<sup>2</sup> Allusion aux stations que les habitants de la ville accomplissaient régulièrement en l'église de Vienne. Ces anciennes pratiques étaient déjà tombées en désuétude au moment de la Révolution.

pour parrain, en 1737, M. Jean Fesneau<sup>1</sup>, docteur en Sorbonne, curé de la paroisse ; l'autre cloche a été fondue depuis quelques années seulement.

En face du portail se trouve un vaste cloître, dépendant autrefois de la fabrique. On y enterrait, moyennant certains tributs, les personnes notables de Vienne ; cette sépulture privilégiée distinguait les familles qui ne voulaient pas être confondues dans l'égalité du cimetière commun. L'édifice paraît être de la même époque que l'église ; le style de sa grande porte ogivale n'indique pas une moindre ancienneté. La charpente, très bien conservée, est d'un travail remarquable. Les sculptures des piliers n'ont pas entièrement disparu ; les murailles même conservent quelques restes des peintures qui les décoraient jadis. Aujourd'hui le funèbre enclos de l'aristocratie viennoise appartient à l'hôpital général qui en a fait une buanderie.

**NOTRE-DAME-DE-CHAMBOURDIN.** — Cette chapelle, située dans la rue des Minimes, auprès de la rampe qui descend à la place des Jésuites, portait le nom du fondateur ; car, suivant une vieille légende, le sieur *Bourdin* de Blois l'avait fait bâtir dans le champ même où il trouva en labourant une vierge de bois d'ébène, conservée, dit-on, jusqu'à

<sup>1</sup> Membre d'une ancienne famille de Blois, qui habite encore Vienne.

l'époque de la Révolution. L'édifice, vendu comme bien national, existe encore en partie ; il est maintenant occupé par un tonnelier. Ce fut à Champbourdin que les prêtres constitutionnels recommencèrent en 1795 à célébrer publiquement l'office divin, interrompu pendant quinze mois environ dans toutes les églises de la ville.

**SAINTE-CATHERINE.** — Cette autre chapelle formait un bénéfice simple ; on n'y disait chaque année qu'une seule messe, le 25 novembre, jour de la fête patronale. La rue où elle était située porte encore le nom de Sainte-Catherine.

**SAINT-NICOLAS** (ancienne église des Bénédictins). — Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle passe pour être un monument remarquable ; en 1646, l'auteur de l'histoire manuscrite de l'abbaye exprimait ainsi l'admiration que son aspect grandiose inspirait aux antiquaires du XVII<sup>e</sup> siècle :

Qu'y a-t-il de plus beau, après Marmoutiers, sur les rives de la Loire ? Je veux bien accorder de cette église qu'elle ne soit bâtie *mignonnement*, mais solidement ; c'est en quoi je l'estime et ai sujet de la louer ; car combien de temps a-t-il fallu pour tailler toutes ces pierres dures si bien arrangées les unes sur les autres, et qui composent un si excellent édifice ! quelle grandeur et largeur de ce temple (je vous prie) ! quelle hauteur des voûtes et quelle *forteresse* en icelles, lesquelles, après avoir été découvertes l'espace de 40 ans, ont été si peu endommagées ! N'avez-vous jamais considéré ce dôme si artistement éla-

*boré, que tous les maîtres architectes viennent voir par admiration, comme si c'était un petit miracle du monde? Qui a jamais vu dans une église tant de chapiteaux, et si divers, que l'un ne se rapporte nullement à l'autre? Mais surtout qui n'admira ces quatre piliers soutenir ces deux pesantes tours, l'une desquelles n'a été achevée, etc., etc.*

Sans doute il faut se tenir en garde contre l'enthousiasme du moine Bénédictin qui, animé de l'esprit de corps, écrivait pour la plus grande gloire de Saint-Laumer; cependant, à travers la phraséologie admirative de l'auteur, on distingue plusieurs appréciations judicieuses que ne désavoueraient pas nos modernes archéologues.

L'édifice, commencé en 1138, était terminé en 1185, année où, suivant une charte authentique<sup>1</sup>, les reliques de Saint-Laumer, patron de l'abbaye des Bénédictins de Blois, y furent transférées avec pompe. Les guerres de religion lui causèrent de grands dommages : lors du siège de 1568, les Huguenots le découvrirent, ne laissant que les murs et une partie des voûtes; tel était son triste aspect, lorsque la municipalité prit l'arrêté suivant, qui tendait à le défigurer encore davantage (20 juillet 1569) :

Il faudra à une nécessité mettre à Saint-Laumer un corps-de-garde, afin que l'ennemi ne se puisse loger entre les gros piliers où il pourrait mettre plus de cent hommes; élever dans

<sup>1</sup> Preuves de Bernier, p. vi.

ladite église Saint-Laumer un petit rempart pour y mettre des arquebusiers et faire des canonnières entre les gros piliers ; porter force pierres sur les voûtes des chapelles et dans la grande tour, pour jeter entre les piliers si l'ennemi venait à s'y retrancher.

L'église, transformée en poste militaire, devint un centre d'opérations stratégiques ; cette déplorable destination ajourna la restauration de Saint-Laumer, commencée seulement après la pacification des troubles. Vers l'année 1600 on refit la grande rosace au-dessus du portail, on démolit les épaisses murailles qui entouraient le chœur, et on les remplaça par une grille de fer. Les jours de fêtes, cette grille était recouverte de riches tapisseries, dont la perte est bien regrettable. Le registre *des choses mémorables* de l'abbaye<sup>1</sup> rapporte qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, il fut question de placer des statues entre les colonnettes du chœur, mais que ce projet n'eut point de suite.

Au moyen-âge, les Bénédictins ornaient leur église de magnifiques draperies ; on voit encore aux piliers les anneaux de fer qui les tenaient suspendues ; la hauteur de ces attaches donne une idée grandiose des tentures ; suivant une chronique, elles furent, au XV<sup>e</sup> siècle, emportées par les Anglais, dont les bandes ennemies infestaient alors le pays Blésois.

<sup>1</sup> Archives départementales.

**En 1642, on rouvrit le grand portail qui avait été bouché pendant les guerres de religion. La petite place du parvis fut faite en 1645 sur les ruines de masures horribles. Le rétablissement du portail fut autorisé par lettres-patentes de Gaston ainsi conçues :**

Gaston fils de France, comte de Blois, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut ; nos chers et bien aimés les religieux, prieur et couvent de l'abbaye de Saint-Laumer de nostre ville de Blois, nous ont faict dire et remonstrer que depuis plusieurs années le portail de leur église auroit esté à cause des guerres muré et couvert de terre, l'humidité de laquelle non-seulement endommage si fort les murailles de la dicte église que l'aisle du costé du faubourg du Foix est entièrement menacée de ruine, mais aussi la rend si mal saine que les dicts relligieux en sont souvent malades, en sorte qu'il leur seroit très nécessaire de faire ouvrir le dict portail pour y donner de l'air et faire cesser l'incommodité qu'ils en reçoivent, joint que cela servira beaucoup à la décoration de la dicte église, et que les habitants du faubourg et les personnes qui logent en passant es hostelleries d'iceluy en recevront une commodité tout aultre qu'à présent pour y aller ouïr la messe et vacquer à leurs dévotions ; nous supplians très humblement leur en voulloir donner la permission, à la charge de faire refermer et clorre le dict portail ainsi qu'il est a présent à leurs frais et dépens toutesfois et quantes qu'il leur sera par nous ordonné ; sçavoir faisons que désirant bien et favorablement traicter les religieux, tant pour l'estime singulière que nous faisons de leur bonne vie que pour les convier d'autant plus de nous rendre participans aux prières qu'ils font journellement en leur dicte église, nous leur avons accordé et permis, accordons et permettons par ces présentes de faire l'ouverture du portail de leur église, à condition qu'en temps de guerre la ville pourra leur faire murer

et obstacler le dict portail, et qu'ils seront aussi tenus, lorsque les autres portes de la ville seront gardées par police pour empescher l'entrée des passans et vagabonds, de faire garder soigneusement cette nouvelle porte aussi à leurs dépens par des personnes qui seront approuvées par les officiers de la dicte ville, comme aussi seront obligés, quand il y aura ordre de fermer de nuit les autres portes de la ville, d'envoyer les clefs de la dicte nouvelle porte au sieur gouverneur bailli de Blois, etc.

Donné à Blois, le 5<sup>e</sup> jour d'avril 1642.

La flèche aiguë, qui s'élève au-dessus du rond-point où se trouve la chapelle de la Vierge, date du même siècle : la charpente de ce clocher fut prise dans le parc de Madon, dépendance de l'abbaye ; on posa la croix, le 23 janvier 1688, suivant procès-verbal dressé *ad hoc*.

L'église Saint-Laumer offre toutes les conditions du gothique pur ; on y trouve dans de moindres proportions, le même style, la même ordonnance qu'à Notre-Dame de Paris ; plusieurs parties de la basilique blésoise pourraient même soutenir avec avantage la comparaison ; telles sont les colonnettes légères qui soutiennent comme par enchantement la voûte du chœur. Jadis une croyance populaire, que la hardiesse du travail excuse jusqu'à un certain point, attribuait leur construction à la baguette des fées.

Parmi les curiosités archéologiques du monument nous remarquerons deux tableaux de pierre,

plaqués aux piliers de la deuxième arcade de la nef. Le premier, délicatement sculpté, représente la mort de la Sainte-Vierge. L'autre porte une inscription commémorative de fondations pieuses faites par Pierre de Morvilliers, gentilhomme blésois, aïeul maternel de la famille La Saussaye, inhumé à Saint-Laumer en l'année 1383 <sup>1</sup>; en voici le texte :

Feu Pierre de Morvilliers, duquel le corps ci-dessous repose <sup>2</sup>, fonda trois messes estre célébrées perpétuellement en ceste chapelle, présent le couvent <sup>3</sup>, chacune sepmaine, tantost <sup>4</sup> après la messe Nostre-Dame, l'une de requiem a note <sup>5</sup> au lundi, l'autre du Saint-Esprit à note au mercredi, et la tierce de Nostre-Dame sans note au vendredi. Item fonda à perpétuité deux torches pour ardoir <sup>6</sup> chascun jour à la levacion du corps de Jhésucrist de la grant messe de ceste église, jusques ad ce qu'il soit usé. Item fonda six anniversaires à perpétuité estre célébrés solemnellement chascun an en ceste église, le premier commaincant <sup>7</sup>, le premier jour d'aoust, pour feu Jehan de Morvilliers son aïeul, le secont, le premier jour d'octobre pour feue dame Gile de Morvilliers son aïeule, le tiers <sup>8</sup> le premier jour de décembre pour feu Jehan de Morvilliers son père, le quart le premier jour de feuvrier pour sa feue mère, le quint le premier jour d'avril pour feue Jehannette sa suer <sup>9</sup>, et le

<sup>1</sup> Bernier, page 487.

<sup>2</sup> Autrefois cette pierre tumulaire se trouvait dans la chapelle de la Vierge, où le défunt fut inhumé.

<sup>3</sup> C'est-à-dire que les religieux de Saint-Laumer devaient assister aux messes.

<sup>4</sup> Aussitôt.

<sup>5</sup> C'était une messe chantée.

<sup>6</sup> Brûler.

<sup>7</sup> A partir de l'an prochain.

<sup>8</sup> Troisième.

<sup>9</sup> Sœur.

sixiesme le premier jour de juing, pour le dict fondateur <sup>1</sup>. Dieu doint <sup>2</sup> à tous eulx paradis, amen.

Au bas de cette inscription se trouvent les armes de la famille Morvilliers, dont la principale pièce héraldique était une *laie passante*.

En 1794, la paroisse *Saint-Nicolas* fut transférée dans l'église des Bénédictins, qui prit alors ce nouveau titre. Deux ans après, une société démagogique y tenait séance; on voit encore les traces de plusieurs dégradations commises par les assistants; les nombreuses mutilations d'un bas-relief sculpté au mur du bas-côté à gauche du maitre-autel n'ont pas d'autre origine; tels étaient en 93 les amusements des vandales du club.

Depuis dix ans, l'intérieur a reçu de remarquables embellissements; les belles grilles du chœur sont dues en partie à la générosité de feu M. le curé Hue, qui fit beaucoup de sacrifices pour orner son église: malheureusement ces grilles avancent trop dans la nef et produisent de ce côté un effet disgracieux.

Saint-Nicolas a été classé parmi les monuments historiques. Par suite de cette distinction, le gouvernement alloua des fonds pour la restauration et l'achèvement des tours; le département, la ville

<sup>1</sup> Fondateur.

<sup>2</sup> Donne.

et la fabrique s'obligèrent à concourir aux dépenses. Les travaux, commencés il y a environ quatre ans , sont interrompus depuis dix-huit mois. L'adjudication importante de 130,000 fr., qui a eu lieu au mois de juillet dernier, est jusqu'à présent demeurée sans résultat; des difficultés d'intérêt continuent de suspendre l'exécution de l'entreprise, et peut-être faudra-t-il recourir aux tribunaux pour arriver à une solution.

L'église possède trois cloches neuves qui rappellent l'harmonieuse sonnerie des vieux Bénédictins; elles ont été bénies le 4 janvier 1844 par feu M. de Sausin; ce fut la dernière fois que notre vénérable prélat officia pontificalement. Le gros bourdon de 7,000 livres, dont le métal servit à composer ces cloches, avait été fondu en 1547 pour l'église collégiale Saint-Georges de Vendôme, et transporté à Blois depuis la Révolution; il s'appelait *Opportune*, parce que, disait sa vieille inscription, sonnant *en temps opportun*, il éloignait les tempêtes; allusion puérile à une vertu aujourd'hui fort contestée, mais qui au XVI<sup>e</sup> siècle semblait presque un article de foi.

COUVENT DE SAINT-LAUMER. — Ce monastère, construit au X<sup>e</sup> siècle, fut entouré de murailles et fortifié à l'époque de l'invasion anglaise; Louis de Châtillon, comte de Blois, autorisa les travaux stratégiques en 1367.

A l'époque des guerres religieuses, on répara les fortifications de Saint-Laumer, et l'on construisit un petit bastion à l'extrémité de ses murs, au coin de la rue des Trois-Marchands, dont la partie inférieure était alors un large fossé. Dans le dernier siècle, cet inoffensif bastion servait de belvédère aux Bénédictins : il a disparu en juin 1845, pour faire place aux nouvelles constructions de l'Hôtel-Dieu ; mais on l'a démoli avec précaution, de manière à pouvoir le rétablir dans un autre endroit de la ville. Une partie des murs d'enceinte a été détruite pour la même cause.

Les Calvinistes ruinèrent les bâtiments claustraux de Saint-Laumer, en même temps que l'église. Après l'introduction de la réforme de Saint-Maur, qui rétablit le bon ordre dans les affaires de la communauté et augmenta ses ressources, les Bénédictins s'occupèrent de reconstruire leur monastère. La première pierre de la façade actuelle fut posée le 14 avril 1626 ; rien ne fut épargné pour donner à cet édifice des proportions régulières et grandioses.

Outre les bâtiments conventuels il existait dans la rue des Écuries-du-Roi une maison dite *manse abbatiale* <sup>1</sup>, affectée au logement de l'abbé : la justice seigneuriale de Saint-Laumer siégeait dans une

<sup>1</sup> Elle appartient aujourd'hui à M. Poulvé.

de ses salles ; les prisons de cette justice étaient contiguës au petit bastion ci-dessus mentionné.

Dans la cour du couvent se trouvait un vivier destiné à recevoir les plus belles pièces des vastes étangs possédés par les religieux, qui faisaient un fréquent usage de poisson.

L'espace qu'occupent aujourd'hui les bains publics et une maison située auprès de la grille de l'église Saint-Nicolas, faisaient partie de l'enclos de Saint-Laumer. Ces terrains n'auraient jamais dû être démembrés de l'Hôtel-Dieu dont ils formaient les dépendances naturelles : la cession de l'emplacement des bains est d'autant plus regrettable, que les hospices l'échangèrent pour de mauvaises terres situées dans la commune de Lancôme<sup>1</sup>. Dernièrement, lorsqu'il s'est agi d'agrandir l'Hôtel-Dieu et de tracer le plan des nouvelles constructions, les administrateurs ont éprouvé les graves inconvénients de l'aliénation consentie par leurs prédécesseurs, et ont subi dans leurs projets les conséquences inévitables de cette faute.

La sortie forcée des Bénédictins laissa sans emploi ces vastes bâtiments. En 1793 on y logea par intérim des prisonniers autrichiens<sup>2</sup>. La même

<sup>1</sup> Délibération de la commission administrative du 11 brumaire an 5.

<sup>2</sup> Un procès-verbal du 6 janvier 1793 constate que ces prisonniers étaient alors au nombre de 189.

année, la ville les échangea avec l'État pour ceux de l'ancien Hôtel-Dieu, et les affecta au logement des pauvres malades. En 1808, quand reparut le projet de réunion des deux hospices, conçu jadis par M. de Thémynes, on proposa de transférer le collège à Saint-Laumer ; en 1823 plusieurs étaient d'avis d'y placer l'évêché ou la préfecture ; mais aucun de ces projets n'eut de suite, et les bâtiments des Bénédictins conservèrent une destination charitable qui s'accorde très bien avec les pieux souvenirs du monastère.

Jusqu'à présent il avait été fait peu de constructions au nouvel Hôtel-Dieu ; mais en 1845 on a commencé des travaux dont l'adjudication s'élève à 222,934 fr. sur l'emplacement d'un gros mur d'enceinte et du petit mail *Germonière*<sup>1</sup> que la ville a cédé aux hospices. Grâce à cette heureuse impulsion, l'Hôtel-Dieu sera bientôt aussi complet que l'hôpital de Vienne, et les pauvres auront sur chaque rive du fleuve un asile vraiment monumental.

**BOURG-MOYEN.** — Le quartier où fut établi cet ancien couvent de chanoines réguliers, se nommait jadis *Bourg-Moyen*, à cause de sa situation entre

<sup>1</sup> Cette petite place, où s'élevait jadis une croix de mission, portait le nom de M. Rangeard-Germonière, adjoint au maire, qui l'avait fait niveler et planter d'arbres en 1804.

les deux *bourgs* (ou faubourgs) de Saint-Jean et du Foix.

La façade qui donne sur le jardin fut commencée en 1650, époque où les Génovéfains de la congrégation de France, nouvellement installés dans le monastère, lui firent subir une transformation complète. En 1790, Bourg-Moyen devint le siège des administrations du département et du district. La rue actuelle du *Département*, ainsi nommée à cause de la première de ces institutions transitoires, fut ouverte en 1797, à travers le jardin et la cour du couvent. Après l'établissement de la préfecture, les bureaux restèrent deux années encore dans le même local ; mais en 1802 ils furent transférés à l'évêché qu'habitait déjà le préfet. Bientôt l'école communale remplaça les bureaux administratifs à Bourg-Moyen, où elle est toujours demeurée malgré les projets de déplacement conçus à diverses époques<sup>1</sup>. Après quelques années de jouissance provisoire et sans titre, le domaine céda les bâtiments à la ville en vertu d'un décret impérial. La prospérité actuelle

<sup>1</sup> En 1807, on indiqua, pour la translation du collège, les bâtiments de Saint-Laumer ; en 1822, ceux des Sainte-Marie (la préfecture actuelle). En 1840, on revint à l'idée de l'établir sur la Grande-Pièce, et la ville acheta dans ce but une maison située vis-à-vis le nouveau palais de justice ; mais elle renonça bientôt à ce déplacement. Du reste l'acquisition ne sera pas inutile ; car le terrain de cette maison a été choisi pour la construction prochaine d'une nouvelle halle aux grains.

de l'établissement et l'espoir d'obtenir bientôt son érection en collège royal, exigeaient de nouvelles constructions. Une seconde aile latérale, en rapport avec les autres corps de bâtiments, vient d'être élevée; cet édifice remarquable, pour lequel la ville a voté une somme de 120,000 fr., complète heureusement l'œuvre des chanoines Génovéfains. Au nord de la maison conventuelle, sur l'emplacement des petites boucheries et de la halle aux légumes, s'élevait jadis une église gothique à nef et à bas-côtés, flanquée d'une grosse tour carrée semblable à celles de Saint-Laumer : les religieux de Bourg-Moyen l'avaient bâtie, vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, à l'aide du produit des indulgences accordées par le pape à ceux qui visiteraient une sainte épine de la couronne sanglante de N. - S. Jésus-Christ, précieuse relique dont le roi saint Louis avait enrichi cette maison. Pendant la Révolution, l'église de Bourg-Moyen servit d'écurie aux régiments de cavalerie qui passaient à Blois, et de lieu de dépôt pour les chevaux malades. On l'a démolie en 1806 : elle était si solidement construite que pour abattre les gros murs il fallut faire jouer la mine. C'est la dernière qui ait été détruite dans Blois ; quelques restes du chœur attestent encore sa place. On doit d'autant plus regretter cet édifice monumental, qu'il aurait pu servir de chapelle au collège, qui n'a malheureusement aucun local pour la célébration du culte.

**SAINT-JACQUES.** — Entre la place du Puits-du-Quartier et la Grande-Rue, espace appelé autrefois *cour Saint-Jacques*, se trouvait une collégiale de chanoines séculiers. Cette communauté fut obligée, sous le règne de François I<sup>er</sup>, d'aliéner une partie de ses bâtiments pour payer sa quote-part de la rançon du prisonnier de Pavie. L'église, située auprès de la fontaine actuelle, fut démolie vers 1700, par suite de la translation du chapitre Saint-Jacques dans la cathédrale ; sur son emplacement on construisit une maison (aujourd'hui possédée par M. Péan-Petit), où se voient encore les restes de la sacristie voûtée en ogive.

**LES CORDELIERS.** — Ce couvent, situé entre les rues d'Angleterre et Beauvoir, dépassa d'abord l'enceinte fortifiée ; mais en l'année 1464, les murs de ville ayant été reculés, les bâtiments des Cordeliers s'y trouvèrent renfermés. L'église, démolie en 1806 pour l'agrandissement des prisons, était riche en objets d'art ; une série de tableaux représentant les principales circonstances de la vie de Jésus-Christ, ornait le chœur ; un superbe tabernacle décorait le maître-autel. Ses caveaux furent longtemps la sépulture privilégiée des meilleures familles de Blois : sur plusieurs pierres tumulaires on lisait les noms des La Saussaye, des Mesnard, des Courtin, des

Bégon. Au milieu du chœur s'élevait un monument de marbre que le chancelier Pompone de Bellièvre avait fait ériger au garde des sceaux Morvilliers, personnage blésois inhumé dans cette église : le buste de bronze qui surmontait ce magnifique mausolée, fut l'œuvre de Germain Pilon, sculpteur du XVI<sup>e</sup> siècle ; il a été donné à la ville d'Orléans dont Morvilliers occupa le siège épiscopal, et se trouve maintenant à l'évêché de cette cité. La fameuse dame Guyon, amie de Fénélon, et coryphée des *Quétistes* (aïeule des Guyon de Montlivault et de Guercheville) fut inhumée dans la même église : son cercueil de plomb a été pillé pendant la Révolution, et l'on n'a pu retrouver le corps de cette femme célèbre.

En 1787 les *Nouvelles Catholiques* remplacèrent pour quelques années, dans le couvent de la rue Beauvoir, les Cordeliers supprimés par M. de Thérmines. En 1793 cette maison conventuelle servit de caserne à une compagnie d'invalides. Depuis 1806 elle est réunie aux prisons.

LES JACOBINS. — Avant 1274, année de la fondation du couvent des *frères prêcheurs*, il existait en ce lieu une chapelle de Saint-Gervais, mentionnée dans quelques chartes du XII<sup>e</sup> siècle.

Le vaste réfectoire des Jacobins fut choisi pour la tenue de plusieurs assemblées mémorables. C'est

là que les trois ordres du bailliage de Blois rédigèrent nos Coutumes en 1523, et que le clergé des États de 1588 alla tenir ses séances. L'église contenait plusieurs curiosités, notamment un Christ auquel on attribuait la vertu des miracles. Pendant la Révolution, cet édifice fut occupé par les clubs; ensuite on le démolit pour faire place à des constructions particulières. Un reste de l'entablement de la nef existe encore et sert de corniche à une maison située vis-à-vis la gendarmerie; cette ornementation est d'un style moderne. Dans la maison contiguë (appartenant à M. Roger-Coué) se trouvent quelques vestiges de constructions bien plus anciennes. La rue *des Jacobins*, conduisant de la petite place de l'Abattoir au quai du Département et à la rue Madeleine, a été percée sur l'enclos et à travers les bâtiments <sup>1</sup> des religieux dont elle porte le nom. La place ne fut déblayée qu'en 1806; auparavant elle formait un îlot de vieilles maisons dépendant de l'Hôtel-Dieu. La gendarmerie est établie depuis 1819 dans les bâtiments conventuels des Jacobins: elle occupa d'abord une maison située à l'angle des rues du bourg Saint-Jean et de la Levée. Avant la Révolution l'ancienne maréchaus-

<sup>1</sup> Les deux parties du corps de bâtiment qui a été coupé pour l'ouverture de cette communication, existent encore auprès de la rue Madeleine; l'une dépend de la Gendarmerie, l'autre d'une maison particulière.

sée logeait dans une maison de la rue Neuve, maintenant habitée par un notaire.

**LES CAPUCINS.** — Leur modeste église fut bénie le 8 mars 1644 sous l'invocation de la *sainte Conception*. On y voyait jadis plusieurs tableaux de Jacob Bunel et de Jean Mosnier, artistes Blésois. Le Poussin, passant à Blois dans sa jeunesse, peignit pour les Capucins une assomption, qui ornait leur église avant la Révolution et que possède aujourd'hui un habitant de la ville : cette petite toile est un des tableaux les plus remarquables qui existent à Blois ; son authenticité est attestée par tous les connaisseurs <sup>1</sup>.

Pendant la Révolution, les bâtiments des Capucins servirent de prison aux prêtres insermentés que leur âge exemptait de la déportation. En 1795 on y établit un asile provisoire d'aliénés et de malades incurables : puis le gouvernement les abandonna à la ville qui les démolit pour établir le nouveau cimetière et pour faire un chemin latéral (1806). L'église, en partie conservée, devint alors une chapelle funéraire.

<sup>1</sup> Félibien la cite dans ses *Entretiens sur les ouvrages des peintres* ; suivant cet auteur, le jeune Poussin, alors dénué de ressources, allait de ville en ville pour exécuter les ouvrages qu'on lui commandait, et ce fut à cette époque nécessaire de sa vie que, passant à Blois, il y peignit le tableau des Capucins.

**LES MINIMES.** — Ce couvent fut bâti sur un terrain donné par une dame de La Saussaye. Marie de Médicis en posa la première pierre pendant son exil à Blois. Le maître-autel de l'église était d'un beau travail ; on y voyait plusieurs châsses renfermant de précieuses reliques. L'ancien enclos de la maison est aujourd'hui traversé par la rue *Franciade*, ouverte depuis la Révolution, et par la rue des Minimes. Le petit séminaire occupe les bâtiments conventuels depuis 1849 ; on vient d'y exécuter de nouvelles et vastes constructions.

**LES JÉSUITES.** — Après leur installation au collège de Blois (1623) les Jésuites résolurent d'y bâtir une chapelle. Malheureusement le seul terrain propre à cette construction ne leur appartenait pas ; c'était un jardin possédé par un gentilhomme protestant. Le huguenot ayant refusé de céder sa propriété à des voisins qui lui étaient peu agréables, Henri (Hurault fils du chancelier de Cheverny), bailli de Blois, zélé protecteur des Jésuites, acheta le jardin en son nom personnel, et l'abandonna gratuitement aux bons pères. En mémoire de cet acte généreux, la famille Hurault eut une chapelle patrimoniale dans la nouvelle église. Le préambule de la donation, d'où sont extraites ces particularités, annonce que les habitants de Blois souhaitaient vivement la construction projetée, *pour le grand inté-*

*rét qu'ils auroient d'ouyr les prédications des pères Jésuites et de faire leurs dévotions en icelle église.*

L'architecte François Mansard, le même qui avait dressé les plans de la partie neuve du château, dessina également l'église des Jésuites. On jeta les fondements de l'édifice vers 1626 ; mais les travaux longtemps suspendus, ne furent repris qu'en 1655, année où Gaston donna aux Jésuites une coupe de la valeur de 50,000 livres à prendre dans les forêts de son apavage <sup>1</sup> ; ce bienfait paya en partie les frais de construction. Au-dessus de la porte fut posée une inscription commémorative, ainsi conçue :

*« Ludovico Francorum regi Gasto Franciæ posuit. »*

L'église prit en effet pour vocable le nom du roi régnant, neveu de Gaston, et conserva jusqu'à la Révolution le titre de *Saint-Louis*. La plaque de marbre où se trouvait cette inscription, a été brisée en 1793. En mourant, Gaston légua son cœur à la nouvelle église ; Mademoiselle de Montpensier le fit embaumer par le médecin Bernier, notre historien, et déposer dans une urne à côté de l'autel <sup>2</sup>. La princesse s'occupa, conformément aux désirs paternels, de faire terminer l'édifice : par ses soins, le chœur fut embelli de statues, de médaillons et d'écussons aux armes de France. Les deux groupes du maître-autel, exécutés en belle pierre blanche,

<sup>1</sup> Lettres-patentes du 17 juin 1655 (archives départementales).

<sup>2</sup> Bernier, *Hist. de Blois*, p. 334.

sont dus au ciseau de sculpteurs habiles : celui de gauche est une représentation allégorique de la Piété en prières, qui semble offrir au ciel la fondation religieuse de Gaston; l'inscription : *Deo templum et in templo cor suum dicavit Gasto Franciæ , anno domini 1660*, explique la pensée de l'artiste. La statue du côté droit est une personnification filiale que l'on s'étonne d'y trouver ; elle représente Mademoiselle de Montpensier elle-même , l'amante de Lauzun , le coryphée sentimental de la Fronde. Placer dans le sanctuaire , et de son vivant , l'image toute profane d'une femme plus célèbre par ses manœuvres politiques et sa galanterie que par sa dévotion, nous paraîtrait aujourd'hui une étrange hardiesse ; mais l'usage autorisait jadis ces sortes de reproductions ; les princes et princesses les moins exemplaires jouissaient alors du privilège incontesté de poser pour la sculpture religieuse. Cette statue peu édifiante est accompagnée de l'inscription : *Aram Christo , patri monumentum posuit Anna Maria Ludovica , Gastonis filia , anno domini 1677*. Mademoiselle a les yeux fixés sur la place où était l'urne funéraire de Gaston ; en 1793, cette urne fut brisée , et le cœur du prince jeté au vent, malgré tous les souvenirs de bienfaisance qu'il avait laissés dans Blois.

En 1722, une princesse polonaise, mère de Stanislas Leczinsky et aïeule de Marie Leczinska ,

mourut au château de Blois, et fut inhumée dans l'église des Jésuites. Quelques années après, Stanislas, qui habitait Chambord, lui fit élever un magnifique tombeau de marbre, brisé pendant la Révolution : on a seulement sauvé deux bas-reliefs représentant, l'un la Mémoire, l'autre la Méditation ; ces sculptures remarquables ornent maintenant une chapelle de la cathédrale. La destruction du royal mausolée ne fut pas le seul attentat commis par le vandalisme de 93 dans cette pieuse enceinte ; on doit regretter aussi la violation du petit monument de Gaston, l'enlèvement d'un carrelage de marbre en mosaïque, et de la belle grille du chœur, enfin la dévastation des chapelles latérales. L'église ainsi saccagée devint un club de Jacobins, puis une écurie et un magasin de fourrages. Elle a été rendue au culte en 1828, sous le titre de Saint-Vincent-de-Paul, patron des sœurs du Bureau de Bienfaisance, dont elle joint immédiatement la charitable maison.

Le style extérieur de l'édifice ne manque pas de correction et d'élégance ; mais on y aperçoit les tendances maniérées d'une époque où l'art comme la société, inclinant à la coquetterie, puisait ses inspirations dans les caprices et les fantaisies d'une cour prétentieuse. La position de la façade (au midi) est un fait assez remarquable ; car ordinairement les églises sont tournées à l'ouest, de manière que le

prêtre qui officie au maître-autel regarde l'Orient. On prétend que la plupart des églises des Jésuites offrent la même particularité, et sont bâties sur des dessins à peu près uniformes, comme si cet ordre exceptionnel avait voulu se distinguer jusque dans ses constructions, imprimer même à l'architecture religieuse le cachet de sa profonde originalité ! Les groupes et les bas-reliefs du chœur sont d'une belle exécution. Le badigeon, si fatal aux monuments gothiques, a produit un meilleur effet dans cette chapelle moderne ; mais l'état de dégradation de la voûte forme encore un triste contraste avec la blancheur des murs ; il serait à désirer qu'on replâtrât également ce plafond disparate.

Les bâtiments du collège des Jésuites, occupés par le Bureau de Bienfaisance depuis 1804, sont du même siècle que l'église ; leur construction suivit de près l'arrivée de ces pères à Blois. Pendant la Révolution ils furent convertis en salpêtrière ; au-dessus de la porte on lisait cette inscription de circonstance : *Tremblez, tyrans ! La foudre s'appête !* Le Domaine les céda ensuite pour l'établissement de l'École communale ; mais la ville, effrayée de la dépense qu'eût nécessitée ce projet, aima mieux placer son collège dans les bâtiments de Bourg-Moyen, qui exigeaient bien moins de réparations. Par suite de cette détermination, elle rétrocéda au Bureau de Bienfaisance l'ancienne demeure des Jésuites, et

reçut en échange le bâtiment où se trouve la tuerie publique.

En 1826 et 1827, on a bâti dans le jardin du Bureau de Bienfaisance pour loger les aliénés du département : ce dépôt sera bientôt transféré dans un hospice spécial qui a été commencé en 1840, et que l'on termine.

**LES VÉRONIQUES.** — Leur enclos joignait celui des dames de la Visitation. Une partie de ce vaste emplacement est traversée par la rue d'Artois <sup>1</sup>, qui conduit du Bourg-Neuf au chemin de la Grande-Pièce.

Une communauté d'Ursulines occupe maintenant la maison des Véroniques ; de nouvelles constructions, en rapport avec le nombreux et prospère pensionnat que tiennent ces religieuses, ont été exécutées depuis une dizaine d'années ; la chapelle neuve a été terminée en 1839.

<sup>1</sup> Nom donné en 1814 par allusion à *Monsieur*, comte d'Artois. Ce prince passa à Blois quelques années avant la Révolution, et reçut alors les hommages dus à son rang. On lui attribua un mot plaisant que nous rapporterons au risque de compromettre la gravité de l'histoire. Sa voiture s'étant arrêtée pour relayer à l'hôtel de la Galère, un officier d'ordonnance s'approcha de la portière, et dit bien haut que les *échevins* désiraient complimenter Monseigneur ; S. A. R., à moitié endormie, crut entendre parler de *chevaux* et s'écria : *qu'on les attelle !* Cette équivoque, peu flatteuse pour notre corps municipal, fit beaucoup rire les Blésois, et fut soigneusement recueillie par les amateurs de quiproquos.

**LES DAMES DE LA VISITATION , ou LES SAINTE-MARIE.** — Pendant la Révolution, les bâtiments de cette communauté servirent de prison pour les détenus politiques, de grenier d'abondance et d'arsenal. Plus tard le projet d'y transférer l'hôpital de Vienne fut pendant quelque temps à l'ordre du jour (1802). Vers 1804, la gendarmerie y fut momentanément casernée ; lorsqu'ensuite elle s'établit dans une maison de la rue de la Levée, on proposa de convertir les bâtiments des Sainte-Marie en *dépôt de mendicité*, et le domaine les abandonna au département pour cet usage ; mais le projet ayant échoué, ils servirent à loger provisoirement les aliénés et les incurables. En 1826 , après de longs débats, le conseil général décida que la préfecture y serait transférée ; nous avons rapporté les phases diverses de cette mémorable affaire, dont la solution fut et sera longtemps encore l'objet de justes critiques.

**LES URSULINES.** — Leur maison se trouvait vis-à-vis celle des Véroniques ; son emplacement est traversé par la rue de la Paix, qui joint le Bourg-Neuf à la rue Franciade. Marguerite de Lorraine , épouse de Gaston , bienfaitrice des Ursulines, avait posé en 1655 la première pierre de ce couvent. Pendant la terreur on en fit un *repaire de suspects*. En 1801, le Domaine le céda au Bureau de Bienfai-

sance , qui bientôt après l'échangea avec le local actuel de la tuerie ; cet échange fut presque immédiatement suivi d'un autre par suite duquel les bâtiments de l'ancien collège passèrent au Bureau. La maison des Ursulines, devenue ainsi propriété particulière , ne tarda pas à être démolie ; son emplacement servit à l'ouverture d'une nouvelle communication entre le Bourg-Neuf et la rue des Minimes.

**LES CARMÉLITES.** — La rue où était situé le couvent de ces religieuses en a conservé le nom. La maison des Carmélites, devenue propriété nationale, fut pendant la Révolution le principal *repaire de suspects*. En 1807, le Domaine la concéda à la ville, pour y transférer le collège qui depuis quelques années était placé provisoirement à Bourg-Moyen. A peine le décret de concession était-il rendu, qu'un inspecteur des haras , passant à Blois, visita ce même local, le trouva convenable pour un dépôt d'étalons et le signala comme tel à l'attention du gouvernement : déterminé par son rapport , le ministre de la guerre obligea la ville à rétrocéder aussitôt au département la maison des Carmélites et à recevoir en échange la propriété définitive de Bourg-Moyen. Cette conclusion inattendue troubla tous les projets municipaux , et remit en question le placement de diverses adminis-

raisons. Ce fut alors que l'on proposa de mettre le collège à Saint-Laumer, le tribunal de commerce, la bourse, et les deux justices de paix à Bourg-Moyen<sup>1</sup>; mais aucune de ces translations ne s'effectua. Le haras fut établi aux Carmélites en 1844.

**NOUVELLES CATHOLIQUES.** — Ce couvent, fondé au *Puits-du-Quartier* vers 1690, s'étendait jusqu'à la rue Saint-Jacques<sup>2</sup> qu'il rendait excessivement étroite. En 1787, la ville fit abattre la maison conventuelle et l'église pour l'établissement du *Marché-Neuf*. Quelques années après (1794), M. Guillon fit construire la longue façade adossée au rocher.

**PRIEURÉ DE SAINT-LAZARE.** — Cette agréable villa, située à l'extrémité du Bourg-Neuf, était primitivement un hôpital de lépreux. Les bâtiments de fondation, élevés sur un terrain donné par Pierre de Rutaye et sa femme, personnages blésois<sup>3</sup>, furent brûlés en 1490, un siècle environ après leur construction. Bientôt on les remplaça par de nouveaux édifices qui eux-mêmes ont disparu depuis longtemps. L'église, bâtie au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle et démolie en 1807, ouvrait

<sup>1</sup> Délibération municipale du 24 octobre 1807.

<sup>2</sup> Cette rue, où les voitures avaient peine à passer, joignait le quartier du Mal-Assis à la rue Basse.

<sup>3</sup> Preuves de Bernier, p. xv.

sur la route de Châteaudun ; on reconnaît encore dans un mur de clôture la place qu'occupait sa principale porte. La maison actuelle (moins le pavillon neuf) fut construite pendant le XVII<sup>e</sup> siècle.

Saint-Lazare, qui en 1789 formait un prieuré conventuel de Génovefains, fut vendu comme bien national, et depuis, cette propriété a subi un grand nombre de mutations. Parmi ses possesseurs transitoires, on remarque le conventionnel Chambon, médecin en chef des armées de la République, maire de Paris en 1793. Rendu à la vie privée par une disgrâce politique, Chambon vint habiter Saint-Lazare, et durant ce séjour momentané conçut le projet, approuvé par l'administration municipale <sup>1</sup> d'établir à Blois un cours public et gratuit de médecine, heureuse idée dont le départ du savant docteur empêcha l'accomplissement. Plus tard (vers 1820) nous rencontrons à Saint-Lazare le général Hugo avec son fils, le jeune Victor, qui dut peut-être au recueillement de cette solitude quelques-unes de ses premières inspirations : des hauteurs du manoir paternel, le futur chantre de *Marion de Lorme* planait sur le vieux Blois, *tout laid, tout sale* <sup>2</sup>; il pouvait, de son cabinet de travail,

<sup>1</sup> Délibération du 16 prairial an vi.

<sup>2</sup> Epithètes peu bienveillantes que l'auteur du drame de *Marion de Lorme* a données à notre ville. La belle-mère de Victor Hugo, veuve du général, habite encore Blois.

apercevoir les tours gothiques de Saint-Nicolas , qu'il a désignées par le vers suivant :

Ces clochers même ont l'air gauche et provincial <sup>1</sup>.

Les hôtes passagers de Saint-Lazare y firent à peine les réparations indispensables; l'un d'eux, cédant à de mesquines considérations d'intérêt, démolit l'église, monument regrettable sous le rapport archéologique.

Enfin, depuis une dizaine d'années, ce domaine, si longtemps négligé, appartient à un homme de goût, qui n'a rien épargné pour le restaurer et l'embellir. La construction récente de l'aile du couchant a complété l'édifice des Génovefains. Au premier étage du nouveau bâtiment est une magnifique galerie de tableaux; les différentes écoles sont représentées dans cette collection, la seule qui existe à Blois: plusieurs grands maîtres y figurent par des œuvres dignes de leurs noms illustres. Après avoir admiré ces belles compositions, le visiteur s'arrête avec intérêt devant une vue de Saint-Lazare, prise au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, reproduction fidèle et unique du vieux couvent des Génovefains; cette toile, médiocre comme objet d'art, mais précieuse comme document historique, méritait d'être restaurée, ainsi qu'elle l'a été, avec soin et luxe. Le jardin de Saint-Lazare n'est pas moins remar-

<sup>1</sup> Vers du même dramc.

quable que l'intérieur des bâtiments ; déjà les espèces rares et variées de cette collection horticole ont obtenu plusieurs médailles de la société d'agriculture.

Il nous reste maintenant à indiquer l'origine probable d'une *assemblée* qui a lieu chaque année, le jour de Pâques-Fleuries, dans la rue du Bourg-Neuf aux abords de Saint-Lazare.

L'an 1102, le comte Thibault, bienfaiteur de la léproserie blésoise, lui donna les produits d'une foire fixée au vendredi de la semaine de la Passion<sup>1</sup>. Par laps de temps, cette réunion industrielle, qui avait lieu auprès de Saint-Lazare, tomba en désuétude ; mais la promenade, reste populaire de l'institution primitive, n'en continua pas moins d'avoir lieu ; seulement elle fut remise à un jour de loisir, au surlendemain qui était le dimanche des Rameaux : c'est ainsi qu'un rendez-vous commercial se transforma en assemblée de pur agrément, en festival joyeux et frivole.

**PRIEURÉ DE SAINT-JEAN-EN-GRÈVE.** — A l'extrémité du bourg Saint-Jean, à mi-côté de Montigny, se trouvait un prieuré conventuel dont l'église devint, au cours du dernier siècle, la chapelle du grand séminaire. Avant la confection des levées, l'espace compris entre le lit de la Loire et le coteau

<sup>1</sup> Preuves de Bernier, p. xv.

de Montigny formait une plage sablonneuse (ou grève) ; le nom de la maison conventuelle, dédiée à Saint-Jean, rappelait cet ancien état de choses.



## CIMETIÈRES

Autrefois l'inhumation dans les églises n'était pas, comme aujourd'hui, le privilège du haut clergé ; toutes les personnes notables obtenaient cet honneur moyennant quelques legs pieux. Le grand nombre de cercueils amoncelés dans les caveaux de l'église Saint-Louis, prouve l'extrême facilité avec laquelle on accordait cette triste distinction. D'ailleurs il suffit d'ouvrir les anciens registres mortuaires pour se convaincre de la multiplicité de ces sépultures intérieures : en les compulsant, nous avons remarqué beaucoup de bourgeois obscurs et même d'humbles artisans parmi les morts du vieux Blois qui furent ainsi inhumés.

Chaque paroisse de la ville avait un cimetière particulier. Celui de Saint-Solenne, situé derrière les murs de ville, occupait le mail actuel de la porte

<sup>1</sup> Il importe de bien connaître la position des anciens cimetières pour s'expliquer les amas d'ossements que l'on trouve parfois dans l'intérieur de la ville.

Clouseaulx ; le terrain fut exhaussé de cinq à six pieds, et les fossés de ville furent comblés, pour l'établissement de cette place, telle qu'on la voit aujourd'hui. Du côté opposé aux murs, le cimetière était bordé de maisons dont plusieurs existent encore ; on comprend quelles devaient être la tristesse et l'insalubrité d'habitations si rapprochées de l'asile des morts.

Le cimetière de Saint-Honoré se trouvait auprès de l'église sur la place actuelle ainsi nommée ; cette paroisse se servait également d'un cimetière attenant à la chapelle Champbourdin. Celui de Saint-Nicolas joignait l'église paroissiale. Celui de Saint-Martin, contigu au couvent de Bourg-Moyen, occupait une partie de l'emplacement où se trouve aujourd'hui la halle aux légumes. Celui de Vienne fut anciennement placé auprès de l'église, sur l'enclos maintenant planté de jeunes tilleuls ; ensuite on le transféra dans la rue Clérancerie où il était au commencement de la Révolution ; enfin, vers l'année 1808, on l'établit au lieu actuel. Le cimetière de l'Hôtel-Dieu fit d'abord partie de l'enclos même de cette maison ; il occupait la cour de récréation de l'école mutuelle et l'emplacement d'une habitation neuve située en face : de là on le transféra au faubourg du Foix où il se trouvait en 1789. L'hôpital de Vienne enterrait ses morts dans les jardins de l'établissement. Plusieurs maisons religieuses, telles

que Saint-Laumer et Saint-Lazare, avaient aussi des cimetières particuliers attenants à leurs cloîtres. Auprès du Sanitas il y en avait un spécialement affecté à l'inhumation des pestiférés; en cas de besoin celui de Champbourdin servait au même usage. Tous ces enclos funèbres, la plupart situés dans l'intérieur de la ville, étaient une cause permanente d'infection; c'est principalement à leur voisinage dangereux que l'on doit attribuer la fréquence et l'intensité des maladies pestilentiellles dont nos pères eurent tant à souffrir.

En 1777 on eut le projet d'établir dans les jardins du château un cimetière commun pour l'Hôtel-Dieu, pour les paroisses St.-Martin et St.-Laumer; mais la ville ne put obtenir du Domaine la concession des terrains. Le cimetière actuel, commun aux deux paroisses Saint-Louis et Saint-Nicolas, fut disposé en 1806; il occupe une partie de l'ancien enclos des Capucins, ainsi que l'emplacement de leur maison. Par suite de cette translation, l'église conventuelle fut convertie en chapelle funéraire; l'administration civile voulait même que l'on y amenât les corps directement, sans les présenter aux églises paroissiales, et que le clergé vint y faire les offices mortuaires<sup>1</sup>; mais ce projet, contraire à un usage immémorial, fut généralement mprouvé,

<sup>1</sup> Délibération du conseil municipal du 4 mai 1807.

et n'eut point d'exécution; les cérémonies continuèrent d'avoir lieu en chaque paroisse. On remarque dans ce champ du repos les tombes de M. Rousseau, évêque d'Orléans, de M. de Corbigny <sup>1</sup>, de madame Lefebvre, mère du maréchal de Dantzick; plusieurs monuments de famille, entre autres celui de la famille Aucher-Lemaignan, sont d'une belle structure.

Le cimetière a été agrandi en 1838 par l'acquisition d'un terrain situé au sud-ouest : mais bientôt il sera encore trop étroit pour contenir les restes pressés des générations blésoises; on aura même beaucoup de peine à l'étendre à cause de la proximité du chemin de fer. Les abords de cet enclos sacré ont pris un aspect peu en harmonie avec sa destination lugubre. Les administrateurs qui établirent le champ du repos en ce lieu jadis calme et solitaire, ne se doutaient pas qu'il dût un jour devenir le centre d'activité d'une locomotion bruyante, que le passage des wagons et le mouvement de l'embarcadère viendraient troubler le silence des tombeaux : nul ne pouvait prévoir en 1806 ce voisinage disparate, créé par les merveilleux progrès de l'industrie moderne.

---

<sup>1</sup> Ce tombeau fut érigé aux frais du département en mémoire des services rendus par l'administrateur distingué dont il renferme les restes.

## **CHAPITRE IX.**

### **MAISONS ANCIENNES.**

---

Lorsque la cour résidait à Blois, les grands seigneurs et les dignitaires de l'État y affluaient : plusieurs, se trouvant logés trop à l'étroit dans les maisons de l'ancienne ville, firent élever des hôtels plus dignes de leur position sociale et de leur fortune. Ces résidences aristocratiques participèrent sans doute à l'illustration de leurs fondateurs et de leurs premiers hôtes ; mais le temps, qui respecta leurs murs, a emporté presque tous leurs souvenirs : les titres encore existants (et ils sont rares) concernent plutôt la propriété qu'ils n'intéressent l'histoire ; aussi, malgré les communications officielles des possesseurs actuels, n'apportons-nous

que des renseignements fort incomplets sur l'origine, les destinées et les vicissitudes des hôtels du vieux Blois. La plupart, nous devons le dire, ont malheureusement perdu beaucoup de leur caractère archéologique, par suite de réparations et de constructions exécutées à une époque où l'on se préoccupait peu de l'intérêt monumental. Aujourd'hui les considérations d'art ont repris faveur ; une réaction salubre s'est opérée pour le culte des antiquités, et les propriétaires eux-mêmes, malgré l'empire des idées positives, sont assez soigneux de les conserver : au lieu de les détruire, ils aiment en général à les restaurer.

L'hôtel du *Petit-Louvre*, situé rue Saint-Martin, au bas de la rampe du château, est le seul dont les titres, remontant à une époque éloignée, offrent une série d'indications précises. Le plus ancien, daté de 1477, nous apprend que l'hôtel fut bâti peu de temps avant cette année-là. Un siècle après, le chancelier Hurault l'acheta et l'agrandit considérablement ; entre autres constructions, il fit élever le cul-de-lampe adossé à un angle de la cour : ce cabinet suspendu avait vue dans l'église Saint-Martin, sur une chapelle fondée par le chancelier et ornée des armes de la famille Hurault. Le mur de l'hôtel était mitoyen avec l'église, de sorte que le propriétaire pouvait, sans sortir de chez lui, assis-

ter aux offices de sa paroisse. Le nom de *Petit-Louvre* fut probablement une allusion significative à l'influence politique du chancelier Hurault; ce possesseur illustre n'était-il pas assez puissant pour que l'on comparât son hôtel au palais de nos rois? Le comte de Limours, un de ses fils, hérita du *Petit-Louvre*; mais bientôt, par suite d'un de ces revers de fortune qui frappaient si souvent les grands seigneurs de l'ancien régime, l'hôtel fut saisi et adjugé au marquis de Sourdis; Henri Hurault, frère du comte dépossédé, le recouvra par l'exercice du droit de retrait lignager. En l'année 1642 il le revendit à Mathurin Daniel, *garde des varennes du comté de Blois*. L'héritier de cet acquéreur eut contestation avec l'église Saint-Martin au sujet de la fenêtre du cul-de-lampe : la fabrique voulut faire boucher ce jour incommode; le maître de l'hôtel soutint au contraire que la servitude devait être maintenue. Toutefois, avant de s'engager dans un procès dispendieux, il demanda la communication amiable des titres que la fabrique invoquait à l'appui de sa prétention; comme on refusait de les lui montrer, le rusé personnage prit un détour, et arriva à son but en se faisant nommer marguillier de Saint-Martin, dignité qui lui donnait accès dans les archives de la marelle : ses recherches actives l'eurent bientôt convaincu que le droit était précaire, comme il l'avoue lui-même dans un mémoire écrit

de sa main. Le marguillier profita de ces renseignements subreptices, et consentit à une transaction qui lui assura, sa vie durant, la jouissance *du dit regard*; après sa mort on boucha la fenêtre litigieuse.

Parmi les anciens possesseurs du Petit-Louvre, on remarque plusieurs membres de la famille blésoise des Rangeard de Villiers (de 1749 à 1765).

Au point de vue archéologique, cet hôtel offre des parties intéressantes, telles que la voûte d'entrée et le cul-de-lampe déjà mentionné. La voûte est posée avec hardiesse; ses arcs surbaissés produisent le meilleur effet; le luxe des sculptures, malheureusement dégradées, démontre tout d'abord que cette avenue monumentale conduisait à une grande et noble maison. Au-dessous du rez-de-chaussée, on voit les restes d'une chapelle indiquée par les titres du XVI<sup>e</sup> siècle. L'intérieur n'a conservé d'autres traces d'ancienneté que plusieurs portes à rainures, et un petit cabinet dont la boiserie peut remonter au XVII<sup>e</sup> siècle. N'oublions pas le célèbre distique gravé en caractères gothiques, au-dessus de la porte de l'escalier :

*Spicula sumus humili pax hæc, sed bella superbo,  
Et vita ex nostro vulnere nex-que venit.*

« Ces dards sont un signe de paix pour les humbles, de guerre pour les superbes, et leurs piqûres donnent la vie aussi bien que la mort. »

Cette inscription, qui servait autrefois de devise à un porc-épic sculpté, prouve que le Petit-Louvre existait déjà sous le règne de Louis XII ; car l'emblème du porc-épic ne survécut pas à ce prince, François I<sup>er</sup>, son successeur, ayant adopté une salamandre avec la devise : *Nutrisco, extinguo*.

De nos jours on a achevé de faire disparaître les sculptures qui ornaient la façade donnant sur la rue Saint-Martin ; ce côté de l'édifice, jadis si remarquable par sa physionomie antique, n'offre plus maintenant que l'aspect monotone d'une maison moderne.

Entre les bords de la Loire et la ruelle de *la Tupinière*, se trouvait un vaste bâtiment appelé *la Graineterie*, siège principal d'un fief dépendant autrefois du couvent de Marmoutiers, et en dernier lieu de l'archevêché de Tours, auquel cette abbaye avait été unie. Ce domaine féodal et religieux dut son nom aux redevances en grains qui formaient la majeure partie de sa dotation ; il était habituellement affermé. On voit par un bail de 1444, rédigé en latin<sup>1</sup>, que le bâtiment principal était couvert en ardoises, matière encore très rare à cette époque. En 1750 la ville loua les greniers et magasins de cette maison pour y loger des prisonniers hollandais, envoyés en dépôt à Blois par Louis XV.

<sup>1</sup> Archives départementales.

En 1752, M. Charles Turpin, notaire à Villetard, prit à bail le fief de la Graineterie, moyennant 7,500 livres<sup>1</sup> : cette somme, considérable pour le temps, démontre assez quelle était l'importance du domaine en question. Pendant la Révolution, M. Guillon l'acheta comme bien national, et remplaça les vieux bâtiments par l'hôtel de *la Boulevard d'Or*, que feu M. Guillot, propriétaire du château de Cheverny, fit reconstruire dans l'état actuel, il y a environ vingt années. L'arrière bâtiment conserve encore quelques restes de l'ancien édifice de Marmoutiers, notamment une voûte ogivale.

L'hôtel d'*Alluye*<sup>2</sup>, situé rue Saint-Honoré, fut bâti au XVI<sup>e</sup> siècle par Florimond Robertet, ministre des rois Louis XII et François I<sup>er</sup>, le même qui fit élever le château de Bury, près Blois. L'architecture de l'édifice atteste l'opulence et le luxe du fondateur; on remarque surtout une galerie<sup>3</sup> et une chapelle situées au premier étage. Nous mentionnerons aussi une belle cheminée dont le style

<sup>1</sup> Titre des archives départementales.

<sup>2</sup> Ce nom lui vient de la baronnie d'*Alluye* en Perche, possédée par la famille Robertet à l'époque de la construction de l'hôtel.

<sup>3</sup> Ces galeries à jour que l'on trouve dans beaucoup de châteaux et de maisons monumentales du XVI<sup>e</sup> siècle, furent empruntées à l'architecture ultramontaine; mais, on doit le dire, elles étaient peu en harmonie avec la température indigène; pour mettre d'accord l'art et la nature, il eût fallu transporter également dans nos contrées le beau ciel et le doux climat de l'Italie.

et l'ornementation appartiennent évidemment au règne de Louis XII. Robertet, l'un des personnages les plus considérables de son temps, voulut que rien ne manquât à cette habitation : l'existence d'une chapelle particulière, privilège alors réservé aux grands seigneurs, suffirait pour démontrer la haute position du propriétaire : ses armes<sup>1</sup> et celles de Michelle Gaillard, son épouse, apparaissent en plusieurs endroits de l'hôtel. Pendant les seconds États de Blois, tenus en 1588, la somptueuse demeure des Robertet fut habitée par le cardinal de Guise. Le matin du 23 décembre 1588, le malheureux prélat, mandé au château, sortit de cet hôtel..... pour n'y plus rentrer; car bientôt il tomba, ainsi que le duc son frère, sous les coups des sbires du roi Henri III.

La famille Robertet s'éteignit au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle; son immense fortune n'eut pas une plus longue durée, puisqu'à la même époque, l'hôtel d'Alluye fut vendu par expropriation à la

<sup>1</sup> Bernier (p. 26), rapporte ainsi l'origine<sup>2</sup> de la devise des Robertet, telle qu'on la voit dans l'hôtel d'Alluye: « Le roi Louis XII » s'étant un jour écrié que toutes les plumes le volaient, ce secrétaire des finances qui portait un *vol* pour armoiries sur la bande » de son écusson, répondit en même temps, avec une présence » d'esprit admirable: *fors ungne*. » Cette plume unique, que Florimond Robertet excepta de la réprobation générale, était la sienne: Louis XII, en lui permettant de prendre pour devise cette heureuse répartie, honora la probité ministérielle du seigneur d'Alluye.

barre du présidial de Blois. En 1789 il appartenait à M. Louet de Terouane, président de ce même tribunal.

A quelques pas de l'hôtel d'Alluye, se trouve une maison que fit construire et qu'habita le juriconsulte Denys Dupont, savant commentateur de nos Coutumes. L'escalier tournant est d'une architecture élégante; on y voit sculptés sur les parois et sur plusieurs portes de l'époque le paon et le bouc, pièces principales des armoiries de Dupont et de Marie Barbes, sa femme. Dans l'intérieur de l'édifice on lisait jadis leurs devises respectives; celle de Dupont était : *Virtus sine fortunâ manca* (la vertu sans la fortune est manchotte), triste vérité dont il fit peut-être l'expérience personnelle; celle de Marie Barbes, *Chauffettes d'ardents desirs*, témoignage naïf de l'amour d'une tendre épouse. Dupont eut à défendre sa propriété contre l'envie d'un voisin puissant et impérieux; car, dit Bernier, « ayant bâti un assez joli logis fort proche de » Florimond Robertet, secrétaire d'état, il ne voulut jamais l'en accommoder pour en accroître » l'hôtel d'Alluye, ce dont il reçut quelque mécontentement. » Malgré les importunités et les tracasseries du grand seigneur, l'avocat blésois conserva sa maison, qui rappelle une de nos gloires locales et qui offre en même temps quelque intérêt archéologique.

La *Tour-d'Argent* dépend d'une maison située dans la rue du Pont ; ainsi que nous l'avons déjà remarqué, c'est un reste de l'ancien hôtel monétaire des comtes de Blois, supprimé en 1315 ; cette date seule prouve l'ancienneté de la tour, qui sans doute fut construite bien avant la suppression de l'établissement affecté à l'exercice du droit féodal de battre monnaie, droit exorbitant usurpé par les fiers barons du moyen-âge.

A peu de distance de la Tour-d'Argent, à l'angle des rues du Pont et du Change, on remarque une ancienne maison occupée par un magasin d'étoffes ; elle s'appelait autrefois *le Temple*, et s'il faut en croire la tradition, elle aurait appartenu aux Templiers. En effet, il y eut à Blois une maison de cet ordre religieux et militaire ; le quartier de la Poissonnerie et de la rue des Trois-Marchands en dépendait à titre féodal<sup>1</sup>. Après la condamnation des Templiers, leurs biens furent attribués à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (devenu ensuite *ordre de Malte*), qui, par suite de cette concession, exerça les droits féodaux sur le quartier du Temple à Blois, et sur le territoire de Villejoint. (Ce hameau, voisin de la ville, avait également appartenu aux Templiers ; l'ordre de Malte le possédait encore en 1789).

<sup>1</sup> Fournier. Essais sur Blois, p. 39.

La maison du *Poids-le-Roi*, dont nous avons expliqué précédemment l'ancienne destination, se trouve à l'angle de la rue ainsi nommée et de la petite place de l'*Ave-Maria*; une fontaine publique est depuis longtemps adossée à cette vieille demeure.

L'hôtel *Jassaud*, situé à l'angle des rues de la Fontaine-des-Élus et de Veauvert, porte sans doute le nom d'un de ses anciens possesseurs. Presque toutes ses antiquités ont disparu depuis une vingtaine d'années; un porc-épic grandiose ornait jadis sa façade et rappelait l'époque de sa construction. Au-dessus de la porte d'un escalier donnant sur la cour se trouve une sculpture de bon goût qui représente Jacob et Rachel. Les petits carreaux d'un corridor conservent quelques traces de figures peintes; ce genre de luxe, autrefois à la mode, est tombé depuis longtemps en désuétude.

Une maison voisine <sup>1</sup>, située dans la rue du

<sup>1</sup> On n'est pas d'accord sur sa véritable dénomination. Les uns l'appellent *hôtel d'Aumale* (Un duc d'Aumale, cousin de Guise le Balafré et fameux ligueur, habitait Blois pendant les États Généraux de 1588; peut-être occupa-t-il cet hôtel). D'autres l'appellent *hôtel Sardigni*, nom d'une famille italienne qui vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle possédait le château de Chaumont-sur-Loire, et qui jouissait d'une grande faveur auprès de Catherine de Médicis.

**Puits-Châtel**, conserve un reste précieux d'ornementation intérieure. Dans un petit cabinet servant autrefois d'oratoire se trouve une fresque à sujet religieux (Jésus-Christ entre les deux larrons); les costumes des personnages appartiennent au temps de la Renaissance, anachronisme qu'autorisait l'usage de cette époque; en face on voit plusieurs **L** couronnés, initiales du nom de Louis XII. Ces signes d'antiquité ne laissent aucun doute sur l'époque de la construction de l'hôtel: quelques sculptures extérieures, malheureusement dégradées, et la forme ogivale d'un fragment de voûte, nous portent aussi à lui assigner pour date la fin du XV<sup>e</sup> siècle. C'était le temps de splendeur artistique, où Louis XII faisait élever la partie orientale du château, où de grands seigneurs, à son exemple, bâtissaient magnifiquement dans la ville et aux environs. Ces belles constructions attirèrent plusieurs artistes renommés qui ornèrent les murailles de fresques; mais ni le château, ni les autres anciens hôtels de la ville, n'offrent plus aucune trace de ces regrettables peintures; la fresque de l'hôtel *Sardigni* ou d'*Aumale* mériterait, ne fût-ce qu'à cause de la rareté locale de ces sortes d'ouvrages, d'être soigneusement restaurée.

L'hôtel d'*Amboise*, situé sur la place du château, fut habité par le cardinal Georges d'Amboise; mi-

nistre de Louis XII ; on y voit encore une fenêtre en bois d'où cet homme d'état causait habituellement avec le roi son maître, qui se tenait à la croisée d'une chambre du château placée tout vis-à-vis. La façade de cet hôtel, donnant sur la rampe du Foix, est d'un bel aspect. L'édifice paraît être de la même époque que l'aile du château, bâtie sous le règne de Louis XII. Dans la cour on remarque une petite galerie ouverte, dont les sculptures légères appartiennent bien au style de la Renaissance.

A côté se trouve l'hôtel d'*Epemon*, ainsi nommé parce que le duc d'*Epemon*, l'un des favoris de Henri III, le possédait en 1588 pendant le séjour de la cour. Le roi, en quittant Blois (mars 1589), lui confia le commandement militaire de la ville, dont les ligueurs tentaient alors de s'emparer : par suite de cette mission, le duc continua d'habiter son hôtel de la place du château jusqu'à ce que la ville fût hors de danger.

L'hôtel de *Bretagne*, situé au-dessus des fossés du château (habité aujourd'hui par le directeur des domaines), joignait immédiatement l'ancienne église paroissiale de Saint-Nicolas. Sa dénomination nous porte à croire qu'il fut originairement construit par quelque officier d'Anne de Bretagne pendant le séjour de cette reine au château de

Blois ; on peut d'autant plus vraisemblablement le supposer, que les communications de ce quartier avec le château étaient alors faciles au moyen du pont jeté sur les fossés : les grands personnages qui habitaient l'hôtel de Bretagne se trouvaient ainsi à proximité de la cour ; cette position leur convenait parfaitement, et l'on ne doit pas s'étonner qu'ils l'aient choisie de préférence à toute autre.

L'hôtel *Gaillard* fut bâti par Michel Gaillard , personnage issu d'une noble famille de Blois, qui exerça, sous le règne de Louis XII, les premiers emplois de finance <sup>1</sup> ; une partie de cette ancienne habitation forme aujourd'hui le presbytère de la paroisse Saint-Nicolas ; on y voit une ancienne tourelle appartenant, suivant toute probabilité, à la construction primitive, et une fenêtre ornée de sculptures légères dans le goût de la Renaissance. De cette habitation dépend une cave dont la voûte ogivale et les piliers méritent d'être remarqués : quelques cariatides assez bien conservées offrent des types curieux de ces figures grimaçantes auxquelles l'art gothique aimait à faire supporter le poids de l'ogive. Du reste, ces sortes de souterrains monumentaux ne sont pas rares à Blois ; on en trouve dans plusieurs anciennes maisons ; leurs sculptures annoncent l'opulence des fondateurs ,

<sup>1</sup> Bernier p. 444.

qui pouvaient mettre du luxe jusque dans les cénacles les plus obscurs.

Derrière l'hôtel Gaillard, dans la rue Saint-Lubin, se trouve une maison antique (habitée par un fripier) dont le portail en bossage offre un aspect bizarre. On prétend qu'il exista autrefois un atelier monétaire dans les caves; cette vague assertion nous semble bien hasardée.

Non loin de là, le *café de la Paix* présente plusieurs signes extérieurs d'antiquité. Suivant une tradition populaire, Louis XII y serait né : car on raconte que Marie de Clèves sa mère, comtesse de Blois, passant par la rue Saint-Lubin, fut prise tout-à-coup des douleurs de l'enfantement, et qu'elle entra dans cette maison, où sa délivrance inattendue s'opéra presque sans douleur. Si l'anecdote était vraie, ce serait un bien grand souvenir pour l'humble café de la Paix ; mais rien ne la justifie, et l'on peut au contraire lui opposer avec raison un témoignage historique qui paraît irrécusable. Avant la Révolution on lisait au-dessus de la porte du château quatre vers latins, dont le premier ainsi conçu :

« *Hic ubi natus erat dextro Ludovicus Olympo.* »

attribuait évidemment à cet édifice l'honneur d'avoir vu naître le bon roi. L'inscription, placée du vivant même de Louis XII, ne laissait aucun doute

sur le fait attesté par un poète contemporain ; d'ailleurs l'accouchement subit que l'on raconte est peu vraisemblable ; Marie de Clèves sans doute ne se serait pas exposée à une pareille surprise.

L'hôtel *Phelippeaux*, situé rue des Rouillis (maison actuelle des religieuses Carmélites), appartient jadis à l'une des plus illustres familles du pays blésois, à cette grande race des Phelippeaux qui fut pour l'ancienne monarchie une véritable pépinière de ministres. Cet hôtel était la maison de ville des opulents seigneurs d'Herbault en Sologne, dont le château fut le berceau de leur lignée.

Sur la place Saint-Louis on aperçoit le pignon aigu d'une maison isolée, qui porte encore les marques nombreuses de la mitraille des Huguenots<sup>1</sup> : une fenêtre de derrière a conservé les sculptures et même les panneaux de l'époque.

Entre les grands degrés de Saint-Louis et la rue des Papegauts se trouve une ancienne maison (appartenant à M. Renou) : son style distingué annonce qu'elle fut bâtie par quelque personnage important du XVI<sup>e</sup> siècle.

L'hôtel *Saumery*, situé au haut de la rue *Pierre-de-Blois*, porte le nom de ses anciens maîtres,

<sup>1</sup> V. *suprà* p. 70.

qui longtemps possédèrent héréditairement les deux charges de bailli de Blois et de gouverneur du château de Chambord ; aujourd'hui il appartient à M. Rangeard-Butel, descendant d'une autre famille du pays, qui a honoré jadis la magistrature blésoise. Cet hôtel, rebâti depuis la Révolution, n'offre plus rien de remarquable ; et si ce n'eût été son nom historique, nous ne l'aurions pas mentionné.

Les sculptures en bois de la maison contiguë fixent l'attention des archéologues. Nous leur recommandons aussi la porte d'une maison située au bas de la même rue, à l'angle de celle des Juifs : on lit au frontispice la maxime incontestable : *usu vetera nova* ; le propriétaire qui fit graver cet hommage concis, rendu à la puissance du temps, prévoyait sans doute que son habitation n'échapperait pas à la loi commune. Le petit trèfle sculpté au même bâtiment dénote une ancienneté assez reculée ; car ce genre d'ornement a cessé depuis longtemps d'être en usage.

Au haut des degrés de la rue Chemonton se trouve l'ancienne demeure du duc de Guise, le même qui périt assassiné au château de Blois en 1588. D'intéressants souvenirs se rattachent à cet hôtel, devenu méconnaissable depuis qu'on l'a transformé en pensionnat. Le séjour momentané de l'ambitieux Guise y faisait affluer les ligueurs dont

il était le chef; c'est là que ce personnage donnait ses audiences, réunissait ses partisans, et ourdissait les ténébreuses intrigues qui devaient, dans sa pensée, lui frayer le chemin du trône. Son hôtel aspirait à devenir un palais; mais, un jour de colère, le château royal reprit le dessus, et le monarque terrassa le téméraire sujet.

Dans la même rue, un peu plus haut, s'élève le vaste *hôtel du Gouverneur*, maintenant occupé par un pensionnat de demoiselles. A l'époque où Blois était fortifié et soumis au régime militaire, le gouverneur de la ville logeait dans cette maison, située sur la ligne d'enceinte, contiguë aux remparts, et fortifiée d'une tour qui existe encore : de la terrasse, d'où la vue s'étend assez loin, il pouvait, en cas de guerre, diriger toutes les opérations qu'exigeait la défense de la place; il pouvait également, aux jours des grands périls, se retrancher dans cette position inexpugnable.

L'hôtel de la *Chancellerie*, situé vis-à-vis, au coin de la petite rue du Lion-Ferré, appartenait à la famille Turpin, dont un membre distingué, lieutenant criminel au bailliage de Blois, l'habitait en 1789. Le nom de cette vaste maison lui vient de ce qu'autrefois elle était occupée par la *chancellerie* du présidial, bureau public où l'on scellait les sentences et autres actes de cette juridiction. Une sculpture placée au-dessus de la porte, représen-

tant la justice avec son glaive et sa balance , atteste encore l'ancienne destination de l'édifice.

On s'étonnera peut-être que les fondateurs de ces hôtels aient choisi un quartier de si difficile accès<sup>1</sup> ; mais à une époque où l'usage des voitures de luxe était fort rare , les sites escarpés offraient bien moins d'inconvénients que de nos jours. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les gentilshommes, les princes mêmes, allaient encore à pied dans notre ville ; les premiers carrosses de la cour ne parurent à Blois que du temps de Catherine de Médicis , et sans doute les grands personnages qui l'habitaient, n'adoptèrent pas aussitôt cette mode dispendieuse. Les difficultés de terrain, si contraires aux habitudes de l'aristocratie moderne, préoccupaient bien peu les sommités du vieux Blois, et leur genre de vie s'accommodait volontiers des pentes les plus abruptes.

Une maison , remarquable par son architecture , située à l'angle de la rue Neuve et de la Grande-Rue, s'appelle aussi *la Chancellerie*. Elle paraît fort ancienne ; une de ses sculptures, enlevée depuis quelques années , semblait remonter au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle : ce bas-relief, qui représentait une hermine, emblème de la reine Anne de Bretagne, décédée à Blois en 1514, avait sans doute été

<sup>1</sup> La même observation s'applique aux hôtels d'Alluye, de Bretagne, etc.

exécuté de son vivant ; car, après sa mort , l'hermine cessa de figurer dans le décor des édifices , d'où il résulte que la construction de l'hôtel serait antérieure à l'année 1514. La façade donnant sur la rue Neuve présente un grand luxe de sculptures, la plupart endommagées : le vestibule est magnifiquement voûté en ogive ; ce style grandiose annonce le faste que les grands seigneurs de l'époque mettaient dans leurs constructions particulières , *regis ad exemplar* ; les gentilshommes , comme les princes qui faisaient alors reconstruire le château de Blois, ne reculaient devant aucun sacrifice pour embellir leurs nobles demeures, et déployaient à l'envi toutes les richesses de l'architecture, toutes les ressources de l'ornementation.

Nous devons mentionner aussi un ancien hôtel, situé dans la rue Haute (habité par M. Suppligeau). Une cordelière très bien conservée orne une des fenêtres de la cour ; cet emblème du veuvage <sup>1</sup> fut introduit à Blois par la comtesse Valentine de Milan qui vint , après l'assassinat de son époux Louis d'Orléans, finir dans nos murs son existence désolée. Un magnifique porc-épic, naguères placé au-dessus de la porte de cette même cour, fait mainte-

<sup>1</sup> Il était fondé sur un jeu de mot, et faisait allusion à la liberté des femmes veuves qui ont *le corps délié* par suite de la rupture des nœuds matrimoniaux.

nant partie de la précieuse collection d'antiquités de M. de la Saussaye. Les sujets de ces sculptures héraldiques, empruntés à d'augustes blasons, font présumer que l'hôtel de la rue Haute fut bâti par quelque grand personnage du temps de Louis XII.

On remarque sur le port Saint-Jean une grande maison que M. Leray, possesseur du château de Chaumont-sur-Loire, fit construire vers 1770 pour y déposer les blés dont il faisait commerce avec les États-Unis. D'après cette destination primitive, elle ne se composait que de magasins et de greniers; depuis quelques années seulement, le propriétaire actuel a rendu habitable ce vaste corps de bâtiment, qui naguères offrait le plus triste aspect au milieu d'un quartier populeux et animé.

Enfin nous mentionnerons les plus anciennes hôtelleries de la ville, et d'abord celle de la *Galère*, située sur la levée du Foix. Longtemps cette maison eut le privilège d'héberger les princes et les grands personnages qui passaient à Blois; nous avons vu par exemple que les petits-fils de Louis XIV y logèrent en 1700. Elle fut bâtie en 1611 sur un terrain que l'abbé de Saint-Laumer avait, en 1477<sup>1</sup>, vendu pour le modique prix de 2 sous 6

<sup>1</sup> Cet emplacement dépendait alors des grèves incultes que les religieux de Saint-Laumer possédaient devant leur monastère.

deniers de rente <sup>1</sup>. On peut juger par ce chiffre si minime, combien la valeur de l'argent et celle des terrains se sont accrues depuis le XV<sup>e</sup> siècle. L'hôtel de la Galère a perdu son ancienne destination en devenant, il y a quelques années seulement, une habitation particulière.

Un hôtel non moins ancien était celui de l'*Ambassadeur du roi de Pologne* <sup>2</sup>, situé au nord de la halle au blé, sur un emplacement où l'on expose aujourd'hui les condamnés; le puits de cette maison existe encore.

L'hôtel d'*Angleterre*, qui date de l'ouverture de la rue du Pont, prit le nom d'une de nos plus anciennes rues : sa situation avantageuse lui a de tout temps procuré une clientèle considérable et distinguée.

Un hôtel des *Trois-Marchands*, exista longtemps au Foix, dans la rue qui a conservé le nom de cette enseigne; la maison appartient aujourd'hui à M. Lemaignan-Barrault. Après la construction du

<sup>1</sup> Titre des archives départementales.

<sup>2</sup> Cette dénomination semblait rappeler les relations diplomatiques que la France eut avec la Pologne au XVI<sup>e</sup> siècle. Henri III, n'étant encore que duc d'Anjou, fut élu roi de Pologne, et traversa Blois au retour du camp de la Rochelle pour aller prendre possession de ce trône étranger : la ville, lors de son passage, lui fit une réception officielle, réglée par délibération du 20 juillet 1573 : peut-être l'ambassadeur du nouveau roi logea-t-il à cette occasion dans l'hôtel de la rue des Rouillis.

quai du Département et de la levée du Foix, la rue des Trois-Marchands cessa d'être le passage des voitures allant à Tours ou en venant, et son hôtel éprouva une décadence sensible; bientôt même il fut complètement fermé. Alors il s'en établit un autre, avec la même enseigne, dans la rue du Poids-le-Roi, quartier plus central et plus rapproché des nouvelles voies de communication.

Pendant la Révolution et au commencement du Consulat, ce second hôtel des Trois-Marchands fut, on se le rappelle, un des rendez-vous de la chouannerie blésoise. Plus tard, il changea son nom en celui d'hôtel de France; aujourd'hui c'est une habitation particulière.

L'auberge de la *Creusille*, en Vienne, avait beaucoup d'importance lorsque la grande route de Paris passait de ce côté : elle existait déjà sous le même nom au XVI<sup>e</sup> siècle, et logea une foule d'étrangers de distinction pendant les divers séjours de la cour à Blois.

L'hôtel des *Trois-Rois*, situé sur la même ligne, dans la rue de la Chaîne, participait également aux avantages de cette position. En 1577, il portait pour enseigne les *Trois-Maures*, ainsi que le démontre un document cité plus haut (page 355):

---

## **CHAPITRE X.**

### **ROUTES. — CHEMIN DE FER.**

---

Jusqu'en 1776, les travaux des routes s'exécutèrent par corvées. Un édit de Louis XVI abolit ce mode vicieux, et lui substitua une contribution pécuniaire, moins vexatoire et plus également répartie. Malgré cette grande réforme, l'entretien des routes continua d'être insuffisant; leur état de ruine à l'époque de la Révolution prouvait peu en faveur de l'ancienne administration des ponts et chaussées. Depuis cinquante ans, les travaux de voirie ont suivi les progrès toujours croissants de la circulation; de nouveaux besoins ont nécessité l'établissement de chaussées plus solides et la construction

d'un grand nombre d'ouvrages d'art. Enfin le système de Mac-Adam est venu remplacer avec avantage les anciens procédés d'*encaissement* et de *sablage*. Grâce à cet ingénieux perfectionnement et à l'activité de l'administration, l'état actuel des routes laisse peu à désirer.

Il n'entre point dans notre plan de nous occuper des nombreuses voies qui sillonnent le territoire du pays ; historiens de la ville, nous nous bornerons à quelques renseignements sur les routes partant de Blois et formant les principales avenues de notre cité.

*Route d'Orléans par la rive gauche.* — Autrefois elle faisait partie de l'ancienne route postale de Paris à Bordeaux. De Blois à Saint-Dyé, on suivait le val par le chemin bas qui commence à la métairie de la Bouillie, d'où il se dirige sur Saint-Claude et Montlivault. Les crues l'interceptaient souvent ; mais à une époque où les communications étaient peu actives, on pouvait se contenter de cette voie incommode, qui ne suffirait pas assurément aux besoins de la circulation actuelle. Cette route fut peu fréquentée après l'établissement de celle de la rive droite par Beaugency et Menars ; les postes cessèrent alors d'y passer, et furent transférées sur la nouvelle ligne ; on négligea même d'entretenir l'ancienne communication, devenue

bien moins utile. La route actuelle, établie sur la levée de Blois à Saint-Dyé, est préservée des crues ; mais elle a l'inconvénient de ne point desservir directement les bourgs de Saint-Claude et de Montlivault que traversait l'ancien chemin.

*Route de Blois à Loches.* — Cette route faisait suite à la précédente, et, comme elle, dépendait de la grande ligne postale de Paris à Bordeaux. Arrivées au faubourg de Vienne, les voitures traversaient les rues de la Chaîne et de la Croix-Boisée, détournaient à gauche par le chemin qui conduit au cimetière actuel, passaient les ponts Saint-Michel, montaient le tertre de Saint-Gervais, et suivaient jusqu'au bourg de Chailles la forêt de Russy où l'on reconnaît encore le pavé de l'ancienne chaussée. Les postes abandonnèrent cette direction en 1740, et adoptèrent la route de Tours par la rive droite de la Loire. Après ce changement, on laissa tomber en ruines une voie de communication qui néanmoins était encore fréquentée. La nouvelle route départementale de Blois à Loches fut d'abord refaite jusqu'à Montrichard (vers 1824) ; la lacune qui restait est terminée depuis cinq ans seulement. Le service de poste a été rétabli sur cette ligne, qui abrège de vingt lieues environ le trajet de Blois à Poitiers ; mais les avantages et les agréments de la grande route qui passe par Amboise

et Tours compensent bien cette légère différence. Aujourd'hui la route de Loches a moins d'avenir que jamais, par suite de l'établissement du chemin de fer de Paris à Bordeaux.

*Route d'Orléans par la rive droite.* — Le pays doit cette communication au crédit d'une célèbre favorite. Madame de Pompadour, maîtresse de Louis XV, la fit ouvrir vers l'année 1764, en considération de sa belle terre de Menars, et voulut même qu'elle traversât le parc du château<sup>1</sup>. Aupara-

<sup>1</sup> De nos jours on a prétendu rattacher à une anecdote assez connue l'établissement de la route dont il s'agit. Avant que le pont actuel d'Orléans fût livré à la circulation publique, madame de Pompadour le traversa en chaise de poste, se rendant à Menars : parmi les hommes du peuple qui la regardaient passer se trouvait un paysan franc-parleur : « Mes amis, dit-il à un groupe de curieux, la solidité » de notre pont est maintenant à toute épreuve. — Comment cela?... » — Ne vient-il pas de porter sans fléchir le plus lourd fardeau de » France ? » Or, ajoutent certains narrateurs, cet heureux à-propos étant parvenu aux oreilles de la favorite, elle ne voulut plus jamais passer sur le pont d'Orléans, et fit en conséquence percer une nouvelle route par la rive droite. Cette explication n'est pas sérieuse : quelle que fût la susceptibilité de la marquise, nous ne pouvons admettre qu'elle ait poussé aussi loin le défaut de son sexe ; d'ailleurs elle avait tant de bonnes raisons d'établir une route directe d'Orléans à son château, qu'il n'y a aucune apparence de lui supposer un motif aussi puérile. La première grande-dame de France devait bien peu s'inquiéter de la boutade d'un rustre mal content : n'était-elle pas assez haut placée pour mépriser les vains bourdonnements de la plèbe ? en paraissant les écouter, elle leur eût donné de l'importance, et certes madame de Pompadour n'était pas femme à commettre de pareilles maladresses.

vant la route par Saint-Dyé était la communication ordinaire de Blois à Orléans. Le terrain de la nouvelle chaussée, à l'issue du port Saint-Jean, faisait partie des enclos du Séminaire et du Sanitas. L'ancien chemin de Menars existe encore; il passait devant les tuileries et suivait la levée.

L'embranchement qui conduit de la *Patte-d'Oie* à la Grande-Pièce, date de la même époque que la route de Menars. Les ormes, abattus de 1830 à 1832, avaient été plantés par les riverains, auxquels l'ancien gouvernement imposait cette obligation.

*Route de Blois à Tours par la rive droite.* — C'est la première route qui ait été établie sur nos levées. Anciennement elle quittait la turcie vers Chouzy, suivait dans le val une direction appelée encore aujourd'hui *chemin de Paris*, traversait Chouzy et plusieurs villages situés à une certaine distance de la levée. Avant la confection du quai du Département, les voitures partant de Blois arrivaient à la route de Tours par la rue étroite du Foix.

*Route de Blois à Vendôme.* — Cette communication exista de toute ancienneté. Sous le règne de Louis XVI, on commença à refaire la chaussée qui était en ruine. En 1789 les travaux ne dépassaient pas la Chapelle-Vendômoise; ils furent terminés vers 1812.

*Route de la Sologne et du Berry.* — Anciennement cette route partait de la rue actuelle des Ponts-Chartrains, et traversait ces ponts pour aller rejoindre le bourg de Vineuil. Après la construction du pont neuf de Blois (1724), on comprit la nécessité d'établir une communication qui fit suite à ce nouveau passage, comme autrefois la rue Croix-Boisée au vieux pont ; mais l'accomplissement de cet utile projet fut différé jusqu'en 1770. M. Roger, membre d'une famille blésoise, ingénieur en chef de la généralité d'Orléans, dressa les devis, et dirigea les travaux de la chaussée ainsi que ceux des ponts de Saint-Gervais, de Clénord et de Cheverny, qui furent exécutés par les sieurs Huet et Fauconnet de Blois, entrepreneurs ; le seul pont de Saint-Gervais coûta 24,000 livres<sup>1</sup>. Il fallut faire de grands terrassements depuis Vienne jusqu'à Saint-Gervais, pour élever dans le val une chaussée qui fût préservée des crues : malgré cet exhaussement considérable, une portion déprimée est encore sujette aux inondations ; dans ce cas, la circulation s'établit momentanément par les levées des Pingres et du Déchargeoir.

Les relations amicales de M. le comte Dufort, seigneur de Cheverny, avec M. de Cypierre, intendant de la généralité, contribuèrent à doter le pays

<sup>1</sup> Avant la confection de ce passage, il fallait traverser les ponts Saint-Michel pour arriver directement de Blois à Saint-Gervais.

de cette ligne importante. On avait d'abord songé à suivre l'ancienne direction par les ponts Chartrains; les Phelippeaux, possesseurs de la terre d'Herbault (commune de Neuvy, en Sologne), traversée par l'ancienne route, appuyaient ce projet, plus favorable à leurs intérêts personnels; mais l'influence contraire de la famille Dufort prévalut, et l'administration adopta un nouveau tracé. La route fut ouverte en face du pont à travers la rue de la Chaîne; on abattit toute une rangée de maisons, que l'on remplaça par un quai établi au niveau du pont. Ces travaux déblayèrent les abords de Vienne, et changèrent complètement l'aspect du faubourg. A la même époque, un négociant de Vienne, M. Bucheron, fit élever sur l'emplacement de l'ancien hôtel du *Grand-Cerf*, la maison qui se trouve vis-à-vis le pont du côté du couchant. Un de nos préfets les plus actifs, M. de Corbigny, voulant embellir le *chemin neuf*, fit planter une allée de peupliers, depuis les dernières maisons du faubourg jusqu'au pont de Saint-Gervais : la partie de cette plantation, située en-deçà de la levée de Garde, a été abattue depuis quelques années.

Le faubourg de Vienne a pris beaucoup d'extension du côté de cette route; il est malheureux que les nouvelles constructions n'aient pas été disposées de manière à former un ensemble régulier, une prolongation de rue; car, on doit le dire, elles n'of-

frent guère qu'une suite de maisons de campagne sans alignement. Des trottoirs seront prochainement établis depuis le bout du pont jusqu'à l'octroi, pour embellir cette avenue, qui est aujourd'hui une des promenades les plus fréquentées.

*Route de Châteaudun par Oucques.* — On pense que cette communication faisait partie de l'ancienne voie romaine de Chartres à Bourges, figurée sur la carte de Peutinger. Le nom païen d'un village qu'elle traverse, de *Pontijou* (*Pontes Jovis*), peut s'interpréter comme un souvenir des ponts romains, vraisemblablement établis pour le passage de cette voie. Plusieurs médailles trouvées lors des terrassements de la chaussée actuelle sembleraient aussi justifier la même hypothèse.

A l'époque de la Révolution, cette route si nécessaire au transport des blés de la Beauce, était peu praticable ; on en jugera par cet extrait d'un mémoire que les habitants d'Oucques adressèrent en 1788 à l'intendant d'Orléans, pour solliciter des réparations devenues indispensables <sup>1</sup> :

Les voituriers ou fermiers qui transportent des grains à Blois dans l'hiver, sont obligés de partir d'Oucques le vendredi matin pour arriver le samedi, et comme il n'y a sur toute la

<sup>1</sup> Archives départementales.

route ni village ni auberge pour les mettre à l'abri, ces malheureux passent la nuit entière sur leurs charrettes, exposés comme leurs chevaux aux frimats, à la neige, à la pluie et à toutes les injures du temps. Combien de fois n'en a-t-on pas vu mourir de froid, ou essuyer de longues maladies ? Les chemins sont si affreux, qu'ils sont obligés d'atteler six à sept chevaux à une charrette pour porter à peine un muid et demi de blé, tandis que dans le beau temps ils en chargent trois muids et ne mettent que trois chevaux.

Telle était autrefois l'extrême difficulté de la plupart des chemins ; sur beaucoup de points les communications entre localités voisines offraient des dangers ou même des impossibilités ; on sent combien l'agriculture et le commerce devaient souffrir d'un pareil état de choses ; cet obstacle majeur nous explique en partie leur longue stagnation sous l'ancien régime : de nos jours, le perfectionnement des voies de communication leur a ouvert de nouveaux débouchés, et leur a imprimé un mouvement fécond que les chemins de fer promettent de développer encore.

*Route de Châteaurenault.* — La chaussée de cette ancienne communication a été remise à neuf, comme les précédentes.

L'établissement de la voie de fer a changé son point de départ : au lieu de suivre, comme autrefois, la rue du Pont-du-Gast, la route de Châteaurenault traverse maintenant les Allées ; ce nouveau

chemin est également destiné au service de l'embarcadère.



#### CHEMIN DE FER D'ORLÉANS A TOURS.

---

Le projet d'établir un chemin de fer d'Orléans à Nantes fut conçu en 1833, et mis à l'étude pendant plusieurs années. Deux tracés, l'un par la rive gauche, l'autre par la rive droite, firent l'objet de plans et de discussions contradictoires. Une compagnie s'étant formée d'abord pour exécuter celui de la rive gauche, le conseil municipal de Blois, au nom de la ville, prit deux actions. Les habitants du faubourg de Vienne souhaitaient l'adoption de cette ligne; l'espoir qu'elle obtiendrait la préférence, détermina même la construction d'un certain nombre de maisons au bord du *chemin Neuf*, sur des terrains jusque là consacrés à la culture; la proximité du chemin de fer eût en effet donné une grande valeur à ces habitations. Des motifs d'économie militaient en faveur de la rive gauche, dont le sol, généralement assez uni, exigeait peu de terrassements et d'ouvrages d'art; mais à cet avantage on opposait avec raison le peu de consistance du terrain humide et sablonneux de la Sologne, le

danger des crues et surtout le rang secondaire des localités qu'eût traversées la voie de fer. Le plateau de la rive droite offrait au contraire la hauteur et la solidité désirables, outre que le chemin en suivant cette direction devait desservir bien mieux les communes peuplées de Meung, de Beaugency, de Mer, la ville de Blois enfin. Les ingénieurs des ponts et chaussées se prononcèrent pour ce dernier tracé qui fut adopté définitivement par la loi du 11 juin 1842. Deux des grandes lignes comprises dans le réseau que cette loi établit, intéressaient particulièrement nos contrées ; c'étaient les chemins de Paris à la frontière d'Espagne et à l'Océan : un crédit de 17 millions fut affecté à la confection immédiate de la section d'Orléans à Tours <sup>1</sup>. Dans la traversée de la commune de Blois les terrassements furent commencés vers le 15 avril 1843, et les travaux d'art à la fin de l'année suivante ; les uns et les autres ont eu lieu aux frais de l'État.

La longueur du chemin est de 49,561 mètres dans le département de Loir-et-Cher, de 8,401 mètres dans la commune de Blois. L'acquisition des terrains a coûté 1,068,434 fr. dans le premier de ces parcours, 398,000 fr. dans le second : en général ils ont été payés fort chers ; plusieurs proprié-

<sup>1</sup> En 1844 deux lois spéciales ont alloué des fonds pour la prolongation de ce chemin jusqu'à Bordeaux et jusqu'à Nantes : les travaux se poursuivent activement sur ces deux lignes importantes.

taires des Groix notamment ont reçu des indemnités considérables pour de mauvaises vignes plus onéreuses que productives. Les frais de terrassements s'élèvent à 1,715,000 francs dans le département, à 632,000 francs dans la commune de Blois; ceux de travaux d'arts, y compris les passages à niveau, les embarcadères et les stations, à 2,162,000 d'une part, et 1,115,400 de l'autre: l'embarcadère de la seule station de Blois<sup>1</sup> coûtera 450,000 fr. Ces travaux, dignes des Romains par leurs proportions grandioses, ont été exécutés avec tout le soin possible. Les ponts surtout sont admirables de régularité et de force; nous citerons, dans le parcours du département: le viaduc à trois arches de 3 mètres 40 centimètres d'ouverture sur 13 mètres de hauteur, établi à Mer, le viaduc des Basses-Granges à Blois, large de 15 mètres et haut de 12 mètres<sup>2</sup>. Autour de la ville, en quittant le plateau de la Beauce, le chemin suit une direction très sinueuse: les tranchées profondes et les remblais considérables de cette partie de la voie ont coûté beaucoup. En outre, la rencontre inévitable des trois routes de Châteaudun, de Vendôme et de Châteaurenault, des chemins des Hautes-Granges, des Basses-Granges et des Groix, a nécessité l'éta-

<sup>1</sup> Ces vastes bâtiments, que l'on achève de construire, furent commencés au mois de mai 1845.

<sup>2</sup> Ce bel ouvrage a coûté environ 190,000 fr.

blissement dispendieux de quatre ponts, d'un viaduc et d'un passage à niveau dans le court espace compris entre Saint-Lazare et la butte des Capucins. Il a fallu également exécuter un grand nombre d'ouvrages d'art aux Groix, pour les besoins du vignoble et pour l'écoulement des eaux : la traversée de ce coteau offre, à des distances fort rapprochées, six ponts, dix aqueducs et quatorze *buses* <sup>1</sup>. Aux environs de Blois et sans sortir de l'arrondissement, on remarque la fondation du viaduc de Mer dans une vallée tourbeuse, l'ouverture en plein rocher des tranchées de Menars, de Saint-Denis et de la Chaussée. Tous ces passages, ainsi que celui de la ville, offraient d'immenses difficultés de terrain ; mais l'habileté des ingénieurs les a toutes heureusement surmontées <sup>2</sup>.

Au cours de ces grands travaux plusieurs compagnies s'organisèrent dans le but de solliciter la concession du chemin : l'une d'elles fut fondée par MM. Mackensie, capitaliste anglais, Lusarche, ancien maître de forges à Tours, et Laurent, banquier à Blois. Le crédit de ce dernier contribua à propager dans le pays la souscription qui forma le fonds social ; les capitalistes de Blois

<sup>1</sup> Grands tuyaux de fonte.

<sup>2</sup> Nous aimons à mentionner ici MM. Foulon, ingénieur en chef de la ligne, et Damar, ingénieur de la section du département de Loir-et-Cher, qui ont dirigé les travaux avec un talent et une activité dignes d'éloges.

prirent aussitôt un assez grand nombre d'actions ; ce concours était remarquable dans une ville où les spéculations nouvelles inspirent généralement peu d'enthousiasme et même de confiance. Les Blésois, contre toute attente, s'associèrent volontiers à cette entreprise ; l'opération leur parut avantageuse, et le fut en effet pour plusieurs qui ont déjà réalisé des bénéfices considérables en vendant leurs actions. Au mois d'octobre 1844 la compagnie Mackensie, Lusarche et Laurent fut déclarée adjudicataire de l'exploitation du chemin pour le temps de 27 ans 278 jours <sup>1</sup>, à charge de faire les ensablements, de poser les rails et d'établir tout le matériel. Après l'expiration du terme de jouissance, l'exploitation devra retourner à l'État qui remboursera à la compagnie la valeur de la voie et du matériel. Le capital social est de 65 millions, divisés en 130,000 actions de 500 fr. Après l'adjudication ces actions eurent une grande faveur ; leur plus haut cours jusqu'à présent a été 800 fr. environ.

Une des voies était posée à la fin d'octobre 1845. Le 30 de ce même mois les administrateurs firent un premier voyage d'essai ; la distance d'Orléans à Tours fut franchie en trois heures. Pendant tout

<sup>1</sup> Ce délai ne commencera à courir que du jour où la circulation s'établira sur la ligne entière d'Orléans à Bordeaux, qui a été comprise dans une seule et même adjudication.

l'hiver, des convois de matériaux ont parcouru la ligne, et l'on s'est occupé de terminer les travaux. L'inauguration solennelle a eu lieu le 26 mars 1846; LL. AA. RR. les ducs de Nemours et de Montpensier ont honoré de leur présence cette fête industrielle à laquelle assistaient un grand nombre de notabilités. Enfin le service public a commencé le 2 avril, jour impatiemment attendu par les populations riveraines : cette date, quoiqu'il arrive, sera toujours pour Blois une époque mémorable, et nous la constatons comme le point de départ des changements que l'influence de la nouvelle voie va sans doute opérer dans le pays. L'établissement de ce mode prodigieux de locomotion est un des faits les plus graves et surtout les plus extraordinaires que notre histoire locale ait enregistrés.

---

## CHAPITRE XI.

### FORÊTS.

---

La ville est environnée des trois forêts de *Blois*, de *Boulogne* et de *Russy*, qui contiennent, la première 2,715 hectares, la seconde 3,968, et la troisième 3,207. Elles étaient bien plus étendues avant la fondation des bourgs circonvoisins dont elles couvraient le territoire <sup>1</sup>. L'histoire ne fait point connaître leurs défrichements successifs : on sait seulement que depuis trois siècles elles ont à peu près conservé les mêmes limites.

<sup>1</sup> Une charte du XII<sup>e</sup> siècle, insérée dans les preuves de Bernier p. VII, mentionne comme faisant partie de la forêt de Blois le climat de la *Queue*, aujourd'hui défriché. La même forêt comprenait autrefois dans son enclave le lieu de l'*Hermitage*, siège d'un ancien prieuré conventuel.

Ces trois forêts, anciennes dépendances du comté de Blois, ont suivi toutes ses vicissitudes. Possédées d'abord par les différentes familles de nos comtes, elles furent réunies à la couronne en 1498, lors de l'avènement de Louis XII. Ce monarque généreux fit abattre plus de 2,000 arpents de la forêt de Blois, et donna les bois de charpente à ses officiers et aux bourgeois de la ville, pour élever de nouvelles constructions, *aimant mieux*, disait-il, *loger des hommes que des bêtes*. Son successeur, François I<sup>er</sup>, passionné pour la chasse, établit à Blois une *capitainerie*, préposée à la conservation du gibier; les offices de cette juridiction furent confiés à des gentilshommes du pays. M. Charron, marquis de Menars, beau-père du ministre Colbert, la présidait sous le règne de Louis XIV, époque où Bernier écrivait (p. 5) : « Les forêts de Blois sont remplies » de cerfs, de biches, de chevreuils, de sangliers » et d'autres espèces de bêtes fauves, et sont con- » servées comme estant des plaisirs du roi, sous la » direction de M. le marquis de Menars. »

La cour ayant tout-à-fait abandonné la résidence de Blois, les forêts environnantes cessèrent de servir aux *plaisirs* du roi; la capitainerie, devenue inutile, fut supprimée en 1739.

La *maîtrise*, autre juridiction forestière établie au moyen-âge par les comtes, subsista jusqu'à la Révolution; nous en parlerons au chapitre de l'*ordre judiciaire*.

La forêt de Blois fut longtemps le principal rendez-vous de chasse des comtes, des princes et seigneurs qui successivement habitèrent le château ; elle formait en quelque sorte le parc de cette demeure féodale, car les Allées établissaient une communication directe entre les jardins et la forêt. L'ambassadeur vénitien Andrea Navagero, qui vint à Blois pendant le séjour de François I<sup>er</sup>, l'a décrite en ces termes :

« Il y a plusieurs rendez-vous de chasse et maisons de plaisance ; les bêtes fauves y abondent ; on y voit entre autres une biche colossale que l'on conserve comme chose merveilleuse, et à laquelle il est défendu de toucher <sup>1</sup>. »

Le petit château de la *Noue*, situé au bord de cette forêt, (démoli en 1843), était un des rendez-vous champêtres dont parle l'ambassadeur vénitien ; Henri III et Catherine de Médicis l'affectionnaient particulièrement, et se plurent à l'embellir : on doit regretter la destruction de ce joli manoir, également remarquable par son site, par son architecture et par son ornementation intérieure. Auprès du lieu de la *Noue* se trouve la grande et belle avenue du *Mail*, ainsi nommée parce qu'autrefois sa surface longue et unie fut occupée par un

<sup>1</sup> Mémoires publiés dans la collection des documents inédits de l'histoire de France, t. 1, p. 28.

jeu de *palnail* (ou *mail*) ; la délibération suivante de notre municipalité prouve qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, c'était une promenade publique entretenue aux frais de la ville <sup>1</sup> :

Sur ce qui a esté remonstré par les s<sup>rs</sup> eschevins de ceste ville que son altesse royale <sup>2</sup> leur a commandé de faire accomoder un mail qui est au bout des Allées, proche la maison de la Noue, y faire mettre des ais, rapporter des terres et aultres ouvrages nécessaires ; a esté conclud et arresté que les dicts s<sup>rs</sup> eschevins feront la dépense nécessaire au dict mail, *pour témoigner de plus en plus l'obéissance que la ville veut rendre en toute occasion à sa dicte altesse.*

A la même époque, la forêt de Blois contenait, suivant Bernier, 5,346 arpents (2,715 hect.) En 1773, elle subit un démembrement, par suite de l'échange de 437 arpents, fait par le roi Louis XV avec M. Mesnard, comte de Chousy, près Blois, conseiller d'état et secrétaire des commandements du dauphin, contre la terre de Villepreux, située dans le grand parc de Versailles. Cet échange, régulièrement consommé avant la Révolution de 1789, fut maintenu par l'assemblée nationale ; mais plus tard, M. l'abbé Mesnard de Chousy, fils du précédent, remit ce lot au Domaine, et reçut en échange les bois de Rançon situés dans la commune de Chousy.

<sup>1</sup> Délibération du 6 septembre 1639.

<sup>2</sup> Gaston d'Orléans.

Le nom de la forêt de *Boulogne* n'est que la traduction libre de *sylva longa* (bois long), dénomination employée dans les chartes du moyen-âge. En 1163, le comte Thibault V fonda au milieu de cette forêt, entre Bracieux et Huisseau, un prieuré conventuel de l'ordre de Grammont; le fameux abbé de Rancé, aumônier de Gaston d'Orléans, comte de Blois, et réformateur de la Trappe, posséda ce bénéfice que son dernier et poétique biographe, M. de Châteaubriand, place par erreur à *Boulogne-sur-Mer*; plus d'un lecteur aura sans doute accepté de confiance cette faute de topographie échappée à la plume du grand écrivain. Le prieuré était encore habité du temps de Bernier, qui parle en termes flatteurs des ermites de Boulogne : « Ces religieux, dit-il, quoique solitaires et » fort réguliers, n'en sont pas moins civils et hon- » nestes. » Le même historien évaluait à 3,963 hectares la contenance de la forêt. En 1770, le prieuré fut abandonné par l'ordre de Grammont, et ses biens furent unis au séminaire de Blois : vendus comme propriété nationale, ils forment aujourd'hui un domaine particulier d'une quarantaine d'arpents; c'est la seule portion des trois forêts qui ait été aliénée par suite de la Révolution; le Domaine eût mieux fait assurément de conserver cette enclave dont il regrette aujourd'hui la distraction fâcheuse.

La forêt de *Russy*, située entre le Cosson et le Beuvron, doit sa dénomination, soit au voisinage de ces deux rivières <sup>1</sup>, soit à la nature humide et *ruisselante* du sol. Du temps de Bernier, elle contenait 3,218 hectares. En 1785, le roi en céda la moitié au comte d'Espagnac qui possédait alors la terre de Corméré, située à peu de distance de cette forêt, et consentit à recevoir en échange le comté de Sancerre dont la valeur était bien plus faible. M. d'Espagnac se hâta de faire des coupes en *jardinage*, contraires aux premiers principes d'une bonne exploitation et aux anciens aménagements. Ce gaspillage dura pendant quelques années de jouissance provisoire. Heureusement l'échange n'était pas consommé à l'époque de la Révolution, et il fut possible de l'annuler sans sortir de la légalité. Le sentiment public s'était prononcé pour la révocation d'un acte si dommageable. En 1789, M. Fleury, alors procureur du roi en la maîtrise de Blois, membre de l'assemblée électorale du tiers-état du bailliage, fit insérer au cahier de son ordre un article qui réclamait formellement cette mesure de justice; le mémoire qu'il adressa ensuite à l'assemblée nationale entraîna la conviction des législateurs, et le Domaine recouvra une propriété momentanément sacrifiée à des influences de cour <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Russy* en langue celtique veut dire ruisseau ou rivière.

<sup>2</sup> Ce mémoire évaluait à 5,738,281 fr. les biens que M. d'Espagnac recevait en échange, et à 2,008,616 ceux qu'il donnait.

Pendant la Révolution, ces forêts furent horriblement dévastées, malgré les efforts des magistrats, impuissants à contenir le peuple mutiné; plusieurs cantons se ressentent encore de ce pillage funeste.

Autrefois les ventes rapportaient beaucoup moins au Domaine que de nos jours; on en jugera par le tableau suivant :

FORÊTS.	PRODUIT EN 1789 <sup>1</sup> .	PRODUIT ACTUEL.
Blois. . . . .	49,794 liv.	450,000 fr.
Russy. . . . .	41,298	440,000
Boulogne. . . .	29,489	460,000
	120,281	450,000

Les onéreuses concessions octroyées par les comtes de Blois aux couvents et hôpitaux de la ville et des environs, contribuaient à diminuer le revenu domanial des forêts; car la plupart de ces établissements avaient obtenu le droit de prendre chaque année certaines quantités de bois pour leur chauffage ou pour la réparation de leurs bâtiments. Outre ces prélèvements annuels, le Domaine accor-

<sup>1</sup> Les chiffres de cette colonne sont extraits d'un mémoire de M. Fleury.

dait souvent des coupes extraordinaires de bois aux monastères, aux hospices et même aux gentilshommes en faveur ; les belles charpentes de nos églises et celles de plusieurs châteaux ou hôtels anciens , proviennent de semblables libéralités. La multiplicité des droits de pacage et de pasnage, cause incessante de dévastation , n'était pas moins préjudiciable au Domaine. De tous les établissements qui absorbaient une si forte part du produit des trois forêts, il ne reste aujourd'hui que les hospices de la ville ; ces deux maisons reçoivent chaque année 800 stères 72 c. sur les coupes des forêts de Blois et de Russy. Cette dernière est encore grevée d'un droit d'usage que le comte Jean de Châtillon , mort en 1278, légua aux habitants des communes situées entre le Beuvron et le Cosson ; à défaut du titre original de concession, qui n'existe plus, nous rapporterons les clauses d'une charte datée du mois de mars 1283 <sup>1</sup>, par laquelle Jeanne de Châtillon , fille et héritière du testateur , confirme en les expliquant les dispositions du legs paternel :

Les exécuteurs testamentaires de notre père Joan de Châtillon s'étant assemblés à Blois *pour oïr connoistre et déterminer les complaints qui leur estoient fectes et aportées des griefs que aucuns plaintifs disoient qu'ils avoient soustenu de nostre dict chier seigneur et père*, entre autres les *estagiers* (habitans) d'environ la forêt de

<sup>1</sup> L'original existe aux archives de la ville ; il porte un grand sceau de cire verte aux armes de Châtillon.

Russy entre les deux eaux (les rivières du Beuvron et du Cosson), et ceux qui ont maison entre ces deux eaux quand-même ils n'y demeureraient ; les dits exécuteurs, conformément au testament de notre père, déclarèrent que ces gens-là avaient droit de bois mort et de pâturage dans la forêt de Russy, en payant les redevances accoutumées de seigle et d'avoine <sup>1</sup>. Plus tard, des difficultés s'étant élevées sur l'interprétation de cette déclaration, nous avons décidé ce qui suit : — Les dits usagers auront le bois sec gisant par terre et celui qu'ils pourront enlever *au crochet et à la main sans coignée et sans ferrement, plus le coiche sèche à arragier, l'espine, l'aubespine, le genest, le pourfus, le garais, la bruère, la fougère, le genièvre, la bourdene, le houx et le frasquon*. — Les usagers ne pourront vendre ni céder leurs droits, ni les exercer ailleurs que dans les tailles au dessus de 7 ans ; ils ne le pourront dans les *deffois* ni dans les coudraies.

Probablement ces concessions eurent pour but d'indemniser les riverains des dégâts et des dangers personnels que leur causaient les bêtes fauves ; peut-être aussi doit-on les considérer comme une compensation de la servitude féodale de *garenne ouverte*<sup>2</sup>, dont nos comtes jouissaient dans un certain rayon pour la conservation de leurs plaisirs. L'usage des *estagiers* d'entre Beuvron et Cosson est connu dans le pays sous la dénomination de *croc et mail* ; on l'appelle ainsi, parce que les usa-

<sup>1</sup> La redevance de seigle s'appelait *grenage*, et celle d'avoine *avenage* ; l'une et l'autre sont tombées en désuétude.

<sup>2</sup> Droit qu'avait le seigneur de chasser sur les propriétés riveraines, à l'exclusion des propriétaires eux-mêmes.

gers prétendent se servir du crochet et du maillet <sup>1</sup> pour détacher le bois mort. Divers réglemens ont successivement interprété les anciens titres; le dernier est un arrêté de l'administration centrale de Loir-et-Cher du 24 floréal an VII, qui reconnaît les droits de quatorze communes situées entre les deux rivières, savoir : les Montils, Seur, Cellettes, Chailles, Saint-Gervais, Vineuil, Huisseau, Mont, Tour, Bracieux, Neuvy, Crouy, Thoury, Dhuison; les habitants de ces communes peuvent mener paître, aux termes de l'arrêté, *deux vaches et leur suite par chaque mouée<sup>2</sup> de terre*. On évalue à 40,000 fagots, d'une valeur de 24 à 26,000 francs, la quantité de bois que la servitude de *croc et mail* enlève annuellement au Domaine. L'administration des forêts plaide depuis longtemps pour la faire restreindre; mais, en attendant une solution définitive, les quatorze communes continuent d'exercer leur ancien privilège comme par le passé, et de révéler la mémoire de leur bonne comtesse Jeanne de Châtillon.

<sup>1</sup> Quoique cet instrument ne soit pas mentionné dans la charte de 1283, son usage n'a rien de contraire à la clause expresse *sans ferrement*.

<sup>2</sup> Une mouée contient 9 arpents du pays.

# TABLE

## DES MATIÈRES.

---

INTRODUCTION .....	I
--------------------	---

### Première Partie.

#### HISTOIRE GÉNÉRALE.

CHAP. I <sup>er</sup> . Origine et premiers temps de Blois. — Époque gauloise. — Domination romaine. — État du pays sous les deux premières races.....	5
CHAP. II. Féodalité. — Comtes souverains. — Condition des personnes au moyen-âge. — Guerres seigneuriales. — Croisades.....	21
CHAP. III. Invasion anglaise. — Vente du comté. — Blois sous la maison d'Orléans. — Séjours de la cour.....	50
CHAP. IV <sup>1</sup> . Réforme protestante. — Guerres de religion.....	65

<sup>1</sup> Ce titre, qui a été omis, devrait se trouver après la ligne 15 de la page 65, avant ces mots : *La réforme protestante.*

CHAP. V.	États de 1576. — États de 1588. — Meurtre des Guise.....	86
CHAP. VI.	Blois pendant la Ligue. — Affaire de Jean Dutemps.....	110
CHAP. VII.	Affaire de la Pancarte. — Troubles de la minorité de Louis XIII. — Retraite de Marie de Médicis à Blois, et son évasion. — État des protestants. — Arrestation des princes de Vendôme. — Avènement de Gaston. — Pestes et famines. — Vœu de 1631. — Séjour de Gaston à Blois. — Troubles de la Fronde. — Retraite et mort de Gaston....	120
CHAP. VIII.	Passage de Louis XIV. — Disettes. — Révocation de l'édit de Nantes. — Fêtes publiques. — Entrée de M. de Bertier, premier évêque. — Réception des petits-fils de Louis XIV. — Jansénisme. — Conseil supérieur.....	144
CHAP. IX.	Blois pendant la Révolution.....	169
CHAP. X.	Blois depuis la Révolution jusqu'à nos jours.	263
CHAP. XI.	Mœurs et vie privée des habitants.....	310

### Deuxième Partie.

DESCRIPTION HISTORIQUE .....	337
CHAP. I <sup>er</sup> . Anciens murs, tours et portes de ville.....	342
CHAP. II. Faubourgs et banlieue.....	350
CHAP. III. Rues. — Pavage. — Alignements. — Éclairage. — Origine des noms des rues.....	359

# DES MATIÈRES.

597

CHAP. IV. Places, carrefours, promenades publiques, — Butte des Capucins.....	381
CHAP. V. Ponts, quais, levées, cours et navigation de la Loire, crues et inondations.....	403
CHAP. VII. Fontaines, aqueduc romain, Arrou.....	439
CHAP. VIII. <i>Édifices publics</i> : le château et ses jardins; évêché et grand séminaire; préfecture; pa- lais de justice et prisons; hôtel-de-ville; halle aux grains; poissonnerie; hospices; églises, couvents et cimetières.....	451
CHAP. IX. Maisons anciennes .....	548
CHAP. X. Routes, chemin de fer.....	570
CHAP. XI. Forêts.....	585





## ERRATA.

---

- Page 55, ligne 2; n'offre, *lisez* : n'offrirait.  
— 59, — 13; composées, *lisez* : écrites.  
— 61, — 21; après Charles IX, mettez une virgule au lieu d'un point.  
— 74, note 2; Mémoires de Condé, *mis pour* : Registres des dé-libérations municipales.  
— 75, ligne 11; 180, *lisez* : 200.  
— 112, — 19; et tandis, *supprimez* : et.  
— 114 ligne 8; Hommages, *lisez* : hommes.  
— 123, — 20; 600, *lisez* : 500.  
— 127 — 21, huguenots, *lisez* : catholiques.  
— 128 — 10, Vignier, *lisez* : Vignier.  
— 428 — 2, chantier, *lisez* : lit.  
— 134, note 1; 1632, *lisez* : 1631.  
— 140, ligne 3; 10 fr., *lisez* : 10 sous.  
— 145, — 14; de mademoiselle Pellisson à Scuderi, *lisez* : de mademoiselle de Scuderi à Pellisson.  
— 308, — 2; au bas, *lisez* : au bord.

Page 333, ligne 1; furent exécutés, *lisez*: (Marie Thibault, veuve Châtaignier, fut seule exécutée; ses deux complices furent en effet condamnés à mort; mais leur peine fut commuée par le roi en vingt années de travaux forcés.)

- 376, — 22; voisine, *lisez*: contiguë à ce puits.
- 387, — 18; il, *lisez*: elle.
- 392, — 2 de la note; droite, *lisez*: presque droite.
- 410, — 20; de l'époque, *lisez*: du temps.
- 417, — 22; après exhaussement, *lisez*: a.
- 418, — 14; trançons, *lisez*: tronçons.
- 435, — 11; ôtez la virgule après actuelle.
- 510, — 23; soutiennent, *lisez*: supportent.
- 519, — 11, au-dessus du rond-point où se trouve la chapelle de la Vierge, *lisez*: au-dessus de la coupole du chœur.

— 543, — La chapelle du prieuré de *Saint-Jean-en-Grève* était plus rapprochée de la ville que celle du séminaire: on en voit encore quelques restes au fond de la cour de l'école normale. La chapelle du séminaire, bâtie sous l'épiscopat de M. de Théminea, a été démolie pendant la révolution.





Le prix de l'ouvrage, composé de deux forts volumes in-8°, de plus de 600 pages chacun, est de 14 fr.

On Souscrit à Blois :

CHEZ E. DÉZAIRS, RUE DU POIDS-DU-ROI;

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.











DUE AUG 3 1923

MAR - 1927 ILL

1385694

JUL 26 1926

DUE APR 7 1928

DEC 2 1974 ILL

4381783

DUE JUN 15 1928

~~DUE NOV 12 '32~~

BOOK DUE - WID

~~MAY 23 1975~~

~~DUE MAY 12 '42~~

6 MAY 27 1976

~~JUN 1 '61 H~~

de Blois,  
ner Library

002820274



2044 087 922 613